UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

BINDING LIST SEP 1 1928

REVUE

DE

SYNTHÈSE HISTORIQUE

REVUE

DE

SYNTHÈSE HISTORIQUE

DIRECTEUR : **HENRI BERR**

TOME TRENTE-TROISIÈME

(Nouvelle Série. — Tome VII)

AOUT A DÉCEMBRE 1921

2265-92
2.11.28

PARIS
LIBRAIRIE LÉOPOLD CERF
12, RUE SAINTE-ANNE (Ier)

1921
(Mai 1922)

D
1
R4
t. 33-35

Il a paru déjà sur la guerre mondiale une multitude de publications, de toutes sortes : documents officiels, souvenirs et mémoires, récits d'événements, histoires générales — sommaires ou développées. Mais l'organisation du travail laisse fort à désirer jusqu'ici. Il importerait que l'élaboration des matériaux et leur utilisation se fissent avec la méthode et le sens critique qui sont, en histoire, des acquisitions récentes.

La *Revue de Synthèse historique*, quand elle a reparu en 1919, a annoncé qu'elle réserverait une place à l'histoire de la Guerre. Elle le devait d'autant plus que, très consciemment, c'est vers le passé le plus proche, en même temps que vers le plus lointain, qu'elle dirige son principal effort : vers le plus lointain passé, dans un intérêt surtout philosophique ; vers le passé le plus proche, dans un intérêt pratique, — mais qui ne l'est pas exclusivement, puisque l'étude des divers facteurs du présent projette une vive lumière sur les éléments du passé [1].

Il s'agissait donc de savoir comment la *Revue* ferait leur part aux formidables événements des années récentes. On avait songé d'abord à un Bulletin qui grouperait, périodiquement, les principales tout au moins des publications relatives à la Guerre. Mais, ce faisant, la *Revue* n'aurait rien procuré au public de particulièrement utile, d'approprié à son programme et à son rôle, — pas plus que si elle avait réuni dans un fascicule spécial des articles relatifs à des épisodes ou à des phases de la Guerre.

Il a semblé, somme toute, que le plus incontestable service que pourrait rendre la *Revue de Synthèse historique* consisterait à tâcher, comme elle l'a fait depuis vingt-deux ans pour l'ensemble

1. Voir tome XXIX, Introduction : *Les Études historiques et la Guerre.*

de l'histoire, de donner aux travailleurs, dans ce domaine nouveau, des renseignements généraux et des suggestions propres à les orienter.

Réflexions de méthode : indications de centres d'études et d'instruments de travail essentiels ; études critiques de certaines publications, surtout d'ordre politique et militaire : voilà la matière du présent fascicule.

Si nous en publions plus tard un second, nous nous proposons d'insister sur le côté économique et sur le côté moral de la Guerre : c'en sont là deux aspects d'une singulière importance [1]. Il nous faudra les éclairer particulièrement, pour la recherche des causes profondes, — puisque l'histoire, telle que nous la concevons ici, n'a pas pour but unique de recueillir et de grouper empiriquement de bons matériaux, mais qu'elle tend à une interprétation synthétique qui fasse leur juste part aux divers facteurs explicatifs.

H. B.

1. Voir René Hubert, *Les Interprétations de la Guerre*, et H. Berr, *Le Germanisme contre l'Esprit français, Essai de psychologie historique.*

SUR

L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DE LA GUERRE

Les quelques pages qui suivent ne sauraient avoir la prétention d'être, dans leurs dimensions restreintes, un essai de méthodologie, même sommaire, pour l'étude de l'histoire de la guerre. D'ailleurs, la méthode historique est une, et celle que doit appliquer le narrateur des événements de 1914-1919 n'offre rien et ne peut rien offrir de spécifique. On veut seulement présenter ici quelques remarques sur les conditions dans lesquelles cette histoire s'élabore, et sur l'orientation qu'il semble désirable de donner aux travaux dont elle est l'objet.

***

De tout temps, le hasard des découvertes documentaires, les convenances personnelles des chercheurs et les engouements des lecteurs ont joué un grand rôle dans les progrès de la connaissance historique. Dans le choix de ses points de direction et dans le rythme de sa marche, la fantaisie individuelle a toujours eu plus de part que l'esprit d'effort discipliné et collectif. Aussi chacun de ses pas en avant s'accompagne-t-il de tâtonnements, de délais inutiles et de gaspillages de force.

On a pu croire un moment que l'histoire de la guerre de 1914-1918 se constituerait dans des conditions différentes, et meilleures. L'événement avait ébranlé le monde ; il allait, pendant de longues années, tenir les imaginations frappées et surexcitées les curiosités. A la faveur de ce mouvement d'attention stabilisé, il serait peut-être possible de créer une organisation internationale, ou tout au moins interalliée, pour la construction en commun d'un vaste

monument d'histoire, sous le patronage moral, voire même avec le concours de la Société des Nations. Pour la première fois, le souvenir d'un instant capital dans l'histoire de l'humanité allait pouvoir être fixé sans retard, grâce à une vaste enquête immédiatement entreprise, qui ferait une abondante récolte de témoignages directs et frais, et qui, bien conduite, produirait le maximum de résultats exacts, pour une dépense minima de temps, de labeur et d'argent.

Ce rêve s'est évanoui. Il n'était d'ailleurs susceptible d'aucune réalisation pratique. Il était aisé de prévoir que chacun des pays belligérants, insoucieux de ses alliances de la veille, ferait son histoire de la guerre par ses moyens propres, suivant son génie propre, et en se conformant à ses habitudes anciennes : que, par exemple, le grand public de langue anglaise se bornerait à lire, sur la guerre, des livres conçus à l'anglaise et écrits en anglais, auxquels viendraient se joindre des traductions en cette langue de quelques ouvrages étrangers. C'est probablement entre les deux ennemies acharnées d'hier, la France et l'Allemagne, que s'établira dans le domaine de l'histoire de la guerre, tout comme il l'était avant 1914 dans le domaine des sciences historiques en général, l'échange le plus actif de renseignements et d'idées : déjà il se pratique ; mais il n'équivaut pas à une collaboration, au vrai sens du mot ; et d'ailleurs, si elle était limitée à deux pays, une organisation « internationale » pour l'étude de l'histoire de la guerre ne mériterait pas ce nom. Il faut donc en prendre son parti : il y aura des relations d'homme à homme, de groupe à groupe, entre les travailleurs qui, un peu partout dans l'ancien et le nouveau Monde, s'efforcent de faire la lumière sur les événements de 1914 à 1919 ; et il n'est pas besoin d'ajouter que c'est un devoir pour les spécialistes d'un pays, devoir tout à fait strict lorsqu'il s'agit de l'étude des problèmes diplomatiques, que de se tenir au courant de la production étrangère ; — mais, sous ces réserves, on doit admettre ou subir ce fait qu'il n'y aura formation d'une littérature internationale sur l'histoire de la guerre que par la juxtaposition de littératures nationales, parmi lesquelles figurera une littérature française, due à des Français, essentiellement fondée sur l'emploi de documents français, et traitant surtout des événements qui, en bien ou en mal, ont particulièrement touché la France. Dès lors peut se poser la question suivante : puisqu'il doit y avoir, dans cette

série d'efforts parallèles, un effort français, vers quelles fins l'orienter pour que, malgré l'appauvrissement en main-d'œuvre érudite et en moyens de publications, et pour pallier les fâcheuses conséquences de cet appauvrissement même, il ne coûte pas trop et rapporte le plus possible ? Et cette question en appelle à son tour et préalablement une autre : quel est actuellement en France l'état et quelles sont les conditions des études sur l'histoire de la guerre ?

D'une manière générale, l'intérêt passionné avec lequel avait été accueilli, depuis 1914, tout ce qui traitait de l'histoire de la guerre, a faibli au cours de ces derniers mois. Sur ce terrain comme sur les autres, l'affaissement consécutif à une lutte épuisante se fait sentir ; les générations qui ont fait ou vécu la guerre sont fatiguées ; leur principal souci est de vivre, de reprendre des forces ; le présent et l'avenir les préoccupent plus que le passé. Un article sur la reconstruction économique de l'Europe ou sur le problème des réparations a plus de chances de retenir leur attention qu'un livre, fût-il de premier ordre, sur la bataille de la Marne de 1914, ou sur l'offensive allemande de mars 1918. Les éditeurs le savent bien ; « on ne veut plus, disent-ils, entendre parler de l'histoire de la guerre » ; ils exagèrent, mais il est certain que, dans ce domaine, la capacité d'absorption de la clientèle a sensiblement diminué. Aussi les volumes se font-ils plus rares ; la publication des collections en cours est arrêtée ou ralentie ; pour le placement d'un livre, d'un article de périodique, les auteurs éprouvent des difficultés. Il est significatif que nous n'ayons encore, sur l'histoire de la guerre, ni une revue qui se soit imposée, ni une grande collection de documents. Il existe depuis plusieurs années une Société d'histoire de la guerre ; mais il ne semble pas que jusqu'ici elle se soit beaucoup développée ; en tout cas, elle n'a encore rien fait. Donc, première difficulté : l'effort des historiens qui travaillent à constituer l'histoire de la guerre est mollement secondé par le public [1].

Seconde difficulté : les sources d'archives, dont l'importance n'a pas à être soulignée, sont mal repérées, inaccessibles ou peu accessibles, et, pour une part certainement, en voie de disparition.

1. Nous laissons de côté la question de l'appui donné par l'État ; elle est traitée dans ce numéro même avec une compétence qui ne laisse rien à désirer. Il est évident que, par ces temps d'économies indispensables, on ne peut attendre qu'une participation limitée des pouvoirs publics aux frais des études sur la guerre.

La guerre a produit une masse considérable de documents, manuscrits, dactylographiés ou imprimés, qui devraient ou être dès maintenant versés aux archives publiques, ou être tenus à l'abri, en vue d'un versement ultérieur. Les documents diplomatiques sont aux Affaires étrangères ; probablement, ils y sont au complet et ne risquent rien. Les documents militaires sont au Ministère de la Guerre. Quel en est le volume? Présentent-ils, ou non, des lacunes initiales? Ont-ils été soumis à des triages, à des reclassements? A ces questions, nous ne pouvons faire de réponse; mais enfin ces documents existent ; ils remplissent la plus grande partie d'une caserne parisienne, et, comme celle des documents diplomatiques, la conservation en paraît assurée. Mais ni les uns ni les autres ne sont actuellement communicables, et ils ne le seront pas davantage pendant bien des années encore ; il n'y a pas à en faire état pour l'étude. En ce qui concerne les documents émanés pendant la guerre des administrations civiles, temporaires ou non, la situation n'est pas beaucoup plus favorable. On en obtiendrait plus facilement l'accès ; mais ils sont dispersés, et des trous s'y creusent, constamment et obscurément grandissants. Certes, on ne pouvait songer à garder tout, car il s'agissait de tonnes et de tonnes de papiers ; du moins aurait-on dû s'attacher à détruire avec discernement, d'après un plan raisonné que les spécialistes d'archives eussent facilement dressé: on ne l'a pas fait, et les mises au pilon sont ou seront décidées au petit bonheur, par des subalternes. Il ne restera peut-être rien des archives de certains services autonomes, qui ont joué un rôle important ; ou bien il n'en subsistera que des papiers sans valeur. Cette fois encore, comme si souvent dans le passé, la négligence et l'ignorance simplifieront la tâche des hommes qui ont mission de veiller à l'accroissement légal des dépôts d'archives publiques.

Si les sources d'archives sont inaccessibles, ou éparses, et partiellement menacées de destruction, par contre les sources imprimées sont d'une surabondance telle qu'elle en devient gênante. Nous reviendrons sur ce point, en parlant de l'urgence du travail bibliographique et critique; nous nous bornons à faire mention, ici, de cette difficulté. Nous pourrions en signaler d'autres encore, d'ailleurs moins graves ; mais nous craindrions, en multipliant des constatations peu encourageantes, de donner l'impression qu'un seul parti reste à prendre : s'abstenir. Or il n'en est pas ainsi.

L'histoire de la guerre se fera, se fait déjà ; les obstacles que nous venons d'indiquer seront une cause de retard et non d'arrêt. Tout fait présumer que la tâche sera finalement accomplie : il y a seulement à se demander s'il est possible, par une pratique rigoureuse de la méthode et par un choix rationnel des types de travaux, de la rendre moins longue et moins pénible. Les quelques observations qui suivent sont la réponse que nous paraît appeler cette question.

Le travailleur qui aborde l'histoire de la guerre doit s'être prémuni contre un danger : celui de donner au sujet, dans le temps, une extension démesurée. On se laisserait assez facilement aller à comprendre dans l'histoire de la guerre celle des événements qui l'ont préparée et celle de ses conséquences : il faut résister à cette tentation. L'histoire de la guerre n'est pas celle de l'avant-guerre, et encore moins celle de l'après-guerre. On doit considérer que le traité de Versailles a clos la guerre de 1914-1918 comme les traités de Vienne avaient clos les guerres de la Révolution et de l'Empire. Qu'on prenne comme terme final la date de la signature du traité, ou celle de sa mise en vigueur, ou celle de la cessation officielle, en France, des hostilités, peu importe : la différence n'est que de quelques semaines, ou de quelques mois. L'essentiel, c'est que, une fois mise en place, la borne soit respectée ; autrement on irait à la confusion, et, à force d'exagération, au néant. Pourquoi et où arrêter un exposé des conséquences économiques, sociales, politiques de la guerre ?

Cette limitation chronologique s'accompagnera d'une limitation logique. Toutes les manifestations de l'activité d'un ou dans un pays belligérant, entre 1914 et 1919, n'appartiennent pas à l'histoire de la guerre : tel est le cas pour certains faits ou actes de l'ordre intellectuel ou artistique — par exemple les acquisitions du Musée du Louvre pendant ces six années, ou la controverse relative à Shakespeare — sur lesquels, de toute évidence, la crise n'a pas eu d'effet perceptible. Tout en faisant la part large aux répercussions qui se révèlent parfois très inattendues, il faut reconnaître qu'il y a des concomitances, des coïncidences qu'on ne peut transformer en corrélations qu'en faussant la réalité. Dans le même ordre d'idées, il serait excessif d'admettre dans le sujet « histoire de la guerre » l'histoire des pays demeurés neutres, ou même celle des pays qui, quoiqu'ayant rompu les relations diplo-

matiques avec l'Allemagne, n'ont pas pris part aux opérations. En dépit des répercussions économiques, favorables ou non, dont ces pays ont été le théâtre, comme l'élévation du prix de la vie, ou l'enrichissement provenant des fournitures faites aux alliés, l'histoire du Brésil ou celle de la Norvège, pendant la guerre, ne sont pas l'histoire de la guerre. A côté de celle-ci, il y a, de 1914 à 1919, une histoire du monde, qui ne se confond pas nécessairement avec elle.

Ce sont là des vérités de pur bon sens, et même de gros bon sens. Nous n'avons aucun mérite à les formuler, mais il y a peut-être quelque utilité à les rappeler, car elles sont parfois méconnues. Tenant le champ de l'étude pour désormais défini, voyons brièvement — en nous plaçant au point de vue, non de l'amateur ou du publiciste, mais du professionnel qualifié, que l'histoire de la guerre attire — quels sont les travaux utiles, ou les plus utiles, auxquels elle se prête.

Pendant longtemps encore, la rédaction d'une histoire générale de la guerre sera une besogne ingrate, à la fois parce que nos connaissances offrent de grandes lacunes, qui ne seront pas comblées de sitôt, et parce que notre information devient de jour en jour plus riche. Il faut de ces histoires, et on en publiera ; elles auront pu coûter beaucoup de peine et témoigner de beaucoup de talent ; mais il est inévitable qu'elles soient promptement périmées. Des « précis » d'un type et de dimensions plus modestes, qui n'auraient d'autre prétention que de présenter, à une date donnée, un tableau des résultats acquis, rendraient des services.

A défaut d'entreprendre une histoire générale, on peut se risquer à faire choix d'un « grand sujet ». Mais où le prendre? Pour un civil historien, une étude de faits militaires est contre-indiquée, abstraction faite de toute question de compétence, parce que, nous l'avons vu, cet historien n'aura pas accès aux sources originales. Les archives militaires sont entre les mains de l'État-Major de l'Armée ; il en tirera, à son heure, ce qu'il jugera bon d'en publier[1] ; il est probable que, comme l'ont été celles de la guerre de 1870 — qui d'ailleurs ne sont pas encore officiellement ouvertes aux profanes — elles demeureront fermées jusqu'à la disparition du dernier des grands chefs qui ont participé à la lutte.

1. Il a commencé ; voir ci-après. *Notes, questions et discussions.*

Quant à l'étude éventuelle des faits diplomatiques, même observation, parce que même prohibition : les archives récentes des Affaires étrangères sont aussi hermétiquement closes que celles de la Guerre, et on ne pourra de longtemps atteindre les documents, sans aucun doute du plus haut intérêt, qu'elles renferment, qu'à travers des « livres jaunes » et autres publications officielles ou officieuses du même genre, assurément insuffisantes, quel qu'en soit le mérite, pour procurer à l'esprit scientifique les garanties qu'il réclame. Ici encore, certitude, nullement encourageante, de ne pouvoir faire que de l'incomplet et du provisoire. Alors, vers quel côté se tourner ? Un vaste champ est ouvert : l'étude des conditions politiques, économiques et sociales, dans lesquelles la guerre a été faite, et de ses conséquences du même ordre. Mais sur ce champ se trouve déjà au travail l'équipe de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, avec ses quarante-cinq volumes en préparation [1], qui semblent bien devoir épuiser et la littérature imprimée des sujets nombreux qu'embrasse son programme, et les documents d'archives actuellement accessibles. Certes, le monument ainsi élevé ne sera ni définitif, ni complet ; néanmoins il promet d'être provisoirement suffisant, et comme il doit être vite édifié, il sera toujours temps d'en reprendre et de refaire telle ou telle partie qui paraîtrait manquée. Non, décidément, le choix d'un « grand sujet » ne va pas tout seul.

Il reste que la besogne qui s'offre à l'heure qu'il est comme le plus aisément exécutable et la plus utile est une besogne de recension et de critique ; et dans cette besogne même mérite la priorité, en raison de son urgence particulière, le travail bibliographique.

La production de livres et d'articles sur la guerre, pendant la guerre, a été énorme ; depuis, si le nombre des publications a subi, comme nous le notons plus haut, un fléchissement, il reste appréciable. On peut être dès à présent certain que, dans vingt ans, dans trente ans, lorsque les travailleurs s'occupant de l'histoire de la guerre auront devant eux d'une part la masse des documents d'archives, d'autre part une littérature qu'on peut sans témérité qualifier par anticipation de colossale, la difficulté que crée la surabondance des sources deviendra pratiquement insur-

1. Voir ci-après, *Notes, questions et discussions.*

montable. La question ne se posera plus de savoir si l'on doit voir tout : matériellement, on ne pourra y songer. Aux historiens futurs de la guerre, on doit, si l'on veut qu'ils puissent agir et obtenir des résultats, préparer un terrain préalablement et progressivement déblayé.

Cette condition peut être remplie. Tout, dans ces livres et articles innombrables consacrés à l'histoire de la guerre, est loin d'avoir de la valeur ; et, surtout, les doubles, les multiples emplois y abondent. Prenons par exemple la littérature narrative, les mémoires, journaux ou correspondances des chefs ou des soldats. Que peut-on attendre de ces documents ? Des renseignements sur les faits de guerre et des renseignements sur l'état d'esprit des combattants. Sauf exception, l'intérêt des renseignements sur les faits est en raison directe de l'importance du grade du rédacteur ; et, hormis les cas où l'on a affaire à un témoin doué d'une intelligence et d'une puissance de vision hors de pair, les récits de soldats ou d'officiers subalternes valent surtout par les indicacations psychologiques qu'ils contiennent. Or, le nombre des textes de ce genre déjà publiés est tel qu'il créerait à l'historien qui voudrait les utiliser un sérieux embarras. Il y a un truisme dans cette constatation — il faut cependant la rappeler ici — que la valeur des documents historiques tient pour une large part à leur rareté plus ou moins grande. Précieux, parce qu'en nombre restreint, pour l'histoire des guerres de la Révolution et de l'Empire, les « mémoires de soldats » le seront moins, parce qu'ils foisonnent et parce qu'ils se répètent, pour l'historien de la guerre récente. Ajoutons d'ailleurs que, tout en projetant sur une partie du tableau une lumière à laquelle on ne pourrait reprocher que d'être vive à l'excès, ils en laissent dans l'ombre une autre, et non la moindre : œuvre de bourgeois ou d'intellectuels, ils nous font connaître, dans leur mentalité, et dans leur sensibilité souvent charmante, une série de combattants issus de la bourgeoisie, de l'Université ; mais les ouvriers, et surtout les paysans, qui ont formé le fond des armées ? possède-t-on, publiera-t-on des correspondances, des carnets de guerre écrits par des cultivateurs ?

A côté de la littérature narrative, la littérature polémique appellerait des réflexions analogues, peut-être plus accentuées encore : de tous ces écrits tendancieux, partiaux, parfois très violemment, dont la publication a été un prolongement de la bataille, qu'y

a-t-il à retenir pour l'histoire? Ici, comme dans la masse autobiographique, de larges coupes s'imposent, et tout un travail de classement, d'étiquetage, qui dispensera l'historien de consulter tel livre, tel article, ou au contraire lui en fera un devoir. Sans doute cette discrimination s'accompagnera de quelques erreurs : mais, étant donné la multiplicité des recoupements qui, en tout état de cause, demeureront possibles, ces erreurs ne sauraient avoir qu'une gravité restreinte ; et, au surplus, si l'on veut aboutir, comment ne pas se résigner au risque de les commettre ?

L'intervention bibliographique, dans le domaine qui nous occupe, aura donc un but négatif : disqualifier, après triage, un nombre peut-être élevé de publications, les réduire à n'être plus, et au plus, qu'un numéro dans un répertoire. Mais elle aura aussi un but positif ; elle se fera très active. Elle devra, naturellement, pousser en pleine lumière les ouvrages essentiels. Elle s'efforcera d'établir la liste des publications officielles, si dispersées, jamais négligeables, et parfois d'une importance si grande. Elle s'attachera à recueillir au jour le jour, à mesure et où qu'ils se produisent, dans un livre ou dans une revue, à la tribune d'un parlement ou dans une interview, les témoignages, souvent fugitifs et dont la trace peut facilement être perdue, des « grands rôles » survivants de la guerre, avec l'indication des rectifications ou des polémiques que ces témoignages auront pu provoquer. Elle voudra être pratique en même temps que savante et elle ne perdra pas de vue par exemple que, s'il s'agit d'utilité courante, quotidienne, rien ne saurait être pour le moment préférable à des catalogues communs, où seraient groupées sur le papier, après sélection, les ressources des principales bibliothèques.

Si le développement des moyens d'information bibliographique est si souhaitable, c'est surtout parce qu'il rendrait facile une série de travaux critiques : comptes rendus de publications, études sur des sources narratives, mises au point de telles ou telles questions, etc. Tout cela pourrait avoir le plus grand prix. Voilà le terrain solide par excellence sur lequel il serait actuellement loisible à l'historien de la guerre d'accomplir besogne attrayante, d'une utilité certaine, et d'une réelle portée. Attrayante : ne serait-ce qu'en ménageant fréquemment l'occasion d'instituer des comparaisons de témoignages, presque toujours intéressantes ou piquantes ; bien que les mémoires publiés de grands chefs soient

moins abondants en France qu'en Allemagne, où la défaite et le licenciement du haut commandement ont donné libre cours à un flot de justifications et de plaidoyers, ils sont néanmoins assez nombreux pour prêter à de suggestives dissertations. D'une utilité certaine : il y a bien des chances pour qu'une bonne étude de sources, menée à fond, conserve une valeur durable ; quant aux mises au point qui exposent l'état d'un problème et les solutions qu'il a reçues, il n'y a pas à démontrer les services qu'elles rendent au progrès de la connaissance. D'une réelle portée : une des conséquences les plus regrettables du grand conflit, c'est l'affaiblissement du sens critique, même chez les hommes qui font profession d'en avoir ; les ouvrages sur la guerre dus à des historiens de carrière laissent d'ordinaire, sous ce point de vue, plus ou moins à désirer ; ils sont trop fréquemment marqués au coin de l'esprit de guerre, qui n'avait pas grand chose de commun avec l'esprit scientifique ; il y a là un redressement à opérer ; et, plus efficacement peut-être que les exhortations théoriques, des prédications par l'exemple, en créant la réaccoutumance, permettront de renouer le fil de la tradition.

***

Jusqu'ici, les historiens qui ont abandonné leur spécialité antérieure pour se consacrer à l'histoire de la guerre sont très rares. Ceux qui appartenaient à des générations déjà anciennes étaient hors de cause : on se résout malaisément à sacrifier les résultats d'un effort poursuivi pendant vingt ou trente ans pour acquérir une compétence. Il en était de plus jeunes, moins engagés, qui auraient peut-être bifurqué : ceux-là ont péri. Ce sont des adolescents d'aujourd'hui, encore en formation, qui recruteront, plus tard, les équipes nécessaires. Il ne serait d'ailleurs pas opportun qu'elles se formassent trop vite ; car leur action serait gênée par des conditions de travail qui, nous l'avons vu, ne sont pas particulièrement favorables. Ces conditions s'amélioreront, mais lentement, à mesure que les suites matérielles de la guerre pèseront moins lourdement sur nous. Le moment venu de l'emploi d'une main-d'œuvre plus abondante, elle se trouvera : le très grand intérêt du sujet suffit pour écarter toute inquiétude à cet égard.

PIERRE CARON.

RÉFLEXIONS D'UN HISTORIEN

SUR

LES FAUSSES NOUVELLES DE LA GUERRE

I

Les historiens ont suivi avec le plus vif intérêt les progrès accomplis au cours de ces dernières années par la psychologie du témoignage. Cette science est toute jeune ; à peine si elle a plus de vingt ans d'âge ; du moins il n'y a guère plus de vingt ans qu'elle a commencé à se constituer en discipline indépendante. Il est juste d'ajouter que la critique historique, plus vieille, lui avait frayé les voies. Les premiers témoins qui furent interrogés de façon rationnelle étaient des documents, maniés par des érudits. Les psychologues ont dû en cette matière prendre pour point de départ les règles appliquées pratiquement, plutôt que formulées en théorie, par les Papenbroch, les Mabillon, les Beaufort et leurs émules. Mais ils ont développé ces principes avec leurs méthodes propres. Surtout ils ne se sont pas bornés à exploiter la matière terriblement complexe que leur fournissait le passé, ou la vie courante ; ils ont monté de véritables expériences ; grâce à elles, ils ont pu isoler les uns des autres les différents problèmes, mettre un peu d'ordre dans la recherche, et dégager les éléments des solutions futures [1].

1. La « littérature » de la psychologie du témoignage est déjà très considérable ; et comme elle est surtout constituée par des articles de revue, dispersés dans des périodiques nombreux, elle est difficile à dépouiller et à suivre. L'ouvrage de J. Varendonck, *La Psychologie du témoignage*, in-8, Gand, 1914, dépourvu d'idées originales, forme un guide commode et renferme une bonne bibliographie. Cf. dans la *Revue de Synthèse historique* les articles de A. Fribourg, XII (1906), p. 262, et XIV (1907), p. 158. Tout récemment, la revue *Folklore* (XXXI, 1920, p. 30) a publié un intéressant article de F.-C. Bartlett intitulé : *Some experiments on the reproduction of Folk-Stories* (*from the psychological laboratory, University of Cambridge*). Je n'ai pu lire G. Belot : *Comment observent jeunes et vieux, Bulletin de la Société Alfred Binet*, 1919.

Par un équitable retour les résultats de leurs travaux, si incomplets encore qu'ils paraissent, apportent dès aujourd'hui aux historiens un secours précieux. Nos défiances jusqu'ici étaient surtout instinctives; elles se fonderont de plus en plus en raison. Notre doute devient méthodique. Par là même il trouvera ses justes limites. Il n'y a pas de bon témoin; il n'y a guère de déposition exacte en toutes ses parties; mais sur quels points un témoin sincère et qui pense dire vrai mérite-t-il d'être cru? question infiniment délicate, à laquelle on ne peut donner d'avance une réponse immuable, valant en tous cas; il faut examiner soigneusement chaque espèce et se décider chaque fois d'après les besoins de la cause. Mais les solutions particulières n'auront de base sérieuse que si elles s'inspirent de principes généraux; ces directives, à qui les demander sinon aux observations sur le témoignage? De quelles lumières déjà l'œuvre des psychologues n'éclaire-t-elle pas les grands drames de l'histoire : l'affaire des Templiers par exemple, ou celle de Gilles de Rais [1] ou encore cette épouvantable tragédie à mille actes divers que furent les procès de sorcellerie!

Il y a plus : la critique méthodique du témoignage semble aboutir à une conséquence fort grave, bien qu'assez peu remarquée : elle a porté un coup très rude à l'histoire pittoresque. Guillaume de Saint-Thierri, dans sa Vie de saint Bernard, rapporte que celui-ci, étant moine à Cîteaux, ignora longtemps de quelle façon la chapelle, où il suivait régulièrement les offices, était éclairée; il fut surpris d'apprendre un jour que trois fenêtres au chevet, et non pas une seule, comme il l'avait cru jusqu'alors, y versaient la lumière [2]. Sur ces traits, et d'autres analogues, l'hagiographe s'étonne et admire : quel grand saint une pareille indifférence aux vanités de cette terre ne faisait-elle point présager! Nous savons aujourd'hui que pour se tromper à ce point sur l'aspect des choses qui devraient, semble-t-il, nous être les plus familières, pas n'est besoin d'être un Docteur de l'Église et un prince du mysticisme. Les étudiants du professeur Claparède, à Genève, ont prouvé, au cours d'expériences fameuses, qu'ils connaissaient aussi mal dans ses grandes lignes architecturales le vestibule de leur Université

1. Cf. Salomon Reinach, *Gilles de Rais*, *Cultes*, *Mythes et Religions*, IV, p. 266; cf. *ibid.*, p. 319. M. Ch.-V. Langlois croit, comme M. Reinach, à l'innocence de Gilles de Rais; voir sa *Notice sur M. Noël Valois*, *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1918, p. 156.

2. *S. Bernardi Vita*, I, c. IV, 20, Migne, t. 185, col. 238.

que jadis Bernard la chapelle ou le réfectoire de son couvent[1]. Dans une déposition normale, c'est-à-dire mêlée de vrai et de faux, rien d'ordinaire n'est plus inexact que ce qui touche les petits détails matériels; tout se passe comme si la plupart des hommes circulaient les yeux à demi-fermés au milieu d'un monde extérieur qu'ils dédaignent de regarder. Comment désormais prendre au sérieux, chez les chroniqueurs, les morceaux descriptifs, la peinture des costumes, des gestes, des cérémonies, des épisodes guerriers, tout ce bric à brac en un mot qui séduisait tant les romantiques, alors qu'autour de nous pas un témoin n'est capable de retenir correctement dans leur ensemble les menus faits sur lesquels on a interrogé si avidement les vieux auteurs[2]? Ici, c'est une leçon de scepticisme que nous donnent les psychologues; mais il faut ajouter que ce scepticisme n'atteint guère que des choses fort superficielles; l'histoire juridique, ou économique, ou religieuse n'est pas touchée; ce qu'il y a de plus profond en histoire pourrait bien être aussi ce qu'il y a de plus sûr.

Ainsi, grâce à la psychologie du témoignage, nous pouvons espérer nettoyer d'une main plus adroite l'image du passé des erreurs qui l'obscurcissent. Mais l'œuvre critique n'est pas tout pour l'historien. L'erreur n'est pas pour lui seulement le corps étranger qu'il s'efforce d'éliminer de toute la précision de ses instruments; il la considère aussi comme un objet d'étude sur lequel il se penche lorsqu'il s'efforce de comprendre l'enchaînement des actions humaines. De faux récits ont soulevé les foules. Les fausses nouvelles, dans toute la multiplicité de leurs formes, — simples racontars, impostures, légendes, — ont rempli la vie de l'humanité. Comment naissent-elles? de quels éléments tirent-elles leur substance? comment se propagent-elles, gagnant en ampleur à mesure qu'elles passent de bouche en bouche ou d'écrit en écrit? Nulle question plus que celles-

1. Cf. *Revue de Synthèse*, XIV, p. 158. Il est juste d'ajouter que saint Bernard paraît tout de même avoir été plus distrait que le commun des hommes : il lui arriva, dit-on, de côtoyer le Léman pendant toute une journée sans y prendre garde; le fait est signalé par l'abbé E. Vacandard dans sa *Vie de saint Bernard*, I, p. 60, avec une référence fausse que je n'ai pu identifier.

2. Bien entendu, un témoin d'autrefois, comme un témoin d'aujourd'hui, mérite, en général, d'être cru lorsqu'il décrit un objet particulier, facile à percevoir, sur lequel son attention a, d'avance, été spécialement attirée, mais non pas lorsqu'il dépeint l'ensemble du milieu matériel où se déroule l'action qu'il relate.

là ne mérite de passionner quiconque aime à refléchir sur l'histoire.

Mais sur elles l'histoire ne nous apporte que des lumières insuffisantes. Nos ancêtres ne se posaient guère ces sortes de problèmes; ils rejetaient l'erreur, quand ils l'avaient reconnue pour telle; ils ne s'intéressaient pas à son développement. C'est pourquoi les indications qu'ils nous ont laissées ne nous permettent pas de satisfaire nos curiosités, qu'ils ignoraient. L'étude du passé doit en pareille matière s'appuyer sur l'observation du présent. L'historien qui cherche à comprendre la genèse et le développement des fausses nouvelles, déçu par la lecture des documents, songera naturellement à se tourner vers les laboratoires des psychologues. Les expériences qu'on y institue couramment sur le témoignage suffiront-elles à lui fournir l'enseignement que l'érudition lui refuse? Je ne le crois pas; et cela pour plusieurs raisons.

Considérons par exemple la première en date, si je ne me trompe, en tout cas la plus frappante d'entre elles: l'attentat simulé qu'organisa, dans son séminaire, à Berlin, le criminalogiste Lizt [1]. Les étudiants qui avaient assisté à ce petit drame et l'avaient pris au sérieux furent interrogés, les uns le soir même, d'autres une semaine, d'autres encore cinq semaines après l'événement. A partir du dernier interrogatoire la vérité cessa de leur être cachée: ils surent exactement ce qui s'était passé (puisque le scénario avait été minutieusement réglé à l'avance) et que ce qui s'était passé n'était que plaisanterie. Ainsi la fausse nouvelle fut arrêtée, si j'ose dire, en cours de croissance. Il en va de même des autres épreuves de cette sorte: l'intervalle de temps qui dans chacune d'elles sépare le moment où les « sujets » observent de celui où leurs dépositions sont recueillies varie sans doute selon les cas, mais il demeure toujours du même ordre de grandeur. Par ailleurs le nombre de personnes auxquelles s'étend l'enquête se limite le plus souvent à un cercle assez restreint. Bien plus: on ne s'attache d'ordinaire qu'aux témoins directs; quiconque n'a pas vu lui-même ne comparaît point; les témoins secondaires, qui ne parlent que par ouï-dire sont exclus; dans la vie réelle au

1. Le compte rendu en a été donné par Jaffa, *Ein psychologischer Experiment im Kriminalseminar der Universität Berlin*, *Beiträge zur Psychologie der Aussage*, I (1905), p. 79; cf. Varendonck, p. 42 suiv.

contraire, que serait sans eux ce que l'on appelait autrefois la « publique renommée » ? Dans les expériences des psychologues, jamais la fausse nouvelle n'atteint cette plénitude magnifique que seules peuvent lui donner une longue durée et des bouches innombrables.

Surtout, à ces créations de laboratoire l'élément le plus essentiel peut-être des fausses nouvelles de l'histoire fait défaut. Celles-ci sans doute naissent souvent d'observations individuelles inexactes ou de témoignages imparfaits, mais cet accident originel n'est pas tout; en vérité, à lui seul il n'explique rien. L'erreur ne se propage, ne s'amplifie, ne vit enfin qu'à une condition : trouver dans la société où elle se répand un bouillon de culture favorable. En elle, inconsciemment, les hommes expriment leurs préjugés, leurs haines, leurs craintes, toutes leurs émotions fortes. Seuls — j'aurai l'occasion d'y revenir plus loin — de grands états d'âme collectifs ont le pouvoir de transformer une mauvaise perception en une légende. Comment des expériences, si bien menées qu'on les suppose, sauraient-elles nous rendre ces profonds frémissements sociaux?

On peut présenter les observations que je viens d'esquisser sous une autre forme plus compréhensive, et peut-être plus précise. La psychologie du témoignage, telle qu'on a cherché à la construire jusqu'ici, est restée, par la force même des choses, confinée dans le domaine de la psychologie individuelle. Or, c'est de la psychologie collective que relève surtout la fausse nouvelle. Y a-t-il entre ces deux branches de la science psychologique une différence de nature, tenant à la substance même de leur objet? Je me garderai bien de soulever ici ce problème, purement philosophique et peut-être purement métaphysique. Il me suffit qu'il y ait en fait entre elles une différence sensible à tous les esprits : ni leurs méthodes, ni leurs résultats ne se recouvrent exactement. Quand il s'agit d'états de conscience collectifs, l'étude expérimentale, en particulier, est pratiquement inconcevable. Ainsi s'explique que les résultats des travaux rappelés plus haut, si intéressants qu'ils soient, demeurent à notre point de vue singulièrement restreints : nos connaissances sur la perception, la mémoire, la suggestion, s'en sont trouvées largement enrichies ; par là même la critique historique en a reçu un appui très efficace ; mais, après avoir lu les comptes rendus de tant d'expériences bien conduites, nous ne

savons pas beaucoup mieux qu'avant comment se forme et vit une légende[1].

Les remarques précédentes s'appliquent aux expériences proprement dites, œuvres artificielles de l'ingéniosité humaine. Ce qui nous limite, en l'espèce, ce sont les bornes mêmes qui s'imposent à l'action d'un savant, bien incapable évidemment dans son laboratoire de modifier la constitution de la société ou de créer de grandes émotions communes. Mais voici qu'il s'est produit dans ces dernières années une sorte de vaste expérience naturelle. On a le droit en effet de considérer comme telle la guerre européenne : une immense expérience de psychologie sociale, d'une richesse inouïe. Les conditions nouvelles d'existence, d'un caractère si étrange, avec des particularités si accentuées, où tant d'hommes à l'improviste se sont trouvés jetés, — la force singulière des sentiments qui agitèrent les peuples et les armées, — tout ce bouleversement de la vie sociale, et, si l'on ose ainsi parler, ce grossissement de ses traits, comme à travers une lentille puissante, doivent, semble-t-il, permettre à l'observateur de saisir sans trop de peine entre les différents phénomènes les liaisons essentielles. Sans doute ne peut-il pas, comme dans une expérience au sens ordinaire du mot, faire varier lui-même les phénomènes pour mieux reconnaître les rapports qui les unissent; qu'importe, si ce sont les faits eux-mêmes qui montrent ces variations, et avec quelle ampleur! Or, parmi toutes les questions de psychologie sociale que les événements de ces derniers temps peuvent aider à élucider, celles qui se rattachent à la fausse nouvelle sont au premier plan. Les fausses nouvelles! pendant quatre ans et plus, partout, dans tous les pays, au front comme à l'arrière, on les vit naître et pulluler; elles troublaient les esprits, tantôt surexcitant et tantôt abattant

1. Ce que je viens de dire ne s'applique, bien entendu, qu'à ceux, parmi les travaux des psychologues, qui s'appuient sur des expériences montées par eux. Les historiens, curieux de mieux connaître le mécanisme de la fausse nouvelle, trouveront, au contraire, beaucoup à prendre dans les observations de certains psychologues portant sur des faits sociaux *réels*. On consultera, par exemple, avec beaucoup de profit un très remarquable mémoire de M. J. Varendonck : *Les témoignages d'enfants dans un procès retentissant*, *Archives de Psychologie*, XI (1911), reproduit dans la *Psychologie du Témoignage*, p. 147 suiv.; on lira ces quelques pages avec d'autant plus de plaisir qu'on y verra comment de saines méthodes critiques peuvent sauver une tête innocente; et — bien qu'il s'y agisse essentiellement de témoignages enfantins et, par conséquent, d'un aspect un peu particulier du grand problème du témoignage — on y rencontrera plus d'une indication intéressante sur la genèse des erreurs collectives.

les courages : leur variété, leur bizarrerie, leur force étonnent encore quiconque sait se souvenir et se souvient d'avoir cru. Le vieux proverbe allemand a raison :

Kommt der Krieg ins Land,
Dann gibt's Lügen wie Sand[1].

L'idée d'étudier ces singulières efflorescences de l'imagination collective est déjà venue à plus d'un auteur, préoccupé de psychologie ou d'histoire. Nous allons parcourir les principaux travaux dont les fausses nouvelles de guerre ont été l'objet.

II

La littérature de guerre est immense et, pour bien des raisons, d'un dépouillement malaisé. Dans ce que je connais d'elle, quatre études relatives à la fausse nouvelle me paraissent devoir être retenues[2].

Voici d'abord le livre du docteur Lucien Graux, *Les Fausses Nouvelles de la Grande Guerre*. Ce sont sept forts volumes parus de 1918 à 1920. Ils ont été très habilement lancés en librairie ; c'est ce qui oblige à insister sur eux plus longuement peut-être que sans cela il n'eût été nécessaire. Le titre est plein de promesses ; mais la lecture déçoit. Ni par la documentation, ni par la façon de poser les problèmes, cette vaste compilation ne satisfait l'historien.

1. Cité par F. van Langenhove, *Comment naît un cycle de légendes* (cf. plus loin, p. 24), p. 1.

2. Les auteurs d'ouvrages relatifs à la psychologie du soldat, tels que Huot et Voivenel, *La Psychologie du soldat*, in-12, Paris, 1918, ou Georges Bonnet, *L'Ame du soldat*, in-12, Paris, 1917, ont, en général, complètement laissé de côté l'aspect de la psychologie de guerre qui nous intéresse ici. Les indications données par G. Lebon, *Enseignements psychologiques de la guerre européenne*, in-12, Paris, 1916, sont tout à fait insuffisantes. — Un financier allemand, William-Lewis Hertslet, publia, pour la première fois en 1882, sous le titre de *Der Treppenwitz der Weltgeschichte* (« L'Esprit de l'escalier dans l'histoire universelle »), une sorte de *corpus* des erreurs historiques courantes. Il en a été depuis donné de temps en temps de nouvelles éditions, revues et augmentées. La dernière en date (9e éd., in-8, Berlin, 1918), due aux soins du Dr Helmolt, renferme un chapitre intitulé : *Der Weltkrieg ;* il est très court et parfaitement insignifiant. Le Dr Helmolt y signale l'apparition — en 1917 — d'une revue intitulée : *Archiv für Kriegsseelenkunde* et émanant du Séminaire de Science des Littératures (*Literaturwissenschaftliche Seminar*) de l'Université de Kiel ; je n'ai pu la consulter.

Les documents dont s'est servi le docteur Lucien Graux — si on laisse de côté quelques souvenirs personnels et quelques lettres — ce sont presque uniquement les journaux. Un long recueil de centons, empruntés à cette source, découpés, semble-t-il, au jour le jour et mis bout à bout, voilà toute l'œuvre ; je laisse de côté les digressions et les développements oratoires. Or la fausse nouvelle de presse a certes son intérêt : mais c'est à condition qu'on reconnaisse ses caractères propres. Elle représente d'ordinaire quelque chose de fort peu spontané. Sans doute arrive-t-il parfois qu'un bruit, répandu dans le pays, ou dans un certain groupe social, soit reproduit, en toute innocence, par un journaliste ; il y aurait beaucoup de naïveté à refuser aux reporters toute naïveté. Mais le plus souvent la fausse nouvelle de presse est simplement un objet fabriqué ; elle est forgée de main d'ouvrier dans un dessein déterminé, — pour agir sur l'opinion, — pour obéir à un mot d'ordre, — ou simplement pour orner la narration, conformément à ces curieux préceptes littéraires qui s'imposent si fortement aux plus modestes publicistes et où traînent tant de souvenirs des vieilles rhétoriques ; Cicéron et Quintilien ont dans les bureaux de rédaction plus de disciples qu'on ne le croit communément. M. Graux a rassemblé les renseignements donnés par les différents journaux sur les réponses faites par M. Malvy à la dernière question du Président de la Haute Cour [1], sur la mort de Bolo-Pacha [2], sur l'audience finale du procès Toqué [3] ; les contradictions en sont frappantes et amusantes ; nous ne saurons vraisemblablement jamais si le chapeau de Bolo était marron ou noir, de forme ronde ou molle, ou si M. Malvy prononça d'une voix tranchante ou faible quelques mots, dont le *Matin* par exemple et la *Petite République* donnent des textes fort différents. Faut-il voir dans de pareilles divergences une illustration nouvelle de ces imperfections du témoignage humain que les psychologues ont mises en lumière ? Je n'oserais pas l'affirmer : car peut-être la plupart de ces récits avaient tout simplement été composés d'avance : ce qui expliquerait fort bien qu'ils reproduisent inexactement des événements, prévus dans leurs grandes lignes, mais dont les menus détail ne

1. V. p. 384 à la note.
2. *Ibid.*, p. 414, n. 2.
3. VII, p. 375.

pouvaient être prophétisés [1]. Rien ne serait plus instructif qu'une bonne étude, appuyée d'exemples précis, sur la presse de guerre, ses tendances, ses procédés de composition, son action. Les morceaux choisis de M. Lucien Graux ne nous donnent rien de semblable. La critique des sources en est absente.

Les fausses nouvelles sont énumérées confusément, sans autre ordre, semble-t-il, qu'un lien chronologique assez lâche. L'arrière et le front se mêlent. A vrai dire dans l'ensemble le front apparaît assez peu ; sa fécondité en beaux récits est méconnue [2] ; les conditions particulières que la vie aux tranchées imposait à la propagation des renseignements de tout ordre ne sont décrites nulle part. D'une façon générale aucun effort n'est fait pour analyser les milieux où naissaient et se répandaient les bruits. Que dirait-on de recherches sur la légende napoléonienne qui laisseraient de côté le colportage, ou sur les traditions médiévales qui ignoreraient le rôle joué, dans une société encore peu dense, par les jongleurs, les pèlerins, les marchands, les moines vagabonds? sans doute qu'elles négligent les problèmes essentiels. C'est ce qu'il faut dire aussi de ce livre sur les Fausses Nouvelles de la Guerre, où le

1. Bolo devait être fusillé le 6 avril 1917 ; il y eut sursis au dernier moment, et l'exécution différée n'eut lieu que le 17. Or, si l'on en croit M. Graux (p. 414, n. 2), on vendit le 6 « une édition spéciale donnant tous les détails de ce qui devait se passer onze jours plus tard ». Malheureusement le fait est cité sans références, ce qui rend la vérification difficile : une édition spéciale, de quel journal ? Cette négligence est fâcheuse, car il semble bien que nous tenions là une preuve parfaitement nette de l'habitude de presse que j'indiquais plus haut. Il va de soi qu'une pareille aventure ne peut être considérée que comme un cas extrême, un cas limite. Un bon directeur de journal eût bien fait écrire le récit d'avance pour pouvoir le lancer plus tôt ; mais, avant de le publier, il eût attendu au moins d'avoir confirmation de l'événement. Je suppose que, d'ordinaire, les choses se passent comme il suit : les reporters, préoccupés d'être prêts au plus vite, rédigent par anticipation ; ils arrivent sur le terrain avec leur « papier » tout fait ; après avoir observé, ils le modifient, s'il y a lieu, sur les points importants, mais vraisemblablement sans toucher jamais aux détails accessoires, considérés comme indispensables à la « couleur » de la narration, mais dont la fausseté ne choquera personne, puisque personne, ou presque, ne la reconnaîtra. Voilà du moins ce que j'imagine, peut-être à tort. Il serait extrêmement utile qu'un journaliste nous donnât une bonne étude, sérieuse et sincère, sur les procédés du reportage ; rien n'importerait davantage à la critique des sources, telle qu'elle s'impose à l'histoire contemporaine.

2. Voici, en particulier, un passage qui me semble tout à fait inexact : « ... le poilu, les officiers subissaient l'effet, bienfaisant ou nuisible, de la fausse nouvelle, mais le plus souvent, cette fausse nouvelle qui alimentait leurs entretiens était née, à quelques pas, dans la terre à peine remuée d'un trou d'obus... C'est dire qu'elle avait trait, non plus à ce que l'on pourrait appeler les grandes directives de la guerre, mais, à des considérations et des questions *localisées* qui évoluaient à l'aise dans le champ visuel du soldat » (II, p. 249). Je crois que le « champ visuel du soldat » était beaucoup plus vaste que ne le pense M. Graux.

ravitailleur, l'agent de liaison, le vaguemestre, « tout le petit monde errant des routes, des chemins et des boyaux[1] », — où le permissionnaire, lien vivant entre l'âme légendaire du front et celle de l'arrière, se montrent à peine et ne voient nulle part leur action étudiée sérieusement.

Au rébarbatif ouvrage de M. Lucien Graux, s'oppose agréablement l'essai de M. Albert Dauzat, *Légendes, prophéties et superstitions de la guerre*[2]. Cet aimable petit volume ne nous appartient ici que par un côté. Les rites superstitieux issus de la guerre ou renouvelés par elle méritent une étude à part ; je n'y toucherai pas dans le présent article. M. Dauzat leur fait une place importante. Il ne consacre aux fausses nouvelles proprement dites qu'un peu plus d'une centaine de pages. Vis-à-vis des légendes ou même des superstitions, son attitude rappelle en bien des cas celle des philosophes du XVIIIe siècle ; comme eux il aime à les considérer moins comme des fruits naturels de l'âme populaire que comme des fictions adroitement inventées par des hommes ingénieux, dans le dessein d'incliner à leurs vues l'opinion publique ou tout simplement, — s'il s'agit de certains fétiches tel que le couple illustre de Nénette et Rintintin, — afin de lancer un commerce[3]. Si l'on ne consultait que certains esprits romantiques, on croirait que dans la formation des légendes tout n'est que spontanéité et qu'inconscient ; il est bon que de temps en temps un sceptique vienne nous rappeler qu'il y a eu de par le monde des menteurs habiles qui ont réussi à en imposer aux foules. On lit M. Dauzat avec plaisir, comme on écoute un causeur brillant, qui égrène ses souvenirs et les commente non sans finesse ; il amuse toujours, il fait réfléchir souvent. Ne lui demandons pas des recherches approfondies, appuyées sur une critique sérieuse des sources. Il a préféré effleurer les problèmes, plutôt que de les creuser.

Aussi bien, comment s'étonner que les sujets immenses que s'étaient fixés le docteur Lucien Graux et M. Dauzat n'aient pu être traités par eux, dans leur ampleur, avec toute la précision que l'on est en droit d'attendre de travaux historiques. Une vaste synthèse

1. Jérôme et Jean Tharaud, *La Relève*, p. 3.
2. In-12, Paris, s. d.
3. Voir, en particulier, le chapitre V (p. 113 et suiv.) intitulé : *Légendes utilitaires religieuses et politiques* et p. 250. Ai-je besoin d'ajouter que M. Dauzat n'a jamais pensé pouvoir expliquer *toutes* les légendes de cette façon-là ? Je n'ai voulu qu'indiquer une tendance d'esprit.

n'est possible qu'après que de bonnes monographies ont préparé la matière. Ce qu'il nous faut, pour l'instant, sur les fausses nouvelles de guerre, ce sont des études de détail, soigneuses et limitées : cas typiques pris isolément, ou cycles légendaires, bien déterminés, suivis dans leur genèse et leurs ramifications. C'est ce qu'ont cherché à nous donner deux auteurs, rompus aux bonnes méthodes, un historien anglais, M. Oman, un sociologue belge, M. van Langenhove.

Président, en 1918, de la Société Historique Royale, M. Oman fut appelé à prononcer en séance plénière l'allocution d'usage ; il choisit pour sujet la fausse nouvelle, ou plutôt, pour me servir de ses propres termes, il s'efforca « d'illustrer la psychologie de la Rumeur par l'examen d'incidents qui ont eu lieu pendant la présente guerre [1] ». On trouvera dans cette courte dissertation, à côté de remarques générales souvent pénétrantes, mais un peu rapides, une étude plus fouillée sur une légende célèbre : celle des renforts russes.

On se souvient de ce bruit qui, vers la fin d'août 1914, se répandit en Grande-Bretagne et en France, comme s'allume une traînée de poudre : les Russes, par dizaines de mille, débarquant selon les uns dans les ports écossais, selon d'autres à Marseille, venaient grossir les rangs des alliés occidentaux. Autant que j'en puis juger, c'était une fausse nouvelle d'arrière ; j'ignore si, sur certains points, elle gagna les armées ; je ne crois pas qu'elle y ait eu son origine. M. Oman analyse fort bien l'état d'âme qui s'exprima en elle : désir passionné de voir se renforcer le front, pour lequel on tremblait, — prestige de la Russie, conçue par la pensée populaire et dépeinte par la presse comme un inépuisable réservoir d'hommes. Mais quel fut l'incident premier dont naquit l'erreur? la chiquenaude, si je puis dire, qui mit en branle les imaginations? Les hypothèses que M. Oman, non sans hésitation, propose à ce sujet, — présence à Édimbourg d'officiers d'état-major russes, à Liverpool de réservistes russes, arrivés d'Amérique — ne me satisfont qu'à moitié ; ou pour mieux dire, j'estime qu'une hypothèse unique ne saurait suffire. M. Oman paraît ignorer que

1. C. W. C. Oman, *Presidential Adress. Transactions of the Royal Historical Society, Fourth Series*, I (1918), p. 1-27. Une partie du mémoire de M. Oman est consacrée à la légende superstitieuse, ou peut-être tout simplement purement littéraire, des « Anges de Mons » ; cf. Dauzat, *loc. cit.*, p. 32.

la fausse nouvelle courut la France aussi bien que l'Angleterre, et semble-t-il à peu près au même moment. C'est là, à mon avis, le fait crucial.

Y eut-il emprunt d'un pays à l'autre? Des recherches détaillées permettraient sans doute de répondre avec quelque certitude; une comparaison chronologique entre les témoignages anglais et français formerait le nœud du débat; on devrait aussi s'attacher à déterminer si le bruit apparut en France d'abord dans les régions en contact direct avec les armées britanniques. Je n'ai pu faire ce travail. Mais j'ai l'impression que la légende, bien loin d'avoir passé la Manche, naquit spontanément à la fois en France et en Angleterre, et, probablement, en même temps sur plusieurs points tant du territoire français que du territoire anglais. La psychose collective était partout la même; les incidents qui dans chaque cas particulier furent l'occasion du faux récit, différents dans leurs détails, se trouvèrent vraisemblablement pareils dans leurs traits essentiels : c'était la vue d'uniformes inaccoutumés, c'était une langue inconnue parlée par des soldats étrangers. Des perceptions justes en leur principe, mais mal interprétées, — unanimement déformées pour s'accorder aux ardents désirs de tous, — telle fut sans doute l'origine de la fausse nouvelle russe, comme de tant d'autres.

J'arrive enfin à l'étude de M. Fernand van Langenhove : *Comment naît un cycle de légendes, Francs-Tireurs et atrocités en Belgique*[1]. On ne saurait le lire sans émotion; en tout temps la rigueur de sa méthode et la rare intelligence psychologique qui y brille en eussent fait une œuvre de prix; mais ce qui la rend proprement admirable, c'est qu'elle ait été écrite en 1917, par un Belge. Si la légende des francs-tireurs, au lieu d'apparaître alors comme souillée d'un sang encore tout frais, avait été un de ces vieux mythes innocents dont sourient les folkloristes, M. van Langenhove n'eût pu en parler avec plus de probité et de calme. La bonne foi profonde qui anime ce petit livre ne lui a pas seulement donné, au moment où il a été composé, une force persuasive que l'art oratoire le plus consommé n'eût pu égaler; elle l'a élevé au-dessus des circonstances où il naquit; parmi les travaux de psychologie collective, il se place au tout premier rang.

1. In-8, Paris, 1916. On en trouvera une analyse (publiée avant l'apparition même du livre) par F. Passelecq, sous le titre de : *Un Cycle de légendes allemandes. Francs-tireurs et atrocités belges*, dans le *Correspondant*, 25 déc. 1915, p. 997.

M. van Langenhove n'a voulu consulter que des sources allemandes : témoignages de soldats, articles de presse, procès-verbaux officiels. La plupart de ces textes avaient déjà été rassemblés avant lui, en Allemagne même. Dès les premiers combats, lorsque se répandirent parmi les troupes assaillantes et à l'arrière ces récits atroces, qui, selon la forte parole du *Hannoversche Courier*, faisaient apparaître « les Belges des deux sexes comme des bêtes altérées de sang », dans cette symphonie discordante de racontars et d'impostures, on put remarquer qu'un thème se dessinait sur l'ensemble d'un trait plus net : à la tête des espions, des francs-tireurs, des massacreurs de blessés, des pétroleuses, l'imagination soldatesque plaçait les prêtres. Les catholiques allemands s'émurent; cette légende anticléricale qui menaçait de soulever contre eux, dans leur propre pays, des haines redoutables ne pouvait les laisser indifférents. D'où des enquêtes comme celles que mena le bureau *Pax* de Cologne, et le livre d'un jésuite, déjà connu par d'estimables ouvrages historiques, le Père Duhr : *Der Lügengeist im Volkskrieg*. L'amour de la vérité absolue n'inspirait pas ces travaux : que la population belge dans sa masse fût coupable ou bien injustement calomniée, là n'était pas la question; il fallait seulement que le clergé fût reconnu innocent; une fois l'honneur des prêtres vengé, rien n'importait plus. Mais dans un cycle d'erreurs tout se tient; en enlever une pierre, c'est faire crouler l'édifice entier. M. van Langenhove a pris des mains des apologistes allemands les documents qu'ils avaient recueillis et qui dans leur pensée ne devaient servir que des intérêts étroitement confessionnels; il les a employés à un dessein plus vaste. Les classant avec méthode, s'efforçant d'en retracer les filiations, les soumettant en un mot aux règles d'une critique sagace, il a su grâce à eux jeter une vive lumière sur tout le groupe de légendes qu'il se proposait d'étudier.

Un pareil livre, dont toute la force réside dans la précision de l'instrument critique et dans la finesse des analyses, ne se laisse guère résumer. Mais on peut essayer d'en dégager les résultats principaux, qui sont d'une portée très générale. Lorsqu'on compare les images multiples fournies par M. van Langenhove, on voit, leurs traits fondamentaux se recouvrant, apparaître comme un dessin schématique de la fausse nouvelle d'« atrocités » ; reproduire ce schéma, c'est ce que je voudrais tenter ici. Bien entendu je ne

m'attache qu'à la fausse nouvelle sincère; dans le cycle, de simples mensonges ont sans doute trouvé place; mais l'imposture consciente d'elle-même ne présente, aux yeux de l'historien ou du psychologue, rien de bien curieux[1].

A l'origine, nous rencontrons un état d'âme collectif. Le soldat allemand, qui, la guerre à peine commencée, entre en Belgique, vient d'être tout à coup enlevé à ses champs, à son atelier, à sa famille, ou du moins à la vie réglée de la caserne; de ce dépaysement soudain, de ce brusque déchirement des liens sociaux essentiels naît déjà un grand trouble moral. Les marches, les mauvais logements, les nuits sans sommeil fatiguent à l'extrême des corps qui n'ont pas encore eu le temps de s'assouplir à ces dures épreuves. Combattants novices, les envahisseurs sont hantés de terreurs d'autant plus fortes qu'elles demeurent nécessairement assez vagues; « les nerfs sont tendus, les imaginations surexcitées, le sens du réel ébranlé[2] ». Or ces hommes ont été nourris de récits relatifs à la guerre de 1870; dès leur enfance on leur a rebattu les oreilles des atroces exploits prêtés aux francs-tireurs français; ces contes ont été répandus par le roman et par l'image; des ouvrages militaires leur ont conféré une sorte de garantie officielle;

1. En revanche, rien n'est plus curieux que de voir un mensonge prendre pour point de départ une erreur spontanée. Un bon exemple de cette transformation d'une erreur sincère en imposture est peut-être fourni, hors de Belgique, par l'histoire de l'« avion de Nuremberg ». La déclaration de guerre remise le 3 août 1914 au président du Conseil français par l'ambassadeur d'Allemagne invoquait, entre autres prétextes, celui-ci : un aviateur français aurait « jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg » (*Livre Jaune*, p. 131). On sait que longtemps après la municipalité de Nuremberg démentit cette absurdité (cf. Fernand Roche, *Manuel des Origines de la Guerre*, p. 275, n. 2). Que le gouvernement allemand, ayant en main tous les moyens de vérification, y ait jamais cru, personne ne le pensera. Mais le mensonge ne naquit sans doute pas de toutes pièces dans le cerveau d'un homme d'État inventif; on peut supposer qu'il eut pour origine une fausse nouvelle populaire. Il n'est pas impossible, en effet, qu'un avion français, au cours d'une randonnée pacifique, entreprise bien avant la déclaration de guerre, n'ait, le 1er août 1914, très innocemment survolé Nuremberg (v. *Le Temps*, 9 octobre 1919). La chose n'est pas tout à fait certaine : on l'a niée; une petite enquête critique s'imposerait. Si elle devait faire ressortir l'exactitude du fait, on en pourrait tirer une conclusion intéressante. Il n'est pas douteux que si les Nurembergeois ont vu, le 1er août 1914, apparaître dans leur ciel un avion français, ils ont dû craindre fortement qu'il ne jetât des bombes; de là à croire qu'en réalité il en jetait, il n'y a qu'un pas que des esprits surexcités par les émotions d'une guerre prochaine ont certainement franchi. La fausse nouvelle est forcément parvenue aux oreilles des gouvernants à Berlin. Là, elle a dû paraître peu vraisemblable; mais, plutôt que de la vérifier, on a préféré s'en servir. L'imagination est une qualité moins répandue qu'on le croit quelquefois; bien des menteurs en ont peu, et le mensonge consiste probablement assez souvent à reproduire, en le sachant faux, un récit sincèrement erroné.

2. Cf. van Langenhove, p. 117.

plus d'un manuel que les gradés ont dans leur sac enseigne comment on doit se conduire envers les civils rebelles; c'est donc qu'il y en aura. La résistance des troupes belges, l'hostilité de la population belge étonnent profondément l'Allemand du commun; il ne croyait faire la guerre qu'aux Français; le plus souvent il ne connaît pas la réponse du gouvernement de Bruxelles à l'ultimatum du 2 août; s'il la connaît il ne la comprend pas; sa surprise se change aisément en indignation; il croit volontiers capable de tout le peuple qui ose se dresser devant la nation élue. Ajoutez enfin que dans les esprits traînent à l'état de souvenirs inconscients, une foule de vieux motifs littéraires, — tous ces thèmes que l'imagination humaine, au fond très pauvre, ressasse sans cesse depuis l'aurore des âges : histoires de trahisons, d'empoisonnements, de mutilations, de femmes crevant les yeux des guerriers blessés, que chantaient jadis aèdes et trouvères, que popularisent aujourd'hui le feuilleton et le cinéma. Telles sont les dispositions émotives et les représentations intellectuelles qui préparent la formation légendaire; telle est la matière traditionnelle qui fournira à la légende ses éléments.

Pour que la légende naisse, il suffira désormais d'un événement fortuit : une perception inexacte, ou mieux encore une perception inexactement interprétée. Voici, entre plusieurs, un exemple caractéristique[1]. « Des ouvertures étroites, fermées au moyen de plaques mobiles en métal, sont pratiquées dans la plupart des façades de maisons en Belgique ». Ce sont « des trous de hourdage, destinés à fixer les échafaudages de plafonneurs ou de peintres de façades », correspondant au dispositif de crochets qui, en d'autres régions, remplit le même office. Cette habitude de construction est, semble-t-il, propre à la Belgique; du moins est-elle étrangère à l'Allemagne. Le soldat allemand remarque les ouvertures; il n'en comprend pas la raison d'être; il cherche une explication. « Or il vit au milieu des images des francs-tireurs..... Quelle explication imaginerait-il qui ne lui soit suggérée par cette idée fixe? » Les yeux mystérieux qui percent la face de tant de maisons, ce sont des meurtrières. Se préparant de longue date à une guerre de guérillas et d'embûches, les Belges les ont fait établir, comme dit une brochure vendue hélas! au profit de la Croix Rouge, par des

1. P. 185 suiv.

« techniciens spécialistes » : ce peuple n'est pas seulement homicide, il a prémédité ses assassinats. Ainsi une innocente particularité architecturale passe pour la preuve d'un crime savamment mûri. Supposons maintenant que dans un village bâti de la sorte quelques balles, parties d'on ne sait où, viennent à s'égarer. Comment ne pas penser qu'elles ont été tirées à travers les « meurtrières » ? En bien des cas sans doute on le pensa ; et les troupes firent prompte justice des maisons traîtresses et de leurs habitants.

D'autres conjectures de même force entraînèrent des châtiments aussi bien fondés. Or (c'est un point qui semble avoir échappé à M. van Langenhove) du moment où l'erreur avait fait couler le sang, elle se trouvait définitivement établie. Des hommes animés d'une colère aveugle et brutale, mais sincère, avaient incendié et fusillé ; il leur importait désormais de garder une foi parfaitement ferme en l'existence d' « atrocités », qui seules pouvaient donner à leur fureur une apparence équitable ; il est permis de supposer que la plupart d'entre eux eussent reculé d'horreur s'ils avaient dû reconnaître la profonde absurdité des terreurs paniques qui les avaient poussés à commettre tant d'actes affreux ; mais ils ne reconnurent jamais rien de semblable. Encore aujourd'hui l'Allemagne dans sa masse est probablement persuadée que ses soldats en grand nombre sont tombés victimes des guet-apens belges : conviction d'autant plus inébranlable qu'elle se refuse à tout examen. On croit aisément ce que l'on a besoin de croire. Une légende qui a inspiré des actions retentissantes et surtout des actions cruelles est bien près d'être indestructible.

Toutes ces fausses nouvelles se formèrent dans les armées mêmes, sous le feu. M. van Langenhove a fort bien montré comment elles furent transmises vers l'intérieur du pays : d'abord de première main par les lettres des combattants et par les rapports des blessés ; qui, en ces premiers jours de la guerre, eût osé contredire un soldat frappé sur le champ de bataille ? puis de seconde main, par les récits des journalistes et des infirmières. Bien entendu en passant des uns aux autres elles ne manquaient point de s'amplifier et de s'embellir ; surtout les milieux de l'arrière, plus réfléchis, souvent plus instruits, les élaborèrent de façon à mieux les coordonner entre elles et à leur conférer une sorte de caractère rationnel. On s'étonnait parfois que ces Belges, d'apparence si bonhomme, se fussent révélés si méchants ; il se trouva un savant

pour démontrer que toutes les atrocités des francs-tireurs étaient déjà, pour qui savait lire, inscrites en puissance dans l'art flamand[1]. Une unité profonde animait déjà toutes ces légendes, nées au front d'un état d'âme commun; l'esprit de la bourgeoisie allemande, méthodique et un peu pédant, en fit un système d'erreurs bien construit et fondé sur l'histoire[2].

III

Je voudrais maintenant, m'appuyant sur les ouvrages qui viennent d'être analysés et sur mon expérience personnelle, présenter quelques remarques rapides touchant les fausses nouvelles de guerre et les problèmes qui se posent à leur propos.

Voici d'abord une fausse nouvelle, dont j'ai pu observer moi-même très exactement la genèse. Elle est de peu d'ampleur et de peu de portée; une toute petite légende, modeste et presque insignifiante; mais, — comme le sont souvent en tout ordre de science les cas très simples, — elle me paraît parfaitement typique.

C'était au mois de septembre 1917. Le régiment d'infanterie dont je faisais partie occupait sur le plateau du Chemin-des-Dames, au nord de la petite ville de Braisne[3], le secteur dit l'Épine-de-Chevregny. On ignorait quelles unités nous avions en face de nous; il fallait le savoir; car le commandement qui préparait à ce moment, dans la même région, l'attaque de la Malmaison, ne pouvait admettre de lacunes dans ses connaissances sur le plan de bataille ennemi. Nous reçûmes l'ordre de faire des prisonniers. Un coup de

1. Le professeur B. Händecke, de Königsberg, dans un article intitulé : *Die belgischen Franktireurs und die Kunst Belgiens*, *Nationale Rundschau*, I (1914-15). Cf. van Langenhove, p. 251 suiv. Je n'ai pu voir l'article de Händecke.

2. L'imagination populaire déforme toujours. Quelles qu'aient été les « atrocités » hélas! trop réelles perpétrées par les Allemands sur le sol français, il s'est mêlé aux récits qui en furent faits bien des scories légendaires : telle, si je ne me trompe, la légende des « mains coupées ». Il y aurait là pour un esprit probe et courageux un sujet d'étude fort attachant. Aussi bien conviendrait-il de dresser une bonne fois le bilan exact des crimes allemands, en en éliminant tout ce qui est « fausses nouvelles » ou même renseignement douteux : de quelle utilité un pareil travail ne serait-il pas, non seulement pour l'histoire sereine, mais aussi pour notre propagande à laquelle, depuis la paix, il reste encore une tâche utile à accomplir, — en Alsace-Lorraine, dans les pays amis ou alliés, en Allemagne même? La vérité perd de sa force, lorsqu'elle est mêlée à des erreurs.

3. Aisne, arr. Soissons. Bien entendu, on prononce sans faire sentir l'*S*.

main fut monté, — un de ces coups de main luxueux, comme on les organisait alors, à grand renfort d'artillerie de tout calibre ; et dans les ruines d'un petit poste allemand, écrasé sous les obus, la troupe d'assaut surprit en effet et ramena dans nos lignes une sentinelle. J'eus l'occasion d'interroger cet homme ; c'était un soldat d'une classe déjà âgée, réserviste bien entendu, et dans le civil bourgeois de la vieille ville hanséatique de Brême. Puis il fila vers l'arrière sous bonne escorte ; et nous pensâmes bien ne jamais plus en entendre parler. Peu de temps après, une curieuse histoire arriva peu à peu à nos oreilles ; des artilleurs, des conducteurs du ravitaillement la racontaient. Ils disaient à peu près ceci : « Ces Allemands ! quels organisateurs merveilleux ! ils avaient partout des espions. On fait un prisonnier à l'Épine de-Chevregny ; qui trouve-t-on ? un individu qui, en temps de paix, était établi commerçant à quelques kilomètres de là : à Braisne. »

Ici l'accident premier qui fut à l'origine de la fausse nouvelle apparaît avec évidence. C'est le nom de Brême mal perçu, ou mieux, c'est — par un travail d'interprétation inséparable de la perception elle-même — la substitution, dans l'esprit d'auditeurs qui ignoraient profondément la géographie, au son exact dépourvu pour eux de toute espèce de signification, d'un son analogue, mais plein de sens, puisqu'il désignait une petite ville connue de tous. A ce premier effort d'interprétation s'en ajouta bien vite un second ; ce marchand qui, après avoir tenu boutique en France, reparaissait tout à coup sous l'habit d'un troupier ennemi, ne pouvait être qu'un espion ; et comme on estimait généralement les Allemands capables de toutes les ruses, la nouvelle ainsi formée trouva aisément créance et fit tache d'huile. A dire vrai, cette seconde conclusion était sans doute déjà impliquée dans l'erreur originelle. Que les Allemands eussent, avant la guerre, enveloppé notre pays d'un prodigieux réseau d'espionnage, c'est ce dont personne chez nous ne doutait. Cette idée pouvait s'appuyer sur un nombre malheureusement trop grand d'observations certaines ; mais les renseignements exacts avaient été étrangement grossis et dramatisés par la voix populaire ; pendant les mois d'août et de septembre 1914, le désir d'expliquer par des causes extraordinaires nos premières défaites avait fait retentir partout le cri de trahison ; peu à peu la croyance était devenue une sorte de dogme qui ne comptait presque pas d'infidèles. Par moment, les troupes en

étaient comme hantées. Qui n'a vu alors prendre pour des signaux suspects les plus innocentes lumières, ou même (je garantis l'histoire) les ombres alternantes produites sur les fenêtres d'un clocher par le vol inégal d'un couple de chouettes ? Chacun était à l'affût de ce qui pouvait confirmer un préjugé si commun. D'ordinaire, des hommes peu instruits ne se préoccupent guère de comprendre ou de ne comprendre pas un nom géographique. Si l'on a entendu Braisne au lieu de Brême, c'est vraisemblablement parce que beaucoup de soldats inconsciemment tendaient à déformer tous les récits qui leur venaient aux oreilles, pour les accorder à une opinion généralement acceptée, qui flattait l'imagination romantique des foules.

Une fois de plus nous retrouvons ici un très grand fait vers lequel semblent nous ramener tous les travaux relatifs aux légendes de guerre. C'est une conclusion générale, que les études futures devront sans doute prendre comme idée directrice afin de vérifier si elle s'applique à tous les cas. On peut la formuler comme il suit. Une fausse nouvelle naît toujours de représentations collectives qui préexistent à sa naissance ; elle n'est fortuite qu'en apparence, ou, plus précisément, tout ce qu'il y a de fortuit en elle c'est l'incident initial, absolument quelconque, qui déclanche le travail des imaginations ; mais cette mise en branle n'a lieu que parce que les imaginations sont déjà préparées et fermentent sourdement. Un événement, une mauvaise perception par exemple qui n'irait pas dans le sens où penchent déjà les esprits de tous, pourrait tout au plus former l'origine d'une erreur individuelle, mais non pas d'une fausse nouvelle populaire et largement répandue. Si j'ose me servir d'un terme auquel les sociologues ont donné souvent une valeur à mon gré trop métaphysique, mais qui est commode et après tout riche de sens, la fausse nouvelle est le miroir où « la conscience collective » contemple ses propres traits.

Les raisons pour lesquelles la guerre a été si féconde en fausses nouvelles sont pour la plupart trop évidentes pour qu'il vaille la peine d'y insister. On ne dira jamais assez à quel point l'émotion et la fatigue détruisent le sens critique. Je me souviens que lorsque, dans les derniers jours de la retraite, un de mes chefs m'annonça que les Russes bombardaient Berlin, je n'eus pas le courage de repousser cette image séduisante ; j'en sentais vaguement l'absurdité et je l'eusse certainement rejetée si j'avais été

capable de réfléchir sur elle ; mais elle était trop agréable pour qu'un esprit déprimé dans un corps lassé eût la force de ne l'accepter point. Le doute méthodique est d'ordinaire le signe d'une bonne santé mentale ; c'est pourquoi des soldats harassés, au cœur troublé, ne pouvaient le pratiquer.

Le rôle de la censure a été considérable. Non seulement pendant toutes les années de guerre elle a baillonné et paralysé la presse, mais encore son intervention, soupçonnée toujours alors même qu'elle ne se produisait point, n'a cessé de rendre incroyables aux yeux du public jusqu'aux renseignements véridiques qu'elle laissait filtrer. Comme l'a fort bien dit un humoriste : « l'opinion prévalait aux tranchées que tout pouvait être vrai à l'exception de ce qu'on laissait imprimer[1] ». D'où — en cette carence des journaux, à quoi s'ajoutait sur la ligne de feu l'incertitude des relations postales, médiocrement régulières et qui passaient pour surveillées — un renouveau prodigieux de la tradition orale, mère antique des légendes et des mythes. Par un coup hardi que n'eût jamais osé rêver le plus audacieux des expérimentateurs, la censure, abolissant les siècles écoulés, ramena le soldat du front aux moyens d'information et à l'état d'esprit des vieux âges, avant le journal, avant la feuille de nouvelles imprimée, avant le livre.

On a vu tout à l'heure comment un jour, par la vertu d'imaginations qu'avaient échauffées des récits d'espionnage, un bourgeois de Brême se mua en un espion, traîtreusement établi à Braisne. Où s'opéra d'abord cette transfiguration ? non pas précisément sur la ligne de feu, mais un peu plus loin de l'ennemi, dans les batteries, les convois, les cuisines. C'est de cet « arrière » relatif que le bruit reflua vers nous. Telle était la marche que suivaient presque toujours les fausses nouvelles. La raison en apparaît clairement : les fausses nouvelles ne naissent que là où des hommes venant de groupes différents peuvent se rencontrer. On ne saurait imaginer d'existence plus isolée que celle du soldat aux avant-postes, au moins pendant la guerre de position. Les individus, il est vrai, ne vivaient point seuls ; mais ils étaient répartis par petites fractions fort séparées les unes des autres. Se déplacer, c'était d'ordinaire risquer la mort ; d'ailleurs le soldat n'avait point le droit de bouger sans ordre. L'histoire a dû connaître des sociétés ainsi

1. Pierre Chaine, *Les Mémoires d'un Rat*, p. 61, cité par Graux, II, p. 277, n. 1.

dispersées, où le contact entre les différentes cellules sociales ne se faisait que rarement et difficilement, — à époques variables par les chemineaux, les frères quêteurs, les colporteurs, — plus régulièrement aux foires ou aux fêtes religieuses. Le rôle des colporteurs ou des vagabonds de tout ordre, voyageurs intermittents dont le passage échappait à toute prévision, était joué au front par les agents de liaison, les téléphonistes réparant leurs lignes, les observateurs d'artillerie, — tous gens d'importance, que les gradés interrogeaient avidement, mais qui frayaient peu avec les simples troupiers. Les communications périodiques, beaucoup plus importantes, étaient rendues nécessaires par le souci de la nourriture. L'« agora » de ce petit monde des tranchées, ce furent les cuisines. Là, une ou deux fois par jour, les ravitailleurs venus des différents points de l'avant se retrouvaient et bavardaient entre eux, ou avec les cuisiniers; ceux-ci savaient d'ordinaire beaucoup, car ils avaient le rare privilège de pouvoir quotidiennement échanger quelques mots avec les conducteurs du train régimentaire, hommes heureux qui cantonnaient parfois à proximité des civils. Ainsi, pour un instant, autour des feux en plein vent ou des foyers des « roulantes » se nouaient, entre des milieux singulièrement dissemblables, des liens précaires. Puis les corvées s'ébranlaient par les pistes ou les boyaux et rapportaient vers les lignes, avec leurs marmites, les faux renseignements tout prêts pour une nouvelle élaboration. Sur une carte du front, un peu en arrière des traits entrelacés qui dessinent dans leurs détours infinis les premières positions, on pourrait ombrer de hachures une zone continue ; ce serait la zone de formation des légendes.

Somme toute une société très lâche, où les liaisons entre les divers éléments qui la composaient ne se faisaient que rarement et imparfaitement, non pas de façon directe, mais seulement par l'intermédiaire de certains individus presque spécialisés, telle nous apparaît ce que l'on pourrait appeler la société des tranchées. En cela aussi, comme en ce qui touche la prépondérance de la tradition orale, la guerre nous a donné l'impression de nous ramener vers un passé très reculé. Or il semble bien que cette constitution sociale ait singulièrement favorisé la création et l'expansion des fausses nouvelles. Des relations fréquentes entre les hommes rendent aisée la comparaison entre les différents récits et par là même excitent le sens critique. Au contraire, on croit fortement le

narrateur qui vient à longs intervalles, de pays lointains ou tenus pour tels, par des chemins difficiles [1]. Il y a là des indications dont les historiens feront bien de tenir compte.

Étudier l'action des différents milieux, aux différentes époques de la guerre, sur la naissance, la diffusion, les transformations des récits paraît une des tâches les plus importantes qui s'offrent aujourd'hui aux personnes curieuses de psychologie collective. La guerre de position a eu ses fausses nouvelles ; la guerre de mouvement a eu les siennes, qui n'étaient sans doute pas du même type. Les erreurs de l'arrière et celles du front ne furent point pareilles. Dans chacune des armées alliées ou ennemies un folklore particulier s'épanouit. On vit, il est vrai, quelques légendes douées d'une vitalité très forte traverser les groupes sociaux les plus divers ; mais à chaque passage elles se coloraient de teintes nouvelles. Rien ne serait plus instructif que de les suivre dans leurs pérégrinations. Parmi elles, les plus remarquables peut-être furent celles qui s'attachèrent à certains individus, que leurs actes ou leur situation rendaient particulièrement propres à frapper l'imagination commune. Autour de ces figures, chargées aux yeux de la foule les unes de gloire et les autres d'opprobre, une prodigieuse floraison de représentations presque mythiques se développa. Le kronprinz par exemple eut son cycle, en Allemagne, semble-t-il, aussi bien qu'en France. Qui écrira la vie légendaire du kronprinz allemand [2] ?

Mais pour l'instant la besogne la plus urgente est de recueillir les matériaux. Il est temps d'ouvrir une enquête sérieuse sur les fausses nouvelles de la guerre ; car les quatre années terribles reculent déjà dans le passé et, plus tôt qu'on ne croit, les générations qui les ont vécues vont peu à peu commencer à disparaître.

1. Ou si l'on tient quelquefois ses dires pour suspects, ce doute est aussi absurde et dépourvu de méthode que la foi la plus aveugle. Ainsi, au front, on voyait le même homme, alternativement, accepter bouche bée les récits les plus fantaisistes ou repousser avec mépris les vérités les plus solidement établies ; le scepticisme n'y était guère qu'une forme de la crédulité.

2. Cf. les indications sur quelques questions à traiter données par C. Jullian dans une note intitulée : *Folklore en temps de guerre*, *Revue des études anciennes*, XVII (1915), p. 73. Voir aussi, sur le folklore militaire, un questionnaire dressé par le professeur suisse E. Hoffmann Krayer et reproduit dans la *Revue des Traditions populaires*, XXX, 1915, p. 107. On trouvera quelques indications sur les fausses nouvelles allemandes dans A. Pingaud, *La Guerre vue par les combattants allemands, Revue des Deux-Mondes*, 1916, 15 décembre ; cf. Dauzat, *loc. cit.*, p. 103.

Quiconque a pu et su voir doit dès maintenant rassembler ses notes ou mettre par écrit ses souvenirs. Surtout ne laissons pas le soin de ces recherches à des hommes que rien n'aurait préparés au travail historique. En pareille matière, les observations vraiment précieuses sont celles qui émanent de personnes rompues aux méthodes critiques et habituées à étudier les problèmes sociaux. C'est pourquoi je terminerai cet article par un appel aux lecteurs de la *Revue de Synthèse*. Sur le sujet qui vient de nous occuper, beaucoup d'entre eux sans doute ont quelque chose à dire. La Revue accueillera volontiers leurs contributions; s'ils préfèrent ne point mettre en forme eux-mêmes ce qu'ils savent, je serai heureux pour ma part de recevoir leurs lettres, et, éventuellement s'ils veulent bien, de les utiliser. La guerre, je l'ai dit plus haut, a été une immense expérience de psychologie sociale. Se consoler de ses horreurs en se félicitant de son intérêt expérimental serait affecter un dilettantisme de mauvais ton. Mais, puisqu'elle a eu lieu, il convient d'employer ses enseignements, au mieux de notre science. Hâtons-nous de mettre à profit une occasion, qu'il faut espérer unique.

Marc Bloch.

CENTRES D'ÉTUDES

ET DE DOCUMENTATION

POUR L'HISTOIRE DE LA GUERRE

I

BIBLIOTHÈQUE ET MUSÉE FRANÇAIS DE LA GUERRE

On trouvera plus loin une étude de mon très distingué collaborateur, M. Pierre Renouvin, relative aux centres créés à l'étranger pour la documentation de la guerre. Le soin m'a été réservé de rédiger la notice concernant celui que l'État français a constitué sous le nom de *Bibliothèque et Musée de la Guerre* et dont les circonstances m'ont amené à diriger l'organisation.

I. — Origine de l'Institution. — Voici d'abord quelques renseignements sur l'origine de l'institution.

Elle est née d'une initiative privée. Dès le commencement de la guerre, M. et Mme Henri Leblanc eurent l'idée de recueillir les documents imprimés et figurés au fur et à mesure de leur apparition. Peu à peu, ils étendirent le champ de leurs recherches de Paris à la France entière, puis à l'étranger (pays alliés, neutres, et même ennemis, notamment à l'Allemagne par l'intermédiaire de la Suisse).

Ainsi parvinrent-ils à former, avec leurs seules ressources personnelles, une œuvre composée à la fois d'une bibliothèque et d'un musée. Ils mirent libéralement leurs collections à la disposition

des travailleurs, ouvrirent même une fois par semaine aux visiteurs l'appartement où leurs richesses documentaires et artistiques étaient réunies, classées, exposées. Ils entreprirent aussi la publication d'un catalogue qui compte déjà sept volumes (le premier paru en octobre 1916), et cette publication se poursuit encore.

Au mois d'août 1917, ils firent don à l'État de leurs collections, qui sont devenues la base fondamentale de l'institution officiellement désignée, selon les termes du contrat, sous le nom de *Bibliothèque et Musée de la Guerre* (*fondés avec les collections Henri Leblanc* [1]).

En rapprochant ces indications de celles que M. Renouvin donne ci-après, on voit qu'une bibliothèque et un musée spéciaux se sont trouvés constitués en France avant tout autre pays [2].

A côté de cette création d'initiative privée, un projet d'initiative parlementaire. Le 23 juillet 1917, peu de jours avant l'acte de donation Leblanc, la Chambre adoptait une proposition de résolution émanée de M. André Honnorat et complétée par un amendement de M. Jean Locquin, proposition dont les termes définitifs se trouvèrent fixés dans les conclusions du rapport de M. Louis Deshayes au nom de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts [3].

« La Chambre invite le Gouvernement à faire rassembler d'urgence dans une bibliothèque spéciale tous ouvrages et publications de toute nature relatifs à la guerre, périodiques et non périodiques,

1. L'importance et la richesse des collections Leblanc sont attestées : 1° par leur catalogue (bibliographique et iconographique) ; 2° par la nomenclature détaillée et numérique des pièces et objets qui les composent, nomenclature mise en tête du tome V dudit catalogue et reproduisant les chiffres de l'acte de donation du 4 août 1917. — On nous saura certainement gré de donner quelques indications sur le catalogue. Son titre général est : *La Grande Guerre : Iconographie, Bibliographie, Documents divers. Catalogue raisonné.* Deux grandes parties : *Bibliographie :* France et Pays étrangers, tomes II, III, IV rédigés par Marcel Rieunier. — *Iconographie*, tomes I, V, VII, rédigés par Charles Callet. — *Répertoire méthodique de la presse quotidienne française pendant la guerre* (*tome Ier, année 1914*), tome VI, rédigé par Camille Bloch. — En préparation et sous presse, la fin de la *Bibliographie*, qui comptera trois volumes, dont deux consacrés aux ouvrages publiés entre le 1er août 1916 et le 1er août 1917, le troisième à un index général ; la fin de l'*Iconographie* (deux volumes consacrés aux documents allemands et austro-hongrois).

2. Il n'est que juste de mentionner une autre tentative intéressante faite en France, celle de la création d'un fonds spécial de la guerre à la Bibliothèque municipale de Lyon, sur l'initiative du conservateur en chef, M. Cantinelli, encouragée par M. Herriot, maire. Un catalogue a été publié, mais malheureusement interrompu après le fascicule 18.

3. Le rapport Deshayes (Chambre des Députés, IIe Législature, session de 1917, n° 3273, annexe au procès-verbal de la séance du 5 avril 1917) comprend 12 pages in-4°. L'auteur définit « la matière à recueillir », trace « les lignes générales de la méthode de classement », détermine « les voies et moyens d'exécution ».

d'origine officielle ou privée, déjà parus ou à paraître en France et à l'étranger ;

« A faire procéder au classement, ainsi qu'à la rédaction de catalogues, de répertoires et de recueils des documents ainsi réunis, le tout en conformité des méthodes de l'érudition historique ;

« A rattacher à la bibliothèque ainsi constituée toutes les collections relatives à la guerre qui pourront être recueillies par l'État, dans un but d'études et de documentation ».

C'est en conformité de ce vote de la Chambre des Députés comme du contrat de la donation Leblanc que le Gouvernement put obtenir, avec le concours particulièrement actif de M. Honnorat au Parlement, les premiers crédits nécessaires à la mise en marche du nouvel établissement.

Il serait trop long d'exposer ici les difficultés initiales de toute nature opposées à son fonctionnement ; elles sont loin d'être toutes résolues à l'heure actuelle ; d'autres ont depuis lors surgi. Cela est dû à des circonstances générales contre lesquelles la volonté des hommes est faible ; mais il y a une autre cause, au moins aussi regrettable : c'est que ceux qui sont placés pour régler la destinée de l'œuvre ne la connaissent pas toujours et la jugent même sans la connaître. Je n'insisterai toutefois que sur ce qui importe surtout aux lecteurs de la *Revue de Synthèse historique* : savoir comment le programme primitif a été exécuté, connaître le rythme d'activité de l'institution, les résultats obtenus, les services déjà rendus et les promesses d'avenir.

II. — Programme général. — Il serait naturel de concevoir l'établissement comme le lieu de concentration de toutes les sources manuscrites, imprimées et figurées de l'histoire de la guerre. Cette conception, même bornée aux sources françaises, eût été très difficilement réalisable. Une partie capitale de la documentation est irrévocablement déposée dans les archives des Ministères de la Guerre et des Affaires Étrangères ; elles y seront longtemps inaccessibles aux travailleurs [1]. Les autres archives

1. Le Service historique de l'Armée utilise dès maintenant les papiers provenant des corps d'armée et des divisions pour la rédaction d'une grande série de monographies présentant, sous la forme d'un « précis d'ensemble » accompagné d'annexes documentaires, l'histoire des conceptions du Haut Commandement et du développement des opérations pendant les diverses périodes chronologiques de la guerre.

ministérielles conservent également les sources manuscrites de l'histoire politique, économique et sociale de la France pendant la guerre [1].

La Bibliothèque et le Musée de la Guerre recueillent en France et à l'étranger, d'une part, les publications imprimées, d'autre part, les documents figurés et iconographiques, tels que tableaux, dessins, affiches illustrées, photos, médailles, monnaies, bibelots de circonstance, jouets, timbres, etc., qui sont le complément pittoresque des livres et des journaux. On aurait tort d'isoler le Musée de la Bibliothèque ; ils sont rattachés l'un à l'autre par un lien étroit. Et il ne faut pas confondre, comme on le fait trop souvent, le Musée de la Guerre avec le Musée de l'Armée. Ce sont deux établissements distincts, dont l'objet comme le contenu diffèrent. Le Musée de l'Armée est un conservatoire de témoignages et de reliques sur l'histoire de l'armement et de l'équipement de l'armée française et sur celle des grandes illustrations militaires de la France. Naturellement il a fait une large part aux trophées de la grande guerre, notamment aux drapeaux envoyés d'office par les autorités militaires ; mais la grande guerre n'est pas son objet propre et exclusif. Les collections du Musée de l'Armée n'ont presque rien d'identique à celles du Musée de la Guerre, et inversement.

C'est sur la bibliothèque que les lecteurs de la *Revue de Synthèse Historique* désirent surtout être renseignés ; je ne m'occuperai que d'elle ici.

La documentation en livres, brochures, périodiques, affiches (non illustrées, dites affiches-textes), cartes géographiques, photos d'avions, dossiers (de la section administrative), est aussi largement « mondiale » que le permettent les moyens dont on dispose ; elle porte à la fois sur les grandes questions internationales, les faits de la politique intérieure de chaque pays comme sur son histoire militaire ; sur son économie et sa vie sociales comme sur son activité intellectuelle, artistique ou morale. Aussi une part considérable est-elle donnée aux documents où, à travers les circonstances de la vie quotidienne, s'exprime le mieux l'esprit public, la réaction de la « mentalité » de chaque nation sous l'influence de la guerre. Les témoignages personnels des combattants, des hommes

1. Toutefois les archives du Service du Ravitaillement ont été versées aux Archives Nationales.

publics, des particuliers, les œuvres de la propagande, soit officielle soit privée, les imprimés répandus clandestinement par les hommes de cœur qui organisèrent dans le mystère la résistance morale à l'envahisseur dans le nord de la France et en Belgique, ou ceux qui proviennent des groupements pacifistes, « défaitistes » occupent à cause de cela une grande place dans les collections.

De même, les publications dues à l'activité propre des groupements et sociétés de tout caractère spécialement fondés en vue de la guerre, ou des groupements et associations nés antérieurement, mais dont la guerre a rendu l'action plus intense ou modifié temporairement l'orientation. De ce point de vue, on comprend que la « littérature » des neutres pendant la période des hostilités ait dû être recherchée comme celle des peuples belligérants.

Si tous les aspects de la vie mondiale pendant la guerre doivent être envisagés, étudiés, une aussi vaste conception n'est réalisable qu'à la condition de limiter dans le temps ce qui ne l'est pas dans l'espace. Voici comment cette difficulté a été résolue. En principe et essentiellement, il s'agit d'une bibliothèque de la grande guerre. Si la date initiale — 1er août 1914 — ne fait pas doute [1], peut-il y avoir une date finale uniforme pour tous les pays? Naturellement on pense à celle du traité de paix, c'est-à-dire du traité de Versailles. Mais si par ce traité la paix a bien été conclue entre les puissances alliées et l'Allemagne, il y a eu d'autres traités (Saint-Germain, Neuilly, Trianon, Sèvres, etc.) avec d'autres belligérants (Autriche, Hongrie, Turquie, Bulgarie, etc.). La date finale doit donc varier avec les belligérants. D'autre part, puisque l'histoire intérieure des nations rentre dans le programme de documentation comme leur histoire militaire ou diplomatique, il a fallu chercher pour chacune d'elles une limite extrême plus éloignée que celle des traités. Je reproduis ici le tableau remis aux divers services afin de leur faire connaître les points d'arrêt de la documentation concernant la guerre proprement dite.

France. — Élections de 1919 et chute du Ministère Clemenceau.
Belgique. — Élections de 1919 et chute du Ministère Brocqueville.
Italie. — Élections de 1919.

1. Il va de soi que la Bibliothèque a recueilli les publications documentaires et critiques sur les origines lointaines de la guerre sans s'arrêter à cette date du 1er août 1914.

États-Unis. — Élection du président Harding (condamnation de la politique wilsonienne).

Angleterre. } Date de la notification du traité de Versailles.
Japon. }

Allemagne. — Fin de l'Assemblée Constituante (début de 1920).

Autriche. — Élections du 17 octobre 1920.

Hongrie. — Débuts du Ministère Huczar (octobre 1919).

Nouveaux États. — Date de la mise en vigueur de la Constitution.

Tchéco-Slovaquie. — Élection du 18 avril 1920.

Mais les faits qui sont la matière de la documentation à recueillir dépassent les limites chronologiques ainsi assignées. On ne peut négliger l'histoire des relations de la France et de ses alliés pendant la période non encore close où se poursuit l'application des traités : question des réparations et du paiement de la dette allemande, reconstitution des pays dévastés, révolutions intérieures des États par l'effet de la guerre, dettes des alliés envers les États-Unis d'Amérique, plébiscites, occupation temporaire du territoire de la Sarre et des pays rhénans, revision du traité de Sèvres, question du Pacifique, organisations interalliées ou internationales d'initiative officielle (Société des Nations, Bureau International du Travail) ou privée Chambre de Commerce Internationale), etc., se présentant comme issues directement des traités ou comme étant leur complément naturel. Qui pourrait soutenir que ces faits et ces problèmes ne rentrent pas logiquement dans la sphère d'activité de l'institution [1] ?

Ainsi définie, l'institution est un type de bibliothèque spéciale.

III. — La Documentation. — Les difficultés inhérentes à une entreprise de cette ampleur sautent aux yeux. Comment connaître l'existence des publications, leur valeur, dès qu'on embrasse de très nombreux pays, surtout s'il s'agit des pays de l'Europe centrale,

1. Il faut mentionner une idée séduisante, déjà produite à plusieurs reprises, d'après laquelle le programme pourrait s'étendre davantage. Puisque l'institution existe, dit-on, et qu'elle fait une grande part aux questions de la politique internationale d'après guerre, son effort devrait se prolonger de façon à faire d'elle le centre principal d'une documentation internationale contemporaine ayant l'année 1914 pour point de départ. Peut-être y a-t-il là une base pour des développements nouveaux de l'institution dans l'avenir.

balkaniques, slaves, orientaux ? Et aussi dès qu'on ne se préoccupe pas seulement des publications de librairie, mais de celles des gouvernements et des administrations publiques, des brochures et tracts clandestins, de ces œuvres éphémères de la propagande qu'on appelle en langage technique les bilboquets, enfin des périodiques qui, dans une bibliothèque, doivent se trouver en séries complètes ?

Une double méthode a été employée. D'abord celle de la recherche systématique dans les bibliographies courantes, dans les revues et grands journaux. Il a bien fallu renoncer à « tout avoir » parce que « tout » n'en vaut pas la peine et parce que les ressources financières sont bornées ; il a fallu choisir. Les répertoires officiels ou quasi-officiels de publications (analogues à notre *Journal de la Librairie*), les comptes rendus imprimés, les renseignements oraux dus à des personnes autorisées donnent les meilleurs motifs de choix. En outre, est employée la méthode des missions sur place, comportant démarches auprès des autorités locales, des libraires, des administrateurs de périodiques, des collectionneurs, des antiquaires. Les résultats obtenus par cette double voie ont été très importants.

Des concours extérieurs ont également contribué à enrichir les collections. Les dons des particuliers, des administrations publiques, des associations et groupements de toute nature, s'élevaient au 31 décembre 1921, au chiffre de 12.478 [1]. Une convention spéciale passée entre le Ministère des Affaires étrangères et celui de l'Instruction publique a fait de la Bibliothèque de la Guerre une sorte de dépôt normal des collections et périodiques étrangers reçus par le « Bureau d'étude de Presse Étrangère », et devenus inutiles une fois achevée la rédaction de ses précieux bulletins quotidiens et bulletins périodiques ; ces collections sont versées chaque année et s'ajoutent à celles que la Bibliothèque reçoit de son côté [2]. Par la voie des dons officiels sont venues les « Archives de la Censure », remises lors de la suppression de ce service et aujourd'hui classées et répertoriées de façon à en rendre

1. Il va de soi que ces dons n'ont pas tous la même importance.

2. A propos des périodiques, il faut signaler les services rendus par ce que nous appelons les « spécimens ». Il entre beaucoup de numéros isolés de journaux et de revues ; momentanément conservés, ils sont de temps à autre l'objet d'un examen ; ceux qui paraissent intéressants fournissent l'occasion de se procurer la collection complète.

facile l'usage dès que la consultation pourra être autorisée ; — la volumineuse collection des lettres et livrets des prisonniers allemands formée par l'inspection des prisonniers au Ministère de la Guerre. Par la voie des dons privés sont entrées les archives d'un grand nombre d'œuvres de guerre ; elles serviront à écrire l'histoire de la philanthropie et de l'assistance pendant la période des hostilités ; par leurs pièces de comptabilité, elles contribueront même à l'étude des mouvements des prix. Une série a été ouverte, qui n'est malheureusement guère développée encore, celle des lettres de combattants et des carnets de route ; la piété des familles répugne à abandonner ces reliques, même à un établissement de l'État offrant toutes garanties désirables de discrétion ; mais on peut espérer qu'une fois l'institution mieux connue, et le temps apaisant la cruauté du souvenir, ces documents, souvent précieux pour l'historien, nous viendront, et pourront être traités comme les lettres des volontaires de la Révolution conservées aujourd'hui dans certains dépôts publics. Notre récolte de documents reçus à titre gracieux s'est étendue jusqu'à l'étranger ; c'est ainsi que nous avons obtenu certaines collections d'un très haut intérêt, comme celle des publications (circulaires, rapports, statistiques, etc.) du Comité de secours et d'alimentation du Nord de la France et de la Belgique pendant l'occupation allemande.

IV. — L'Organisation intérieure. — Pour réaliser ce programme, appliquer ces méthodes, il fallait une organisation adaptée. Les collaborateurs nécessaires ne pouvaient être que des spécialistes choisis parmi des linguistes, des historiens, des bibliothécaires, des archivistes. C'est qu'il ne s'agit pas d'une bibliothèque ordinaire dont les collections se forment d'une manière plus ou moins automatique, avec un minimum de recherches spontanées. Il s'agit d'une œuvre de création constamment renouvelée et approfondie, dont l'activité doit suivre le rythme des événements. Ce qu'on appelle la bibliothéconomie y a juste la part que requièrent la mise en ordre matériel des ouvrages et la rédaction des fiches. Le reste est surtout affaire de curiosité et d'invention critiques, comme de connaissances générales en histoire contemporaine et en langues étrangères.

De là l'importance prépondérante du « service de la documentation », dont le chef est, comme j'aime à le dire, l'ingénieur de

l'établissement. Il dirige, oriente, contrôle les recherches des sections, procède à des inspections périodiques du contenu des collections, prépare avec les sections les listes de commandes ou les éliminations, organise les dépouillements bibliographiques pour l'utilité générale ou particulière des travailleurs. Il préside à ce que j'appellerais volontiers notre incessant examen de conscience ; nous nous efforçons chaque jour de nous améliorer, et ainsi d'éviter la routine.

Les sections placées sous la direction technique du service de la documentation sont réparties d'après les langues, savoir :

1° Section allemande (langues allemande, scandinave, néerlandaise) ;

2° Section anglaise (Angleterre et ses Dominions, États-Unis) ;

3° Section française (France et Belgique) ;

4° Section latine (italien, espagnol, portugais ; comprend les États de l'Amérique du Sud) ;

5° Section des langues orientales (langues slave, russe, tchèque, serbe, bulgare, etc. ; — langues grecque, turque, arabe, chinoise, japonaise, etc.).

A ces sections s'ajoutent des services spéciaux :

Celui des périodiques (quotidiens et non quotidiens en toutes langues), dont il est superflu de montrer que, pour des raisons d'ordre pratique, il était indispensable de le séparer des autres ;

La Section administrative, destinée aux documents d'origine officielle, aux publications des sociétés et groupements divers, qu'il s'agisse d'imprimés ou de manuscrits [1] ;

Le Catalogue général qui prépare le répertoire méthodique des matières, commun aux divers services et sections, et qui est la source de tous les travaux bibliographiques.

A côté de la Bibliothèque, le Musée. C'est une collection d'œuvres

1. J'attire l'attention sur les documents formant cette section, en particulier les documents d'ordre parlementaire, gouvernemental et administratif. Grâce à une enquête systématique et à des relations directement établies avec les services publics, soit pendant, soit après la guerre, grâce à des dépouillements bibliographiques aussi larges que possibles en ce qui concerne l'étranger, je crois pouvoir affirmer que nulle autre bibliothèque française ne possède des séries plus complètes de ce genre de documents. Il y a là une véritable « bibliothèque administrative » pour la période de la guerre.

artistiques originales (peintures, sculptures, dessins) dues principalement aux artistes combattants et aux artistes envoyés aux armées ; et c'est aussi, comme je l'ai déjà dit, un ensemble de pièces et objets (affiches, médailles, verrerie, céramique, tissus industriels, bibelots, jeux et jouets, monnaies de guerre, timbres, etc.) qui, sans avoir toujours une valeur artistique, ont un intérêt de documentation et d'évocation.

L'organisation est complétée par un Secrétariat général, dont relèvent les questions administratives et celles de personnel. Le Secrétaire général a le contrôle de la feuille de présence ; c'est lui qui reçoit les rapports où les chefs doivent, chaque mois, consigner les résultats de l'activité générale de leur service ou section et de l'activité propre de chacun de leurs collaborateurs. Ce contrôle du « rendement » est indispensable pour connaître les besoins nouveaux et permettre les changements utiles soit dans les méthodes, soit dans les personnes.

V. — La Mise en œuvre. — Programme et organisation ne valent que pour et par la mise en œuvre. Elle offre un double aspect : les catalogues, les bibliographies spéciales.

Le catalogue a naturellement deux formes : alphabétique et méthodique, et sous ces deux formes, il est sur fiches. Dans une installation définitive, il sera vraisemblablement possible d'en déposer un exemplaire dans la salle publique de travail ; aujourd'hui c'est par voie de renseignements oraux que les ressources sont portées à la connaissance des travailleurs, à qui le recours direct au fichier est, du reste, largement facilité. Le catalogue méthodique a été établi suivant un plan ou cadre de classement, élaboré avec soin en commun par les services de la documentation et du catalogue. Mais ce cadre est une résultante, non un prélude. Dès l'origine, j'ai fait un de ces rares actes d'autorité auxquels je répugne, en interdisant à mes collaborateurs d'établir par avance un plan méthodique ; il m'a semblé plus expédient et moins aventureux de faire attribuer d'abord à chaque ouvrage une rubrique de matière, déterminée d'après son contenu essentiel, puis de grouper peu à peu les fiches ainsi rubriquées en des divisions secondaires, puis générales, de plus en plus larges. Délibérément donc, le plan a été construit suivant un procédé empirique ; la pratique quotidienne en a prouvé la souplesse et la commodité.

On ne s'est pas borné à répertorier les ouvrages et les publications officielles. On a constitué en dossiers les prospectus, statuts, comptes rendus financiers, rapports moraux, etc., des associations et des œuvres. On a relevé sur fiches les articles des revues étrangères et françaises. Le catalogue général se trouve donc ainsi être un riche arsenal de matériaux ordonnés et classés.

Il est dans nos intentions de rendre plus aisée la consultation de nos richesses en permettant aux travailleurs d'en posséder eux-mêmes l'inventaire. Dès maintenant va s'ouvrir une série de publications relatives aux plus importantes parties de la bibliothèque. Le catalogue méthodique du fonds allemand est sous presse ; il formera trois volumes d'environ 400 pages à deux colonnes, avec tables finales des mots de matières et des noms. Si aucun obstacle ne vient entraver l'impression, ces trois volumes auront paru avant la fin de l'année[1]. D'autres fonds feront ensuite l'objet de publications identiques. Nous nous préoccupons, d'autre part, de faire paraître chaque mois un petit bulletin destiné à renseigner les travailleurs sur nos récentes acquisitions, ainsi que sur les ouvrages récemment parus, mais non encore acquis par nous.

Un des services que rendra le catalogue, c'est de faciliter l'établissement de bibliographies spéciales sur les multiples questions d'histoire de la guerre (prise dans sa large acception). Il en a été déjà fait un certain nombre pour répondre à des demandes particulières. Mais un plan général de travaux futurs de cet ordre a été dressé par le service de la documentation ; il sera mis à exécution dès que la récupération, encore en cours, de l'arriéré sera complètement achevée et que la stabilité générale de l'établissement, enfin acquise, permettra d'entreprendre des tâches de plus longue haleine.

Voici quelques exemples de ces bibliographies spéciales faites soit de notre propre initiative, soit « sur commande » ; ils sont classés d'une manière qui ne pouvait évidemment pas être très rigoureuse.

Histoire militaire. — La bataille de la Somme. — La bataille de la Marne (général Malleterre, critique militaire du journal *Le Temps*). — La bataille de Verdun (M. Paul Deschanel). — La conduite des opérations militaires en France et le rôle militaire de la France : principaux ouvrages français (Le commandant Michel, attaché au

1. Le premier tome a paru pendant que cet article était en cours d'impression.

général Weygand). — Les prisonniers de guerre allemands en France.

Régions libérées. — L'occupation allemande en France (Service de propagande du Ministère des Régions libérées). — Les destructions des monuments par les Allemands (M. Pierre Rameil, député . — Dommages de guerre et reconstruction (M. René Gouge, sénateur).

Belgique. — Ouvrages et articles de revues sur la Belgique parus hors de Belgique.

Angleterre. — Les relations « impériales » britanniques (relations entre l'Angleterre et ses dominions et colonies) (M. Demangeon, professeur à la Sorbonne). — L'éducation des indigènes dans les colonies anglaises (M. Paul Crouzet, inspecteur de l'Académie de Paris, directeur de la *Grande Revue*).

Allemagne. — Ouvrages et articles sur la propagande allemande. — La Constitution de Weimar.

Orient. — La Syrie pendant la guerre. — Constantinople et la question des détroits : études publiées depuis l'armistice.

Pacifisme. — Le pacifisme pendant la guerre. — Le mouvement antimilitariste des « Consciencious objectors ». — L'Internationale de Zimmerwald.

Plébiscites. — Bibliographie générale des plébiscites (Bibliothèque de la Société des Nations, à Genève). — Le territoire plébiscitaire de la Sarre.

Divers. — L'idée de l'État et le principe des nationalités pendant la guerre : publications allemandes, anglaises et américaines (M. Bouglé, professeur à la Sorbonne).

L'organisation internationale du travail.

Les principales publications administratives françaises pendant la guerre (Bibliothèque nationale d'Irlande).

Les veuves et orphelins de la guerre : ouvrages, associations qui les concernent (Ministère italien des Affaires étrangères).

Le rôle de la femme française pendant la guerre (général Marjoulet).

Les finances de l'Angleterre, des États-Unis, de l'Italie et de l'Allemagne pendant la guerre (Ministère des Finances : Service de l'Inspection).

On voit combien sont variées les questions qui ont pu ainsi faire l'objet de bibliographies et les intéressantes perspectives que ces résultats offrent pour l'avenir.

Enfin je dois mentionner un important ouvrage en préparation, qui sera certainement achevé quand cet article-ci paraîtra : *Bibliographie générale méthodique de l'histoire économique et sociale de la France pendant la guerre* ; elle formera la première des publications sur notre pays entreprise par la « Dotation Carnegie ».

VI. — Les Résultats. — Ce qui vient d'être dit sur les catalogues et les bibliographies montre déjà un premier aspect des résultats obtenus. Voici maintenant quelques chiffres et renseignements de détail propres à donner une idée précise du développement de la bibliothèque à la date du 31 décembre 1921.

Ouvrages (livres et brochures)	75.440	
Périodiques	6.111	6.541
Journaux du front et de prisonniers .	430	

En ajoutant les périodiques aux ouvrages, il n'est pas exagéré d'évaluer le total des volumes à 100.000.

Dossiers de la Section administrative	9.061
Cartes et photos d'avions	10.449
Affiches-textes	15.830

On peut même mentionner les 2.352 pièces constituant la collection des œuvres musicales imprimées pendant la guerre.

Le nombre des lecteurs ayant fréquenté la petite salle de travail que nous pouvons mettre à leur disposition était de 3.367 à la date précitée du 31 décembre 1921.

Conclusion. — Ce n'est pas à moi qu'il appartient d'apprécier l'œuvre et ses résultats. Mais il me sera permis de dire que mes collaborateurs ont mis à les obtenir un grand zèle et une intelligence avisée, qu'ils ont suivi le penchant de leur esprit pour un effort d'ordre scientifique et obéi à la conscience d'édifier, avec les

témoignages sur les événements d'une histoire dont la France est légitimement fière, un monument honorable pour leur pays. Je tiens aussi à déclarer que nous souhaitons de tout notre cœur être mis à même de poursuivre notre effort jusqu'au complet achèvement d'une œuvre de haute culture historique doublée — grâce au Musée — d'une œuvre de haute éducation populaire.

Mais je veux surtout conclure en soulignant les principales imperfections subsistantes et en indiquant le programme du plus prochain avenir.

Il y a encore des lacunes à combler. Elles intéressent même les pays dont la documentation est la plus riche ; mais certains pays sont représentés d'une façon encore très incomplète. L'un d'eux est la Russie. Depuis 1919 jusqu'à ce jour, la situation politique, les difficultés des relations n'ont permis de recueillir que des fragments parfois de très haut intérêt, mais insuffisants. Aucune comparaison possible entre l'abondance de notre documentation russe avant et depuis 1919. Divers efforts pour améliorer cette situation ont jusqu'ici échoué ; il faut attendre des circonstances nouvelles [1].

Un certain nombre de périodiques étrangers, même français, sont encore incomplets, soit à cause de la difficulté qu'on avait à se les procurer pendant la guerre, soit parce que les numéros sont « épuisés ». Une des préoccupations principales du service de la documentation est de combler ces lacunes, en même temps que de retirer des collections ce qui est superflu, de trop faible intérêt pour mériter l'effort du « réassortissement ».

Dès que nous aurons obtenu une plus grande latitude d'action, nous entreprendrons cette exploitation méthodique de nos collections dont le programme est, comme je l'ai dit, déjà dressé. C'est alors seulement que l'efficacité de l'institution parviendra à son période essentiel, en réalisant l'idéal que le Parlement lui proposait dès 1917 : elle sera un « laboratoire d'histoire », le laboratoire de l'histoire de la guerre de 1914 dans sa généralité mondiale, dans ses aspects divers, dans ses conséquences internationales. Elle pourra même être un laboratoire d'histoire internationale contemporaine.

CAMILLE BLOCH.

1. Le lecteur apprendra avec intérêt que des mesures ont pu être prises pour nous assurer, à l'intérieur même de la Russie, des collections qui nous parviendront le jour où les communications seront moins difficiles.

II

LA DOCUMENTATION DE GUERRE A L'ÉTRANGER

Bibliothèque et Musée, l'institution officielle, que la France a consacrée à l'histoire de la Guerre mondiale, cherche à réaliser un programme très vaste; sans doute elle n'a pas mission de recueillir les pièces d'archives des ministères et des armées, mais elle ne veut négliger aucune autre source importante de documentation, et n'entend pas sacrifier le document figuré au document imprimé. Laboratoire d'histoire, elle est dès aujourd'hui un centre d'études ; elle désire pouvoir, aussitôt que cela sera possible, exploiter les éléments qu'elle possède.

Ces caractères, il n'est pas, à l'étranger, d'institution qui les présente exactement. L'intérêt d'un coup d'œil général est précisément de montrer à quelle conception répondent les efforts des uns et des autres, pour marquer les analogies et les différences des buts et des méthodes.

***

Aux **États-Unis**, ce sont les bibliothèques publiques ou universitaires qui ont consacré à cette étude une section particulière, ou une annexe spéciale, en utilisant, tantôt leurs crédits ordinaires, tantôt les libéralités de donateurs puissants.

L'œuvre réalisée par la *New-York public Library*, par la *State Library of Connecticut*, par les bibliothécaires de la *Princeton University* (New-Jersey) et de la *Clark University* (Worcester, Massachusetts) n'est certes pas négligeable ; mais dans un aperçu aussi rapide que celui-ci, mieux vaut concentrer l'attention sur les deux établissements les plus importants : la *Library of Congress*,

à Washington, et la *Hoover War Collection*, rattachée à la *Stanford University*, en Californie.

La « Bibliothèque du Congrès », malgré l'ampleur de sa tâche, et l'étendue de son programme ordinaire, a voulu consacrer au conflit mondial un effort particulier. Par « collections de guerre », elle n'entend pas seulement l'histoire militaire, mais aussi l'évolution des faits économiques et la « reconstruction ». C'est par le livre, le journal, le document imprimé administratif ou officiel, qu'elle veut les constituer.

De même qu'elle ne semble pas rechercher, avec un soin particulier, les pièces fugitives (tracts, affiches, brochures clandestines) et les pièces de propagande nationale ou politique, la Bibliothèque de Washington n'emploie pas, pour sa documentation « de guerre », d'autres procédés que ceux auxquels elle a normalement recours : dépôt légal, dons et achats.

Parmi les dons, c'est à un versement du *State departement* et du *General Staff College*, riche en publications statistiques, géographiques et politiques, qu'elle a dû, en 1920, une partie du développement de sa *War Section*.

Parmi les acquisitions à titre onéreux, ce sont des collections de livres et brochures, formées en Europe qu'elle a prises, en bloc ; elle a recherché aussi les journaux quotidiens, et les périodiques spéciaux (journaux du front et de camps de prisonniers).

Les résultats sont inégaux, de l'aveu des bibliothécaires eux-mêmes. Si les collections sont « solides », pour la France et l'Angleterre, copieuses pour l'Allemagne, assez satisfaisantes aussi pour la Hollande et les pays scandinaves, elles sont très médiocres pour l'Autriche, l'Espagne et les pays balkaniques. Des nouveaux états de l'Europe centrale et orientale (Pologne, Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie), la Bibliothèque ne possédait presque rien, à la fin de 1920. A la même époque, elle ne recevait rien, non seulement de Russie, — ce qui est tout naturel —, mais des états baltiques. Enfin, constatation plus étonnante, la collection d'imprimés italiens consistait presque uniquement en documents d'origine officielle.

Ces lacunes proviennent évidemment, en majeure partie, des difficultés variées que rencontre l'achat, par correspondance, dans des pays, où le commerce de la librairie et les transports sont mal organisés.

Mais, par ailleurs, le « fonds de guerre » de la *Library of Congress* offre un réel avantage : les opérations d'enregistrement et de catalogue y ont été poussées, semble-t-il, avec une rapidité et une méthode, qui en permettent l'exploitation commode. Et quelle meilleure preuve en donner que celle-ci : pour répondre au désir que lui en avaient exprimé les « Bibliothèque et Musée de la guerre », M. Herbert Putnam, le bibliothécaire en chef, a adressé en France, dans ces derniers mois, des milliers de fiches, qui, tout en facilitant à notre établissement parisien son œuvre de documentation, sont un brillant témoignage des résultats obtenus à Washington.

Le *Hoover War Collection* procède de conceptions et de méthodes assez différentes. Elle a été formée, en 1919, sur l'initiative de M. Hoover, qui lui fournit largement, de ses propres deniers, les subsides nécessaires ; et c'est là un précieux avantage. Échapper aux règles étroites de toute comptabilité publique ; avoir sous la main, d'un seul coup, les sommes importantes, qui permettent de profiter d'une offre exceptionnelle; se réclamer d'un nom populaire aux États-Unis, et sympathique aux populations européennes que les services du ravitaillement américain ont secourues : voilà des conditions bien favorables ! Le professeur Adams, de la *Stanford University*, chargé de la direction technique, ne manque pas de rendre grâce à ces heureuses circonstances.

Sous l'impulsion de M. Adams, le développement de cette collection, si tardivement commencée, a été fort intéressant ; les efforts ont toujours été cohérents, et le programme paraît inspiré d'un bon esprit historique. Sans doute, c'est une tâche relativement limitée qui a été entreprise : il ne faut pas y chercher la marque de trop vastes ambitions ; mais ces objectifs modérés ont été poursuivis avec une méthode qui inspire confiance dans la réelle valeur des résultats annoncés.

L'idée directrice paraît être celle-ci : la Bibliothèque (car il n'est nullement question de Musée) ne peut pas espérer réunir, pour les livres, les périodiques, et même pour les affiches-texte, des collections générales qui prétendraient représenter la majeure partie de la production ; et d'ailleurs, dans cet amas de matériaux, il est indispensable d'exercer un choix : la valeur est trop inégale. Mais ce n'est pas sur ce terrain-là qu'il faut concentrer l'activité. Le domaine propre de la Bibliothèque, ce sont les pièces de propa-

gande, les tracts de tout genre, les publications faites par des groupements politiques ou des associations ; en outre, les recueils de documents officiels ou administratifs, de l'ordre diplomatique, militaire, ou législatif, méritent d'être recherchés avec soin, en consacrant toutefois le meilleur effort aux problèmes du ravitaillement. Si M. Adams n'exprime pas, à la vérité, des principes aussi tranchés, au moins est-il permis de dire qu'ils semblent inspirer son activité.

A chaque ordre de documents doit correspondre un procédé de recherches approprié :

Les documents administratifs ou officiels peuvent être obtenus par don ; l'offre d'achat est parfois nécessaire ; elle n'est pas le cas normal. La difficulté, c'est de tracer un programme détaillé ; dire qu'on recueillera de préférence les documents (bulletins de ministères, collections de lois et de débats parlementaires, recueils de textes), qui permettent de suivre l'attitude des gouvernements dans le conflit, et les mesures spéciales prises par les pouvoirs publics dans l'intérêt de la vie nationale, — voilà certes un projet raisonnable, mais il n'est pas pratique, soit qu'on ait quelque peine à dresser une liste précise de desiderata, soit qu'on trouve, dans l'interlocuteur, une intelligence imparfaite du but poursuivi. Aussi, après avoir eu d'abord l'intention d'exercer une sélection, les chefs de la *Hoover War Collection* ont-ils été amenés souvent à faire des demandes très générales.

Les livres européens ne peuvent être recueillis que par achat. L'institution est en rapports, pour chaque grand pays, avec un libraire, qui lui transmet des offres, et qui se charge de l'acquisition. En outre, particulièrement en Grande-Bretagne, elle a un correspondant technique, qui exerce la sélection indispensable. A cela, viennent s'ajouter parfois des cessions globales de collections particulières.

Les documents de propagande, les affiches et les publications de sociétés sont obtenus par des démarches directes. M. Adams lui-même a fait un long séjour à Paris, au moment de la Conférence de la Paix ; il a étendu ensuite ses recherches personnelles à Londres et à Berlin. L'Europe orientale, de Riga à Constantinople, a été parcourue, en 1920-21, par un de ses collaborateurs, M. Golder. Ce sont ces missions qui donnent à la collection Hoover son originalité et sa valeur.

M. Adams le sait, de même qu'il n'ignore pas la faiblesse relative de ses collections de périodiques. Aussi a-t-il conclu avec la *Library of Congress* une convention d'échanges : de Washington, il reçoit des livres, et surtout des collections de journaux ; il y envoie les doubles recueillis dans ses dossiers (tracts de propagande et publications de sociétés politiques).

De ces deux grands établissements, nos amis d'Amérique chercheront-ils à faire des centres de recherches, des foyers d'activité pour contribuer à établir l'histoire de la guerre mondiale ? Dans un ordre d'idées restreint, la *Hoover War Collection* essaie déjà de rendre ces services : il existe depuis peu, à la Stanford University, un « Institut de recherches pour l'alimentation », dont la Bibliothèque est une des bases. Mais les grandes publications récentes, consacrées aux événements de 1914-1918, se dessinent ailleurs : c'est l'Institut Carnegie qui entame une série d'études sur l'histoire économique de la guerre mondiale [1] ; c'est sous les auspices de la Yale University que paraît la collection intitulée *How America went to war* [2] ; enfin ce sont les services du « War departement » qui préparent actuellement une histoire générale de la guerre ; la « Section historique » qui y a été formée n'a d'autre but que l'étude de la participation américaine ; mais elle ne veut pas se contenter de retracer les opérations militaires ; les relations diplomatiques, la « mobilisation économique », l'activité des services du matériel et du ravitaillement formeront la matière de dix volumes, sur les dix-sept que prévoit le directeur de la collection [3].

La conception anglaise nous ouvre de tout autres horizons. Je ne veux pas faire allusion ici aux institutions, qui existent dans certains Dominions : archives de la guerre (*Canadian War Records*) à Ottowa, qui recueillent les documents relatifs au corps expéditionnaire canadien ; *Australian War Museum*, à Melbourne. C'est à l'*Imperial War Museum*, la grande fondation londonienne, que doit aller l'essentiel de ces notes.

Cet établissement a été organisé sous les auspices du « War

1. *Economic and social history of the world war*, sous la direction générale du professeur Shotwell.
2. 6 volumes parus.
3. Cf. art. du colonel John R. M. Taylor : *History of the war of 1917*, Americ. historic. Review, juillet 1919.

Cabinet », par une décision du 5 mars 1917, et placé sous la direction de Sir Martin Conway. Il comprend à la fois une Bibliothèque et un Musée ; mais les deux éléments ne sont pas traités sur un pied d'égalité. Dans l'esprit des organisateurs, l'institution doit, en effet, se donner pour but le culte du *souvenir*; c'est un « Mémorial » de la guerre qu'il s'agit de réaliser, une œuvre d'éducation populaire, un monument à la gloire de l'Empire. Ce n'est donc pas l'esprit critique qui inspirera l'ensemble du travail ; ce ne sont pas les préoccupations — ou les prétentions — impartiales de l'historien : il faut que chacun puisse retrouver, de la façon la plus vivante, toutes les formes d'activité caractéristiques de l'état de guerre. Le document imprimé cèdera le pas au document figuré ou au spécimen.

Le Musée est constitué surtout par des collections d'armement et de matériel de guerre ; il ressemble donc par là à notre *Musée de l'Armée*, aux Invalides. C'est là que les anciens combattants doivent venir « avec leurs camarades, leurs amis ou leurs enfants », écrit Sir Martin Conway ; en face des engins qu'ils ont maniés, des uniformes qu'ils ont portés, ils revivront le passé ; ils verront des reproductions, des modèles réduits, des photographies de ces tourelles, de ces tranchées ou de ces abris où ils ont passé ces heures mémorables ; et ils songeront à ceux qui sont tombés.

La première section du Musée est consacrée à la marine. A côté des modèles de bâtiments de guerre, de navires marchands équipés en croiseurs auxiliaires, à côté des spécimens de projectiles et des fanions de commandement, il y a une collection complète d'engins : canons, mines, tubes lance-torpilles, etc..., et même des instruments techniques. De bonnes séries de photographies montrent aussi, par exemple, les dégâts subis par les navires allemands pendant la bataille du Jutland ; mais la plus large place est réservée aux objets qui ont le caractère de « reliques » ou de trophées : voici un canon de 105, du sous-marin allemand UB 98 ; voici la table sur laquelle fut signé l'armistice de Moudros, à bord de l'*Agamemnon* ; le fanion du commandant en chef, amiral Jellicoë, qui flottait pendant la bataille du Jutland, à bord de l'*Iron Duke* ; et voilà les débris de petits bâtiments qui prirent part à l'attaque de Zeebrugge ; une épave, enfin, du *Hampshire*, le croiseur qui portait lord Kitchener, le 5 juin 1916.

La section de la « flotte aérienne », celle de l'armée de terre sont

organisées d'après les mêmes principes. Dans l'une, les types d'avions, en modèles réduits, ou en spécimens, — les engins de bombardement, les appareils de télégraphie sans fil, et de photographie, — sans compter les instruments dont se servaient les sections météorologiques; une division spéciale est consacrée à la défense contre les avions. Dans l'autre, c'est l'artillerie qui retient d'abord l'attention ; mais il existe deux ensembles particulièrement intéressants, où se trouvent évoqués et comparés les procédés de la guerre de mouvement et ceux de la guerre de positions : ici, c'est la reproduction réduite de la tranchée « Breastwork », près de Festubert, et, tout autour, les spécimens de mitrailleuses, de grenades, de mortiers, de périscopes ; enfin une collection de photographies relatives à la vie des tranchées. Là, ce sont les fusils de tous les belligérants, les tanks utilisés sur le front d'Occident ou de Palestine, le matériel de transports. Et le service de Santé n'est pas oublié.

En outre, le Musée comprend trois sections étrangères au cadre des institutions militaires. La *Women's Section* n'est pas seulement destinée à célébrer l'héroïsme ou le dévouement; elle prétend retracer toute l'activité féminine, même dans les travaux industriels ou agricoles, en rassemblant une collection de photographies, de dessins, de portraits, etc., une série de spécimens des objets fabriqués (en premier lieu les munitions), et un gros recueil de coupures de presse.

Le *Poster Section* recueille les affiches des pays belligérants ou neutres, qui forment en quelque sorte les illustrations d'une histoire de la Grande Guerre.

Enfin il existe une importante section photographique et cinématographique : en avril 1921, la collection comportait 60.000 clichés et plus de 600 films. Constituée en partie par des versements du *War Office*, elle est aussi alimentée par les dons des gouvernements étrangers.

Mais l'administration du Musée, si elle recherche surtout le document précis, l'image directe, ne néglige pourtant pas les œuvres d'art originales, où la vision de la guerre n'apparaît qu'à travers un tempérament, une sensibilité : l'*Art Section* comprend plus de 4.000 pièces (peintures, dessins, gravures), dont les conditions de conservation, dans le local du *Crystal Palace*, ne sont d'ailleurs pas parfaites.

Tandis que les collections du Musée disposent d'un vaste local, celles de la Bibliothèque, bien qu'elles comptent environ 22.000 pièces, prennent l'allure d'une sorte d'annexe ; elles n'ont même pas d'installation définitive. C'est la *Westminster public Library*, qui, provisoirement, les abrite dans ses nouvelles salles. Le programme, d'ailleurs, s'inspire de la conception générale dont nous avons déjà parlé. L'effort principal se porte vers les publications qui ont un lien étroit avec la guerre : vie du combattant, activité féminine, mesures législatives spéciales. Le *Political intelligence department* a donné largement les doubles de ses propres collections ; les échanges avec les institutions étrangères ont aussi contribué à la formation de la Bibliothèque. Les achats, enfin, ont été organisés, dès 1917, par les soins de M. Schneider, du *Gaulois*, pour les publications françaises, et par l'intermédiaire d'agents en Suisse, pour la documentation allemande et austro-hongroise.

Le fonds est classé sous cinquante rubriques, dans un cadre en partie méthodique, et en partie géographique. Les cartes (plus de 8.000 pièces), les bons de monnaie, les timbres forment des sections particulières. Quant aux périodiques, il ne semble pas qu'un grand effort leur ait été consacré ; les bibliothécaires ont voulu en réunir un *choix* restreint ; il est vrai que les collections du *British Museum* y suppléent largement.

Soutenu par les pouvoirs publics, assuré de trouver dans tous les services nés de la guerre et dans les archives ministérielles un précieux concours, l'*Imperial War Museum* semble avoir répondu à tous les espoirs de ses auteurs : dans la période 9 juin 1920-31 mars 1921, il a reçu 1.433.891 visiteurs ! Pour une œuvre comme celle-là, toute orientée vers les masses, toute soucieuse de guider l'esprit public, n'est-ce pas le chiffre qui est le critérium du succès?

Mais le travail historique doit avoir d'autres foyers : la section historique du *Committee of the imperial defence* a commencé la publication d'une « histoire de la grande guerre, basée sur les documents officiels ». Deux séries sont en cours, l'une concernant les opérations navales [1], l'autre le Service de Santé [2]. Le *Foreign Office* a élaboré, en vue de la Conférence de la Paix, une série

1. Sir J. Corbett, *Naval operations* (2 vol. parus), Londres, Longmans, 1920-1921, in-8°.

2. Major-général Macpherson, *Medical Service general history*, 1 vol., 1921, in-8°.

d'études géographiques et statistiques[1] pendant que l'*Institute of foreign affairs*, fondé récemment par lord Grey, avec un vaste programme, a édité, l'*History of the Peace Conference in Paris*, de Temperley[2].

Il existe, bien entendu, en **Allemagne**, de multiples efforts pour constituer des « collections de guerre ». Munich a son *Kriegsarchiv*, Stettin son *Kriegsmuseum*, mais ils sont plutôt orientés vers l'histoire locale ; la bibliothèque de Brême recueille les ouvrages scientifiques ; à Leipzig, la *Deutsche Bücherei des Börsenvereins der deutschen Buchhändler* avait formé, dès la première partie de la guerre, une collection très variée : livres, journaux, documents figurés, qui, en 1917, comprenait déjà 38.000 pièces. Dans la même ville, existait un Musée d'économie de guerre (*Kriegswirtschaftmuseum*), fondé par les représentants des Chambres de commerce, et destiné à donner une idée exacte de la vie économique allemande pendant la guerre, sous tous ses aspects ; il est maintenant réuni au grand *Musée économique* déjà existant. A Karlsruhe, la bibliothèque grand-ducale avait, paraît-il, consacré de gros crédits à sa section de guerre. A Berlin, et à Hambourg le même effort avait été fait[3].

Parmi tant d'initiatives, deux, au moins, ont atteint un développement très important ; ce sont les *Kriegsarchiv* de l'Université d'*Iéna*, somnolentes aujourd'hui, et la *Weltkriegsbücherei*, bien vivante et récemment installée près de Stuttgart.

L'Université d'Iéna avait formé pendant la guerre un « Institut de recherches » (Forschungsinstitut für Geschichte des Krieges), qui devint bientôt indépendant, sous la haute direction de l'ancien ministre Clemens von Delbrück. Ce sont deux universitaires, le Dr Seidlitz dès l'origine, et ensuite le professeur Mentz, qui en ont formé les collections. Elles sont divisées en dix grandes sections. Dès le début de 1917, les séries de « journaux de guerre » et d'affiches, illustrées ou non, placardées dans la zone du front,

1. London, H. M. Stationery Office, 1920, in-8°.
2. Londres, Hodder, 1920, in-8°, 3 vol.
3. En 1917, une brochure de A. Buddecke. *Die Kriegssammlungen* (Oldenburg, Stalling, in-12, 52 p.) citait 217 collections, publiques, municipales ou privées ! sur les dangers de cet émiettement, voir l'article de Walter Schultze dans *Zentralblatt f. Bibliothekwesen*, janv.-fév. 1918, p. 15–26. — Il existe, d'ailleurs, une Ligue des collectionneurs de guerre, qui publie une revue.

étaient fort importantes. Soutenue par les versements de certains établissements publics, la Bibliothèque a attaché son principal effort aux collections de périodiques; elle a aussi consacré une section spéciale très abondante et très bien classée aux coupures de journaux. Comme la *Hoover War Collection*, elle a senti la nécessité de recueillir avec un soin particulier, et de classer dans un cadre spécial, les publications des associations et groupements corporatifs, surtout celles qui concernent l'économie de guerre, et les œuvres de bienfaisance ou de secours.

Dans l'esprit de ses fondateurs, l'établissement avait toujours été destiné à devenir un centre d'études [1], à préparer les matériaux du travail historique. Mais il ne semble pas qu'il connaisse jamais ce rôle. Abandonné partiellement faute de crédits, il ne reçoit plus guère de visiteurs maintenant. C'est donc un fonds fermé, qui va faire retour à la Bibliothèque universitaire.

Comme le *Kriegsarchiv*, la *Weltkriegsbücherei* a été fondée pour la guerre et pendant la guerre. Elle bénéficie donc de l'effort condensé et cohérent, que ne connaissent pas les collections de ce genre lorsqu'elles constituent de simples annexes d'une Bibliothèque existante. C'est à une initiative privée qu'est due sa fondation, celle de l'industriel Richard Frank en juillet 1915; elle a été ensuite donnée à l'État, et confiée à la direction du Dr Friedrich Felger. Cette collection est actuellement la plus importante en Allemagne; d'abord installée à Berlin, elle occupe depuis 1921 le château de *Rosenstein-in-Berg* (entre Stuttgart et Cannstatt).

Ce qui caractérise l'œuvre de la *Weltkriegsbücherei*, c'est l'ampleur de son programme : elle ne se contente pas de recueillir les journaux du front, les tracts ou affiches, les bons de monnaie, les timbres, les médailles, qui constituent pour le collectionneur l'attrait habituel; elle n'estime pas que la littérature de propagande, les publications clandestines, les brochures répandues à profusion par les groupements nationaux, pour intéressantes qu'elles soient, forment un objectif suffisant. Elle prétend à réunir les livres, les brochures, les journaux qui permettent de suivre tous les aspects de la vie mondiale pendant la guerre; à ses yeux, les problèmes économiques et sociaux méritent la même attention que les questions militaires; et par là, la conception du Dr Felger

1. Cf. par exemple l'article du *Berliner Tageblatt*, 31 mars 1917.

se rapproche de celle qui a inspiré, à Paris, le travail des « Bibliothèque et Musée de la Guerre ».

Le problème délicat des limites chronologiques d'une documentation de guerre a été résolu par la Weltkriegsbücherei avec un esprit large : elle veut posséder toutes les publications *significatives* qui concernent les antécédents de la guerre mondiale, et ses répercussions *directes* ; par exemple, elle a constitué un fonds important pour la Révolution allemande. C'est une œuvre active, dont l'enrichissement est continu, et dont le catalogue systématique est dès maintenant tenu à jour.

Pas plus que celle d'Iéna, la collection de Stuttgart n'a entrepris jusqu'ici de publications relatives à l'histoire de la guerre. En Allemagne, comme aux États-Unis, ce sont les services de l'Armée qui ont commencé le travail historique ; c'est la doctrine officielle qui s'exprime dans la collection publiée par le *Reichsarchiv* de Postdam (l'équivalent de notre Service historique de l'Armée) sous le titre *Schlachten des Weltkrieges*[1], et dans l'histoire de la guerre maritime, récemment entreprise par le *Marine-Archiv*[2]. Les nombreux recueils de textes publiés sous l'égide du Ministère des Affaires Étrangères, pour intéressants qu'ils soient, ne sont évidemment pas de ces instruments auxquels puisse se fier l'historien[3].

C'est seulement dans l'ordre des études économiques et sociales que paraissent travailler quelques centres d'études indépendants : Le *Kolonial-Institut* de Hambourg, qui vient d'achever une série de publications relatives aux colonies ex-allemandes ; la *Deustche Kolonialgesellschaft*, qui publie une collection intitulée *Koloniale Zeitfragen* ; l'Institut de Droit international de l'Université de Kiel, qui a fait paraître, sous la direction du professeur Niemeyer, des études et des recueils de textes très importants[4]. Parmi les séries closes, les 68 fascicules des *Beiträge zur Kriegswirtschaft*, édités par le Service d'alimentation de guerre (Berlin, Hobbing, in-8°), et la collection des *Kriegsnotgesetze* du Dr Waldschutz (Berlin, Heymann) méritent aussi une mention particulière.

1. Berlin, Stalling, in-8°. — La collection avait d'abord paru sous le titre *Der grosse Krieg in Einzeldarstellungen.*

2. *Der Krieg zur See herausgegeben,* von Marine-Archiv (Berlin, Mittler, 1921), 2 vol. parus. Directeur de la publication : vice-amiral von Mantey.

3. Deux importantes séries sont en cours, l'une relative à l'armistice, l'autre aux négociations de paix (Charlottenburg, *D. Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte,* 1921).

4. Leipzig, Duncker et Humblot.

***

La *Hoover War Collection*, l'*Imperial War Museum*, la *Weltkriegsbücherei* sont actuellement les grands foyers de la documentation de guerre, bien que l'esprit en soit sensiblement différent. A côté de ces grandes institutions, les autres États ne peuvent présenter que des établissements d'un développement restreint.

Il n'en est guère, belligérant ou neutre, qui n'ait fait une tentative dans cet ordre d'idées[1]. Presque partout, les préoccupations historiques semblent se trouver d'ailleurs reléguées au second plan. A ce défaut échappent pourtant les institutions *polonaises*, *belges* et *italiennes*.

Le gouvernement polonais a des *Archives de la Guerre*, dont l'histoire est extrêmement curieuse et intéressante. Le premier fonds en a été constitué dès 1915 à Vienne par un comité polonais. Aujourd'hui, les sections provinciales à Lwow, Lublin, Cracovie, Piotrkow, Wilno, Poznan démêlent et classent les documents des organisations nationales, qui ont travaillé à la libération du pays, ainsi que les pièces administratives abandonnées par les Russes, les Allemands et les Autrichiens. A Varsovie, ces liasses viennent se centraliser, et sont l'objet d'un classement définitif. L'œuvre est loin d'être achevée ; mais elle constituera certainement une source de premier ordre pour l'histoire — non seulement de la Pologne

1. En Suisse, la bibliothèque de la ville de Genève possède une section d'*Archives de la Guerre*, où elle recueille surtout les publications officielles des gouvernements ; les ouvrages militaires se trouvent à la bibliothèque de l'État-Major, à Berne ; au Palais fédéral, un fonds d'ouvrages interdits par la Censure suisse, qui doit être fort curieux. En Europe centrale, les Archives de la Guerre, à Vienne, qui jouent le rôle de notre Service historique de l'armée, ont une riche bibliothèque dont les anciens États de la monarchie revendiquent, dit-on, une part ; la Hongrie possède aussi son Musée de Guerre, qui est dirigé par M. Olüp. Dans les pays baltiques, Riga a une Bibliothèque-Musée, où les documents figurés voisinent avec les proclamations, les tracts et les affiches ; mais il ne s'y trouve encore aucun document français ! Kovno a consacré son Musée uniquement à l'histoire de la libération de la Lithuanie ; à Reval, ce sont aussi les souvenirs de 1918-1919 qui forment toute la collection. Quant au *Musée de la Révolution* de Pétrograd, créé par les bolcheviks, les renseignements précis sur son programme et sur son activité nous manquent encore. L'Amérique latine même a vu s'amorcer quelques tentatives, en particulier la collection de la *Ligue pour les Alliés* à Rio-de-Janeiro ; le Portugal a créé, par décret du 19 octobre 1917, un *Musée de la Guerre* avec un programme très général, tandis que l'établissement, inauguré à Madrid, en avril 1921, comprend, au contraire, en majorité, des spécimens du matériel de guerre allemand.

et de la guerre sur le front oriental — mais des puissances centrales même.

En Italie, un comité, constitué à la fin de 1920, a formé en plein centre de la zone de combat, à Rovereto, un Musée de guerre, qui recueille l'ensemble des documents figurés et les souvenirs du champ de bataille, ainsi que les témoignages de la brutalité autrichienne. Une salle spéciale a été destinée aux troupes tchécoslovaques, qui ont secoué l'autorité des Habsbourg. Parmi les bibliothèques, celles de Milan et de Rome ont songé à former une section de guerre ; mais c'est surtout à Bologne, sous la direction du professeur Fumagalli qu'ont été atteints le plus rapidement des résultats intéressants.

Enfin, à Rome, un *Uffizio Storiografico della mobilizazione* s'était donné pour objet de recueillir les matériaux et d'élaborer une série de monographies, sur les aspects divers de la mobilisation italienne : outre les sections technique, économique et juridique, l'Office avait une section politico-sociale, qui étudiait le développement de la conscience nationale et l'évolution de l'esprit public, tâche immense et originale qu'assumait M. Prezzolini, directeur de la *Voce*. C'est certainement l'œuvre la plus importante que l'Italie ait entreprise pour l'étude de la guerre. Mais elle n'a pas été poursuivie.

Les œuvres belges ont tout de suite pris un essor plus rapide ; outre le Musée de l'Armée, à la Cambre, il existe un organisme officiel chargé de réunir « les documents qui permettent d'écrire l'histoire de la population civile pendant les années de guerre » : c'est la *Commission des Archives de la Guerre*, fondée par arrêté royal du 15 novembre 1919.

Les archives allemandes (papiers abandonnés à Etterbeck au moment de l'armistice) forment la source documentaire la plus importante : dossiers de la « Finanzabteilung » du Gouvernement général, archives de la IVe Armée (duc de Wurtemberg), dossiers des « Kommandantur ». Le fonds belge comprend les archives de la Croix-Rouge et de différentes œuvres d'assistance ; les documents relatifs aux services de renseignements qui ont fonctionné en Belgique pendant la guerre (services de « passages » en Hollande ; services d' « observation », de diffusion des écrits prohibés, etc...), avaient été, dès le début de 1919, réunis par une « Commission des Archives des Services patriotiques », œuvre privée encouragée par

le gouvernement ; les dossiers de cette organisation vont être versés à la Commission des Archives de la Guerre. Enfin une collection de journaux belges, de publications clandestines, de volumes relatifs à la Belgique (4.500 en août 1921) est en voie de formation. Voilà donc une œuvre très importante. Sans doute, destinée surtout à une œuvre d'histoire nationale, elle n'a pas l'envergure ou les prétentions de certaines collections auxquelles nous nous sommes précédemment arrêtés ; mais elle est inspirée par un vrai souci du travail historique, et nettement orientée vers les résultats pratiques. Dès maintenant, elle publie un *Bulletin*, qui, outre de bonnes indications bibliographiques, traite les questions de documentation et édite des textes.

Un grand élan, parfois rompu déjà ; un effort multiple, parfois dispersé, voilà l'impression que laisse, n'est-ce pas? ce rapide inventaire des institutions étrangères. Les matériaux s'amassent ; l'exploitation en est à peine amorcée. Parfois même, à la faveur d'un programme incertain, c'est le pittoresque qui l'emporte ; parfois aussi le culte extérieur du souvenir. Et sans doute ce ne sont pas là des préoccupations secondaires ! Mais, pour l'historien, elles n'offrent qu'un intérêt restreint. Et n'est-il pas regrettable aussi de voir, presque partout, le travail de publications de textes et d'exposés synthétiques se développer, en prenant pour base essentielle les pièces d'archives, et négliger au contraire le document imprimé ? La confrontation de ces sources serait possible et fructueuse. Et la France pourrait en donner l'exemple.

PIERRE RENOUVIN.

LA PRESSE ET L'HISTOIRE

UN INSTRUMENT DE TRAVAIL : LE « BULLETIN DE PRESSE »

L'article de journal, document pour l'historien ? Eh quoi ! Quelle créance peut-on accorder à cette presse muselée, qui savait bien peu de choses, et qui n'avait pas le droit de les publier sans autorisation préalable ?

Faut-il compter sur elle pour établir les faits ? Mais les indications qu'elle peut fournir sont fragmentaires, superficielles, souvent erronées ; elles sont déformées, dans la mesure où elles reproduisent les communiqués ou les suggestions des « bureaux d'information », et les nouvelles répandues par les agences de propagande.

Faut-il espérer y trouver l'expression des sentiments et des opinions ? Mais la Censure est passée par là : elle a tronqué les appréciations et rayé les critiques.

Arguments faciles, qui viennent renforcer une défiance instinctive ; mais conclusions trop sévères, qui ne résistent pas à l'examen.

Même dans les pays où la Censure a régné [1], l'étude de la presse ne pourra pas être négligée par l'historien :

C'est par l'information quotidienne qu'il faut suivre, par exemple, les menus faits, où se manifeste la crise des matières premières et des denrées alimentaires, les observations de détail où se marque le développement progressif des transformations sociales ; de tout cela, les rapports officiels ou les documents administratifs ne donneront pas l'équivalent.

C'est encore par le journal que l'on pourra connaître certains

1. Il ne faut pas oublier en effet l'indépendance plus grande dont certaines presses neutres ont pu jouir.

mouvements d'opinions, car la censure ne voyait pas tout, ou n'osait pas tout atteindre : Est-il possible d'étudier l'agitation Zimmervaldienne, sans lire l'*École de la Fédération* ? de méconnaître l'influence des articles de l'*Homme enchaîné* ? d'expliquer certains aspects de la politique intérieure sans les campagnes de l'*Action Française* ?

C'est l'étude encore des grands quotidiens qui permettra, dans l'ensemble, d'apprécier les fluctuations du « moral » : Instrument négatif et souvent maladroit, la Censure peut supprimer ; elle ne peut pas imposer aux journaux le ton de la joie et de l'optimisme ; et les silences systématiques, qui viennent parfois interrompre le refrain de confiance, sont des indices significatifs. Bien mieux, les lacunes même de la presse, les insuffisances de sa documentation sont intéressantes à noter : voilà ce que le gros public savait des opérations militaires, et voilà la mesure de son ignorance ! Ainsi se justifie, chez tous les belligérants, cette imperturbable confiance, par où s'explique la durée même du conflit.

Par la presse, l'historien cherchera donc surtout à atteindre « l'esprit public ».

Mais, resterait-on rebelle à ces raisons, voudrait-on dénier complètement à la presse cette « valeur testimoniale », encore faudrait-il au moins reconnaître comment, par le journal, on peut toucher à un autre aspect de la vie nationale, — l'action du gouvernement sur l'esprit public.

Action bien évidente : Par les ciseaux de leurs censures, par les suggestions qu'ils lancent, par les articles qu'ils inspirent, les gouvernements travaillent sans cesse à réchauffer l'opinion, à lui épargner les éclats trop durs de la vérité, à entretenir les illusions, dont elle aime à se bercer. C'est une œuvre capitale, dont nul aujourd'hui ne conteste l'importance. N'est-ce pas encore par la presse qu'on en suivra les progrès ? Le journaliste n'a-t-il pas été, pour la masse du public, « l'éducateur et le guide » [1] ?

Si l'on tient cette démonstration pour probante, ne va-t-on pas s'arrêter à une autre objection ? — Etude utile, soit, dira-t-on ! Mais possible ?

Devant l'amoncellement de ces liasses, l'historien hésite : Diffi-

1. A. Capus, *Revue hebdomadaire*, 13 mars 1915 : *La presse et la guerre.*

cultés du choix : vers quels journaux se tourner? Difficultés et lenteurs des recherches : comment trouver, sur un sujet donné, les articles caractéristiques ? Difficultés de lecture même, car l'on ne saurait se passer de journaux slaves, grecs, ou japonais ! Il faut un guide.

Le répertoire idéal n'est guère possible : Reprendre, aujourd'hui, les journaux importants, en tous pays; en reconstituer la collection complète ; en dépouiller méthodiquement le contenu, ce serait un travail gigantesque, autant que précieux. Il suffit, pour s'en convaincre, de connaître l'étude-type, si intéressante, qui a été faite, sur une courte période (cinq mois de 1914), et sur un terrain réduit (les articles d'opinion parus dans la presse française)[1].

Mais, dès maintenant, l'historien de la Guerre a le moyen de s'orienter dans ce dédale, et de jeter rapidement le coup d'œil d'ensemble qui précédera ses recherches; il peut même retrouver les manifestations les plus importantes de la grande presse : Comment? En utilisant les « Bulletins de presse » que divers gouvernements ont fait établir pendant la guerre. — Soucieux de suivre l'action des journaux nationaux, et plus encore de discerner les opinions ou les tendances de l'esprit public, chez l'allié, le neutre, ou l'ennemi, ils ont organisé des services de « dépouillement », chargés de préparer et de présenter un tableau choisi de la presse. Ce choix, œuvre des spectateurs du conflit eux-mêmes, ne pourra-t-il rendre service à ceux qui viendront étudier et juger?

1. Camille Bloch, *Répertoire méthodique de la presse quotidienne française, 1er vol., année 1914.* Paris, Emile-Paul, 642 pp. in-8. En Allemagne, l'*Internationale Bibliographie d. Zeitschriftenlitteratur mit Einschluss von Sammelwerken u. Zeitungen* (Felix Dietrich, Gautsch b. Leipzig) consacre un supplément au dépouillement de cinquante journaux allemands, sous le titre : *Verzeichnis v. Aufzätzen aus Zeitungen.* Cet index a paru pendant la guerre.

I. — LES PRINCIPAUX « BULLETINS » FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

I

Ce que l'on vient demander, de prime abord, au Bulletin de presse[1], c'est de fournir un fil conducteur, d'aiguiller l'attention vers les faits significatifs, de signaler les opinions essentielles ou originales : A travers l'immense production de la presse quotidienne, c'est lui qui servira de « guide ».

Ce service-là, les bulletins rédigés par des services français, nous le rendront plus aisément que tous les autres, même si leur supériorité ne devait consister qu'à nous éviter la peine d'une traduction. Les ressources qu'ils offrent sont abondantes, mais de valeur fort inégale.

L'œuvre la plus importante, à tous points de vue, est celle qu'a réalisée le *Bureau d'études de presse étrangère* : elle est, ici même, l'objet d'une notice détaillée[2].

A Paris aussi, le *Bureau d'études de l'Information diplomatique* publiait, sous le titre : « Informations économiques », des bulletins dactylographiés, à peu près quotidiens[3] : Ils prétendaient d'abord avoir une portée générale et donner des indications sur tous les grands belligérants; naturellement, la conception se modifia bientôt : dès octobre 1916, chaque numéro fut consacré à un pays déterminé ; un an plus tard, la spécialisation s'accentua ; on n'aborda plus qu'une seule question à la fois, et souvent on se borna pour la traiter à reproduire la traduction d'un seul article. Aussi cette collection est-elle très variée : c'est une mine de ren-

1. C'est aux *Bibliothèque et Musée de la Guerre* que peuvent être consultés la plupart de ces Bulletins ; la collection en est importante ; certaines séries sont pourtant incomplètes encore.

2. Voir ci-dessous l'article de M. Julien Cain.

3. La série, commencée le 16 avril 1916, a pris fin le 15 septembre 1919.

seignements. Il ne faut pas y chercher des appréciations, mais surtout des chiffres et des faits.

Mais l'étude de la presse austro-allemande formait, à elle seule, l'objet de services spéciaux, qui méritent une étude précise.

Les travaux du *Service de renseignements de Belfort* présentent, à cet égard, un grand intérêt. Ils ont été amorcés, dès 1915, sous une forme assez modeste : un fascicule quotidien, formé de huit à dix feuillets dactylographiés, recueillait, pour les questions auxquelles l'actualité prêtait le plus d'importance, des extraits de la presse allemande; ces traductions étaient précédées de courtes appréciations générales. Dès ce moment, le *Bulletin* de Belfort jouait un rôle fort appréciable, parce qu'il contribuait à former l'opinion de notre État-Major.

A la fin de 1915, il y eut deux séries parallèles, l'une consacrée à l'étude journalière de la presse, l'autre destinée à reproduire, sur certains sujets, des articles plus étendus, qui constituaient des « documents ».

Le *Bulletin de presse*, dans sa forme définitive, donne d'abord un résumé général des journaux allemands antérieurs de deux ou trois jours; il essaie d'en définir l'attitude moyenne au sujet de l'événement du jour : crise politique ou militaire. Puis vient une « Revue de presse », qui est la partie essentielle du fascicule : en dix ou douze pages, très denses, les rédacteurs du bulletin reproduisent et traduisent les extraits des journaux allemands; ce sont les récits et les commentaires relatifs aux opérations militaires; puis, mais dans une moindre mesure, les discussions auxquelles donnent lieu la question des origines de la guerre, le problème de la paix, la politique baltique ou polonaise; enfin, l'attitude de l'opinion allemande à l'égard de ses alliés et des neutres. Les communiqués des belligérants figurent aux dernières pages.

La présentation en est sobre, et souple à la fois. Les traductions ne sont pas reliées par un commentaire; les dimensions du travail, les proportions des différentes parties varient d'un jour à l'autre, car elles doivent s'adapter à l'actualité. Il faut regretter pourtant que, bien souvent, au lieu de donner une traduction intégrale, les rédacteurs aient pratiqué dans l'article de larges coupures, sans indiquer par des points de suspension les phrases supprimées.

Mais, par ailleurs, comme la « Revue de presse » étudie chaque jour, non seulement les grands journaux, mais un certain nombre

de feuilles locales, et comme elle donne au moins des extraits de quinze ou vingt articles, elle constitue aujourd'hui un instrument de travail fort appréciable.

La série des *Documents* est très variée. Sous le titre « Journaux et revues de langue allemande », le fascicule traite généralement une seule question, politique ou économique, en rassemblant des analyses ou des extraits empruntés à l'ensemble de la presse. Tous les sujets sont abordés : ici l'avenir de la Courlande et de la Lithuanie (17 janvier 1918), l'activité des syndicats allemands pendant la guerre (1er janvier 1918), là, les ressources alimentaires de l'Ukraine; ailleurs, le compte rendu d'une séance du Reichstag, etc... Mais, les rédacteurs consacrent régulièrement des fascicules spéciaux à la « Vie en Allemagne » (alimentation, agriculture, production industrielle) et à « l'Alsace-Lorraine ». Ce Bulletin Alsacien-Lorrain, reparaît chaque semaine ; en utilisant les journaux allemands ou alsaciens, il donne d'abord un compte rendu des débats du « Conseil général » d'Alsace; il rend compte des condamnations prononcées par les Conseils de guerre, pour les cas d'insoumission, de désertion; il indique les mises sous séquestre et les liquidations de biens : c'est un excellent tableau de la vie politique en Alsace-Lorraine de 1915 à 1918.

Il y avait aussi, à Berne, un Bureau de presse français, qui étudiait tout particulièrement les journaux allemands [1]. Chaque jour, il publiait deux bulletins, l'un dans la matinée, l'autre le soir, sous forme de fascicules dactylographiés : travail mené, par conséquent, en grande hâte.

Ce sont les questions politiques qui paraissent retenir surtout l'attention des rédacteurs de ce bulletin. Les appréciations des journaux sur les événements militaires, les menus faits qui caractérisent la crise économique ne sont pas négligés; mais ils sont traités plus rapidement [2]. Ni la forme du fascicule, ni les cadres ne sont d'ailleurs fixés avec beaucoup de précision. Les analyses voisinent avec les citations; souvent, pour présenter les opinions de presse qui concernent un même sujet, le rédacteur les résume en quelques mots; parfois, il fait intervenir ses propres appréciations.

1. Les journaux de langue allemande en Autriche-Hongrie et en Suisse, et certains journaux polonais sont également utilisés.

2. Ce bulletin consacrait lui aussi en 1918 des fascicules spéciaux à l'Alsace-Lorraine, en examinant la question dans le cadre de la politique générale.

Par l'ampleur des dépouillements, c'est là un travail fort utile, qui peut orienter des recherches, lorsqu'elles ont un objet chronologique très précis. Mais ce bulletin peut-il dispenser de recourir aux journaux eux-mêmes? Il ne le semble pas. Les extraits sont souvent trop courts pour donner la physionomie vraie d'un article. Il arrive même parfois que tel ou tel passage paraisse surtout destiné à être reproduit dans la presse française. Le choix n'en est évidemment pas inspiré par un strict souci d'objectivité [1].

Mais il faut se garder d'exagérer la portée de ces critiques, qui n'enlèvent rien à la valeur essentielle du bulletin, à la sûreté de vues, à la qualité de l'analyse.

Pour peu qu'il s'intéresse avant tout aux Puissances centrales, l'historien aura encore d'autres ressources ; celles que peuvent lui offrir les *Documents sur la guerre*, publiés sous l'égide de la Présidence du Conseil.

A vrai dire, il ne s'agit plus là d'un instrument de travail, de caractère impersonnel : répertoire plus ou moins complet d'articles de journaux, et traductions plus ou moins intégrales. Ce que donnent les *documents*, ce sont des études, où l'article de journal n'est cité qu'à titre de référence.

La série « politique » n'est pas datée; mais c'est au début d'août 1915 que commence ce grand travail. En principe, chaque bulletin donne d'abord un tableau de la vie politique allemande pendant le mois précédent, uniquement d'après la presse; il étudie ensuite les principales préoccupations intérieures et extérieures, et essaie de dégager les tendances de l'opinion. L'Autriche-Hongrie est l'objet des mêmes observations, dans des proportions plus restreintes. Souvent, en 1917, le bulletin s'achève par un paragraphe consacré à la Russie, toujours d'après les informations et appréciations allemandes. Cette étude mensuelle comporte plus d'une centaine de feuillets dactylographiés.

Mais, en outre, dès l'origine de la collection, il existe des numéros spéciaux consacrés à une question : Les « conditions de paix » d'après les journaux allemands, en 1915; l'opinion allemande à l'égard des Etats-Unis, etc.; le nombre de ces numéros s'accroît sans cesse; aussi les derniers bulletins de 1918 prennent-

1. Ceci est surtout vrai pour les parties du bulletin consacrées à l'Alsace-Lorraine (en 1918), qui prennent souvent l'allure d'un travail de propagande.

ils l'aspect d'une collection de fascicules, où sont traitées les questions les plus importantes du moment.

La série « économique », dont le premier numéro est daté du 22 septembre 1915, est conçue d'après les mêmes principes; mais, en dehors des journaux, certaines revues, parfois même quelques livres récents, sont utilisés; déterminer l'opinion courante en Allemagne sur la situation financière ou économique des alliés; suivre, par la presse, l'organisation des emprunts de guerre; rendre compte des discussions économiques au Reichstag : c'est le principal objet des bulletins en 1916-1917; puis, là aussi, ce sont les renseignements relatifs au ravitaillement qui viennent absorber l'attention; mais les études spéciales ne sont pas négligées tout à fait : le numéro qui traite de « la réparation des dommages en Prusse Orientale », par exemple, est un type excellent de ces travaux.

Ces *documents*, en dépit de leur nom, ne constituent donc pas une *source* pour l'étude de la guerre; les citations textuelles sont trop rares, et les références même sont parfois trop incomplètes pour que les bulletins puissent servir d'index et de guide; mais, si une table commode permettait des investigations rapides, cette série d'études serait certainement consultée pour fournir un point de départ et une première orientation.

En même temps, l'étude de la presse des pays alliés ou neutres était l'objet d'un effort intéressant. Sans prétendre étudier tous les bulletins de ce genre [1], il faut au moins connaître trois d'entre eux, qui paraissent appelés à rendre fréquemment service :

A Berne, les services de l'ambassade de France ont rédigé, dès le mois de juin 1915, et jusqu'à la fin des hostilités, un important *Bulletin de la presse suisse*. Chaque jour, les principaux journaux de langue française et de langue allemande étaient étudiés. Le travail portait sur douze, quatorze et même parfois dix-huit feuilles, qui représentaient toutes les nuances de l'opinion, sans oublier les organes socialistes, comme la *Sentinelle* et le *Berner Tagwacht*, ou germanophiles comme le *Berner Tagblatt*. La méthode était celle-ci : traduire les passages les plus caractéristiques; rappro-

1. On pourrait étudier aussi, par exemple, les bulletins rédigés par le Haut-Commissariat franco-américain.

cher, sous un titre commun, ceux qui traitaient le même sujet, sans jamais adopter de rubrique permanente; résumer en quelques mots, ou signaler tout simplement, les articles moins importants. Extraits et analyses formaient environ dix-huit pages. On y joignait parfois de brèves indications bibliographiques.

Les renseignements donnés par le Bulletin étaient répartis en « Nouvelles politiques et diplomatiques », — « militaires », — « économiques et financières ». Sous le premier titre, figuraient à la fois les articles relatifs à la politique intérieure suisse, et les commentaires sur la situation des pays belligérants; sous le dernier, se trouvaient, à côté des manifestations diverses de la crise économique, les discussions abondantes que soulevait le problème du ravitaillement.

Le Bulletin forme donc un guide commode pour qui veut étudier les conventions passées entre le gouvernement suisse et ses voisins, pour qui veut suivre aussi l'évolution de l'esprit public en Suisse pendant la guerre. Mais ce n'est pas là tout son intérêt. Dans ce pays, foyer des mouvements pacifistes, refuge des internationalistes —, en même temps qu'il était le centre des organisations de propagande, — la lecture des journaux pouvait apporter quantité de menus faits, dont une étude rétrospective saura tirer parti.

A Athènes, pendant les mois critiques de 1917, était établi, en français, un copieux *Bulletin de la presse grecque*; il avait deux éditions par jour, l'une consacrée aux journaux du matin, l'autre aux journaux du soir; et chacune comprenait une quinzaine de feuillets dactylographiés : étude abondante et sérieuse. Aucun effort d'ailleurs pour établir dans ces coupures un classement logique : les rédacteurs prenaient successivement les principaux journaux — une douzaine —, et traduisaient les passages essentiels de l'article de fond; ils reproduisaient aussi quelques articles d'information; aussi la consultation du bulletin est elle assez malaisée. Mais l'instrument n'en est pas moins précieux, car il serait fort difficile de reconstituer aujourd'hui une collection complète des journaux eux-mêmes.

A Pétrograd, sur l'initiative, dit-on, de M. Albert Thomas, apparut, en avril 1917, un *Bulletin de presse russe* [1]; il visait à procurer aux services français une exacte idée du contenu des

1. Il y avait un bulletin analogue à Moscou.

principaux journaux. Chaque numéro donnait une série d'informations, et, sous le titre « opinions », la traduction ou l'analyse de quelques passages caractéristiques, choisis, semble-t-il, dans un esprit très large. Mais, dans l'intention de ses rédacteurs, ce bulletin recueillait des nouvelles, bien plus qu'il ne rendait compte de l'esprit public; encore est-il difficile au premier aspect de distinguer l'analyse de la traduction intégrale. Cette série a pourtant une grande qualité, sa durée : le bulletin paraissait encore à la fin de 1918; il donnait alors la substance de quatre journaux bolcheviks, et si, par la force des choses, la rubrique « opinions » était bien réduite, au moins les informations donnaient-elles une relation assez étendue des congrès de Soviets. Imparfaite, cette source de renseignements est pourtant d'une utilité incontestable; elle donne sur la presse russe un aperçu plus complet que tout autre bulletin [1], et cet aperçu peut être, pour certains moments, notre seule ressource, tant la collection des journaux eux-mêmes est difficile à réunir.

Ce coup d'œil rapide, limité aux bulletins les plus utiles et les plus sérieux, n'apporte-t-il pas quelque désenchantement? Tant d'organismes, pour mener un effort similaire ! Tant d'études consacrées à la presse austro-allemande, par des services presque voisins! N'est-ce pas un gaspillage de compétences et d'énergies? Et, parmi tous ces bulletins, aucun qui donne au chercheur, aujourd'hui, toutes les facilités qu'il voudrait y trouver! Défaut de cohésion, adaptation trop étroite aux besoins momentanés : ce sont les remarques qu'il faut bien faire.

Mais ces ressources imparfaites peuvent être étendues et complétées ; il faut recourir aux bulletins qu'ont établis, à l'étranger, des services analogues aux nôtres.

Pour avoir une revue générale de presse, un coup d'œil d'ensemble sur les questions d'actualité, sur l'opinion des neutres ou des adversaires, le *War Office* à Londres, le ministère des Affaires Étrangères à Rome [2], les services de presse du haut commandement, en Allemagne, avaient constitué des bureaux d'études ; les

1. Il faut mettre à part pourtant la revue de presse publiée à Berlin, sous le titre *Die russische Korrespondenz*.

2. La « Revue de presse » établie à Rome, toute dominée par des préoccupations italiennes, ne peut soutenir la comparaison avec les grands bulletins français, anglais et allemand.

bulletins quotidiens, qui en émanaient, peuvent être rapprochés du nôtre; peut-être y aurait-il matière à des comparaisons ou à des confrontations suggestives [1].

Mais ce sont surtout les bulletins spéciaux, consacrés à un ordre de questions déterminé, qui retiendront l'attention de l'historien, et qui pourront lui fournir les indications les meilleures.

L'Etat-major anglais, par exemple, publiait, en supplément à sa *Review of the foreign press*, plusieurs séries d'annexes — Le *Blockade and supply supplement* et le *Food Supplement* étaient hebdomadaires; après une introduction sommaire, qui cherchait à dégager un aperçu général, ils donnaient, pour chaque pays, des analyses ou des extraits de presse. La forme en était brève, malgré les dimensions assez larges du bulletin : il s'agissait surtout d'indiquer des faits.

Le supplément *économique*, subdivisé en une vingtaine de rubriques, signalait, tous les quinze jours, les articles relatifs aux questions économiques générales; il en donnait, à l'origine d'amples analyses ou des extraits; mais, à la fin de 1917, il prit l'aspect d'un répertoire. Le *Technical supplement* et le *Reconstruction supplement*, créés seulement à l'automne de 1917, exerçaient un choix plus strict; sur chaque question, ils cherchaient un article-type et l'analysaient. Il y avait encore, à partir du 1er janvier 1918, un supplément *médical*, mensuel, qui rendait compte, non seulement des articles, mais aussi des livres nouveaux. Enfin, des numéros spéciaux, sans périodicité régulière, groupaient dans un tableau commode les commentaires relatifs aux offres de paix (30 janvier 1917), à la Grèce Constantinienne, ou même au traité de Versailles.

Et tous ces suppléments sont pourvus de tables méthodiques, avec index des matières et des noms de pays. En consultant la rubrique « charbon » du *Supply supplement*, l'abondante liste d'articles, que l'on y trouve, donne un précieux point de départ pour une recherche approfondie [2].

L'instrument de travail constitué par le *bureau documentaire belge*, pour la période 21 septembre 1917-13 novembre 1918, n'est pas moins remarquable.

1. Il faut noter en outre que la *Daily Review of the foreign Press* (établie par le War office) est pourvue d'une table méthodique, qui contient un précieux index des noms de personnes citées dans le bulletin.

2. Ces suppléments ont paru jusqu'au milieu de 1919.

En même temps qu'il donnait, dans un bulletin de *documentation particulière*, à l'usage des ministres, une analyse de quelques appréciations importantes, ce service établissait un *sommaire de presse* : c'étaient de « simples indications... destinées à signaler un fait, un article, ou tel autre élément de la documentation d'actualité ». Le dépouillement s'étendait à tous les journaux belges : ceux de la Belgique occupée, comme ceux qui paraissaient en Hollande, en Angleterre et en France; il insistait aussi sur la presse allemande, dont il importait de connaître les tendances ou le programme; il glissait beaucoup plus vite sur les autres presses, alliées ou neutres, — en tout une centaine de quotidiens.

Dans chaque numéro, revenaient les mêmes préoccupations, et les mêmes rubriques : Vie de la Belgique occupée (administration allemande, état d'esprit des populations envahies, question flamande); problème de la paix; aspects de la politique intérieure belge.

C'est donc, sur un ordre de questions restreint, un répertoire tout à fait important; sans doute, les articles que signale le bulletin, en indiquant d'un mot leur contenu ou leur sens général, sont choisis ; mais il n'y a pas lieu de suspecter la sincérité de ce choix, puisque le « sommaire » n'était répandu que dans un cercle étroit, et n'était dominé par aucune consigne de propagande.

A un critique exigeant, l'occasion est d'ailleurs offerte de procéder à une confrontation : Tandis que travaillait le *bureau* du Havre, le Gouvernement général allemand à Bruxelles faisait établir, lui aussi pour son service intérieur, un « Extrait de la presse quotidienne [1] » : mêmes sujets et mêmes sources, mais un travail plus restreint pourtant. La sécheresse en est un peu rebutante, au premier abord. En le feuilletant, néanmoins, on ne manque de s'y intéresser : c'est qu'il porte le reflet des préoccupations du Gouverneur. Il faut voir par exemple quelle place occupent, en 1916, les articles relatifs au cardinal Mercier !

Pour précieux qu'ils soient, tous ces instruments de travail peuvent prêter à une critique générale; même s'ils sont destinés à renseigner un petit nombre de fonctionnaires, et à leur donner une idée exacte de l'opinion étrangère, ces bulletins exercent-ils un choix impartial et judicieux? Ils ne sauraient nous satisfaire

1. A vrai dire, la collection que possèdent les Bibliothèque et Musée de la Guerre est encore incomplète.

parfaitement : Dominés par les événements, plongés dans l'action au jour le jour, ces rédacteurs étaient souvent mal placés pour mettre le doigt sur le fait capital ou sur l'opinion intéressante ; peut-être, en toute bonne foi, donnent-ils de la presse qu'ils analysent une image déformée. En utilisant leur travail, même s'ils paraissent sincères, l'historien n'oubliera pas ce défaut de perspective.

II

Et s'ils ne le sont pas ? Si l'examen critique prouve une déformation *volontaire* ? Alors, c'est un autre genre d'intérêt que présente le bulletin : comme guide, il est récusé ; mais comme moyen d'apprécier le travail d'un gouvernement sur *son* opinion publique, il est utile. — C'est à ce titre qu'il faut étudier par exemple l'œuvre du Bureau de presse allemand. Faute de pouvoir procéder, dans les limites de cet article, à des investigations plus étendues, c'est à lui que doit aller d'abord notre curiosité.

Il n'y a pas lieu de retracer en détail, ici, l'organisation des services de presse en Allemagne pendant la guerre [1] : à partir d'octobre 1915, ils étaient groupés sous le nom de *Kriegspresseamt*, et placés aux ordres immédiats du commandement suprême. Le Bureau était divisé en trois sections : Presse nationale (*Inlandstelle*), Censure (*Oberzensurstelle*), et Presse étrangère (*Auslandstelle*). C'est celle-ci qui établissait, sous le nom de *Nachrichten des Auslandspresse*, un bulletin de coupures ; elle en distribuait les exemplaires, en dehors des services du Grand Quartier Général, aux journaux et à quelques personnalités notoires. Mais, sauf de rares exceptions, expressément indiquées, aucun paragraphe du bulletin ne pouvait être reproduit sans autorisation de la Censure.

Voilà les principes qui ont été appliqués jusqu'à la crise finale : le 21 octobre 1918, seulement, les services de presse échappent à l'autorité du Grand Quartier ; c'est le chancelier qui prend la direction de l'*Inland* et de l'*Auslandstelle* ; il charge Erzberger de s'en occuper, — trop tard pour en modifier utilement l'esprit.

1. Il faut lire à ce sujet le livre de W. Nicolaï. *Nachrichtendienst, Presse und Volksstimmung im Weltkrieg*, Berlin, 1920, in-8°. L'auteur était chargé de diriger une partie de ces services, au G. Q. G. allemand.

Les *Nachrichten* sont une publication quotidienne, dont le premier numéro est en date du 5 mars 1915[1]; chaque numéro du bulletin porte sur l'ensemble de la presse étrangère, alliée ou neutre; les extraits sont, en principe, classés par pays d'origine, et ces pays rangés par ordre alphabétique : mais en tête du numéro, une rubrique « Généralités » reproduit les extraits relatifs aux questions internationales les plus importantes; c'est là qu'il faut chercher, par exemple, les coupures relatives à l'activité des pacifistes, en Suisse, aux conditions de paix formulées par la presse de l'Entente; les avis de la presse neutre sur l'évolution générale de la guerre et les chances respectives des belligérants. D'ailleurs, au bout de quelques mois, le titre de ce paragraphe s'adapte mieux au contenu; il devient « Questions générales relatives à la guerre et à la paix ».

En outre, il existe d'autres rubriques spéciales, qui échappent au classement géographique; ce sont, par exemple, la rubrique de la « flotte », celle des « problèmes de neutralité », celle du « théâtre balkanique des opérations »; leur importance relative varie avec les événements; par moments, elles disparaissent. Ainsi le bulletin a plus de souplesse pour s'adapter à l'actualité. De ces rubriques spéciales, une seule est permanente, c'est celle qui s'intitule *Kriegskritik*; on y trouve surtout les appréciations des journaux neutres sur la situation militaire : le *Politiken* de Copenhague, le *Morgenbladet*, le *Sozialdemokrat* ou le *Stockholms Dagblad* y sont les grands oracles; mais la presse de l'Entente est mise, elle aussi, à contribution : les articles du colonel Repington, dans le *Times*, ceux du *Journal of Commerce* qui préconisent une attaque anglaise contre Zeebrugge, y figurent en bonne place.

A l'origine, les extraits de presse relatifs à la vie économique figuraient dans le bulletin quotidien; ils étaient généralement répartis dans les rubriques géographiques; parfois, pourtant, un paragraphe *Wirtschaftliches* groupait les plus importants d'entre eux[2].

Pour donner à l'étude de ces questions tout le développement nécessaire, la Section de presse prit le parti de leur consacrer un bulletin supplémentaire spécial : c'est le 26 février 1917 que parut

1. Le dernier numéro est du 31 juillet 1919; mais le bulletin a été continué pendant quelques mois encore, sans caractère officiel, sous le nom de *Rotbuch des Auslandspresse*.

2. Pourtant les très nombreux extraits relatifs à la « Conférence économique » de juillet 1916 sont dans la partie « Généralités ».

le premier « bulletin économique ». D'abord hebdomadaire, ce supplément fut publié deux fois par semaine — mardi et jeudi — à partir du 15 mars.

Imprimé sur un seul côté de la page, pour faciliter la constitution de dossiers de coupures, la « partie économique » comprenait, en moyenne, dix à douze pages, chaque numéro contenant ainsi cinquante à soixante-dix paragraphes.

Il était divisé en deux groupes principaux : *Questions générales*, où l'on plaçait en principe les articles relatifs au commerce international, à la production mondiale de telle ou telle matière première, et aux grands faits économiques dont la répercussion est le plus large : mouvement de l'or et de l'argent, cours des changes, etc , ainsi qu'aux études comparatives. — *Questions nationales*, où étaient mentionnés les problèmes propres à chaque pays, qu'il s'agît de la vie financière, du mouvement commercial, ou des questions de ravitaillement; la vie sociale même, dans la mesure où elle est le plus intimement liée au développement économique n'était pas négligée : taux des salaires, main-d'œuvre, en général tout ce qui concerne le marché du travail y trouve sa place.

Bien que les rédacteurs du bulletin fassent preuve d'une curiosité très étendue, bien qu'ils cherchent à étendre leur documentation jusqu'à l'Inde, jusqu'au Japon, jusqu'à l'Australie, c'est évidemment l'ennemi d'Europe qu'ils étudient le mieux; et l'Angleterre tient, à juste titre, dans ce bulletin, le premier rang : l'état des finances publiques, les débats budgétaires, le rendement des impôts y sont suivis pas à pas; les rapports annuels des grandes Compagnies de navigation y sont analysés; le marché des matières premières est une des rubriques les plus fournies.

C'est aussi pour l'Angleterre que les sources utilisées sont le plus abondantes. En dehors des grands quotidiens, *Morning Post* et *Times* surtout, les rédacteurs dépouillent le *Statist*, l'*Economist*, la *Board of Trade Labour Gazette;* ils font appel aux publications spéciales de Liverpool et de Birmingham, et même à des périodiques de caractère plus général, tel l'*Edinburgh Review* C'est cette presse britannique qui est à vrai dire, leur principal souci, et leur meilleure base; leurs rubriques « Asie » et « Afrique », leur paragraphe « États-Unis » même, sont constitués en majeure partie par des coupures de périodiques anglais. Les pays scandinaves, la Russie, la Hollande leur paraissent pourtant mériter un effort

particulier : outre les *Novoïe Wremya*, ils utilisent sept ou huit périodiques russes, et sutout le *Birshewija Wjedomosti*[1]. — Par contre, les pays latins sont négligés : en Italie, en Espagne, ils dépouillent deux ou trois périodiques ; pour la France, la documentation est pauvre : si le *Génie Civil*, la *Revue Économique et Financière* et l'*Économiste Français* ne leur sont pas inconnus, aucune revue économique régionale ne retient leur attention.

Tel est le double aspect — économique et politique — des *Nachrichten des Auslandspresse*. Le lecteur français y trouvera-t-il mention de questions ou d'extraits négligés dans nos « bulletins » français ? Bien entendu ! La documentation russe et scandinave y est certainement plus abondante[2], et même, pour les problèmes anglais, par exemple, les préoccupations allemandes étaient de nature à orienter le « bulletin économique » vers des aspects que nous n'avons pas l'habitude de considérer.

Mais ce ne sont pas ces renseignements complémentaires que l'historien y viendra chercher de préférence : ce qu'il demandera au bulletin allemand, c'est de lui indiquer comment les journalistes et les hommes politiques allemands connaissaient les affaires de France, sous quel jour leur gouvernement les leur présentait, quelle idée ils pouvaient se faire de notre esprit public.

Façonnées par les collaborateurs du *Kriegspresseamt*, selon les directives de l'État-Major Général, les *Nachrichten* ont-elles présenté à leurs lecteurs un tableau fidèle et impartial de la presse française ? et, si elles ont déformé les traits de cette physionomie, est-il possible de dire *dans quelle mesure* et *selon quels principes* ?

A cette question, il n'est pas possible de donner une réponse uniforme : il faut considérer successivement les deux parties du bulletin.

La partie *économique* vise surtout à renseigner l'Allemagne sur des *faits* ; les appréciations portées par les journaux sur la situation économique de leur propre pays ne sont évidemment pas négligées ; mais elles occupent beaucoup moins de place que les précisions documentaires : ce sont des chiffres et des statistiques que recherchent surtout les rédacteurs du bulletin.

Mais gardent-ils, dans la présentation même de ces faits, une

1. *Messager de la Bourse.*
2. Voir, par exemple, en juin-août 1917, les nombreux extraits de presse russe relatifs aux difficultés intérieures, à la question Ukrainienne, au sort de la Finlande.

impartialité rigoureuse ? Il ne le semble pas : Car, à côté de titres simples et objectifs, on en trouve d'autres qui sont manifestement destinés à créer chez le lecteur un certain état d'esprit. Par exemple, l'extrait d'une feuille française qui évalue, en 1917, les secours à attendre des organisations financières américaines, est reproduit sous le titre : « Illusions des Français sur l'aide financière américaine » ; à la même époque, toutes les critiques adressées au ministre du ravitaillement, M. Violette, sont relevées avec grand soin par les collaborateurs du *Kriegspresseamt* ; ils mettent aussi une insistance toute particulière à noter les indices d'épuisement économique, et la pénurie de matières premières en Russie. — Et certes il était tout naturel que ces rédacteurs missent quelque complaisance à publier ces indices ! Mais pourquoi les faire précéder de « manchettes », qui n'ajoutaient rien à leur portée, et qui tranchaient de façon désagréable sur la tenue moyenne du bulletin ?

La partie « politique » prête, dès l'abord, à des critiques plus graves. Ce n'est pas que les rédacteurs aient une documentation insuffisante, ou arbitraire ; au contraire ! Ils reçoivent, pour chaque pays, les grands quotidiens de toute nuance ; pour la France, ils sont particulièrement riches : leurs dépouillements semblent porter sur tous les journaux importants de Paris. L'*Humanité*, le *Pays*, l'*Œuvre*, sont représentés, aussi bien que l'*Homme Enchaîné* et l'*Action Française* ; et cela, sans négliger les journaux les plus fidèles aux doctrines officielles ; en province, le *Populaire*, de Nantes, la *Dépêche*, le *Salut Public* sont, en 1917, fréquemment cités. Les sources ne font donc pas défaut.

Mais c'est précisément la mise en œuvre, l'utilisation de ces sources qui est contestable ; et c'est aussi la façon dont elles sont présentées au public allemand qui témoigne d'un esprit étroit et fâcheux.

La partialité est manifeste : toujours les rédacteurs insèrent de préférence dans leur bulletin les articles qui expriment une inquiétude de l'Entente. La rubrique « flotte » ne contient guère que des coupures de presse relatives à la guerre sous-marine : aveux de la presse anglaise, et appréciations pro-allemandes de journaux scandinaves ou hollandais ; dans le paragraphe « Balkans », ce sont les articles où semblent, à propos de la Grèce, s'affirmer des divergences entre les puissances occidentales ; et les opinions des

critiques militaires, prises dans les journaux neutres, sont le plus souvent destinées à souligner des échecs de l'Entente, tel un article du *Sydsvenska Dagbladet* : « La dixième bataille de l'Isonzo, défaite italienne », un autre, dans la *Rorschacher Zeitung*, où les combats indécis du 20-21 juin 1917 sur le Chemin des Dames sont représentés comme une victoire allemande.

Bien mieux que ces exemples, le simple relevé des extraits de presse française publiés pendant un mois quelconque suffit à caractériser la « manière » des rédacteurs du bulletin. A les en croire, la presse française manifeste un grand découragement, et une vive irritation ; ce ne sont qu'attaques contre le Gouvernement, le Parlement, le Service de santé, critiques relatives au matériel et au personnel d'artillerie, désaccords sur les buts de guerre ; ainsi, toutes les voix discordantes sont mises en plein relief. Le tout est agrémenté de quelques appréciations suisses et italiennes : « Comment on cherche à remonter le moral en France » ; « un témoignage sur la dépression morale en France après l'offensive d'avril », appréciations qui ne sont peut-être pas déformées, mais reproduites ici *parce qu'*elles sont défavorables à l'Entente. Les lecteurs des *Nachrichten* n'entendent bien souvent qu'un son de cloche !

Et puis, dans la présentation de certains extraits, les collaborateurs du Bureau de presse font preuve d'une habileté un peu grosse, ou d'une désinvolture singulière. L'offensive Broussiloff en fournit des exemples frappants : pendant la période critique de la bataille, les *Nachrichten* sont très discrètes ; elles donnent de rares coupures de journaux russes et français, et se gardent bien de reproduire les symptômes enthousiastes. Mais les succès russes s'arrêtent : Belle occasion pour tourner en ridicule cet optimisme prématuré ! Et voici qu'un article où Ph. Millet, dans l'*Observer*, du 15 juillet 1917, montrait dans quelle mesure l'offensive russe contribuait à améliorer le moral en France, est reproduit dans les *Nachrichten* du 26 ; mais sous quel titre ? *Gehobene Stimmung während d. russischen Offensive*[1]. Le lecteur allemand est donc poussé à croire que l'échec de Broussiloff a entraîné une nouvelle dépression, aussi accentuée qu'auparavant. Un autre article, paru en Angleterre le 17, est reproduit également le 26,

1. « L'exaltation du moral pendant l'offensive russe. »

avec la mention : « Ce qu'on espérait en Angleterre de l'offensive russe. »

Ainsi tout ce qui aurait pu ébranler l'esprit public allemand vient, à l'heure opportune, le consolider !

Le critique ne saurait avoir trop de scrupules : la simple lecture des *Nachrichten* laisse une impression défavorable ? Oui, mais il ne faut pas s'en tenir là : c'est à un examen plus précis encore qu'il faut se livrer, sur quelques points au moins, en comparant, sur un sujet donné, les articles parus dans la presse française, et les extraits publiés dans le bulletin allemand.

Voici, par exemple, un événement sur lequel la presse parisienne a donné une note presque unanime : c'est la constitution du ministère Clemenceau, en novembre 1917. La plupart des grands journaux[1] déclarent qu'il est « l'homme de la situation » ; ils constatent que l'opinion lui fait le meilleur accueil, et prévoient que les Chambres lui donneront une forte majorité. Dans la presse modérée, les *Débats* seuls manifestent une certaine inquiétude ; Albert Petit, dans son article du 17, se méfie de ce tempérament trop puissant : « Il y a du risque, et on le sait. » C'est uniquement à l'extrême droite et à l'extrême gauche que l'on proteste : Maurras, dans l'*Action Française*, admet bien qu'un homme énergique soit nécessaire, mais, dit-il, encore faudrait-il quelqu'un qui voie clair ! Sembat, dans l'*Humanité* du 16, parle de « danger national » et annonce une « opposition réfléchie et irréductible ». Mais ces discordances s'effacent elles-mêmes cinq jours plus tard : Amis et adversaires constatent tous le grand succès de la déclaration ministérielle.

De ces articles, quelle idée les *Nachrichten* vont-elles donner ? Le premier extrait qu'elles reproduisent, dans leur numéro du 26, est celui des *Débats*. Le lendemain, c'est l'article de l'*Humanité*, du 16, sous le titre « Sembat contre Clemenceau » ; en même temps, un extrait des appréciations d'Hervé, mais elles font allusion aux « craintes de dictature » que semblent éprouver certains parlementaires en face du nouveau ministre ; elles ne rendent pas compte de la physionomie réelle de l'article. Dans le numéro du 25, ce sont, sous le titre « Les Socialistes contre Clemenceau », quatre

1. Ex. : *Écho de Paris*, *Temps*, *Victoire*, *Gaulois*, *Rappel*, *République française*, *Figaro*, *Liberté*, etc, du 16 et du 17. D'ailleurs *l'Humanité* même constate la quasi-unanimité des suffrages.

coupures, alors qu'aucun extrait n'est donné de la presse radicale ou progressiste. Le 26, deux nouveaux articles de l'*Humanité*, et une note inquiète de l'*Intransigeant* ; rien d'autre ! De l'accueil fait, le 22, à la déclaration ministérielle, pas un mot !

Ainsi, le jugement se formule de lui-même. Les rédacteurs des *Nachrichten* ne donnent aucune idée de l'ensemble de notre presse ; c'est à l'opposition, minuscule, qu'ils réservent toute leur attention.

En multipliant ces sondages, en les étendant aux questions militaires, — sans qu'il soit nécessaire ici de donner le détail des nvestigations — on obtient dans la plupart des cas des résultats analogues [1].

Les constatations sont curieuses aussi, si l'on se reporte à la crise politique de juillet 1917. Le Reichstag vote, le 19, la fameuse « résolution de paix », dont Erzberger est le promoteur. C'est une manifestation que l'État-Major Général a été obligé de subir, mais qu'il importe de discréditer dans l'opinion. Précisément, la presse française ne croit pas à la sincérité de la « résolution » ; elle y voit généralement une comédie, ou une simple « manifestation académique » : elle l'interprète encore comme un aveu de faiblesse, et comme une première atteinte à l'union des partis [2]. Aussi faut-il voir avec quel soin les rédacteurs des *Nachrichten* recueillent ces appréciations, si favorables à leur dessein : n'est-il pas évident maintenant que le Reichstag a pris une initiative bien malheureuse, dangereuse même pour la patrie allemande ? Et dans leur zèle, ils donnent à ces extraits une ampleur, qui ne correspond guère à la physionomie réelle de notre presse, bien plus attentive aux idées et aux discours de Michaëlis, qu'à la motion d'Erzberger.

Voilà le jour sous lequel les lecteurs des *Nachrichten des Auslandspresse* ont connu la presse française, voilà sous quel aspect l'opinion française leur a été montrée. Et ces lecteurs, c'étaient les parlementaires, les journalistes et les collaborateurs du G. Q. G. : tous les guides de l'esprit public. Cela n'explique-t-il pas bien des choses ? A l'attitude de ces hommes, à la faiblesse de leurs réactions, en face de tel événement, le savant dressage des *Nachrichten* n'est peut-être pas étranger ! Ces chefs militaires, qui reprochent

1. Voir, par exemple, dans le n° du 25 juillet, p. 7, l'extrait reproduit sous le titre « La tentative française de rupture entre Aisne et Marne est un échec ».

2. Seul, le *Journal du Peuple* donne une note différente.

maintenant au chancelier de n'avoir pas su utiliser au maximum les forces morales, ne concevaient pas, pour affermir et éduquer l'esprit public, d'autre moyen que celui-ci : prolonger les trompeuses illusions !

L'historien ne manquera pas d'utiliser ce témoignage. Et, peut-être, d'ailleurs, en appliquant les mêmes procédés critiques à des bulletins similaires, pourra-t-il aboutir à d'autres constatations intéressantes.

La guerre a produit une floraison de « Bulletins ». La paix, en élaguant, ne les a pas tous détruits : en France, le Bureau d'études de presse étrangère poursuit sa double série d'analyses ; en Angleterre, la *Review of the Foreign press* est continuée, à titre privé, et sur une échelle très réduite, sous le nom d'*Economic Review*.

Mais voici que d'autres bulletins sont apparus.

Dans cet article, uniquement consacré à la documentation « de guerre », il n'est pas possible de les étudier en détail. Voici seulement la brève indication des principaux d'entre eux : Pour suivre l'évolution des questions allemandes, les services français de la Haute-Commission interalliée des territoires rhénans établissent trois séries : une revue de presse, qui traduit de larges extraits ; une *revue mensuelle des revues allemandes*, qui sait exercer un choix excellent ; et un *bulletin d'informations économiques*. C'est une œuvre de grand intérêt, et d'une réelle utilité, d'autant qu'elle paraît empreinte d'un esprit large et sincère.

Ce sont, au contraire, des initiatives privées qui ont fait paraître, à l'usage du grand public, la *revue de la presse allemande*[1], rédigée par un groupe d'universitaires, à Strasbourg, et la *revue hebdomadaire de la presse anglaise*, de création toute récente[2]. Ni l'un, ni l'autre ne dispensent de recourir aux publications du Bureau de presse étrangère. Le très gros bulletin quotidien, qu'établit la *Société d'études et d'informations économiques*, et qu'elle destine aux chefs de la haute finance et de la grande industrie, est aussi, en grande partie constitué par des extraits ou des analyses de presse.

1. A vrai dire, cette revue, dirigée d'abord par le Dr Bücher, puis par M. Vermeil, se présente comme la suite d'un bulletin dactylographié, que rédigeait, en 1919, le Service d'Informations du Haut-Commissariat.

2. Le premier numéro est daté du 4 juin 1921.

Enfin, c'est encore le journal qu'utilisent les collaborateurs du *Comité national d'études sociales et politiques*. Suivre dans les grands quotidiens anglais et français, ainsi que dans les publications du Bureau international du travail, l'évolution des faits sociaux, la vie économique, l'esprit public, l' « orientation nouvelle » et les « possibilités », voilà le programme tracé par ce Comité. Il s'en faut de beaucoup qu'il soit rempli.

Les missions militaires en Tchéco-Slovaquie, en Hongrie, en Sibérie ; la mission Nollet, en Allemagne ; la Haute-Commission interalliée de Haute-Silésie (général Le Rond) ont, elles aussi, rédigé des *bulletins de presse*, dont il est inutile de souligner l'intérêt. Le secrétariat du Gouvernement de la Sarre continue à établir le sien. Ce ne sont là que des exemples choisis parmi les services français. Les offices de documentation se multiplient. Dans le trouble des rapports internationaux et des relations sociales, c'est une fringale de renseignements, un impérieux besoin de connaître les manifestations de l'opinion, un effort multiple pour entrevoir l'avenir. Initiatives louables, souvent intéressantes, mais trop incomplètes et trop fragmentaires. Qu'en restera-t-il pour l'historien ? Peu d'indications précieuses malheureusement : ces travaux ne sont généralement orientés que vers les besoins présents.

N'y aurait-il pas place pour un organe de liaison qui coordonnerait ces efforts, et qui, tout en offrant aujourd'hui au publiciste et à l'homme d'affaires les renseignements et les références, dont il a besoin, songerait aux chercheurs de l'avenir, pour leur préparer un guide ?

PIERRE RENOUVIN.

II. — LE BUREAU FRANÇAIS D'ÉTUDE DE PRESSE ÉTRANGÈRE ET SES PUBLICATIONS

I

CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DU BUREAU

Il n'est pas exagéré de dire que la guerre a élargi en France le champ que l'on avait toujours tracé dans le domaine de la politique générale à l'information. Celle-ci était conçue de manière assez sommaire. Les ministres, celui des Affaires étrangères en particulier, utilisaient les notes et dépêches, nécessairement limitées, de leurs agents; ils puisaient le plus gros de leurs renseignements dans les télégrammes des agences, dans les télégrammes et les correspondances publiés par les grands journaux français, dans quelques journaux étrangers enfin.

Il est certain que l'on ne négligeait pas tout à fait ces derniers. Déjà avant la guerre le « Bureau des Communications », à ce moment rattaché à la Direction des affaires politiques, rédigeait chaque jour une *Analyse générale de la presse étrangère* qui, tirée à une quarantaine d'exemplaires autographiés, était mise à la disposition des bureaux du ministère. C'est, plutôt qu'une analyse, une collection d'articles bien choisis, le plus souvent d'éditoriaux, mais peu nombreux, de quelques grands journaux allemands, autrichiens, italiens et anglais [1].

C'était déjà peu avant la guerre. Avec la guerre, et la grande faim d'informations qu'elle devait développer chez tous ceux qui

1. Rapport de M. Noblemaire pour le budget du Ministère des Affaires étrangères (exercice 1920, document n° 802, p. 290). Cette analyse, faite par trois attachés seulement, « ne donnait forcément qu'une physionomie lointaine de la presse étrangère ».

étaient chargés de la direction des affaires, on comprit vite tout ce que la presse étrangère, malgré la censure et les divers contrôles qui pesaient sur elle, pouvait nous faire connaître de l'activité de nos ennemis, de nos alliés et des neutres. C'est à l'État-Major de l'Armée, et en particulier à son deuxième Bureau qui est le Bureau des Renseignements, que revient le mérite d'avoir tenté une première organisation.

Le deuxième Bureau, obligé de réunir les informations les plus diverses, de toutes origines, pour les contrôler les unes par les autres, ne pouvait négliger les journaux étrangers. Il y puisait surtout des renseignements ayant un caractère militaire, qu'il s'agît d'opérations (et à cet égard il retint dès l'origine les articles des principaux critiques militaires), de recrutement, d'outillage nouveau, de fabrications de guerre, de contrebande, mais ne négligeait pas tout à fait l'état moral ou la situation politique. Il utilisait, pour la presse allemande, les notes qui lui étaient envoyées par la Section de Renseignements qui fut constituée à Belfort dès les premiers mois de la guerre.

Les diverses sections du deuxième Bureau, classées géographiquement — section allemande, section anglaise, etc. — collaboraient à ce dépouillement de la presse étrangère, qui ne pouvait être qu'un des éléments de leur considérable travail et qui, ainsi conçu, restait maigre et sans unité. Pendant le séjour du gouvernement à Bordeaux, on avait mis sur pied, hâtivement, une organisation provisoire. Une circonstance hâta la création nécessaire d'un service spécial. En février 1915, le ministre de la Guerre constitua, à son cabinet, un « Bureau de renseignements », plus tard : « des informations à la presse ». Il fallut bien renseigner ce bureau de renseignements : on fut ainsi amené à organiser ce qui existait en partie, mais à l'état dispersé, au deuxième Bureau de l'État-Major et à y créer le *Bureau* ou la *Section de recherche de renseignements et d'étude de presse étrangère* (17 février 1915), le rôle de ce bureau étant : *a)* de rechercher les informations étrangères qui peuvent intéresser la presse française et celles qui, transmises aux neutres par les agences, sont de nature à développer l'influence française; *b)* de rechercher les allégations ennemies qu'il faut combattre et les moyens de les combattre. Les sources de renseignements à exploiter comprendraient en particulier : les journaux et revues étrangers alliés, neutres ou ennemis; les télégrammes ou

radiotélégrammes alliés, neutres ou ennemis; les renseignements transmis par nos ambassadeurs et nos attachés militaires ou par les bureaux de presse alliés. On prévoyait un personnel d'officiers inaptes à faire campagne, d'interprètes et de soldats du service auxiliaire spécialisés, particulièrement pour les langues allemande, anglaise, russe, italienne, espagnole, hollandaise, suédoise. Le Bureau devait recevoir le plus grand nombre possible de journaux étrangers.

Ainsi naquit le Bureau d'étude de presse étrangère. On fut amené bien vite, d'une part, à élargir son rôle — c'est-à-dire à ne pas se contenter de rechercher ce qui pouvait intéresser la presse française ou développer l'influence française, — d'autre part, à limiter les sources auxquelles il devait puiser : l'utilisation des journaux et revues, documents publics, ne pouvait en effet sans inconvénient être confondue avec celle des télégrammes étrangers et des renseignements transmis par les agents français, documents plus ou moins confidentiels que l'on ne pouvait assimiler aux premiers. Le Bureau devint ainsi exclusivement et resta un bureau d'étude de la presse.

Le champ de ses recherches ne fut pas borné aux renseignements militaires. Il lui fut demandé tout de suite de l'étendre à toute l'activité politique et aussi économique des pays étrangers. Il en résulta que son travail prit très vite et tout naturellement un caractère de documentation générale [1].

Il lui fut possible dès le second trimestre 1915 d'ajouter aux analyses et traductions d'articles isolés, que l'on dactylographiait et dont la diffusion était nécessairement limitée, des études, d'un caractère plus général, sur les diverses presses, qui furent publiées périodiquement, polycopiées et assez largement répandues. En même temps, le Bureau cessait de travailler exclusivement pour le Cabinet et l'État-Major ; il envoyait ses productions aux grandes commissions parlementaires et aux divers services

1. Administrativement, le Bureau d'étude de presse étrangère subit plusieurs transformations qui ne modifièrent pas le caractère de son travail et de ses publications. Il fut successivement rattaché au Cabinet du Ministre de la Guerre (1er août 1915), puis au 5e Bureau de l'État-Major de l'Armée (20 décembre 1917), et, après la fusion des 5e et 2e Bureaux (10 février 1917), ramené à ce dernier où il devait rester jusqu'au 1er février 1919, date à laquelle il fut transféré au Ministère des Affaires étrangères. — La section a joui en fait, sinon administrativement, d'une certaine autonomie dès 1915. Elle eut son local, 24, rue de l'Université, hors du Ministère de la Guerre.

qu'elles pouvaient intéresser ; il tendait de plus en plus à devenir un organisme interministériel et affirmait surtout sa collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères. Mais avec cette clientèle grandissante les moyens matériels dont il disposait pour la diffusion de son travail se révélaient insuffisants et peu pratiques, coûteux aussi puisqu'ils nécessitaient un nombreux personnel de dactylographes, de « ronéistes », de correcteurs et collationneurs. Plus de cent articles étaient chaque jour traduits ou analysés : le 1er mars 1916, après moins d'un an d'existence, la section avait expédié de la sorte près de 35.000 documents. On s'accordait à regretter qu'ils ne pussent recevoir une publicité, limitée assurément, mais assez large ; être groupés méthodiquement au lieu de se présenter isolément ; former enfin une collection que l'on pût consulter facilement. C'est ainsi que l'on fut amené à créer des bulletins imprimés : les *Bulletins quotidiens* groupant une partie des anciennes analyses et traductions ; les *Bulletins périodiques* remplaçant les études générales dont on avait reconnu la nécessité.

Les Bulletins naquirent d'une occasion favorable, au début de 1916, peu de temps après la création de ce que l'on appela quelque temps la « Maison de la Presse »[1]. Le Ministère des Affaires étrangères y avait réuni les nouveaux services de la propagande et le service de l'information diplomatique auquel était adjoint un bureau d'études ; il lui parut naturel que le Bureau d'étude de presse étrangère collaborât avec l'un et l'autre et qu'en tout cas sa documentation et ses travaux fussent mis à profit tant par le Quai d'Orsay que par la rue Saint-Dominique. Les bulletins, tout en restant « confidentiels », pourraient aussi être envoyés à un grand nombre de services, de membres du Parlement et de la presse, de personnalités qualifiées par leurs travaux ou leurs fonctions. Le premier *Bulletin quotidien* parut le 4 mars 1916 et le premier *Bulletin périodique* le 6 mars.

Cette situation devait se prolonger trois ans environ, pendant

1. On désigne parfois les publications du Bureau d'étude de presse étrangère sous le nom de « Bulletins de la Maison de la presse ». Cette désignation peut prêter à confusion, certains services voisins ayant eu l'occasion de publier divers bulletins d'un caractère très différent. Il convient également de rappeler que la « Maison de la Presse » n'a existé officiellement que quelques mois, pendant lesquels elle a groupé réellement plusieurs services poursuivant le même objet. Il n'y a plus depuis longtemps de « Maison de la Presse ». On a continué de donner ce nom à l'immeuble situé 3, rue François-Ier, bien qu'il abrite depuis 1918 les services les plus divers.

lesquels le Bureau d'étude de la presse étrangère, dont le personnel était militaire, resta administrativement une section du 2e Bureau de l'État-Major de l'Armée, mais entretint des rapports de plus en plus étroits avec le Ministère des Affaires étrangères. Lorsqu'avec la démobilisation il dut faire appel à des collaborateurs non militaires, il parut naturel de le détacher du Ministère de la Guerre. A partir du 1er février 1919, il fut rattaché au Ministère des Affaires étrangères, à la demande de ce dernier, qui fit valoir que désormais l'exploitation des renseignements d'ordre militaire allait passer au second plan et le caractère « politique » des bulletins plus nettement s'accuser. Le Bureau resterait d'ailleurs à la disposition de l'État-Major de l'Armée ainsi que du Ministère de la Marine et des autres ministères.

C'est la dernière étape d'une histoire qui n'est compliquée qu'à la surface. Créé pendant la guerre pour satisfaire à des besoins nouveaux et imprévus, chargé d'assurer un travail tout ensemble technique et très général, informant tour à tour quelques services et un public assez étendu, le Bureau d'étude de presse étrangère ne pouvait se constituer sans tâtonnements. On peut dire qu'à partir de la publication de ses bulletins imprimés, il a trouvé sa forme véritable et s'est donné une méthode, qui ne devait plus subir que quelques modifications imposées par les circonstances.

II

L'ORGANISATION

Le Bureau d'étude de presse étrangère a de bonne heure précisé l'objet de ses travaux. Il ne faut pas, comme on le fait parfois, le considérer comme un centre de documentation générale : il n'est outillé pour cela ni en personnel ni en crédits. Il a limité à la presse les sources de son information, laissant de côté les livres, même les ouvrages purement documentaires. Il s'est interdit de bonne heure, dès 1915 nous l'avons vu, d'utiliser les télégrammes ou radiotélégrammes étrangers ainsi que les renseignements transmis par les ambassadeurs, les attachés militaires, les bureaux de presse alliés. Il travaille sur des textes publics auxquels il se réfère et qui sont accessibles à l'historien.

Le domaine de la presse, qui est le sien, est immense. Il doit se contenter d'y tracer des avenues. Il ne peut être question pour lui de tout embrasser. Il lui faut rejeter toutes les publications ayant un caractère technique, — on fit exception toutefois, pendant la guerre, pour quelques revues militaires et économiques, — et se consacrer à l'étude des journaux et périodiques politiques ou d'information générale. Établir une liste de ces derniers a toujours été une opération délicate.

Cette liste n'a pas été sans subir d'importants remaniements, mais dans l'ensemble elle a toujours gardé ses traits essentiels pour les pays qui n'ont pas été profondément bouleversés, comme la Russie, les États balkaniques ou les États héritiers de l'ancienne monarchie austro-hongroise. On s'efforce de recevoir pour chaque pays les grands organes d'information, ceux que lit « l'homme de la rue », mais aussi ceux qui représentent les principales opinions. C'est sur ces derniers, naturellement, qu'ont porté les principaux changements. Les périodiques, aussi bien les hebdomadaires — essentiels pour les pays anglo-saxons — que les grandes revues de culture générale, n'ont pas été négligés [1].

Le Bureau reçoit ainsi régulièrement environ 300 organes des pays les plus variés : la presque totalité des États d'Europe et d'Amérique, la Chine et le Japon.

En faire le dépouillement avec rapidité et sûreté est un travail délicat, qui demande les plus réelles qualités. Le Bureau a eu le privilège, dès l'époque de sa formation, de disposer de collaborateurs particulièrement distingués : professeurs à la Sorbonne et à l'École des Hautes-Études, professeurs d'Universités, anciens élèves des Écoles d'Athènes et de Rome. La démobilisation les lui a enlevés. Leurs successeurs ont été en majeure partie des universitaires, agrégés de langues vivantes et d'histoire en particulier, mais aussi d'anciens élèves de l'École des Langues orientales, de l'École des Chartes et de l'École des Sciences politiques, enfin des spécialistes de langues peu répandues, pour le recrutement

1. Les journaux reçus par le Bureau d'étude de presse étrangère ont été et continuent d'être répartis, après un certain temps, entre la Bibliothèque Nationale et la Bibliothèque-Musée de la Guerre. Ils forment dans l'ensemble des collections assez complètes, mais il importe de savoir que ni l'acheminement par valises diplomatiques ou militaires, ni l'abonnement direct par voie postale, ni l'usage d'agences intermédiaires n'ont jamais évité des irrégularités dans les arrivées et des lacunes dans les collections. Il faut tenir compte de ce fait quand on consulte les Bulletins.

desquels le concours de l'administrateur de l'École des Langues orientales a toujours été précieux. Ainsi s'est constitué un groupe de traducteurs et de rédacteurs, qui ont pu appliquer des méthodes éprouvées dans d'autres domaines à l'étude de la presse étrangère.

III

LES PUBLICATIONS

Il a paru utile de décrire ici avec quelques détails les publications du Bureau d'étude de presse étrangère. On y relèvera quelques variétés et quelques caractéristiques, que l'historien qui les consulte est intéressé à connaître [1].

I. *Le bulletin quotidien.* — Le *Bulletin quotidien de presse étrangère* est publié depuis le 2 mars 1916 (chaque jour jusqu'au 31 décembre 1918, depuis cette date supprimé le dimanche et les jours fériés). 1991 numéros avaient paru le 1er mars 1922 sur trois, quatre ou cinq pages à trois colonnes, imprimées au recto seulement.

Le *Bulletin quotidien* devait, comme il a été dit, réunir sous une forme maniable, des traductions et des analyses jusque-là isolées. On pensa cependant qu'il ne fallait livrer à l'impression que les articles ayant un caractère général; ceux dont le caractère technique ou trop particulier — ou, pendant la guerre, de nature à entretenir d'inutiles polémiques personnelles — était trop accusé, continuèrent d'être écartés du *Bulletin quotidien* et furent seulement dactylographiés pour être envoyés aux ministères de la Guerre et des Affaires étrangères et aux services intéressés. Le Bureau d'étude de presse étrangère a gardé dans ses archives une collection complète de ces notes dactylographiées,

1. Il n'est pas inutile d'indiquer ici que les publications, tirées à 500 exemplaires à l'origine, quand elles étaient destinées presque exclusivement aux services de la Guerre et des Affaires étrangères, ont largement dépassé ce chiffre quand il a fallu satisfaire aux demandes des principaux services publics, du Parlement et de la presse. Depuis 1920 elles sont envoyées aux grandes bibliothèques de Paris, aux bibliothèques universitaires, aux bibliothèques municipales des principales villes de France. Avant cette date elles ne l'étaient qu'à un petit nombre seulement. Des collections complètes ou à peu près complètes existent, en tout cas, à la Bibliothèque Nationale, à la Bibliothèque de l'Université de Paris, à la Bibliothèque-Musée de la Guerre.

qui devront être pour l'historien le complément nécessaire du *Bulletin quotidien*. Elles sont classées par ordre chronologique, au nombre de 24.000 environ pour les six ans qui vont du 1er mars 1916 au 1er mars 1922.

Le *Bulletin quotidien* a absorbé le plus gros des anciennes notes dactylographiées. On ne saurait donc lui demander une rigoureuse unité. Les informations les plus diverses y voisinent. On s'est cependant efforcé d'introduire dans leur présentation une certaine méthode. On a dressé une liste de rubriques, correspondant aux questions le plus souvent traitées dans la presse ou aux préoccupations essentielles des divers services. Le plan du Bulletin se présente ainsi presque uniforme : les recherches en sont facilitées. Le classement par rubriques a été préféré au classement par pays parce qu'il permet davantage de suivre les diverses questions, de les éclairer aussi par des informations d'origines diverses.

Nous reproduisons la liste des rubriques telle qu'elle était établie aux environs de l'armistice ; elle est semblable dans ses grandes lignes à celle de 1916 sauf quelques additions et quelques modifications indispensables : c'est ainsi que les questions de nationalités ou touchant le socialisme international, classées d'abord dans la « politique intérieure », ont été placées dans la « politique générale ».

A. Questions Militaires. — 1° Opérations et critique des opérations, armistice ; 2° munitions, matériel, remonte ; 3° questions médicales et sanitaires ; 4° organisation, législation, commandement, démobilisation ; 5° recrutement, effectifs, moral des troupes ; 6° pertes ; 7° prisonniers, internés, sépultures ; 8° espionnage.

B. Questions Économiques. — Situation économique générale : 1° production (agriculture, industrie, mines, monopoles, trusts) ; 2° questions ouvrières (régime du travail, salaires, main-d'œuvre, grèves, locks-out, syndicats, syndicalisme) ; 3° commerce, (octrois, commerce intérieur, douanes, régime douanier, blocus, contrebande) ; 4° communications (transports, chemins de fer, canaux, T. S. F., poste aérienne, navigation, marine marchande) ; 5° finances (crédit, change, banque, monnaie) ; 6° ravitaillement, alimentation, habitation, prix de la vie ; 7° rapports et accords économiques, avenir économique.

C. Politique Générale et Diplomatie. — Généralités sur la politique extérieure, service diplomatique ; 1° origines et responsabilités de la

guerre ; 2° rapports entre alliés ; 3° les neutres ; 4° les traités de paix ; 5° nationalités et problèmes ethniques (les nouveaux Etats, question arménienne, islamisme, question juive, etc.) ; 6° questions américaines (panaméricanisme, l'avenir de l'Amérique, l'Amérique et l'Europe, etc...) ; 7° l'Extrême-Orient (Chine, Japon, Pacifique) ; 8° la catholicité ; la franc-maçonnerie ; 9° le socialisme international.

D. Affaires Intérieures. — (Par pays.) Situation générale, état moral. Partis politiques. Enseignement. Journalisme (renseignements sur les journaux, la censure). Hygiène publique, démographie, criminalité, etc...

E. Propagande. — Informations touchant l'organisation de la propagande ; nouveaux organes ; livres et pamphlets ; conférences, etc...

On notera la variété des questions ici énumérées. On ne saurait affirmer que le *Bulletin quotidien* les ait toujours envisagées toutes. Un grand nombre de renseignements, d'ordre économique notamment, présentaient un trop faible intérêt général pour y être introduits ; on se contenta de les envoyer aux services intéressés. On peut dire que généralement la plus grande place fut laissée à la situation militaire et aux principales questions de politique générale. L'historien de la guerre doit donc envisager le *Bulletin quotidien* non pas comme un répertoire qui prétendrait donner des indications sur tous les articles parus pendant la guerre dans la presse étrangère, mais comme un recueil, comme un choix, de ceux que l'on a cru devoir retenir.

Trois modifications ont été introduites dans la rédaction du *Bulletin quotidien* aux environs de l'armistice :

1° Pendant la guerre, le *Bulletin quotidien* remplaçait dans une certaine mesure les journaux et les agences, privés de relations directes avec certains pays. Il publiait régulièrement d'importantes informations que seule la presse étrangère permettait de connaître. La paix une fois revenue, la censure supprimée, les relations télégraphiques rétablies, le *Bulletin quotidien* put se dispenser de recueillir ce que les journaux français publiaient de leur côté. Il en fut allégé d'autant. Un grand nombre de rubriques devinrent de plus en plus rares. Certaines disparurent tout à fait. On crut pouvoir rendre moins strict le classement des articles et ranger ceux-ci sous des titres assez généraux, mais tirés des événements. On continua de pratiquer le classement par questions, de préférence au classement par presse, le second étant naturelle-

ment maintenu dans les *Bulletins périodiques*. La méthode, en somme, restait la même. On modifiait légèrement le plan en transportant les questions militaires et les questions économiques à la suite des questions de politique générale et de politique intérieure, qui remplirent dès lors presque tout le *Bulletin quotidien*. On convenait également d'y placer presque exclusivement des articles d'un caractère général, se rattachant en particulier aux questions et aux discussions internationales, pour laisser aux Bulletins périodiques les articles plus particuliers à un pays ou de caractère plus documentaire.

2° Au *Bulletin quotidien* cessèrent de figurer les presses de tous les pays étudiées par le Bureau. Il fut en principe réservé aux grands pays voisins de la France, à l'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, ainsi qu'aux États-Unis qui en formèrent la partie principale, plus rarement à l'Autriche, à la Suisse, aux États Scandinaves, à la Hollande, à la Belgique, à l'Espagne. Mais le Japon, la Chine, l'Amérique du Sud, le Portugal, les Etats de l'Europe Orientale cessèrent d'y figurer, sauf en des cas très particuliers ; les motifs de ce changement doivent être trouvés dans la réduction du nombre des collaborateurs du Bureau et dans un élargissement du cadre des *Bulletins périodiques*, qui purent recueillir, pour chacun de ces pays, l'ancienne matière des *Bulletins quotidiens*.

3° A partir du 1er février 1919, le *Bulletin quotidien* publia en principe, au lieu de résumés d'articles (au milieu desquels se trouvaient parfois des passages traduits), des traductions, soit intégrales, soit par extraits. Les articles ou les passages résumés des articles furent imprimés en corps différents. Des points de suspension (cette règle ne fut malheureusement pas strictement appliquée) devaient indiquer dans les traductions les passages supprimés. Le même procédé fut introduit en même temps dans les *Bulletins périodiques*.

II. *Le bulletin périodique*. — Pour compléter et relier entre eux les articles nécessairement fragmentaires du *Bulletin quotidien*, le Bureau d'étude de presse étrangère a commencé, à la même époque, et poursuivi depuis sans interruption la publication d'un *Bulletin périodique*, qui paraît chaque jour (depuis le 1er janvier 1919 irrégulièrement le dimanche et les jours fériés). On compte vingt-cinq séries de *Bulletins périodiques*, chacune

possédant son titre et formant une collection numérotée de façon continue. La périodicité — qui n'est pas régulière — varie suivant les séries (les Bulletins allemands par exemple paraissent tous les douze jours environ, les Bulletins chinois tous les deux mois).

Les *Bulletins périodiques* ont pour but de présenter une vue d'ensemble des questions traitées par chaque presse durant la période considérée, de suivre en particulier les mouvements de l'opinion étrangère, tout spécialement par rapport à la politique française. Il a toujours été demandé aux rédacteurs de ces Bulletins d'être absolument objectifs et de donner pour chaque fait ou chaque opinion une référence précise. Un plan clair et bien tracé, des analyses sobres et rappelant brièvement les faits, des citations bien choisies : voilà de quoi doivent être faits les *Bulletins périodiques*.

Nous donnons ici la liste des Bulletins, avec l'indication de la date du premier numéro de chaque série et du nombre de numéros parus le 1er mars 1922, six ans après la création de la collection. Elle comprend les presses suivantes : Allemande (10 mars 1916 ; 219 numéros ; quelques bulletins sont divisés en 2 numéros. — Américaine (16 mars 1916 ; 137 numéros ; quelques bulletins sont divisés en 2 numéros). — Anglaise (9 mars 1916 ; 180 numéros ; quelques bulletins sont divisés en 2 numéros). L'étude de la presse *irlandaise* est faite avec celle de la Grande-Bretagne. — Austro-Allemande (Questions Économiques) : série commencée le 5 mars 1916, arrêtée le 11 janvier 1919 avec le n° 57 [1]. — Autrichienne (12 mars 1916 ; 129 numéros). Jusqu'au 20 avril 1919, n° 78, ce Bulletin eut pour titre : « Bulletin périodique de la presse austro-hongroise de langue allemande » ; des journaux comme le *Pester Lloyd* et l'*Agramer Tagblatt* y étaient utilisés ; à partir du n° 79,

1. A partir du n° 40, 9 novembre 1917, la série parut sous les auspices non seulement des ministères de la Guerre et des Affaires étrangères, mais aussi du Sous-Secrétariat (à partir du n° 41 ministère) du Blocus, Comité (technique) de Restriction des Approvisionnements et du Commerce de l'ennemi. Les Bulletins vinrent s'insérer dans une série de publications de ce Comité et portèrent un second numéro d'ordre. Ils sont consacrés à la situation alimentaire et industrielle de l'Allemagne et de l'Autriche. — Le *Bulletin hebdomadaire du Comité (technique) de Restriction des Approvisionnements et du Commerce de l'ennemi*, au contraire du précédent, n'appartient pas, malgré la ressemblance de sa présentation, aux publications du Bureau d'étude de presse étrangère. Le Sous-Secrétariat du Blocus, devenu le Ministère du Blocus et des Régions libérées, en est seul responsable. On y a groupé des extraits de presse sur les questions économiques les plus diverses et de tous les pays. Le premier fascicule imprimé porte le n° 131, 27 octobre 1917 ; le dernier, le n° 195, 18 janvier 1919.

la série fut consacrée seulement à la presse de l'État autrichien. — Belge (5 mai 1917 ; 45 numéros). Il y a une interruption du 28 janvier 1919 (n° 20) au 1er mai (n° 21). — Bulgare[1] (19 mars 1917, 51 numéros). Il y a une interruption entre le n° 26 (20 mars 1919) et le n° 27 (1er juillet). — Chinoise (12 juin 1917 ; 36 numéros). Il y a une interruption entre le n° 12 (17 août 1918) et le n° 13 (1er décembre) Le n° 2 contient un supplément sur la presse *siamoise*. — Espagnole (14 mars 1916, 82 numéros, les 24 premiers communs aux presses espagnole et portugaise). — Grecque (15 mars 1916, 66 numéros ; dans les 8 premiers la presse roumaine figure à la suite de la presse grecque). — Hollandaise (17 mars 1916 ; 73 numéros). 3 Bulletins sont consacrés aux *Indes néerlandaises* : le n° 51 du 1er juillet au 31 décembre 1919 ; le n° 58 du 1er janvier au 1er août 1920 ; le n° 68 du 1er août 1920 au 15 juillet 1921. — Hongroise (10 mars 1917 ; 58 numéros). Jusqu'au n° 29, 31 décembre 1918, le titre fut : « Bulletin périodique de la presse hongroise de langue magyare ». La presse de langue allemande y fut alors introduite. — Italienne (11 mars 1916 ; 176 numéros). — Japonaise (24 juillet 1917 ; 47 numéros). — Polonaise (7 mars 1916 ; 115 numéros). — Portugaise (14 mars 1916, 65 numéros ; les 24 premiers sont imprimés dans un Bulletin commun « des presses espagnole et portugaise »). — Roumaine (4 avril 1916 ; 38 numéros). Les 7 premiers ont été placés à la suite du Bulletin de la presse grecque. Entre le n° 13 du 12 janvier 1917 et le n° 14 du 28 mai 1919 il y a une interruption de plus de deux ans. — Russe (13 mars 1916, 100 numéros ; quelques bulletins sont divisés en 2 numéros). Plusieurs périodes de la vie politique en Russie, sous le régime bolchevik, n'ont pu être étudiées, faute de journaux. La série est ininterrompue jusqu'au 25 juillet 1918 (n° 74). Pour la fin de l'année 1918, il n'y a rien. Les journaux d'Odessa, de Crimée et quelques journaux de Moscou ont pu être utilisés en 1919 et au début de 1920 : mais les Bulletins (nos 76 à 83) ne se suivent pas régulièrement, et il y a entre eux bien des lacunes ; il a été possible cependant d'étudier en deux fascicules (nos 84 et 85) la situation économique de la Russie soviétiste au printemps 1920, d'après l'*Ekonomitcheskaia Jizn* (« La Vie écono-

1. Le Bureau a publié, en collaboration avec le Comité de Restriction du Ministère du Blocus, un *Bulletin périodique des presses bulgare et ottomane (questions économiques)* qui n'a eu que deux numéros (5 avril et 2 novembre 1918).

mique ») du 23 mars au 20 mai. A partir de juin 1920, la presse bolcheviste a pu être régulièrement utilisée (nos 86 à 100). — Scandinave (4 mars 1916 ; 122 numéros). On a réuni dans la même série les presses suédoise, norvégienne et danoise, auxquelles est venue s'ajouter à partir de février 1919 (n° 63) la presse finlandaise. Le même bulletin étudiait d'abord un ou deux de ces pays, quelquefois les trois, chacune des parties restant bien distinctes, et gardant son sommaire spécial. A partir du n° 63 la Suède et la Finlande ont été réunies dans un même fascicule ; la Norvège et le Danemark l'ont été de leur côté. Une note sur la presse *islandaise* en 1920 a paru dans le n° 104. — Sud-Américaine (6 mars 1916 ; 78 numéros). Cette série est commune à toutes les Républiques de l'Amérique du Sud, auxquelles on a joint celles de l'Amérique Centrale et le Mexique. Un grand nombre de rubriques y sont communes à plusieurs républiques, en particulier celles qui concernent le panaméricanisme, l'émigration européenne, la propagande allemande. Mais les principales questions particulières à chaque État sont traitées à part : le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Mexique y occupent la place principale. Les autres États sont moins régulièrement examinés ; on trouvera cependant sur chacun d'eux des informations. La presse brésilienne, depuis le début de 1920, a été séparée des autres presses et fait l'objet de bulletins spéciaux. — Suisse (8 mars 1916 ; 161 numéros). — Tchéco-Slovaque : il n'a paru que 7 numéros de cette série, entre le 13 octobre 1919 et le 7 mars 1920. Cette lacune, la principale de la collection, s'explique par le fait que la « Mission militaire française auprès de la République Tchéco-Slovaque » n'a cessé de publier des bulletins quotidiens de presse et un bulletin mensuel, qui formaient un ensemble excellent. — Turque (7 février 1920 ; 19 numéros). Ce bulletin, depuis le n° 11, est divisé en deux parties, l'une consacrée à la presse de Constantinople, l'autre à la presse d'Angora. — Yougo-Slave (4 juin 1919 ; 29 numéros)[1].

Le *Bulletin périodique,* pour être justement considéré, ne doit point l'être isolément mais dans l'ensemble de ses séries. Il forme, sur six années de l'histoire la plus touffue, la plus complexe, une

1. Cette liste des *Bulletins périodiques* est aussi celle des pays dont la presse est régulièrement étudiée au Bureau. On y pourra assurément relever quelques lacunes : la presse anglaise des Dominions, les presses indigènes de l'Inde, les diverses presses musulmanes autres que la presse turque, la presse sioniste et hébraïque, la presse arménienne...

collection de faits et de textes — documents ou commentaires — réunis non pas à l'état brut, après un rapide classement, comme dans le *Bulletin quotidien*, mais avec un certain recul et après une sérieuse élaboration. 2.000 Bulletins environ ont ainsi paru. Leur cadre même, que l'on a voulu strictement arrêter en n'y faisant entrer que la presse d'un seul pays et pour une période limitée, s'il empêche certains rapprochements suggestifs et interdit d'étudier sous leurs aspects divers certaines questions internationales, offre l'avantage de faciliter les recherches.

Ce cadre est vaste. L'idéal serait qu'y fussent résumées les manifestations de la vie publique et de l'opinion de chaque nation. En fait, les conditions hâtives de la rédaction, le manque de place, le caractère trop souvent fragmentaire ou imprécis des informations de presse, le désir de ne pas noyer l'essentiel dans une mer de détails font que le plus souvent on ne retient que ce qui paraît le plus important ou le plus nouveau pour un esprit français. La place la plus importante y est toujours réservée aux questions de politique intérieure et internationale. La vie économique des divers pays y est rarement présentée en détail : le Bureau n'est pas outillé pour traduire de longs articles techniques ou documentaires ; au reste, il ne dépouille pas les revues spéciales. Il se contente de puiser dans la grande presse les articles qui exposent la *politique économique* d'un pays, les conditions générales de la production et des échanges, l'état du marché, le mouvement social enfin. Les Bulletins ne sauraient reproduire, sans les avoir contrôlées, les statistiques qui encombrent les colonnes de certains journaux ; ils n'en donnent que l'essentiel. Au reste, il existe d'autres organismes occupés au travail indispensable de documentation économique. L'historien qui utilisera les publications du Bureau d'étude de presse étrangère ne devra pas oublier que la documentation politique est son principal objet.

S'il y a entre les *Bulletins périodiques* unité de méthode, il n'y a pas uniformité. Le plan comme les dimensions diffèrent de l'un à l'autre. On ne peut présenter de la même manière le dépouillement de presses riches, bien outillées, à l'affût des informations les plus récentes, comme les presses anglo-saxonnes par exemple, et celui de presses pauvres, étroitement attachées à des considérations locales et défendant péniblement la cause ou les intérêts de leur pays, comme certaines presses orientales. Pour les pre-

mières, c'est la surabondance de faits, le foisonnement d'opinions contradictoires et la confusion qui sont à craindre, et le premier soin doit être de choisir ; pour les secondes, la difficulté est souvent de trouver des faits précis qui puissent constituer une armature solide à un exposé ordonné. Dans l'un et l'autre cas, et pour des raisons opposées, la rédaction d'un bulletin nécessitera un effort de compréhension et de coordination des éléments bruts que la presse nous apporte et supposera, avec la connaissance sérieuse du pays étudié, l'art d'écarter l'écran artificiel que les journaux interposent souvent entre la réalité et nous. Et ce travail, pour rester objectif, doit s'appuyer constamment sur les textes eux-mêmes.

On a été ainsi peu à peu conduit à donner au *Bulletin périodique* un caractère de plus en plus documentaire et à apporter certaines modifications dans son économie qui sont à rapprocher de celles qui furent introduites à la même époque (début 1919) dans le *Bulletin quotidien*. On retiendra les trois suivantes :

1° On n'avait jamais manqué d'introduire dans les *Bulletins périodiques* la traduction des textes les plus importants, mais l'analyse y était plutôt de règle, ce qu'expliquait le format limité de chaque fascicule. Les traductions devinrent plus nombreuses et on les distingua typographiquement du corps même du Bulletin.

2° Le nombre de pages, jusque-là de 4, 6 et 8, fut augmenté. Pour qu'ils ne fussent pas composés de plus de 16 pages, limite rarement dépassée, on fut amené fréquemment à dédoubler certains bulletins (allemands, américains, anglais, russes). On multiplia les titres et on allongea d'autant les sommaires. A partir du 1er janvier 1921 les *Bulletins périodiques* furent imprimés sur deux colonnes au lieu de trois.

3° Pour un certain nombre de pays, l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, on plaça, en tête des bulletins, des éphémérides, qui rendent plus facile l'exposé et constituent un instrument de travail de consultation aisée.

III. *Le recueil de documents étrangers.*— Les Bulletins paraissaient déjà depuis près de deux ans quand on les compléta par une troisième publication qui reçut le nom de *Recueil de Documents étrangers*, « supplément périodique aux bulletins de presse étrangère ». Le format limité de ceux-ci empêchait qu'on y publiât la

traduction de textes d'une certaine étendue que la presse fournissait. On avait fait remarquer à plusieurs reprises, à la Chambre des députés notamment, que pour beaucoup de documents étrangers de première importance on ne disposait que des traductions incomplètes, souvent hâtives et erronées, que transmettaient les agences. Il parut utile d'en assurer régulièrement des traductions intégrales et authentiques, d'après les textes les meilleurs, que l'on réunirait en une publication spéciale qui en faciliterait l'usage.

Du 1er janvier 1918 au 1er janvier 1922, en quatre ans, 100 fascicules ont paru, d'étendue inégale et sans périodicité régulière ; pour chaque année, ils sont réunis par une pagination continue et forment un volume terminé par une table où est adopté le classement par pays (fasc. nos 24, 60, 80, 100).

Les documents sont traduits intégralement (très exceptionnellement résumés) sur le texte même choisi comme le plus complet ou le plus sûr. Aucun commentaire ne les accompagne, mais seulement quelques sobres indications sur les circonstances qui les expliquent et quelques références aux *Bulletins périodiques*.

Le plus gros du *Recueil* est formé par les discours des hommes d'État étrangers. Ils avaient pris l'habitude pendant la guerre, et ils l'ont gardée depuis, de s'interpeller et de se répondre de Parlement à Parlement : c'est là un des éléments de ce qu'on a appelé la « diplomatie publique ». L'histoire diplomatique de ces dernières années sera faite pour le moins autant à l'aide de ces manifestations publiques que sur les dossiers des chancelleries. Sous ce rapport, le *Recueil de Documents étrangers* fournira une base de recherche assez complète et d'un maniement commode. Nous signalons, à titre d'exemple, qu'on y trouvera l'ensemble des messages et discours du Président Wilson, si importants pour l'histoire des négociations de paix, et les principaux discours prononcés par M. Lloyd George, soit au Parlement, soit hors du Parlement, sur les grandes questions extérieures. La plupart des chefs de gouvernement et de parti sont d'ailleurs représentés dans le *Recueil* par leurs plus marquantes interventions. Le *Recueil* a publié, en outre, un nombre considérable de documents isolés, touchant aux problèmes les plus divers et provenant de sources très variées. Pour donner une idée de leur caractère, nous citerons : les constitutions allemandes (y compris les principaux projets qui ont précédé le texte voté à Weimar), les manifestes des

partis républicain et démocrate lors de l'élection à la présidence des Etats-Unis (1920) ; le rapport du général américain Allen sur les troupes françaises de couleur en Rhénanie ; le compte rendu de lord Milner sur la conférence de Doullens, le 25 mars 1918 ; le traité sino-allemand de 1921.

Enfin, certains fascicules du *Recueil* sont constitués par un ensemble de documents relatifs à une seule question : ainsi les différents projets et mémoires élaborés en Allemagne au début de 1919 sur la socialisation (n° 43) ; la question juive à l'époque des négociations de paix (n° 46) ; les débats (en 1919) de la sous-commission d'enquête parlementaire allemande sur les responsabilités de la prolongation de la guerre à la fin de 1916 (n°s 64 et 65) ; la question d'Irlande de 1917 à 1920 (n°s 71 et 72) et en 1921 (n° 98 ; la Conférence Impériale de Londres en 1921 (n° 96 ; plusieurs fascicules sur la Russie bolcheviste : armée rouge (n° 47), congrès communistes panrusses, nationalités en 1921 (n° 89), etc.

IV. *Répertoires des journaux et des partis.* — Deux *Répertoires des journaux et périodiques utilisés dans les Bulletins de presse étrangère* ont été publiés pendant la guerre par le Bureau d'étude de la presse étrangère.

Le premier a paru en août 1916. Il contient une liste de 435 organes, avec une note sur chacun d'eux indiquant les noms des propriétaires, directeurs et collaborateurs principaux et les tendances politiques.

Le deuxième répertoire, paru en février 1918 (mais arrêté au 1er novembre 1917), constitue une édition revue et augmentée du premier. Il porte sur 798 organes ; les précédentes notices ont été étendues et complétées dans la plupart des cas. En outre, la presse de chaque pays, ses méthodes, son influence dans les affaires publiques et sur l'opinion font l'objet de brefs aperçus d'ensemble. Il est à peine besoin de signaler que cette deuxième édition a été, comme la première, établie du point de vue de la guerre, et que de nombreux correctifs devraient être apportés aujourd'hui aux indications qu'elle renferme. En particulier, les tendances politiques des journaux étaient appréciées surtout relativement à l'attitude prise envers la cause des Alliés.

D'autre part, en janvier 1917, a été publié un *Répertoire des partis politiques des pays dont la presse est étudiée dans les*

Bulletins de presse étrangère. Les pays suivants y étaient représentés : Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Hongrie, Italie, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse. Pour chaque pays, tous les partis ou groupements de quelque importance sont l'objet de notices qui indiquent leurs tendances politiques, économiques ou sociales et fournissent un court historique de leur fondation et de leur évolution, ainsi que les noms de leurs principaux leaders et les organes qu'ils possèdent dans la presse. Plus encore que le *Répertoire des journaux*, le *Répertoire des partis* demanderait de sérieuses revisions. Tel quel, il fournit encore pour certains pays une introduction commode à l'étude de la presse.

***

Les diverses publications que nous venons de décrire forment un ensemble. L'historien assurément n'y trouvera pas tout ce qu'il cherche, et nous avons dit pourquoi en cette matière on ne pouvait être complet. Les Bulletins n'ont été conçus que pour l'information du moment : la méthode même de leur rédaction fait d'eux cependant un instrument de travail que chacun pourra adapter à ses recherches[1]. L'historien aura intérêt à consulter d'abord les *Bulletins périodiques* qui, pour chaque pays, lui offriront un fil conducteur, lui permettront de remonter de proche en proche aux faits, aux textes qui l'intéressent, le renverront par des références précises au *Bulletin quotidien* dont ils reprennent et brassent ensemble les éléments.

Le caractère méthodique que gardent, en dépit de beaucoup d'imperfections trop réelles, les publications du Bureau d'étude de presse étrangère leur a assuré une place particulière dans l'ensemble des entreprises de documentation — éphémères ou durables, publiques ou privées — que la guerre et l'après-guerre ont fait surgir. Il était naturel que l'on songeât à en assurer le maintien. Le 21 janvier 1919, M. André Honnorat et un certain nombre de ses collègues de la Chambre des Députés déposaient

1. On a songé à plusieurs reprises à publier une table des Bulletins. Pour diverses raisons, ce projet, qui aurait grandement facilité les recherches dans les collections, n'a pas abouti. Pour l'année 1920 seulement il existe pour la plupart des périodiques une table analytique sommaire. On a essayé de suppléer à l'absence de table par des sommaires de plus en plus détaillés.

une proposition de loi (n° 5581) « ayant pour objet la création d'un service d'étude de presse étrangère au Ministère des Affaires étrangères ».

Dans l'organisation, souvent discutée, des services d'information, on n'a pas manqué de faire au Bureau d'étude de presse étrangère une place importante. Il suffira à cet égard de lire les pages que lui ont consacrées les rapporteurs du budget des Affaires étrangères devant la Chambre des Députés : M. Raiberti (budget 1918, document n° 4108, pages 78 et suivantes) indiquait qu'il devait constituer « la partie centrale de l'organisation. Il serait le trait d'union entre les deux services de réception et d'émission qui sont le plus directement en contact avec l'étranger ». Il insistait, dans son rapport pour 1919 (document n° 6339, page 177), pour que la section d'étude de presse étrangère, dont le personnel était encore militaire, devînt un « organe permanent ». M. Noblemaire, à son tour, dans ses rapports pour 1920 (document n° 802, p. 290), pour 1921 (document n° 2020, pages 150 et 234), pour 1922 (document n° 3131), soulignait plus particulièrement, et en termes heureux, ce qui fait la valeur durable des Bulletins et ce que l'histoire en pourra tirer : « Le Bulletin quotidien et la synthèse faite périodiquement pour chaque pays donnent un tableau précis et documenté de la vie politique des États étrangers et reflètent fidèlement les mouvements d'opinion qui accompagnent les grands événements d'ordre international... Dans un pays comme le nôtre, où ne se publient guère ces encyclopédies annuelles, ces revues de la vie internationale, dont l'Allemagne par exemple est si fertile, le Bulletin de la presse étrangère offrira des éphémérides de l'histoire de chaque pays qui faciliteront bien des recherches et épargneront bien des erreurs. »

JULIEN CAIN.

LES

DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES SUR LA GUERRE

Il est impossible d'étudier l'histoire de la guerre, dans ses différentes manifestations militaires, marines, politiques ou économiques, sans avoir à sa disposition des cartes. Combien de fois a-t-on vu dans les communiqués des noms que personne ne connaissait : Bois Sabot, Labyrinthe, etc., que de fois trouvera-t-on dans les dépêches du Maréchal Haig des lieux cités : The Bluff, The Hohenzollern Redoubt, etc., dont l'emplacement n'est connu que des quelques privilégiés qui s'y sont battus. Pour se reconnaître au milieu de tous ces noms, pour suivre facilement les opérations des armées, il est nécessaire de posséder des cartes auxquelles on pourra se reporter chaque fois que cela sera nécessaire.

Dans cette notice, nous avons l'intention de signaler les différentes cartes qui doivent servir de sources à tous ceux qui ont l'intention d'étudier l'histoire de cette guerre. L'énumération sera incomplète, il ne peut en être autrement ; il y eut, pendant ces quatre ans, une débauche de travaux géographiques exécutés au profit des différentes armées, de plus il n'existe pas à notre connaissance d'endroit où la collection des cartes, plans directeurs, atlas publiés soit à peu près complète. Par conséquent il ne serait pas étonnant que différents documents nous aient échappé : mais s'il y en a, ils rentreraient dans une des catégories que nous allons examiner, et il serait facile par rapprochement de savoir de quelle utilité ils seraient pour l'historien qui étudierait une période de cette guerre.

***

Suivant le but que se proposera le chercheur, trois catégories de cartes peuvent lui être utiles : cartes stratégiques à petite échelle 1 : 2.000.000 à 1 : 200.000 ; cartes tactiques à grande échelle 1 : 100 000 à 1 : 50.000 ; cartes techniques ou plans directeurs à l'échelle du 1 : 20.000, du 1 : 10.000 ou du 1 : 5.000.

Les cartes stratégiques seront utiles pour tous ceux qui voudront étudier la marche générale des opérations, la manœuvre de l'Armée Française à la Marne et dans la course à la Mer, les batailles de Mazurie et de Galicie, l'invasion de la Roumanie, etc. Les grandes routes de marche sont indiquées, les voies ferrées sont représentées, le relief est figuré en général par des hachures. Mais il n'y a pas de détails. De telles cartes donnent une excellente idée générale de vastes étendues, elles servent pour étudier le mouvement de masses.

Dans cette série, nous trouverons pour le front français :

La carte dite du Dépôt des Fortifications au 1 : 500.000 en quatre couleurs, le terrain est représenté par une teinte bistre. Il existe une édition spéciale faite pour le front, d'un maniement facile, comprenant 15 feuilles, et munie d'un répertoire alphabétique des noms portés sur la carte.

La carte au 1 : 320.000, en noir et hachures qui donne le front occidental complet en 10 feuilles.

Les cartes au 1 : 200.000 dont le service géographique a publié deux éditions. La plus ancienne, datant d'avant 1912, représente les villes et les villages par des signes, les bois et les forêts ne sont pas toujours limités par un trait net ; la seconde édition, appelée *carte de France et des Frontières*, est beaucoup plus précise. Les villes, villages sont indiqués avec leur forme exacte ; il en est de même pour les bois, dont les contours même sinueux, sont reportés exactement. Les lieux-dits, les petits hameaux qui n'étaient pas sur la première édition y sont portés. Bien que très complète, cette carte est très lisible et très claire, elle est en couleurs, le nivellement marqué par des courbes apparaît de suite. Mais tout le front n'existe pas dans cette édition, il n'a paru que les cartes concernant les régions à l'est et au nord de la ligne Gand, Laon, Ervy, Chaumont, Langres, Besançon.

Nous citerons pour mémoire une carte allemande au 1 : 500.000 du front occidental, qui est loin de valoir cette carte française au 1 : 200.000.

Pour les campagnes sur les fronts orientaux : russe, roumain et balkanique, nous avons une *carte au 1 : 1.000.000* éditée par le Service Géographique. Cette édition est en couleurs, le terrain est représenté par des petites hachures. Pour les Balkans il y a *un croquis* hypsométrique en couleurs au *1 : 500.000*. Les courbes de niveau sont à des intervalles variables et assez grands ; mais elle est très agréable à consulter pour le relief, très incomplète pour les noms de lieux. Le gouvernement serbe avait une *carte au 1 : 750.000* en couleurs, le nivellement étant représenté par des hachures, très ennuyeuse à lire pour des Français par suite de l'emploi de l'alphabet serbe dans les noms de lieux.

Mais on trouvera pour remédier à cette difficulté, des *cartes éditées par l'Institut Militaire Géographique Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie* pour toutes les régions orientales : *Serbie, Bulgarie*, *Roumanie*, *Russie*. Elles sont à l'échelle du 1 : 750.000 en couleurs et en hachures. Elles sont très lisibles et peuvent rendre de réels services.

Une autre carte, aussi bonne pour les régions du front oriental allemand au sud de Pinsk, avait été dressée, elle est au 1 : 400.000, en couleurs et en courbes.

Citons encore pour le front italien : une carte de l'Institut Géographique Austro-Hongrois dite de l'*Europe Centrale au 1 : 200.000* en hachures et en couleurs, très agréable à lire et très complète, et une carte publiée par le *Touring Club Italien* à l'Institut Agostini au *1 : 250.000*. Cette carte qui dépasse les frontières de l'Italie est en couleurs, le figuré du terrain est représenté par des hachures.

Le Service Géographique anglais a publié sur les *Balkans et la Turquie* une carte en couleurs au *1 : 250.000*, et a continué la publication de feuilles de *l'Europe au 1 : 1.000.000* suivant les décisions prises pour la carte internationale du monde.

Pour les expéditions coloniales on pourra consulter *les cartes du Service Géographique Anglais* au *1 : 100.000 et 1 : 300.000* pour *l'Est Africain Allemand* ; *1 : 2.000.000* pour *l'Est Africain Allemand*, pour le *Togo* et le *Cameroun*.

***

A côté de ces documents servant surtout aux études stratégiques, on peut avoir besoin de cartes pour des travaux intéressant plutôt la tactique. Il ne s'agit plus d'étudier des armées ou des groupes d'armées, mais plus simplement une armée ou un corps d'armée. Elles sont indispensables pour étudier les opérations qui se sont déroulées pendant un court laps de temps et sur un espace mesuré. Elles donnent une physionomie générale du champ de bataille que l'on peut avoir d'un seul coup d'œil. Pour en montrer toute l'importance, nous pouvons dire que c'est avec des cartes de ce genre que les armées belligérantes sont entrées en campagne.

En France, nous possédions la *carte d'État-Major* au *1 : 80.000* qui nous semble suffisamment connue pour que nous n'y insistions pas.

Le Geographical Survey a publié une *carte au 1 : 100.000* des régions où les Britanniques pouvaient avoir à combattre. Cette carte est très agréable à lire, elle est en cinq couleurs, en courbes. Les éditions mises en service pendant la guerre étaient réservées pour l'emploi officiel. Les renseignements sont, pour la plupart, empruntés aux cartes belges et françaises.

Pour la Belgique, il existe une *carte au 1 : 40.000* en noir, excellente pour toutes les opérations de la région de l'Yser. Une édition en couleurs existe à cettte échelle.

Le gouvernement allemand mettait, à la disposition de ses armées, une copie de notre 1 : 80.000 qui ne présentait qu'une seule différence, peu importante pour ceux qui étudieront la guerre : à côté du nom de chaque localité se trouvait inscrit le chiffre de sa population.

La *carte d'État-Major de l'empire Allemand au 1 : 100.000* est en noir, le figuré du terrain est en hachures. Cette carte est, pour certaines éditions, très lisible, elle déborde un peu la frontière. La *carte au 1 : 25.000* est aussi en noir, mais le nivellement est marqué par des courbes. Dans ces deux cartes, les bois et forêts sont représentés par des signes conventionnels distincts suivant les différentes espèces arborescentes.

Les Allemands avaient reproduit, pour leur usage, les cartes de Russie au 1 : 126.000, celles-ci seront très utiles pour les lecteurs

français, les noms y étant inscrits en allemand ou en caractères romains et non en caractères russes.

Les Autrichiens avaient une *carte dressée par le service impérial et royal à l'échelle du 1 : 75.000*. Cette carte est en noir et en hachures, elle est assez lisible. Ils avaient imprimé une carte des Balkans, de la Roumanie et des régions sud de la Pologne à la même échelle et faisant suite à la précédente. Les noms portés sur ces différentes cartes sont écrits en caractères romains, mais souvent avec la forme slave ou magyare. Ce sont des reproductions de ces documents qui ont été utilisées par nos troupes au cours de la campagne de Macédoine ou de Serbie.

Pour le front russe, il existe la *carte d'État-Major au 1 : 126.000* dont la lecture ne nous est guère facile, étant donné l'emploi de la langue et des caractères russes. Aussi conseillons-nous plutôt, pour l'étude des opérations de Mazurie, de Pologne ou de Galicie, la carte allemande dont nous avons parlé ci-dessus.

Cependant il existe une édition française au *1 : 100.000* des régions polono-tchéko-slovaque qui peut rendre de précieux services.

Enfin pour le front italien, la meilleure *carte* à consulter est celle publiée par l'*Institut Géographique Militaire* à l'échelle du *1 : 100.000*. Elle est en noir, le relief est figuré par des courbes et des hachures. Certaines éditions ont les principales routes marquées en rouge, et par suite peuvent être fort utiles pour suivre les opérations qui se sont déroulées dans des pays de montagne, ce qui fut le cas de presque tous les engagements sur le front italien.

***

Nous avons classé les documents officiels en trois catégories ; la troisième est celle des PLANS DIRECTEURS, des cartes techniques. Il n'y a guère qu'à l'aide de ces plans que l'on peut étudier le détail des événements des périodes de guerre stabilisée. Toutes les armées belligérantes ont eu à leur disposition des plans directeurs à différentes échelles : au 1 : 20.000, très pratique et très répandue, au 1 : 10.000 et au 1 : 5.000.

La quantité de plans directeurs édités pendant la guerre est énorme. Le Service Géographique de l'Armée a imprimé, pour sa part, 500 plans différents au 1 : 20.000, 350 au 1 : 10.000, et 400 au

5.000. Si l'on veut bien se rendre compte que les Allemands en ont fait autant de leur côté, que les Anglais et les Belges avaient établi des plans pour les régions où ils combattaient, qu'en Orient les troupes serbes, françaises, grecques, etc., disposaient aussi de plans sommaires, que les Roumains enfin avaient aussi des cartes techniques de ce genre, on constatera qu'il y en a un très grand nombre.

Dans l'ensemble tous ces plans directeurs se ressemblent, ils sont en noir, le nivellement est marqué par des courbes bistres, parfois comme dans certaines éditions roumaines par des hachures et des courbes en noir, quelques plans portent les principales rivières en bleu, les bois et les forêts en vert. Mais ce sont des exceptions. Le plan directeur est en effet destiné à être surchargé par tous les signes représentant les différentes manifestations de l'activité des belligérants : tranchées, batteries, chemins de fer, hôpitaux, dépôts, etc., il est donc nécessaire que le fond, tout en étant complet, soit simple et permette la surcharge de couleurs.

C'est dans ces plans que l'on trouvera trace de tous les noms qui ont illustré pendant trois ans et demi la monotonie des communiqués; c'est là que l'on verra ces désignations alphabétiques ou numériques si employées pendant la guerre : T^2 V^4 par exemple ou les coordonnées de certains points. Ces coordonnées sont données par un carroyage kilométrique que possèdent presque tous les plans directeurs. Les carroyages des premiers plans anglais ne correspondaient pas à nos carroyages kilométriques, ils étaient en yards, mais cette indication étant portée sur chaque plan il est facile de connaître la nature et la valeur des carrés tracés sur ces cartes.

Les plans directeurs peuvent se diviser en deux grandes catégories suivant qu'ils portent ou non les organisations des deux adversaires ou d'un seul. Ce qui se faisait en France se faisait de manière identique dans les autres armées. Les plans mis en service dans les unités de corps de troupe ne comprenaient, en général, que les organisations ennemies à l'exclusion de toute position alliée, seul le trait de la première ligne était reporté. Les plans distribués dans les États-Majors comprenaient les organisations allemandes et françaises.

Sur le front français quelques plans existèrent dès 1914. Il fallut attendre janvier 1915 pour que la mesure fut généralisée dans

toutes nos armées. A partir de ce moment, des éditions successives, apprirent aux exécutants et aux États-Majors les modifications qui avaient été apportées aux organisations. Les premiers plans directeurs montrent de simples lignes éparses, les derniers sont couverts d'un lacis de tranchées, d'une nuée de réseaux de fil de fer rouges ou bleus.

***

Nous ne pouvons quitter toutes ces cartes officielles sans signaler les éditions nombreuses qui ont pu être faites sur un même fond ; des surcharges de toutes sortes y apparaissent. Nous allons présenter quelques cas, mais ce n'est pas une liste limitative que nous donnons, il y a certainement des cartes et des plans qui ont été imprimés que nous ne connaissons pas et qui cependant seraient d'une aide inappréciable. Contentons-nous de citer.

On trouvera par exemple des fonds de cartes au 1 : 600.000 portant pour des périodes quotidiennes ou bi-quotidiennes les emplacements de toutes les divisions allemandes en ligne ou en réserve sur le front occidental, on aura d'autres cartes donnant les mêmes renseignements pour nos troupes. On aura des fonds au 1 : 80.000 sur lesquels auront été reportées les avances de nos armées lors de la course à la victoire.

On pourra mettre la main sur des plans directeurs marquant par des signes distincts les points sensibles de l'ennemi, c'est-à-dire les endroits de passage obligés, les postes de commandement, les zones d'abris, etc., en un mot tous les points sur lesquels le tir de notre artillerie produirait de redoutables effets. On trouvera des plans directeurs édités au jour le jour lors d'une grande opération, comme celle de la Malmaison en octobre 1917, sur lesquels seront reportées les destructions déjà effectuées.

A ces cartes nous rattacherons la *carte des régions dévastées* françaises publiée par le Service Géographique qui donne sur un fond au 1 : 50.000 en noir, la zone rouge de l'ancien front : villages détruits, voies ferrées nouvelles, routes impraticables, etc.

Enfin n'oublions pas de citer les plans directeurs et les cartes en relief. Le Service Géographique a dressé au cours de la guerre le front français à l'échelle du 1 : 20.000. Il existe aussi à de petites échelles le front italien, le front balkanique, et la région du front occidental. La consultation de ces documents n'est pas toujours

très aisée et nous les signalons plutôt pour mémoire, leur utilité ne s'impose à notre avis que pour des études plus spéciales qui tiendraient plus de la géographie ou de l'art militaire que de l'histoire. Mais il est bon de savoir que ces collections existent.

En dehors des cartes officielles que nous venons d'examiner, il y a peu de documents cartographiques qui puissent être utilisés avec profit par les historiens de la guerre. Les publications de toutes nationalités publiées pendant la guerre pour les besoins d'un public avide de nouvelles sont très inférieures : les atlas de guerre du « Journal de Genève », du « Pays de France », du « Daily Telegraph », de la « Düsseldorfer Zeitung », etc., ne sont dignes ni d'être considérés comme une œuvre géographique sérieuse, ni comme un document militaire de valeur. Il en serait de même de l'atlas du Musée de l'Armée, et même d'un recueil du Grand État-Major allemand intitulé : « Militär-Geographische Beschreibung », édité à Berlin en 1915 et dont le caractère « secret » trompe à première vue.

Nous aurons à signaler une collection de cartes hebdomadaires, donnant les fronts allemands au cours de la campagne : *Militärische Ereignisse im Volkes Kriege* et qui a été publiée en sept portefeuilles.

Le front italien a été l'objet de plus nombreuses études. Nos alliés ont mis en œuvre toutes leurs ressources pour les besoins d'une propagande active ; si certaines brochures ne valent rien, il faut citer par contre le splendide *Atlante della nostra Guerra*, édité par Agostini, deux autres brochures sur la Dalmatie et la Vénétie Julienne du même Institut géographique, qui possèdent d'excellentes cartes orographiques, des cartes de population et de géographie économique. Citons aussi pour le front italien les dix petits albums du *Panorami della Guerra* édités à Milan et qui joignent, à dix cartes du front en couleurs et en courbes, des photographies panoramiques de toute beauté.

Pour le front sibérien, où des opérations eurent lieu en 1919 entre les bolchevistes et les Tchéko-Slovaques, on pourra consulter avec profit « *le Schéma Historique pour les opérations tchéko-slovaques en 1918-1919* » avec les fronts portés à différentes

dates. Il n'y a aucun relief. Leur usage est difficile, car cet atlas est en langue tchèque.

Pour le front polonais on pourra consulter avec fruit l'*Atlas de l'Encyclopédie Polonaise,* Fribourg, Suisse. Le tome II consacré à la Pologne historique rendra de réels services.

Pour toutes les régions de Silésie, de la Sarre, de Russie, même d'Asie Mineure où des problèmes étaient à résoudre en vue de la paix, les *Travaux du Comité d'Études* publiés à Paris en 1918-1919 donneront des cartes excellentes. Il ne faut pas oublier les notices du Service Géographique de l'Armée dans lesquelles des cartes dressées en particulier par M. de Martonne seront d'un utile secours.

Il y a lieu de remarquer qu'un certain nombre de *mémoires* ou de *journaux* écrits par des acteurs de la guerre contiennent des cartes. La marche de l'armée von Klück peut être suivie facilement dans les cartes incluses dans l'ouvrage de ce général ; le maréchal Haig joint à ses dépêches des cartes ou des croquis fort bien faits. Le rapport du maréchal Pétain sur les opérations des campagnes défensive et offensive de 1918 contient un grand nombre de cartes et de croquis très précis, établis par le Service Géographique de l'Armée d'après les indications du Service Historique.

A ce point de vue, il nous semble nécessaire de signaler les cartes et croquis qui figureront dans le précis d'ensemble, traitant les opérations des armées françaises, rédigé par le Service Historique de l'Armée. Cette publication de grande valeur fournira des documents très utiles. La rédaction en étant très avancée, il faut espérer que des questions de crédit ne retarderont pas son apparition.

***

Nous n'avons pas parlé des cartes marines, elles peuvent être à consulter pour les opérations sur mer et pour étudier la campagne sous-marine. Nous signalerons à cet égard que les Allemands ont publié un assez grand nombre de cartes, toutes destinées à exalter la confiance patriotique dans l'issue victorieuse de la guerre, grâce à la lutte sous-marine.

Les meilleures cartes à utiliser sont celles de l'Amirauté Britannique, puis celles du service hydrographique de la marine.

***

Nous voici arrivés à la fin de notre étude, nous répéterons qu'elle est incomplète, nous ne pouvions songer, dans une notice de ce genre, à donner plus de détails, à envisager plus de cartes. Que ceux qui étudient la guerre, voient tout d'abord ce qu'ils ont l'intention de traiter : stratégie, tactique, opérations de détails ; groupes d'armées, armées, divisions, la carte correspondante s'imposera à eux.

Où pourront-ils trouver ces cartes ? dans toutes les grandes bibliothèques où existent des collections cartographiques ; ces plans directeurs ? peut-être à la Bibliothèque Nationale, peut-être au Musée de la Guerre, peut-être au Musée de l'Armée, au Service Géographique, etc. Mais nous croyons qu'il leur sera difficile de trouver la collection complète, si ce n'est au Service Géographique.

Capitaine R. Villate.

REVUES CRITIQUES

LES ORIGINES ET LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE

D'APRÈS MM. É. BOURGEOIS ET G. PAGÈS

Le nom seul des auteurs, MM. Bourgeois et Pagès, recommanderait ce livre sur les *Origines et les responsabilités de la grande guerre*[1]. L'un et l'autre font autorité en matière d'histoire et de politique étrangère ; une question qu'ils étudient est étudiée à fond et sérieusement. Le sous titre : *Preuves* et *aveux* annonce tout de suite une documentation riche et précise. L'ouvrage n'est pas un recueil de textes, mais on n'y avance rien qui ne soit appuyé sur un texte, et une analyse n'en serait forcément qu'un abrégé incomplet ou un décalque incolore. Peut-être en mettra-t-on l'intérêt en relief en indiquant le plan et la méthode des deux auteurs.

***

A vrai dire, le plan leur a été imposé par les circonstances dans lesquelles ils ont commencé de travailler. On se rappelle qu'à la Conférence de la paix, M. de Brocksdorff-Rantzau crut faire un coup de maître et concilier à son pays les sympathies des alliés en leur présentant un *mémoire justificatif*, un raccourci à la manière allemande des événements qui, au mois de juin et de juillet 1914,

1. Paris, Hachette, 1921, in-8, 499 pages.

ont précédé directement la guerre. M. de Brocksdorff concluait naturellement à un partage des responsabilités. Il croyait habile de fortifier sa thèse en examinant ensuite toute la politique de l'Allemagne dans ses rapports avec la France et avec toutes les puissances belligérantes depuis 1871. Comme pour la période tragique qui a suivi l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, M. de Brocksdorff justifiait son pays ; il reprenait la thèse bien connue de Guillaume II, de M. de Bulow, de Bethmann-Hollweg : la pauvre Allemagne encerclée avait eu le droit et le devoir de se défendre, avec quelle conscience, quel désir de « conserver la paix », tout ce qui s'est passé depuis 1871 en fait foi, et les jeunes générations qui n'ont pas lu les discours menaçants du chancelier de fer ou les harangues de Guillaume II sur la nécessité pour ses soldats de tenir leur poudre sèche pouvaient être impressionnées par les arguments bien ordonnés du diplomate allemand.

Il fallait examiner les textes pour lui répondre. C'est de ce travail, qu'au nom de la Commission sénatoriale d'enquête sur les faits de la guerre M. Paul Doumer pria MM. Bourgeois et Pagès de se charger. Les archives des Affaires étrangères qu'ils ont l'habitude de compulser, et où ils ont été deux des principaux collaborateurs du grand recueil de documents sur les origines de la guerre de 1870-71, leur ont été largement ouvertes ; ils y ont puisé les éléments de leur travail, des textes diplomatiques français et allemands qui seraient restés longtemps enfouis dans les archives si la grande catastrophe de 1914 n'avait pas modifié, en bouleversant le monde, même les convenances diplomatiques, même les traditions et les routines des bureaux. Le travail a paru pour la première fois au *Journal Officiel* du 9 janvier 1921, sous la forme modeste d'une annexe, mais d'une de ces annexes plus précieuses pour l'histoire qu'un texte de loi, un décret, ou un arrêté ministériel. Depuis, la publication des documents allemands recueillis par Kautsky, celle des traités politiques secrets de l'ancienne Autriche-Hongrie publiés par Pribram, le témoignagne versé au débat par M. le Président Poincaré dans son livre sur les Origines de la guerre ont permis aux deux auteurs de compléter leur travail et de confirmer leurs conclusions. Les textes étrangers sont en effet en concordance directe avec les textes français.

Le volume publié chez Hachette en 1921 est donc une histoire des origines de la guerre fondée sur les documents officiels

des principaux pays belligérants et une réponse précise au mémoire de Brocksdorff-Rantzau. Elle comprend trois parties : la première, rédigée par M. Bourgeois, est, comme dans le mémoire allemand, consacrée à l'étude des origines immédiates du Conflit de 1914 ; la seconde est divisée elle-même en deux sections : M. Pagès a étudié l'histoire de l'hégémonie allemande de 1871 à 1904 tandis que l'exposé des rapports de la Triple Alliance et de la Triple Entente est dû à la plume de M. Bourgeois. Enfin les deux auteurs ont fait suivre leur exposé d'une quatrième partie, qui est un inestimable recueil de documents inédits ; quand nous n'aurions pas l'exposé si probant dans sa simplicité dont on vient d'esquisser le plan, ces 125 pages suffiraient à piquer la curiosité du lecteur, à la satisfaire et à lui faire sentir la sagacité des auteurs, leur aptitude — cette aptitude naturelle que la recherche aiguise et développe — à choisir les textes essentiels qui donnent le sens d'une politique et qui trahissent le caractère d'un homme. Ce sont d'abord des extraits de la correspondance de M. de Saint-Vallier et de M. de Courcel, ambassadeurs de France à Berlin : ils s'étendent sur une période de six années de 1879 à 1885, ils complètent et éclairent le récit de M. Pagès. Puis viennent les dépêches officielles allemandes annotées par Guillaume II ; elles ne sont pas plus probantes que les dépêches des ambassadeurs ; mais par la brutalité savoureuse du texte, elles frappent et instruisent le lecteur le moins averti.

***

Voilà pour le plan. Voici pour la méthode. Tous les belligérants se sont défendus avec la même énergie verbale d'avoir voulu la guerre, et tous l'ont faite jusqu'au jour où les armes sont tombées des mains de l'Autriche qui l'avait déclarée la première à la Serbie et des mains de l'Allemagne qui l'avait déclarée à la Russie le 1er août et le 3 août à la France. M. Bourgeois examine successivement l'attitude des puissances de l'Entente, la France, la Russie, la Serbie, des puissances qui étaient neutres en 1914 : l'Italie, la Roumanie, la Grèce, de l'Angleterre qui joua un rôle de médiatrice jusqu'à l'heure où la violation de la neutralité de la Belgique déchira tous les voiles, enfin celle de l'Autriche et de l'Allemagne.

Chacun des chapitres comporte l'étude exacte des faits, des

citations ou des commentaires de dépêches et de télégrammes; pas de développement inutile, pas de phrases ; ce sont les preuves qui emporteront la conviction. Par exemple, pour la France, ce sont les conseils de modération donnés par M. Viviani à M. Vesnitch, le ministre de Serbie, le départ du Président de la République et du Président du Conseil le 11 juillet pour un voyage à Saint-Pétersbourg, décidé depuis longtemps, et pour une visite dans les cours du Nord, qui fut brusquement interrompue à Stockholm le 25 juillet.

Voici, au moment même où Guillaume II quittait en toute hâte la Norvège pour rentrer à Kiel, les efforts tentés par M. Bienvenu-Martin, qui assura l'intérim de M. Viviani jusqu'au 29 juillet, puis par M. Viviani lui-même, à Belgrade, à Vienne, à Berlin, pour calmer les esprits, pour obtenir des uns et des autres les concessions nécessaires, l'adhésion donnée par la France aux projets de médiation de sir Edward Grey, la réserve gardée par son gouvernement dans les tragiques journées du 30 et du 31 juillet, alors que le cliquetis des armes ne faisait que trop redouter l'insuccès des dernières tentatives de pacification, la réponse aussi digne qu'habile de M. Viviani à M. de Schœn, lorsque, dans la soirée du 31 juillet, l'ambassadeur allemand eut l'outrecuidance de demander quelle serait l'attitude de la France en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, réponse dont la réserve voulue empêcha seule le représentant de Guillaume II d'exiger, au nom de son maître, la remise à l'Allemagne des forteresses de Toul et de Verdun comme gages de la neutralité de la France, l'ordre donné le 30 juillet aux troupes de couverture de se retirer à dix kilomètres de la frontière, la révocation de cet ordre par le général en chef — mais à la date du 2 août, à 17 h. 30 du soir, à la suite des violations du territoire français commises par les Allemands, et encore avec la recommandation formelle de se borner, jusqu'à nouvel avis, à rejeter l'agresseur au delà de la frontière ; — autant de décisions et de démarches où l'esprit le plus prévenu ne saurait voir la moindre provocation, à telles enseignes que lorsque, le 3 août, à 18 h. 45, M. de Schoen venait au quai d'Orsay déclarer que l'Empire allemand se considérait en état de guerre avec la France, du fait de cette dernière puissance, il justifiait, d'ordre de son gouvernement, la déclaration de guerre par des actes d'hostilité purement imaginaires qui auraient été commis

par des aviateurs français et dont il a lui-même reconnu l'inexactitude après la guerre.

L'exposé de ces faits déjà connus, mais accompagné de justifications précises, fait éclater la vérité avec une telle évidence qu'il faudrait, pour soutenir la thèse contraire, apporter des preuves que l'adversaire n'a jamais fournies — et pour cause — de la duplicité de la France, ou des preuves non moins décisives d'une volonté d'agression chez ses alliés.

Cette volonté d'agression, les Allemands ont cru la trouver dans un fait précis : le Tsar a ordonné la mobilisation générale le 31 juillet et s'est refusé à retirer cet ordre. Malheureusement pour eux, l'attitude du gouvernement russe à la suite de l'attentat de Serajevo fut exactement celle des autres cabinets ; lorsque l'Autriche eut fait remettre à Belgrade un ultimatum, unique peut-être dans l'histoire, avec un délai de quarante-huit heures pour la réponse, il essaya d'une intervention pacifique pour l'adoucissement des conditions imposées par l'Autriche et tout au moins une prolongation de délai. Qui donc, sinon le comte Berchtold, répondit que le seul moyen d'amener une solution pacifique était l'acceptation intégrale des demandes de l'Autriche par la Serbie? Et qui donc encore, sinon le comte Berchtold, signifiait que la communication de la note aux puissances était l'accomplissement d'un devoir de courtoisie internationale et ne constituait, en aucune manière, une invitation à faire connaître leur opinion? Des textes aussi formels et signés ne sont pas moins significatifs que la rupture des négociations qu'ils préparent et qui fut signifiée par l'Autriche le 25 juillet 1914, à dix-huit heures. Et n'est-ce pas encore le comte Berchtold qui, d'ordre impérial, charge le même jour son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le comte Szapary, de sommer la Russie d'avoir à choisir entre la guerre ou l'abandon de la Serbie?

Cette attitude hautaine n'empêche la Russie ni de conseiller aux ministres serbes de solliciter l'intervention de l'Angleterre, ni de chercher à négocier elle-même, ni de reprendre le 30 juillet des conversations que l'Autriche avait volontairement interrompues, ni d'accepter l'occupation éventuelle de Belgrade par les Autrichiens, si cette concession permettait d'éviter la guerre, et cela le 31 juillet, quelques heures avant la remise d'un ultimatum allemand par le comte de Pourtalès.

La vérité ressort des télégrammes échangés entre Nicolas II et Guillaume II du 27 juillet au 2 août 1914 et dont M. Bourgeois rétablit les dates. Le Livre Blanc allemand les avait interverties pour faire croire que Guillaume II désirait le maintien de la paix, alors que c'est le Tsar qui a essayé d'y intéresser l'Empereur, ou de faire croire que la mobilisation générale allemande a suivi celle de l'armée russe, alors que c'est le contraire qui est la vérité. Une note marginale de Guillaume II nous le montre répondant par un ricanement à la proposition de soumettre le litige à la Conférence de La Haye. Le ton du Tsar est conciliant, celui de l'Empereur est hautain.

Le Tsar sollicite encore et espère l'intervention amicale de l'Empereur, même après la mobilisation générale ; il veut se persuader, parce qu'il est sincère, que la mobilisation n'est pas la guerre et que son correspondant est aussi désireux que lui d'éviter les effusions de sang. Illusion ! C'est un Allemand qui a déclaré que l'Office des Affaires étrangères de Berlin « a déchaîné la guerre en supprimant et falsifiant des documents ».

En fait, M. Bourgeois établit que l'agression de l'Autriche contre la Serbie, son attitude irréconciliable et l'immensité de l'étendue du territoire de l'Empire ont imposé à la Russie une mobilisation de quatre corps d'armée le 25 juillet, — qu'en réponse aux préparatifs de guerre autrichiens, très poussés en Galicie, quatre corps d'armée furent dirigés le 25 vers la frontière autrichienne, — que le ton agressif et menaçant de l'ambassadeur Pourtalès, qui contrastait avec le ton encore doucereux des télégrammes de son maître Guillaume II, entraîna le 29 la mobilisation de treize corps d'armée, — enfin, que, le 31 juillet, Nicolas II ordonna la mobilisation générale, peut-être à l'heure même où était décidée celle de l'armée autrichienne.

Quoi qu'il en soit de ces questions d'heure qu'il est assez malaisé, malgré les apparences, d'établir avec précision, l'impréparation de la Russie, l'accent des télégrammes de Nicolas II si différent de celui de Guillaume II, les précautions prises par les rédacteurs du Livre Blanc allemand d'en supprimer quelques-uns et d'en changer les dates constituent des témoignages plus décisifs que des commentaires et montrent la méthode de M. Émile Bourgeois.

Des documents déjà en partie connus, tels que le texte même de

l'ultimatum autrichien et la réponse du gouvernement serbe qui l'accepta presque en son entier, permettent à l'auteur de démontrer d'une façon irréfutable l'esprit de conciliation et la bonne volonté de ce gouvernement à la fois si patriote et si sage que Guillaume II qualifiait dans une note marginale du 24 juillet de « repaire de brigands ».

M. Bourgeois étudie ensuite la position des neutres, de l'Italie, de la Roumanie, de la Grèce. Il énumère les tentatives de médiation du gouvernement britannique, qui allait le 1er août jusqu'à proposer l'occupation de Belgrade par l'Autriche et qui ne fit un casus belli que de la violation effective de la neutralité belge. Il fait justice des falsifications de textes par lesquels les Allemands prétendirent justifier leur attitude après coup en présentant comme des conventions de simples conversations, et qui dataient de 1906, entre deux officiers supérieurs belge et anglais.

M. Bourgeois applique la même méthode à l'étude des responsabilités des gouvernements austro-hongrois et de l'Allemagne.

Il démontre que le gouvernement de Vienne faisait des préparatifs de guerre dès le printemps et que 100.000 hommes étaient mobilisés le long de la frontière serbe au mois de juin, avant l'attentat de Serajevo qui est du 28. Il se peut très bien que les dernières dispositions aient été prises le 12 juin à l'entrevue de Konopitch où l'archiduc héritier rencontra l'Empereur Guillaume et l'amiral von Tirpitz. L'Autriche voulait échapper par la guerre aux embarras financiers que lui imposaient les préparatifs faits pendant la guerre des Balkans en 1912 et l'augmentation de son armée exigée par l'état-major allemand.

L'attentat fut le prétexte tout trouvé ! Dès le 5 juillet, François-Joseph faisait remettre à son allié une lettre qui a été sans doute écrite le 3 avec un mémoire qui a été préparé avant l'attentat. La durée d'un déjeuner suffit à Guillaume II pour réfléchir et donner son approbation.

Dès le 11 juillet, l'ambassadeur d'Autriche à Paris savait que Vienne et Berlin étaient d'accord. Les décisions avaient été prises à Vienne le 7 juillet dans un grand Conseil des Ministres. Le Comte Tisza y avait fait des réserves de forme et donné des conseils de prudence dont il se départit après réflexion et il fit aggraver par la suite les exigences de son gouvernement, ce qui arrachait à l'Empereur allemand ce cri d'admiration : « Enfin, voilà un homme ! »

Guillaume II ne regrettait que le retard apporté à la remise de l'ultimatum par la prudence des hommes d'État autrichiens qui ne voulaient pas agir pendant le séjour du Président de la République française à Saint-Pétersbourg. On avait, suivant la tradition allemande, attendu les vacances pour faire éclater la guerre ; on choisissait, pour précipiter le dénouement, l'heure où il serait difficile aux puissances de l'Entente de se concerter.

C'est le 23 juillet que fut lancé l'ultimatum à la Serbie ; la réponse très satisfaisante fut donnée le 27, ce qui n'empêcha pas le ministre d'Autriche de quitter Belgrade, et son gouvernement de déclarer la guerre le 28. Pas un moment depuis le 23, il n'avait cessé de continuer ses préparatifs belliqueux, et s'il parut se raviser un instant le 31, on a des raisons de penser que c'était à la suggestion de l'Allemagne et pour essayer de faire retomber sur la Russie la responsabilité du déchaînement désormais inévitable des hostilités.

Les dates des télégrammes permettent d'établir que le Gouvernement autrichien retarda et même retint la nouvelle de l'acceptation presque intégrale de son ultimatum par les Serbes. Il craignait l'effet produit. Guillaume II ne pouvait pas s'empêcher de dire, malgré la part qu'il avait prise à toute la machination : « Là-dessus, moi, je n'aurais jamais ordonné la mobilisation. » Il ne se borne pas à le dire, il l'écrit, et les Allemands ne peuvent pas contester une assertion qui a été recueillie par l'un d'eux. Le 28 juillet, il recommande bien « *d'user d'une douce violence envers les Serbes pour donner une satisfaction d'honneur à une armée mobilisée pour la troisième fois* ».

Le gouvernement impérial allemand s'était gardé de publier, mais il a rédigé les documents par lesquels il s'engageait à ne pas s'associer aux tentatives de médiation de l'Angleterre.

En les publiant aujourd'hui, M. Bourgeois ne fait qu'établir la vérité. Il montre comment l'Autriche pouvait aller de l'avant — mais sans oublier les précautions d'usage — et en donnant des assurances de bonne volonté à Saint-Pétersbourg, à l'heure même où la nouvelle prématurée de la mobilisation allemande, publiée par un Extrablatt du *Lokal Anzeiger*, faisait au gouvernement russe une nécessité de la mobilisation générale.

Des analyses de ce genre permettent de grouper des faits et des preuves irréfutables dont aucun raisonnement ne peut diminuer l'effet.

Il existe d'autres preuves de la volonté préméditée de guerre de l'Empereur allemand : ce conseil de guerre du 1er janvier 1913 où l'on décida l'augmentation des effectifs, cette réunion de tous les ministres des finances allemands du 14 mars qui traite des moyens financiers, ce mémoire de Ludendorff, déjà publié au Livre Jaune, qui prétend habituer le peuple allemand à l'idée et aux avantages d'une guerre offensive, qui montre la nécessité d'un ultimatum à brève échéance suivi d'une action rapide pour « dompter l'ennemi », la coïncidence de ce mémoire et des informations de M. de Tchirsky ambassadeur d'Allemagne à Vienne qui annonce à un secrétaire du prince Lichnowsky l'imminence « de la guerre prochaine », les négociations conduites avec Enver Pacha dans l'été de 1914, l'accession restée longtemps secrète de Ferdinand de Bulgarie à la Triple Alliance, la présence à l'entrevue de Konopitch des deux grands amiraux von Tirpitz et Hans, pour préparer « des événements qui changeraient la face du monde », pour parler le pompeux et insidieux langage de la *Nouvelle Presse libre*.

Tout était prêt. On pouvait agir, et Guillaume II d'écrire dès qu'il apprend l'assassinat de l'archiduc : Oui, oui, les vrais coupables, ce sont le *Serbentum*, le *Slaventum*. Il faut en finir avec les Serbes, « *maintenant ou jamais* ».

On ne le lui fait pas dire. Il l'a écrit de sa main impériale en marge d'une dépêche de Tchirsky du 30 juin 1914 et d'une dépêche du ministre à Belgrade du même jour.

Qu'il était donc bien préparé à recevoir les envoyés et les suggestions de François-Joseph et à « se tenir fidèlement aux côtés de l'Autriche-Hongrie » ! Son départ pour la Norvège le 6 juillet, après la signature de l'accord de Potsdam qui est du 5, n'avait d'autre objet que de dissimuler ses intentions et de tromper la clairvoyance très éveillée des diplomates belges et français.

L'impérial touriste s'impatientait en Norvège, il trouvait la croisière longue et « enfantine », « regrettables » les retards prémédités de la diplomatie autrichienne. Il quittait le fyord de Sogne le jour même où le ministre autrichien quittait Belgrade ; il était à Berlin le 27 juillet.

Dès le 26, l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg avait déclaré à M. Sazonow que la mobilisation signifie la guerre. Ne serait-ce pas sur l'ordre de l'Empereur, de qui le chancelier fait tenir encore, en Russie même, un langage plus conciliant ? L'état-

major allemand est autorisé par l'Empereur à commencer le transport des troupes, et, de plus, François-Joseph se sent autorisé à déclarer la guerre aux Serbes.

Le gouvernement de Guillaume II expose aux gouvernements confédérés de quel intérêt vital il est pour l'Allemagne de soutenir l'Autriche-Hongrie. L'appel que Nicolas II fait le 28 juillet à ses sentiments pacifiques l'oblige à continuer de négocier pendant quatre jours ou à en avoir l'air. Dès le lendemain Guillaume II décidait, sans la proclamer encore, la mobilisation générale des armées allemandes.

Les appels répétés du Tsar rendaient la déclaration de guerre difficile : le prétexte cherché fut fourni par la publication du *Lokal Anzeiger*, le 30 juillet. Elle fut démentie. Mais le Tsar avait été contraint, par la lenteur des transports sur les chemins de fer russes, d'ordonner la mobilisation générale ; l'heure des dernières résolutions approchait. Le chef d'état-major général de Moltke l'annonçait au plus intime de ses confidents ; il arrachait au téléphone au général Hell, commandant le XXe corps allemand, sur la frontière russe, l'affirmation que la Russie mobilisait. Le général prussien donnait des impressions, des assurances même, il ne pouvait pas procurer à son chef le texte de l'affiche rouge, ordre de la mobilisation russe.

Pour rejeter la responsabilité de la déclaration de guerre sur Nicolas II, le gouvernement impérial allemand a interverti, dans le Livre Blanc, l'ordre des derniers télégrammes échangés par les deux Empereurs. M. Bourgeois le rétablit. Il établit aussi que Berlin n'a fait aucune démarche à Vienne pour recommander l'acceptation des propositions anglaises, alors qu'au témoignage du prince Lichnowsky « il n'aurait fallu qu'un signe de Berlin pour décider le comte Berchtold à se contenter d'un succès diplomatique ».

On voulait la guerre. M. Bourgeois rappelle que le 17 octobre 1914, le publiciste Harden écrivait : « Nous faisons la guerre avec la conviction profonde que l'Allemagne, en raison de sa production, doit réclamer et obtenir un plus large espace sur la terre, des moyens d'action plus étendus. »

Harden appartient à cette variété d'Allemands qui croient que la vérité est toujours bonne à dire. Lorsqu'on a commencé de connaître les documents, il a écrit dans la *Zukunft* du

19 avril 1919 : « Le coupable est celui qui s'est refusé à la médiation et à l'arbitrage. »

C'est ce que M. Bourgeois a démontré à l'aide des documents, et le plus souvent à l'aide des documents qui émanent des ministres ou des agents de l'Allemagne.

C'est aussi la méthode qu'il a suivie en étudiant les rapports de la Triple Alliance et de la Triple Entente de 1904 à 1914; il l'applique à l'étude des affaires marocaines et des complications survenues dans les Balkans qui précèdent de si peu, expliquent et préparent les événements de 1914.

***

Le titre même de l'ouvrage, l'ordre suivi par les auteurs, les raisons qui le leur ont imposé retiennent longtemps le lecteur sur la première partie du sujet.

Il ne faudrait pas croire que la seconde partie de l'ouvrage, l'étude de M. Pagès sur l'hégémonie allemande de 1871 à 1904, soit d'une lecture moins attachante, d'un intérêt moins soutenu, d'une documentation moins riche ou ait été conduite avec une méthode moins rigoureuse et moins sûre.

Il a au contraire renouvelé et complété nos connaissances sur des questions qui ont été la grande préoccupation de la France, et sa vie même pendant les quarante ans qui ont suivi les préliminaires de Versailles et le traité de Francfort.

Dans l'attitude de l'Allemagne victorieuse à l'égard de la France vaincue, M. Pagès retrouve tout de suite et met en lumière le ton, les procédés, la volonté d'agression de 1914.

C'est dès le début un langage menaçant que les contemporains se rappellent assez, pour que l'auteur n'ait pas besoin d'y insister, ce sont les provocations adressées par Bismarck à Gontaut-Biron, les tentatives d'intimidation qui aboutissent à ce qu'on a appelé la crise de 1875 et à l'intervention de la Russie.

Ce que M. Pagès fait très bien ressortir, c'est qu'au fond à ce moment M. de Bismarck sous-estimait la France. L'événement lui prouva même qu'il l'avait sous-estimée à l'excès ; c'est l'Orient, ce sont les Balkans qui le préoccupent, et, comme il ne lui en coûte pas de changer d'associés à l'intérieur de l'Empire, il ne lui en coûte pas davantage de modifier sa politique étrangère.

Des dépêches inédites de Saint-Vallier — un grand diplomate — nous montrent notre ennemi pacifique, prévenant; n'allait-il pas jusqu'à offrir à Waddington la présidence du futur Congrès? Le Français avisé n'a que trop de raisons pour la refuser.

Il n'en est pas moins vrai que de 1878 à 1884 la France est obligée de se défendre contre les avances de Bismarck. Elle s'en défend avec Waddington, avec Freycinet, avec Challemel-Lacour, avec Jules Ferry. « Pacifier le présent, réserver l'avenir », tel est le programme de M. de Courcel, qui a succédé à Berlin à Saint-Vallier, comme il est celui du Quai d'Orsay.

Bismarck comprenait très bien les raisons de cette réserve, qui contribuèrent sans doute à lui faire signer, en 1879, avec l'Autriche, un traité d'alliance qui devint la Triplice en 1882, tandis qu'il se munissait, en 1881, d'un accord austro-russo-allemand. Autant d'assurances, de contre-assurances, de garanties d'un *statu quo* qui était pour l'Allemagne si avantageux et si glorieux. Le chancelier aurait voulu davantage, et il espéra que nos démêlés avec l'Angleterre à propos de l'Égypte nous rapprocheraient de l'Allemagne. Faire de la France une seconde Autriche, quel rêve! Il échoue naturellement, et dès lors, les complications coloniales, les craintes d'un changement de règne que fait prévoir l'âge du vieil Empereur aidant, M. de Bismarck revient à la manière forte. M. Pagès publie une dépêche de M. de Courcel du 28 mai 1885, qui projette une lumière crue sur le masque du Chancelier et nous montre en lui le comédien redoutable mieux encore que ne font les souvenirs ou les propos de table de Lothar Bucher. Ainsi se préparent les crises concomitantes de l'agitation boulangiste, les incidents de frontière provoqués, l'affaire des passeports. L'organisateur, le directeur, le mainteneur de la Triple Alliance se rapproche de l'Angleterre, et M. Pagès nous fait voir en Bismarck, avec preuves à l'appui, l'initiateur de la politique mondiale de l'Empire allemand. Guillaume II ne l'a pas inventée.

Cependant son règne arrive, le rideau tombe en 1888 sur le vieil Empereur et sur son fils qui descendent à trois mois de distance aux caveaux de Potsdam, sur le chancelier qu'un caprice de son nouveau maître fait disparaître de la scène.

Guillaume II se déclare pacifique, mais « ne connaît pas, pour y mourir, d'endroit plus honorable qu'au milieu de ses ennemis ». C'est en 1891, il est vrai, qu'il parle de mourir et il ne cherchait

alors qu'à gagner une bataille politique, le vote d'une loi militaire qu'un Reichstag lui refusait mais qu'un autre Reichstag lui accordait en 1893, après une dissolution, à seize voix de majorité. Dans l'intervalle, les marins français étaient allés à Cronstadt, les marins russes étaient venus à Toulon et à Paris.

Guillaume II orientait le nouveau cours, comme il disait, vers la mer et vers les colonies, il essayait de brouiller la France et l'Angleterre, il attisait leurs rivalités en Afrique ; il détournait les ambitions russes de l'Orient Balkanique vers l'Extrême-Orient, il y établissait l'Allemagne ; il obligeait la France à faire participer son escadre aux fêtes de Kiel, mais il imposait aux vaisseaux français le voisinage d'un cuirassé allemand qui par hasard s'appelait le *Wœrth*. Il affectait d'encourager le président Krüger contre les Anglais, mais il encourageait les Anglais à soutenir les Italiens vaincus à Adoua. Il a la main ou le pied partout. S'il ne peut empêcher le tsar Nicolas II de faire à Paris, en 1896, une visite que le Président Félix Faure rendit en 1897, il affecte de conserver des relations personnelles avec Nicolas II, il espère détacher la Russie de la France, mais il s'en défend et ses ministres autorisent l'ambassadeur de France à déclarer qu'ils sont satisfaits de ce qui s'est passé à bord du *Pothuau*. Il a d'autres visées qu'une guerre immédiate avec la France ou avec la Russie.

En 1897 il appelle aux Affaires étrangères le prince de Bulow qui, trois ans plus tard, remplacera Hohenlohe à la chancellerie, von Tirpitz à la marine et il fait occuper Kiaou-Tchéou. Il visitait les cours d'Europe. L'an d'après il partait pour Jérusalem, et les discussions entre la France et l'Angleterre à propos de Fachoda lui paraissaient être l'occasion d'un rapprochement plus intime entre l'Allemagne et la Russie, qui détendrait par voie de conséquence l'amitié franco-russe.

En 1899 et en 1900, il cherche à maintenir son hégémonie par un jeu d'avances et de demi menaces alternées qu'il adresse tantôt à la France, tantôt à l'Angleterre ; il flirte avec la Russie et l'année 1900 lui apporte des satisfactions en Asie-Mineure, avec le projet du chemin de fer de Bagdad, le contrôle d'une partie du Pacifique avec l'acquisition des Carolines et des Mariannes, l'orgueil de montrer aux Chinois un maréchal allemand à la tête d'un corps expéditionnaire international ; l'Empire et l'Empereur jouent un rôle « mondial ».

Mais le fruit cache un ver rongeur. L'Italie s'est rapprochée de la France, M. Delcassé a réconcilié la France et l'Angleterre en 1901. Guillaume II accepte d'abord la situation, et M. de Bulow fait des avances marquées à M. Bihourd, qui a remplacé M. de Noailles à l'ambassade de France à Berlin. Le chancelier croyait qu'on « peut être en bien des choses d'un avis différent et se rencontrer sur certains points ».

Son maître lui ordonna bientôt de changer d'avis, quand l'entente devint plus étroite entre la France et l'Angleterre à partir de 1904.

Dès lors l'Allemagne se sentit menacée d'isolement et d'encerclement. Du moment qu'elle ne pouvait plus menacer ou insulter la France comme avait fait Bismarck dans les années qui ont suivi 1871 ou au temps des incidents de frontières, la France, à ses yeux, était agressive. C'est un point de vue, mais ce n'est pas autre chose, et ce ne sont pas des points de vue ni des impressions que MM. Bourgeois et Pagès ont groupés dans les « Origines et les Responsabilités de la grande guerre » ; ils ont rapproché des documents précis, des faits exacts, la lumière jaillit d'elle-même. A moins de fermer volontairement les yeux, il est difficile, après avoir lu, d'attribuer à la France ou à la Russie les événements de juillet 1914, il est difficile aussi de ne pas comprendre que depuis 1871 l'Allemagne n'a jamais fait bon visage à la France que pour essayer de lui faire signer une seconde fois le traité de Francfort ou pour l'attacher à sa fortune en lui imposant une sorte de vasselage.

***

Ces notes seraient incomplètes si l'on ne signalait pas encore, en terminant, l'importance des dépêches diplomatiques allemandes qui terminent le volume. Les annotations marginales de Guillaume II en doublent encore le prix. Celles que l'on a rappelées plus haut montrent son impatience dans les premières semaines de juillet, avant la remise de l'ultimatum autrichien à Belgrade. Comme les retards lui pèsent ! Dommage ! Dommage ! écrit-il chaque fois qu'on les lui annonce et qu'on essaie de les justifier. Il supporte peu la contradiction et ne fait aucun effort pour comprendre l'interlocuteur. Sazonow, le ministre des Affaires étrangères de Nicolas II, a plaidé la cause des Serbes auprès de

l'ambassadeur allemand Pourtalès. On ne peut pas *rendre un pays responsable de la faute de quelques-uns.* C'EST BIEN RUSSE ! ! L'ambassadeur à Londres télégraphie que, d'après sir Edward Grey, il serait impossible, *sur la base d'assertions légères*, de faire des représentations à Belgrade. QU'Y A-T-IL DE LÉGER ? COMMENT GREY PEUT-IL SE SERVIR DE CE LANGAGE ENVERS UN VIEILLARD VÉNÉRABLE ? Et encore. IL FAUT FAIRE VOIR A GREY QUE JE N'ENTENDS PAS RAILLERIE. IL COMMET LA FAUTE DE METTRE LA SERBIE AU MÊME RANG QUE L'AUTRICHE ET LES GRANDES PUISSANCES. CELA EST INOUÏ ! LA SERBIE EST UNE BANDE DE BRIGANDS QUI DOIVENT ÊTRE ARRÊTÉS POUR CRIME !

L'Empereur n'aime pas la Serbie. Il n'aime pas mieux la France depuis qu'elle a refusé de se laisser prendre à ses avances. Pourtalès a télégraphié le 25 juillet, après une conversation avec Sazonow : Mon appel au principe ne fit que peu d'impression sur le ministre. *La Russie sait ce qu'elle doit au principe monarchique.* ELLE NE LE SAIT PLUS DEPUIS QU'ELLE FRATERNISE AVEC LA RÉPUBLIQUE SOCIALE DE FRANCE.

Pourtalès a entendu les gardes russes saluer l'hôte impérial (le président Poincaré) des accents de la *Marseillaise.* VOILA LE RÉSULTAT D'UNE ALLIANCE D'UNE MONARCHIE ABSOLUE AVEC LA RÉPUBLIQUE ABSOLUMENT SOCIALISTE DES SANS-CULOTTES.

Le prince Lichnowsky a télégraphié de Londres le 29 juillet que la Russie a prié l'Angleterre de reprendre sa médiation. ME VOILA AINSI MIS DE CÔTÉ, s'écrie l'Empereur dont la vanité s'exaspère. Il est dur pour les Anglais.

L'ANGLETERRE SE DÉCOUVRE AU MOMENT OU IL APPARAÎT QUE NOUS SOMMES CERNÉS DANS LA CHASSE ET POUR AINSI DIRE LIQUIDÉS. LA SALE CANAILLE DE BOUTIQUIERS A CHERCHÉ A NOUS TROMPER PAR DÎNERS ET DISCOURS.

Quelquefois la vérité perce sous la colère. ÉDOUARD VII, APRÈS SA MORT, RESTE PLUS FORT QUE MOI QUI SUIS VIVANT. (Commentaire d'une dépêche de Pourtalès du 30 juillet 1914.)

Mais la logique n'est pas le trait dominant de l'impérial annotateur : « TOUTE LA GUERRE A ÉTÉ, DE TOUTE ÉVIDENCE, DÉCIDÉE ENTRE ANGLETERRE, FRANCE ET RUSSIE POUR L'ANNIHILATION DE L'ALLEMAGNE, DANS LES CONVERSATIONS RÉCENTES AVEC POINCARÉ A PARIS ET PÉTERSBOURG. Guillaume II était-il sujet à des crises d'amnésie ? La lecture de l'ouvrage de MM. Bourgeois et Pagès lui rappellerait ses contradictions.

C'est la correspondance d'Italie qui lui valait ses plus beaux accès de colère. Le jour (1er août) où M. de Flotow annonce que M. de San-Giuliano invoque des *raisons intérieures et extérieures pour se prononcer contre la participation à la guerre*, il écrit en marge avec rage : FRIPON ! LE ROI NE M'A PAS ENCORE RÉPONDU.

Victor-Emmanuel télégraphie le 3 août que *le « casus fœderis » prévu par le Traité de la Triple Alliance ne se vérifie pas actuellement*. MENTEUR ! réplique Guillaume II. Le Roi ajoute que *son gouvernement déploiera toute son activité diplomatique pour soutenir les intérêts légitimes de ses alliés*. SCÉLÉRAT ! s'exclame l'allié. Il termine en exprimant *ses vœux les plus cordiaux*. IMPUDENCE ! griffonne Guillaume II.

A coup sûr, les textes cités par MM. Bourgeois et Pagès ne suffiraient pas à qui voudrait écrire l'histoire de Guillaume II. Mais il serait impossible, sans les étudier de près, de reconstituer la psychologie du petit-fils de Guillaume le Victorieux, du fils de Frédéric le Noble. Il s'est peint lui-même, sans y penser ; l'observateur voit ici le personnage sans uniforme, sans masque, tel qu'il était, non pas tel qu'il voulait paraître.

HENRY SALOMON.

UN

CRITIQUE DE L'ÉTAT-MAJOR ALLEMAND

MATTHIAS ERZBERGER

D'APRÈS SES MÉMOIRES

Ludendorff nous assure dans ses *Souvenirs* que ce sont les civils qui ont perdu la guerre. Grâce à l'ineptie et à la faiblesse du gouvernement et des parlementaires, l'arrière n'a pas su tenir jusqu'au bout comme il le fallait ; le défaitisme et les mauvais sentiments de l'arrière ont contaminé le front, et la ruine de l'Allemagne en a été la conséquence.

Les *Souvenirs de guerre* d'Erzberger[1] sont sur ce point une réponse directe aux *Souvenirs de guerre* de Ludendorff. Pour Erzberger, le mal est venu justement de ce que l'Allemagne n'avait pas un régime parlementaire, mais était gouvernée par des gens « qui n'ont aucune notion de la psychologie des peuples » et qui sont « habitués à regarder le monde à travers le tube d'un canon », c'est-à-dire par Ludendorff et ses pareils. « Ludendorff était devenu et devait rester jusqu'à la débâcle le souverain absolu de l'Allemagne. » C'est lui qui prenait ou faisait prendre toutes les décisions politiques essentielles ; les commissions du Reichstag elles-mêmes étaient surveillées par ses affidés, tel ce Stresemann, leader des nationaux-libéraux, qui ne venait aux réunions que pour rendre compte à l'État-Major des conversations et des opinions confidentielles[2]. Les chanceliers tremblaient devant Ludendorff ; quant à l'Empereur, il apparaît dans les pages d'Erzberger

1. *Souvenirs de guerre de M. Erzberger, ancien ministre des finances d'Allemagne*, Paris, Payot, 1921, XIV-437 pp. in-8.

C'est ce même Stresemann dont certains milieux politiques anglais ont semblé patronner l'année dernière la candidature au poste de chancelier.

comme un personnage niais et falot que les événements avaient relégué tout à fait au second plan. La responsabilité de l'État-Major est donc entière. Tout ce qu'on peut dire en sa faveur est que l'État-Major de la Marine partage dans une certaine mesure cette responsabilité : « Tous les marins étaient aveugles ! »

Erzberger lui-même avait commencé par être aveugle comme tout le monde. Il laisse entendre, sans y insister, qu'avant la bataille de la Marne, il avait « exposé les buts de guerre allemands dans une lettre confidentielle adressée au chancelier ». En quoi consistaient ces buts de guerre ? Il se garde bien de nous l'apprendre, sans doute parce qu'ils n'étaient pas strictement conformes au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et aux autres principes de morale internationale dont il devint le champion lorsque la défaite de l'Allemagne lui parut inévitable. Il se borne à dire qu'il y « renonça bientôt, parce qu'ils étaient basés sur une erreur notable touchant la situation militaire et politique générale ». La question de savoir s'ils étaient justes ou non ne paraît pas s'être présentée à son esprit.

Quoi qu'il en soit, ses yeux se dessillèrent de bonne heure. Non pas peut-être au lendemain de la bataille de la Marne et à la suite des confidences du général de Moltke, comme il voudrait nous le faire croire : l'homme qui parlait encore, le 21 octobre 1914, d'anéantir la ville de Londres et déclarait que « faire preuve de faiblesse et de sentimentalité pendant la guerre serait faire preuve d'une stupidité impardonnable », n'était pas mûr pour préconiser une « paix d'entente » et une « réconciliation durable entre les peuples ». Il lui fallut un certain temps pour se rendre compte de ce qu'il appelle « la situation militaire et politique générale ». A cet égard, l'activité qu'il déploya dans le service de la propagande, ses missions en Italie, en Bulgarie, à Constantinople, ses voyages en Suisse, ses relations toutes naturelles, en qualité de leader du Centre catholique, avec la Cour pontificale, et ses accointances, beaucoup plus obscures, avec le monde de la franc-maçonnerie, contribuèrent évidemment à lui faire comprendre l'état d'isolement non seulement physique, mais aussi moral, où se trouvait l'Allemagne et l'impossibilité de la victoire finale. Peu à peu, tandis qu'autour de lui on continuait à crier : « Pas de paix boiteuse ! » il se convainquit que le seul moyen d'éviter une catastrophe était de conclure au plus vite une « paix de conciliation ». En 1917, au

moment où l'Autriche s'avouait à bout de souffle et où l'Entente aurait pu, avec un peu d'adresse, la détacher de la Quadruple Alliance et terminer la guerre, il n'hésita plus. Il fit voter par le Reichstag la fameuse résolution de paix et devint officiellement le chef du parti de la paix. C'est en cette qualité sans doute que ses collègues le choisirent plus tard pour négocier l'armistice.

Ses mobiles, tels que nous pouvons les apercevoir à travers la trame un peu confuse de son livre, n'étaient pas d'ordre très élevé. Ce serait une grave erreur que de voir en lui un idéaliste, comme l'auteur de *J'accuse*, ou un esprit critique et soucieux de vérité, comme Kautsky. Erzberger est un avocat, honnête à sa manière, mais un avocat.

Dans ses *Souvenirs*, comme dans ceux de Ludendorff auxquels ils répondent, pas une ligne n'est consacrée aux origines et aux responsabilités de la guerre. Il est hors de doute qu'Erzberger a dû connaître sur ce point des choses fort intéressantes ; il les a gardées pour lui ; suivant le mot célèbre, « la question ne sera pas posée ». Mais il y a plus : à mesure qu'on avance dans la lecture de ses mémoires, on constate avec un étonnement croissant que, s'il en veut mortellement à l'État-Major et aux gouvernements qui ont servi l'État-Major, ce n'est pas tant parce qu'ils ont provoqué le massacre le plus effroyable qu'ait jamais vu l'humanité, parce que leurs plans de conquête ont été injustes et leurs méthodes criminelles, mais parce qu'ils se sont conduits dans toute cette affaire avec une insigne maladresse et une incomparable stupidité. Cet état d'esprit, qui n'est sans doute pas rare en Allemagne dans les milieux civils, vaut la peine qu'on s'y arrête.

Prenons la Belgique, M. Maurice Muret nous dit, dans la préface qu'il a mise en tête du volume, qu'Erzberger avoue que l'Allemagne a commis une infamie en violant la neutralité belge. En réalité, le texte d'Erzberger est loin d'être aussi explicite, et c'est en vain qu'on y chercherait le mot d' « infamie » ou quelque expression du même genre. L'invasion de la Belgique a été une grave faute, — œuvre des militaires, naturellement ; ils ont abusé le peuple allemand ; des députés parlèrent, « en petit comité », de protester ; on les fit taire en leur affirmant que les Français étaient entrés les premiers en Belgique. Le résultat fut déplorable : « Je ne compris tout le dommage politique que nous causa l'invasion de la Belgique que lors de mes fréquents séjours à l'étranger neutre ; la

question belge se trouvait toujours au premier plan des conversations ». Plus tard, Erzberger s'opposa vigoureusement aux déportations qui devaient produire « un effet désastreux dans l'univers entier » il pensait qu'il valait mieux instituer le travail forcé en Belgique même). Mais les militaires ne l'écoutèrent pas, et « tout ce que l'administration allemande a fait de bien... les nombreuses institutions sociales nouvelles, l'application de la législation allemande au profit des travailleurs, si supérieure à la législation belge, l'application des assurances ouvrières : les déportations firent oublier tout cela en arrachant de pauvres gens à leur famille ». Une autre sottise des militaires fut la persécution dirigée contre le cardinal Mercier qu'il fut question, à un moment donné, d'interner. La dernière faute, enfin, de l'État-Major et du gouvernement allemand consista à refuser, pendant toute la dernière période de la guerre, de s'expliquer clairement sur le sort qu'ils réservaient à la Belgique, tandis qu'une déclaration nette, repoussant toute idée d'annexions, aurait pu amener une détente et la paix générale ; « l'Allemagne n'ouvrit la bouche sur la Belgique qu'au moment où elle n'avait plus rien à dire ». Quelques mots encore pour réfuter l'inepte légende des ecclésiastiques francs-tireurs (des autres, il n'est pas question, ni des fusillades de Dinant, ni du sac de Louvain) ; quelques phrases onctueuses sur « la douloureuse école » que subit la Belgique pendant les quatre années d'occupation, et sur les misères qu'il s'efforça de soulager ; et c'est tout ce qu'Erzberger trouve à dire. Ce n'est pas beaucoup, et tout le monde pensera que l'État-Major n'est pas le seul coupable. Après tout, il y avait tout de même un Parlement et une opinion publique en Allemagne.

Erzberger a consacré un autre chapitre à l'Alsace-Lorraine. Ce chapitre commence par une phrase qui montre à quel point les idées d'un honnête parlementaire allemand diffèrent de celles qui ont cours en dehors de l'Allemagne. « La paix de Francfort, en 1871, dit Erzberger, rendit à la mère-patrie l'Alsace-Lorraine avec sa population qui comptait plus de 82 p. 100 d'Allemands. » Il y avait bien, du côté de Metz, quelques Français que l'État-Major (déjà !) s'obstina, malgré Bismarck, à faire entrer dans le Reichsland ; mais quoique les Alsaciens-Lorrains eussent manifesté peu d'enthousiasme en rentrant dans le sein de la mère-patrie, il aurait été possible de les apprivoiser peu à peu. Malheureusement, les

gouvernements anti-parlementaires de l'Allemagne, et les militaires, firent tout le contraire de ce qu'il fallait pour cela. En 47 ans, on ne trouva pas le moyen de donner à l'Alsace-Lorraine un statut normal dans l'Empire, et ce n'est qu'à la veille de la débâcle que l'on se décida à confier l'administration du pays à un Alsacien. Pendant la guerre, la Prusse et la Bavière se disputèrent le Reichsland que l'on songeait à partager, mais que chacune d'elles aurait voulu tout entier ; le Wurtemberg, la Saxe, le pays de Bade intervinrent pour empêcher les autres de s'agrandir. « Cet os ne sera la proie de personne » s'écriait à Metz le roi de Wurtemberg. Les militaires et les pangermanistes faisaient campagne en faveur de l'annexion par la Prusse et combattaient les projets d'autonomie. Finalement, on ne fit rien du tout, bien qu'Erzberger eût fait remarquer que, si on laissait l'Alsace-Lorraine dans cet état d' « inachèvement politique », les adversaires de l'Allemagne en profiteraient, au moment de la conclusion de la paix, pour demander un plébiscite, — sur le résultat duquel il n'était évidemment pas très rassuré. Quant au régime militaire auquel on soumit l'Alsace-Lorraine pendant la guerre, il dépassa les limites de l'absurde ; on mit en prison des ecclésiastiques qui recueillaient des fonds pour la souscription Ludendorff, et des officiers ordonnèrent publiquement à leurs troupes de ne rien accepter des Alsaciens, de peur d'être empoisonnés. Toutes ces maladresses expliquent, suivant Erzberger, qu'une population qui avait, au fond, « des sentiments allemands », qui « voulait rester allemande », et qui « avait vécu quarante sept ans dans la maison maternelle » ait pu « en déménager un beau jour sans tambour ni trompette ». Il ne paraît pas soupçonner qu'il y avait encore autre chose, et que le traité de Francfort ne reposait pas précisément sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Cette curieuse déviation du sens moral se retrouve dans tout ce que dit Erzberger sur la politique allemande dans l'Est. Le chapitre consacré à la Lithuanie est, à cet égard, tout à fait caractéristique. Les Lithuaniens avaient, dit-il, accueilli les Allemands en libérateurs, mais l'État-Major fit des siennes en Lithuanie comme ailleurs. Les militaires et la Cour se mirent dans la tête d'imposer l'Empereur comme grand-duc de Lithuanie ; ils firent circuler des pétitions dans ce sens qui causèrent une grande perturbation dans le pays. C'est à grand peine qu'Erzberger parvint à faire reconnaître

par le gouvernement allemand « l'indépendance de la Lithuanie conformément aux principes reconnus par la Russie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le bon apôtre ! Se douterait-on que cette « indépendance » avait pour objet de lui permettre de faire passer son propre candidat, le duc Guillaume d'Urach, de la maison de Wurtemberg ? Mais les militaires et le gouvernement lui firent toutes sortes de tracasseries ; le duc ne put être élu que le 11 juillet 1918 ; l'Allemagne ne se hâta pas de le reconnaître, la débâcle se produisit, et il fut impossible de mettre les Alliés en présence du fait accompli. C'est ainsi que les militaires et leurs acolytes ont perdu l'Allemagne.

C'est également pour des raisons de pur opportunisme qu'Erzberger condamne la guerre sous-marine sans restriction. Il avoue qu'au début on le persuada lui-même, par des phrases sonores, « que la guerre sous-marine sans restriction était le moyen de terminer rapidement et victorieusement la guerre ». Il n'avait donc pas d'objection de principe, mais son intelligence extrêmement lucide lui montra de bonne heure que ce n'était ni en six semaines, comme le lui avait dit Tirpitz, ni en six mois, ni même en beaucoup plus de temps qu'on parviendrait à abattre l'Angleterre. Il réunit des renseignements, fit des calculs, qu'il donne tout au long dans son livre, et arriva à la conclusion que la guerre sous-marine pourrait durer pendant des années sans aboutir à autre chose qu'à exaspérer l'Angleterre et, par surcroît, à provoquer l'hostilité des États-Unis. Il combattit donc énergiquement la guerre sous-marine et les « marins aveugles ». Mais sait-on ce qu'il leur reproche ? Ce n'est pas d'avoir torpillé sans avertissement des paquebots inoffensifs et des bâteaux-hôpitaux ; c'est de ne pas avoir construit assez de sous-marins. L'Allemagne n'en avait pas 50 au début de la guerre ; elle n'en a jamais eu beaucoup plus de 150 ; c'était insuffisant. « L'administration allemande de la marine a commis une fatale erreur en négligeant la construction des sous-marins » avant la guerre, et, pendant la guerre, « si Tirpitz avait construit plus de bateaux et fait moins de politique, l'Allemagne s'en serait mieux trouvée ».

Il serait facile de prolonger cette étude et de montrer, par exemple, que la résolution de paix du 19 juillet 1917 et le programme d'une Ligue des Nations rédigé par Erzberger le 30 septembre 1918 ne correspondent nullement chez leur auteur à un sentiment pro-

fond de la justice dans les relations internationales. Ce sont des expédients, des artifices de procédure, d'ingénieuses trouvailles d'avocat. Il s'agit avant tout de sauver l'Allemagne, que des militaires inintelligents et qui ne voient pas le danger sont en train de perdre. Nul doute que, si l'Allemagne eût marché de victoire en victoire, Erzberger n'eût été capable de présider la conférence de la paix tout aussi bien que Ludendorff et de frapper du poing sur la table pour mettre fin aux divagations des partisans du droit des peuples, comme le fit à Brest-Litovsk le général Hoffman.

Voilà donc l'homme que ses amis ont représenté comme l'ange de la paix et ses ennemis — il en avait beaucoup — comme l'apôtre du défaitisme en Allemagne. Ses Mémoires, dans lesquels il a résumé d'une façon si intéressante ses expériences variées pendant la guerre, montrent qu'il n'était ni l'un ni l'autre. Il était simplement beaucoup plus intelligent et beaucoup mieux informé que la plupart des militaires et des hommes d'État de son pays, et c'est ce qui l'a conduit très vite à des conclusions opposées aux leurs. Mais on chercherait en vain chez lui un regret du passé ou un souci de construction idéale pour l'humanité de l'avenir. Ce n'est pas un rêveur, mais un bon Allemand, qui n'a jamais en réalité cessé de mettre l'Allemagne au-dessus de tout. Décidément, les pangermanistes ont eu grand tort de l'assassiner.

D. Pasquet.

LA GUERRE

VUE DU G. Q. G. AUSTRO-HONGROIS

L'historiographie de la guerre semble jusqu'ici moins abondante en Autriche-Hongrie que dans les autres pays d'Europe. Nous en sommes pour le moment réduits à l'histoire populaire et illustrée de Richard von Kralik [1] et aux publications de documents entreprises par le ministère des Affaires étrangères austro-hongrois, puis autrichien [2], ou par les savants chargés d'explorer les Archives Nationales de Vienne [3]. Les Mémoires du maréchal Conrad, dont un premier volume paru [4] n'embrasse que la période de 1906 à 1909, constitueront un témoignage capital, ardemment tendancieux comme tout ce qu'écrit le belliqueux chef d'État-major. Provisoirement, nous ne disposons que de deux volumes relatifs à l'histoire des opérations de guerre austro-hongroises : le livre de K.-F. Nowack, dont on annonce une traduction sous ce titre : *Vers la Catastrophe* Payot, 1922), et le livre du général von Cramon dont la traduction vient de paraître : *Quatre ans au*

1. Richard von Kralik : *Geschichte des Weltkrieges* (Œsterreichs Ehrenbücher), Vienne, 1915, gr. in-8° illustré. I, *Das Jahr 1914*, VIII-362 pp.

2. *Œsterreich-Ungarisches Rotbuch, Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges 1914*, Vienne, 1914 ; *Diplomatische Aktenstücke betreffend die Beziehungen Œsterreich-Ungarns zu Italien in der Zeit vom 20. Juli 1914 bis zum 23. Mai 1915*, Vienne, 1915 ; *Zur Vorgeschichte des Krieges mit Italien*, Vienne, 1915 (K. K. Ministerium des Aeussern) ; *Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges 1914. Ergänzungen und Nachträge zum Œsterreich-Ungarischen Rotbuch*, Vienne, 1919, 4 fasc. (Republik Œsterreich, Staatsamt für Aeusseres).

3. Prof. Dr. Alfred Pribram : *Die politischen Geheimverträge Œsterreich-Ungarns, 1879-1914*. Nach den Akten des Wiener Staatsarchivs, Vienne et Leipzig, 1920, I-328 pp. in-8°.

4. Feldmarschall Conrad : *Aus meiner Dienstzeit, 1906-1918*, Vienne, 1921 ; I, *1906 1909*, 676 pp. gr. in-8°.

G. Q. G. austro-hongrois pendant la guerre mondiale [1]. Le livre de Nowack, critiqué par Cramon sur plus d'un point, ne m'a pas été accessible et je n'en puis faire état.

Le général von Cramon a été, pendant treize ans, chef de la section autrichienne à l'État-major de Berlin ; en 1907, lors de la visite de Conrad à Berlin, Cramon lui fut attaché comme aide de camp. Sa connaissance des personnes et des problèmes d'Autriche est donc ancienne. Elle est influencée, comme de juste, par son patriotisme allemand qui juge avec sévérité les Magyars de Hongrie, avec un certain mépris les populations tchèques, slaves et roumaines d'Autriche. Cramon croit, même après la défaite, à l'avenir du germanisme et au rattachement inévitable de l'Autriche allemande à un Empire allemand fortement unifié. Le plus grave reproche qu'il puisse faire à l'Empereur Charles est d'avoir été fédéraliste, trop autrichien, *anational* et de n'avoir pas préféré ses sujets allemands à tous les autres.

Attaché allemand au G. Q. G. austro-hongrois depuis la fin de janvier 1915, agent de liaison entre les deux G. Q. G. et les deux monarques, Cramon a eu cette chance heureuse d'occuper un poste d'observateur exceptionnel à Teschen, puis à Baden, d'où bien souvent il est parti pour Pless, pour Charleville ou pour Spa, chargé de missions confidentielles pour les plus hauts chefs militaires allemands : Falkenhayn, Ludendorff, Hindenburg, Guillaume II. Or, ce rôle d'intermédiaire n'impliquait aucune responsabilité ; il n'a ainsi ni à se défendre, ni à attaquer personne. Sa déposition est celle d'un témoin sincère, lucide, assez dénué de passion personnelle, si l'on veut bien, une fois pour toutes, réserver les questions sacrées sur lesquelles il n'y a pas de discussion possible : en bon général allemand qui croit aveuglément à la parole de son empereur, Cramon est prêt à jurer « devant Dieu et devant les hommes » que l'Allemagne n'a pas voulu la guerre, qu'elle n'y est entrée que par loyauté, pour appuyer les justes exigences de l'Autriche envers la Serbie, et par nécessité, pour résister à une coalition hostile et machiavélique. L'Allemagne

1. Payot, 1922. La traduction, un peu trop germanique, est du capitaine Kœltz, breveté d'État-major. Je crains qu'il ne s'y soit glissé quelques contre-sens : p. 252, le « *nid de mensonges* dans lequel Clemenceau s'est empêtré » doit correspondre à l'allemand *Lügennetz* (réseau de mensonges) et non *Lügennest* ; p. 269, note, Conrad est accusé d'avoir eu « trop peu *d'orgueil* devant les trônes royaux » ; il faut entendre *trop peu de respect* (*Ehrfurcht*, non pas *Ehrgeiz*).

n'avait pas prévu de guerre offensive, elle avait « laissé passer bien des occasions favorables de faire une guerre préventive » ; tout au plus avait-elle songé à la défensive, et est-ce sa faute si la défensive exigeait qu'on foulât aux pieds la Belgique?

Existe-t-il un seul code au monde qui interdise le droit de légitime défense ? Si nous n'avions pas pris les devants, la France et l'Angleterre n'auraient pas davantage respecté la neutralité de la Belgique. Frapper étant la meilleure parade, nous avions prévu, pour le cas où la guerre nous serait imposée, l'invasion immédiate de la Belgique et du Luxembourg (p. 14).

Telle est l'argumentation des généraux allemands : elle n'a pas changé depuis 1914.

L'intérêt du livre de Cramon n'est d'ailleurs pas dans ces questions de doctrine et de responsabilités. La valeur en est faite des observations directes de l'auteur sur les relations et les conflits des deux États-majors et des deux souverains. Il a vu discuter et décider des diverses offensives. Il les a toutes vu s'arrêter à mi-succès, faute de troupes et de moyens matériels, faute d'accord surtout entre les divers commandements. Le premier point faible qu'il signale dans l'alliance, c'est la rivalité constante des deux États-majors, dont les visées militaires et politiques sont divergentes. Pour Falkenhayn, le souci du front occidental est dominant ; Conrad songe plutôt aux Balkans, et surtout à l'Italie contre laquelle il a une si vieille haine [1]. De là, entre lui et Falkenhayn, des frottements incessants, aggravés par leurs différences de caractère. Dans cette dualité du commandement, Cramon aperçoit la première cause de la défaite. Si la manœuvre de Gorlice-Tarnow (avril-juin 1915) a si brillamment réussi, c'est grâce à l'accord momentané et presque fortuit des deux chefs d'État-major. Immédiatement après (septembre-août 1915), l'offensive sur Loutsk-Kowno entreprise par les forces austro-hongroises seules échouait, au point de se terminer, comme trop souvent, par un appel désespéré au renfort allemand. Même erreur en octobre-novembre où

1. Il faut lire, dans les *Souvenirs* de Conrad, comment, dès 1906 et pendant toutes les années subséquentes, il a harcelé François-Joseph et Æhrenthal de lettres, de memoranda et de rapports pour les persuader de rompre l'alliance en déclarant à l'Italie une « guerre préventive », sans préjudice de celle qu'il aurait aussi fallu déclarer à la Serbie (*Aus meiner Dienstzeit*, I, pp. 28, 41, 63, 65, 72, 75, 82-86, 173-174, 272 et *passim*). *Heutzutage führt man keinen Praeventivkrieg*, finit par répondre un jour Æhrenthal (p. 169).

l'offensive victorieuse contre la Serbie n'est pas exploitée à fond, Falkenhayn résistant au plan de Conrad qui eût sans attendre poussé vers Salonique. Dans les derniers mois de 1915, le conflit devient aigu entre les deux généraux, Conrad insistant pour liquider d'un coup le front italien en obligeant l'Italie à une paix humiliante, Falkenhayn décidé dès lors à réserver pour le coup qu'il veut frapper en France les armées allemandes plus solides, plus patriotes, mieux armées et mieux instruites. Même l'offensive victorieuse qui se poursuit dans le Monténégro et l'Albanie, Falkenhayn veut l'enrayer en rappelant les meilleures troupes : c'est dès lors l'idée de Verdun qui l'obsède. Il faut la prise du Lovcen, de Cettigné et de Scutari (11-23 janvier 1916) pour amener une réconciliation temporaire. Force est alors d'accorder à Conrad son offensive italienne qui débute brillamment en avril 1916 par la prise d'Asiago, puis s'arrête, faute de troupes fraîches, parce que Verdun d'une part, l'offensive Broussilov de l'autre, absorbent tout le renfort disponible. La situation devenant critique sur le front russe, pour la première fois la position de Conrad est ébranlée ; la question du haut commandement unique sur le front russe, qu'on parle de confier à Mackensen ou à Hindenburg, donne lieu à de pénibles débats. Puis quand il s'agit de nommer un chef militaire unique de tous les fronts, qui ne saurait être que Guillaume II, Conrad offre sa démission à François-Joseph ; mais celui-ci la refuse, et prie qu'on sauvegarde ses droits de souverain, la dignité de la puissance militaire de la Monarchie et les pouvoirs du G. Q. G. austro-hongrois. Finalement on arrive, non pas à un commandement unique, mais à un conseil suprême, formé des deux monarques et des deux chefs d'État-major. Lorsque, en août 1916, la Roumanie entre en guerre, contre toutes les prévisions de Falkenhayn, c'est le signal de sa chute. Ainsi Conrad et Falkenhayn, par leur obstination à se chercher des succès personnels, ont compromis et la victoire et la solidité de l'alliance : « L'un passa par Asiago, l'autre par Verdun, et ils se rencontrèrent... à Loutsk ! » (p. 136).

Une deuxième faiblesse des Puissances centrales a été la fragilité intérieure de l'Autriche-Hongrie. Dès le début de 1915, des régiments tchèques et roumains ont fait défection dans les Carpathes. L'Allemagne ne s'est jamais rendu compte à quel point l'Autriche-Hongrie s'était fait haïr des nations limitrophes et de

ses propres sujets hétérogènes qui tous escomptaient son démembrement.

« La haine de l'univers entier contre tout ce qui est allemand est une légende que l'Entente a répandue sciemment parmi ses peuples et à l'étranger... L'Italie et la Roumanie n'ont pas été poussées à la guerre par la haine de tout ce qui était allemand; leur cœur et leur raison ont escompté froidement la faiblesse intérieure de la Monarchie danubienne. L'Autriche-Hongrie a amené Belgrade, Rome et Bucarest à se tourner contre nous » (p. 138). Aussi Cramon ne peut s'empêcher de trouver inconvenantes la perpétuelle suspicion où l'opinion austro-hongroise a tenu le commandement allemand pendant la guerre et l'ingratitude témoignée à l'armée allemande, si souvent appelée à l'aide et qui a dû tant de fois, à l'Est et au Sud, rétablir des situations compromises par l'armée alliée.

Dans ces conjonctures critiques, François-Joseph meurt le 21 novembre 1916. « Sa disparition, dit Cramon, fut, après la bataille de la Marne, l'événement le plus grave pour les Puissances centrales » (p. 151). Il représentait le plus ferme appui de l'Allemagne en guerre. Ses peuples qui ne l'aimaient guère conservaient pour lui un reste de respect. Le jeune archiduc Charles qui lui succédait n'avait ni son intelligence, ni son attachement aux idées allemandes. Son catholicisme sévère, son entourage à demi français ou italien le prédisposaient peu à goûter les vertus prussiennes. Dans les circonstances terribles où il prit le pouvoir — famine approchante, rébellion ouverte ou sourde des populations tchèques et roumaines, haine des Slaves pour les Magyars — il ne croyait plus à la victoire et ne désirait que la paix. Cramon juge avec la plus grande sévérité les mesures de défiance que Charles prit à l'égard de Conrad, relevé de ses fonctions en février 1917, l'imprudent décret d'amnistie accordé aux crimes politiques en pleine guerre, les adoucissements apportés, sur l'intervention de Zita, à la guerre aérienne sur le front italien, et surtout les tentatives de paix inaugurées dès le mois de décembre 1916, plusieurs fois répétées par la suite. Sur les négociations ultérieures (1917), le livre de Cramon complète heureusement le livre du prince Sixte de Parme [1]

1. Voir aussi August Demblin : *Czernin und die Sixtus-Affäre,* Munich, 1920. Le prince Sixte, au contraire de Cramon, reconnait à Charles « un esprit net et un caractère droit ».

et met au jour sans pitié la duplicité de cet empereur si pieux et de son ministre Czernin ; avec quel étonnement naïf ce général allemand constate qu'une parole d'empereur peut n'être pas véridique !

« Je ne pouvais admettre qu'un empereur, et surtout un empereur aussi pieux que l'empereur Charles, eût voulu nous tromper sciemment, mon auguste Chef suprême et moi-même. J'ai été élevé et j'ai blanchi dans cette idée qu'après la parole de Dieu, la parole de mon Empereur était la plus sacrée et j'ai été profondément ébranlé à l'idée que celui qui portait une des couronnes les plus respectables de l'Europe pouvait avoir porté une atteinte aussi grave à sa dignité » (p. 258).

Le caractère faible et agité de Charles IV semble avoir eu une répercussion immédiate sur son quartier général dont il s'est appliqué à éloigner toutes les personnalités indépendantes, en première ligne le maréchal Conrad dont la franchise le blessait. Grand travailleur et savant tacticien, très au courant des questions nationales intérieures à la Monarchie, il semble qu'il ait manqué à Conrad, pour réussir, d'un certain sens des réalités et du contact étroit avec les troupes et avec le terrain sur lequel devaient se déployer les plans toujours grandioses qu'il concevait. Tel est, du moins, le jugement de Cramon. Le Transylvain von Arz, qui succéda à Conrad, n'avait pour lui que quelques succès contre la Roumanie, son ignorance des questions politiques et l'extrême amabilité de son caractère.

Les opérations de guerre austro-hongroises ont été dès lors commandées par les difficultés intestines. Cramon s'indigne que l'empereur ait convoqué le Parlement, en avril 1917, pour la première fois depuis le début de la guerre, afin de subordonner à l'opinion des députés les questions de crédit. Assez naïvement, il regrette aussi que cette mesure « ait donné à l'étranger l'impression que l'Autriche était gouvernée en temps de guerre sans parlement » (p. 185).

La Révolution russe, la suprême offensive Kerenski, puis l'effondrement du front oriental en automne 1917 devaient apporter quelque soulagement à l'Autriche-Hongrie, épuisée au point de ne plus souhaiter qu'une paix blanche. Le grand succès de la percée de Tolmino (octobre 1917) s'arrêtait sur la Piave, faute de contingents frais. Il fallait au plus tôt régler la situation à l'Est, et

l'accord avec l'Allemagne était malaisé. A Brest-Litovsk, l'Autriche eût été satisfaite du *statu quo ante*, mais l'Allemagne tenait à ses conquêtes en Pologne et en Russie. L'indépendance de la Pologne, proclamée en novembre 1916 par l'Autriche, sous le coup de la nécessité, se heurtait au *veto* absolu des Allemands. La délégation des Empires centraux à Brest-Litovsk reproduisait l'antagonisme ancien des chefs militaires et compromettait les avantages communs. Il y a beaucoup à apprendre de ce chapitre du livre de Cramon qui, louant la douceur extrême des conditions dictées aux vaincus, reproche aux Austro-Allemands d'avoir manqué « de la dignité et de l'orgueil des vainqueurs ». Après une rupture d'armistice et une courte expédition allemande en Russie, puis une brève invasion en Ukraine, la Russie et la Roumanie ayant signé tout ce qu'on leur demandait, il n'y avait plus qu'à transporter sur d'autres fronts les troupes austro-hongroises pour la grande offensive de printemps. Mais l'Empire craquait de toutes parts : les Tchèques, les Slaves, les socialistes menaçaient de défections graves ; l'égoïsme magyar, toujours si dangereux, proclamait bien haut ses vues séparatistes ; le président von Seidler se montrait faible et incapable ; l'impératrice arrachait à son mari la promesse qu'on n'enverrait pas contre la France de troupes autrichiennes. Là-dessus éclatait, en avril 1918, le scandale Clemenceau-Czernin où, d'instinct, l'opinion du G. Q. G. lui-même fit confiance à Clemenceau plutôt qu'à l'empereur, dont la défense fut piteuse. Cramon a reçu très directement les confidences de Charles qui lui fit lire un soi-disant brouillon de sa lettre à Sixte, conforme au texte de Vienne, mais qui semblait bien avoir été rédigé après coup. C'est Cramon encore qui est allé à Avesnes porter à Guillaume II les excuses de Charles IV, puis qui est retourné à Baden chercher l'empereur pour le ramener à Spa. Dans l'intervalle, le *Manchester Guardian* avait lancé une deuxième lettre de Sixte ; l'entrevue des 11-13 mai fut un véritable Canossa, d'où sortit un traité d'alliance renforcée, mais de confiance diminuée.

La dernière offensive austro-hongroise sur la Piave, commencée sur ces entrefaites, souffrit des mêmes maux que toutes les autres : désaccord dans le commandement, trahison sur le front, rappel de troupes au secours de Hindenburg en France. Avec la deuxième bataille de la Marne se dessine le commencement de la fin. Charles presse Guillaume de demander la paix et se décide, le

14 septembre, à en prendre seul l'initiative, d'ailleurs repoussée par Lansing et Clemenceau. Cramon a vu, au mois d'octobre, l'affolement croissant à Vienne et à Baden, les réformes hâtives de la dernière heure, l'empereur rendant la liberté à ses peuples (1er octobre), Wilson exigeant (17 octobre) qu'on reconnaisse la Tchéco-Slovaquie et la Yougo-Slavie, la fuite du couple impérial en Hongrie, puis le retour de Charles à qui Karolyi impose son autorité. Il a vu, là mort dans l'âme, le Hongrois Andrassy prendre la tête du gouvernement austro-hongrois, un professeur pacifiste, Lammasch, présider le Conseil des ministres autrichiens, l'Autriche-Hongrie accepter les conditions de Wilson et trahir l'alliance. Il a entendu crier à Vienne : Vive la République d'Autriche allemande ! Sur le front italien, la débandade des troupes austro-hongroises commençait dès le 2 novembre et il fallait se hâter de publier dès le 3 le décret de cessation des hostilités. On a pu voir les restes du G. Q. G. de Baden, pris de panique, arriver à Vienne en tramway !

Cramon a appris à Vienne la nouvelle de l'abdication de Guillaume II, qu'il avait vu à Potsdam le 28 octobre. Il est demeuré en Autriche neuf mois encore après l'armistice, jusqu'à sa retraite, en juillet 1919. Les réflexions mélancoliques sur lesquelles il termine son livre n'excluent pas un espoir consolant : celui de voir l'Autriche allemande réunie un jour à l'Empire allemand pour de nouvelles destinées communes :

La fin terrible de la guerre a fait perdre beaucoup, infiniment, au peuple allemand. La majesté du vieil Empire n'est que ruine et poussière. Mais, en ces temps de déchéance suprême, il semblait cependant qu'un avantage fût réservé à notre malheureuse nation : l'Autriche allemande, ce pays si merveilleux dans la splendeur bénie de son été, si riche en fière tradition historique, ce morceau de terre allemande, se préparait à rejoindre la grande Allemagne. La haine de l'ennemi lui a barré le chemin jusqu'à présent, mais l'heure viendra quand même où son vœu se réalisera (p. 321).

Il n'est pas sûr que la petite république d'Autriche prenne le chemin indiqué par Cramon et que le maréchal Conrad n'eût conseillé que comme un pis-aller dans la détresse. Elle contribuerait mieux à assurer la paix européenne en se joignant à la Petite

Entente sur qui semble reposer l'espoir principal de la civilisation dans le Sud-Est de l'Europe. Mais il ne faut pas demander à un général allemand, même intelligent, d'avoir le sens des individualités nationales, ni de leur droit à subsister en dehors des vastes empires du passé, fondés par la conquête et maintenus par la force.

Ces réserves faites sur la valeur des jugements politiques de l'auteur ne nous empêcheront pas de reconnaître l'intérêt de son témoignage direct et vécu. Il esquisse pour la première fois l'histoire du commandement austro-hongrois pendant la guerre et des rapports difficiles de ce commandement avec les commandements alliés, allemand, turc et bulgare. Les croquis qui illustrent la manœuvre de Gorlice-Tarnow, la campagne de Serbie et celle de Roumanie (1916), la bataille de Loutsk (1916) et celle de Tolmino (1917) apportent des précisions intéressantes à l'histoire des opérations.

Geneviève Bianquis.

LES

DÉBUTS DE LA GUERRE ET DE LA RÉVOLUTION EN RUSSIE

D'APRÈS DES OUVRAGES RÉCENTS

Le nombre des ouvrages publiés sur la Russie dans toutes les langues de l'Europe depuis la Révolution de 1917 est si prodigieux que le bibliographe le plus intrépide hésiterait à les recenser. Il va sans dire que les trois quarts au moins de cette surabondante production n'ont d'intérêt que pour les statisticiens et ne justifient pas l'honneur d'un compte rendu. Mais cette élimination une fois faite, il reste encore une douzaine de témoignages qui méritent à des degrés divers de retenir l'attention. L'année 1921 a vu paraître trois ouvrages particulièrement importants qui s'imposent par la personnalité et le talent de leurs auteurs et qu'il est instructif de confronter : ce sont les *Mémoires* du comte Witte [1], *La Russie des tsars pendant la grande guerre* de M. Paléologue [2] et les *Mémoires de Russie* de M. Legras [3].

I

On sait l'importance du rôle joué par Serge Witte sous les règnes des tsars Alexandre III et Nicolas II. Aussi ses *Mémoires* seraient-ils une source historique de premier ordre s'ils étaient absolument sincères — malheureusement ce n'est d'un bout à l'autre qu'un

1. *Mémoires du comte Witte*, Plon-Nourrit, 1921, 389 pp. in-8.
2. M. Paléologue, *La Russie des Tsars pendant la grande guerre*, Plon-Nourrit, 1921, 372 pp. in-8.
3. Legras, *Mémoires de Russie*, Payot, 1921, 449 pp. in-8.

plaidoyer *pro domo* — et surtout si leur authenticité n'était pas sujette à caution. La publication dont on nous offre une traduction française est-elle la reproduction fidèle et intégrale du manuscrit que l'homme d'État avait prudemment mis à l'abri des perquisitions dans le coffre-fort d'une banque de Bayonne ? Des doutes ont été émis à ce sujet et il se peut que l'original ait été tronqué ou altéré.

Serge Witte était d'origine allemande : ce qui explique dans une large mesure certains traits de son caractère énergique, de son esprit précis, aussi différent que possible du tempérament slave et aussi ses prédilections politiques. Il était cousin de la célèbre théosophe Mme Blavatski dont il dépeint assez crûment la jeunesse aventureuse et les avatars peu édifiants ; devenue vieille et obèse, elle séduisait encore par ses yeux bleus magnétiques qui exerçaient la même attraction mystérieuse que les prunelles de Raspoutine. A la mort de son père, le jeune Witte se trouva ruiné et dut gagner sa vie en entrant dans l'administration des chemins de fer. De simple chef de gare il s'éleva par son seul mérite au poste de ministre des Voies de communication, puis de ministre des Finances

C'est à son habileté d'administrateur et de financier que la Russie doit la prospérité économique dont elle jouissait avant la désastreuse guerre russo-japonaise : il profita des emprunts en France et du produit du monopole de la vente de la vodka pour rétablir l'équilibre du budget, assainir la monnaie en introduisant l'étalon d'or, donner une vive impulsion aux grands travaux publics et notamment à la construction du Transsibérien.

Résolument hostile à un conflit armé avec le Japon qui risquait d'anéantir ou de compromettre ces résultats, il dut céder à l'influence toute puissante de la coterie militariste qui envisageait une guerre extérieure comme le meilleur moyen de mater ou d'étouffer en germe la Révolution intérieure. « Nous avons besoin, disaient les généraux, d'une petite guerre victorieuse pour arrêter la marée révolutionnaire. » On sait par quels désastres finit cette promenade militaire en Mandchourie.

C'est à Witte qui avait énergiquement déconseillé cette lamentable aventure que le tsar s'adressa pour la liquider au mieux des intérêts de la Russie. Nommé plénipotentiaire, il conduisit fort adroitement les pourparlers de paix avec le Japon, réussit à retour

ner en sa faveur l'opinion américaine et obtint par la paix de Portsmouth que le vainqueur renonçât à exiger toute indemnité de guerre.

A la suite de ce succès inespéré, Nicolas II se trouva moralement obligé de le récompenser en lui accordant le titre de comte. Mais Witte qui avait eu l'entière confiance d'Alexandre III sentait bien que le nouveau tsar ne l'aimait guère. Caractère essentiellement féminin, incapable de jouer franc jeu, cherchant toujours des moyens détournés et des voies souterraines, Nicolas II contrecarrait sans cesse sa politique par des notes secrètes. L'impératrice lui était encore plus hostile. Witte la peint comme une hystérique et une déséquilibrée. « Elle aurait été, dit-il dédaigneusement, assez convenable pour un petit prince allemand et elle fût restée inoffensive, même comme impératrice de Russie si, par une conjoncture lamentable, l'empereur n'eût manqué totalement de volonté. »

L'antipathie du couple impérial s'accentua après la Révolution de 1905. Nicolas II craignait que Witte, dont la popularité l'inquiétait et dont l'énergie lui faisait peur, ne le détrônât et ne devînt président de la République russe. Aussi s'arrangea-t-il de façon à l'écarter des affaires, et le vieil homme d'État passa les dernières années de sa vie dans une opposition bougonne et hargneuse. Il accable de son mépris ses successeurs aux Finances et aux Affaires Étrangères : Stolypine, Sazonov, Kokovtsov qu'il considère comme de médiocres épigones.

La guerre de 1914 le trouva aussi hostile que la guerre russo-japonaise de 1905. Il était intimement germanophile et son idéal était une alliance entre la Russie et l'Allemagne où il aurait voulu entraîner la France. Il estimait que la Russie n'avait rien à gagner à cette guerre, même victorieuse et il ne se cachait pas pour dire dès 1915 qu'il fallait « liquider au plus tôt cette stupide aventure ». Il escomptait sans doute un retour au pouvoir après les premiers désastres : mais la mort ne lui permit pas de recommencer ses prouesses de Portsmouth. Sa disparition fut un soulagement pour Nicolas II et pour les ambassadeurs de l'Entente qui le considéraient comme un redoutable foyer d'intrigues.

Ces Mémoires qui touchent à tant de questions intéressantes sont malheureusement desservis par une traduction hâtive et défectueuse. Il eût été loyal de la part du traducteur d'avouer qu'il

n'a pas travaillé sur l'original russe, mais que son livre est la traduction d'une traduction. A qui espère-t-il donner le change ? Sa supercherie se décèle à de multiples indices qui sautent aux yeux des lecteurs les moins attentifs : c'est ainsi que toutes les transcriptions de noms russes sont des transcriptions anglaises : Naryshkin, Sheremetiev, etc. Un Français écrirait Narychkine, Cheremetiev. Mais ce qui est vraiment un comble, c'est de parler à propos des affaires de Chine [1] « de l'impératrice Dowager » qui est tout simplement l'équivalent anglais de *douairière*. Cette fâcheuse inadvertance démontre d'une façon plaisante que le traducteur du comte Witte n'entend le russe que par le truchement de l'anglais.

Le pis est que sa connaissance de la langue française laisse beaucoup à désirer. Qu'on en juge par ces deux ou trois extraits. P. 179. Depuis que Philippe n'avait pas réussi à obtenir un diplôme en France, l'Académie médicale de Saint-Pétersbourg fut forcée de lui accorder le titre de docteur en médecine. — P. 199. Cela est aussi avéré que l'assertion à propos de l'Allemagne lorsqu'on dit qu'elle dut sa victoire sur la France en 1870 grâce à son système scolaire. — P. 222. La guerre a complètement sapé les systèmes vitaux du régime. — Nous pourrions multiplier ces exemples. On nous dira que les Mémoires de Witte ne sont pas un ouvrage littéraire et que le sens seul importe. Mais rien ne saurait excuser un pareil jargon.

II

Les Mémoires de M. Paléologue partent à peu près du point où s'arrêtent les Mémoires de Witte. Le premier volume, qui sera suivi prochainement d'un autre en cours de publication dans la *Revue des Deux-Mondes*, commence en juillet 1914, c'est-à-dire à la veille de la déclaration de guerre, pour s'achever en juin 1915 sur les sinistres prédictions du grand industriel Poutilov annonçant la Révolution inévitable.

Ambassadeur de France pendant cette période tragique, M Paléologue était admirablement placé pour observer des premières loges les réactions de la grande guerre sur l'empereur et la famille impériale, sur les milieux officiels, diplomatiques ou bureaucratiques.

1. P. 93.

L'inconvénient de ce poste élevé qui lui permettait non seulement d'assister, mais encore de participer aux événements, c'est que son champ d'observation était limité à Pétersbourg et à Tsarskoe-Selo, qu'à Pétersbourg même il était obligé de ne fréquenter au moins ouvertement que certains milieux pour ne pas froisser la susceptibilité ou éveiller les soupçons du gouvernement auprès duquel il était accrédité. Enfin il est possible que même après la chute du gouvernement tsariste et l'extermination de la famille impériale, il se juge moralement tenu de garder sur les personnages qu'il a coudoyés, sur les événements auxquels il a été mêlé une certaine réserve diplomatique à laquelle un observateur plus modeste ne se croirait pas astreint.

Quoi qu'il en soit, ce témoignage qui est toujours véridique, même quand il est réticent, présente un intérêt de premier ordre et tous les historiens de la Russie devront désormais en faire état. M. Paléologue raconte avec émotion la visite du Président de la République au tsar à la veille de la catastrophe, puis les efforts tentés par les diplomates alliés pour détourner la menace germanique. Mais déjà « la machine roulait » et rien ne pouvait l'arrêter. Après la mobilisation, l'enthousiasme patriotique du début, les grands espoirs viennent de grands désastres, la crise des munitions, l'antagonisme croissant entre un gouvernement incapable et un peuple qui aspire à rejeter ses entraves séculaires. L'auteur nous fait ainsi comprendre le sourd travail qui s'opère jour après jour dans cette masse amorphe et inerte et cette fermentation des esprits qui précède les grandes explosions révolutionnaires.

Si la suite des événement nous est connue par d'autres sources, M. Paléologue nous fait pénétrer plus avant dans l'intimité des protagonistes du drame qu'il a personnellement connus. Il nous trace des portraits pénétrants du tsar Nicolas II, nature faible, sans énergie et sans ressort, qui se croit poursuivi par la malchance parce qu'il ne sait pas mettre les chances de son côté, de sa femme et de sa belle-sœur, la grande-duchesse Elisabeth, qu'un même penchant au mysticisme jette l'une dans un cloître, l'autre aux pieds du thaumaturge érotomane Raspoutine.

Tout en conservant à son récit l'allure un peu décousue mais vivante d'un journal, l'auteur a cru bon de l'étoffer par une série de dissertations très substantielles sur la religion, la musique, la psychologie du peuple russe qui attestent l'ouverture de son esprit

et l'étendue de son information. Il ne se contente pas de reproduire la succession des faits ; il s'efforce toujours de remonter jusqu'à leurs causes profondes et de les interpréter par la connaissance du passé.

Mais le grand charme de ce livre, c'est qu'il révèle, outre une intelligence lucide, un don qui manque absolument aux Mémoires d'un politicien réaliste tel que Witte : une sensibilité d'artiste apte à goûter et à traduire le pittoresque ou l'émouvante beauté des spectacles de la nature, de l'art et de la vie. L'œil de peintre de M. Paléologue jouit des sillages d'argent clair que laissent les cuirassés dans le golfe de Finlande, de « la clarté soyeuse qui coule à travers les ramures touffues et luisantes des grands chênes » : ce diplomate est un lettré qui vibre et s'exalte devant la beauté de Moscou et de Pétersbourg comme jadis à Rome et à Pékin.

Ces préoccupations d'artiste s'affirment jusque dans la présentation de cet ouvrage qu'il ne s'est pas contenté d'illustrer de vulgaires photographies, mais qu'il a voulu parer de quelques reproductions en couleurs d'aquarelles commandées tout exprès à un jeune architecte russe de grand talent : M. Georges Loukomski.

Que M. Paléologue me permette en finissant une petite chicane.

La transcription des mots russes est loin d'être fixée *ne varietur* et l'on peut adopter et admettre deux ou trois systèmes qui sont également légitimes, suivant qu'on choisit de rendre l'orthographe ou la prononciation, suivant qu'on a recours comme la plupart des linguistes à l'alphabet des peuples slaves écrivant en caractères latins tels que les Tchèques et les Polonais ou qu'on cherche des équivalents conformes à l'usage français. Mais ce qu'il faut en tout cas proscrire impitoyablement, ce sont des transcriptions telles que u au lieu de ou (ukaze), z au lieu de ts (zerkownaïa), w au lieu de v (Newa) qui, pour usuelles qu'elles soient, n'en sont pas moins des germanismes inconscients. C'est parce que nous avons été trop longtemps accoutumés à étudier la Russie à travers l'Allemagne que nous écrivons Romanow ou Newa : orthographe qui n'a de raison d'être que dans une langue où le v a la valeur d'un f. Il est hors de doute qu'il faut transcrire en français Romanov, Neva, etc., et je ne vois pas bien comment M. Paléologue peut justifier l'illogisme de transcriptions telles que Souvorow, Kokovtsow où la même lettre russe est rendue dans le même mot alternativement par un v et un w.

III

Les *Mémoires de Russie* de M. Legras qui se continueront par des *Mémoires de Sibérie* contrastent de la façon la plus frappante avec les Souvenirs de M. Paléologue. Les deux témoignages se réfèrent à peu près à la même période : mais les points de vue n'ont rien de commun. Russisant notoire, connaissant à fond et de longue date la langue et le pays qu'il a exploré dans tous les sens depuis vingt-cinq ans, M. Legras, professeur à l'Université de Dijon, consentit avec une méritoire abnégation à se laisser verser pendant la guerre dans l'armée russe avec le grade modeste de lieutenant, et c'est en cette qualité qu'il put prendre un contact étroit avec l'armée russe, d'abord comme conférencier, puis comme officier d'État-Major. Le champ d'observation d'un lieutenant sur le front est évidemment très différent de celui d'un ambassadeur à Pétersbourg. Mais on croira sans peine que le témoignage sincère d'un observateur mêlé d'aussi près aux réalités quotidiennes n'est pas moins précieux que les vues à vol d'oiseau d'un diplomate. Ces deux livres se complètent à merveille et si celui de M. Legras nous introduit dans des sphères moins élevées, il a l'avantage que confèrent une familiarité plus ancienne et plus intime avec le milieu et aussi peut-être une plus grande liberté d'appréciation.

Bien que la sympathie de M. Legras pour la Russie ne fasse pas de doute, son livre a par endroits la sévérité d'un réquisitoire. S'il n'avait pas un caractère autobiographique qui justifie le titre de *Mémoires*, il pourrait être intitulé fort exactement : *La décomposition de l'armée russe*. C'est une analyse très pénétrante et très poussée de toutes les causes d'ordre national et d'ordre plus particulièrement militaire qui ont amené la dissolution de la magnifique armée qui était partie en campagne, au milieu de l'enthousiasme général, en août 1914.

Cette étude n'a rien de systématique : l'auteur raconte tout uniment ses expériences sur le front et dans les différents États-Majors auxquels il fut successivement affecté pour organiser le service de renseignements. Il constate partout, à côté de certains efforts d'organisation heureux, émanant presque toujours de l'initiative

des Unions des Zemstvos et des Villes et non de l'administration militaire, la même incurie des officiers, fâcheusement dépourvus de tout sentiment de la responsabilité et du devoir quotidien, l'absence de méthode, de régularité dans le travail, l'antagonisme croissant entre le commandement et la troupe considérée comme une caste inférieure de parias. Toutes ces causes, jointes à l'insuffisance de la préparation matérielle, à la pénurie tragique de fusils et de munitions d'artillerie, n'expliquent que trop la lassitude, le dégoût, le besoin de paix à tout prix qui allaient être habilement exploités par les bolchevistes pour déclancher la révolution. L'ordre qui régnait en Russie depuis Pierre le Grand était superficiel et artificiel Le tsar disparu, conclut M. Legras, l'équilibre instable a été rompu.

La valeur de ce livre remarquable réside moins dans ses conclusions que dans la multitude de petits faits révélateurs qui éclairent à chaque page l'âme du peuple russe sur lequel M. Legras s'est penché, non pas avec la curiosité amusée du dilettante en quête d'impressions rares, mais avec la clairvoyante sympathie d'un ami sincère. Le meilleur éloge qu'on puisse faire de ce livre vécu, c'est que, pour employer une expression chère aux Russes, il est profondément *humain*.

Louis Réau.

CONTRIBUTION DE L'ITALIE

A

L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

Monsieur le Directeur,

Vous me demandez d'indiquer et d'exposer aux lecteurs de la *Revue de Synthèse historique* la contribution que les travailleurs italiens ont fournie à l'histoire de la *Guerre mondiale*. C'est avec une profonde humiliation que je dois déclarer que cette contribution est, jusqu'ici, absolument insuffisante. Il y a de ce fait plusieurs raisons; mais deux de celles-ci me paraissent dominantes. L'une est que le « professeur » italien, c'est-à-dire le travailleur qui fait de l'histoire, est, chez nous, en général, un homme qui aime vivre en dehors du temps présent (certaines revues italiennes excluaient jusqu'à hier de leurs préoccupations la période d'histoire qui va de 1870 à aujourd'hui); dès lors, s'il a vécu, avec le cœur, dans un sentiment patriotique, la période de la grande guerre, il est ensuite, une fois la guerre finie, volontairement retombé dans ses limbes traditionnels, il est revenu à ses études, dont il croit que l'objet est seulement *le passé*. L'autre raison est que, à mon avis, notre conscience nationale s'est sentie, après le traité de paix de 1919, comme en dehors du cercle de sentiments, de passions et d'idées dont la *guerre mondiale* s'est nourrie, et, par suite, celle-ci a perdu tout intérêt pour elle. Et ainsi, peu à peu, sont arrivés à disparaître (ou bien ils ont eux-mêmes suspendu leur propre activité) les organismes institués pour préparer l'histoire de la guerre, et qui avaient été créées pendant la guerre elle-même : et l'« Office historique du ministère de la guerre »[1] et la section spéciale

1. Cf. mon article sur *Le Bureau historiographique de la mobilisation italienne* dans le *Bibliographe moderne*, janvier-juin 1918-19. (*N. d. T.*)

annexée à la « Bibliothèque du Risorgimento », aujourd'hui recueillie par la « Bibliothèque Victor-Emmanuel » à Rome.

Les quelques livres qui ont été publiés en Italie sur des sujets se rattachant à la question concernent seulement les rapports directs qui existent entre la *Guerre mondiale* et la guerre italienne, et même, uniquement, les événements militaires de celle-ci. L'un des problèmes qui nous ont particulièrement obsédés est celui-ci : comment la guerre sur notre front, qui a débuté au milieu d'un si grand enthousiasme et sous de si heureux auspices, et qui s'est terminée à Vittorio Veneto de si glorieuse façon (quoique — pourquoi ne pas le dire? — cette victoire n'ait pas été accueillie avec un enthousiasme excessif chez nos alliés [1]) : comment cette noble guerre a-t-elle dû, à un moment donné, traverser la fatale parenthèse de Caporetto? Comment est-on arrivé à Caporetto? C'est là un terrible problème qui a angoissé et tourmenté de nombreux écrivains militaires et politiques italiens. On a ainsi vu paraître les volumes du colonel E. Barone, *La storia militare della nostra guerra fino a Caporetto* (Bari, Laterza, 1919); des généraux L. Capello, *Per la Verità* et *Note di guerra* (Milan, Treves), E. Viganò, *La nostra guerra, come fu preparata e come è stata condotta fino al novembre 1917* (Florence, Le Monnier, 1920), L. Marazzi, *Luci ed ombre della nostra guerra* (Milan, Casa ed. Risorgimento, 1921); enfin les deux volumes de l'ex-généralissime Luigi Cadorna, *Memorie di guerra* (Milan, Treves, 1921).

Comme il apparaît par cette liste, tous ces volumes ont un double défaut originel. Ils ont été écrits par des généraux ou des militaires, parties intéressées dans la question, et ils considèrent presque exclusivement les événements militaires d'une phase unique de notre guerre. Le seul livre, d'un mérite supérieur à celui de tous les autres, qui se tienne à l'écart de cette préoccupation, d'ordre ou apologétique ou critique, et qui peut vraiment être défini comme une histoire militaire complète de notre guerre, est *La guerra italo-austriaca* d'Aldo Valori (Bologne, Zanichelli, 1921). Aldo Valori n'est pas un général, c'est un journaliste, comme l'un des meilleurs critiques militaires français : Henry Bidou. Comme la guerre n'est pas du tout un logo-

1. On se rappelle, à cet égard, l'article anonyme de la *Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1920 (*La fin d'une légende*). Il y a été répondu fort heureusement par le sénateur Mazzoni, *Il maresciallo Foch in Italia*, dans *Nuova Antologia*, décembre 1920.

griphe, mais un problème qui se pose devant l'intelligence, le bon sens, la culture, Aldo Valori, naguère critique militaire du *Resto del Carlino* de Bologne, pendant la période de guerre, est arrivé à écrire sur la guerre italienne le meilleur volume dont nous puissions nous vanter. Toutefois, lui aussi, il a isolé presque complètement les événements militaires italiens du reste des événements politiques, d'Italie ou d'Europe, et, dès lors, n'a pu nous fournir qu'un type spécial de contribution historique.

***

Les livres que j'ai jusqu'à présent signalés sont les plus considérables de ceux par lesquels l'Italie a contribué à l'histoire de notre guerre. Mais, sur le triste épisode de Caporetto, les Italiens, pour ainsi dire entraînés par une volonté cruelle et tenaillante, que faisait surgir en eux un inapaisable chagrin intérieur, ont longuement écrit dans les journaux et les revues, en s'inspirant des vues les plus diverses, militaires, politiques, éthiques.

Il y a peu de temps il a paru dans la *Rivista d'Italia* (15 février 1922) un article du général Dante Formentini, *Caporetto*, qui tente de reconstituer ces journées fatales. Mais nous avions déjà aussi, entr'autres, d'un *Cittadino Veneto* [N. Pappafava] un essai, également intitulé *Caporetto* (Florence, *La Voce*, 1920)[1], du général A. Cavaciocchi, *Intorno alle cause della rotta di Caporetto* (dans *Vita Italiana*, 15 décembre 1919), de M. E. M. Gray, *Il processo di Cadorna* (Florence, Bemporad, 1920). Et M. G. Prezzolini, écrivain bien connu en France, a fait de Caporetto le sujet d'un petit livre exquis et suggestif (*Caporetto*, *La Voce*, 1919)[2].

Par comparaison, la contribution historique de l'Italie sur la phase la plus glorieuse de notre guerre est très peu abondante. En dehors de quelques pages dans certaines des œuvres plus haut citées, nous ne possédons que les *Relazioni ufficiali* du Commandement suprême de l'Armée sur les deux batailles mémorables du Piave (juin 1918) et de Vittorio Veneto (novembre 1918) et un alerte exposé de cette dernière bataille par le général E. Caviglia,

1. Maintenant republié in N. Pappafava, *Appunti militari*, Ferrare, Taddei, 1921.
2. Cf. mon *Bulletin Historique* de la *Revue Historique*, 1920, touchant cet ouvrage, et quelques autres. (*N. d. T.*)

Vittorio Veneto (Milan, *L'Eroica*, 1920)[1]. Cette disproportion d'intérêt et de travaux est révélatrice de cette curieuse âme italienne, qui tend plutôt à se replier sur ses propres douleurs qu'à s'exalter sur ses propres succès.

Prezzolini a écrit aussi sur *Vittorio Veneto* (Florence, *La Voce*, 1921), mais avec des préoccupations, non pas historiques, mais politiques et morales. Prezzolini a été l'un des écrivains qui ont combattu parmi nous, avec le plus de ténacité, contre l'idée d'annexer la Dalmatie à l'Italie, comme le Traité de Londres de 1915 l'avait stipulé. Aussi voici sa thèse : la défaite de Caporetto a marqué le début d'une grande résurrection morale en Italie; le triomphe militaire de Vittorio Veneto, en réveillant les fantômes (à son avis bien dignes de blâme) d'un prétendu nationalisme, a marqué le début de notre défaite morale.

***

Mais les lecteurs de la *Revue de Synthèse historique* pourront aussi me demander : « Vous qui constatez si durement le mal, vous qui participez au mouvement historique italien, que faites-vous, que pensez-vous faire à propos du sujet en question ? »

Je pourrais discuter certaines des prémisses de mon imaginaire contradicteur. Je préfère répondre à la dernière demande. La *Nuova Rivista Storica* avait tout d'abord commencé un Bulletin bibliographique des publications italiennes sur notre guerre. Les premiers articles sont contenus dans le fascicule I de la première année (1917), IV de la seconde (1918), V-VI de la troisième (1919). Mais on a limité la revue aux publications de 1914-16 pour deux raisons : d'abord, parce qu'elle offrait extrêmement peu d'intérêt à ses lecteurs, ensuite parce que les écrits qu'elle avait à enregistrer étaient bien minces, trop souvent il convenait de dire bien vides. Aussi, bien que tous les matériaux bibliographiques fussent prêts également pour les années suivantes, on arrêta et on suspendit la publication.

Nous nous proposons aujourd'hui de commencer, — avec des préoccupations absolument objectives (*scientifiques*, comme on a

1. Sur la bataille du Piave, cf. colonel R. Corselli, *La battaglia del Piave, studio storico-militare*, Palerme, Garibaldi, 1921, in-8°. (*N. d. T.*)

coutume de dire par erreur) — la publication d'une série d'études sur plusieurs des problèmes, politiques et militaires, de la *guerre mondiale*, ainsi que de revues et de discussions sur des publications étrangères, particulièrement sur celles qui sont le moins accessibles à notre culture (je veux parler des publications allemandes) touchant la *Guerre mondiale*. Le signataire de cette lettre s'occupera, par exemple, des origines de la guerre. Et juste au moment où j'écris ces lignes, je suis entouré par des murailles de volumes et documents diplomatiques émanés de tous les pays, de mémoires, opuscules, illustrations, polémiques, etc., etc. Nous chercherons à conduire l'attention de nos savants vers un horizon d'observation plus large, à les intéresser à de nombreuses questions qui agitent actuellement l'opinion des historiens en France, en Allemagne, en Russie. Je ne sais point si nous y arriverons, car, comme vous le savez parfaitement, pour réussir, il faut être favorisé par la condition intellectuelle du milieu. Je vous assure du moins que nous le tenterons.

En regrettant de ne pouvoir vous fournir une moisson plus abondante de renseignements pour votre si intéressante enquête et en vous remerciant de l'honneur que vous m'avez fait, je vous prie de me croire, etc. [1].

CORRADO BARBAGALLO.

(Traduit par Georges BOURGIN.)

1. Aux indications fournies par M. Barbagallo, il ne trouvera pas mauvais que j'ajoute les suivantes. Un guide élémentaire pour l'histoire de la guerre nous est fourni par M. N. RODOLICO, *L'Italia e la guerra. Sommario storico per la gioventù italiana* (Florence, Bemporad [1920], in-16) ; un autre a été élaboré par M. G. CAPRINI, *Sommario storico della guerra universale* (Florence, Barbera, 1921, in-8°). Des revues bibliographiques ont été publiées ailleurs que dans l'excellente *Nuova rivista storica* ; nous signalerons, en particulier, sur l'œuvre des Comités de préparation et d'assistance civile, la contribution de M. G. FALCO (*Archivio storico italiano*, nos 293-4, 1919, pp. 168-198). D'autre part, l'« Ufficio storico della Marina italiana », à l'activité duquel j'ai tout lieu d'admettre que M. P. Silva, professeur d'histoire à l'Académie navale de Livourne, n'est pas étranger, semble avoir entrepris des travaux sur lesquels les revues (en particulier la *Rivista marittima*, *passim*) et les journaux (cf. *Corriere della Sera*, 16 octobre 1921) nous donnent quelques renseignements. Il y a lieu de rappeler également que c'est à Milan que la grande revue de synthèse dirigée par M. E. RIGNANO, *Scientia*, a pu entreprendre, pendant la guerre même, une grande enquête sur celle-ci. Enfin, il y a, en Italie, un type de publications qui fait défaut en France et qui a des avantages, même au point de vue historique, alors même qu'elles ne sont établies par des historiens de profession et visent des buts non « scientifiques », c'est l'anthologie. M. G. PREZZOLINI en avait établi une dès 1918 (*Tutta la guerra*, Florence, Bemporad, [1918], in-16) ; nous citerons également *L'Antologia della nostra guerra* de M. C. CULCASI (Milan, Albrighi, Segati e C., 1920, in-16). (*N. d. T.*)

LA CONTRIBUTION DE LA POLOGNE

A L'HISTOIRE DE LA GUERRE

La situation historique de la Pologne a eu pour conséquence qu'elle n'est point intervenue dès les premiers jours de la guerre, comme facteur indépendant et jouant dans ce drame mondial un rôle aussi important que les autres nations européennes. La nation polonaise, démembrée par les partages, du fait que les puissances copartageantes étaient aux prises entre elles, se trouva entraînée dans l'orbite de leurs intérêts divers. L'effort que tenta Joseph Pilsudski, en août 1914, pour faire surgir la Pologne sur l'arène politique, en tant qu'élément distinct et bien déterminé, devait échouer par suite des conditions politiques et militaires de l'heure. Néanmoins, cette initiative d'entreprendre, au moment où la guerre européenne était déclenchée, une guerre pour l'indépendance de la Pologne, a eu pour effet que Pilsudski devint, – avec la partie de la nation polonaise qui, restée au pays, s'est ralliée à son programme, — le facteur qui fit reprendre à la cause polonaise son caractère de problème international, et qui, partant, dirigea la nation polonaise, jusqu'alors simple témoin ou bien instrument aux mains de tiers, dans la voie de la politique active.

La politique de Pilsudski, caractérisée par un esprit de suite rigoureux, — à la suite d'événements dont les uns se prêtaient au développement de son idée, tandis que d'autres l'entravaient, — a accompli son évolution et a fini par atteindre l'objectif visé — la restauration de l'État polonais. C'est précisément à cet « activisme » de la politique polonaise — à la fois dans le pays et au dehors, grâce aux émigrés, — que l'État polonais est redevable d'avoir retrouvé son importance : ce qui lui assura sa page distincte dans l'histoire de la guerre mondiale.

L'histoire de cette guerre, envisagée au point de vue de la participation de la Pologne, doit être divisée en deux périodes essentielles : la première, — depuis la déclaration de la guerre jusqu'à la défaite de l'Allemagne, — période pendant laquelle la Pologne poursuit la lutte pour son indépendance et la conquiert pas à pas ; la deuxième, — depuis la défaite de l'Allemagne jusqu'à la signature du Traité de Riga, — période où la Pologne, ayant reconquis son indépendance, reprend en même temps son rôle de puissance parmi les nations de l'Europe, et affermit son existence en tant qu'État indépendant par une guerre qui a pour objet de défendre son intégrité. C'est donc à la Pologne qu'incomba le lot de jouer le dernier acte du drame et de liquider par une solution heureuse le cataclysme mondial.

En connexion avec ces deux périodes, l'histoire de la grande guerre se divise, *au point de vue polonais*, en deux phases : 1° la dernière lutte pour l'indépendance, lutte militaire aussi bien que politique, et la conquête de cette indépendance ; 2° la défense de l'indépendance reconquise et la consolidation de la situation internationale de la Pologne.

Les études relatives à l'histoire de la guerre de 1914-1921 doivent être divisées de la même manière. Les études ayant trait à la première période sont en corrélation avec toute une série de facteurs internationaux, pas toujours élucidés, et de sources, jusqu'à présent peu accessibles ; aussi ne pourront-elles, probablement, pas être organisées de sitôt, et partant le jugement définitif sur les événements ne pourra pas non plus être porté dans un proche avenir.

La deuxième période, par contre, présentant pour la Pologne un aspect plus homogène, est propre à tenter davantage l'historien de nos jours. C'est ce qui explique le fait que les travaux afférents à la deuxième période de la guerre sont plus objectifs, se prêtent plus volontiers à la synthèse historique, et que la littérature en est plus abondante.

***

Cela ne veut point dire qu'on ne se rende pas compte en Pologne de la grande importance de l'histoire de la guerre mondiale, traitée dans son ensemble.

Au contraire, presque dès le début de la guerre nous sommes

témoins d'une activité en vue d'organiser ces recherches et de rendre possible sa tâche à l'historien futur. Les Sociétés savantes et les savants polonais ont conçu l'idée de créer une institution qui se proposerait de recueillir les sources et matériaux courants, ayant trait à la guerre. Déjà en automne 1914 l'initiative se fit jour d'instituer les *Archives Polonaises de la Guerre* (P. A. W.), et en janvier 1915 cette institution commença à fonctionner. La tâche principale des P. A. W. était de rassembler tous les matériaux imprimés ou manuscrits, concernant les événements de l'époque et, en particulier, concernant la participation des Polonais à la guerre mondiale, ainsi que la cause polonaise en général. Cette institution, d'abord privée, ensuite officieuse, a, dès les premiers jours de son existence, manifesté beaucoup d'énergie et d'esprit d'initiative; des sections furent constituées dans tous les centres principaux du pays, ainsi que dans plusieurs villes importantes de l'étranger, entre autres dans plusieurs capitales. Les matériaux, extrêmement précieux et sans cesse complétés, recueillis au prix d'efforts ardus, ont été concentrés à Cracovie et à Varsovie et transmis au Gouvernement Polonais.

Actuellement les collections des P. A. W. ont été classées et réparties parmi les institutions de l'État intéressées : la Bibliothèque du Ministère de la Guerre a reçu les livres, les journaux, les brochures volantes ; le Musée de l'Armée a été doté de toutes les pièces de musée, enfin la section des Archives de l'État du Ministère de l'Instruction publique — de toutes les pièces d'archives de caractère administratif.

La deuxième institution se proposant les recherches historiques sur la dernière guerre, c'est la *Bibliothèque militaire centrale* (C. B. W.) constituée en 1915 à Varsovie auprès de l'organisation militaire Polonaise, clandestine à cette époque (P. O. W.).

Cette Bibliothèque transférée à la Commission militaire du Conseil d'État provisoire (en 1917), passa successivement à l'Institut (Département de la Science militaire de l'État-major général), et au Département Scientifique et Scolaire du Ministère de la Guerre, dont elle constitue une section autonome (IV).

Les collections de la Bibliothèque centrale militaire comptent, suivant le dernier compte rendu mensuel :

1° Objets catalogués et inventoriés :

a) 28.396 ouvrages en 41.610 volumes ;

b) 756 cartes sur 6.407 feuilles ;

c) 2.541 duplicata en 10.173 volumes ;

2° Environ 30.000 volumes non catalogués et non inventoriés ;

3° En 1922, la Bibliothèque militaire centrale s'accroîtra d'une partie des Archives Polonaises de la guerre (voir plus haut).

Viennent ensuite les *Archives militaires centrales* (C. A. W.) constituées en novembre 1918, en tant que section du Département de la Science militaire de l'État-Major général, et embrassant d'abord les actes du 1er Corps Polonais du général Dowbor-Musnicki, formé en Russie après la Révolution de 1917, les actes de la Force Armée Polonaise, organisée par le Conseil d'État provisoire en 1917, des actes abandonnés par les autorités allemandes d'occupation dans divers offices, et enfin les actes des Archives russes de l'ancien État-major de la circonscription militaire de Varsovie, se trouvant dans le fort « Vladimir » de la Citadelle de Varsovie. Les actes des Archives russes, très incomplets du fait de l'évacuation hâtive des autorités russes en 1915, et ayant ensuite été partiellement détruits lors de l'occupation allemande, exigeaient qu'on y apportât beaucoup de travail pour les reconstruire, ne fût-ce qu'en partie.

Peu à peu, les collections des Archives militaires centrales s'enrichissent par l'acquisition des actes des « Corps Polonais de l'Est » (constitués en Russie), de ceux des Légions Polonaises formées par Pilsudski (en Pologne), de ceux de l'armée du général Haller (en France), et successivement de lots plus ou moins considérables d'actes de différentes unités militaires, à la suite de leur suppression.

A mesure que l'armée passait à son organisation de paix, et que les commandements datant de l'époque de la guerre étaient dissous, il affluait, et il afflue encore à l'heure qu'il est, des actes des commandements supprimés, — constituant la section des actes des troupes polonaises, à partir de novembre 1918, — et séparément des dossiers des tribunaux militaires. En outre, ont été répartis en sections distinctes les actes abandonnés par les anciennes autorités russes, allemandes et autrichiennes, etc.

Il serait difficile d'évaluer aujourd'hui avec un peu de précision l'état des collections des Archives militaires centrales, étant donné que, d'une part, une grande quantité de documents laissés par les autorités d'occupation n'ont pas encore pu être classés, ni dénom-

brés exactement ; que, d'autre part, dernièrement, un nombre fort considérable d'actes des diverses armées, actuellement liquidées, sont venus presque simultanément enrichir les archives, de sorte qu'il n'a pas été possible de les inventorier jusqu'à présent. Approximativement, si on prend pour base l'évaluation des transports, ces archives comptent jusqu'à 15 wagons, 226 caisses, 140 colis de documents et plus de 250.000 fascicules.

***

Tout le travail de recherches sur l'Histoire de la guerre se concentre dans les institutions et organisations spécialement créées à cet effet.

Dès 1915 les travaux dans ce domaine furent entrepris par le *Département militaire du Comité national suprême* à Piotrkow, sous la direction de l'historien éminent de l'Armée Polonaise, le colonel Waclaw Tokarz, docteur ès lettres, professeur à l'Université de Cracovie. Celui-ci continua ces travaux dans la *Commission militaire du Conseil d'État provisoire du royaume de Pologne*, et enfin à l'*Institut scientifique d'édition du Ministère de la Guerre* qui lui fut confié.

Les résultats de ses efforts sont une série de publications de sources, soit paraissant sous la forme de volumes distincts, soit insérées dans la revue mensuelle spéciale, *Bellona*, qu'il dirige et qui a été fondée en 1918.

En vue d'entamer les travaux de recherches spéciales sur la guerre polono-russe de 1918-21, et, en première ligne, afin d'organiser une activité ayant pour but de recueillir et de conserver toutes sortes de matériaux courants, pendant la campagne surtout, fut créée en 1919 près le Département III des opérations militaires de l'État-major général, la *Section historique*. Grâce à cette Section furent constitués auprès des commandements particuliers, sur le champ de bataille, des bureaux d'études spéciaux qui avaient pour tâche non seulement de recueillir et de diriger sur Varsovie tous les matériaux découverts au cours de la campagne, mais aussi de fonder et de diriger les journaux d'opérations des commandements et de développer une activité en vue d'encourager les officiers à rédiger chacun leur journal personnel fixant les impressions de la

guerre. La guerre terminée, cette Section fut rattachée au Département de la Science militaire, où elle classe les matériaux recueillis, afin de les transférer aux Archives militaires centrales ; elle poursuit en outre une série d'études, en vue d'élaborer des ouvrages d'histoire sur les périodes particulières des guerres polonaises de 1918 à 1921.

Le même objectif est visé par le *Bureau historique de l'État-major général*, fondé en janvier 1922, dont les travaux doivent reconstituer fidèlement et objectivement l'ensemble de la guerre de 1918-21. La direction scientifique générale y est assumée par le Comité de rédaction, ayant à sa tête le colonel d'État-major Dr. Marjan Kukiel, historien de grand mérite, voué à l'étude de l'histoire de l'Armée polonaise, spécialement érudit au sujet de l'époque napoléonienne. Tout le travail du Bureau historique a été réparti en sections d'études distinctes, consacrées chacune à une période différente, à savoir : I. Libération de la Pologne de ses envahisseurs ; II. Guerre polono-ukrainienne ; III. Opérations sur le front allemand ; IV. Guerre pour la Silésie de Cieszyn ; V. Guerre polono-russe ; VI. Formation et organisation de l'armée polonaise ; VII. Bases et système de l'approvisionnement technique de l'armée lors des guerres polonaises de 1918-21, et VIII. Organisation et fonctionnement des chemins de fer polonais pendant les guerres de 1918-21.

Les organisations militaires sont étudiées au point de vue du Haut-Commandement et de l'Armée, en descendant plus bas (pour les détails) aux groupes d'opérations militaires et divisions. Des descriptions plus détaillées, concernant les opérations des bataillons et compagnies, seront élaborées à part sous la forme d'études sur les épisodes de la guerre, sous la direction du Bureau Historique.

Ainsi, tout le travail est subordonné à un programme unique et se trouve être mis en train.

Il importe enfin de mentionner l'activité de la *Section Historique de la Société des Sciences Militaires*, groupant pour la plupart des officiers. La Section organise des conférences, ensuite reproduites habituellement dans la *Bellona*, sur divers problèmes historiques et militaires, en particulier au sujet de la guerre récente. Les officiers de la Mission Militaire Française prennent également part aux travaux de la Section ; ils font des conférences, fort intéres-

santes, au sujet de la guerre mondiale en général et de la guerre polono-russe en particulier[1].

***

Abordant la question de la littérature polonaise relative à la guerre mondiale, nous ne pouvons rendre compte que des ouvrages les plus importants, en passant sous silence beaucoup de ces études de moindres dimensions qui prédominent jusqu'à présent parmi les ouvrages polonais.

Quant aux ouvrages ayant trait à la guerre mondiale d'avant le traité de Versailles, nous mentionnerons : *Les Documents de la Grande Guerre,* notes officielles ainsi que discours des hommes d'État au sujet de la guerre et de la paix (depuis le 12 décembre 1916 jusqu'au 1er janvier 1918), publiés par le Dr W. Orlowski (Varsovie, 1918) ; *La Stratégie de la Grande Guerre, 1914-1918,* par le professeur W. Kumaniecki (Cracovie, 1921) ; *La Grande Guerre, 1914-1915,* de A. Inlender (Vienne, 1915) ; *La Guerre Européenne, 1914-1916,* par A. Jura (Cracovie, 1917) ; les souvenirs de W. Noskowski de son voyage au front de Belgique, *Les hommes et les canons* (Cracovie, 1918) ; ainsi que les articles suivants : Général M. Januszajtis, *Évolution de la Guerre Mondiale* (*Bellona*, 1918, nos 1 et 4) ; lieutenant K. Toepfer, *Le rôle de l'artillerie dans la défense allemande au front occidental en 1918* (*Bellona*, 1919, no 6) ; commandant T. Lechnicki, *La configuration contemporaine des relations politiques, économiques et militaires sur le territoire du Reich et l'éducation militaire allemande à la lumière des événements du mois de mars 1920* (*Bellona*, 1920, nos 3 et 4) ; commandant Dr. G. Przychocki, *L'Artillerie lourde de campagne de l'Allemagne et de l'Autriche dans la guerre mondiale* (*Bellona*, 1920, no 12) ; commandant Dr. E. Baranowicz, *La défense de Paris contre les attaques d'avions* (*Bellona*, 1921, no 7) ; capitaine Spalek, *Le passage de l'Aisne par une des divisions françaises* (*Bellona*, 1921, no 12) ; colonel A. Tupalski, *Le Raid unique de la cavalerie française pendant la grande guerre* (*Bellona*, 1920, no 12) ; W. Zalewski, *Les préparatifs de la Russie à la guerre mondiale* (*Bellona*, 1921, no 9).

1. Dans le compte rendu sommaire, qui suit, nous ne reproduisons que les titres d'ouvrages écrits par les écrivains polonais.

Beaucoup plus nombreuses sont les publications ayant trait à la participation des Polonais à la Guerre Mondiale ; elles représentent, pour la plupart, la valeur de sources pour l'historien futur.

Dans cet ordre d'idées la littérature la plus riche est celle des Légions Polonaises.

Ce sont dans la majorité des cas les mémoires des hommes ayant fait la guerre, et ils constituent des monographies précieuses pour l'Histoire. Outre les ouvrages collectifs, comme *A travers les batailles de la brigade de Pilsudski,* précédé d'un essai de la plume du colonel Dr. M. Kukiel, sur les organisations clandestines d'avant-guerre, en vue de l'effort militaire pour reconquérir l'indépendance, qui avaient été le berceau des Légions Polonaises (Cracovie, 1915) ; *Les Légions sur le Champ de Bataille*, 1 volume, avec une introduction synthétique du colonel Dr. Tokarz, intitulée : *Le 1er Régiment d'infanterie des Légions sur la rive gauche de la Vistule en août et en septembre 1914* (Piotrków, 1915) ; *Sur les traces des Légions,* esquisse brève de l'histoire de la 11e brigade des Légions Polonaises dans les Carpathes, en Galicie, en Bukowine, élaborée par les officiers des Légions : Lewartowski, Pochmurski et Teslar (Léopol, 1915), il importe de mentionner : *L'armée 1914*, étude sur l'histoire de la Brigade de J. Pilsudski, compilation de J. Musialek (Cracovie, 1915) ; *Les Légions dans les Carpathes en 1914* par le Dr. B. Merwin (Vienne, 1915) ; *Le soldat de la 1re Brigade : La campagne de Volhynie du 2 septembre 1915 au 8 octobre 1916* par le capitaine M. Dabrowski (Varsovie, 1919) ; *La prise de Jablonka*, du colonel d'État-Major S. Burhardt-Bukacki (*Bellona*, 1918, n° 8) ; *Les opérations du 1er bataillon du 5e régiment d'infanterie pendant la bataille de Pokrzywianka,* du commandant d'État-Major J. Sadowski (*Bellona*, 1918, n° 4) ; *La bataille sur la colline Berezana en 1915*, du capitaine W. Krogulski (*Bellona*, 1915, n° 12) ; *Bataille de Molotkowo,* du colonel d'État-Major, W. Zagórski (*Bellona*, 1918, n° 5) ; *Les combats de la 11e Brigade des Légions Polonaises en Bukowine du 15 avril jusqu'à l'automne 1915,* du même auteur (*Bellona,* 1918, n° 9, 1919, n° 1) ; *Le rôle de la cavalerie dans la bataille de Molotkowo*, du commandant d'État-Major S. Rostworowski (*Bellona*, 1918, n° 7) ; *Notes sur les luttes de la Brigade carpathienne en octobre et novembre 1914*, du capitaine A. Waiss (*Bellona*, 1918, nos 2, 3, 4 et 5) ;

L'organisation des postes de secours pendant la bataille dans les Légions Polonaises, du médecin principal de 1re classe Dr. Skladkowski (*Bellona*, 1918, n° 4) ; *Schêma de l'organisation des Légions Polonaises*, du capitaine M. Dabrowski (*Bellona*, 1918, n° 10).

Parmi les ouvrages de moindres dimensions, ayant trait aux unités militaires inférieures (compagnies, bataillons) et relatant des événements de moindre importance, citons les suivants, pour la plupart journaux d'officiers et de soldats : G. Baumfeld, *Le premier régiment d'artillerie des Légions* (Piotrków, 1918) ; A. Nowak, *Carnet d'un Légionnaire* (Varsovie, 1915) ; T. Panenko, *De la Nida au Styr. Luttes du 11e bataillon du 5e d'infanterie de la 1re Brigade* (Varsovie, 1915) ; S. Pomaranski, *Dans l'avant garde* (Varsovie, 1915) ; J.-A. Teslar, *4e régiment. Une année d'opérations militaires du 4e d'infanterie des Légions polonaises, depuis le 10 mai 1915 au 10 mai 1916* (Léopol, 1916) ; Dr A. Turzyma, *Après le traité de Brest-Litewski : l'expédition du brigadier Haller* (Léopol, 1919), et autres. On trouve des détails intéressants dans la biographie du Chef de l'État, de W. Sieroszewski (*Joseph Pilsudski, sa vie et son œuvre*, 4e édition, Zamość, 1920). Il importe encore de mentionner les ouvrages du capitaine Kaden-Bandrowski, qui a publié en quelques volumes ses souvenirs, pour la plupart sous la forme d'essais et de portraits littéraires, ainsi que de nouvelles auxquels l'histoire des Légions polonaises sert de fond (*Les Pilsudskistes*, *La Bataille de Konary*, *Les tombes*).

En ce qui concerne l'histoire des formations militaires polonaises en Russie, nous disposons des sources suivantes : Une histoire de *l'Armée polonaise en Orient, 1914-1920*, élaborée avec beaucoup de soin par H. Bagiński, colonel d'État-Major (Varsovie, 1921) et du même auteur *La Brigade et la Division des Chasseurs Polonais* (faisant partie du cycle *Les Formations polonaises dans l'armée russe*) ; ensuite l'ouvrage en trois volumes du général Dowbór-Musnicki : *Esquisse brève de l'histoire du Ier Corps Polonais* (Varsovie, 1918-1919) ; *L'Histoire sommaire de la IVe Division de chasseurs du général Zeligowski* de T. Kawalec (Cracovie, 1921) ; *Les formations polonaises en Sibérie* (première partie, Varsovie, 1920), de J. Pindela-Emizarski, et *La Légion chevaleresque*, de G. Olechowski (Varsovie, 1919).

***

Un grand nombre de publications sont déjà parues qui traitent les questions relatives à la guerre de 1918 à 1921. Le recueil de communiqués de presse des Hauts Commandements polonais et de l'État-Major Général, embrassant l'ensemble de la guerre, a été publié par l'auteur de cet article. Il renferme tous les bulletins officiels de toute la durée de la guerre, ainsi que ceux des luttes de Léopol, en 1918, et des batailles en Posnanie.

Le premier acte de cette période de la guerre, la défense héroïque de Léopol en novembre 1918, a été traité de préférence par les écrivains qui y avaient pris part. Plaçons en premier lieu l'ouvrage du Dr. A. Próchnik : *La défense de Léopol* (Zamość, 1919) ; vient ensuite le livre publié par le colonel d'État-Major Lapinski, chef d'État-Major, lors des luttes pour Léopol, et le lieutenant A. Kron : *Le mois de novembre 1918 à Léopol* (Varsovie, 1920) ; l'ouvrage détaillé, en deux volumes, du brigadier C. Maczewski, commandant de la défense de Léopol, *Les luttes de Léopol* (Varsovie, 1921) ; *Léopol héroïque*, de M. Opalek (Léopol, 1919) ; *Le mois ruthène*, de J. Gella (Léopol, 1919 ; *Le mois de novembre 1918 à Léopol*, du lieutenant J. Dunin-Wasowicz (Léopol, 1919) ; enfin *La lutte pour Léopol*, du Dr. J. Bogonowski (Gdańsk, 1921).

La libération de la Grande-Pologne (Posnanie) de la domination allemande a fait l'objet des études du commandant B. Hulewicz, officier d'État-Major, *L'insurrection en Grande Pologne* (Zamość, 1920), et de M. Rzepecki, *L'insurrection de décembre en Grande-Pologne* (Poznań, 1919). Les souvenirs de S. Rybka constituent un curieux document : *Entrave brisée, pages d'un journal* (Poznań, 1919).

La libération de Wilno par les troupes polonaises en 1919 a été relatée par le colonel T. Piskor, officier d'État-Major, *La prise de Wilno* (Varsovie 1919). Les luttes pour la réunion à la Pologne de la Silésie de Cieszyn ont été narrées par le commandant J. Pryziński : *La lutte pour la Silésie de Cyeszyn* (Varsovie, 1921) Bien des détails, concernant les luttes en Galicie Orientale sont fournis par la brochure de A. Panski, intitulée *La légion universitaire de Varsovie* (Varsovie, 1920).

Les phases ultérieures de la guerre sont étudiées dans les

ouvrages suivants : *Lutte pour la ville de Belz en Galicie,* du capitaine Borzecki (*Bellona*, 1920, nos 4 et 5) ; *La lutte pour les villes de Grodno et de Lida en 1920,* du colonel d'État-Major T. Kutrzeba (*Bellona*, 1920, n° 11) ; *Les opérations militaires du 4e d'infanterie des Légions polonaises dans la période du 20 au 25 septembre 1920,* du colonel Mackocoski (*Bellona*, 1920, n° 9) ; *L'attaque du 7e d'infanterie des Légions polonaises sur Zabinka le 25 et le 26 août 1920*, du même auteur (*Bellona*, 1921, n° 11) ; *L'artillerie dans les luttes pour la ville de Plock les 17-19 août 1920,* du commandant G. Przychocki (*Bellona,* 1920, n° 10) ; *La Bataille pour la ville de Brest du 29 juillet au 1er août 1920,* du commandant d'État-Major S. Rostworowski (*Bellona,* 1920, n° 9) ; *Les opérations militaires du 30e d'infanterie des chasseurs de Kaniów près de Koziany en 1920*, du colonel Jacynik (*Bellona*, 1921, n° 5) ; *L'artillerie montée dans les luttes de notre cavalerie contre la cavalerie de Budiennyi*, du sous-lieutenant T. Poplawski (*Bellona*, 1921, n° 2) ; *Le raid sur le Teterew et le Malin*, du commandant L. Skrzyński (*Bellona*, 1921, n° 10) ; *Les luttes de la 3e sous-escadrille d'avions contre la cavalerie de Budiennyi dans la région de Léopol,* de S. Turbiak (*Bellona,* 1922, n° 2) ; *La Campagne polono-ukrainienne, la leçon des expériences d'opérations stratégiques et tactiques,* du colonel J. Sopotnicki (Léopol, 1921) ; *La bataille de la 3e Division des Légions, près de Brzostowice, les 20-25 septembre 1920*, du commandant J. Sadowski, officier d'État-Major (*Bellona*, 1921, nos 3 et 4) ; *L'Incursion sur Koziatyn*, du commandant Z. Lewiński (*Bellona*, 1921, n° 4) ; *La première rencontre de la 13e Division d'infanterie avec Budiennyi,* du commandant T. Kurcjusz (*Bellona*, 1921, nos 6 et 9) ; *Notre offensive du mois d'août*, du commandant S. Kunstler (Varsovie, 1921) ; *La grande Bataille de la Vistule*, du capitaine J Kaden-Bandrowski (Paris, 1291, en français) ; *Le miracle de la Vistule à la lumière des principes de stratégie,* du commandant W. Gostyński (Zamość, 1921) ; *Sur les expériences des quelques dernières semaines,* du général Rozwadowski (Varsovie, 1920) ; *Sur les expériences de la campagne de 1920 en Ukraine et en Petite-Pologne*, du colonel M. Kukiel (*Bellona*, 1921, n° 1) ; *Jours de grandes défaites et de grandes victoires,* du commandant T. Rozycki (La Revue *Le Gouvernement et l'Armée*, *Rzad i Wojsko,* 1921, nos 2, 10 et 21) ; en outre, les souvenirs du

Dr Marcel Handelsman, professeur à l'Université de Varsovie, *Au 5e Régiment des Légions* (Zamość, 1921) et ceux du correspondant de guerre A. Grzymala-Siedlecki, *Le miracle de la Vistule* (Varsovie, 1921). Le capitaine J. Kaden-Badrowski, mentionné plus haut, a publié, lui aussi, des souvenirs apportant bien des détails, et intitulés *L'expédition de Wilno* (Varsovie, 1920) et *le Printemps 1920* (Varsovie, 1921).

La liste d'ouvrages énumérés ci-dessus ne renferme que les plus importants (nous avons dû en omettre beaucoup, étant données les dimensions de cet article), classés suivant les événements essentiels. Comme il résulte de l'exposé même, il s'agit surtout de sources proprement dites ; elles n'ont été traitées par l'analyse scientifique qu'en partie. Les projets de publications des Institutions scientifiques et militaires ne visent en première ligne également que de rendre accessibles les matériaux dont elles disposent.

Nous ne possédons jusqu'à présent la synthèse ni de l'histoire de la participation de la Pologne à la grande guerre, ni de celle de la guerre polonaise de 1918-1921. Les tentatives faites jusqu'à l'heure actuelle permettent toutefois de discerner les voies sur lesquelles vont probablement s'engager les recherches scientifiques polonaises : 1° L'étude critique aussi bien des grandes manœuvres stratégiques que des mouvements d'action exécutés par les divers corps de troupes et unités militaires, constitue la première étape vers la cristallisation d'une doctrine militaire polonaise ; 2° La synthèse de la participation des Polonais à la grande guerre ne pourra être réalisée que par la combinaison des études synthétiques de l'histoire des formations particulières : celles de Pilsudski, celles de Russie et de France, dont les fragments ont déjà été élaborés.

Stefan Pomaranski.

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

UNE CONTRIBUTION A L'HISTOIRE NAVALE DE LA GUERRE[1]

Von Hase était officier directeur du tir sur le croiseur de bataille allemand *Derfflinger*, quand ce bâtiment fut engagé dans l'affaire du Jutland où il joua un rôle actif et glorieux (31 mai 1916). Avec raison, von Hase ne prétend point donner un récit exact et complet du combat : il faudrait d'abord montrer qu'un tel récit est possible, soit au moment où nous sommes, soit à un moment quelconque à venir ; les historiens sont aujourd'hui prévenus contre les agréables compositions de « récits de batailles » à la manière de Thiers, qu'il s'agisse de batailles de terre ou de mer ; dans les deux cas il y a, pour prendre l'expression de von Hase lui-même, une grande partie de pur roman. L'officier allemand fonde donc son récit, premièrement, sur ce qu'il a vu. C'est beaucoup pour les prodromes et pour les résultats de l'action. Ce serait peu pour le fort de l'action elle-même, où von Hase, enfermé dans son blockhaus, n'ayant d'autre vue sur le monde extérieur que les objectifs d'un périscope constamment encrassé par les fumées, connaissait la situation du combat surtout par les transmissions téléphoniques de la hune avant ! Mais von Hase a eu la bonne fortune de conserver ses feuilles de tir où figuraient l'enregistrement des ordres, les dérives, les distances, les coups tirés et les croquis du combat : documents précieux qui permettent d'authentifier le récit, bien que l'Allemand aille sûrement trop loin en parlant d'un *tableau mathématiquement précis* de la lutte soutenue par le *Derfflinger :* qui peut savoir les déformations que l'anxiété d'un combat mortel a introduites dans la transmission, l'exécution et l'enregistrement des ordres ?

Que voulaient faire les Allemands en sortant le 31 mai dans la mer du Nord ? Uniquement, selon von Hase, donner la chasse dans le Skager-Rak aux bâtiments de commerce ennemis et neutres. Cette explication ne nous satisfait point. Un tel but justifiait la sortie d'une division légère, semblable à celles qui tentaient de temps à autre des coups de surprise sur la côte anglaise. Mais on a peine à s'imaginer que toute l'escadre cuirassée de von Scheer est sortie dans le but de faire la course. Ce n'est pas à cela qu'elle était destinée.

1. Georg von Hase (capitaine de corvette). *La bataille du Jutland vue du « Derfflinger »*, souvenirs d'un officier de marine allemand, traduits par E. Delage, préface de E. Richard, capitaine de corvette, annoté par le service historique de l'état-major de la marine. 1 vol. in-8° de XII + 191 pp., 22 phot., 2 croquis hors texte. Paris, Payot, 1922, 7 fr. 50.

Ce qui paraît certain, c'est que les Allemands ne s'attendaient à rencontrer, ni la Grande Flotte de Jellicoe, ni même les croiseurs de bataille de Beatty, mais tout au plus « des forces légères ou une escadre de vieux croiseurs cuirassés ». On entrevoit très bien dans le récit de von Hase la surprise, voisine de la panique, que donna d'abord aux marins allemands la vue des gros bateaux anglais montant sur l'horizon.

Ce qui paraît certain aussi, c'est que la rencontre des deux flottes fut à peu près fortuite.

Sur l'effroyable ouragan d'acier et d'explosifs qui dura, avec peu d'accalmies, de cinq heures et demie à dix heures et demie du soir (heure allemande), von Hase ne nous dit rien d'intéressant que nous ne sachions déjà. Son récit à le mérite de mettre en lumière la grande importance de la vitesse pendant le combat naval, ainsi que la terrible efficacité du tir de la grosse artillerie à des distances relativement énormes (10.000 à 15.000 mètres et davantage). Disons aussi qu'un obus bien placé — c'est-à-dire placé là où il détermine des explosions de soutes à munitions — fait disparaître avec une foudroyante rapidité le plus gros bâtiment de combat. C'est l'affaire de quelques secondes. Cela s'était vu à Tsoushima. Cela se vit encore, le 31 mai, avec les bâtiments anglais *Queen Mary* et *Invincible*. Ce que l'obus fait, la torpille le fait aussi : exemple, le croiseur allemand *Pommern*, nuit du 31 mai au 1er juin.

Von Hase n'est point un fanfaron. Il regarde la bataille du Jutland comme un succès pour les armes allemandes : n'était-ce pas la vérité officielle dans son pays ? Mais il se contredit par les pages pleines de bon sens (p. 141-142), où il reconnaît que ce prétendu succès mit en réalité le sceau à la défaite allemande dans la guerre marine de surface, puisqu'après le 31 mai la flotte, enfermée à Kiel et à Wilhelmshaven, n'osa plus jamais sortir.

Ce qui importe en effet dans une action militaire, c'est le résultat. Ici, le résultat n'est pas douteux. Les Allemands ont eu beau infliger aux Anglais des pertes quintuples des leurs : la bataille du Jutland est une défaite allemande, parce que la conséquence lointaine, mais directe du Jutland, c'est Scapa Flow.

Aussi ne pouvons-nous nous empêcher d'être un peu surpris de quelques-unes des annotations mises au bas des pages de von Hase par le commandant Richard, au nom du Service historique de la marine.

Les notes du commandant Richard sont utiles quand elles éclairent ou précisent des détails techniques. Elles le sont moins quand elles touchent à l'histoire générale.

C'est donner une idée bien inadéquate des choses, que de dire, comme le fait le commandant Richard (note de la page 43) : « Il n'y eut évidemment dans cette affaire ni vainqueur, ni vaincu. Mais le parti qui devait normalement être écrasé réussit à éviter la défaite. Les Allemands sont donc fondés à dire que le succès fut de leur côté ».

Puisse la marine française ne connaître jamais des succès pareils !

Pour le commandant Richard, si Jellicoe avait recommencé la bataille le 1er juin et s'il avait écrasé la flotte allemande, il eût avancé la fin des hostilités.

Nous sommes persuadé, au contraire, que la fin des hostilités n'eût pas été avancée d'une heure. Les Allemands auraient ultérieurement tenté leur chance sous-marine, tout comme ils le firent et pour les mêmes raisons (voir J. Brunhes et C. Vallaux, la *Géographie de l'Histoire,* chapitre XII).

Et puis il ne faudrait tout de même pas oublier que la grande décision s'est produite sur terre, et ne pouvait se produire que là.

C'est pourquoi l'amiral Jellicoe fut un chef sage et habile. Il laissa tranquillement mûrir les fruits du Jutland, jusqu'au jour où, amenés à maturité par la totale victoire terrestre, ils lui donnèrent la belle récolte de Scapa Flow.

CAMILLE VALLAUX.

L'HISTOIRE MILITAIRE DE LA GUERRE ET LE SERVICE HISTORIQUE DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

Le Ministère de la Guerre a récemment communiqué aux journaux la note suivante :

« A plusieurs reprises, il a été demandé que le ministère de la guerre commence la publication des documents officiels se rapportant aux opérations de la guerre 1914-1918. Le service historique de l'état major de l'armée (transformation de l'ancienne section historique, réorganisée et augmentée) est chargé de cette publication.

« Le but est de donner au public, le plus rapidement possible, par un travail scientifiquement conçu et exécuté, une relation exposant : 1° Dans ses grandes conceptions, la conduite de la guerre par le haut commandement français ; 2° Dans leurs grandes lignes, le développement des opérations.

« Avant de pouvoir établir cette relation, il fallait : d'une part, procéder à un classement méthodique d'archives de toute nature, très volumineuses, se rapportant à près de cinq années d'opérations, et représentant le contenu de près de 60.000 cartons ; d'autre part, dépouiller, analyser ces archives et en extraire la documentation de base répondant au but exposé ci-dessus.

« Le travail, commencé depuis 1919, se poursuit aussi activement que possible. Pour accélérer le travail, le temps de guerre a été divisé en un certain nombre de périodes chronologiques, et l'étude de chaque période confiée à une section distincte.

« Chaque section doit rédiger « un précis d'ensemble » de la période dont elle est chargée, et y adjoindre des annexes comprenant tous les documents mis à l'appui du texte du « précis », jusqu'à l'échelon de corps d'armée inclus.

« L'ordre dans lequel les diverses sections feront paraître leurs publications respectives ne pourra être, d'une manière absolue, l'ordre chronologique.

« D'une part, les crédits élevés qu'exige la publication d'une œuvre aussi importante obligent à l'échelonner, au point de vue budgétaire, sur une période de plusieurs années ; d'autre part, pour chacune des diverses périodes considérées, il faut se livrer à un travail de recherches et de contrôle plus ou moins long, qui ne permet pas d'achever en même temps le travail pour toutes les sections.

« Il y a lieu cependant de penser que dès l'année 1922, et si les crédits nécessaires demandés au Parlement sont votés, pourront paraître les volumes traitant du début des opérations de 1914.

« Ils seront suivis par un certain nombre d'autres, dans lesquels seront successivement traités : la préparation et l'attente de la bataille dans l'hiver 1917-1918 ; la bataille défensive et la bataille offensive de 1918 ; les offensives de 1915 en Artois et en Champagne ; la deuxième bataille de la Marne ; les préliminaires de la bataille de Verdun ; l'expédition des Dardanelles et les débuts de celle de Salonique, etc.

« Enfin, en même temps que les premiers volumes publiés, paraîtra un ordre de bataille concernant les grands commandements et les grandes unités jusqu'à la division incluse. On y trouvera, sous forme de tableaux, la composition détaillée de toutes les grandes unités de l'armée française et leur historique sommaire, depuis la mobilisation (ou leur création) jusqu'à la conclusion de l'armistice. »

Nous sommes à même de compléter ces indications sur plusieurs points. Ce travail a commencé à la fin de 1919, sous la direction du général Douchy ; il se poursuit aujourd'hui — dans la caserne de la rue de Babylone où sont concentrées les archives de la guerre de 1914-1918 — sous la direction du colonel Reboul. Les « sections d'étude » sont au nombre de dix ; chacune d'elles comprend un officier supérieur, chef de section, et des officiers subalternes ; au total, 15 officiers supérieurs et 24 officiers subalternes. L'étude des opérations a été répartie entre elles comme suit : 1° La bataille des frontières et de la Marne, la course à la mer (du début d'août au 13 novembre 1914) : 2° La constitution du front, le front stabilisé, les opérations du 14 novembre 1914 au mois de mai 1915 ; 3° De mai à octobre 1915, Arras, l'Artois, la Champagne, la période d'hiver jusqu'à février 1916 ; 4° Verdun et la Somme (février à octobre 1916) ; 5° L'offensive d'avril 1917 (novembre 1916 à octobre 1917) ; 6° La période d'hiver, les offensives allemandes (novembre 1917 à juillet 1918) ; 7° L'offensive générale (18 juillet 1918 à l'armistice) ; 8° Le front d'Orient (Dardanelles, Macédoine) ; 9° Les fronts secondaires (Palestine, Egypte, Colonies) ; 10° Organisation de l'armée, de la mobilisation à la démobilisation. Le précis d'ensemble rédigé par chaque section comprend un, ou deux, ou trois volumes de texte, suivant l'importance des opérations considérées ; les volumes de documents annexés seront en moyenne au nombre de deux par volume de texte ; avec chaque volume paraîtra un portefeuille de cartes et croquis. L'impression a lieu à l'Imprimerie Nationale ; le premier volume est annoncé pour avril 1922. P. C.

L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA GUERRE ET LA DOTATION CARNEGIE

La Dotation Carnegie pour la Paix internationale (Carnegie Endowment for international Peace) a été fondée en 1910, à Washington, en vue d'organiser une enquête scientifique et complète sur les causes de la guerre et les moyens pratiques de la prévenir. Elle est divisée en trois sections : 1° Relations internationales et éducation ; 2° Économie politique et histoire ; 3° Droit international.

La section d'économie politique et d'histoire avait pour organe un « Comité de recherches » composé d'une quinzaine d'économistes représentant les principaux pays. Elle avait déjà publié un certain nombre de volumes, et en avait un bien plus grand nombre en manuscrit, quand est survenue la grande guerre, qui a obligé de tout reprendre à pied d'œuvre. Le Comité international de recherches a été remplacé par des Comités nationaux, qui achèvent actuellement de se constituer et qui, sous la direction générale de M. J. T. Shotwell, professeur d'histoire à Columbia University, et ancien conseiller de la Délégation américaine à la Conférence de la paix, ont pour mission de publier une histoire économique de la guerre, sous tous ses aspects, tant ceux généraux que ceux spéciaux à chaque pays.

Chaque Comité établit la liste des travaux à faire, sous forme de monographies, et cherche pour chacune d'elles la collaboration la mieux qualifiée. Les centaines d'études faites séparément, mais parallèlement dans les principaux pays, belligérants ou neutres, se contrôleront réciproquement, permettront sans doute de dégager les enseignements que comporte un si grand événement, et contribueront peut-être à en prévenir le retour : par là, l'entreprise rentre dans l'esprit et l'objet de la Dotation Carnegie. Comme le disait le président Elihu Root, en décembre 1920, à la réunion des « trustees » de la Dotation, il s'agit de « sauver de la destruction les documents originaux de l'histoire économique de la guerre, afin que dans l'avenir l'histoire de cette guerre ne puisse pas être ramenée à un simple épisode de glorieux faits et de musique martiale, mais qu'elle soit au contraire une peinture exacte de ce que la guerre a été réellement et de ce qu'elle a coûté. Pour la première fois, un semblable travail aura été fait dans le monde nous donnant une histoire générale de la guerre bien documentée et faite par les contemporains ».

Le Comité français se compose de M. Charles Gide, président, et de MM. Arthur Fontaine, H. Hauser, Ch. Rist et J. T. Shotwell. Il a déjà réparti une cinquantaine de sujets entre autant de collaborateurs, pris parmi les spécialistes compétents. Les monographies qu'ils se sont chargés de rédiger paraîtront en français, en volumes du format in-octavo ; il sera donné des traductions en anglais d'un certain nombre d'entre elles. La publication commencera dès les derniers mois de 1922. P. C.

Parmi les nombreuses et intéressantes publications faites sur l'histoire de la Guerre par la Librairie Payot nous signalerons les suivantes, qui nous ont été adressées : *La Littérature de Guerre, Manuel méthodique et critique des publications de langue française* (*août 1914-août 1916*), par Jean Vic, avec préface de Gustave Lanson (xxxvi-816 pages, en 2 vol. in-12 ; un complément est annoncé) ; *Les Souvenirs de Guerre* (*1914-1918*) d'Erich Ludendorff, traduction précédée d'une préface du général Buat (1920, 2 vol. in-8 de 443 et 410 pages), et l'étude, également signée du général Buat, sur le même (*Ludendorff*, 1920, in-12 de 285 pages) ; enfin le volume du général Lanrezac sur *Le plan de campagne français et le premier mois de la guerre* (*2 août-3 septembre 1914*), avec 4 cartes hors-texte (1920, in-12 de 285 pages) ; *Les Notes intimes de la princesse Blücher* (*Une Anglaise à Berlin*) (1921, 342 pages in-8) ; *L'Effort militaire des Alliés sur le front de France*, par J. Revol (1921, 94 pages in-8) ; *Les Plans secrets de la Politique allemande en Alsace-Lorraine* (1915 1918), par Charles Schmidt (1922, xxviii-264 pages in-8). Tous ces ouvrages font partie de la *Collection de Mémoires, études et documents pour servir à l'Histoire de la Guerre mondiale*. D'autres ont été signalés — et étudiés — dans nos *Revues critiques*.

De la collection « Les Cahiers de la Victoire », publiés par la librairie « La Renaissance du Livre », nous avons reçu les volumes suivants : *L'Effort français, Quelques aspects de la Guerre*, par Joseph Bédier (s. d. in-12 de 325 pages) ; *La deuxième Bataille de la Marne, 15-18 juillet 1918* (*Les étapes d'une victoire*), par Jean de Pierrefeu (s. d., in-12 de 95 pages) ; *La Voie sacrée, Le service automobile à Verdun* (*février-août 1916*), par Paul Heuzé (s. d., in-12 de 95 pages) ; *Sous l'armure, Les chars d'assaut français pendant la guerre*, par Pierre Le Stringuez, lieutenant à l'A. S. (s. d., in-12 de 253 pages) ; *L'Offensive du 16 avril, La vérité sur l'affaire Nivelle*, par Jean de Pierrefeu (s. d., in-12 de 189 pages) ; *Histoire d'une division de couverture, Journal de campagne* (*août 1914-janvier 1915*), par Jean-Marie Carré, interprète à la 4e division d'infanterie (s. d., in-12 de 247 pages). — Signalons particulièrement *Dans les Coulisses de l'Aviation* (*1914-1918*), par Georges Huisman (s. d., in-12 de 343 pages), le seul ouvrage, jusqu'ici, qui retrace l'histoire de l'aviation pendant la guerre, livre solide et vivant, — dont l'auteur, archiviste et historien, a voulu « être aussi objectif que s'il s'était agi d'un mémoire sur la Défense de Paris contre les Invasions normandes ou sur la Crise de l'artillerie au temps de la guerre de Cent Ans ».

Il a paru dans les *Manuels Hœpli* le tome I d'une *Cronistoria della guerra mondiale, du Congresso di Berlino* (*luglio 1878*) *agli Armistizi* (*nov. 1918*), par Ferruccio Quintavalle ; Milan, 1921, xxxiv-800 pages in-16.

Le Gérant : H. HORNER.

TABLES DU TOME TRENTE-TROISIÈME

TABLE DES AUTEURS

(ARTICLES ET REVUES)

BARBAGALLO (Corrado). — La contribution de l'Italie à l'Histoire de la Guerre (trad. par G. Bourgin) 159

BIANQUIS (Geneviève). — La Guerre vue du G. Q. G. austro-hongrois 141

BLOCH (Camille). — Bibliothèque et Musée français de la Guerre 37

BLOCH (Marc). — Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la Guerre. 13

CAIN (Julien). — Le Bureau français d'étude de presse étrangère et ses publications. 87

CARON (Pierre). — Sur l'étude de l'Histoire de la Guerre 3

PASQUET (D.). — Un critique de l'État-Major allemand, Matthias Erzberger, d'après ses Mémoires 133

POMARANSKI (Capitaine Stefan). — La contribution de la Pologne à l'Histoire de la Guerre. 165

RÉAU (Louis). — Les débuts de la Guerre et de la Révolution en Russie, d'après des ouvrages récents. 151

RENOUVIN (Pierre). — La documentation de la Guerre à l'étranger 51

— Les principaux « Bulletins de Presse » français et étrangers. 68

SALOMON (Henry). — Les origines et les responsabilités de la Guerre, d'après MM. E. Bourgeois et G. Pagès. 117

VILLATE (Capitaine R.). — Les documents cartographiques sur la Guerre. . . . 107

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

Cartographie (voir Guerre).
Fausses nouvelles de la Guerre (Les réflexions d'un historien sur les), par Marc Bloch. 13
Guerre (Les documents cartographiques sur la), par le capitaine R. Villate. . . 107
— (Voir Fausses nouvelles et Histoire de la Guerre).
Histoire (La Presse et l'). — Un instrument de travail : le « Bulletin de Presse » :
I. Les principaux « Bulletins de Presses » français et étrangers, par Pierre Renouvin 68
II. Le Bureau français d'étude de presse étrangère et ses publications, par Julien Cain 87
Histoire de la Guerre (Centres d'études et de documentation pour l') :
I. Bibliothèque et Musée français de la Guerre, par Camille Bloch 37
II. La documentation de la Guerre à l'étranger, par Pierre Renouvin 51
Presse (Voir Histoire).

REVUES CRITIQUES

Allemagne (Voir État-Major).
Autriche-Hongrie (Voir Guerre).
État-Major allemand (Un critique de l'), Matthias Erzberger, d'après ses Mémoires. 133
Guerre (Les débuts de la) et de la Révolution en Russie, d'après des ouvrages récents, par L. Réau 131
— (Les origines et les responsabilités de la), d'après des ouvrages récents, par Henry Salomon 117
— (La) vue du G. Q. G. austro-hongrois, par Geneviève Bianquis 141
Histoire de la Guerre (La contribution de l'Italie à l'), par Corrado Barbagallo (trad. par G. Bourgin). 149
— (La contribution de la Pologne à l'), par le capitaine Stefan Pomaranski. . . 165
Italie (Voir Histoire de la Guerre).
Pologne (Voir Histoire de la Guerre).
Russie (Voir Guerre).

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

Bibliographie 182
Histoire de la Guerre :
Histoire économique (l') et la Dotation Carnegie (P. C.) 181
Histoire militaire (l') et le Service historique de l'État-Major de l'Armée (P. C.). 179
Histoire navale (Une contribution à l') (Camille Vallaux) 177

VERSAILLES. — IMPRIMERIES CERF, 59, RUE DU MARÉCHAL-FOCH.

REVUE

DE

SYNTHÈSE HISTORIQUE

REVUE

DE

SYNTHÈSE HISTORIQUE

DIRECTEUR : **HENRI BERR**

TOME TRENTE-QUATRIÈME

(Nouvelle Série. — Tome VIII)

JANVIER A JUILLET 1922

PARIS
LIBRAIRIE LÉOPOLD CERF
12, RUE SAINTE-ANNE (1er)

1922
(Décembre)

L'ESPRIT DE SYNTHÈSE

DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

II

L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, — VUE D'ALLEMAGNE

A la fin d'un article antérieur sur l'Université de Strasbourg, nous annoncions une étude sur les Universités allemandes. Nous ne tarderons pas à la donner : il y a, sur la rive droite du Rhin, un mouvement intellectuel qu'il faut suivre. Aujourd'hui, nous voulons revenir sur l'Université de Strasbourg, — vue précisément de l'autre rive.

Les Allemands, en particulier ceux qui ont enseigné en Alsace, tiennent les yeux fixés sur Strasbourg. Tout ce qui, dans la presse alsacienne, concerne l'ancienne et la nouvelle Université, ils l'enregistrent soigneusement.

Ils relèvent avec plaisir les critiques qu'adressent certains journaux à notre haut enseignement pour son caractère « arriéré », sa centralisation bureaucratique, la lourdeur des besognes dont la préparation intensive aux examens, *Examens-Drill*, écrase les professeurs : « Tandis que le professeur allemand est affranchi de programmes, peut choisir le thème de ses leçons à sa guise et les faire coïncider en général avec ses travaux scientifiques, son collègue français a en face de lui le plus souvent des candidats à divers diplômes de la même spécialité : il doit les mener à un heureux résultat ; car sa valeur, malheureusement, sera presque toujours appréciée d'après le succès ou l'échec de ses étudiants devant les commissions parisiennes d'examen, et son avancement en dépend pour une large part[1]. »

1. Voir Dr Karl Brill, *Das Problem der Strassburger Universität*, in *Lehren und Lernen*, suppl. de la *Deutsche allgemeine Zeitung*, 26 mars 1922.

Le « jubilé » de la fondation de l'« Université Empereur-Guillaume » a provoqué de la part du professeur W. Kapp, dans les *Preussische Jahrbücher*[1], des réflexions qu'il faut recueillir : « L'Université de Strasbourg n'est plus, déclare-t-il. Il y a en moins dans le monde un foyer de culture allemande de grand style. C'est, en tout cas, — abstraction faite des autres préjudices nationaux, — une perte pour le monde de la civilisation, de la culture spirituelle. Il y a bien encore aujourd'hui une Université de Strasbourg ; mais ce sont des maîtres français qui enseignent en français et qui préparent avec des méthodes françaises les « élèves » (*sic*) aux examens français. Ce genre d'activité n'a rien à voir avec une Université allemande, avec l'esprit qui y règne, — d'universalité et de liberté scientifiques. C'est, en réalité, une institution d'esprit français, qui ne peut servir que le génie français. Mais plus cette nouvelle création se développe pleinement dans son caractère français, plus les regards se tournent de nouveau vers ce qui a été.... »

Et M. Kapp insiste sur les fins élevées que se proposaient, en 1872, les fondateurs de l'Université allemande. Malgré le rôle joué par la force bismarckienne, c'est l'Allemagne cultivée, pensante, qui « reprenait » possession de ce que Louis XIV avait « volé ». Il y avait donc une « question d'honneur » pour la nation tout entière à introduire en Alsace le meilleur des forces idéales de l'Allemagne. Aussi des hommes de premier rang occupèrent-ils immédiatement les chaires de Strasbourg ; et l'éclat de leurs leçons fut tel que, de toutes les parties du Reich, conformément aux habitudes voyageuses d'outre-Rhin, des étudiants vinrent chercher en Alsace leur outillage scientifique, — tandis que les indigènes se tenaient à l'écart.

M. Kapp cherche à s'expliquer cette abstention du début, la réserve qui subsista dans la période ultérieure. Il ne se demande point s'il n'y avait pas contradiction interne entre le devoir d'objectivité scientifique et la prétention d'introduire les enfants de l'Alsace « dans l'esprit de la *science allemande*, dans le courant de la *civilisation germanique* », que proclamait l'inscription

1. *Die Kaiser-Wilhelms-Universität Strassburg, Ein Erinnerungswort zum Gedenktag der Gründung*, juillet 1922, pp. 29-36. M. W. Kapp, qui a été professeur en Alsace, est aujourd'hui lecteur de *politische Publizistik* à l'Université de Fribourg-en-Brisgau.

gravée en lettres d'or au fronton de l'Université : *Litteris et Patriæ*. Mais il reconnaît que certains professeurs ont pu être trop *activistes*, que d'autres ont observé à l'égard du milieu alsacien une attitude trop hautaine et dédaigneuse. Il déclare que l'Université de Strasbourg était animée, comme le Reich, de l'esprit du « libéralisme protestant » ; et il signale une antinomie entre cet esprit et l'« esprit bourgeois de style français » ou l'« esprit catholique » qui, selon lui, animaient respectivement les deux catégories de la population alsacienne, l'aristocratie et la masse[1]. Il ne peut refuser « une parcelle de vérité » à cette opinion — que l'Université allemande n'a pas pris racine dans le pays. Et il ne nie pas, au surplus, que l'Université ait décliné peu à peu ; que, par la faute d'autorités qui n'ont pas toujours été à la hauteur de leur tâche, elle ait pris insensiblement le caractère d'une université « régionale », — nous dirions *de province*.

Il est certain, néanmoins, que « les nouveaux professeurs français ne sont pas allés jusqu'à la grotesque affirmation qu'elle n'était qu'une façade brillante derrière laquelle il n'y avait rien ». Peut-être, comme l'a écrit ce professeur « vieil-alsacien », M. Unrich, de Bonn, — que cite M. Kapp, — « l'Université française ne se serait-elle pas constituée si brillamment s'il n'y avait pas eu la grande fondation allemande qu'elle est destinée à *surcouper* à tous les points de vue ». Faut-il aller jusqu'à dire que « l'Université allemande survit dans la française *en polarité contraire* » ?

Par cette « polarité contraire », qu'entendent au juste les Allemands ? On ne saurait leur refuser le droit de juger une organisation scientifique. Mais on sent trop chez eux une arrière-pensée de lutte ethnique, politique même, — qu'ils prêtent également aux autres, — plutôt que la préoccupation légitime d'une rivalité qui se tiendrait dans les limites de la pure science. Dans tout ce qu'ils disent et font au sujet de l'Alsace et de l'Université de Strasbourg il y a quelque chose d'équivoque et de troublant.

En novembre 1921, il s'est fondé à Francfort un Institut scientifique d'Alsace-Lorraine, qui devait avoir sa bibliothèque, ses

1. La création d'une Faculté catholique, au début du XXe siècle, malgré l'opposition de l'Université, fut, selon lui, trop tardive.

archives, son musée, son *Jahrbuch*, qui se proposait de publier des textes alsaciens, qui devait servir de « patrie spirituelle à tous ceux qui sont obligés de fuir leur belle patrie »[1]. Les discours d'inauguration affirment que l'Institut est étranger à la politique ; mais un étudiant déclare que, « malgré les poteaux bleu-blanc-rouge », la fraternité subsiste avec les Alsaciens et Lorrains : « Nous voulons combattre, entre Rhin, Moselle et Vosges, pour la nationalité allemande. »

Les étudiants « alsaciens-lorrains » de douze Universités du Reich ont formé des associations, puis, en août 1920, une association générale qui a eu son siège à Tübingen d'abord et l'a maintenant à Berlin. En février 1922, le *Verband* a tenu un congrès à Heidelberg. On y a lu des poésies et fait entendre de la musique alsaciennes. On y a cherché les moyens de maintenir — sans intervention dans les affaires politiques — les liens spirituels entre l'Alsace et l'Allemagne. Ayons bien conscience, y a dit le professeur Oncken, « qu'au delà de l'État allemand..., il y a un autre monde allemand, lui aussi plein de force et d'activité, plein de ruines et de douleurs, plein de souvenirs et de promesses, et avant tout d'obligations envers une nationalité spirituelle à laquelle nous devons être éternellement reconnaissants et fiers d'appartenir..., — un empire allemand invisible, qui nous reste après que le visible a été brisé[2] ».

L'« idée de la *Kulturnation* allemande » est fort belle, — à condition qu'elle soit un facteur de progrès spirituel et non une arme de combat. Il y a trop peu d'Allemands pour observer une sage mesure, comme cet Heinrich Riehl qui a raconté dans la *Hilfe* ses impressions de voyage en Alsace : « Je sais que je me mets en opposition avec beaucoup de choses qui ont été écrites déjà sur ce sujet dans des feuilles allemandes et que, dans bien des braves cœurs allemands, une désillusion entrera si je crois devoir affirmer qu'il ne peut être parlé pour l'instant d'une pré-

1. Voir la *Deutsche allgemeine Zeitung* des 24 novembre et 15 décembre. Cf. F. Kiener, *Les études alsatiques à Strasbourg*, dans le *Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg*, n° 3, p. 93 : « Nous sommes loin de dire ou de penser du mal de cet Institut. Il ne peut être qu'utile. Sa sollicitude envers l'Alsace nous paraît toutefois un peu excessive. »

2. Cité par le professeur Kapp dans un article de *Die Hilfe* (25 juillet 1922), *Das grössere Deutschland von heute*, — où il est dit que le désir d'influence politique est romain, non germanique, que le « brave » Allemand n'est pas foncièrement impérialiste, et que « pangermanisme » est un mot venu de l'étranger.

dominance d'inclination en faveur de l'Allemagne. » La fidélité de l'Alsace à sa langue permet, dit-il, d'entretenir avec elle des rapports spirituels : et il conçoit le rôle de l'Alsace comme celui de trait-d'union entre la France et l'Allemagne [1]. Mais d'autres cherchent à tirer de la langue un parti moins anodin. Ils constatent avec satisfaction qu'une certaine catégorie de la presse indigène voudrait qu'on autorisât à l'Université des leçons en langue allemande : selon M. Kapp, ce vœu est formulé « sous l'impression de ce que les hautes études allemandes impliquent de culture », et il comporterait une protestation contre « la tutelle, la contrainte, les lisières » que le système français impose à la jeunesse [2].

L'Université française de Strasbourg n'enseigne pas en allemand : mais elle enseigne l'allemand, et la littérature allemande, et la pensée allemande. En 1914, — quarante-deux ans après la fondation de l'Université germanique, — la Faculté de Philosophie n'accordait pas une seule chaire à la France. Parmi les nombreux maîtres, un professeur de langues romanes, Osk. Schultz-Gora, enseignait le vieux français, avec l'italien et l'espagnol. C'était tout [3]. L'Université française a un Institut de langue et littérature allemandes, où enseignent quatre professeurs. Le Programme de la Faculté des Lettres (1920) dit que les études germaniques « revêtent à Strasbourg une importance particulière du fait de la situation présente et du passé historique de l'Alsace — intermédiaire naturelle entre deux civilisations que leurs différences mêmes obligent à se connaître et à s'étudier ». Parmi les quatre enseignements, il y en a un de « civilisation allemande », qui porte sur « l'évolution totale de l'Allemagne depuis les origines jusqu'à nos jours ». Et l'Institut fait appel, « pour tout ce qui concerne la civilisation allemande et ses divers aspects », au concours des philosophes, des sociologues, des historiens, des juristes même de l'Université. La Faculté de Droit, en outre, a créé un Institut de Droit germanique où « les problèmes de droit comparé sont étudiés sur le vif » [4].

1. *Die Hilfe*, 5 et 15 août 1921, *Eine Reise durch die Elsass*, et 5 décembre, *Vom Elsass*.

2. Article des *Preussische Jahrbücher*. Voir aussi la *Deutsche allgemeine Zeitung* du 26 mars 1922.

3. Il y avait un lecteur de français ; et un privat-dozent, dans le semestre d'été, traitait de la peinture française au XIXe siècle. Voir le *Deutscher Universitäts-Kalender, Sommer-Semester 1914*.

4. *Bulletin* cité, n° 3, p. 95.

S'il existe en France une Université dont l'esprit soit large et libre, qui échappe plus que les autres à la « centralisation bureaucratique », c'est bien celle-ci. Elle s'est donné une mission, mais qui n'est point contradictoire avec son rôle scientifique. Elle veut s'attacher chaque jour davantage — si c'est possible — les Alsaciens et rayonner au dehors, par la seule vertu d'une activité puissante et sereine. La meilleure des propagandes pour une institution de ce genre consiste dans la recherche imperturbable de la vérité [1]. L'Université de Strasbourg n'est pas une Université de combat, mais de liaison. En étudiant l'Allemagne, elle n'hésitera jamais à signaler ce qui, chez sa voisine, mérite l'intérêt, ou même l'éloge. — Et c'est ce que nous nous proposons de faire, pour notre part, à l'égard de ces Universités allemandes, si complexes, où, parmi les éléments contradictoires, il y en a de remarquables et que la France ne doit pas méconnaître.

HENRI BERR.

1. Nous avons prouvé précédemment (t. XXXII) que l'Université de Strasbourg n'a pas l'exclusive préoccupation de préparer des « élèves » aux examens. « Notre Faculté n'a pas seulement pour tâche d'enseigner ; elle est aussi et nous pourrions dire, elle est surtout un laboratoire, une série de laboratoires — représentés par nos Instituts et nos centres d'études — de libres recherches scientifiques » : ainsi s'exprime le doyen Pfister dans les premières pages du *Bulletin* récemment fondé (Librairie Istra ; n° 1, nov. 1922 ; 10 fr. par an, 1 fr. 50 le n°).

Avec ses Instituts ; avec ses *Publications*, qui se succèdent nombreuses, diverses et également solides ; avec son *Bulletin*, ingénieusement conçu, qui — au point de vue scientifique — renseignera sur l'outillage existant et tendra à promouvoir les recherches, en particulier sur les problèmes locaux, la Faculté des Lettres de Strasbourg donne de plus en plus une impression d'activité méthodique et féconde.

DES ORIGINES DES SÉMITES

ET DE CELLES DES INDO-EUROPÉENS

Depuis bientôt cent ans, que les études des civilisations orientales ont pris le développement qu'elles comportaient, les deux problèmes autour desquels s'est le plus agité le monde savant sont, sans contredit, ceux concernant les origines des Sémites et des Indo-Européens. Tout d'abord, en ce qui concerne les Sémites, l'impulsion a été donnée par les sentiments religieux et, comme il en advient toujours quand on fait intervenir la croyance dans des questions d'ordre scientifique, le désordre le plus fâcheux s'est introduit dans la grande majorité des esprits. Israélites, catholiques et protestants, interprétant en sens divers les textes bibliques, souvent avec une naïveté qui prête à rire aujourd'hui, ont écrit, sur le berceau et les migrations des Sémites, des milliers et des milliers de pages qui, depuis l'introduction de la méthode scientifique dans les études historiques, ne méritent même plus la peine d'être lues ; et, cependant, on voit encore paraître fréquemment, dans des publications spéciales, il est vrai, des articles qui feraient croire à la résurrection de ces exégètes bibliques qu'ont connus nos arrière-grands-pères.

A cette époque, l'Anthropologie n'existait pas, la Géologie et la Paléontologie étaient à peine nées, et la linguistique, encore dans l'enfance, se croyait permis de régler toutes les questions relatives aux origines des peuples. Puis, au fur et à mesure que se produisirent les découvertes archéologiques, que des textes, jusqu'alors inconnus, sortirent de l'oubli, la Bible prit peu à peu sa valeur documentaire, comme reproduisant les anciennes traditions des peuples orientaux et, lentement, la lumière se fit, comme aux débuts de la création ; mais cette lumière n'était encore qu'une

clarté bien pâle. Ce fut l'ère triomphale de la linguistique, qui crut et, dans bien des cas, croit encore de nos jours pouvoir juger en dernier ressort des plus graves questions de l'Antiquité.

Loin de moi la pensée de refuser à la linguistique un grand pouvoir classificateur et, par ses traductions des textes, la révélation de mille faits dont les conséquences sont de la plus haute importance dans l'étude de l'évolution humaine ; mais les données positives de la linguistique s'arrêtent là où commencent les plus anciens documents épigraphiques, et ne sauraient remonter au delà que par des déductions très souvent de la plus haute valeur, mais aussi dans lesquelles, malheureusement, l'imagination se donne trop libre carrière, par suite de l'exclusivisme dans lequel se tiennent, parfois, certains des savants qui se sont voués à ses diverses branches. Son rôle est de traduire les textes et d'étudier l'évolution du langage, de chercher à remonter aux sources et de partager l'humanité en groupes de parlers différents ; mais elle reste en dehors des arguments que peut fournir la nature physique de l'homme et, par suite, est inapte, dans la plupart des cas, à découvrir les parentés réelles entre les différentes familles peuplant aujourd'hui le monde, elle ne tient aucun compte des milieux divers dans lesquels se sont développées les civilisations, ni des phénomènes naturels qui, dans tant de cas, ont dicté aux hommes la conduite qu'ils avaient à tenir.

Combien de peuples, au cours des âges, par suite de circonstances multiples et diverses, ont été latinisés, hellénisés, sémitisés par le langage, tout en appartenant à des groupes physiques très différents les uns des autres, à des races d'aptitudes diverses ! Chacune des pages de l'Histoire présente des exemples de disparition de langage. Le Latin règne en Gaule, et les parlers des Ligures, des Gaulois, ont disparu. Il y a un siècle environ que sont morts les Égyptiens qui furent les derniers à parler le Copte ; l'Ourartien, l'Anzanite, l'Hétéen, l'Étrusque et cent autres langues se sont éteintes, d'autres, très nombreuses, sont en voie de disparaître ; et si les quelques milliers d'années, auxquels se réduit notre observation, offrent de pareils exemples, que devons-nous penser des espaces de temps, beaucoup plus étendus, qui ont précédé l'Histoire ?

Ce sont les circonstances qui ont fait naître les groupes linguistiques, en agglomérant des éléments ethniques disparates, en les

unifiant artificiellement ; et nous pouvons tenir pour certain qu'aucune famille linguistique n'est indemne de mélanges.

Mais l'anthropologie, sur laquelle on a jadis basé de si belles espérances, que bien des fervents croient encore être la science de l'avenir, en ce qui regarde l'évolution humaine, offre moins encore de garanties que la linguistique. Elle classe sèchement les types humains, sans tenir compte des mélanges, en nombre infini, qui se sont produits au cours des âges et, dans bien des cas, verse dans l'invraisemblable, en groupant des familles qui, assurément, n'ont jamais eu entre elles la moindre parenté, ni le moindre contact.

N'est-il pas bien singulier de voir, par exemple, ranger les Lapons, les Malais, les Américains (sauf les Peaux-rouges), les Esquimaux, les Australiens, les Turcs et les Mongols dans la classe *Mongolique*. Les Australiens, les noirs du Dekkan et les Ethiopiens dans une même section, celle des *Australoïdes*, et, par suite, de s'entendre dire, ou tout au moins suggérer, que ces divers peuples possèdent une origine commune.

Ailleurs, dans d'autres ouvrages, on voit des rapprochements dont l'absurdité saute aux yeux de toute personne quelque peu au courant de l'histoire ancienne. N'a-t-on pas réuni dans les *Assyroïdes*, les Assyriens (d'après les bas-reliefs), les Persans Adjémis, certaines tribus kurdes, une partie des Arméniens et des Juifs, sans se préoccuper des régions d'où ces hommes sont partis. L'anthropologie, qui n'a pas encore pu nous dire ce que nous devons penser de la monogénie ou de la polygénie, qui abandonne cette question, cependant d'importance, à la conviction sentimentale, croit à la polygénie, mais ne présente aucune preuve à l'appui de cette thèse. Mais si l'Anthropologie, dans son acception la plus large, n'a pas encore donné de satisfaisantes solutions, du moins a-t-elle sur toutes les autres branches des études, l'immense avantage, par la Paléontologie humaine, de suivre l'homme, en tant qu'être physique, jusqu'à des temps auxquels aucune science ne saurait atteindre : c'est d'elle que nous devons attendre les révélations les plus passionnantes.

L'ethnographie préhistorique ne le cède en rien à la linguistique et à l'anthropologie, quant à l'impuissance d'en arriver à une classification rationnelle des groupes humains modernes ou disparus. Lors de l'enfance de cette branche d'études, on a pensé que l'examen des industries amènerait à des conclusions, quant

aux parentés des peuples et à leur position chronologique ; mais ces illusions se sont bientôt évanouies. Ce ne sont pas de pauvres restes de l'industrie de la pierre qui peuvent être concluants à cet égard. Il est reconnu aujourd'hui, et c'est par là qu'on aurait dû commencer, que le monde était, en ces temps éloignés, partagé entre une foule de tribus ayant eu bien souvent les mêmes conceptions de l'emploi de la pierre pour la fabrication des armes et des outils, et que, par suite, les mêmes industries ont pu naître et se développer en des pays très éloignés les uns des autres, et en des temps très différents. En Australie, par exemple, chez les indigènes vivant encore de nos jours, on voit en usage toutes les formes de nos outillages préhistoriques, depuis le coup de poing chelléen, jusqu'à la pointe de flèche de notre néolithique, et les innombrables tribus qui habitent les deux Amériques ne diffèrent pour ainsi dire pas par les vestiges de leur armement qu'elles laisseront à la postérité, elles présentent tous les caractères anthropologiques entre l'extrême dolichocéphalie et la brachycéphalie la plus parfaite, diffèrent entre elles au point de vue linguistique, mais se ressemblent quant à leurs industries de la pierre.

Quand, au XVIIIe siècle, les navigateurs européens sont entrés en contact avec les peuplades de la Polynésie, ils ont constaté, dans toutes les îles, l'existence d'une civilisation néolithique plus ou moins avancée, suivant le développement cérébral des peuples. En Australie, en Tasmanie, vivaient les tribus les plus primitives, alors que les Tahitiens jouissaient d'une culture fort avancée. Quels pouvaient être les restes laissés par ces civilisations si différentes ? En Australie, des armes et des instruments de pierre éclatée ou polie, qu'on prendrait volontiers pour des phases successives de la culture industrielle ; à Tahiti, de belles haches polies, quelques éclats et quelques ornements de nacre ; car tout le reste du mobilier des Tahitiens était fait de matières périssables ; et ces observations amèneraient les préhistoriens à conclure que l'Australie a été peuplée bien des milliers d'années avant les Iles de la Société, qu'en Nouvelle-Hollande il y a eu survivance de formes archaïques, quaternaires, etc..., etc.... Que dire des nombreuses tribus des Amazones, qui en sont encore à l' « industrie du bois », et ne laisseront que leurs propres os ?

Je suis loin de vouloir retirer à la préhistoire de l'occident de

l'Europe sa valeur chronologique relative locale, mais, par les exemples qui précèdent, je pense avoir montré clairement que cette valeur chronologique ne peut pas être étendue au delà de certaines limites géographiques, assurément restreintes, qu'il est encore impossible de préciser, et qu'on n'est pas en droit de généraliser.

Parmi les erreurs commises par les préhistoriens, la plus grave est celle qui consiste à voir des influences, partout où se rencontre un silex taillé semblable à ceux de nos pays. L'erreur est aussi néfaste au point de vue chronologique, qu'à celui des mouvements de peuples ; car, pour expliquer ces prétendues influences, on est obligé d'admettre des migrations pour la plupart invraisemblables. N'a-t-on pas fait voyager les pré-Tunisiens et leur industrie archéolithique au travers de la mer Méditerranée et de la Gaule du sud, pour leur faire habiter le versant septentrional des Pyrénées. A ces fantaisies viennent se joindre les conclusions des gens ignorants. Dernièrement encore on a pris, pour une industrie Aurignacienne, une station de la vallée du Nil parfaitement caractérisée comme énéolithique ! et l'auteur de cette prétendue découverte s'est empressé de créer toute une série de migrations, d'invasions, de voyages de tribus qui n'ont jamais existé que dans son imagination vagabonde !

Ainsi les trois branches de la science sur lesquelles on espérait pouvoir s'appuyer pour élucider la question des origines des races humaines, tout en fournissant de très utiles renseignements, ne permettent aucune vue d'ensemble de la question ; force nous est donc de chercher ailleurs.

***

On a, jusqu'à ce jour, à mon sens, beaucoup trop négligé l'étude des phénomènes naturels capables d'influencer la conduite des hommes. De fort belles études paléontologiques ont été faites sur les diverses faunes de l'Europe, aux temps glaciaires et, grâce à ces travaux, on est parvenu à définir les climats de nos pays, mais de nos pays seulement, durant les diverses phases du Pliocène et du Pleistocène ; quant aux cataclysmes qui ont pris place à cette époque, on n'en a pas encore déduit les conclusions d'ordre général par rapport à la vie de l'homme ; et c'est là, cependant, qu'il faut chercher les causes les plus importantes des divers

stades de l'évolution humaine. L'homme contraint par la nature a dû, dans bien des cas, prendre des déterminations auxquelles il n'aurait même pas songé sans ces raisons majeures.

Dès l'époque pliocène, probablement par suite de mouvements de l'écorce terrestre, à l'air libre comme au fond des mers, en raison de soulèvements qui se sont produits dans l'hémisphère septentrional, et de modifications climatériques qui, peut-être, n'ont été que les conséquences de ces modifications de la croûte du globe, une ère de grande humidité a pris naissance, et ce concours de circonstances favorables a fait naître d'immenses champs de neige dans le nord de l'Europe, le Caucase et l'Arménie, le plateau iranien, tout le massif asiatique central et le nord de l'Amérique. Bientôt ces champs de neige se sont écoulés sous forme de glaciers, partout où s'étendaient des plaines, où ne se trouvaient pas de barrières infranchissables, alors que les hauts plateaux de l'Arménie, de l'Iran, de l'Asie Centrale, bordés de grandes chaînes montagneuses, conservaient leurs accumulations de neige. L'un des pôles du froid était alors situé dans le nord des Alpes scandinaves.

La surface habitable du globe se trouva donc, de ce fait, considérablement réduite, des provinces se formèrent plus ou moins indépendantes les unes des autres, et la faune, y compris l'hominien, s'il existait déjà, dut se contenter d'une part des pays méditerranéens, de l'Afrique et de l'Asie antérieure, d'autre part de la presqu'île hindoue, enfin de la Sibérie qui, pour des raisons multiples, demeura indemne de cette grande expansion glaciaire.

Vers la fin du Pleistocène, de nouveaux mouvements de l'écorce terrestre amenèrent la débâcle des glaciers, ainsi que la fusion des neiges dans les réservoirs sans issue, et la phase d'humidité intense n'ayant pas encore pris fin, il résulta de ces faits concommittants les formidables inondations auxquelles sont dues les alluvions qu'on rencontre sur toutes les parties du globe émergeant de nos jours. Dans les pays tropicaux, d'immenses lacs rompant leurs digues naturelles, sous l'influence de pluies torrentielles, produisirent un déluge analogue à celui que causait, dans la région du nord, la débâcle des glaciers.

Parmi les résultats des oscillations de l'écorce terrestre, nous devons enregistrer la disparition, sous les eaux de la mer, de vastes surfaces qui émergeaient jadis, soit qu'elles eussent été

couvertes par les glaciers, soit que libres elles aient été habitées ; mais ces effondrements, soit que nous en possédions des preuves, soit que nous en pressentions l'existence, nous n'en pouvons connaître ni l'étendue ni l'intensité verticale.

Ces grandes inondations, successives, irrégulières en puissance, comme en direction ont, dans d'immenses régions, anéanti la flore et la faune ; et l'homme, qui fréquentait plutôt les vallées que les hauteurs, n'a pas été plus ménagé que les animaux ; car nous retrouvons en abondance extrême les produits de son industrie dans les alluvions, en même temps que les ossements des vertébrés de grande stature, ses compagnons ; pour les os des petits animaux et ceux de l'homme ils ont été détruits au cours du charriage par la violence des courants.

Tous les hommes, cependant, n'avaient pas été détruits. Dans bon nombre de régions des familles ont échappé au désastre, soit par la fuite, soit parce qu'elles s'étaient établies dans des sites qui n'ont pas été atteints par les eaux; et ces gens, s'accommodant aux nouvelles conditions d'existence, ont modifié leur manière de vivre, en même temps que l'outillage qu'ils nous ont laissé. A l'industrie paléolithique (chelléo-moustiérienne), succéda, par la force des choses, l'armement et l'outillage archéolithique (Aurignacien, Solutréen, Magdalénien) : le fait est reconnu dans l'Europe occidentale et le nord de l'Afrique.

Peu à peu, tout au moins dans nos régions, les gens sauvés du déluge purent reconquérir les terrains d'où leurs ancêtres avaient été chassés, et si parfois nous rencontrons dans les alluvions les plus jeunes, des traces de leurs nouvelles industries, c'est que, s'étant trop avancés, ils ont encore été victimes d'inondations tardives. Ces gens, dans nos pays, étaient dolichocéphales et appartenaient à plusieurs races, ainsi que l'a magistralement montré dans son dernier ouvrage le savant anthropologiste Marcellin Boule.

Comme on le peut voir, par les lignes qui précèdent, les phénomènes naturels du Pliocène et du Pleistocène ont donc eu une très grande influence sur le développement de l'humanité. Après les grandes inondations de la fin du Pleistocène, il ne restait plus que quelques tribus, irrégulièrement réparties sur le globe et d'immenses régions devenues complètement désertes. Parmi les contrées abandonnées étaient, semble-t-il, toute l'Asie antérieure

méridionale et l'Égypte. Pays dans lesquels on rencontre, dans les alluvions, des instruments paléolithiques, mais où, jusqu'à ce jour, on n'a pas trouvé trace de l'industrie archéolithique.

Cependant toutes les provinces de nos continents ne se trouvaient pas dans des conditions géographiques, par suite, climatologiques semblables. Pendant toute la durée des temps glaciaires, alors que les terres voisines de la Méditerranée conservaient entre elles des voies de communication, la Sibérie était complètement séparée du monde méditerranéen. A l'ouest, les glaciers scandinaves s'étendaient jusqu'à l'Oural et descendaient jusqu'aux rives du grand lac aralo-caspien, au sud, les plateaux de l'Arménie et de l'Iran étaient couverts de neige et, sur leurs chaines bordières, s'écoulaient de vastes glaciers ; au sud, l'Hindou-Kouch et tous les hauts pays de l'Asie centrale formaient une barrière infranchissable.

Cependant l'homme vivait en Sibérie, car on a reconnu ses restes dans les alluvions quaternaires et, d'ailleurs, ne les trouverait-on pas, que l'exode des populations vers l'ouest qui s'est produit, dès que les portes de l'Europe furent ouvertes, suffirait à prouver qu'il existait dans ces plaines un vaste réservoir d'humanité.

N'oublions pas que les portes entre l'Europe et la Sibérie se sont fermées au cours du Pliocène ; par conséquent que c'est en plein Pliocène, si ce n'est même avant, que l'hominien est venu s'installer dans les steppes du nord de l'Asie, en même temps que les grands vertébrés dont les cadavres se sont conservés dans les glaces. Si donc on ne découvre pas un jour un passage par lequel l'homme aurait pu s'introduire dans les plaines sibériennes au cours des phénomènes glaciaires, ce qui semble très improbable, il faut admettre que l'hominien existait en Sibérie à la fin du Tertiaire, et qu'il a été enfermé avec ses compagnons les animaux des pays chauds.

Mais, à la suite de la disparition des glaciers scandinaves, quand les courants chauds se sont établis dans l'Océan Atlantique, le pôle du froid a émigré et peu à peu, s'est éloigné vers l'orient de 115° environ en longitude, en menant avec lui son cortège dévastateur.

La faune de contrées chaudes, après avoir lutté longtemps, s'est éteinte, et l'homme, dès que les portes de l'Europe et des Indes furent ouvertes, s'est précipité vers l'occident et vers le sud, par

vagues successives, innombrables qui, pendant plusieurs milliers d'années, ont déferlé sur l'Ancien Monde considérablement augmenté comme superficie par la disparition des glaces.

Ces hommes étaient des brachycéphales, c'est-à-dire d'une race très différente de celle de nos nordiques et de nos méditerranéens, ils possédaient des langues de forme inconnue dans le vieux monde. Ces caractères et le fait de leur emprisonnement pendant toute la durée des phénomènes glaciaires, l'époque très ancienne à laquelle cette séparation du reste du monde s'est produite porteraient à penser qu'on peut faire de ces gens une espèce différente des vieilles races de l'Europe. Il ne m'appartient pas d'entrer dans des considérations linguistiques, qui, d'ailleurs, n'ajouteraient rien à ce fait indéniable de la présence de l'homme en Sibérie, privé de toute communication avec les autres races humaines depuis l'époque Pliocène ; mais bien des savants, *Renan* lui-même, ont accordé une telle importance aux grands foyers des langues, qu'on est amené à songer à l'hypothèse de la pluralité des espèces humaines.

Dans les lignes qui précèdent, je n'ai fait aucune supposition quant au dépeuplement de la terre par les grandes inondations quaternaires et à la formation de grandes provinces humaines, je me suis borné à mettre en présence des faits isolément connus de toute personne au courant de l'histoire du Globe, mais qui, rassemblés, comparés entre eux, dévoilent l'un des épisodes les plus importants, les plus dramatiques de la vie des hommes sur notre planète. Il me fallait faire cet exposé, avant d'entrer dans le vif des questions que je me propose de traiter dans cette étude : de l'origine des Sémites et de leurs migrations primitives, puis de celle des Indo-Européens.

***

Qu'entend-on par *Sémites* ? Je ne puis mieux faire que de passer la parole au *P. M.-J. Lagrange* qui, dans son étude magistrale sur les religions sémitiques, donne une définition très claire de ce groupe linguistique bien délimité, dont le rôle a été si grand de par le monde.

« Les Sémites, dit le savant Dominicain, forment dans l'histoire un groupe facile à reconnaître. Tout le monde est aujourd'hui

d'accord pour les compter ; les Assyro-Babyloniens, les Cananéens, les Araméens, les Arabes sont des sémites ; sémites aussi sont les tribus Térakhides, Israël et son frère Edom, Ammon et Moab leurs cousins, sans parler des colonies phéniciennes de la Méditerranée ni des établissements mélangés en Ethiopie. Aucun historien ne prétend d'ailleurs qu'il s'agit ici d'une race absolument pure ; encore moins essaierait-on, au nom de l'histoire, de dire de quel couple ils sont descendus. L'histoire ne connaît pas de nation descendant d'un seul couple... C'est à peine si les membres d'un clan isolé peuvent se targuer d'appartenir au même sang ; chez les tribus arabes les plus fières de leur race il n'est pas rare de rencontrer des nègres... L'Italien, l'Espagnol et le Français sont des vestiges assurés de l'union romaine. Telles sont les langues des groupes que nous énumérions tout à l'heure ; l'Assyro-babylonien, l'Araméen, l'Arabe, l'Éthiopien et le Cananéen (Hébreu, Phénicien, Moabite) se ressemblent tellement entre eux, qu'on peut les considérer comme les fractionnements d'une même langue. Les Sémites ont donc vécu ensemble, dans une union plus étroite que celle que nous font connaître les documents écrits. » Ainsi c'est d'une famille linguistique qu'il s'agit, quand nous prononçons le nom de Sémites, et non d'un groupe ethnique.

Mais cette famille n'est pas homogène seulement par son parler, elle l'est, dans une très large part, par sa culture, par son caractère entreprenant, par ses traditions.

Le foyer de la famille Sémitique est, et a toujours été, aussi haut que nous puissions remonter, dans l'Arabie. C'est de la péninsule que sont partis les flots successifs qui se sont abattus sur la Chaldée, la Mésopotamie, l'Assyrie, la Phénicie, la Palestine, dans la haute antiquité ; que sont partis les conquérants musulmans, dont l'empire s'est étendu, dans le moyen âge, depuis les rivages de l'océan Atlantique jusqu'aux Indes.

L'anthropologie ne reconnaît pas le nom de « Sémite », ni même n'accepte, sous aucune autre appellation, le groupement intime des peuples qui composent cette famille linguistique. D'ailleurs la définition qu'en donne le P. Lagrange pouvait le faire prévoir. Il n'y a pas homogénéité physique chez les gens de parler Sémitique, pas d'unité d'origine et, dans cette grande famille, les Sémitisés sont infiniment plus nombreux que les vrais Sémites.

Si nous faisons abstraction des peuples sémitiques, aujourd'hui

disparus, si nous n'envisageons que la situation actuelle de cette famille linguistique, nous voyons qu'elle est représentée par les Arabes, les Syriens et les Juifs.

En dehors de la péninsule arabique, les Arabes occupent, aujourd'hui, une portion de la Mésopotamie, le pourtour de la Mer Rouge, la côte orientale du golfe Persique, et le nord de l'Afrique. Le type pur, dolichocéphale, s'est conservé, au sud de la péninsule, dans les montagnes de l'Hadramaout et de l'Yémen. C'est là que se trouvaient jadis les états himyarites : on le rencontre aussi chez les descendants des Ismaélites, dans l'Arabie centrale et septentrionale, alors que les tribus plus voisines des côtes et de la Mésopotamie montrent des mélanges soit avec les Assyroïdes du Tigre et de l'Euphrate, soit avec les Turcs. Ailleurs, fait remarquer *J. Deniker* dans son ouvrage sur « Les races et les peuples de la Terre », comme à Haza et sur la côte de l'Yémen, les Arabes sont métissés de Nègres et d'Éthiopiens.

Hors de ces régions qui constituent le véritable patrimoine des Sémites, on rencontre les traces de cette famille de langues dans toute l'Afrique du nord, en Espagne, dans les îles méditerranéennes, en Perse occidentale, aux Indes, et, plus particulièrement dans la Syrie et la Palestine, pays où ils sont venus se croiser avec un vieux fond sémitique de Phéniciens et de Cananéens, et avec les Asianiques.

Je ne parlerai pas des Juifs, parce que leurs caractères physiques se sont modifiés dans leurs migrations, et qu'au point de vue ethnique ils ne constituent plus un ensemble bien défini. Les Israélites de la Bosnie, par exemple, sont mésocéphales, ceux de la Galicie et du Caucase sous-brachycéphales, ceux du Daghestan hyperbrachycéphales, ceux de Constantinople, venus d'Espagne, sont mésocéphales, etc... et à ce point de vue les Israélites doivent donc être considérés comme des Sémitisés, plutôt que comme des Sémites. Il est à remarquer que le type dolichocéphale se retrouve non seulement dans les régions de l'Arabie demeurées en dehors des mélanges ethniques, mais jusqu'en Algérie et au Maroc. On peut donc dire que les Sémites purs font, au point de vue ethnique, partie de la vieille famille quaternaire à laquelle on a donné le nom de Méditerranéens, et qui n'a rien de commun avec les Indo-européens brachycéphales.

Ainsi l'étude des Sémites modernes nous conduit à placer le foyer

de la famille linguistique Sémitique dans la Péninsule arabique, et cette conclusion concorde avec tout ce que nous savons par les traditions, par l'histoire, par la répartition des langues, depuis la plus haute antiquité.

Les Arabes sont blancs et les Sémites que connaissaient les Égyptiens pharaoniques l'étaient également. Quelques auteurs, s'appuyant sur ce caractère, ont pensé qu'ils ne pouvaient pas être autochtones de ces pays brûlés par le soleil, et ont proposé de les réunir aux races nordiques ; c'est une grave erreur que de croire que la couleur de la peau peut être influencée par la latitude de l'habitat, et c'est très improprement qu'on a donné à l'Afrique le nom de « Continent noir ». Cette immense terre est bien loin d'être peuplée uniquement de nègres : les Berbères, les Hottentots, les Bochimans, entre autres, ne sont pas noirs et, si la latitude avait une influence sur la couleur, nous devrions constater la présence d'éléments nègres dans l'Amérique tropicale, alors que toutes les populations équatoriales du Nouveau Monde sont jaunes. Rien ne s'oppose donc à ce que les Arabes, représentants très purs de la famille sémitique, soient autochtones de la Péninsule, et appartiennent aux vieilles races qui, aux temps quaternaires, habitaient les pays méditerranéens.

***

Mais avant de poursuivre l'étude des origines Sémitiques, il est nécessaire de parler du pays que nous sommes amenés à considérer comme étant le berceau de cette famille linguistique : l'Arabie n'est malheureusement pas encore explorée, tant au point de vue de la géographie physique, qu'à celui de la géologie et son histoire primitive est encore enveloppée de ténèbres. L'Hadramaout et l'Yémen ont fourni bon nombre de textes épigraphiques, inscriptions, toutes de très basse époque et sans valeur, par rapport aux temps qui nous intéressent.

L'Arabie est une péninsule massive, grande comme un tiers de l'Europe, et située au centre de l'Ancien Monde, elle appartient à la fois, comme pays de transition, à l'Asie et à l'Afrique. Par ses contours, par l'orientation de ses montagnes, par son climat, elle est surtout une terre africaine, alors que, par la direction de ses vallées, elle se rattache à la Mésopotamie, dont elle constitue le versant

méridional. Entourée presque de tous côtés par la mer, limitée au nord par d'infranchissables déserts, elle constitue un monde à part, que ne traversent aucune des grandes routes naturelles, que les voyageurs évitent au contraire ; et cet isolement, voulu par les lois de la nature, qui lui a valu le nom de *Dzézireh-el-Arab*, l'Ile des Arabes, a été la grande cause de la conservation du type physique de ses habitants et de leur langage.

Je ne connais, personnellement, que les déserts du nord et que les côtes de cette mystérieuse presqu'île sur lesquelles je n'ai mis le pied à terre qu'à Aden et à Mascate, mais vingt fois j'ai suivi son littoral, et j'ai toujours ressenti, à l'aspect de ses montagnes brûlées par le soleil, une impression pénible, une sorte de crainte mêlée de curiosité. Ainsi vue, l'Arabie paraît être un enfer. Il est d'ailleurs bien peu de voyageurs qui se soient aventurés dans ces déserts où, non seulement, ils avaient à lutter contre les plus terribles obstacles de la nature, mais aussi contre l'intolérance des populations ; car, de tous les pays du monde, cette péninsule est certainement la région la plus fermée par ses habitants, et cette xénophobie, poussée jusqu'aux extrêmes limites par le fanatisme musulman, a bien certainement été l'une des principales causes de la conservation de la race, de sa langue et de ses traditions.

L'Arabie, au point de vue de la géographie physique, se partage en deux régions bien distinctes : au sud-ouest un large plateau longeant la Mer Rouge, égalant, en largeur moyenne, la moitié, à peu près, de celle de la presqu'île entière, s'allonge au sud, sur la côte de la Mer des Indes et, au nord se relie, par les hauteurs voisines du golfe d'Akaba, aux chaînes de la Syrie. L'altitude de ce plateau oscille entre 1.000 et 2.000 mètres. Il sert de base aux massifs montagneux du Hedjaz, de l'Yémen et de l'Hadramaout, dont quelques pics dépassent 3.000 mètres de hauteur. Au nord-est, occupant la moitié environ de la péninsule, est une immense zone désertique, légèrement inclinée vers le golfe Persique et la Mésopotamie qui lui fait suite. Puis, à l'extrémité de cette zone à Mascate, est une sorte d'îlot montagneux, un massif qui, par son altitude, attire à lui quelque peu d'humidité et, par suite, des habitants.

Au nord, dans le désert de Nesfoud, sur de rares points d'eau, on compte encore quelques bourgades, Kal, Maskakeh, Djouf, Djobbah, Teima, etc..., mais en général le sol est d'une aridité

absolue, on ne voit que collines couvertes d'alluvions, privées de toute végétation, que vallées sans eau, toutes inclinées vers l'Euphrate ou vers le golfe Persique. Le grand fleuve chaldéen, lui-même, coule au milieu de la plus affreuse des désolations. Sur sa droite comme sur sa gauche, on ne découvre que mamelons arides, couverts de cailloux roulés, brillant d'un reflet fauve, sous les rayons d'un soleil de feu.

Plus au sud, entre le Nedjed et la côte de la mer des Indes, entre l'Yémen, l'Hadramaout et l'Oman, s'étend, sur une largeur de 12 à 1500 kilomètres le terrible désert de Dahna, l'un des pôles de la chaleur, où souvent, à l'ombre, le thermomètre atteint 60°. Personne n'ose s'aventurer dans cet enfer où ne croît pas un brin d'herbe, aucun oiseau ne vole au-dessus de cette plaine silencieuse, de cet océan de vagues de sable : là, le voyageur rencontre des gouffres effrayants qui, suivant les rares nomades qui connaissent ces lieux, renferment d'immenses trésors, sous la garde de monstres fantastiques ; mais aucun bédouin n'a le courage de s'approcher de ces précipices, remplis d'un sable d'une extrême finesse, fluide comme l'eau, où s'enfoncent et disparaissent hommes et animaux, quand par imprudence ils mettent le pied sur ce terrible piège.

De nos jours, la population s'est concentrée sur le plateau occidental de la Péninsule et dans les montagnes qui bordent la mer. Là, sur les hauts sommets, il neige en hiver, et les pluies sont assez fréquentes lors de la saison. Il en est de même, pour les condensations de l'humidité, sur les côtes du golfe Persique, aussi ces régions sont-elles habitées, alors que dans les déserts vivent seuls quelques nomades installés près de très rares points d'eau. Dans cet immense territoire, limité au golfe d'Akaba, aux montagnes d'Idumée, à la rive gauche du Jourdain et à l'Euphrate, par le golfe Persique, l'océan Indien et la Mer Rouge, on compte tout au plus six millions d'habitants, vivant dans un espace de trois millions de kilomètres carrés, ce qui donne une moyenne de deux habitants par kilomètre carré, de quatre ou cinq dans la région fertile ; là, à de grandes hauteurs, sont des villes populeuses, Sana, la capitale de l'Yémen, est à 2.130 mètres d'altitude, et toutes les vallées qui descendent des grandes chaînes, et coupent les terrasses de leurs contreforts, sont habitées, aussi bas que descendent les cours d'eau. Au delà, les ruisseaux se perdent dans

les sables, ou bien leurs eaux, jusqu'à la dernière goutte, sont employées pour les cultures, au moyen de canaux de dérivation établis avec autant de jugement et d'habileté que le sont les célèbres *Khanats* du plateau iranien.

Grâce à ces irrigations, les habitants trouvent donc dans la culture et le pacage des troupeaux, tous les éléments nécessaires à leur existence ; mais les ressources de l'Arabie ne se bornent pas là ; car, dans ses montagnes, les gîtes minéraux abondent : c'est le fer, très souvent sous forme d'hématite, le cuivre à l'état de sulfures et de carbonates, aux affleurements des filons, c'est le plomb et l'argent dans la galène, enfin l'or natif, dans les sables. Richesses dont on a tiré parti jadis, si nous en jugeons par les scories qu'on rencontre sur certains points, alors que de nos jours l'absence d'eau et de combustibles empêche toute exploitation minière et toute industrie métallurgique.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que de tout temps l'Arabie ait été un pays en grande partie desséché ; l'intensité des condensations atmosphériques n'a pas cessé brutalement après les grandes pluies qui ont accompagné et provoqué les inondations quaternaires. Certes, les plaines basses ont été ravagées par les eaux, la végétation a été détruite en même temps que se noyait la faune et les hommes qui en faisaient partie ; mais l'humidité s'est continuée pendant bien des siècles, des millénaires même : les grandes vallées, aujourd'hui sans eau, qui traversent le désert et vont aboutir à la dépression chaldéenne et au golfe Persique, en sont l'indiscutable témoignage ; et, à cette époque lointaine, si les plateaux sont demeurés arides, comme il y a lieu de le penser, les vallées se sont couvertes d'arbres et de prairies, le gibier est venu les habiter, suivi par l'homme qui, principalement alors, vivait des produits de sa chasse.

L'assèchement du sol a débuté de bonne heure, mais n'a produit que plus tard des résultats nuisibles. Il n'a pas été brusque, et ses effets ne se sont fait sentir que très lentement. Personnellement j'ai rencontré bien des témoins de cette dessiccation, aussi bien en Asie antérieure, qu'en Égypte, en Tunisie et en Algérie : car elle est générale et sévit aussi bien dans l'ancien monde que dans le nouveau. J'ai vu, dans tous les pays qu'il m'a été donné d'explorer, des restes de stations préhistoriques situés auprès de sources taries et, en Tunisie, il n'est pas rare de rencontrer les

vestiges de fermes ou d'établissements des Romains, en des points devenus maintenant arides, inhabitables. Si, par exemple, la ville de Timgad renaissait de ses ruines, ce n'est pas la modeste source qu'on y voit aujourd'hui qui suffirait à la consommation de ses habitants. Les exemples de la persistance de ce phénomène jusqu'à nos jours sont innombrables. C'est alors que peu à peu la Mer Morte a concentré la dissolution saline à laquelle elle doit son nom, que le lac Aralo-Caspien s'est partagé en mer d'Aral et mer Caspienne, que le lac d'Ourmiah, en Perse, a baissé son niveau, qu'ont disparu les grandes nappes du plateau Iranien et du sud de la Sibérie, que les chotts africains ont évaporé la plus grande partie de leurs eaux.

D'ailleurs, la tradition nous est parvenue sous diverses formes des obligations que l'accroissement graduel de la sécheresse imposa aux hommes : Sanchoniathon, cité par Eusèbe, est fort clair à cet égard :

« Pendant la seconde génération, dit l'historien de la Phénicie, les hommes s'appelaient Genus et Genea, et vivaient en Phénicie ; mais survinrent de grandes sécheresses, et ils levèrent les mains vers le soleil qu'ils considéraient comme le seul maître des cieux. » Ceci se passait à des époques extrêmement reculées, mais dans des temps moins anciens, le même phénomène se produisant fut encore la cause de mouvements de tribus dans les mêmes parages. Pline affirme qu'entre le golfe d'Akaba et la ville de Charax, en Chaldée, vivait jadis le peuple des Omanes, qui possédait des villes importantes, et que ce peuple a dû quitter sa patrie, parce que l'eau lui manquait. Ce pays est aujourd'hui un désert où les courriers Arabes se rendant de Bagdad à Damas, en neuf jours de voyage à grande allure, ne rencontrent que deux pauvres points d'eau. « Nunc sunt solitudines. »

Je ne m'étendrai pas plus longuement ici, sur ce phénomène dont, à mon avis, on n'a pas tenu assez de compte dans l'étude des migrations des peuples : l'histoire physique du Globe pose là des bases devant lesquelles toutes les théories, qu'elles soient archéologiques, ethnographiques ou autres, doivent s'incliner. J'aurai d'ailleurs l'occasion d'en parler encore.

***

Quelle était la situation de la péninsule Arabique, au cours des temps glaciaires ? Vraisemblablement ses massifs montagneux les plus importants possédaient leurs glaciers, tout comme ceux du Liban et de l'Abyssinie ; mais, en raison de la latitude de ces chaînes, l'intensité glaciaire n'a pu s'y manifester avec une grande ampleur. L'homme habitait alors cette vaste cuvette Arabo-Mésopotamienne, si nous en jugeons par les instruments chelléens qu'on rencontre dans le désert Syro-Arabique, il vivait également en Égypte, en Syrie, au pays des Somalis.

Quel était cet homme ? Certains auteurs pensent qu'il était venu du nord, d'autres qu'il est autochtone, d'autres encore qu'il était arrivé d'Afrique.

L'hypothèse d'une migration venue du nord sibérien n'est pas soutenable ; car il n'y a pas eu de communications possibles entre la Sibérie et l'Asie antérieure depuis les temps pliocènes, jusqu'à la fin de la période glaciaire. Si donc les ancêtres des Sémites étaient descendus du nord, c'eût été à l'état d'hominiens tertiaires, et naturellement ces hominiens, s'ils avaient existé, n'auraient pas apporté dans leur patrimoine les rudiments de la langue Sémitique. Ils ne pouvaient être, au cours du Pliocène, que des êtres extrêmement primitifs, voisins de l'animal. Ils n'avaient d'ailleurs aucune raison pour se rendre en Arabie, et pour ne pas rester dans le patrimoine de leurs ancêtres.

Au cours de ces temps glaciaires les Alpes pontiques, le grand Caucase, le plateau Arménien et celui de l'Iran qui, jusqu'alors, n'avaient jamais été habités, et ne l'ont été que très tardivement, étaient couverts de glaces et infranchissables.

Peut-être, dira-t-on, sont-ils venus des hauteurs de l'Asie antérieure septentrionale ; c'est peu croyable, parce que, dans ce cas, ils auraient traversé la Mésopotamie, la Chaldée n'étant pas encore sortie des eaux, et rien ne signale leur passage. Ce n'est donc là qu'une simple suggestion sans aucune base.

L'hypothèse de l'origine Libyenne n'est pas plus satisfaisante, parce que, dans la partie de l'Afrique opposée à l'Arabie, on ne rencontre aucun indice, aucun témoin du passage des Sémites. Les tribus quaternaires étaient cantonnées dans les régions où se

trouvent encore leurs restes paléolithiques, la population était assurément très clairsemée, et chacune des tribus trouvait aisément sa vie sur son territoire. Ce n'était pas la formation de glaciers peu importants dans les montagnes de l'Abyssinie qui pouvait obliger l'homme à quitter sa patrie. Par contre nous voyons, à des époques postérieures, les Sémites chercher à coloniser dans les pays situés au delà de la mer Érythrée, chez des non-Sémites.

La comparaison des langues libyennes avec celle des Sémites montre qu'il n'a pas existé de foyer commun pour les deux groupes, pas même de relations très anciennes, ce qui n'aurait pas lieu dans l'hypothèse de l'origine africaine des Sémites.

Nous sommes donc amenés à penser que l'Arabie est bien la patrie postpleistocène des Sémites, que c'est là que ces tribus se sont développées sur elles-mêmes, sans avoir subi d'influences étrangères à leur groupe.

Quelques égyptologues pensent que l'Égypte a été peuplée par des gens venus du pays de Pount qu'ils pensent être l'Arabie ; en ce cas, ces gens de Pount ne seraient pas des Sémites. Cette opinion ne me semble pas être justifiée, parce que c'est aux Asiatiques (Suméro-Akkadiens?) que l'Egypte a dû l'impulsion initiale de sa culture pharaonique, que, par conséquent les Sémites étaient déjà très développés bien longtemps avant la venue des étrangers dans la vallée du Nil. D'autre part l'industrie de la pierre, en Égypte, présente une telle homogénéité, que, si des éléments africains ou asiatiques non Sémitiques sont intervenus, ce ne peut être qu'à une époque très voisine de l'arrivée des Suméro-Akkadiens. J'estime qu'après les grandes inondations quaternaires, les pays voisins de la vallée du Nil sont demeurés longtemps sans population, que l'intensité du déluge a été telle, qu'aucun homme n'a survécu. Les plus hauts plateaux, en effet, sont recouverts d'alluvions et il n'existe nulle part en Égypte de districts dans lesquels l'homme eût pu se réfugier, comme le fait a eu lieu dans nos montagnes du Périgord, des Pyrénées et de la Provence. D'ailleurs, non seulement la situation géographique du pays de Pount est encore inconnue, mais aussi il est vraiment bien hardi de placer dans la péninsule arabique des populations non sémitiques, alors que nous n'avons en faveur de cette hypothèse que les vagues indications fournies par des textes peut-être mal interprétés (je ne dis pas mal traduits) sur le mystérieux pays de Pount.

Il résulte de ces considérations qu'après les grandes inondations qui ont dépeuplé l'Égypte, le Somal, et le bassin Mésopotamien dans ses districts septentrionaux et centraux, il serait resté, dans les vallées des hauts pays arabes, des éléments plus ou moins nombreux de repeuplement de la Péninsule. Les chaînes de montagnes voisines de la Mer Rouge, celle de l'Hadramaout, ont bien certainement joué le même rôle que les massifs européens ; et je ne doute pas qu'on découvre un jour, dans les cavernes de ces pays, des restes d'industries équivalentes, en Arabie, à l'archéolithique de l'Occident de l'Europe, de la Tunisie et de l'Algérie.

***

Au Somal, comme en Égypte, comme en Mésopotamie, on constate un hiatus très important dans la succession des industries de la pierre, et cet hiatus pourrait bien s'étendre à la Palestine et à la Syrie, pays dans lesquels les recherches ont fâcheusement été guidées par le désir de trouver une succession régulière, calquée sur celle établie pour l'Europe occidentale. D'autre part, dans les îles de la mer Egée, en Grèce et en Asie Mineure occidentale, les plus anciennes civilisations montrent la pierre polie et, la plupart du temps, le métal. En Crète, mais en Crète seulement, on a placé dans le néolithique certains dépôts dans lesquels ne se rencontre pas de métal ; mais cet argument négatif ne me semble pas être de valeur suffisante pour attribuer aux Iles une culture purement néolithique, en se basant sur des preuves aussi faibles et aussi localisées.

Quoi qu'il en soit, il paraît clairement que les îles de l'Egée, de même que les autres pays qui, depuis, ont formé l'Hellade, n'ont connu l'homme que tardivement, peut-être en même temps que se colonisait l'Égypte, peut-être même plus tard. Quant aux régions syriennes elles n'ont pu rester en dehors du mouvement des Asiatiques vers la vallée du Nil.

A Suze, en Chaldée, dans toute la Perse, en Transcaucasie, la civilisation débute par une phase d'industrie énéolithique, et c'est cette culture que les Asiatiques ont introduit dans la vallée du Nil. Pourquoi l'île de Crète seule, dans tout le proche Orient, aurait-elle connu l'industrie néolithique pure et ignoré le cuivre, quand tout le reste du vieux monde oriental n'est pas passé par cette phase ?

Cette question, dont je ne puis ici développer les détails, je l'expose ailleurs avec tous les soins qu'elle comporte ; on m'excusera de n'en fournir ici que les principales lignes ; mais ces considérations étaient nécessaires pour que je puisse entretenir le lecteur des premiers mouvements des peuples de langue sémitique.

Quelques millénaires avant notre ère, les pays dont je viens de parler étaient encore inhabités quand un flot humain envahit la Mésopotamie, la Chaldée sortie à peine des eaux, et l'Elam. D'où venaient ces gens? Ce n'était pas de la Perse, encore déserte, inhabitable, c'était plutôt des montagnes qui ferment, au nord, la Mésopotamie depuis la Mer Caspienne jusqu'à l'Egée ; et, fait à remarquer, cette poussée de tribus n'eut lieu qu'après l'ouverture de la porte entre la Sibérie et l'Europe. Il se peut que les colons asianiques (du groupe caucasien) de la Chaldée et de l'Elam aient été refoulés vers le sud par quelqu'invasion venue du nord de l'Asie centrale, dont une vague aurait été peut-être celle des Hittites ; quoi qu'il en soit c'est à cette époque que débute le mélange des éléments ethniques et linguistiques dans l'Asie antérieure. A peine cette vaste région était-elle peuplée que la confusion commença ; et ce désordre, tous les mouvements de peuples des temps historiques sont venus encore l'aggraver, de telle sorte que la question des provenances de la population en Asie antérieure est l'un des problèmes les plus compliqués qu'il soit.

Nous ne savons rien des caractères ethniques ou linguistiques de ces populations très anciennes; mais plus tard nous entendrons prononcer une foule de noms dont, certainement, beaucoup répondent à ces premiers mouvements ; cependant pour bien peu d'entre eux, nous pourrons faire la différence entre les Asianiques et les étrangers, entre ceux nés en Asie et les envahisseurs descendus du Nord, venus des steppes de la Sibérie, soit au travers du Caucase, soit en franchissant l'Hellespont, soit même en descendant du plateau Iranien libéré de ses glaces.

On est convenu de considérer les plus anciens flots Sibériens venus dans l'Occident de l'Europe, comme étant celui des artisans des industries néolithiques, peut-être même mésolithiques, ces gens étaient des brachycéphales, nous l'avons vu. Il est naturel de penser que ces hordes, quand elles se trouvèrent dans la vallée du bas Danube, n'ayant pas de but précis à leur course, se par-

tagèrent, que les uns poursuivirent leur course suivant la marche du soleil, alors que d'autres descendaient en Macédoine, passaient les détroits et s'avançaient en Asie, comme plus tard ont fait les métallurgistes du bronze, les Mycéniens, et ceux du fer, les Doriens. La présence, dès les temps fort anciens, de peuples d'origine douteuse et d'usages spéciaux, dans le nord de l'Asie antérieure donnerait un certain poids à cette hypothèse. Il ne faut pas oublier que les peuples Asiatiques et Européens de vieille souche, d'origine quaternaire étaient dolichocéphales, alors que les envahisseurs Sibériens, pour la plupart, étaient des brachycéphales, et que cette remarque peut être de quelque valeur dans la recherche des origines des diverses tribus que nous rencontrons dans la région montagneuse du nord de la Mésopotamie, et dans le Caucase.

Certainement les peuples Indo-Européens, dans leurs divers langages, présentent des parentés beaucoup moins étroites que le sont celles des Sémites entre eux ; mais chez les uns comme chez les autres, on ne peut nier l'existence très ancienne de foyers originels, et c'est de ces deux foyers qu'est sortie la grande culture du Monde moderne. L'origine et l'évolution de ces deux groupes humains sont donc les questions capitales de notre propre histoire. Aussi serait-il du plus haut intérêt de retrouver les traces des plus anciennes invasions aryennes dans l'Asie antérieure, et de juger du rôle qu'ont joué ces peuples. Nous savions que les Phrygiens, les Arméniens et quelques autres nations de l'Asie mineure très ancienne appartenaient à la famille Indo-Européenne, et voici que les Hétéens paraissent, aujourd'hui, se joindre à ce groupe. C'est un nouvel horizon qui paraît, car il se peut fort bien que le rôle des Aryens, ou des Proto-Aryens dans le proche Orient, soit beaucoup plus ancien et bien plus important qu'on ne le pense généralement.

***

Je n'ai pas à entrer ici dans les interminables discussions, qui ont eu lieu entre savants, au sujet des éléments constitutifs des plus antiques couches humaines de la Chaldée ; l'existence d'un fond non sémitique, aujourd'hui parfaitement établie, entrevue seulement d'après les données linguistiques, repose plutôt sur les découvertes archéologiques qui viennent à l'appui de cette théorie,

hypothèse que confirment encore les considérations d'ordre général. Il est certain que les premiers colons du sud de l'Asie antérieure n'étaient pas des Sémites, mais bien des gens, d'origine encore inconnue, et que ces hommes auxquels on a donné le nom de Sumériens possédaient déjà un degré fort avancé de civilisation.

Les Sumériens se partageaient assurément en un grand nombre de tribus, plus ou moins apparentées entre elles, soit au point de vue ethnique, soit à celui du parler, mais leur vie personnelle est si ancienne qu'elle se perd aujourd'hui dans la nuit des temps, et qu'il est bien difficile de distinguer ce qui, dans la civilisation Suméro-Akkadienne, est leur héritage. Il paraît certain, toutefois, que la connaissance du métal, du tissage, de la poterie, que la notion de l'écriture sont d'origine sumérienne. Shumir et Akkad ont pris dans la suite une valeur géographique, certainement en raison de la prépondérance de l'un de ces éléments dans des districts divers ; mais, dans les débuts, ces deux termes ne présentaient qu'une signification linguistique et de culture.

En Susiane où, mieux qu'en Chaldée, les couches anciennes de la population ont été à même de résister avec plus de succès à l'emprise sémitique, nous voyons un peuple conserver pendant longtemps encore bon nombre de ses caractères nationaux, entr'autres sa langue et son écritures particulières, alors qu'en Chaldée le mélange devint rapidement intime. Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins certain qu'après être demeuré inhabité pendant de longs siècles, le sud de l'Asie antérieure, dans son ensemble, a reçu des colons non sémites. La Chaldée et la plaine élamite sortaient alors à peine des eaux, et l'humidité atmosphérique était encore intense ; partout, en Mésopotamie, en Arabie, coulaient des rivières abondantes, sortaient du sol de nombreuses sources, les vallées et bien des plaines étaient verdoyantes, le gibier abondait dans ces forêts et ces prairies où paissaient l'éléphant, le rhinocéros, le cerf, l'antilope, dans les régions fertiles et boisées, tandis que la gazelle, l'autruche parcouraient les districts arides, et que tous les oiseaux aquatiques s'étaient donné rendez-vous dans les marais. Dans les eaux, c'étaient des poissons sans nombre, qui, tout comme dans la vallée du Nil, voisinaient avec le crocodile et l'hippopotame, et le roi des animaux, le lion, était alors le plus grand ennemi des hommes.

Mais voici que, peu à peu, les condensations atmosphériques diminuant d'intensité, la sécheresse survint, contraignant les hommes à quitter bien des districts, pour gagner des pays plus favorisés par les eaux, territoires qu'il leur fallut conquérir, car, assurément, ils étaient habités déjà. A l'existence facile et plantureuse des premiers temps succéda la lutte pour la vie, lutte très âpre de tribus contre tribus, de peuples contre peuples, dont beaucoup disparurent, soit qu'ils fussent victimes de la famine, soit qu'ils eussent été exterminés, soit encore par fusion avec leurs vainqueurs.

Partout en Mésopotamie, comme en Égypte, comme dans le nord de l'Afrique, nous rencontrons les traces de ces exodes forcés, des témoignages de cette implacable volonté de la nature ; et les pays demeurés fertiles reçurent une grande partie de ces émigrants. En Chaldée, en Égypte la population s'accrut, dans des proportions inouïes, d'éléments ethniques assurément fort mélangés.

Mais le fléau de la sécheresse ne s'abattit pas seulement sur la Mésopotamie du Nord et sur l'Afrique, elle fut générale et frappa de même le versant méridional de la grande dépression chaldéenne, cette grande plaine inclinée qui, jadis, portait les eaux du Hedjaz, du Yémen, de l'Hadramaout vers le golfe persique.

Chassée des basses régions, une partie de la population remonta les vallées en même temps que les eaux de ses rivières s'arrêtaient plus haut et, peu à peu, elle atteignit les hauts plateaux de l'Arabie, où elle vit encore ; très nombreux alors étaient les clans qui habitaient auprès des sources et, l'eau venant à manquer, ces gens cherchèrent leur vie près des côtes. Là, le fléau les poursuivit encore, et les petits districts demeurés fertiles, diminuant chaque jour de superficie, ne suffisant plus aux besoins des populations qui s'y étaient concentrées, il fallut encore émigrer.

Ce ne fut pas l'affaire d'un jour, cette transformation que subit le climat de la péninsule arabique; pendant des siècles et des siècles l'homme lutta, diminua ses exigences, réduisit ses besoins, combattit pour la possession de l'eau. Il dut enfin céder devant les volontés supérieures et, ne conservant plus d'espoir dans les migrations sur cette terre désolée, il se lança sur les chemins de la mer.

Cependant, la nécessité de s'expatrier n'affecta pas tout d'un coup les tribus entières, et l'émigration se produisit par petits

groupes, par familles, c'est ainsi que, peu à peu, les côtes des pays voisins de l'Arabie, tant en Afrique qu'en Asie, reçurent des colonies de Sémites.

Dans leurs pérégrinations maritimes, ces gens atteignirent vite la Chaldée en formation et, sans nul doute, quelques bandes y parvinrent aussi par terre. C'est un Eden que les Sémites du désert venaient de découvrir, et les traditions lui ont conservé ce nom. Les nouveaux venus y rencontrèrent des peuples d'agriculteurs, de chasseurs et de pêcheurs, avec lesquels ils se mélangèrent lentement par le sang, comme par les usages, les uns et les autres mettant en commun leurs connaissances; c'est ainsi que se forma ce peuple Suméro-Akkadien que l'histoire nous montre complètement constitué dès longtemps avant le quatrième millénaire.

Je ne reviendrai pas sur les vieilles traditions chaldéennes que tout le monde connaît, sur l'histoire fabuleuse de ces héros des premiers âges, de ces dieux, qui tous furent des hommes, sur lesquels l'imagination chaldéenne a concentré tous les progrès qui se sont réalisés au cours de ces siècles éloignés. Je ferai remarquer seulement que les plus anciens documents historiques montrent qu'en Chaldée, comme en Elam, ont existé dès cette époque de puissants empires féodaux, et qu'il a fallu bien des siècles pour que s'établisse un pareil régime gouvernemental.

Quand les premiers colons sumériens sont arrivés en Chaldée, le sol des embouchures du Tigre et de l'Euphrate sortait à peine des eaux, ce n'étaient encore qu'îles boueuses, que bancs de vase découverts seulement à marée basse, qu'étangs et lagunes. C'est sur ce terrain si morcelé que se sont établis les nouveaux venus, partagés eux-mêmes en groupes, en tribus, et il en est résulté que ces clans, peu à peu, se transformèrent en principautés. Là, dans les conditions naturelles de la colonisation voulues par les progrès du sol sur la mer, est l'origine de la féodalité que nous voyons sous Sargon d'Agadé, sous Naram-Sin, alors que sous Hammourabi l'unification de la nation a déjà fait de grands progrès; peu à peu le gouvernement tend vers ce pouvoir absolu d'un seul qui, quelques millénaires après Sargon l'Ancien, fera la force de l'Assyrie.

Ainsi, c'est à des phénomènes naturels, à l'assèchement du sol arabe qu'est bien certainement due la conquête de la Chaldée par les Sémites, fait d'importance capitale dans l'histoire du monde,

dont les conséquences ont, pendant des milliers d'années, dominé la marche de l'humanité. A quelle époque s'est produite cette invasion pacifique, pendant combien de siècles, de millénaires, peut-être, a-t-elle duré? Nous l'ignorons; mais le début de ce mouvement doit être prodigieusement ancien, car c'est de la Chaldée suméro-akkadienne qu'est assurément partie la vague civilisatrice de l'Égypte, et, quand les Asiatiques se sont présentés dans la vallée du Nil, ils possédaient déjà une culture très avancée.

Je ne parlerai pas des migrations postérieures, vers la Syrie, des Sémites ou des tribus sémitisées, ce serait entrer dans des considérations qui dépasseraient les limites du cadre que je me suis tracé. Mais, avant d'en terminer avec l'influence des phénomènes naturels sur les destinées de l'humanité, j'ajouterai quelques mots au sujet des migrations nordiques, faits qui ont fait couler tant d'encre et qui, pour certains esprits, soulèvent encore des incertitudes.

Latham et *d'Omalius d'Halloy* plaçaient l'habitat des Aryens primitifs dans le Sud et le Sud-Est de la Russie, *Penka* l'avait mis en Scandinavie, d'autres auteurs ont choisi des régions intermédiaires entre ces points extrêmes, et il en est qui ont songé à la Transcaucasie. Aucune de ces hypothèses ne saurait être soutenue; parce que les pays proposés étaient au temps quaternaire, couverts de glaces et forcément inhabités; ce n'est que beaucoup plus tard, après la fonte des glaciers, quand ont été ouvertes les portes aralo-caspiennes de la Sibérie, qu'ils ont été à même de recevoir de la population, par conséquent ils ne pourraient jamais être que des foyers secondaires, et encore est-il très loin d'être prouvé qu'ils l'ont été. D'après *Hirt*, le centre de dispersion de la langue aryenne primitive se trouverait dans les Carpathes, et cet auteur allemand explique son hypothèse en faisant intervenir d'invraisemblables migrations. Bien certainement il a existé des centres secondaires de dispersion, et la basse vallée du Danube est probablement l'un des plus importants d'entre eux, mais à cet égard on peut laisser libre cours à son imagination, sans qu'il en coûte au résultat final de ces grands mouvements de peuples.

Il est un fait indiscutable, c'est que, dans la période qui a suivi la disparition des grands glaciers scandinaves, le pôle du froid s'est transporté du nord de la Norvège à Verskhoiansk, dans le nord-est de la Sibérie, entraînant à sa suite tous les maux qui résultent de la froidure: que les grands pachydermes sibériens et toute la faune

des pays chauds s'est éteinte, que l'homme seul a résisté et, qu'en même temps, ou peu s'en faut, les portes de l'Europe et de l'Asie méridionale se sont ouvertes pour les Sibériens, qui, chassés par les difficultés de la vie, ont cherché vers l'ouest et vers le sud des pays plus favorables. Il apparaît clairement qu'un grand courant, par vagues successives, s'est dirigé vers l'occident, et qu'un autre, également intermittent, s'est tourné vers les régions méridionales, au travers de l'Hindoukouch. Puis le fleuve européen s'est divisé, probablement dans la basse vallée du Danube, l'une des branches poursuivant sa marche vers l'Ouest, alors que l'autre se dirigeait vers le Midi. Quant à la migration orientale, elle s'est également partagée en branches indiennes et en d'autres iraniennes, dont les principales sont celle des Mèdes et celle des Perses.

Assurément tous les peuples de la Sibérie ne se sont pas écoulés sur l'Europe, la Perse et les Indes, il s'est également produit des migrations en Extrême-Orient, vers le Sud, les hauts plateaux de l'Asie centrale ont été envahis; mais nous ne savons rien de ce qui s'est passé dans ces régions encore inexplorées ou peu étudiées au point de vue archéologique et ethnographique. Tout ce que nous pouvons dire est que les Chinois, quand ils songent à leurs origines, se tournent vers l'Occident.

J'arrêterai là ces considérations sur les mouvements des peuples de parler Sémitique et Indo-Européen, après avoir montré que ces grands déplacements de masses humaines sont les conséquences de phénomènes naturels et complètement indépendants de la volonté des hommes. Il n'était pas possible de m'étendre ici sur tous les détails de ces importantes questions. Toutefois, j'en ai dit assez, je l'espère, pour que le lecteur se rende compte de la valeur scientifique des faits sur lesquels je m'appuie; car ce sont des faits réels, indiscutables, pour la plupart tirés d'observations géologiques, qui m'ont servi de base, et non des hypothèses.

Ainsi, en ce qui regarde les débuts de l'humanité sur notre globe, c'est aux phénomènes naturels qu'il faut s'adresser pour expliquer la conduite des peuples ; parce que plus l'homme est primitif et moins il lui est aisé de se soustraire aux lois de la nature. Plus tard, quand il a évolué, sa résistance à ces lois devient pour lui d'autant moins ardue que sa culture est plus développée, et ses propres volontés jouent, en même temps, un rôle de plus en plus important, jusqu'à devenir la seule cause de ses actes. Si les

Sémites ont conquis la Chaldée, si les Indo-Européens ont envahi l'Europe, la Perse et les Indes, c'est qu'une volonté surhumaine les y obligeait ; mais si les Macédoniens se sont rendus maîtres de toute l'Asie antérieure, c'est que le monde hellénique avait à défendre ses libertés contre la soif de pouvoir des Asiatiques, avait à venger l'incendie du sanctuaire d'Athéna, c'est parce qu'Alexandre le Grand, personnifiant les volontés de son peuple, l'a voulu. Si de nos jours les nations européennes s'emparent des colonies et anéantissent leurs légitimes possesseurs, c'est pour satisfaire leur cupidité ; aucune excuse ne peut être trouvée pour leurs crimes dans les lois naturelles. On allèguera qu'il est nécessaire de fournir des débouchés à la surpopulation des nations prolifiques, mais cette surpopulation elle-même est voulue, elle est l'un des moyens politiques les plus sûrs, pour en arriver à déposséder ses semblables de leurs biens, à l'hégémonie mondiale.

Depuis quelques siècles à peine qu'elle est connue des Européens, l'Amérique du Nord a vu sa population s'accroître de cent millions d'habitants ; dans un siècle ou deux, il lui faudra, après avoir été le réceptacle du surplus de l'ancien monde, chercher elle-même à déverser au dehors son excès de population, de nombreuses nations plus faibles qu'elle disparaîtront alors, et le jour viendra où les continents ne seront pas assez vastes pour contenir l'humanité, pour la nourrir Dès lors, s'il ne survient pas de cataclysmes, comparables pour leurs effets à ceux des temps quaternaires, surgiront de nouvelles nécessités naturelles, inéluctables, d'une autre nature que celles qui ont été la cause des premières mêlées des peuples, mais dont les résultats seront encore de précipiter les masses humaines les unes contre les autres. Les horreurs de la Grande Guerre, dans laquelle vingt millions d'êtres ont perdu la vie, ne sont que des avant-coureurs des effroyables tueries que ménage à l'humanité ce que nous sommes convenus d'appeler le Progrès. L'histoire n'est qu'un perpétuel renouveau, parce que les lois de la nature sont immuables ; et quand l'homme parvient à les vaincre, cette victoire n'est qu'apparente, passagère, elles se représentent, quelque temps après leur prétendue défaite, plus impérieuses que jamais elles n'ont été.

Mais le bon sens, l'étude du passé, des phases diverses de l'évolution humaine, des effets et de leurs causes, se répandant de plus en plus, il est à espérer que l'homme lui-même, prévenu,

averti par les exemples des siècles écoulés, saura faire naître les moyens de détourner de sa tête les périls dont il sera menacé.

Quoi qu'il en advienne, n'est-il pas bien curieux de voir que les grandes lignes de l'évolution humaine sont dues à deux grands phénomènes naturels : à la sécheresse qui a contraint les Sémites à sortir de leur péninsule, et au refroidissement de la Sibérie, obligeant les Indo-Européens à quitter leurs steppes. De nombreux millénaires se sont écoulés depuis les temps auxquels ont débuté ces mouvements et, malgré les siècles, le monde moderne est encore régi par ces phénomènes, dont le souvenir s'était perdu dans la nuit des temps, et qu'aujourd'hui seulement les progrès de la science permettent de tirer de l'oubli.

Afin de mieux faire entendre mon avis quant aux conséquences de ce grand cataclysme du dépeuplement quaternaire et de montrer l'influence exercée sur l'humanité par les suites de ce phénomène et par les modifications atmosphériques qui l'ont suivi, j'ai dû poser une foule de problèmes de détails, sans avoir ici le loisir de chercher à les résoudre. J'ai donc dû me contenter d'exposer quelques-unes des solutions qui me paraissent être les meilleures, réservant pour un ouvrage sous presse les explications qu'on est en droit d'attendre, et qui ne peuvent pas trouver place ici. Je prie donc mes lecteurs de bien vouloir réserver leurs objections jusqu'à la prochaine apparition de ces volumes [1].

J. DE MORGAN.

1. *La Préhistoire orientale* (P. Geuthner, éditeur, Paris).

LES ÉTUDES HISTORIQUES

ET

LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

AUX ALENTOURS DE 1830

Voltaire avait eu beau parler « philosophie de l'histoire » en tête de son *Essai sur les Mœurs*, et créer peut-être cette expression appelée à une singulière prospérité : l'on n'accéda qu'assez tard dans le XIXe siècle français à l'idée d'une philosophie de l'histoire qui fût une conception nouvelle d'une très ancienne forme de l'art d'écrire, et voulût être une science La notion, la vogue de la philosophie de l'histoire en France ne date guère que des approches de 1830.

Dès le début, la hantise de Voltaire aidant sans doute, la philosophie de l'histoire eut ses ennemis avérés. Après une génération à peine, l'*Athenæum français* la déclare déjà déchue de ses prétentions excessives « ... à cause du caractère absolu et irrévocable qu'elle donnait à ses aphorismes. Pour avoir voulu tout comprendre et tout expliquer, elle a perdu une partie de la créance à laquelle elle pouvait prétendre ».

La surprise du Second Empire, puis l'abus qu'y firent de thèmes optimistes les folliculaires officiels et, comme aboutissement, la dure leçon de 1870, semblent bien avoir hâté, consommé son discrédit en France, en ramenant, pour la plupart des esprits, à des proportions très réduites, cette philosophie de l'histoire ruinée par ce que le Renouvier d'*Uchronie* appelait dès lors « ses fâcheux déboires ».

Tel critique de la fin du siècle, qui voit la philosophie de l'histoire à peu près absente des livres des historiens, mais des historiens seuls, et croit la trouver présente toujours « dans tous les autres », constate du moins que cette « œuvre d'imagination », qui a coûté si cher aux historiens, « a cessé de les séduire ». Tel autre, orienté vers des recherches très différentes, achève en une conclusion désabusée son étude sur l'une des principales écoles françaises de philosophie de l'histoire : « Cette prétendue science a produit de belles théories, elle a donné lieu à des généralisations brillantes : qu'en reste-t-il ?[1]. »

On étudiera ici les origines de cette fortune tardive, éclatante et brève, à laquelle aida l'étranger, sans y suffire

I. — « Philosophie » de l'histoire a la fin du XVIII° siècle.

A vrai dire, la notion de philosophie de l'histoire a semblé longtemps en France attachée au mot lui-même, avec le sens très spécial que Voltaire lui a donné, qui le datait, et dont il eut peine à se défaire chez nous. Les revues du temps le vulgarisent ainsi, les unes d'après Voltaire, d'autres d'après Wegelin et les Mémoires français de l'Académie de Berlin. Ami du « roi philosophe », comme il l'appelle au nom de l'Europe, Raynal n'ajoutera guère aux descriptions, récits et statistiques de son *Histoire philosophique et politique* des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes, contrées dont « la philosophie et l'histoire se sont longtemps occupées », que pour maudire au nom des *philosophes* « cette sagesse dont notre siècle s'enorgueillit si fort », et la soif de l'or, qui est de tous les siècles, et ce que les vœux ecclésiastiques ont « d'artificieux et d'imposteur », ou pour souhaiter que tel ou tel changement se fasse dans le monde au nom « de la philosophie, de la liberté ».

Ici ou là, cette *philosophie* ne prétend s'appliquer en histoire qu'aux éléments d'information et à la discussion des moyens de certitude. L'histoire est notre contemporaine, dira le Taine des *Philosophes français au XIXe siècle*, « au temps de Voltaire on

1. Léon Feugère dans l'*Athenæum* de 1852, p. 273. — Ch. Charaux, *Pensées sur l'Histoire* (1889), p. 6, cf. 31 ; cf. *L'Histoire et la Pensée* (1893), p. 36. — G. Weill, *L'École Saint-Simonienne*, p. 294.

l'entrevoyait à peine, au temps de Bossuet elle n'existait pas » : ce que tel passage des *Origines* ne corrigera qu'à demi. La philosophie n'a guère fait au XVIIIe siècle, selon le mot de Ferrari, « qu'effleurer l'histoire »; mais, ajoute-t-il avec raison, le XVIIIe siècle français « commença réellement à rassembler tous les véritables éléments d'une philosophie de l'histoire », qui n'aurait pu naître sans les progrès qu'il fit faire à la psychologie et à la « philosophie », à l'archéologie et à la philologie, à l'économie politique, à la géologie enfin, et sans les découvertes lointaines qui « s'unirent au nouveau mouvement philosophique pour arracher l'histoire à la tyrannie de la Bible et aux données de l'antiquité gréco-romaine »[1].

Si médiocrement soucieux qu'il soit de la mettre en relief et en vedette, Voltaire n'en a pas moins, à y regarder d'un peu près, la conception d'une *philosophie* de l'histoire dépassant l'histoire des PHILOSOPHES telle qu'il aide à la fonder.

Il est sceptique par nécessité critique. L'action polémique lui paraît le devoir le plus urgent de l'historien *philosophe*. La simple paire de lunettes anti-catholiques dont il aide sa vue, selon Carlyle, ne limite le champ d'examen que parce qu'il le faut pour essayer de faire la lumière. Ainsi, le plus ordinairement il s'en tient à constater les jeux ou les coups de la fortune, l'enchevêtrement des affaires humaines, l'enchaînement imprévu des faits, et l'influence qu'a fréquemment sur les plus grands d'entre eux le caractère des acteurs, l'éloignement qui souvent isole les effets de leurs causes, ou l'importance que se trouvent prendre parfois les objets en apparence les moins graves de l'histoire du monde. A ses yeux la force est donc l'agent universel ; la force, aidée de la prudence, fait et défait les rois ; la force maintient les lois, civiles ou ecclésiastiques, que la convenance avait dictées, que la faiblesse détruit et que le temps change ; les succès justifient l'injustice et donnent la gloire, « l'univers est une vaste scène de brigandages abandonnée à la fortune », le mal est mêlé incessamment au bien, les choses ne sont que vicissitudes, et les desseins des hommes que vanité, le monde se gouverne par des contradictions, et la destinée se joue de l'univers.

Et pourtant, selon Voltaire, non seulement « tout événement en

1. Raynal, chap. 100, 3, 132, 68, 18, etc. — Taine, *Philosophes français*, p. 303 ; cf. *Origines*, I, 231 et 259. — Ferrari, *Vico et l'Italie*, p. 418, 405.

amène un autre, auquel on ne s'attendait pas », mais les coups de la fortune ne sont « autre chose, après tout, que l'enchaînement nécessaire de tous les évènements de l'univers », et il y a « visiblement une destinée qui fait l'accroissement et la ruine des États ». C'est, il est vrai, « la fatalité de la destinée..., cette fatale et invincible destinée, par qui l'Être suprême enchaîne tous les évènements de l'univers » ; l'énigme de ce monde ne s'explique point par la seule et incessante influence du climat, du gouvernement et de la religion sur l'esprit des hommes ; mais « dans la foule des révolutions... d'un bout de l'univers à l'autre, il paraît un enchaînement fatal des causes qui entraînent les hommes comme les vents poussent les sables et les flots ».

La comparaison des temps et des événements, par quoi il lui semble qu'on peut « tirer un grand fruit de l'histoire », souvent encore n'est pour lui qu'un « plaisir digne d'un bon citoyen », et ne pousse pas plus avant que l'ordre des choses politiques. Mais elle le mène souvent aussi à des réflexions plus hautes, à des vues que le genre, la tendance de son œuvre de *philosophe* fait fragmentaires, et qui n'en sont pas moins profondes et vraiment philosophiques. Il ne se borne pas à constater que « tout ce qui tient intimement à la nature humaine se ressemble d'un bout de l'univers à l'autre, que tout ce qui peut dépendre de la coutume est différent et que c'est un hasard s'il se ressemble ». Le but vrai de son *Essai,* ç'a été de faire le lecteur juge « de l'extinction, de la renaissance et des progrès de l'esprit humain », et le scepticisme de l'auteur, qui n'était que volonté clairvoyante de ne pas rester dupe, aboutit, comme il est si fréquent, à une conviction : « Car peut-il arriver quelque chose qui n'ait été déterminé par le maître de toutes choses? Rien n'est que ce qui doit être... Comment, l'éternel géomètre ayant fabriqué le monde, peut-il y avoir dans son ouvrage un seul point hors de la place assignée par cet artisan suprême? On peut dire des mots contraires à cette vérité ; mais une opinion contraire à cette vérité, c'est ce que personne ne peut avoir quand il réfléchit ». Et voici où un croyant comme Herder semble prendre la suite directe de Voltaire, au point qu'avec un humaniste moins consommé l'on pourrait se demander si l'épigraphe même des *Idées* n'a pas été empruntée là : « Je considère donc ici en général, dit Voltaire, le sort des hommes plutôt que les révolutions du trône. C'est au genre

humain qu'il eût fallu faire attention dans l'histoire. C'est là que chaque écrivain eût dû dire : *Homo sum*... Mais la plupart des historiens ont décrit des batailles [1]. »

Il est juste de s'en souvenir, le sage et pénétrant Montesquieu, presque à la même date, n'offrait rien de semblable à ces intuitions généreuses. Lui aussi avait pour objet d'éclairer le peuple ; mais, une fois posé le principe qu'il y a une « raison primitive », il s'en tenait strictement à étudier les *rapports* « qui se trouvent entre elle et les différents êtres, et les rapports de ces divers êtres entre eux », c'est-à-dire les *lois* et, spécialement, « les divers rapports que les lois peuvent avoir avec diverses choses », ou encore « les lois, les coutumes et les divers usages de tous les peuples de la terre ». Si précieux qu'il ait été pour montrer comment une société se fonde, comme par des raisons internes, à quelque civilisation, à quelque race qu'elle appartienne, il revendiquait avec insistance le titre d'écrivain *politique* et de *jurisconsulte*, d'« historien et jurisconsulte », et se défendait d'être « théologien » autant que de faire des « systèmes » à la façon de Boulainvilliers ou Dubos. Il n'entendait raisonner que « de la réalité à la réalité » ; s'il la domine, c'est pour se défendre contre le reproche de spinozisme, et donner clairement à entendre « qu'il est chrétien, mais qu'il n'est point imbécile » [2].

Voltaire n'en avait pas moins enseigné, avant tout, ce à quoi l'on s'attacha expressément dans son œuvre : à concevoir l'histoire selon l'esprit des *philosophes*, l'histoire de l'esprit humain, l'histoire bien faite, critique, purgée d'innombrables erreurs, de miracles et de « mensonges », de futilités et de préjugés, d'« impertinences dégoûtantes » et de fables, tolérante et clairvoyante, émancipée du joug de l'Église et de la Bible, des opinions cléricales et de l'obsession juive, reculant les bornes de l'antiquité par delà Rome, la Grèce et Moïse jusqu'aux lointains encore mal connus des origines orientales, oubliées « entièrement » par Bossuet. Voltaire avait écrit « pour réconcilier avec les sciences de l'histoire une dame illustre qui possédait presque toutes les autres », une « femme philosophe ». En « esprit juste », il aidait

1. *Essai sur les Mœurs*, chap. 12, 15, 33, 38, 58, 81, 93, 124, 125, 154, 163, 164, 174, 176, 184, 187, 191, 196, 197 ; *Remarques* 3, 9, 10, 18, et *Introduction*.

2. *Esprit des Lois*, I, 1, 3 ; XXIV, 1 ; XXV, 9 ; XXVIII, 3 ; XXIX, 16 ; XXX, 10, et la *Défense de l'Esprit des Lois*.

de son mieux à réfuter « ces erreurs que la philosophie désavoue et que la critique détruit ». Chez toutes les nations, disait-il vers le terme de son ouvrage, l'histoire est défigurée par la fable, « jusqu'à ce qu'enfin la philosophie vienne éclairer les hommes »[1].

Avec lui, contre lui, comme sans lui, on demeurait assez loin encore d'une histoire qui eût des apparences vraiment philosophiques. Voltairien, anti-voltairien, le public en reste longtemps aux conceptions de l'Encyclopédie, qui ne sait guère que distinguer l'histoire moderne de l'ancienne, puis parler de la certitude en histoire et du devoir de l'historien.

« Dénaturer tous les faits, calomnier toutes les intentions, changer les circonstances, plaisanter sur tout et toujours plaisanter, voilà ce que cet homme si fécond et cet historien si frivole appelait porter la philosophie dans l'histoire » : ainsi jugent encore les *Annales Religieuses* de 1809. Par réaction contre Voltaire, l'on réédite bien des fois le *Discours* de Bossuet *sur l'Histoire Universelle*. A cette occasion, en 1802, le *Spectateur du Nord* lui-même, jadis moins timide, s'élevait contre les « philosophes » et leur vaine manie d'attacher « tant d'importance à ces peuples qui habitent à l'extrémité de l'Orient ». Même après les traductions de Herder et Vico, Hegel, Schlegel ou autres, Bossuet gardera ses fidèles, moins nombreux peut-être, mais qu'il satisfera toujours. Ainsi, en 1828 encore, l'éphémère *Progresseur*, acquis pourtant à l'histoire selon Guizot, qui « ne raconte le passé qu'en perspective de l'avenir, ... ne tient compte des particularités qu'afin d'en tirer des principes généraux », et n'est pas, comme celle de Barante, « dépourvue du coup d'œil de l'aigle ». Par Cousin, quelque chose a passé en lui de la terminologie hégélienne; il considère l'histoire comme un « voile phénoménal, mais sur lequel vient se dessiner l'ombre exacte des réalités substantielles qui agissent et se meuvent derrière » ; sans nommer Cousin, il est d'avis d' « éclairer l'histoire par la philosophie et la philosophie par l'histoire », et applaudit à l'époque où « l'histoire et la psychologie se donnent la main pour tirer l'homme du cachot ténébreux où le matérialisme l'avait emprisonné ». Mais quand il reproche à Guizot

1. *Essai sur les Mœurs* (« entrepris vers l'an 1740 » : v. *Première Remarque*); *Introduction ; Avant-Propos ;* chap. 10, 51, 197, et *Remarque I.*

de ne mettre en valeur que le libre arbitre, de méconnaître la « fatalité sociale », ce n'est pas Ancillon seulement qu'il cite sur la lutte de la nécessité et de la liberté dans l'histoire, mais Bossuet aussi, sur les « lois providentielles » auxquelles sont assujetties les « révolutions des empires ».

De même, pour le *Correspondant* qui ne doute plus, en 1829, « que l'histoire ne s'élève et ne s'agrandisse beaucoup en s'alliant à la philosophie », Bossuet a donné de cette alliance un « magnifique modèle » ; on pourra, il faudra considérer l'histoire moderne sous le même point de vue que Bossuet l'histoire ancienne ou une partie de cette histoire, en profitant d'instructions que le XVIIIe siècle et la Révolution n'ont fournies qu'après lui ; sa philosophie de l'histoire, « toute chrétienne, toute appuyée sur la révélation », s'opposera toujours à l'autre, celle qui n'admire qu'elle-même, « frivole, superficielle, dédaigneuse du passé, irréligieuse avant tout ». En comparaison, la philosophie de Guizot, « qui n'est ni celle de Bossuet, ni celle de Voltaire », ne semblera « qu'un déisme légèrement coloré de protestantisme ».

Dans l'*Université Catholique*, en 1836, un professeur du lycée Saint-Louis date l'idée du « perfectionnement décisif qui devait constituer la science historique », non pas de Vico tant prôné par la « petite école symbolique de nos jours », heureuse « d'admirer un auteur inintelligible et de se rehausser par là dans sa propre estime », mais de Bossuet ; en lui se concilient heureusement l'« observation sérieuse » (comme la pratique Guizot à l'exemple de « nos voisins d'outre-Rhin et d'outre-mer ») et les tendances spéculatives : la réunion de ces deux éléments pouvant seule produire « de vraies compositions ».

A « toutes nos écoles historiques, tant en France qu'à l'étranger et surtout chez nos voisins d'au delà du Rhin », les *Annales de philosophie chrétienne* opposent, en 1841, la « philosophie catholique de l'histoire de l'Église », celle de saint Augustin, « une des plus belles philosophies de l'histoire qui aient été faites », et celle de Bossuet.

En 1853, l'*Essai* de Bersot *sur la Providence* dresse la pure doctrine de Bossuet contre la « philosophie malfaisante, venue d'Allemagne et perfectionnée chez nous, qui prêche le néant au peuple » et même « la Providence telle que le peuple l'entend », contre celle de Herder et Vico, « cette Providence métaphysique

qui n'est sensible que dans une longue suite d'évènements ».

En 1859 encore, pour un ancien capitaine de dragons, vicomte de Sarcus, « il y a autant de philosophies de l'histoire que de doctrines philosophiques particulières, autant d'interprétations des faits que de conceptions différentes des principes de ce qui existe » ; au matérialisme de Condorcet, au panthéisme des systèmes allemands, il répond par le « catholicisme considéré sous le point de vue philosophique » ; il voit dans la « lente et progressive pénétration du monde par le christianisme » la marche ascendante de l'humanité dans les temps modernes ; et bien qu'il lui arrive de nommer Creuzer, il termine sur une citation de Bossuet.

Ceux que Bossuet ne contentait plus, et qui n'allaient pas à la suite des « philosophes » et de Voltaire, s'en tenaient volontiers à Montesquieu. On citait en 1806, dans les *Archives littéraires de l'Europe*, le jugement enthousiaste de Jean de Muller : « Quant à moi, plus je me pénètre de Montesquieu, et plus je lui trouve de profondeur. » En 1825 encore, étudiant *l'Industrie et la Morale considérées dans leurs rapports avec la Liberté*, Dunoyer ne s'élèvera au-dessus des faits que pour accentuer l'importance de la *race*, très supérieure, comme facteur historique, au climat, au sol et aux institutions. Un demi-siècle après, le vicomte d'Ussel, auteur d'un *Essai sur l'Esprit public dans l'Histoire*, examinant « le rôle des idées dans l'histoire », et bien persuadé qu'elle a ses lois, si difficile qu'il puisse être de les mettre en lumière en les dégageant assez de l'influence des faits secondaires et de l'« infinie diversité des circonstances », reportera les origines de l'histoire philosophique et non plus seulement anecdotique, à Bossuet et à Montesquieu, dont l'œuvre lui paraît avoir été continuée, simplement, par nos historiens de la Restauration et du règne de Louis-Philippe.

Cependant les grands souvenirs laissés par Buffon dans la moyenne des esprits et des imaginations n'avaient pas manqué d'apparaître. En plein Directoire s'était publiée une *Philosophie de l'Univers* par Dupont de Nemours, le futur éditeur de Turgot, et l'*Historien* commentait ses déclarations assurées touchant le mélange du bien et du mal dans le monde, la moralité qui en résulte, et aussi « les faits principaux de la grande histoire naturelle de l'Univers en général, des animaux et de l'homme en

particulier », et les vérités *morales* démontrées qui résultent de l' « enchaînement des faits *physiques* ». Puis Walckenaër dans son *Essai sur l'Histoire de l'Espèce humaine* s'était armé du « flambeau de l'observation » pour essayer de « trouver un fil qui pût nous empêcher de nous égarer dans le labyrinthe de l'histoire ». Obligé d'abandonner une partie d'un plan primitif trop vaste il traitait notamment de l'influence du climat sur le physique et le moral de l'homme, d'après Montesquieu, qu'il taxait d'exagération. Il classait encore les hommes, une fois close la période primitive, en peuples chasseurs ou pêcheurs, pasteurs, cultivateurs, commerçants ou industriels, et décadents. Sur les origines humaines, il s'en tenait aux théories de l'école condillacienne, et se plaisait à citer bon nombre de voyageurs en pays lointains, avec Montesquieu et Buffon ses maîtres, auxquels en somme il n'ajoutait rien. Les mêmes influences se retrouvaient, peu fécondes, dans un *Essai* de J.-J. Virey, du Val-de-Grâce, ouvrage « d'histoire naturelle et de physiologie » dont le *Magasin Encyclopédique* rendait compte assez longuement sous la rubrique « Métaphysique », sans qu'on y trouve rien qu'un peu d'histoire générale mêlé à des réflexions médicales et à beaucoup de rhétorique.

On peut avancer de plus d'un quart dans le XIXe siècle qui s'ouvre : le traité de Cabanis (1802), *Rapports du Physique et du Moral de l'Homme*, se réédite en 1805, en 1815, plus tard encore ; mais nulle œuvre historique ne semble annoncer la constitution d'une *théorie* historique abstraite, et cette dérivation plus ou moins hardie de la « Métaphysique » sur l'histoire, qui sera l'essentielle nouveauté de la moderne *philosophie de l'histoire*.

II. — Tendances diverses de l'histoire avant 1830.

Arrêt ou croissance, les crises successives par lesquelles l'histoire passe chez nous, en plein tourbillon des évènements, paraissent d'abord n'avoir rien qui l'amène à l'examen philosophique des faits. Quand seront publiées les *Considérations* d'Augustin Thierry, les « niaiseries emphatiques » de Mably auront gardé leur succès du temps où la Révolution est venue lancer les esprits hors de toutes voies historiques. Après elle, comme après un déluge, dit encore Thierry, et peut-être Napoléon aidant (faiblement) par

sa conviction propre de la puissance de l'histoire, la reprise des vraies études historiques s'est faite en France[1]. Mais les manuels insipides de naguère ont conservé leur valeur marchande. La distance est faible, des « squelettes de l'histoire » que sont, au jugement de Barante, les *Règles pour rendre l'Histoire agréable et intéressante*, ou les *Lettres d'un père à son fils sur les faits intéressants de l'histoire universelle*, annoncées en 1782 et 1786, — à la *Science de l'Histoire* du professeur Chantreau (1803) « contenant le système général des connaissances à acquérir en vue d'étudier l'histoire, et la méthode à suivre quand on se livre à ce genre d'étude, développée par tableaux synoptiques », — ou encore au *Guide de l'Histoire* adopté en 1806 par les bibliothèques des lycées, « recueil choisi des traités les plus corrects et les meilleurs sur l'utilité de cette science, sur la manière de l'étudier et de l'écrire, sur les devoirs et les qualités de l'historien, et sur la chronologie ». Dans l'*Esprit de l'Histoire*, quatre in-octavos publiés en 1802, Antoine Ferrand, ancien magistrat, déclarait ne vouloir se la représenter que comme une généalogie, et protestait contre l'art qu'ont certains de la rendre incompréhensible pour le grand nombre, de faire de nouvelles découvertes en des vérités qui sont de tous les temps, de les surcharger de « métaphysique », de les embrouiller à force de distinctions, et de mettre sophismes et abstractions « à la place de quelques principes clairs, simples, dont il faut seulement s'accoutumer à faire toujours une juste application ». Pour ses *Lettres sur l'Histoire*, de l'an IX, Fabre d'Olivet se contentait d'adopter « la plupart des systèmes » de Delisle de Sales, et sans doute devait à l'*Histoire philosophique du Monde primitif* l'idée de son plan. Suard, en ses *Mélanges*, ne savait parler que de *certitude* en histoire, et conter les réflexions de lord Raleigh à la Tour de Londres ; il est vrai, cinquante ans plus tard, l'homme d'esprit que fut Prévost-Paradol les rééditera comme le dernier mot de la sagesse historique. En 1808, Mme de Chastenay, dans son *Génie des Peuples anciens*, déclarait n'avoir voulu que brosser un tableau et réunir les faits : « je laisse au lecteur à conclure, et je n'entrevois, je l'avoue, que des conclusions morales à

1. Aug. Thierry, *Considérations*, p. 91, 100, 104, 106, 130 ; cf. *Conquête de l'Angleterre*, I, 7. — Barante, *Littérature française au XVIIIe siècle*, p. 210. — C. Jullian, *Aug. Thierry et le mouvement historique sous la Restauration*, *Revue de Synthèse historique*, 1906, II, p. 132.

tirer de l'histoire des hommes, et de celle de leurs opinions ».

En 1802, le Consulat avait rétabli l'enseignement secondaire, inauguré dans les lycées diverses disciplines, parmi lesquelles l'histoire ne figure point. En 1814 encore, le Conseil de l'Université ne fait de l'enseignement historique qu'un double, un accessoire de l'enseignement littéraire. L'étude de l'histoire n'est instituée qu'en 1818, par Royer-Collard et Cuvier, « dans les Collèges royaux et dans les Collèges communaux qui seront désignés par la Commission ». Cette organisation vieille d'à peine deux ans, une circulaire de juillet 1820 prescrira aux professeurs de « ne chercher d'autres ressources d'intérêt que dans la seule explication des faits, et s'abstenir de tout commentaire » : non que l'on se soucie précisément alors de *neutralité* ; ces « entraves officielles » ne sont bonnes qu'à empêcher le jeune professeur Rio, historien à ses débuts, « de mesurer toute l'étendue d'un horizon historique[1] ».

Quand se fit la Restauration, les grands écrivains qui représentent l'école catholique et monarchique « ne tournèrent pas leurs efforts intellectuels du côté de l'histoire » : c'est Nettement, un de leurs admirateurs, qui le constate et le déplore. En 1824, le *Mercure du XIXe siècle* ne parlera de l'Analyse et de la Synthèse en histoire que pour défendre de son mieux l'usage des *Résumés*. La même année, Lainé établissant un Plan d'éducation pour le jeune duc de R., n'engage à se défier des accumulations de faits, de dates et d'évènements à travers lesquels « les causes et les grands effets » apparaissent mal, que pour recommander l'usage des *Tables* chronologiques, des *Précis* d'Histoire Universelle ou des *Abrégés* : Blair, Chantreau, Anquetil et le président Hénault, qu'il nomme, sont le *nec plus ultra* de l'histoire. En 1828 encore, le *Mercure* annonce de Pigault-Lebrun une « Histoire de France abrégée, critique et philosophique, à l'usage des gens du monde ».

Ainsi, pour beaucoup, il convient de s'abstenir de toute théorie historique générale.

Au début du siècle, le *Publiciste* avait cru devoir donner une appréciation de Villers, couronné par l'Institut, sur le mémoire d'un concurrent : ce qu'il disait de la philosophie de l'histoire comme

1. Guizot, *Mémoires*, III, 172. — Taine, *Origines*, VI, 244 et n. 4. — Rio, *Epilogue à l'Art chrétien*, I, 219. — Plus loin, Nettement, *Littérature française sous la Restauration*, II, 3 ; et *Papiers inédits d'Edouard Mounier* (Société Eduenne, Autun), liasse H, cote 11, p. 3 du manuscrit.

« branche de connaissances humaines » opposée à la chronologie « qui est comme la géométrie de l'histoire », n'est qu'un mot isolé, un mot perdu, lancé par un homme qui n'a pas l'oreille du public. Il arrive encore au même *Publiciste* de nommer la philosophie de l'histoire en 1818, mais c'est pour la mettre sous l'égide du bon Plutarque. Raoul Rochette, déjà professeur renommé, s'y borne à citer sans le moindre commentaire, mais comme si elle apportait une idée nouvelle, une opinion *philosophique* d'Abel Rémusat sur l'histoire, qui n'ajoute pas grand'chose à Montesquieu : « L'histoire des guerres est stérile, celle des changements qui se sont opérés dans les idées, les opinions et les croyances, est étroitement liée à celle des mœurs et des institutions, et l'une et l'autre ouvrent un champ vaste aux méditations du philosophe. » Quand lui-même expose dans les *Annales de la Littérature et des Arts* des « Considérations préliminaires sur l'Histoire », il se défend de toute « théorie historique » et formule une sentence qui semble s'appliquer fort bien à cette génération d'historiens : « Les siècles où l'on fait de grandes choses ne sont jamais ceux où l'on en raisonne. » A la *Société des Bonnes Lettres* on déclare en 1821 : « L'histoire, Messieurs, c'est la morale et la politique en action. » En 1826 encore, Alletz intitulera ainsi un chapitre de son *Essai sur l'Homme* : « De l'historien *et* du philosophe. »

Félix Bodin fait en 1822, à l'Athénée, des conférences publiées comme *Études historiques et politiques sur les Assemblées représentatives*, et vite épuisées. Sous ce titre prometteur : « A quel point peut on expliquer l'histoire ? », le *Mercure du XIXe siècle* de 1823 en reproduit un extrait, que reprendra en 1828 le *Mercure de France au XIXe siècle*. « Aujourd'hui, dit Bodin, ce n'est plus par une vaine curiosité que nous lisons l'histoire ; nous y cherchons d'utiles enseignements, nous nous plaisons à suivre dans l'étude de certaines époques le développement et la marche de cette puissance que chacun veut expliquer et sur laquelle personne ne s'accorde, que ceux qui examinent et qui discutent nomment la force des choses, que ceux qui veulent se dispenser d'examiner et de discuter nomment tout simplement le hasard..... Enfin, nous demandons au passé des avertissements pour le présent, ou plutôt nous voulons lire l'avenir dans le passé. Une telle prétention est-elle fondée ? ou bien, en d'autres termes, peut-on expliquer l'histoire ? Cette question me conduirait trop loin s'il me fallait la

rattacher à celles de la liberté morale de l'homme et de la fatalité. Mais je crois cela inutile, et fort heureusement ; car, en abordant la métaphysique, on ne prend pas le moyen d'abréger..... » Autrement dit, le problème entrevu, on l'esquive. Pour Bodin, et bien d'autres esprits de son temps, l'étude de l'histoire « grande dans son objet », le spectacle des forces qui s'y combattent et s'y relèvent, la combinaison des faits particuliers en faits généraux, ne saurait aboutir qu'à un calcul de probabilités, à la « politique de l'histoire ». Et voici où l'on aperçoit que, pour lui et pour beaucoup, la question semble n'avoir pas fait un pas. L'école historique de Voltaire, dira-t-il encore (judicieusement) a précédé les autres, et le temps est loin où elle ne sera plus utile. Sans prétendre qu'elle ait « posé les limites » d'une école véritablement rationnelle et philosophique, il la défend contre la « réaction » qui s'en prend toujours à elle, contre l'école de la chronique, l'école purement politique, l'école purement pittoresque et dramatique, contre d'autres écoles « possibles », catholique à la Bossuet, ou protestante, ou strictement économique et industrielle, enfin contre une école à venir, et à prévoir déjà, l'école « qui sera dogmatique ou mystique ». La place existe, dit-il. La place existait en effet.

Une sorte de crise historique s'est ouverte vers 1820, une fois le silence bien fait, comme dit Augustin Thierry, sur dix années telles que la France n'en avait jamais vu de pareilles ; une « nouvelle intelligence de l'histoire » a semblé naître, « à point nommé, à l'heure où se complète la série des renversements politiques ». Dans les bibliothèques constituées entre 1815 et 1840, les ouvrages historiques abondent. C'est une révolution, déclarera le Renan de l'*Avenir de la Science*, une révolution « qui, depuis 1820, a changé complètement la face des études historiques ou, pour mieux dire, qui a fondé l'histoire parmi nous ».

Est-ce Walter Scott, comme l'assure Stendhal, qui crée cette « mode » de l'histoire en France ? Ou Walter Scott, et aussi Chateaubriand, Thierry, ceux qui les suivirent, n'ont-ils été qu'un des facteurs — fort important — de cette révolution ? Après ces dix années inouïes pouvait-il ne pas se trouver chez nous « cinq ou six hommes d'État », dit Stendhal encore, pour écrire l'histoire ? Et « lorsque la liberté eut commencé à paraître », son

premier rayon ne devait-il point, pour parler avec Quinet, « se refléter dans ce sombre et stérile passé » ?

Sainte-Beuve à ses débuts, et ses collaborateurs du *Globe*, sont enthousiastes de l'histoire. Ils parlent sans bienveillance des historiens de jadis qui non seulement ignorèrent « l'art de raconter et de peindre », mais même ne connurent qu'une philosophie « étroite, commune, légère », ou plutôt s'en tinrent à l'absence de toute philosophie. « Aussi, ajoutent-ils avec une belle assurance, aussi n'est-ce pas trop peut-être d'affirmer que toute l'histoire est à refaire. » Il est vrai, Guizot semble leur apparaître comme le chef de l'école nouvelle qui *refera* l'histoire. Ils le louent d'avoir su être à la fois historien philosophe et historien artiste. Et l'on sait que l'histoire à la Guizot n'est pas, ne veut pas être une philosophie de l'histoire [1].

Quel que soit leur talent à tous, jeunes ou vieilles gens, maîtres et disciples, Philarète Chasles pourra plus tard accuser l'histoire de cet âge, qui longtemps gardera ses dévots, de tendre « chaque jour... plus directement et plus exclusivement » à devenir « une greffière », à recueillir des documents « sans philosophie, sans lien, sans point de vue », à entasser les résultats « comme un notaire ses dossiers ». Vers 1825, le *Mercure du XIXe siècle* oppose l'une à l'autre, pour les concilier comme étant l'une sans l'autre incomplètes, l'histoire *romantique* de la nouvelle école qui « amuse », et l'histoire *philosophique* « dont la vérité est l'âme et le fondement », qui toujours disserte d'un ton grave et soutenu, et vérifie scrupuleusement les témoignages dont elle use. Et son dernier mot sera pour répéter, sans plus de philosophie : « Tenez-vous entre les deux ».

« Qu'est-ce que la philosophie appliquée à l'histoire? dit-on en 1828 aux Cours publics de la Ville de Paris, à l'heure où la foule se presse aux leçons théâtrales et présomptueuses de Cousin : ce n'est autre chose que la critique historique. » L'histoire est philosophie, déclare au Collège de France le vieux maître Daunou qu'on abandonne, quand elle consiste en une « série méthodique

1. Aug. Thierry, *Considérations*, p. 180, 182; C. Jullian, art. cité (dans cette *Revue*), p. 132. — Renan, *Avenir de la Science*, p. 132, et préface d'*Averroès*, p. VI. — Stendhal, lettres du 12 février 1823 et d'avril 1825. — Quinet, *Révolution*, I, 61. — Cf. L. Maigron, *Le Roman historique*, p. 51, 388 s. — G. Michaut, *Sainte-Beuve avant les Lundis*, p. 87 s., 120. — *Globe*, III, 275. — H. Tronchon, *Fortune intellectuelle de Herder en France*, p. 430 suiv.

de faits bien vérifiés et présentés comme des leçons expérimentales. Voilà pourquoi l'on a tant cherché à établir des rapports entre la science des faits et les divers systèmes philosophiques » ; il refusera, quant à lui, d'admettre « aucune sorte d'histoire idéale ou *a priori* » et, pour assurer la certitude historique, se gardera de tout système préétabli, même de celui de Vico, tiré d'un « trop juste oubli ». Pour Letronne aussi, la critique historique est la véritable philosophie de l'histoire, « c'est-à-dire l'application à l'histoire de la méthode philosophique », et non pas « quelque chose qui ne ressemble guère ni à la philosophie, ni à l'histoire ». Lenormant, lui, ne songe point à nier les services rendus par la philosophie de l'histoire, mais ne saurait admettre « que tout le monde, à tout propos, fasse de la philosophie de l'histoire. Où irions-nous s'il fallait voir l'histoire universelle refaite chaque matin par des Vico de collège...? » De sa chaire d'éloquence latine, J.-V. Leclerc lui-même raille de certaines ignorances « un siècle qui a la prétention d'avoir découvert la philosophie de l'histoire ». Dans un discours de 1835, *Des Questions de Philosophie, de Littérature et d'Art au XIXe siècle*, Alfred Théry, louant l'histoire à la Guizot qui sait « scruter les causes..., saisir l'idée à travers les faits, l'esprit des choses à travers les choses mêmes », regrettera que, dans nos histoires provinciales, « nulle pensée philosophique » n'ait coordonné les faits noyés dans l'érudition, et que les seules histoires *philosophiques* qui existent, celles de Voltaire, de Raynal, soient « destinées à détruire, et non pas à édifier ».

Mais déjà la révolution de 1830 et les débats qui la précédèrent, appelant à la vie politique, selon Augustin Thierry, « tous les enfants du pays capables d'y entrer à quelque titre que ce fût », a dû être en un sens et pour un temps « fatale au recueillement des études » [1].

Il fallait bien qu'en tout cas le *sens historique* du public eût gagné, ou lui fût venu d'ailleurs que des historiens de profession, pour que le hegelien Gans lui-même, à qui Saint-Marc Girardin

1. Ph. Chasles, *Études sur les hommes et les mœurs au XIXe siècle*, p. 279, 319. — J. Guadet, dans le *Mercure*, X, 182. — *Journal des Cours publics de la Ville de Paris*, I (1828), 34. — *Journal officiel de l'Instruction publique*, 24 déc. 1835, 24 janv. 1836, 12 déc. 1833. — Daunou, *Cours d'Études historiques*, XX (déc. 1829 et janv. 1830), p. 35, 420, 416. — Aug. Thierry, *Considérations*, p. 200.

répondait Bossuet et Fénelon quand il disait, lui, Herder et Hegel inventeurs des « grandes idées sur la marche de l'humanité », déclarât au lendemain de 1830 : « Nulle étude n'est plus familière aux Français que l'histoire considérée philosophiquement. Elle a éprouvé durant les quarante dernières années des vicissitudes si promptes et si rapides en France, et elle y a été si sensiblement elle-même le résultat de la pensée, que ce serait en effet une chose plus qu'extraordinaire qu'elle n'apparût pas aux Français dans toute sa marche comme une suite d'idées et comme un développement nécessaire. »

C'était reconnaître à la fois les origines essentiellement autochtones, spontanées, de ce qui sera un temps une philosophie française de l'histoire, et la puissance éducatrice qu'ont exercée en ceci les faits, et aussi la filiation manifeste de ces faits à tout un ordre d'idées antérieur. L'aveu a beau se limiter aussitôt, il n'en est que plus précieux à retenir.

Gans indiquait ensuite que, par ces tendances très apparentes de l'esprit historique en France, la nouvelle philosophie allemande s'y trouvait toute « recommandée » à l'attention. « Cependant, ajoutait-il, en raison de la différence du génie des deux nations, la manière de traiter l'histoire philosophiquement sera, nécessairement, différente en deçà et au delà du Rhin ; les Français ne laisseront pas l'histoire s'écouler et se fixer dans des catégories métaphysiques, mais ils la comprendront comme une suite d'idées liées entre elles. Le *progrès*, qui est aujourd'hui regardé comme le principe de toute activité, ne sera pas méconnu dans les temps passés.... Et bientôt il n'y aura plus un seul historien français qui, comme notre Schlosser et d'autres naïfs Allemands font encore, s'en tienne uniquement au fait matériel et extérieur[1]. »

Qui cite-t-il comme s'étant « élevé réellement jusqu'à une philosophie de l'histoire » ? Michelet, qui venait de traduire la *Scienza Nuova*, comme pour préparer son *Introduction à l'Histoire Universelle*, où l'on ne pouvait guère ne pas retrouver, avec du Vico, un peu du Herder de son ami Quinet : « le premier Français, dira de Michelet en 1834 le *Journal de l'Instruction publique*, qui considère l'histoire comme une déduction de principes philoso-

1. Jugement de Gans sur l'*Introduction à l'Histoire Universelle*, de Michelet, et autres travaux français analogues, cité par la *Nouvelle Revue germanique*, XI (1832), p. 117. — Cf. *Revue Universelle*, XLIV (1840), p. 372.

phiques antérieurement posés, et, d'un autre côté, comme un symbole sous lequel il faut percevoir l'idée ». Et, avec lui, d'autres chez qui l'apport étranger est infiniment plus douteux : Mignet, dont la *Révolution française* ne fait guère leur part qu'à la « tranquille équité de l'histoire » ou au sens trop rare de la nécessité des réformes, qui seul rend possibles les révolutions « à l'amiable ». Ballanche, dont le *Jeune Homme* veut en effet, dès 1819, « embrasser d'un coup d'œil toutes les destinées du genre humain », n'envisage l'avenir qu'avec effroi, et dit sans cesse : « Que va devenir le genre humain ? » mais, bouleversé encore par la grande leçon des faits contemporains, conçoit les éléments essentiels de sa doctrine d'après eux surtout et par opposition à Joseph de Maistre, à Jean Jacques, aux philosophes du XVIIIe siècle. Saint-Simon, qui jeta les idées « à pleines mains », a-t-on dit, et fut empêché par la mort de construire un système bâti « tout entier sur la philosophie de l'histoire », mais partait exclusivement de la tradition catholique et du XVIIIe siècle français. Auguste Comte enfin, qui procédait avant tout de la Révolution et, dès 1824, jugeait la philosophie allemande de l'histoire en homme qui n'avait pas attendu d'en avoir quelques notions pour se faire son système, mais comptait s'aider d'elle pour pousser la philosophie *positive* dans le monde [1].

Gans a-t-il ignoré, ou plutôt jugé trop hésitant et discret l'effort de Jouffroy, qui dès 1822 parle philosophie de l'histoire aux auditeurs de son cours privé, mais en 1824, psychologue obstiné, dit être de ceux qui cherchent « dans les événements du monde *intellectuel* les lois du développement de l'espèce humaine, qui s'y révèlent d'une manière bien plus vraie et bien plus sage que dans ceux du monde politique », et voit éclater chez Vico, chez Herder, comme chez Bossuet, « le mépris de l'histoire » ? A-t-il, à bon droit, négligé le Victor Cousin des leçons de 1828, paré des plumes de Hegel et quelques autres, orateur, artiste, professeur et commentateur entraînant, artificieux et utile interprète de la pensée d'autrui, mais non pas philosophe de l'histoire ? Cousin avait esquissé, dès 1820, « un système de philosophie morale et politique » et tenté de montrer la philosophie de l'histoire « à travers

1. Mignet, *Révolution Française*, I, 3 (cf. *Marie Stuart*, I, 2). — Ballanche, *Le Vieillard et le Jeune Homme*, p. 8, 11. — Cf. G. Weill, *L'École Saint-Simonienne*, p. 1, 2, 31, et H. Tronchon, *Fortune intellectuelle de Herder en France*, p. 395 (Ballanche), 511 (Saint-Simon et Comte).

les vicissitudes qui élèvent et précipitent les sociétés, les démarches continuelles de l'humanité vers la société idéale... ». Mais l'étude que le *Globe* détachait en 1826 de ses *Fragments Philosophiques* ne traitait encore de la philosophie de l'histoire que pour la plus grande gloire de Condorcet et Turgot.

C'est qu'à leur suite, et avant d'être, comme le notait Gans, le mot d'ordre des Français de son époque, le *progrès* avait constitué longtemps — en dehors des travaux proprement historiques, peu soucieux de philosophie — la seule théorie philosophique de ceux qui ne voulaient pourtant plus s'en tenir au *fait matériel et extérieur*, ni à la tradition orthodoxe.

Pour certains, il continuera d'en être ainsi ; en s'amplifiant, en gagnant ou reprenant l'histoire, la théorie du progrès leur suffira. Pour d'autres, elle aura du moins frayé les voies.

L'expérience des révolutions féconde l'histoire, comme disait le 12 avril 1835 la *Nouvelle Minerve*. Les crises intérieures, puis européennes, qui, en *faisant* coup sur coup de l'histoire, pouvaient paraître retarder l'évolution des idées historiques en France, leur acheminement à un concept supérieur, quasi désintéressé, abstrait, philosophique, de l'histoire humaine et mondiale, n'avaient été pour une bonne part, et dans leur principe, que le développement à l'extrême, comme d'une idée dominante, de l'une des prémisses qui fondent toute philosophie de l'histoire : l'idée-force de progrès ou de perfectibilité. La Révolution de Juillet eut, pour Amédée Duquesnel, « une grande mission sur la terre ». Résumé terrible et grandiose de tous les efforts antérieurs de l'humanité, dira George Sand avec la même emphatique bonne foi, la Révolution Française avait déjà « déchiré de haut en bas le voile du temple; et jamais plus, déclarait-elle, nous ne verrons reparaître la puissance à long terme des principes du droit divin » [1].

III. — 1830. Étapes de l'idée de progrès.

Le premier, mais en latin et comme dans l'ombre jusqu'à ce que ses notes retrouvées par Dupont de Nemours s'insérassent à leur place chronologique, en 1808, dans ce qu'un éditeur ultérieur

1. Duquesnel, dans la *Revue Européenne* (1833), VII, 105. — G. Sand, en tête de la *Révolution Française*, de Louis Blanc.

appelle un « véritable chaos en neuf volumes », Turgot avait tenté d'appliquer l'idée de Progrès à l'histoire, dès l'époque où paraissait l'*Esprit des Lois* et où Voltaire commençait d'écrire pour Mme du Châtelet. On l'a reconnu en Allemagne, tous les problèmes historiques que traiteront Kant et Herder, puis Ritter et ses successeurs, se trouvent posés par Turgot ; et Michelet jugeait que ses divers fragments ou Discours sont « ce que nous avons de plus original, de plus profond sur la philosophie de l'histoire ».

Turgot songeait à refaire le *Discours* de Bossuet. Dès le plan d'un grand ouvrage, abandonné faute de loisir quand le jeune prieur de Sorbonne eut passé à la vie civile et à la magistrature, non seulement le cadre de l'histoire se trouvait singulièrement élargi, l'homme étant considéré tel qu'il avait été placé par son créateur, « au milieu de l'immensité, et n'en occupant qu'un point », en relations nécessaires « avec une multitude de choses et d'êtres ». Mais aussi, tout devenait *progrès* dans l'histoire universelle, présentée comme une « combinaison continuelle » des progrès de l'homme « avec les passions et avec les événements qu'elles ont produits », chaque homme n'étant plus « qu'une partie d'un tout immense qui a, comme lui, son enfance et ses progrès... Ainsi l'histoire universelle embrasse la considération des progrès successifs du genre humain, et le détail des causes qui y ont contribué..., le genre humain toujours le même dans ses bouleversements, comme l'eau de la mer dans les tempêtes, et marchant toujours à sa perfection ». Le problème était posé d'un point de vue proprement philosophique : « Dévoiler l'influence des causes générales et nécessaires, celles des causes particulières et des actions libres des grands hommes, et le rapport de tout cela à la constitution même de l'homme, montrer les ressorts et la mécanique des causes morales par leurs effets : voilà ce qu'est l'histoïre aux yeux d'un philosophe. » Dans la succession des opinions des hommes, disait Turgot, on cherche les progrès de l'esprit humain, sans y voir guère que l'histoire de ses erreurs ; mais « l'avancement réel de l'es prithumain se décèle jusque dans ses égarements ». Et par opposition aux phénomènes de la nature où « tout renaît, tout périt », où le temps ne fait, en des générations successives, « que ramener à chaque instant l'image qu'il a fait disparaître », le genre humain, « considéré depuis son origine, paraît aux yeux des philosophes un tout immense qui lui-même a, comme chaque

individu, son enfance et ses progrès. » Faute de pouvoir davantage, Turgot se restreignait à « essayer d'indiquer le fil des progrès de l'esprit humain dans les sciences et les arts. » Mais il n'abandonnait qu'à regret les vastes vues d'ensemble : « L'univers ainsi envisagé en grand, dans tout l'enchaînement, dans toute l'étendue de ses progrès, est le spectacle le plus glorieux à la sagesse qui y préside. » Et ces progrès, nécessaires mais « entremêlés de décadences fréquentes », sont pour l'ancien homme d'Eglise un dogme nouveau, celui peut-être qui hâta l'émancipation de cette âme demeurée religieuse. « ...Par des alternatives d'agitation et de calme, de biens et de maux, la masse totale du genre humain a marché sans cesse vers sa perfection [1]. »

En partie inspiré de lui, quelque temps son correspondant, Condorcet, un demi-siècle plus tard, lègue à la postérité, comme auréolées par sa fin tragique, ces idées familières à Turgot mais inédites encore, et dont on ne lui reportera qu'ensuite un peu d'honneur. Condorcet d'ailleurs est beaucoup plus que Turgot dominé par la philosophie sensualiste, attentif au côté intellectuel du problème et à la question des *lumières*, hanté par les préoccupations contemporaines, et d'esprit beaucoup plus mathématique aussi. A un terme philosophique il substitue une sorte de terme algébrique. Ce qni pouvait sembler une constante devient plus nettement une variable, mais une variable à révolution tendant vers l'infini : le *progrès* s'appelle *perfectibilité*.

L'un comme l'autre ont, en somme, essayé d'émanciper du dogme catholique les espoirs d'amélioration humaine : l'un les sécularisant, selon le mot de Ferrari, tout en rendant à la religion chrétienne l'hommage le plus sincère ; l'autre, comme diront en 1830 les catholiques du *Correspondant*, effaçant hardiment Dieu de son tableau des destinées passées, présentes et futures du genre humain.

Perfectibilité ou *progrès*, l'idée qu'ils illustraient en s'avisant de la dériver sur l'histoire était plus vieille qu'eux de beaucoup. Plus vieille que Vico, longtemps ignoré en France et dépassé par eux « de toute une époque », constate Ferrari, mais qui avant eux l'avait

1. E. Daire, Introduction à sa réédition de Turgot (1844). — Dilthey, *Das XVIII. Jahrhundert und die geschichtliche Welt* (Deutsche Rundschau, 1901). — Michelet, Appendice à la *Vie de Vico* Œ., t. 27, p. 143). — Turgot, *Plan de deux Discours sur l'Histoire Universelle*, *Idée de l'Introduction*, deuxième Discours, Plan du premier Discours, Plan du deuxième Discours, et Notes de Dupont de Nemours (1808).

défendue en appliquant à la philologie ce qu'ils devaient essayer d'appliquer à l'histoire.

Plus vieille même que la retentissante querelle des Anciens et des Modernes. Forme timide encore, et bornée à la littérature et aux arts, d'un désir d'émancipation qui s'en prenait aux Grecs et aux Romains, faute d'oser secouer déjà un joug qui pesait sur toute l'âme, et attaquer le dogme même de l'originelle déchéance humaine. Forme vivace pourtant, puisqu'en l'an VIII le *Mois*, intitulant « Des Anciens et des Modernes » un article de Mélanges, se demande si l'on doit croire à la perfectibilité de l'espèce humaine; puisqu'en 1814 Nodier pose encore dans le *Journal de l'Empire* la question des « règles » et de la perfectibilité ; puisque le *Globe* en 1825 ne craint pas de faire sur la perfectibilité des plaisanteries d'ordre strictement littéraire ; puisque toute la critique du romantisme français reprendra par la base cette question mal résolue, et qu'auprès de certains le romantisme lui-même passera, non sans raison, pour un rejeton de la théorie de la perfectibilité ; puisqu'enfin, même en 1862, par crainte de la « métaphysique transcendantale » et pour ne pas se mettre la tête « sous la cloche d'une machine pneumatique », Eugène Véron dit renoncer à étudier la question du Progrès sous tout autre jour que celui de l'« analyse intellectuelle. »

Est-ce Leibnitz qui a conçu le premier ce que Mignet appelle « cette grande idée d'un perfectionnement graduel dans les œuvres de la création et dans la marche du monde » ? Leibnitz qui fournissait encore une épigraphe à Sébastien Mercier pour son *An 2440* ? Et l'honneur revient-il à Bacon d'avoir tracé le cadre où tiennent, selon Ferrari, « presque toutes les idées du XVIIIe siècle sur la perfectibilité » ? Ou bien faut-il en croire l'*Europe Littéraire* de 1833, et ce mouvement d'indépendance, d'*insurrection*, si l'on veut, a-t-il commencé de tous côtés, dès le XVe siècle, avant la *République* et la *Méthode Historique* du jurisconsulte Jean Bodin, avant même la Réforme ?

En tout cas, d'où qu'il soit parti, et même le rideau tombé provisoirement sur la révolution à laquelle il avait mené, la génération du XVIIIe siècle finissant en était transportée, dit encore Mignet, comme d'une « foi savante ». Dans le dangereux *humanitarisme* qui en émane et contre qui Edgar Quinet, puis Michelet, élèveront après 1840 une protestation tardive, dès un article de 1806 Bonald

voyait « depuis soixante ans un objet de déclamations souvent très peu humaines ». Et sur ce point comme en tant d'autres on n'aperçoit, d'un siècle à celui qui le relève, nulle solution de continuité.

Égotiste dès la jeunesse, le Stendhal des *Pensées* posthumes se propose ce programme philosophique et moral : « Étudier bien l'idée de perfectibilité, qui me mènera, si je la trouve fondée, à un état de l'âme bien doux, l'optimisme ». La *Littérature* de Mme de Staël suit « le développement du système de perfectibilité » jusqu'au monde moderne et aux littératures du Nord, filles de la Réforme, depuis les Grecs, selon elle inférieurs aux Romains pour la philosophie et la connaissance du cœur, et qui lui inspirent moins de « regrets ». Au début du livre, elle déclare ne vouloir jamais détourner son attention de ce qui en est l'idée première, la doctrine de la perfectibilité ; et la conclusion plaide encore pour le « progrès des lumières », et pour cette même perfectibilité « devenue l'objet des sourires indulgents et moqueurs de tous ceux qui regardent les occupations intellectuelles comme une sorte d'imbécillité de l'esprit ». Villers lui aussi était admirateur de Condorcet, et grand partisan de la perfectibilité ; peut être, selon M. Wittmer son principal biographe, cette opinion commune à Mme de Staël et à lui l'aida-t-elle à gagner à demi son amie d'un temps à plusieurs de ses théories. Dans une lettre sur la perfectibilité, adressée en l'an VII à la *Décade,* Cabanis déclarait l'histoire inexplicable sans cette notion essentielle. Benjamin Constant écrivant à Fauriel accuse Chateaubriand d'avoir pillé *De la Littérature*, « avec cette différence, que ce que l'auteur de ce dernier ouvrage attribue à la perfectibilité, il l'attribue au christianisme ». Non sans déclarer déjà, comme trente ans plus tard dans ses *Études Historiques*, que « tout ce qui est créé a nécessairement une marche progressive », l'auteur du *Génie* réfutait le système de la perfectibilité, « tout à fait défectueux » et indécis entre le matérialisme et le spiritualisme le plus mystique. Lui-même, Benjamin Constant applique l'idée de perfectibilité à la *Religion*, comme elle l'a été avant lui à la civilisation, aux mœurs, à la politique et à la littérature. Il en fait son « système sur la marche de l'espèce humaine » ; c'est au nom de la perfectibilité qu'il combat le sacerdoce, ennemi de toujours ; elle lui sert de *criterium* pour répartir en deux grandes

catégories les diverses formes religieuses ; c'est sur elle enfin qu'il fonde sa conception collective de l'histoire.

Dans leur Prospectus (1817), les *Archives philosophiques, politiques et littéraires* déclarent que tous les progrès des connaissances chez les différents peuples, maintenant les communications entre eux, « ont un but commun, le perfectionnement moral des hommes et l'amélioration de leur sort ». Pour le *Mercure du XIXe siècle*, en un « Fragment sur la civilisation », la perfectibilité est un fait incontestable. Il est vrai, le *Globe* en 1825 reproduit l'ironique discours en vers, d'Andrieux, *Sur la Perfectibilité de l'Homme*, qui avait eu les honneurs de la séance solennelle, à la réception académique de Joseph Droz et Casimir Delavigne :

> C'est depuis peu de temps que votre vanité
> Forgea ce mot si long : *Perfectibilité* ;
> Pour l'allonger encor, par un trait de génie,
> Vous n'avez pas manqué d'y joindre : *Indéfinie*.
> Ces grands mots, par malheur, sont bien vides de sens.

Mais quelques jours avant, sans vouloir rechercher si la perfectibilité est ou non indéfinie, l'on y avait établi « qu'elle est une des facultés humaines ». A propos des *Mélanges* de B. Constant, le même *Globe* déclarera fort justement : « la foi au développement progressif des idées religieuses n'est qu'une conséquence nécessaire du dogme de la perfectibilité ». Bientôt la *Nouvelle Minerve* assurera (1837) : « On ne conteste plus guère maintenant la perfectibilité humaine ». Et déjà, en 1830, « après quinze années de méditations inquiètes sur l'énigme de la destinée humaine », le prudent Jouffroy croit pouvoir affirmer en toute conscience : « Condamner les révolutions, c'est donc condamner la nature humaine et, avec elle, Dieu qui l'a créée perfectible ».

On discute cependant, pour et contre. — Au jugement de Tocqueville, si peu métaphysicien, si exclusivement soucieux des faits, l'idée de la perfectibilité humaine « est une des principales que puisse concevoir l'intelligence » ; les nations aristocratiques sont naturellement portées à en trop resserrer les limites, les nations démocratiques à étendre parfois ces limites outre mesure ; mais, comme jauge de l'état d'avancement démocratique des peuples, rien ne vaut cette idée « aussi ancienne que le monde » ; Pierre Leroux, lui, crée une Muse de la Perfectibilité ; l'humanité

a été conduite « par une voie providentielle » à cette doctrine qui « sauvera le monde » ; pour Thonissen, auteur d'une *Théorie du progrès indéfini*, cette même idée « est réellement l'idée dominante du siècle » ; et Jean Reynaud, dans *Terre et Ciel*, proclamera « le souverain principe de la perfectibilité ». Au lieu que pour Gobineau « un examen un peu plus sérieux de l'histoire fait justice de ces hautes prétentions » ; que Doudan s'écrie, dans une lettre de 1832 : « pauvre perfectibilité de l'espèce humaine ! » et, parmi ses *Pensées*, dit la loi du progrès la « seule consolation des êtres qui ne sont pas parfaits », non sans avouer pourtant la race humaine créée « pour monter lentement les pentes éternelles » — et que, dès un malicieux article de 1830, Musset raille « ceux qui ont les poumons assez pourvus de vent pour raisonner sur la perfectibilité ».

Le parti catholique n'a point tardé à s'irriter contre une théorie qui menace les principes mêmes de sa foi. Dès 1800, dans son *Essai Analytique*, Bonald proclamait ses doutes sur la perfectibilité sociale ; en 1818 ses *Recherches* les accuseront ; en 1819, non sans esprit, ses *Mélanges* opposeront la perfectibilité, dont on parle beaucoup, au perfectionnement, dont on parle moins, et à la perfection, dont on ne dit rien. Mais, sûr indice que l'idée gagne autour d'elle, les catholiques tâchent de la faire leur, du moins sous sa forme la plus modérée, en identifiant, comme Chateaubriand déjà l'avait tenté, christianisme et religion catholique. Le vieux philosophe Massias dans son *Rapport de la Nature à l'Homme et de l'Homme à la Nature* (1821) prend encore parti, contre Rousseau, pour la perfectibilité, qui selon lui « tient à la faculté d'imitation » ; il semble d'ailleurs rattacher la perfectibilité aux « doctrines de la morale évangélique », qui « poussent sans cesse notre espèce vers son perfectionnement ». Une dizaine d'années plus tard, alors que Bordas-Demoulin annonce la *Chute imminente du Catholicisme en Europe* où il n'a travaillé qu'à étouffer la civilisation, Dugaz-Montbel accentuera cette conciliation de la perfectibilité et de l'Évangile, en subordonnant celle-là à celui-ci : « Maintenant que le christianisme a perfectionné l'individu et réhabilité l'humanité tout entière, déclare-t-il en étudiant l'*Influence des Lois sur les Mœurs et..... des Mœurs sur les Lois* (1830), maintenant que la loi divine, la loi de liberté reçoit sa pleine exécution et porte le genre humain dans la voie

d'un perfectionnement indéfini, le devoir imposé à la loi de l'homme est de diriger ce mouvement progressif. »

Les protestations ne restent véhémentes que contre le développement de l'idée à l'indéfini : l'on admet Turgot, mais l'on s'insurge contre Condorcet. Déjà le *Conservateur*, dans un article de 1829 sur les « Tard Voyans » selon lui beaucoup trop nombreux en France, constate ironiquement que les Français ont atteint « la perfectibilité de la sociabilité ». Il en termine un autre « Du siècle de Louis XIV et de la Perfectibilité » en déclarant bien haut : « l'oubli a déjà fait justice des écrits de Condorcet et de Brissot. Tout cela n'a qu'un jour ». Le *Mémorial Catholique* s'indigne, en 1825, des théories qui ont cours dans l'enseignement philosophique universitaire, « nous entretenant sans cesse de la perfectibilité indéfinie de l'esprit humain, lorsque la religion nous apprend à gémir sur notre nature dégradée ». Laurentie bientôt y rappellera, pour la condamner une fois de plus (1829), que cette perfectibilité indéfinie de l'espèce humaine fut « un des dogmes les plus chers à la philosophie du siècle dernier ». Voici que Mme Swetchine croit devoir consulter son correspondant Lacordaire, le 26 août 1835, sur le cas d'un jeune homme de quatorze ans qui a la tête tournée par « les idées générales, folles ou vraies, comme, entre autres, la perfectibilité indéfinie du genre humain ». La controverse reste passionnée : Delécluze note en ses *Souvenirs* qu'à cette date la question revenait souvent « sur le tapis » dans les salons littéraires, le Saint-Simonisme aidant ; *l'Université Catholique* constate en 1837 que cette théorie « a survécu au naufrage du Saint Simonisme » et constitue « le dogme fondamental de tous les novateurs sociaux » ; et peu auparavant, dans l'*Époque*, un ennemi des « vaines théories » qui « fascinent tant d'yeux en France » déclare à propos de Kant : « Ce serait une belle idée que celle de montrer les générations toujours en marche vers une perfection illimitée, et de rêver sans cesse un optimisme religieux, si l'on pouvait encore bâtir quelque chose sur le christianisme, et que l'expérience ne combattît pas évidemment la folle théorie d'une perfectibilité chimérique ». En 1850 encore, le philosophe Fr. Bouillier traitant des *Limites de la Perfectibilité humaine* parlera des « chimères bâties sur son fondement » par les « rêveurs » modernes, de Condorcet et son « rêve ridicule sur l'extension progressive, sans limites dans la durée, de la vie humaine » jusqu'aux « dangereuses

et ridicules erreurs de Fichte » : cependant que l'honnête Laprade persiste à reconnaître, à propos du *Sentiment de la Nature chez les Modernes*, que la loi du progrès indéfini « se trouve (on ne sait pourquoi) la loi essentielle de tout ce qui existe ».

Cette *perfectibilité indéfinie* à laquelle le catholicisme français en veut tant, n'a été qu'un moment dans l'histoire de l'idée. Les disciples de Saint-Simon sont à peu près les derniers à défendre la théorie de Condorcet, dont les exagérations hâtives se voient condamner même par les libéraux. Le *Globe* citait, dès 1825, les objections qu'y faisait Dunoyer, élève de Montesquieu comme on sait. Le Victor Cousin de la *Philosophie de Kant* donnait encore la véritable histoire comme « le progrès constant de la liberté, de plus en plus compris d'âge en âge, et s'étendant toujours dans la pensée de l'homme »; en 1828, blasé sans doute par Hegel, il refuse de s'en tenir « au lieu commun ordinaire de la perfectibilité indéfinie ». Mis en garde contre des « croyances superbes » par sa foi intacte, qui lui fait considérer comme résolue la question suprême à laquelle ces croyances se rattachent, Guizot admet un progrès « dans toutes les directions », et l'auteur d'une thèse sur *L'idée de Progrès* observera très bien, en 1851, que la *civilisation* dont Guizot fait éloquemment l'histoire, c'est la supposition abstraite du perfectionnement humain accédant à l'évidence d'un fait constaté; mais le progrès n'est, pour Guizot, qu'un progrès « *presque* indéfini ». Le *Protestant* de février 1832 fait grief aux Saint-Simoniens d'avoir fabriqué un mot nouveau « pour parler du progrès plus pertinemment et mieux à l'aise ». L'*Europe Littéraire*, en 1833, reproche à l'idée de perfectibilité de n'être qu' « un mot vide de sens..... un contre-sens, une négation de toutes les lois du monde et de l'humanité, lorsqu'elle nous attribue une carrière indéfinie de progression ». En tête d'une brochure d'Eugène Pelletan, Lamartine, qu'on a blâmé de ses sympathies pour l'idée de progrès, se défendra sur le tard d'adhérer à cette « école de philosophie bien intentionnée, mais un peu trop superbe » qu'est la philosophie de la perfectibilité indéfinie; et tout en se gardant de nier « la tendance organique et sainte du progrès en toute chose, cette force centrifuge de l'esprit humain », il verra dans la doctrine de la perfectibilité continue et indéfinie « l'illusion,... la dérision de l'espèce humaine » [1].

1. Pour Guizot, v. H. Tronchon, *Fortune Intellectuelle de Herder en France*, p. 430 ss.; pour Cousin, une étude à paraître dans la *Revue Germanique*; pour Lamartine, *Revue de Littérature Comparée*, oct.-déc. 1921, p. 547 ss.

D'assez bonne heure on le devine, comme pour se dégager d'une alliance ou d'une filiation compromettante, la théorie de la *perfectibilité* tend à redevenir la théorie du simple *progrès*.

Déjà les *Tablettes Universelles* en 1823 publiaient les Réflexions historiques d'un Espagnol « sur la civilisation américaine considérée dans ses rapports avec les progrès et les destinées de l'esprit humain... Ainsi le genre humain, fort des progrès des âges, va améliorant toujours sa destinée. C'est là une loi de sa noble origine ». Dans le *Globe* de 1829 Charles Rémusat traite de ce « mouvement de logique irrésistible qu'on appelle le progrès de l'esprit humain ». Des revues se fondent au nom du progrès; le *Progresseur* (1828), l'*Organisateur*, journal des progrès de la science générale (1829-1831), les *Archives* des sciences morales et politiques, *revue du progrès social* (1834), le *Juif Errant*, revue mensuelle du progrès (1834), la *Revue du Progrès politique, social et littéraire* (1839-1842), le *Progrès, revue démocratique* (1849-1850).

Le mot n'a pas tardé à prendre une valeur politique, *actuelle* et sociale. En 1827 le baron Dupin étudiait dans le *Globe* la situation progressive des forces de la France depuis 1814 : la société, disait-il, a résisté à de tels assauts, et « marché » durant des périodes telles (où tout fut obscurité, impuissance pour les sciences, la philosophie et les lettres, isolées de l'agriculture, de l'industrie et du commerce) qu'elle ne peut rester stationnaire à une époque où « toutes ces forces se prêtent un appui mutuel... la vitesse des progrès que nous avons faits peut nous servir à régler nos espérances ». Car ainsi va le monde, assure encore le *Globe* un peu plus tard : « aucun travail, aucun effort n'est perdu, et tout se réunit en commun avec le temps pour faire avancer d'un pas l'humanité. Le commerce, les conquêtes de l'Angleterre depuis quarante années, les tranquilles spéculations philosophiques de l'Allemagne, les réformes sociales de la France, tout cela c'est la même mission, suivie, accomplie par des voies diverses ». Dans un article sur l'*Histoire*, donné en 1828 à l'*Encyclopédie Moderne*, et que les *Mélanges*, puis les *Études* reprendront, Barante déclarait : « En toute chose, c'est la progression qui nous intéresse. Nous cherchons dans le passé des motifs pour nous confier dans l'avenir ». Au Collège de France, Ampère s'écrie en 1834 : « Marchons en volontaires, ayant pour seul mot d'ordre, progrès, pour seul cri de ralliement, liberté ». Ouvrant son cours de Sorbonne,

le 9 janvier de la même année, Michelet avait pris pour devise : progrès, science, liberté. En tête de la *Presse* (1836), Victor Hugo convie tous les hommes de bonne volonté « à la grande substitution des questions sociales aux questions politiques » et veut « rallier à l'idée applicable du *progrès* tous les hommes d'élite », réunis en un *parti supérieur*.

A l'âge critique de sa vie intérieure, comme le dit son *Journal* en 1834, Maurice de Guérin sent son âme se remplir d'une « pensée brûlante... la pensée de la liberté, c'est-à-dire du plus grand bonheur et du plus grand progrès de l'humanité »; cette pensée, « la plus belle et la plus puissante après celle de Dieu », est celle qui « pousse le siècle devant elle ». Et dès le *Livre du Peuple*, un peu à travers toute l'*Esquisse d'une Philosophie*, comme dans les *Amschaspands* ou l'essai *De la Société Première*, Lamennais son maître exalte le progrès, la « loi de progression ». Dans un ouvrage sur le *Travail Intellectuel de 1815 à 1837*, Duquesnel déclare que des travaux historiques ou scientifiques de l'époque « une idée incontestée surgit : le *progrès;* personne ne soutient plus que l'humanité est destinée à parcourir une certaine route et à la recommencer sans cesse ». Le *Testament Philosophique et Littéraire* du vieux sage Lacretelle oppose à l'absolu de la lumière solaire la lumière philosophique « lente, embarrassée, mais progressive ». En 1843, dans son *Essai* sur le Principe et les Limites de la Philosophie de l'Histoire, Ferrari peut assurer que l'idée de Progrès « pénètre partout et se fait accepter par toutes les philosophies et par tous les partis politiques. Aujourd'hui, la nier c'est crime de lèse-civilisation : le mot de progrès est un mot d'ordre, le seul qui soit commun à toutes les opinions. Il y a des gens que le progrès jette dans le délire, d'autres qui l'admettent à contre-cœur, ils exigent qu'il soit gradué, lent, excessivement lent... ». Bientôt, dans un article de 1851 que reprendront les *Mélanges Religieux et Historiques*, puis dans la *Réforme Intellectuelle et Morale*, Renan constatera que le progrès est devenu de son temps « l'épouvantail des esprits timides », dont les scrupules s'effraient de voir ce *progrès* « porter de nos jours la conscience dans des portions de l'humanité qui jusqu'à présent y étaient restées fermées ».

L'âme incertaine d'Amiel, après l'avoir affirmé, le niera : le monde avance par la putréfaction successive d'idées toujours meilleures, « chacun recommence le monde... Ainsi, absolument il y

a progrès, et relativement il n'y en a pas... mille choses avancent, neuf cent quatre-vingt-dix-huit reculent; c'est là le progrès ». Mais Vinet se console de ce que « la littérature ne réalise point, comme la science et la civilisation, la loi de progrès ou de la perfectibilité », sur ce que pas plus qu'aucune autre histoire elle ne présente des faits isolés; même aux périodes déshéritées où il ne lui paraît y avoir « ni temps, ni espace, je ne dis pas pour le progrès, mais pour un relâche dans l'universelle souffrance » et où l'humanité « semble replier ses tentes », il affirme avec une foi passionnée que même alors, même à leur insu, les hommes « travaillent pour l'avenir ». Dès 1830 le catholique *Correspondant* n'accusait-il pas le protestantisme de réduire au seul dogme du *progrès* toute sa portée positive?

Après la Révolution de 1848 dont elle fait l'histoire, Daniel Stern salue « du cœur et de l'esprit » l'institution de la république « comme le gage certain d'une œuvre providentielle, d'une métamorphose ascendante qui s'opère dans le monde, en dépit des faiblesses, des fautes et des crimes, en dépit surtout de l'aveuglement des hommes ». Dans son *XIX*e *Siècle* et ses *Méditations Philosophiques*, comme dans les *Lettres Philosophiques* parues à la veille du Second Empire, Charles Dollfus affirme que la théorie du progrès résume la pensée contemporaine, qu'il faut en tout chercher le progrès », que l'homme y est *voué*. Pour lui, la loi des choses est le perfectionnement, non la perfection, mais la tendance au perfectionnement est « dans la nature ». Il disait d'abord : « La loi de tout ce qui vit, c'est le mouvement »; dans une édition nouvelle il corrige : « c'est le progrès »; et il ajoute : « Le progrès dans l'histoire est la réalisation graduelle de l'espèce humaine ». Très justement, F. Laurent donne l'idée de progrès comme indispensable au fondement de toute philosophie de l'histoire, et conclut ses volumineuses *Études sur l'Histoire de l'Humanité* sur cette assurance : « Le progrès n'est pas une théorie, c'est un fait. » Cœur d'apôtre, Gratry identifie avec le progrès de la religion le progrès de l'histoire; le problème essentiel est pour lui le problème de la destinée humaine, qu'il résout par une affirmation de la liberté; mais il croit au progrès, lui aussi : pas d'histoire sans progrès, pas de progrès sans liberté : « la cause de l'histoire, le principe du progrès, c'est le travail de l'homme agissant sous sa loi ».

Il en va pourtant de l'idée de *progrès* comme déjà de l'idée de

perfectibilité. Pour beaucoup de catholiques, il ne s'est fait qu'un changement de nom, d'inscription sur la bannière, auquel il importe de ne point se laisser prendre. « Le progrès, assurera en 1854 une brochure *Du Progrès matériel et du Renoncement chrétien*, est aujourd'hui la religion de tous ceux qui ont abandonné la foi chrétienne;... dans la doctrine du progrès, une seule chose frappe les masses : la promesse d'une félicité indéfinie, c'est-à-dire le progrès matériel ». A Notre-Dame, en 1845, le P. de Ravignan proteste de toute son éloquence contre la philosophie du « progrès continu », où il ne saurait voir qu'un triste jeu de l'imagination, de même qu'en 1838, aux prix du collège de Juilly, l'abbé Foisset protestait contre cette réhabilitation de la chair qu'est le progrès humanitaire, et que la *Revue Catholique* dénonçait comme « ligués contre l'Église... les philosophes humanitaires, les hommes à systèmes creux, les détracteurs infatigables du sacerdoce, les amateurs du prétendu progrès... La religion les usera, comme elle en a usé bien d'autres! »

Certains parlent de *manie*, quand leur orthodoxie dédaigne d'aller jusqu'à la polémique et ne se contente pas d'ignorer ou de sourire. Ainsi Montalembert, que pourtant la philosophie de l'histoire a paru intéresser au temps de sa jeunesse et des lettres à Léon Cornudet, semble totalement indifférent à la question du progrès. Lacordaire la nie : « Il y a longtemps, Messieurs, que Dieu a disposé des nations », s'écrie-t-il en un *Discours* de 1841 sur la *Vocation de la Nation française*; et de Sorèze il écrit le 5 octobre 1855 à la baronne de Prailly : « la loi du progrès véritable est la lenteur; ce qui vient vite, périt vite ». Mais Victor de Bonald déclare dès 1833 : « On veut être *progressif*, c'est la manie du siècle... et il faudrait songer à être un peu rétrograde... et l'on se félicite comme d'un *progrès*, d'avoir séparé la philosophie de la théologie, et de ce qu'elle a eu le bonheur, en vertu de ce divorce, de redevenir une science profane ». Dès 1840 aussi Buchez, fils du Saint-Simonisme revenu à la doctrine de l'Eglise, proteste contre l'abus récent du mot *progrès* : « Ce mot ayant fait fortune et acquis l'assentiment public, toutes les écoles, même les plus immobilisatrices et les plus stationnaires, les spiritualistes comme les matérialistes, les panthéistes aussi bien que les éclectiques, l'ont employé ou plutôt ont voulu s'en emparer. On en a détourné l'acception, si bien qu'aujourd'hui, pour être certain si

l'on s'entend sur ce mot, il faut se demander d'abord à quelle doctrine on appartient. »

Et puis, comme pour la *perfectibilité*, après avoir combattu l'idée de *progrès*, les catholiques tâchent de se l'annexer. Selon le même *Essai* de Buchez, l'idée de progrès est complètement chrétienne, et la doctrine du progrès se ramène à la « philosophie de la rédemption ». De même, Alletz assure qu'à la base de son *Génie du XIXe Siècle* réside l'absolue conviction « que les progrès de l'esprit humain ne peuvent plus être séparés du triomphe des croyances chrétiennes ». *Progrès par le Christianisme*, c'est ce qu'Ozanam, dès 1835, voit surtout dans l'histoire de la civilisation; à cette même doctrine l'auteur du *Progrès dans les siècles de Décadence* essaie de ramener en 1852 les esprits, comme à « une consolation en des jours inquiets ». L' « inquiétude solennelle » dont son temps est *dévoré* « s'explique de soi-même et se résout en un besoin glorieux parce qu'il est infini » ; pour Ozanam, la pensée du progrès n'a rien de païen, elle naît avec l'Évangile; grâce à quoi la philosophie chrétienne « peut établir la loi du progrès ». Traitant plus tard du *Progrès dans ses rapports avec l'Église*, l'abbé Castan n'aura nul embarras à constater « l'importance qu'a prise dans notre siècle la question du progrès ».

A travers tout le Second Empire, le progrès se proclame en prose ou se chante en mauvaises rimes. Poursuivant « ce dogme d'histoire naturelle » de Buffon à Geoffroy Saint-Hilaire, par Gœthe et Humboldt, le républicain Pelletan lui-même s'écrie à l'unisson, dans une brochure de 1857 sur *la Loi de Progrès*, souvent rééditée : « Oui, le progrès est toujours le progrès ! oui, le progrès est la loi du monde ! oui, la France et vous, et nous, et tous tant que nous sommes, nous n'avons le pied sur cette terre que pour accomplir le progrès, chacun dans notre mesure ! »

Naguère l'on reprenait bonnement, avec le *Savant* de Béranger, ce couplet dont le symbolisme facile n'avait rien qui dût effaroucher :

Vos devanciers vous ont dressé l'échelle...
... Montez ! ils vous tendent la main !...
Faites qu'à tous votre savoir révèle
Un progrès de l'esprit humain !

En 1855, Alfred Billiet, versificateur de *Progrès et Avenir*, croit

devoir « acclamer en ses vers » le Progrès, feu créateur, foyer de l'univers :

> Il faut bien incruster cela dans vos cerveaux,
> Le monde n'est pas vieux, les hommes sont nouveaux.
> ... Depuis longtemps ta nef lutte sur l'Océan,
> O Progrès, sans sombrer sur ce gouffre béant !
> ... Et je crois au Progrès comme je crois à Dieu !

C'est par de telles fautes contre la discrétion et la mesure que s'en vont à leur ruine, au moins temporaire, les grandes idées mal servies par des zélateurs excessifs, abandonnées dès lors par les esprits même que leur filiation intellectuelle désignait comme les héritiers de ceux qui les ont les premiers défendues. Il y a longtemps qu'un Proudhon s'en est détaché, déclarant dès la *Création de l'Ordre dans l'Humanité* que l'histoire démontre l'insuffisance du Progrès comme formule générale : « lorsqu'on affirme que le progrès est la loi de l'histoire, c'est comme si l'on disait que l'histoire est la loi de l'histoire ». Et en attendant que W. Bagehot, curieux des *Lois scientifiques du Développement des Nations*, essaie en 1873 de réfuter l'idée de progrès au nom de l'histoire, comme tendant à ériger en « fait naturel » un phénomène si sporadique qu'il a longtemps échappé à l'observation, Édouard Lockroy pourra crier, à la veille de 1870, *A bas le Progrès !* : « On n'a jamais tant parlé de *progrès réels* qu'à notre époque. Les défenseurs du gouvernement ont toujours le mot progrès à la bouche... Progrès est l'éternelle étiquette qu'on met en tête de toutes nos lois, comme la poste met le même timbre sur toutes les lettres. Vive le progrès ! disent les ministres. Vive le progrès ! répètent les députés de la droite. Vive le progrès ! hurle la foule des satisfaits, des hommes d'Etat et des fonctionnaires. Et avec tout cela nous sommes dans le gâchis... Ils ont donné ce nom à tous leurs actes et à toutes leurs fautes... A bas le progrès ! en voilà assez ! A bas le progrès ! que cela finisse ! si le progrès est une comédie, nous demandons qu'on baisse la toile. »

IV. — Après 1830.

Avant de leur donner, par bonne foi, une vie expérimentale et tragique sur la scène du monde, et de rester dès lors passionné pour elles, le public français s'était posé en esprit les questions essentielles auxquelles la philosophie de l'histoire apportait, à son tour, des essais de solutions systématiques.

Étudiant en 1865 les *Idées morales et politiques en France au XVIIIe siècle*, Barni dira fort bien que la théorie de la perfectibilité de l'espèce humaine, du progrès, qui, avant la fin de l'ancien régime, se dégagea peu à peu et se lia, pour les soutenir, aux idées qu'inspirait aux historiens français le spectacle de l'humanité récupérant ses droits les uns après les autres, « a créé ou au moins renouvelé la philosophie de l'histoire », en donnant un sens à l'histoire de l'humanité.

Bientôt toutes les théories auront été essayées, assurait en 1841 Louis Blanc, « toutes si ce n'est la plus simple et la plus noble, celle de la fraternité » ; et Pelletan dès 1836 à propos de Lamennais, dans la *Nouvelle Minerve :* « L'école catholique avait foi que le christianisme renfermait le sens dernier de l'histoire.... L'avènement de l'homme à l'équité et à la fraternité universelle, voilà l'idée complexe, l'unité, le fait invincible... qui a créé à l'histoire une philosophie, un motif de certitude. »

Pendant que Ballanche essayait d'articuler la plainte sociale d'une génération dont le récent passé, trop lourd, avait brisé l'âme, que Saint-Simoniens et positivisme naissant tentaient hardiment de construire à eux seuls l'avenir au nom de la tradition philosophique du XVIIIe siècle dont ils sont les héritiers communs et directs, la révolution de 1830, rapide mais grosse de plus de conséquences intellectuelles qu'on ne croirait aujourd'hui, réincarne une première fois pour tous les esprits, acquis ou hostiles, fermés ou accueillants, l'idée-mère au service de laquelle tant de grands et de médiocres penseurs s'étaient mis, tâchant obstinément de rendre à l'homme, dans la considération de son passé, de son avenir plus encore, ce qui peut sembler être à l'homme.

C'est peu avant cette crise nouvelle qu'on importe de l'étranger

des essais tout autres, divers, inégalement heureux, pour faire de l'histoire non plus une théodicée puisque dès longtemps était commencée, là aussi, la *reprise* sur la religion, non plus une simple morale politique en action, de cadre par trop étroit, mais une sorte de panorama cosmogonique ou de légende idéale, mais une logique transcendante et tranchante, une métaphysique dédaigneuse des faits, négatrice des faits, *a priori*.

Dans les emprunts de la France aux historiens étrangers jusqu'après 1820, aux Allemands entre autres, et le plus souvent aux médiocres, rien ne décelait un besoin de méthodes et d'orientation modifiées, le désir obscur, puis la joie d'une révélation qui s'accomplit. Mais, en quelque vingt années après traductions de Herder et Vico et leçons fameuses de Cousin, au grand thème qu'un siècle d'efforts et de peines a doté, pour les Français de tous ordres, d'une signification concrète et comme vivante, viennent se raccorder plus ou moins ou se heurter, les unes toutes récentes et comme à mesure qu'elles naissent, d'autres anciennes et jusque là mal connues en France, la plupart des variations théoriques composées à l'étranger par l'imagination philosophique appliquée à l'histoire : grandioses ou arbitraires, fouillées ou simplistes, presque toutes d'apparence abstraite, quelques passions qu'elles voilent parfois. Si altières, si aisées au dessus de la longue peine des hommes souvent obscure, si dégagées, semble-t-il, de l'humble et dure mêlée d'hier, si distantes de tout le généreux travail d'émancipation humaine qui l'a préparée et qui, en regard, ferait presque l'effet d'une simple lutte de classes ou d'appétits, que lui doivent-elles pourtant ? qu'en redisent-elles, transposé, transformé, transfiguré, méconnaissable ? c'est un problème qu'il vaudrait la peine d'étudier d'ensemble, et de résoudre. L'accueil qu'on leur fait en France prouve combien la patiente éducation qu'y avait reçue l'esprit public l'avait préparé, par des voies autres, à recevoir le plus gros, le meilleur de leur enseignement multiforme et improvisé.

A la plupart de ces essais nouvellement connus va, comme il convient, l'attention du monde philosophique d'alors, un peu déconcertée par un tel afflux. Pour le grand public, les contraires s'harmonisant à demi, une sorte de moyenne d'étrangeté s'établit par réduction de certaines divergences. Dans la lutte d'idées sociales qui se poursuit, ces voix du dehors ou ce qu'on en perçoit

apportent le surcroît moral de leur accent spécial, plus altier peut-être et plus âpre. Il soulève bien des clameurs indignées. Mais ce n'est là qu'une phase d'un vieux combat. Le tout s'englobe dans le conflit ancien qui régit et nourrit l'opinion.

Portée par les remous d'un courant qui vient de loin, discutée, prônée, honnie comme naguère l'histoire « philosophique » de Voltaire, « la Philosophie de l'Histoire » s'impose à l'attention. Conglomérat où sont amalgamés bien des éléments confus, synthèse audacieuse, artificielle, provisoire, plutôt que science organisée, elle fait un moment figure de science ou de méthode scientifique, née de l'antique idée de perfectibilité formellement adaptée à l'étude théorique du passé : adaptation dont la seule pratique avait fait la France moderne, et en partie absorbé jusque là son attention.

Parée d'exotisme, tranchant ainsi, d'abord, sur l'œuvre parallèle d'écoles françaises en plein effort, la philosophie de l'histoire gagne la presse littéraire, les salons, la province. Un jour de lecture à l'Abbaye-aux-Bois, Latouche entend un magistrat en discuter avec Barante et plaider pour elle. Un cours de philosophie de l'histoire s'ouvre à Angers ; on l'enseignera quelque temps chez les Oratoriens de Juilly, on s'en occupe à la Chesnaie ; un rapport de Jouffroy en témoigne, on proposera de l'introduire dans les écoles normales primaires. On tentera de l'appliquer à tout un peu, comme une pierre de touche, comme une formule neuve et universelle. On *philosophera* sur l'histoire de France, sur l'histoire sainte, sur l'histoire du droit — (la « philosophie du droit » deviendra vite pour la « philosophie de l'histoire » une dangereuse concurrente) — sur la politique et même, pour un temps, sur la sociologie, ennemie naissante. On *philosophera*, au nom de l'histoire, sur les sciences et spécialement la physiologie, sur l'esthétique chrétienne et la poésie populaire, la science du langage et la critique littéraire : en quoi l'on reviendra, par un détour, à la forme première de la controverse. Symptômes de popularité soudaine dont assez tard les traces subsisteront. Mais non pas symptômes d'adoption réelle et définitive.

La lourde masse de nos expériences passées n'aura décidément plus rien qui impose. Ce sera un domaine longtemps réservé et devenu public, une matière que tous s'approprient, dépècent, disloquent, dont le bloc paraît s'effriter, d'ailleurs infiltré d'éléments

adventices fournis par d'autres sciences déjà hors de tutelle. En cette sorte de transfusion sera le bienfait durable d'une crise ainsi *précipitée*, d'une fièvre après laquelle tout semblera revenir en l'état. Quand aura vécu la philosophie de l'histoire, on ne pourra plus voir l'histoire avec les yeux d'autrefois ; il lui sera désormais bien difficile d'exister par elle-même et pour elle-même ; l'œuvre commencée par les romantiques de l'histoire, les « philosophes de l'histoire » l'auront parachevée ; l'histoire sera celle qui prête à tous et prend de toutes mains.

Même si elles ne sont pas des influences en retour, les influences du dehors n'auront fait ici que donner le dernier élan à une tendance latente, lente à affleurer, et dont l'origine est lointaine, l'effort continu. Elles auront pris la suite d'un sillon déjà creusé profond, bien que toute une succession de bouleversements aient recouvert à demi le travail le plus récent, comme s'il fût étranger à leur naissance.

De mars à juillet 1830, le *Temps* consacrait aux premières de ces influences nouvelles une série d'études qu'arrête la révolution : ce n'étaient encore que Vico, Lessing, et Kant le Képler de la philosophie de l'histoire, elle-même sorte d' « astronomie du monde moral » dont Bossuet fut le Galilée : Voltaire et Ballanche avaient leur place parmi eux. Mais bientôt, dans son essai sur les *Rapports entre l'Inde et l'Europe*, Eckstein met en garde contre la « manie de formuler l'existence des peuples et d'arranger les résultats de l'histoire », devenue comme un vaste Océan où « maint giaour littéraire » arme en course : si averti qu'il soit de l'étranger, il est loisible de croire que ce Français de fraîche date n'excepte pas ses nouveaux compatriotes de l'opprobre d'un qualificatif aussi byronien. Et en 1836 le *Journal de l'Instruction Publique* pourra voir, par exemple, dans l'engouement propagé par les traductions de Vico et de Herder, surtout une bonne fortune pour la doctrine Saint-Simonienne. N'était-ce pas un gros succès de ce genre qu'espérait Comte pour le positivisme à ses débuts, quand d'Eichthal lui faisait l'éloge de la philosophie hegelienne ?

Dès le commencement, d'ailleurs, ceux qui étaient contre progrès ou perfectibilité seront, en gros, du même élan, contre les philosophies de l'histoire. Les tenants de la doctrine catholique leur déclareront la guerre (ainsi qu'ils faisaient à la perfectibilité, au progrès) comme à des machines du rationalisme, du panthéisme

fataliste et humanitaire, et du naturalisme matérialiste. Puis, contre elles, après avoir fait taire les sympathies premières de certains catholiques libéraux, et de même qu'ils avaient tenté de *catholiciser* perfectibilité ou progrès, les défenseurs des droits de la foi construiront une philosophie « catholique » de l'histoire, où la haute figure de Bossuet tiendra sa place, on l'a vu, et où Dieu recouvrera tout ce que d'autres philosophies de l'histoire avaient pensé lui enlever.

A cette date, en un camp adverse où, loin d'effaroucher, l'idée de progrès est jugée trop faible pour rien fonder, tous les créateurs et propagateurs de la moderne sociologie proscriront l'esprit même de la philosophie de l'histoire, et sa fureur de violenter la réalité pour la douteuse volupté d'hypothèses contradictoires : cela depuis les Saint-Simoniens attardés, ou Pierre Leroux venu à la philosophie, comme il dit, « par la voie de la France et non par la voie de l'Allemagne », jusqu'aux derniers théoriciens positivistes de l'histoire considérée comme science.

La philosophie de l'histoire a contre elle la plupart des historiens de métier. Et non pas seulement l'honnête Daunou et d'autres gens de son âge, dont la vieillesse jalouse ne se tient pas de faire mauvais visage à l'intruse : que l'on remonte de Fustel de Coulanges à Guizot, à Thierry pour qui l' « irruption désordonnée de la philosophie dans l'histoire » est une « perpétuelle psychomachie », et à qui Funck n'en dira pas moins devoir l'idée première des *lois de l'histoire* dont il écrit la *Philosophie*.

A eux se joignent, aussi, plus d'un philosophe, tel Cournot, et tous ceux qui ont voulu, en critique comme en histoire, faire valoir les droits de l'individu, de l'expérience et des faits.

En sorte qu'on se demande si Renouvier n'exagère pas une idée juste quand au seuil du nouveau siècle, ennemi déclaré toujours des « banalités » de la philosophie du progrès, et de la foi au progrès « descendue dans le peuple », érigée en idole de par la « contagion de la sottise ambiante », il la confond dans la condamnation qu'il porte à propos de Victor Hugo contre le dogmatisme optimiste de la philosophie de l'histoire, coupable d'avoir détourné des voies de l'expérience et du bon sens « tous les penseurs influents du XIXe siècle ».

HENRI TRONCHON.

LA MÉTHODOLOGIE DE L'HISTOIRE

DANS LA SCIENCE POLONAISE

(XVIe-XIXe SIÈCLES)

L'histoire, conscience des nations et élément fondamental de leur culture, ne se développe, en toute sa plénitude, que dans les conditions de vie normales d'une nation. Son action s'élargit et s'affermit durant la période d'épanouissement de la vie politique et quand les conditions sont favorables ; elle végète et disparaît presque complètement lorsque le minimum d'indépendance politique lui fait défaut. Cette relation profonde se dessine pleinement dans l'histoire de notre pays, depuis Dlugosz (XVe siècle), jusqu'à l'époque récente qui faisait présager l'approche de la grande guerre [1].

L'histoire est une science ; au fur et à mesure de son développement nous voyons progresser la formation de sa méthode. Quoiqu'elle ne soit pas toujours dûment systématisée, la question d'une méthode historique est partie intégrante de l'évolution de l'histoire même. Acquise pratiquement et par la suite pratiquement élargie, elle exige à diverses reprises la coordination théorique de ses principes, la combinaison de procédés scientifiques. On se trouve en face d'une discipline distincte, susceptible d'être nommée, soit théorie, propédeutique ou encyclopédie de l'histoire, soit méthodologie de l'histoire, ou bien, à l'exemple de Lelewel, « historique ».

1. Je développe plus en détail cette idée dans un examen de la littérature napoléonienne polonaise de 1901 à 1918, publié dans la *Revue des Études napoléoniennes*, août 1920.

La conception de la méthodologie, son objet et son domaine changeant constamment, dépendent de la facon d'envisager l'histoire ; variant non seulement à des époques distinctes, mais aussi chez les nations particulières, ils forment un ensemble d'idées commun aux nations civilisées. Dans cet ensemble la science polonaise occupe une place particulière et malgré sa pauvreté au point de vue de la quantité, elle n'en possède pas moins, dès les temps les plus anciens, sa propre conception du problème.

I

Un revirement se produit dans la méthodologie de l'histoire de l'Europe en 1566. C'est alors que nous voyons surgir l'ouvrage de Jean Bodin : « *Methodus ad facilem historiarum cognitionem* [1]. » L'apparition de ce livre coïncide avec l'influence de l'humanisme italien, par suite du contact avec l'Italie ; elle atteste aussi l'influence du criticisme de la Renaissance et de la Réforme ; mentionnons encore l'influence exercée sur Bodin par la première publication ecclésiastique des sources, publication commencée par Baronius et continuée par Bzowski. L'ouvrage fut un exemple pour les amis de l'histoire, un manuel profond pour les historiens professionnels ; par l'intérêt qu'il porte aux questions historiques en général, et en fournissant à défaut de matériaux exacts, un premier essai de généralisation méthodologique et de base pour la critique pratique, Bodin a été l'initiateur de la critique en France [2], et de l'influence exercée à cet égard sur l'Allemagne limitrophe qui faisait ses premiers pas dans ce domaine.

Dix ans auparavant, sous l'influence directe du souffle vivifiant de l'Italie, en relation avec la science italienne, nous voyons apparaître le premier essai polonais moderne, « *De historica facultate* », dû à Stan. Ilowski (1557) [3].

1. Monod, *Du Progrès des études historiques en France depuis le XVIe siècle. Revue hist.*, 1876, I, 7-14.

2. Baudrillart, *Jean Bodin et son temps*, 1853. — F. Renz, *Jean Bodin*. Ein Beitrag zur Geschichte d. hist. Methode im XVI Jahrh., 1905. — Bernheim, *Lehrbuch d. histor. Methode*, 1908, 217-20. — Flint, *History of the philosophy of history*, 1893, 190-200. — Chauviré, *Jean Bodin*, 1914.

3. Le premier renseignement scientifique sur ce traité est donné par T. Grabowski, *Pierwsza polska ars historica z r. 1557*. Compte rendu de l'Académie des Sciences,

Ce petit traité d'Ilowski est le résultat de l'influence de François Robortello, célèbre philologue, historien de la littérature et historiosophe, auteur d'une des premières méthodologies de l'histoire (écrite en 1548), et de la thèse « *De facultate historica* », intégrée plus tard dans la composition de ces « *Artis historicæ penus* » (édition la plus ancienne 1574) [1], qui deviennent si populaires à la fin du XVIe siècle ; il reflète [2] les idées de Lucain, de Cicéron, d'Aristote, de Polybe parmi les anciens, et complète en même temps celles du maître de Padoue sur le but et l'objet de la connaissance de l'histoire « *Facultatis historicæ* ».

Robortello aborde le problème au point de vue éducatif, moral, dans le sens de la philosophie, de la grammaire et de la rhétorique du XVIe siècle et le clôt par une citation de Lucain : « en celui qui veut écrire l'histoire doivent se rencontrer deux principes : la sagesse politique et la force de l'enseignement ». Quant à Ilowski il traite son problème à un point de vue plus pratique : science de la composition et profit tiré de la lecture de l'histoire. Il commence par la définition de l'histoire. « L'histoire est la simple narration des faits, qui ont eu lieu dans le domaine des affaires publiques ou privées, avec la conservation de l'ordre défini et du temps, qui se

1916, n. 10, 2-3 ; du même, *Krytyka literacka w Polsce*, 1918, 68-71 (*Critique littéraire en Pologne*), précédemment Encyclopédie d'Orgelbrand, XII, 470. — Article de Sobieszczanski. — Estreicher, *Bibliogr. polon.*, XV, 134-5.

1. Robortello Francesco, 1516-1567, étudia à Lucques, appelé à Venise en 1549, à partir de 1552 à Padoue, en 1557 probablement à Bologne, de nouveau appelé à Venise en 1560. — Tiraboschi, *Storia d. lett. ital.*, 1792, VIII, 840-848. — En ce qui concerne les rapports entre Padoue et la Pologne, nous avons la belle étude de Windakiewicz, *Padwa. Studjum z dziejów cywilizacji polskiej* (*Padoue, Etude de l'histoire de la civilisation polonaise*), *Przeglad polski* (Revue polonaise), 1891, t. XCIX, principalement sur Robortello, 551 et suiv. sur l'influence de Robortello, et sur Ilowski, 557-558. — Morawski, *Andrzej Patrycy Nidecki*, 1892, 66-71, 91-92. — Nowodworski, *Lata szkolne Jana Zamoyskiego*, 1900, 21-23 (*Années d'école de Jean Zamoyski*). — Plenkiewicz, *Jan Kochanowski*, 1884, 122-23, 141. — Grabowski, *loc. cit.*, 61-64.

2. Stanislas Ilowski, fils d'Alexandre, docteur en droit, sur la recommandation de Jacques Uchanski, élu le 25 décembre 1566 chanoine de la cathédrale de Gniezno, installé le 9 janvier 1567, après Stan. Warszewicki ; le 3 novembre 1568, il devient prélat du chancelier de Poznan ; après avoir abandonné l'office de chanoine métropolitain, il se transporta à Poznan en 1570. — Korytkowski, *Les prélats et les chanoines de la cathédrate métropolitaine de Gniezno*, 1882, II, 192. — *De historica facultate libellus* imprimé dans le *De Elocutione liber* de Démétrius Phalérius, Bâle, 1557, 215-226. — Nous trouvons la comparaison bibliographique de la traduction d'Ilowski et d'un second élève de Robortello, Maslowski, dans Bandtkie, *Dopelnienie wiadomosci o Stanislawie Ilowskim i Fr. Maslowskim* (*Renseignements complémentaires sur Stanislas Ilowski et Fr. Maslowski*), Dziennik Warszawski (Journal de Varsovie), 1826, III, 272-4. — Wiszniewski, *Historja literatury polskiej* (*Hist. de la littérature polonaise*), 1844, VI, 197-9.

rapportent à un but unique ou bien à des buts différents. » Il passe à la discussion sur le mode de l'exposition et il demande que le récit soit suivi et coulant, non pas tortueux ou rude, non pas oratoire, mais plutôt comme dans les mathématiques ; il ne doit cependant pas être fade, car les faits mis au jour par l'histoire doivent engendrer et élever l'esprit. Les principes de l'enseignement historique embrassent les points suivants : 1° il est défendu d'introduire dans l'exposé le mensonge ou des faits inventés ; 2° il faut se garder des louanges et de l'emphase lorsqu'on parle des princes et de ses propres œuvres et éviter d'amoindrir celles des ennemis ; 3° il y aura lieu d'éviter les superlatifs et les choses invraisemblables; 4° on doit tendre, dans l'exposé, non pas à la flatterie, mais à extraire le labeur ; 5° le langage ne sera pas « brodé de marques d'affection » ; 6° on évitera de juger les faits narrés, laissant ce soin au lecteur ; 7° on se gardera de louer et de maudire les choses, que l'on explique ; 8° on évitera les contestations sur la probabilité avec les auteurs qui ont précédé ; 9° on évitera enfin de donner des avertissements sur l'exposé des choses passées ; en effet la moralisation n'est pas du ressort de l'historien, mais de celui du philosophe.

L'objet de l'histoire, ce sont les actions (*res gestæ*) humaines, tant des hommes privés que des hommes publics. Il y a lieu de diviser l'histoire en se basant sur la chronologie. Après avoir examiné les anciennes bases chronologiques, Ilowski indique la nécessité de prendre pour point de départ la naissance du Christ et pour point de repère les noms des monarques dont l'historien décrit les époques. Au point de vue du sujet, à l'exemple de Polybe, Ilowski divise les études historiques en quatre genres : *a*) histoire universelle de toutes les nations et des états ; *b*) histoire universelle, dans les limites toutefois d'un problème *quæ ad unum finem spectat* ; *c*) histoire des guerres particulières et *d*) paroles et faits, c'est-à-dire biographie des hommes illustres. Lors de la description des guerres il y a lieu d'en indiquer les raisons, les causes (occasions) et les principes. Finalement, Ilowski énumère dans quel ordre il y a lieu de lire les auteurs, les historiographes anciens et indique les moyens pratiques d'une lecture profitable en notant les années, les périodes, en recueillant des notions sur l'antiquité et en déduisant des maximes morales. Le manuel, assez court, d'Ilowski est un des premiers de l'Europe ; il a précédé

Bodin et tout en ne l'égalant pas, en ce qui concerne l'empleur du cadre et l'étendue des problèmes, il s'appuie sur des principes méthodologiques analogues ; tout en étant en outre un recueil compact et clair d'indications pratiques pour l'étude de l'histoire, surtout ancienne, il est un symptôme très particulier du niveau scientifique polonais à cette époque. Dans le traité du futur prélat, chanoine de Gniezno, il y a lieu d'attirer particulièrement l'attention sur un point : la distinction subtile entre des questions de philosophie morale, et l'histoire, distinction en avance sur son siècle : « *Ad hæc philosophi moralis hoc fuerit non historici munus vitam præceptis instituere.* »

La seconde moitié du XVIe siècle et le commencement du XVIIe, dans l'étude de l'histoire de Pologne, est une période de vif intérêt porté aux questions théoriques, quoique cet intérêt soit empreint d'une nuance d'esprit pratique indigène. Les études dans les universités étrangères donnent aux Polonais ou aux auteurs venant de Pologne, l'occasion d'aborder, du reste de façon plutôt oratoire, les questions liées à l'étude de l'histoire [1], ou à la dignité de l'histoire elle-même [2]. L'histoire, fille de la mémoire, témoignage et miroir des vertus, est une science embrassant tous les domaines du passé, de la vie publique et privée des hommes, de leurs pensées, de leurs faits et actes et à l'égard du lecteur elle est un guide pratique pour la vie.

Sur la base de cette conception pratique de l'histoire est né le « *Penu historicum seu de dextra et fructuosa ratione historias legendi* », 1620 [3], de notre polygraphe du XVIIe siècle, Starowolski. Cet opuscule, ainsi que l'auteur l'indique par son titre, est, avant tout, un manuel d'usage pratique de la littérature historique. Après avoir motivé la valeur de l'histoire pour les hommes politiques, les théologiens, les médecins et en général pour tout le monde, Starowolski en donne cette définition : « L'histoire est la narration vraie des événements, la directrice sûre (firmiter) des actions et de la vie humaine. »

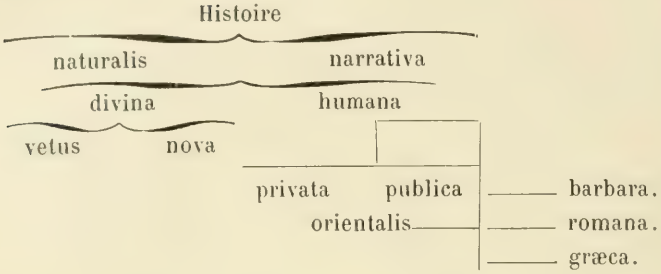
L'histoire ainsi conçue se divise en histoire mythique et histoire

1. Firley (Jean), *Oratio de studio historico*, 1604, Heidelberg.

2. Joachim Pastorius (plus tard historiographe de Frédéric-Guillaume) de Glogów, *Oratio de historiæ dignitate*, 1561, a Elblag (Elbing).

3. Comparez le jugement trop sévère de Wiszniewski, *l. c.*, 1845, VII, 359-361. — Grabowski, 125-7.

proprement dite. Cette dernière se décompose en une série de subdivisions :



L'histoire narrative de l'humanité comprend quatre grandes divisions : l'orientale, la grecque, la romaine et la barbare. Lors de l'examen de l'histoire apparaissent des circonstances principales et supplémentaires. Aux conditions indispensables (*circumstanciæ necessariæ*) appartiennent le lieu et le temps ; d'où, pour ainsi dire, ces deux yeux de l'histoire, la géographie et la chronologie.

Lors de l'examen du passé et dans l'exposé des événements, il y a lieu de s'en tenir à quatre indications fondamentales : 1° il ne faut être ni trop méfiant, ni trop crédule ; 2° dans les choses anciennes il n'y a pas lieu de rechercher trop pleinement la vérité ; 3° dans les choses incertaines on mettra en évidence les bonnes, on taira celles qui sont plus mauvaises ; 4° il n'est pas indispensable pour la vérité historique, que tous les historiens soient d'accord entre eux, pour ce qui concerne les faits ou les dires des hommes. Starowolski, en considérant les lecteurs de l'histoire, surtout en ce qui concerne les auteurs anciens, dont il parle, indique une série de principes pratiques qu'il y a lieu d'observer, lorsque l'on fait des extraits des œuvres étudiées. Ces extraits doivent être serrés comme dans un trésor dont on peut les tirer à mesure des besoins. Il y a deux bases pour les actes préparatoires : l'attention (*attentio*) et le choix. Les extraits sont pris dans quatre sortes de livres : *memorabilia*, *ritualia*, *civilia*, *moralia*. Les notes seront divisées en chapitres objectifs : *sententia* et *exempla* ; et suivant les besoins du style, en *ornamenta* et *dictiones* ; dans chaque chapitre il y a lieu d'introduire un arrangement raisonné des notes, et dans chaque groupe de disposer le matériel alphabétiquement. Ce matériel, dûment trié, peut, par la suite, à chaque instant, être employé pratiquement.

De même que Ilowski s'est appuyé sur les indications de Robortello, Starowolski a emprunté sa systématique au plus grand philologue de l'époque, Juste Lipse, qui avait rompu avec la division de l'histoire en périodes chronologiques et essayé d'embrasser l'histoire de l'humanité en prenant pour critérium le développement des phénomènes au point de vue du territoire et de la civilisation (1601) [1]. Acceptant la division de Lipse en quatre groupes, avec un matériel tiré spécialement de l'histoire grecque, mais appuyé également sur les volumes des *Annalium ecclesiasticorum*, publiés par Bzowski, Starowolski donne un exposé systématique des moyens les plus simples et les plus élémentaires pour tirer profit de la littérature historique en y voyant un instrument utilisable dans la vie publique. Le point de départ de Starowolski le rattache à l'initiative pédagogique du chancelier Zamoyski [2], mais il le rapproche surtout des idées de Bodin, avec lequel il est en communauté dans la compréhension de la vie publique (chapitre le plus complet dans le *Methodus* de Bodin et le *De statu rerum publicarum*) ; la même communauté d'idées se rattache à l'importance attribuée à la chronologie dans l'histoire et dans la valeur du choix de la littérature historique pour la vie publique ; Starowolski diffère cependant de son modèle par la simplicité et la concision de l'exposé.

II

Dans la seconde moitié du XVIIe et au commencement du XVIIIe siècles, parallèlement à la chute de la vie politique, constatons une interruption dans le développement des aperçus historiographiques, et une lacune dans le domaine des problèmes historiques envisagés. Le mouvement à cet égard reprendra vers la fin du siècle, en se développant sur le fond de deux courants intellectuels distincts. L'un viendra de France, dans le domaine de la philosophie de l'histoire, avec en tête Montesquieu et Voltaire [3] ; dans celui de la critique érudite avec les successeurs de Mabillon, dom Toustain et

1. Wegele, *Geschichte d. dt. Historiographie*, 1885, 482.
2. Zamoyski a fondé en 1595 l'Académie de Zamosc dont le but principal était de préparer des juristes et des gens capables de prendre en main les affaires publiques.
3. Flint, 262-279, 289-304.

dom Tassin, ainsi que leurs modificateurs allemands Adelung et Rudolph, Gatterer et Schöneman [1]. Le second mouvement se développera en Pologne, corrélativement à la renaissance de la culture occidentale, due à l'initiative dirigée par Konarski, avec la publication des *Volumina legum* (1732) et du code diplomatique de Dogiel (1758) ; en rapport aussi avec les publications des bibliographes allemands Sommersberger et Mitzler [2], publications destinées plutôt à exciter la curiosité publique ; ce mouvement posera devant le lecteur ou devant l'observateur des sources inconnues ou passées inaperçues.

L'initiative du roi Stanislas-Auguste donne naissance à l'*Histoire de la nation polonaise*. Naruszewicz, en abordant ce travail qui lui avait été confié, concernant l'histoire de la patrie, avait dû élaborer une méthode qui lui est propre ; il présenta en abrégé sans aucune visée pédagogique, les principes de cette méthode, en une préface intitulée « Mémoire concernant la manière d'écrire l'histoire nationale [3] ». L'historien, dit-il, se voit en présence d'une tâche créatrice : « l'auteur d'une histoire universelle doit, personnellement, trouver et former tout de lui-même, et comme dans un tableau immense, tout arranger et orner lui-même ». Cette tâche est d'autant plus importante, qu'elle comporte plus de difficulté dans l'exécution. « Ce n'est pas, en réalité, une mince affaire que d'écrire l'histoire d'une grande, d'une antique nation. Il n'est également pas facile de l'écrire fidèlement, exactement, avec ordre, sagement et avec aisance, surtout en un siècle où la raison humaine, soumise à tant de cribles, recherchant dans les ouvrages les moindres défauts et prétendant tout reprendre, dans le sens le plus raffiné, cherche la vérité sans exagération, l'utilité sans faux-semblant, la beauté sans blâme. »

Naruszewicz caractérise avec concision ce travail qui engage la responsabilité de l'historien : « Il faut feuilleter nombre de livres anciens, et des monceaux de papiers ayant moisi dans les archives et dans les bibliothèques particulières. Il en faut pétrir une pâte unique et créatrice, laisser à la raison le soin d'en former un corps harmonieux et régulier, animer du souffle de la vérité cet agrégat

1. Bresslau, *Handbuch d. Urkundenlehre*, 1912, I, 29-30, 32-4.
2. Grabowski, 175-8.
3. Imprimé comme préface à l'*Histoire de la nation polonaise* (*Historja narodu polskiego*), édition Bobrowicz, 1836, I, XVII-XXXII.

inanimé, et finalement, l'agrémenter et l'illuminer au moyen des couleurs claires du style et de l'éloquence. Il s'ensuit que pour l'auteur qui assume la charge d'écrire une histoire universelle, le travail est quadruple : recueil de matériaux assidu et ménager ; exposé facile et ordonné ; critique sensée ; ornementation attrayante par l'éloquence du style et entretenant l'envie de lire. »

Parmi ces quatre divisions, Naruszewicz traite avec le plus d'abondance la question de l'heuristique. Il développe en détail l'idée des sources, les divisant en sources imprimées et en manuscrites. Les sources imprimées embrassent les imprimés polonais et étrangers, aussi bien ceux qui se rattachent directement aux annales de la Pologne, que ceux dans lesquels on ne rencontre que des détails indirects se rapportant au sujet traité. Le matériel manuscrit se compose de deux groupes : les matériaux laissés par la curiosité privée des contemporains et les actes publics, auxquels Naruszewicz attribue une importance plus particulière. Il existe en dehors de cela chez lui une division du matériel tiré des sources, en groupes objectifs : auteurs, législation intérieure, traités et unions, actes des ligues et des confédérations, bulletins de la diète, mœurs et coutumes. Outre la prépondérance du matériel documentaire sur le matériel descriptif, dans cette partie du travail, il y a lieu de signaler chez Naruszewicz un autre aspect de sa tâche : tout en réclamant l'aide d'un véritable état-major de collaborateurs (enregistreurs, copistes, archivistes) chargés de faire pour l'historien des recherches dans les collections publiques et privées, de copier les documents, les répertorier, les diviser en époques, en matières, de les ranger chronologiquement en chapitres, Naruszewicz met toujours au premier plan son travail personnel. « L'application suivie » personnelle s'appuie sur l'étude personnelle directe du matériel puisé aux sources ; l'historien chargé seul de rendre des comptes au public, aux cent yeux, doit décider seul de ce qui peut lui être utile ou indispensable.

En comprenant ainsi les problèmes de l'heuristique, Naruszewicz n'est pas seulement un imitateur de Voltaire [1], mais avant tout un partisan du système des éminents érudits français contemporains adonnés à la diplomatique.

1. Chodynicki, *Poglady na zadania historji w epoce Stanislawa Augusta*, 1915, 42-3 (*Considérations sur la tâche de l'histoire à l'époque de Stanislas-Auguste*).

Laconique en qui concerne la construction, Naruszewicz demande que « tout en suivant la lumière de la chronologie et les règles de l'histoire », — ce qu'il ne développe pas en plus de détail, — l'historien fixe et dispose « convenablement chaque récit à sa place », soulignant la nécessité de revoir, de vérifier et d'arranger systématiquement les choses recueillies ; il désire également que l'historien sache ressusciter et vivifier le passé. Tout en reconnaissant le poids de la critique, il est encore plus concis dans la définition de sa tâche ; par contre il s'étend plus complètement sur la question de l'exposé. « L'historien parle de la nation à la nation. Ceux-là (l'orateur, le poète) dans des images plus réduites dessinent la vertu et le vice, celui-ci les développe sur un immense tableau. Celui-là se contentera d'un semblant de vérité, celui-ci doit la rechercher à fond... il doit écrire en un style tel que le demande l'importance et la majesté du sujet, c'est-à-dire poli, majestueux, coulant et grave. A ce prix seulement l'histoire est en mesure de remplir sa tâche ; « torche de la vérité, garante et juge des œuvres anciennes, elle doit parler aux hommes, les instruire, les redresser, mais elle ne peut enseigner si elle n'a pas en elle cet esprit de sagesse qui, tout en donnant crédit et autorité à l'orateur, plie les esprits et conduit où il veut ceux qui sont flexibles. »

La théorie historique de Naruszewicz disposait des moyens modernes de la critique, qui permirent d'exploiter le plus largement les sources, ce que prouvent les remarquables cartons de l'auteur au musée des Czartoryski à Krakow. Cette théorie était une science essentiellement pratique, moralisatrice, basée sur les phénomènes nationaux, intellectuels, juridiques, sociaux et politiques; quoiqu'elle ne fût pas dans les intentions de l'auteur une méthodologie, elle devint par l'exemple un enseignement [1].

Le XIXe siècle, dans l'historiographie polonaise, s'ouvre sous l'influence directe de l'héritage de Naruszewicz. La société Philomatique, dans son programme d'études et dans ses projets de publications, met à exécution la pensée du célèbre évêque. Toutefois la stagnation règne dans la sphère de la méthodologie historique. S'il

1. Chodynicki, *l. c.*, 35-47. — Sokolnicki, *Polska mysl historyczna od Naruszewicza do Lelewela*, Bibl. Warsz., 1905, III, 213-5 (*Idée historique polonaise de Naruszewicz à Lelewel*). — Smolenski, *Szkoly historyczne* (*Écoles historiques*), 1898, 25, etc.

y a à cet égard des principes énoncés, ce sont en général, transmises par la voie de l'Allemagne, les idées des érudits français du XVIIIe siècle : éléments des sciences auxiliaires, avec recommandation de soumettre les sources à la critique, dans un but de pragmatisme naïf, mais le tout n'ayant rien d'original et présenté de seconde main. C'est dans ce ton que sont maintenus, en langue allemande, le plus souvent, les cours à l'Université de Lemberg [1], ainsi que « *Wstep do historji powszechnej* (l'*Introduction à l'histoire universelle*), 1821 », de Bentkowski, professeur à Varsovie, qui s'appuie exclusivement sur Rühs.

Le changement fondamental, la brêche sont dûs à l'apparition de Lelewel. Elève de Hussarzewski et de Grodeck, au courant de toute la littérature théorique et historique européenne, Lelewel, fidèle aux indications de son maître, arriva de lui-même à la possession de ses propres formules [2]. Dès 1807 il avait son système prêt, quoique ce ne fut qu'en 1815 qu'il publia « *Historyka, tudziez o latwym i pozytecznym nauczaniu historji* » (L'historique, ou l'enseignement facile et fécond de l'histoire) ; en 1818 parut : « *Jakim ma byc historyk* » (Quel doit être l'historien) ; en 1825 « *O historji, jej rozgalezieniu i naukach, zwiazek z nia majacych* » (L'histoire, ses ramifications et les sciences connexes). Dans l'espace de dix ans le tout fut publié; c'est une suite d'études originales, à enchaînement logique, qui, avec l'assentiment de l'auteur déjà très avancé en âge, furent, grâce à une période d'adoucissement des rigueurs de la censure, publiées sous l'anonymat, à Varsovie en 1862, avec le titre de *Historyka* (Historique). A mesure que se développait le système et que mûrissaient les idées de Lelewel, les études ultérieures ne firent qu'élargir et perfectionner les principes primitifs.

Par histoire Lelewel comprenait « ce qui est arrivé aux hommes en un lieu donné et en un temps déterminé ». Cet enseignement doit se terminer par l'énumération successive des événements qui se rapportent au genre humain, il doit s'occuper de démontrer les rapports et les liens qui existent entre les hommes, comment l'un

1. L.-E. Zehmarcks, *Leitfaden d. Vorlesungen über die histor. Hülfswissenschaften*, s. d. (1795). — G. Uhlich, *Prelectiones diplomatice, quas in usum audittorum suorum, ex Gatterero. Eckhardo et Grubero adornavit* (1785). Je passe sous silence les écrits allemands de Uhlich.

2. Sliwinski, *Joachim Lelewel*, 1918, 87-93. Je cite l'*Historique* de Lelewel d'après l'édition de 1862.

découle de l'autre et comment, dans la chaîne ininterrompue des circonstances passagères de l'histoire, chacune d'elles a ses causes et ses effets (p. 5). Ce n'est que plus tard qu'il développa sa conception de l'histoire ; il souligne ce point, que l'objet du processus historique et de l'histoire ce sont les hommes et les choses humaines combinés dans leur action, agissants et réagissants, renfermés dans le cadre du temps et de l'espace (p. 96) et constatés par l'observateur. L'art historique, appelé simplement par Lelewel « l'historique » (p. 103) expose les moyens d'après lesquels doit être traitée l'histoire. Et l'histoire consiste non seulement à expliquer comment telle chose s'est passée, mais également pourquoi elle s'est passée et comment elle doit être narrée.

La première partie de l'historique, la critique, consiste en recherches chargées d'indiquer la véracité et l'infaillibilité des objets historiques, c'est-à-dire en l'investigation de la vérité historique. Elle comprend la collection des sources et leur explication par la critique. Lelewel gradue la valeur des témoignages offerts par les sources, qui, elles, sont de trois catégories : la tradition, les monuments muets, les monuments écrits et il indique les moyens qui permettront, en se basant sur les sources, de reconnaître la vérité. Il explique séparément et en détail les éléments des sciences auxiliaires de l'histoire dans une revue bibliographique concise, du point de vue de l'histoire tant universelle que polonaise [1], et en parlant de la ramification de l'histoire et des sciences connexes, les sciences auxiliaires mises à part, il aborde la statistique, très importante, mais non encore définitivement établie ; comme il la conçoit lui-même, la statistique est l'histoire décrivant la situation des États par rapport au lieu (p. 86) ; il donne ainsi sa forme moderne à une conception qui était déjà celle de Bodin.

La seconde partie, l'étiologique, renferme les observations qui indiqueront les voies, les causes et les effets des problèmes de l'humanité découlant des événements qui se sont passés en un lieu et en un temps donnés ou accomplis par l'homme. L'objet de l'étude est l'homme historique, et par suite social, agissant dans des circonstances de lieu, de temps et d'événements, au sein des

1. *Polska, dzieje i rzeczy jej*, 1863, V, 287-379 (*La Pologne, son histoire et ses matières*).

rapports sociaux et nationaux, intérieurs et extérieurs. « Tout événement est la suite de causes multiples, la cause est l'origine de suites différentes. » « L'histoire offre à l'observateur un concours infini de circonstances unies et emmêlées en une chaîne ininterrompue. » L'historien ne pourra les démêler qu'en appliquant ses propres capacités à l'ordre des conditions anthropologico-ethnographiques, statistiques et politiques, et en se fondant sur la connaissance réelle des hommes (26-7). Tout en admettant la causalité historique, Lelewel est loin de reconnaître la causalité mécanique dans l'histoire, quoiqu'il écarte de manière absolue l'étude des actions dues aux particuliers pris isolément, si ces actions n'ont pas d'influence sur le genre humain, et il donne une place spéciale aux phénomènes dont la foule est l'élément principal « pour cimenter les parties en un tout unique » (186-7).

Enfin, la troisième et dernière partie, l'historiographie, s'occupe des moyens de décrire les événements dans toute leur suite et leur fidélité. Le sujet doit être choisi, placé sur le vaste fond de la description statistique, et tout doit être présenté « en une vérité sincère capable d'instruire et de parler au cœur, en un récit sérieux, en un tout unique bien en rapport et dans un arrangement adroit de ses parties » (28). La science impose à l'historien des exigences importantes : l'impartialité, l'humanité, l'esprit national doivent s'allier chez lui au sentiment d'une vocation responsable et à une bienveillance n'excluant pas une rigoureuse équité.

Dans son développement ultérieur, Lelewel, à côté de l'historiographie, établit la science des recherches ; à côté de l'exposition il motive l'existence des études critiques ou des combinaisons, et il expose, dans des tableaux quasi généalogiques, aussi bien les divisions de la science que les genres des sources historiques [1].

Professeur responsable et historien éminent, Lelewel avait à cœur l'instruction tant théorique que pratique de ses élèves en élaborant un programme sur l'enseignement de l'histoire universelle [2]. Il ne put cependant continuer ses travaux pédagogiques. Le fil tragiquement interrompu en 1831 ne fut pas renoué. Ce n'est que beaucoup plus tard, et notamment par Jablonowski, que

1. Comp. la conclusion de Sokolnicki, Bibl. Warszawska, 1905, III, 223-230.
2. Korzon, *Historique*, Lettres, II, 85-88. — *Aperçu sur l'action scientifique de Lelewel* (*Poglad na dzialalnosc naukowa Lelewela*), *ib.*, 365-372.

nous voyons l'influence directe de Lelewel se répandre à nouveau dans les milieux scientifiques de Varsovie.

Dans le développement de la pensée polonaise, sous la domination russe, son nom ne devait pas être cité, quoique toute la production scientifique des temps les plus récents restât sous l'influence de son individualité comme écrivain et sous l'action des problèmes imposés par lui à l'attention.

Nous avons un reflet de Lelewel, sans que cependant son nom soit cité, et une continuation de son œuvre dans l'ouvrage de Louis Janowski (1836) sous le titre d'*Histoire universelle depuis le commencement des connaissances historiques jusqu'à nos jours*, ouvrage réédité avec aussi peu de succès sous un titre nouveau (1846) : *Propédeutique ou études préparatoires d'histoire universelle*[1]. L'auteur de cette « Propédeutique » s'appuie principalement sur les érudits allemands du XVIIIe siècle, tout en étant au courant des recherches égyptologiques les plus récentes, à partir de Champollion. Partisan modéré de Kant dans le domaine des phénomènes philosophiques, en ce qui concerne la littérature purement historique, il prend en considération presque exclusivement la littérature allemande des commencements du XIXe siècle, et dans les questions de théorie il est sous la dépendance toute particulière de Fabri, de Rühs, de Wachsmuth, directement ou par l'intermédiaire de Lelewel qui avait soumis à l'examen de sa critique les auteurs ci-dessus dans son ouvrage *De l'histoire, de sa ramification*, etc.

La science historique embrasse, suivant Janowski, quatre catégories principales d'études. L'histoire universelle avec ses divisions est « le récit de cette lutte incessante qui a formé l'état extérieur de la société et a influé sur la transformation et la structure de son état intérieur ». Elle est le récit de tous les événements, dans tous les temps du monde entier, mais elle ne prend que ceux qui, « concernant l'état social extérieur, méritent la confiance (c'est-à-dire s'appuient sur les sources et ont été vérifiés) et sont dignes d'être retenus ». Elle ne s'en tient pas strictement à l'ordre chronologique et n'est pas disposée de façon à pouvoir, dans toutes ses parties, constituer un tout complet ; il y a donc lieu de la considérer comme un recueil de matériaux,

1. *Propedeutyka czyli nauki przygotowawcze do historji powszechnej.*

non comme un tout systématique. Cette unité est donnée par la critique et l'esprit philosophique, s'il mûrit les événements (17-18). La philosophie de l'histoire enseigne de quelle façon « arriver à la vérité par les seuls concepts de la raison, étudier la nature des faits existants, considérer leurs buts à différents égards ; de quelle façon appliquer l'histoire, et, l'histoire ainsi formée, comment il faut la considérer comme science : en un mot, la philosophie de l'histoire enseigne ce qui fait l'esprit et la vraie utilité de l'histoire ».

Janowski voit dans la philosophie de l'histoire un chemin menant à l'ennoblissement du genre humain (19-22). « L'historiomathie » indique les règles d'après lesquelles nous pouvons acquérir les connaissances historiques et les apprendre (178-182) ; l'historiographie donne les moyens d'écrire et de construire les œuvres historiques (282-3). Ces quatre catégories différentes de l'histoire, en tant qu'étude, au point de vue de la méthodologie, embrassent en outre des problèmes spéciaux. Abstraction faite de la philosophie de l'histoire, nous avons là trois groupes de problèmes : dans l'histoire Janowski aborde la critique entière ; par historiomathie il entend la construction, par historiographie l'enseignement historique.

Dans la partie la plus étendue de la critique, il traite des connaissances auxiliaires à l'étude de l'histoire, par lesquelles il entend toutes les sciences servant à former, arranger, perfectionner et compléter l'histoire et qu'il divise en : *a*) auxiliaires, *b*) préparatoires et *c*) fondamentales, créant ainsi une combinaison originale prise dans la classification de ses prédécesseurs. Dans les sciences auxiliaires il fait entrer la chronologie, la géographie, la science des langues et la philosophie par laquelle il entend la psychologie s'appuyant sur un fond physiologique, la logique pure et la logique appliquée avec la méthodologie des sciences. Dans la critique il distingue très subtilement l'inférieure, grammaticale ou philologique, de la supérieure, qu'il appelle philosophique ou histoire proprement dite. La critique inférieure « s'efforce uniquement de ramener à leur forme propre les œuvres historiques qui nous servent de sources, ou bien si ces sources, dans l'éloignement du temps, ont soit disparu, soit été transformées, elle cherche à les compléter et à les rectifier par le collationnement des manuscrits existants des légendes et des autres écrivains et par diverses

combinaisons ». La critique supérieure « scrute la vraisemblance et les particularités des traditions de certains chroniqueurs et autres, suivant les signes caractéristiques logiques déduits du but de l'histoire et d'après la sûreté historique qui en découle (145-6). Dans la science des sources par lesquelles il entend les moyens de transmission des souvenirs des événements, il examine les particularités des sources, qu'il divise ainsi : sources écrites anciennes ou prises dans les temps les plus éloignés ; sources de premier rang ou directes et sources de second rang, c'est-à-dire puisées dans les premières (148). Parmi les sources il insiste sur la tradition (non pas les sources descriptives) et les monuments en général ou les monuments artificiels. Quant aux témoins, qu'il divise en oculaires et indirects, il donne une série de moyens fondamentaux de procéder, rendant possibles leurs témoignages (178-187). Il fait une mention spéciale de la numismatique, des hiéroglyphes, de l'épigraphie, de la diplomatique, de la sphragistique. Il ne distingue pas particulièrement la paléographie, que Lelewel a si magistralement définie. Janowski traite en passant et superficiellement de la littérature historique.

Comme connaissances fondamentales pour l'étude de l'histoire, il considère avant tout la statistique par laquelle, à l'instar de Lelewel, il comprend la science de la situation générale des nations ; la situation des pays ou théorie des États, à laquelle il donne le plus de développement, sans faire aucunement mention de la Pologne ; puis viennent la généalogie et la science héraldique.

Dans l'historiomathie il souligne fortement l'importance de la causalité et la nécessité d'embrasser de toutes parts les causes extérieures, intérieures, les caractères des personnages, l'esprit de la nation jusqu'à la situation et aux conditions physiques du pays.

Dans l'historiographie le mode « analytique » de la description, par ordre chronologique, est distingué par lui du mode philosophique, qui consiste à déduire les causes de tous événements des sources mêmes. Il souligne la nécessité du choix des matériaux et des actes, il invite à l'étude de l'histoire même en cas de capacités médiocres. Dans la deuxième partie, dite détaillée, consacrée avant tout à l'histoire naturelle et physique de notre planète, à proprement parler l'anthropogéographie ; dans la partie relative à la méthode de l'histoire (307-312), il traite de la méthode de l'ensei-

gnement historique. La méthode ethnographique, plus exactement nationale, décrit l'histoire d'une nation; la méthode synchronique s'occupe des événements propres à tous les peuples en un même temps ; enfin, de l'avis de Janowski, la meilleure méthode ethnographico-synchronique tâche de s'appuyer sur l'histoire contemporaine des événements dans la vie des principales nations. La conception de l'histoire universelle n'est possible qu'avec la division en périodes et cette division doit répondre aux conditions suivantes : 1° la période constitue « dans une considération principale, un tout existant en soi-même » ; 2° seuls les grands événements qui ont changé l'ordre des faits, ouvrent les époques nouvelles ; 3° les périodes doivent durer aussi longtemps « que n'aura pas eu lieu un fait nouveau qui à son tour introduira un changement général ».

Animé d'un idéalisme généreux, Janowski avait une compréhension profonde de la tâche de l'historien, comme s'il faisait sienne la pensée de Lelewel, différent cependant de ce dernier, en ce que Lelewel ne connaît que les devoirs idéaux, tandis que Janowski connaît déjà les rudes lois de la vie. « Il y a cependant, dit-il avec calme, mais d'un ton profondément tragique, des temps et des circonstances où la vérité est méprisée et dans ces cas nous nous exposerions sans utilité au danger, si nous voulions la dévoiler en toute liberté ; alors l'histoire se tait et laisse l'accomplissement de sa vocation aux générations suivantes ou aux temps plus tardifs » (285).

Écrite à l'époque la plus difficile, sous le gouvernement de Paskevitch, développement contemporain et systématisation de la remarquable historique de Lelewel, qu'elle ne mentionne pas une seule fois, pas plus qu'elle ne parle pour ainsi dire de la Pologne ; précédant d'une année l'historique si prônée de Gervinus qui lui est si inférieure, la Propédeutique de Janowski a passé presque inaperçue. Elle a sombré dans le tréfonds des temps sans histoire, comme devait l'être pour la Pologne sous la domination russe, l'époque de Paskevitch, époque si particulièrement hostile à toute instruction [1].

1. Pour caractériser les intentions du gouvernement russe à l'égard de la jeunesse polonaise des écoles finissant ses études, citons en traduction la réponse donnée à Paskevitch (avant le 27 mai 1846) qui demandait ce qu'il fallait faire de cette jeunesse, par Okuniew, curateur de l'Académie de Varsovie : « J'estime qu'il faut, en premier lieu, réduire l'enseignement, en second lieu décréter l'enrôlement. Les

III

La cessation du régime de Paskevitch n'amena aucun changement dans la production historique polonaise. La réimpression, en 1862, de l'*Historique* de Lelewel semblait être le présage de temps nouveaux ; toutefois le moment d'une production sans entraves pour les historiens ne devait pas arriver. Qu'il s'agisse de la période passagère du régime de Wielopolski, de la réaction ultérieure du côté russe, ou qu'il s'agisse du positivisme varsovien, rien de tout cela ne créait une atmosphère favorable au développement des études historiques.

Ce n'est pas sans raison que W. Cybulski, appelé à occuper la chaire de l'histoire de la littérature polonaise, écrivait le 17 mars 1864 à Al. Wielopolski, directeur de l'instruction publique.

« L'histoire de Pologne et la littérature polonaise sont de tous les sujets de conférences à l'École supérieure de Varsovie, les plus difficiles à pratiquer. Si le professeur n'a pas d'instructions strictement réglées, s'il n'a pas de limites clairement assignées à son cours, il se trouvera toujours sur un terrain glissant et dangereux, dangereux non seulement pour lui, mais pour l'École elle-même, et tout au moins pour la chaire visée. Exemple, l'Université de Wilno. D'un autre côté, si ces instructions renferment des règlements trop sévères, si l'on y indique la position, le sens, les bornes soit presque tout le système du cours, adapté à de certaines considérations extérieures, le cours universitaire perdra tout son caractère, la dignité, la valeur, le charme de l'étude; ce ne sera qu'un travail de manœuvre [1]. » D'une façon ou d'une autre, il n'y avait pas, à l'École supérieure, place pour l'étude de l'histoire vraie, et c'est pourquoi malgré les efforts de Plebanski, cette Université n'a, pour ainsi dire, pas produit un seul historien.

enrôler pour quatre ou six ans : ceux qui seront enrôlés pour quatre ans auront à subir le voyage aller et retour, ce qui prendra du temps. Les expédier au Caucase : ils en reviendront plus calmes, ils apprendront à connaître les privations et l'ordre, et, en outre, tous ne reviendront pas ; au lieu de verser notre sang, versons plutôt le sang de nos ennemis, et nous n'en avons pas de plus grands que la jeunesse polonaise pauvre des écoles », Archives de Varsovie, Chancellerie secrète du vice-roi, t. XII.

1. Archives de l'Instruction Publique. Documents de l'École Supérieure non insérés dans la table des matières. N° B.

Et cependant aussi bien à la faculté historico-philologique, qu'aux Cours pratiques pédagogiques, Plebanski professait « la propédeutique historique » ou « l'Encyclopédie et la méthodologie des sciences historiques [1] ». Plebanski comprenait que « l'histoire en tant que récit savant et artistique de tous les faits qui exercèrent une influence marquée sur le progrès, la civilisation et l'instruction de l'humanité, dans les nations prises isolément, embrasse une énorme quantité d'actions dues à l'homme ; elle est le trésor inépuisable de l'idée de *liberté* prenant corps au sein de l'humanité, ou bien plutôt par rapport à la vie de l'État qui est jusqu'à présent la meilleure école des peuples, des nations et de l'humanité ; elle est encore un énorme miroir réfléchissant les *actes politiques* par l'énergie de la liberté, actes accomplis et exécutés dans le but d'arriver à perfectionner l'humanité » [2]. Plus loin il considère que « seule l'histoire de l'humanité prise dans le sens le plus large de ce mot est une science, tandis que l'histoire des nations isolées et des époques n'est une science, qu'en tant que nations et époques sont présentées en un rapport organique avec les idéaux de l'humanité entière, et si elles manifestent à chaque pas leur énergie de parties composantes de tout l'organisme de l'humanité » (cours 18, XI, 1864). Conformément à ce point de vue, il définissait la tâche de l'encyclopédie des sciences historiques, science qu'il ramenait à un exposé systématique de toutes les disciplines, restant en rapport organique avec l'histoire. Pour lui, le foyer d'une telle encyclopédie était l'idée de l'histoire, le but et la tâche auxquels doit tendre toute action historique. L'Encyclopédie s'efforce d'adapter les résultats de toutes les sciences auxiliaires de l'histoire à l'idée de l'histoire, elle vise à exposer la théorie des études historiques, la façon dont ces études avec le temps, se sont développées et perfectionnées, les principes et les règles de ces

1. Dans les papiers laissés par Plebanski à la Bibliothèque publique de Varsovie, j'ai trouvé trois fascicules de la *Propedeutique historique* (annuaire, II, 1864), un fascicule de la *Propedeutique historique*, 1864-5 (fin de l'année 1864), ainsi qu'une remarquable *Encyclopédie et Méthodologie des sciences historiques* (1867-8) en deux fascicules, plus un cours de *Chronologie* et de *Statistique*. Ce sont, en général, des cours universitaires mis au point.

2. Manuscrit de la Bibliothèque publique à Varsovie, n° 5, intitulé : *Historiographie polonaise*, 1864 (comprenant les cours de juillet 1864), p. 1-2. Nous voyons pareille définition dans la première allocution de Plebanski, au moment de l'ouverture des cours, allocution prononcée en latin et conservée dans ses papiers : *Oratio in inaugurationem Scholæ principalis Varsaviensis die IV. novembris anni MDXCCLXII habita.*

études dans leur développement organique, « pour, de cette façon, dévoiler, montrer et expliquer le but final, la tâche principale de l'histoire, pour mettre en évidence *l'idée* de l'histoire qui est une des sciences les plus importantes et un des trésors les plus précieux de l'humanité ». L'encyclopédie historique a, selon Plebanski, une double tâche : l'une d'enseignement général, et l'autre, spéciale, en qualité de propédeutique professionnelle des études historiques.

En tant qu'il s'agit spécialement de cette seconde, Plebanski insiste particulièrement sur la partie nommée « historiographie ». « Étant donné que les règles, d'après lesquelles on prend différents détails étudiés précédemment d'une manière critique pour en composer l'ensemble d'un tableau historique, s'appuient sur une base scientifique universelle, il s'ensuit donc que nous appelons historiographie l'adresse dans la composition historique, les fruits de la génialité à créer, avec les détails du passé, des tableaux fidèles de ce passé, les résultats de cet examen consciencieux, déposés dans les ouvrages historiques ». (*Histor.*, 5). Il aborde donc tous les « moyens auxiliaires scientifiques », divise les sources polonaises en sources pour l'histoire de Pologne, collections d'historiens polonais et collections de chartes qu'il examine (p. 51-52), mais dans ce chapitre aussi il attire tout particulièrement l'attention sur les problèmes généraux, comme il le dit lui-même : « l'historiographie ne limite pas son domaine aux questions se rapportant uniquement à la pratique des études ; elle a encore des visées *plus générales*, philosophiques et historiosophiques, se rapportant au progrès général de l'humanité ». Ces visées plus générales, tant dans la propédeutique générale que dans la propédeutique détaillée, font que le point de vue pratique, méthodologique, se trouve relégué tout à fait à l'arrière plan. Au premier plan apparaît le problème classificatif et celui du rapport de l'histoire avec la philosophie, puis le problème de son rapport avec les autres sciences ayant l'homme pour objet (psychologie, anthropologie, statistique, droit politique, économie politique), et étant donné que « la tâche la plus importante de l'histoire est de représenter l'esprit humain *par rapport* à la réalité qui l'entoure, à sa dépendance *du temps* et *du lieu*, mais en même temps à son action *dans le temps et le lieu* », ce qui se présente au premier plan ce sont les questions philosophiques liées à ce problème, traitées sur

un ton de polémique, rudement, parfois de manière absolue, sous l'influence de la philosophie allemande et d'une théorie de l'État hegéliano-organique, avec toutefois une répugnance marquée à accepter la suprématie scientifique des Allemands.

En introduisant l'enseignement du « métier scientifique », il se trouva que, malgré l'opinion très haute, mais strictement utilitaire qu'il avait du rôle de l'historien [1], Plebanski ne forma pas d'élèves; ses cours cependant devaient devenir un des éléments les plus importants de l'idéologie générale de l'École supérieure de Varsovie.

Le vrai centre des travaux historiques sera la Galicie, une fois l'autonomie donnée au pays, et quand, après la polonisation des universités, aura été créée l'Académie des Sciences et des Lettres de Cracovie. C'était le moment d'une période de travail concret; on allait se mettre à retourner les terrains restés en jachère, s'adonner à un travail fiévreux de monographies et de publications. L'œuvre historique peut se développer librement, en donnant une série de résultats importants, surtout dans le domaine de l'historiographie médiévale, en acquérant une méthode sûre, scientifique. Là, l'étude prend de l'ampleur, sans pouvoir être accusée de manquer de science, ce qui risquait toujours d'arriver à l'historien, comme tel, dans le monde positiviste de Varsovie [2]. Toutefois la méthode créée a un caractère purement pratique. Ketrzynski, Wojciechowski, surtout Liske, puis Balzer et Finkel à Lwow, Zakrzewski, Smolka, Piekosinski, plus tard et par-dessus tout

1. « Selon nous, celui-là seul, parmi les historiens, remplit dignement sa tâche qui cherche à accroître les forces nationales, qui accorde le même soin à toutes les facultés de l'esprit national, qui, avec le même zèle, forme et perfectionne tous les organes qui sont l'expression de la vie nationale, de la puissance du caractère et des vertus nationales, celui qui vise, non pas au gaspillage, mais à la conservation et à la consolidation organique des bases qui constituent tout l'objet de la vie d'une nation donnée; celui-là, tout comme un médecin expert, doit couper, rejeter toute pourriture, tous penchants maladifs, les passions insensées, etc. En rendant un juste hommage au vrai mérite et à la vraie vertu, l'historien encourage les esprits plus hardis à un travail plus large, et il enflamme toute la nation, la rendant capable d'accomplir des actions belles, nobles, morales. » (*Historiographie*, 9-10.)

2. Smolenski reconnaît que « l'étude de l'histoire, comme toute autre science, n'a pas d'autre tâche que de constater et d'étudier la nature des phénomènes dans le but de découvrir les lois qui régissent l'humanité », *Szkoly historyczne* (Écoles historiques), 157; Korzon défend l'histoire contre le reproche de manquer de science et indique la divergence entre sa méthode et celle des sciences art. *Historyka* (Historique), Lettres, II, 79. Ces deux écrivains témoignent de la suprématie des idées positivistes dans les milieux scientifiques de Varsovie; nous trouvons un écho de cet état d'esprit dans *Nauki historyczne Poradnik dla samouków*, 1899, II, 188-204, par Krzywicki (Études historiques, Conseilleur pour les autodidactes).

Krzyzanowski à Krakow, voilà les fondateurs de cette nouvelle méthode pratique.

La publication de sources et de monographies ne suffit pas ; on se trouve devant la nécessité d'embrasser l'ensemble. On voit apparaître alors le premier essai de synthèse. Szujski publie son *Histoire de Pologne en 12 livres*, 1880, développement des « lois générales », « découvertes » par l'auteur, qui y donne un « répertoire » des faits tirés de toute l'histoire de la Pologne [1] ainsi qu'une bibliographie intelligemment présentée, sous le titre de « Zrodloznawstwo historji polskiej » (Etudes des sources de l'histoire de Pologne). En 1879 apparaît « *l'Esquisse d'Histoire de la Pologne* [2] » par Bobrzynski. Adapté aux besoins du moment, sous la dépendance, en grande partie, des aperçus positivistes sur l'histoire, considérée comme faisant partie des sciences sociales, le livre de Bobrzynski souleva une tempête polémique. Kalinka, Wojciechowski, Liske, Szujski, Korzon, Balzer prirent la parole, et Smolenski plus haut que les autres. Bobrzynski se défendit. Après avoir mis en question les résultats, on en revint aux problèmes, à la méthode d'investigation, à l'examen des moyens de recherche.

De cette polémique et en connexion avec elle, naquit une nouvelle méthodologie de l'histoire due à Smolka : *Quelques mots sur l'histoire* [3]. Écrit en opposition avec les conclusions historiosophiques de Bobrzynski, cet ouvrage n'en défendait pas moins les principes méthodologiques de l'auteur de « L'Esquisse d'Histoire de la Pologne ».

Au moment du premier congrès des historiens polonais, Smolka, doué du plus grand talent littéraire, prit la parole au nom de ce qu'on appelait alors « l'école historique contemporaine ». Pour lui, sa tâche consistait à remettre sur le tapis les questions dont seul Lelewel avait parlé avant lui dans « *l'Historique*, oubliée, non lue et surannée ». Il considérait de son devoir d'aborder en public les questions relatives à la méthode empruntée par nos historiens à l'école allemande, mais néanmoins, pendant les dix dernières

1. Smolka, *Józef Szujski*, 1883, 100-1. — Dembinski, *Szujski et sa Synthèse de l'histoire*, Annuaire de l'Académie, 1907-8, 123-141.

2. *Dzieje Polski w zarysie*.

3. *Esquisses historiques*, 1882, I, 281-360. Comp. Struve, *Introduction critique à la philosophie* (*Wstep krytyczny do filozofji*), 1898, 351-2.

années, développée de manière indépendante dans les universités polonaises réouvertes, surtout à Krakow.

Le caractère polémique de ce travail influe sur sa structure. Smolka fait tout d'abord justice des aperçus de Bobrzynski sur le but de l'histoire, en réfutant la conception d'après laquelle des lois immuables régiraient l'histoire et aussi d'après laquelle l'histoire n'aurait qu'à confirmer ou à infirmer la justesse des lois pour ainsi dire découvertes par les sciences juridico-sociales. Il réclame pour l'histoire une situation indépendante et passe à la tâche particulière qu'il lui assigne. L'histoire, dit-il, « décrit le degré de développement dans lequel s'est trouvée l'humanité dans chaque période... et elle raconte les événements qui, en se développant sur le fond des relations d'une époque donnée, y avaient accompli une lente transformation, jusqu'au moment où les événements ne les transformèrent pas foncièrement et ne leur imposèrent pas les formes qui se manifestent dans la phase subséquente de leur développement ultérieur ». L'histoire ne s'occupe pas de l'humanité entière, mais uniquement de ses portions dominantes, en étudiant la participation active et passive que prennent, dans la vie historique de l'humanité, les éléments toujours nouveaux qui la composent (307). L'étude elle-même, pour satisfaire à ses obligations, doit répondre aux conditions suivantes : 1° elle doit amener à la connaissance de tous les faits, compris dans les limites de l'objet en question, 2° elle doit en édifier habilement, par voie de construction, une étude servant de complément à l'histoire de l'humanité. Une méthode perfectionnée, libre, menant à ce but, est la preuve la plus forte de la situation indépendante, scientifique de l'histoire.

Après avoir ainsi formulé la tâche de l'histoire, Smolka passe à la définition des principes fondamentaux de la recherche. Il y discute : *a*) les sources historiques qu'il divise en directes et indirectes et *b*) la critique historique, par laquelle il comprend la science consistant à adapter les sources de façon à ce qu'elles donnent sur les faits historiques un témoignage réel ; puis il passe à *c*) l'explication des moyens permettant de vérifier les faits. Il attire en même temps l'attention sur les difficultés découlant des contradictions qui se rencontrent souvent entre plusieurs témoignages, et il motive la nécessité de faire intervenir des hypothèses. Il développe plus largement ses aperçus *d*) sur le rapport de l'histoire avec les sciences sociales et politiques, protestant contre

l'imposition de formes judiridiques préconçues aux faits historiques et il demande à l'historien d'avoir la faculté de comprendre les phénomènes sociaux ainsi que le talent d'en indiquer les variétés typiques ; enfin *e*) il s'arrête sur la construction et le jugement historique dont le but est de distinguer dans l'évolution des faits les limites exactes de ses phases particulières, et il assigne à ce même jugement le devoir d'apprécier le rôle dans les faits des individualités historiques. Sans être ici suffisamment concret, Smolka prend la défense de droit de l'histoire à l'imagination. En cela il est conforme à sa thèse fondamentale. L'histoire « étant une science est, et par la nature même des choses, doit être en même temps un art » (309). La certitude acquise par la précision de la méthode critique fait que, pour l'historien « convaincu de la sainteté de ses devoirs », il n'y a aucun danger ni dans l'imagination ni dans le jugement historique. « L'amour de la vérité des faits mettra l'historien en garde contre toute partialité pernicieuse et répréhensible » (352). Toutefois, ni l'exubérance de la fantaisie, ni « la hardiesse excessive des hypothèses ne risquent, dans l'état actuel de la science, de nuire à la vérité historique... L'histoire, dans sa situation présente dispose de moyens techniques si opérants, que l'œil perspicace de la critique historique découvrira toujours tôt ou tard le moindre écart, qui est en même temps une infraction à la méthode scientifique, et une fois le défaut découvert on verra s'écrouler en même temps tout l'édifice construit sur cette base défectueuse. Dans le domaine de la construction historique on est tenu d'observer les postulata, dont personne aujourd'hui ne peut s'écarter, et qui sauvegardent suffisamment la vérité historique. Cette méthode d'examen seule a pu donner à l'histoire une base scientifique précise et un jugement historique sûr dans la construction (pour laquelle Smolka réclame une impartialité absolue). Cette base scientifique et ce jugement historique sont les deux clefs de voûte, sur lesquelles de nos jours s'appuie l'histoire ».

Nous sommes ici en face d'une vulgarisation d'ailleurs remarquable de la méthodologie. Quant à la méthodologie purement scientifique, elle devait venir de Varsovie. Malgré les conditions particulièrement difficiles de la vie dans cette ville, où tout appui manquait à la science, l'étude de l'histoire n'avait pas subi d'arrêt ; elle trouvait, à Varsovie, sa source dans la puissance créatrice,

dans l'énergie inlassable, héroïque même de quelques savants. Parmi eux, si nous envisageons le point de vue fondamental en théorie, apparaît un fond commun, une manière de voir commune. A côté des partisans déclarés d'une théorie organique (Pawinski, Rembowski) [1], s'établit le positivisme théorique mitigé, dans la partie « historisante » par une absence de doctrinarisme, mûr et pondéré dans l'activité historique pratique (Smolenski, Chmielowski). On voit se produire des tentatives d'organiser sur une large base, la publication des sources [2].

Sur le fond général se détache l'individualité d'un savant au labeur exceptionnel, auteur de toute une série de grandes monographies dans l'ordre de l'histoire nationale, observateur profond de l'histoire européenne : Korzon. Connaissant à fond l'histoire universelle, il était en réalité autodidacte. Pendant de longues années, sans cependant se trouver en contact direct avec l'école européenne moderne, lisant tout ce qu'elle produisait, mais y ajoutant la réflexion et l'observation personnelle, il en vint à formuler, sur la méthode historique, des aperçus originaux, non assujettis à la doctrine sociologique. N'ayant à sa disposition ni chaire, ni élèves, d'accord du reste avec la conviction chère aux savants varsoviens qui leur faisait une obligation nationale de toujours vulgariser la science le plus possible, il répandait ses théories, parmi les groupes autodidactes de la jeunesse et faisait imprimer ses cours dans des publications accessibles à la masse. Les limites d'une encyclopédie ordinaire se trouvent dépassées par la publication de la *Grande Encyclopédie Illustrée* et du *Conseiller pour autodidactes*, deux entreprises à large envergure qui, dans les dernières années du XIXe siècle, devaient, pour Varsovie et les territoires soumis à la domination russe, tenir lieu d'université proprement dite et de cours publics. Au milieu d'une phalange d'autres savants, Korzon, dans ces publications, mettait au jour les résultats de sa longue expérience ; dans *l'Encyclopédie*, au mot *Historique*, il donne sa méthodologie de l'histoire [3]. Succincte, exacte, claire, fondée sur toute la littérature méthodologique européenne qu'elle passe en revue (jusqu'à 1899) l'histo-

1. Comp. mon article *Alexandre Rembowski* dans le Bulletin trimestriel historique (*Kwartalnik historyczny*), 1906.

2. *Bibliothèque* de la bibliothèque Krasinski, *Sources historiques* de Pawinski et Jablonowski, et quelques autres.

3. *Grande Encyclopédie Illustrée*, XXIX, 47-56, reprod. *Lettres*, II, 83-105.

rique de Korzon était un abrégé « une esquisse de méthodologie scientifique en histoire, reposant sur sa propre expérience », un « recueil d'aperçus et de connaissances indispensables ou utiles pour l'historien de profession et devant servir à sa production créatrice ». Dans ce travail, l'auteur prend en considération les résultats théoriques de Bernheim, de Langlois et de Seignobos et y applique sa formule philosophique : « l'histoire est la science de la civilisation ».

Le point de départ de cet enseignement est le choix du sujet, et Korzon en trouve le principe dans l'élément social. « Lorsque, dit-il, quelque besoin social, un problème dû aux hommes d'action, une question scientifique ou quelque complication aperçue et un défaut dans l'enseignement en cours réclame la recherche d'explications par la voie d'une instigation nouvelle, alors l'esprit de l'historien se trouve en possession d'un sujet de travail. » Ensuite il aborde les chapitres principaux de sa méthodologie : 1° l'heuristique ; 2° l'arrangement du plan ; 3° la préparation fondée sur la critique extérieure et intérieure, sur la structure « supérieure » des faits et l'interprétation ; enfin 4° l'exposé lui-même. Critique sévère, analyste, Korzon s'étend plus en détail sur le dernier point, s'opposant fortement à l'introduction du facteur esthétique dans l'enseignement de l'histoire. « La vivacité communément prônée, le coloris, le côté plastique dans la représentation, ne sont que des louanges déplacées pour un ouvrage scientifique ayant pour but d'élargir ou d'approfondir notre science. » Trois principes définissent son point de vue : l'exactitude scientifique, la clarté de l'interprétation, enfin la droiture, s'appuyant sur les jugements « d'après un seul et même principe éthique nettement exprimé ». « L'histoire est un auxiliaire de la raison, aussi doit-elle se libérer de l'emprise exercée par les sentiments et s'élever jusqu'aux sphères de l'abstraction. De même que l'ingénieur dispose une courbe de voie ferrée en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Russie, en Cochinchine et au Dakota, d'après une formule mathématique unique, sans crainte de déraillement, de même l'historien, qu'il soit anglais, allemand, espagnol, etc., en arrivera à posséder des éléments partout semblables pour sa science, et à développer des raisonnements identiques. Ainsi seulement pourra se réaliser le vœu des historiosophes tendant à élever l'Histoire au niveau d'une science pure. »

***

Dans l'esquisse ci-dessus nous avons parcouru la longue période allant de la moitié du XVIe jusqu'à la fin du XIXe siècle. Comprise par Ilowski et Starowolski en son sens pratique, comme recueil d'instructions pour les lecteurs, par Naruszewicz, comme abrégé des méthodes scientifiques conduisant à l'histoire moralisatrice, l'historique avec Lelewel est déjà un système complet de moyens scientifiques permettant de débrouiller l'écheveau du développement de la vie humaine, facilitant la conception encore pragmatique, mais déjà génétique de l'histoire. Lelewel a pour successeurs : Janowski, enclin à la construction philosophique de l'humanité ; Smolka avec son esthétisme caractérisé ; Korzon exclusivement attentif à la documentation scientifique. Depuis ses origines la méthodologie polonaise a subi tour à tour les influences : italienne, française, finalement et presque jusqu'en dernier lieu allemande, avec une forte empreinte de Comtisme [1] ; en passant par cette gamme complexe de changements, elle a marché de pair avec le développement de la science historique dans tout l'Occident européen.

MARCEL HANDELSMAN.

1. Surtout par l'intermédiaire de Bourdeau.

REVUES CRITIQUES

L' « HISTORIQUE »

DE M. MARCEL HANDELSMAN [1]

Le mouvement intellectuel en Pologne est, malheureusement, peu connu en France, malgré l'affinité de culture de ces deux pays. Néanmoins, il prend un essor toujours croissant. Six universités polonaises : Varsovie, Cracovie, Poznan, Wilno, Lwow, Lublin (il n'y en avait que deux avant la guerre) ont groupé autour d'elles un nombre considérable de savants qui peuvent maintenant, sans aucune entrave politique, poursuivre leurs travaux. Les études historiques occupent dans les universités de Pologne une place considérable ; bien entendu, c'est surtout l'histoire nationale qui constitue l'objet principal des recherches des savants polonais ; mais les résultats de leurs travaux ne doivent pas être indifférents aux historiens français, étant donné l'intérêt de l'histoire de Pologne pour l'histoire générale de l'Europe.

Les questions de théorie de l'histoire attirent aussi l'attention des historiens polonais ; parmi les ouvrages relatifs à la méthode de l'histoire, il faut mentionner surtout le livre récemment publié par M. Handelsman, professeur d'histoire à l'Université de Varsovie. Cette étude sur la méthode des sciences historiques n'est, dans le plan de l'auteur, que le premier volume d'un travail plus étendu : les volumes suivants s'occuperont des questions pure-

1. *Historyka*, czesc I, *Zasady metodologji Historji*, Zamosc, Pomaranski, 1921, XII-256 pp. in-8°.

ment théoriques, celles de l'évolution historique et des problèmes gnoséologiques.

Ce n'est pas aux spécialistes seulement que s'adresse l'ouvrage en question, mais surtout aux étudiants ayant besoin de la notion claire de la méthode.

Les matières traitées dans l'ouvrage de M. Handelsman permettent de le rapprocher des travaux analogues de MM. Langlois et Seignobos dans la littérature française et de M. Bernheim dans la littérature allemande. Notre auteur a réussi à construire le système méthodologique le mieux adapté aux besoins des recherches historiques en Pologne : ce système, en effet, est, en quelque sorte, intermédiaire entre le type allemand, exclusivement théorique, et le type français, plutôt pratique.

L'ouvrage de M. Handelsman contient les chapitres suivants : 1. Les principes fondamentaux de l'histoire ; 2. La recherche des documents (heuristique) ; 3. Critique externe et interne (herméneutique) ; 4. Construction (opérations synthétiques) ; 5. Exposition.

La deuxième partie consacrée à l'heuristique donne tous les renseignements nécessaires pour l'étude de l'histoire polonaise, et nous croyons qu'elle serait indispensable à tous les historiens français qui voudraient s'occuper des questions directement ou indirectement liées avec l'histoire de Pologne.

Cette partie est faite conformément aux règles de la méthode moderne la plus exacte ; l'importance des données bibliographiques, les indications précieuses relatives aux bibliothèques et archives polonaises qui facilitent les recherches des documents historiques (description des archives et des bibliothèques et de leur contenu, p. 61-77 ; liste raisonnée de tous les répertoires bibliographiques polonais ou ayant trait à l'histoire polonaise avec les éclaircissements nécessaires, p. 76-95), tout cela rend l'ouvrage indispensable dans les recherches historiques sur la Pologne.

La troisième partie consacrée à la critique externe et interne (herméneutique), par les idées générales et la méthode d'exposition, correspond à peu près à celle de l'ouvrage de MM. Langlois-Seignobos. L'auteur, après avoir exposé tous les dangers de l'hypercritique, si répandue surtout dans certains milieux allemands et du dilettantisme, traite une série de questions particulières

comme critique de restitution, de provenance, classement des sources, etc. Il cite quantité d'exemples qui soutiennent ses thèses tirés surtout des recherches relatives à l'histoire du moyen âge polonais. Parmi des exemples relatifs à l'histoire moderne, il importe de citer ici le plus frappant qui démontre comment il est indispensable de tenir compte de l'histoire de Pologne quand on veut s'occuper de certaines questions d'histoire générale. Il s'agit du travail bien connu de M. Bresslau, *Das Testament Peters d. Grossen* (*Hist. Zeit.*, 1879) qui donne des conclusions tout à fait inexactes, parce que l'auteur n'a pas connu les matériaux concernant les projets du général polonais Sokolnicki qui fut l'auteur du testament dit de Pierre le Grand.

Il n'est pas sans intérêt aussi d'attirer l'attention des lecteurs français sur la liste complète des sociétés savantes polonaises qui s'occupent de l'édition des sources historiques polonaises (p. 157), avec l'Académie de Cracovie et la Société des Sciences de Varsovie en tête.

La quatrième partie s'occupe des opérations synthétiques. Après l'indication d'un certain nombre de procédés nécessaires pour approfondir le sujet et fondés sur les principes de la logique, l'auteur traite de diverses méthodes en histoire : psychologique, statistique, géographique, linguistique, etc. Toutes ces méthodes sont analysées de la manière la plus complète.

De tous les paragraphes, le plus remarquable est le 22 qu'on doit considérer comme le résultat d'une longue et consciencieuse expérience de l'auteur. Ce paragraphe traite la question de la « construction historique ». Il faut souligner que la conception générale de l'auteur, qui est en même temps l'expression des opinions dominantes en Pologne, est très rapprochée de celle des historiens français. M. Handelsman, tout en admettant la méthode objective comme base de la construction historique, attribue en même temps une grande importance à des procédés subjectifs qui seuls laissent apercevoir le passé. Les images qui se forment dans l'esprit de l'historien doivent être nécessairement le résultat d'une opération spontanée. La question si l'historien doit se tenir à l'écart de la vie politique pratique ou y prendre part, M. Handelsman la tranche dans le sens favorable à la participation à la vie politique. Il estime que le théoricien sera parfois plus enclin, à son insu, à une interprétation tendancieuse que l'historien qui,

en même temps, connaît les coulisses de la vie politique et qui a su en pénétrer tous les secrets.

La cinquième partie est consacrée à l'« exposition », où l'auteur souligne l'importance des facultés littéraires pour un historien. Sans cette faculté, on ne pourra pas ressusciter le passé et créer des images, ce qui est nécessaire pour faire comprendre la vérité historique.

La plus importante à nos yeux, c'est la première partie de l'ouvrage qui s'occupe des principes fondamentaux de l'histoire. C'est pourquoi nous en avons réservé l'analyse pour la fin du compte rendu, après l'exposé détaillé des autres parties. On y trouve des développements théoriques concernant : 1° le problème de l'évolution historique ; 2° les buts que poursuit l'histoire ; 3° les relations entre l'histoire et les autres disciplines, l'histoire et l'art, etc.; 4° la définition de l'histoire. Toutes ces questions sont traitées assez sommairement, car l'auteur se propose de publier sous peu deux autres parties de l'*Historique*, consacrées spécialement à la théorie.

En ce qui concerne l'évolution historique, l'auteur fait la distinction entre les sujets et les objets de l'évolution. L'homme, sujet unique de l'évolution, apparaît comme phénomène physique, psychique, et comme membre des groupements sociaux.

La définition de l'histoire donnée par M. Handelsman est liée étroitement avec celle de l'évolution historique : l'histoire, c'est la discipline scientifique qui, en partant de l'inspection des documents, s'occupe de la recherche des faits de la vie des hommes qui agissent dans la société, dans le cadre du temps et de l'espace.

Quoique l'ouvrage de M. Handelsman, en raison de sa langue, ne puisse être répandu parmi les historiens français, néanmoins ceux d'entre eux qui voudront connaître des notions générales basées sur les recherches scientifiques des historiens polonais y trouveront des renseignements précieux. Il faut souligner les mérites de l'auteur qui y a utilisé une large expérience et une grande aptitude à traiter les questions théoriques.

TYTUS KOMARNICKI.

QUAND FUT INSTITUÉE L'ÉPHÉBIE ATTIQUE ?

A PROPOS D'UN TRAVAIL RÉCENT

Dans un mémoire [1], que déparent légèrement une composition un peu gauche et une forme par endroits négligée, conduit néanmoins avec la bonne méthode et une connaissance sérieuse des sources, Mlle Brenot aboutit à cette conclusion déjà proposée antérieurement, mais d'ordinaire combattue, que l'éphébie est une institution de basse époque et complètement ignorée au ve siècle. L'auteur précise : les Athéniens ont été amenés à combiner cette préparation militaire après le désastre de Chéronée, et c'est la loi d'Épikratès qui l'institua en l'année 335/334. Il est indéniable que son existence en des temps plus lointains n'a jamais été établie. Et même depuis des années une appréciation qualifiée, presque aussi audacieuse que celle qui vient d'être émise, plaçait aux environs de l'an 338 la fondation de l'éphébie, ou tout au moins sa réorganisation de fond en comble, sous l'influence des doctrines politiques de Platon [2]. Mais, en général, on la faisait remonter beaucoup plus haut, sans proposer aucune date, même approximative.

Mlle Brenot s'est interdit toute réflexion — et cette discrétion est excessive — sur les conséquences de sa thèse. Il y en a pourtant une qui s'impose. On s'est parfois représenté l'éphébie comme un des piliers de la puissance athénienne. Singulière illusion. Cet organisme commence trop tard à fonctionner ; au moment où il

1. Alice Brenot, *Recherches sur l'éphébie attique et en particulier sur la date de l'institution* (Bibliothèque de l'École des Hautes Études, Sciences historiques et philologiques, 229e fascicule), Paris, Édouard Champion, 1920, 52 pp. in-8°.

2. U. von Wilamowitz-Moellendorff, *Aristoteles und Athen*, Berlin, 1893, I, p. 194 : *Platons Gesetze haben die Ephebie erzeugt.* — Egger disait : « C'est dans la seconde moitié du IVe siècle... que paraît s'être *régularisée* l'institution. »

entre en action, Athènes est irrémédiablement déchue ; il ne lui reste plus qu'à perdre dans la guerre lamiaque, avec d'autres Grecs, la bataille de Crannon (322), qui consacre son abaissement définitif. L'éphébie n'est même plus longtemps restée fidèle à la conception initiale : dès le IIIe siècle, elle tourne au « club » pour jeunes « sportifs ». Ce dernier point seul est incontestable ; du reste, à cet égard, on était fixé de longue date.

Une difficulté sérieuse résulte pour nous du fait que le mot ἔφηβος n'a point forcément un sens technique, le rattachant à une institution. Sa formation évidente (ἐπὶ, ἥβη) lui permettrait fort bien de désigner purement et simplement celui qui est arrivé jusqu'à l'ἥβη, l'adolescence ; dès lors, quand Xénophon, dans son roman historique de la *Cyropédie*, écrit à une date imprécise de la première moitié du IVe siècle, emploie ce terme (I, 2, 4 et 8-9) pour désigner une catégorie de la population — qui a très bien pu exister, sous un régime spécial, mais dont le nom en langue persique n'est peut-être ainsi rendu en grec qu'avec beaucoup de fantaisie —, il n'y a rien à en conclure en ce qui concerne l'éphébie attique. En ce sens très général, abstrait, de « jeune homme », ἔφηβος aurait des équivalents : ἡβῶν, ἡβητής, ἡβητήρ, plus fréquents en poésie et qui ne l'auraient pas exclu. En revanche, pour marquer l'adolescence elle-même, ἥβη suffit ; aucun composé n'est nécessaire. Le terme d'éphébie, dont nous nous servons couramment en parlant de l'institution éphébique, aurait, au contraire, une acception bien plus précise ; or, ce mot, l'antiquité l'a presque complètement ignoré. On trouve ἐφηβεία dans l'*Anthologie* (VII, 467) et ἐφηβία chez Artémidore (I, 54) au IIe siècle de notre ère ; les deux n'ont que le sens vague d'adolescence. Aristote n'a usé ni de l'un ni de l'autre, au chapitre qu'il a consacré à ce sujet, dans la *République des Athéniens* ; ἐφηβία ne serait pas, d'ailleurs, dans le génie de la langue grecque, comme éphébie est dans le génie de la nôtre. Les Hellènes, qui disaient οἱ νέοι, pour mentionner le groupe défini des νέοι, devaient dire aussi, tout bonnement, οἱ ἔφηβοι. Si l'on cherche dans leur idiome des mots qui se réfèrent forcément à une institution éphébique, on trouve ἐφηβεῖον, lieu de réunion des éphèbes ; ἐφήβαρχος, chef des éphèbes. Or, par un fait exprès, on ne les rencontre que dans des textes, littéraires ou épigraphiques, bien plus tardifs qu'Aristote, qui n'énumère comme agents de l'éphébie que le σωφρονιστής, le κοσμητής, les

παιδοτρίβαι et les διδάσκαλοι, autant de mots d'une désespérante généralité. Il s'ensuit que le vocabulaire ne nous est d'aucune ressource dans cette recherche.

Les inscriptions seules, lorsqu'elles reproduisent des nomenclatures d'éphèbes, supposent l'existence d'une véritable institution, soigneusement réglée et de caractère public. Je rappelle d'un mot que le plus ancien texte attique en ce genre est de 334 ; nous aurions ainsi, par une rare bonne fortune, la plus ancienne liste, ou la deuxième, à en croire Mlle Brenot.

Mais l'éphébie ne se voyait pas uniquement à Athènes ; elle est attestée par l'épigraphie dans un grand nombre de villes grecques d'Europe, d'Asie et d'Afrique [1]. On serait disposé à admettre, au premier abord, qu'elle n'y est qu'une imitation de ce qu'offrait à cet égard une cité dirigeante, si je peux dire. Il a été cependant soutenu qu'il s'agit là d'une « institution qui est dans le sang de la race grecque et qui n'a besoin, pour naître et se développer, d'aucun modèle » [2]. Et cet avis est soutenable, mais dépourvu de preuves. Au surplus, même si un modèle a été suivi, il resterait à savoir lequel et, comme nous sommes en présence d'une institution militaire, la priorité pourrait avoir appartenu à Sparte, où l'éphébie exista — mais depuis quand ? Autre mystère.

Enfin, des nombreuses inscriptions relatives au sujet, aucune ne nous ferait remonter plus haut que 334, pas plus à Trézène qu'à Érétrie ou Téos, villes d'où sont sorties les plus anciennes, alors même qu'on solliciterait le contexte au point d'établir une sorte d'équivalence entre ἔφηβοι, d'une part, et νεώτεροι ou νεώτατοι, comme on le faisait, plus imprudemment encore, en partant des textes littéraires. En effet, chez un écrivain, ces mots peuvent avoir un sens flottant ; dans un document affiché, on doit leur reconnaître une valeur officielle en quelque sorte.

Mlle Brenot signale que les νεώτατοι de Thucydide et de l'orateur Lycurgue sont des hoplites, dont les éphèbes n'avaient ni le costume ni l'armement. D'autre part, Démosthène, devenu triérarque dès l'adolescence, n'a donc pas joui de l'ἀτέλεια ou exemption de charges ; par conséquent il n'était pas éphèbe, et cela tient à ce

1. Voir les listes dressées par Œhler dans la *Real-Encyclopädie* de Pauly-Wissowa (s. v.) vers 1905 et par Franz Poland (*Geschichte des griechischen Vereinswesens*, Leipzig, 1909, p. 611-630), qui y englobe, à vrai dire, les références aux παῖδες et aux νέοι.

2. Paul Girard, au mot *Ephebi*, dans le *Dictionnaire des Antiquités*, p. 634.

que l'éphébie était encore à créer. Du reste, les théoriciens de l'éducation paraissent ignorer l'existence d'une institution semblable, mais souhaitent d'en voir l'établissement, et il est visible que l'organisation de l'armée de terre, dont l'éphébie est un des fondements, a été abandonnée à l'improvisation et à la négligence jusque vers la date proposée comme point de départ. Le règlement somptuaire obtenu de l'assemblée du peuple (vers 424) contre τοὺς νέους par Cinéas et Phrinos, d'après le scoliaste d'Aristophane, ne vise point forcément les éphèbes ; bien des législateurs, en Grèce, se sont en effet préoccupés de réprimer le luxe, à l'égard de toute la population ou de n'importe quel groupe ; cette emprise sur la vie privée semblait naturelle et il n'était pas besoin, pour que l'autorité publique intervînt, que les prodigues en cause appartinssent à une classe particulière, placée dans des conditions telles que leur liberté fût enchaînée par leurs devoirs spéciaux envers l'État. Mlle Brenot a enfin raison de souligner que le célèbre éloge funèbre prononcé par Périclès ne fait aucune mention des éphèbes, alors qu'il a un mot pour plusieurs catégories de personnes, durement frappées par la guerre ou dont le pays attend de nouveaux sacrifices.

J'ajouterai qu'un texte de Platon (*Ménexène*, 249 A), cité par Albert Dumont dans son *Essai sur l'éphébie attique*, n'a qu'une portée restreinte : il s'agit des Dionysies, où un héraut conduit devant la foule assemblée au théâtre les fils, arrivés à l'âge d'homme, des citoyens tombés devant l'ennemi, et rien que ceux-là. M. Paul Girard invoque les stèles du ve siècle, où sont représentés les jeunes gens morts pour la défense de la patrie : tel Dexiléos, âgé de vingt ans. Qu'est-ce qui nous prouve qu'il était éphèbe? Il l'eût été si l'éphébie avait déjà alors vu le jour ; auparavant il n'était qu'un combattant de bonne volonté. Et quant aux cavaliers représentés dans les peintures de vases, c'est encore la même conclusion qui s'impose : ces beaux adolescents appartenaient à la jeunesse dorée ; eussent-ils été embrigadés dans quelque institution militaire de l'État, ils n'auraient pas pour si peu mérité plus d'intérêt, ni fourni aux artistes un thème plus séduisant.

Ainsi donc, il surgit un certain nombre de motifs, très vraisemblables et même pressants, de ne pas faire remonter l'éphébie plus haut que dix ans, au maximum, avant la rédaction de l'opuscule d'Aristote. Et cependant aucun ne paraît vraiment

décisif; leur assemblage produit plutôt une impression générale, avec laquelle pourrait bien lutter l'impression contraire. Qu'on relise avec soin, après le court chapitre XLII de la *République des Athéniens*, les pages consacrées à l'éphébie, dans le beau livre de M. Paul Girard sur l'*Éducation athénienne*, qui, même en sa deuxième édition (1891), n'a pu tirer parti du célèbre papyrus qu'en un très court appendice, et l'on sera frappé du petit nombre des corrections qu'il doit absolument subir, alors qu'il laisse tant de questions, aujourd'hui encore, dans le domaine des conjectures.

Il est secondaire qu'Aristote fasse revêtir la chlamyde aux éphèbes dès la première année, et non pas seulement au début de la seconde. Mais M. Girard avait-il tort d'admettre qu'il y eut des cavaliers parmi eux? Je n'en suis pas aussi sûr que Mlle Brenot, quoique assez tenté de me prononcer dans le même sens qu'elle : l'auteur grec énumère (§ 3) toute une série d'exercices éphébiques, au nombre desquels ne figure pas l'équitation. L'affectation de ces jeunes gens à des opérations militaires hors du territoire de l'Attique n'est pas non plus exclu sans conteste par les données trop brèves du § 4; néanmoins je suis porté à croire qu'on n'y recourait jamais dans des circonstances sans véritable gravité. Je reste fort indécis quant au caractère obligatoire de l'éphébie, que Mlle Brenot n'hésite pas à admettre pour le IVe siècle. Aristote, sur ce point, n'ajoute rien à ce qu'on déduisait déjà auparavant du fait même de l'inscription, sur le registre du dème, du jeune homme parvenu à l'âge de dix-huit ans; on n'a, aujourd'hui encore, ni plus ni moins de raisons de considérer les thètes comme tenus à l'écart de ce service. Les statistiques apportées à l'appui sont imprécises : la nomenclature de 334/333 nous est parvenue très incomplète et la restitution *numérique* des parties manquantes est bien arbitraire ; elle varie avec les commentateurs ; on ne pourrait d'ailleurs se fonder sur la proportion de cette « classe de conscrits » à l'ensemble de la population de l'Attique que si nos renseignements démographiques étaient moins vagues. Que savons-nous — autre complication — de l'admission des étrangers dans l'éphébie [1] ? Le plus ancien catalogue qui les mentionne est de la fin du IIe siècle avant notre ère, remarque M. Paul Girard (p. 289) ; mais que de lacunes dans notre information ! Isocrate fut « le principal profes-

1. Sur ce point, cf. Erich Ziebarth, *Aus dem griechischen Schulwesen*, 2te Aufl., Leipzig-Berlin, 1914, p. 87.

seur de l'éphébie », dit-il encore, avec un peu de réserve, il est vrai ; or, cette école fut florissante de 393 à 338. Mais ce qui ressort avec netteté de la *République des Athéniens*, complètement muette à cet égard, c'est qu'à la formation *intellectuelle* des éphèbes on n'attachait pas, *au IVe siècle*, l'importance supposée par les historiens modernes. Il est question seulement, dans le livre, de culture physique et d'apprentissage militaire ; le reste ne s'est introduit que dans une éphébie en décadence. Ces jeunes gens n'avaient pas non plus la liberté de vie, de vie et de mouvements, qu'en dehors des heures d'exercice leur attribuait M. Girard (p. 302) ; ils prenaient leurs repas en commun, tribu par tribu, et c'est l'indice d'une sorte d' « internat ».

Il y a surtout, entre les deux conceptions que je confronte, un désaccord fondamental. M. Girard se rendait compte de la transformation de l'éphébie à la fin du IVe siècle par un « affaiblissement de plus en plus sensible de l'esprit militaire à Athènes durant ce siècle » (p. 295). Or, Mlle Brenot conteste expressément l'existence même de cet esprit militaire, en dehors de la défense navale, et explique la création de l'éphébie par un sursaut d'énergie bien tardif, un besoin passager de prévoyance. Les deux thèses sont trop absolues. L'esprit militaire n'existait pas, à proprement parler, à Athènes qui, à ce point de vue, contraste avec Lacédémone, comme plus récemment la Grande-Bretagne avec la Prusse ; mais la cité de Miltiade et de Périclès savait à l'occasion faire face aux exigences impérieuses de la guerre sur terre ; on le vit bien au temps des guerres persiques et à plus d'un moment de la guerre du Péloponèse. Il est très vrai, en revanche, que le nombre croissant des mercenaires devient symptomatique et qu'au déclin du IVe siècle se marque à Athènes une sorte de lassitude et de renoncement ; cela n'empêche point, malgré tout, que l'idée eût pu venir, même à cette époque, de pourvoir à une préparation militaire fixe, régulière et étroitement réglementée ; mais l'esprit du temps mettait obstacle au fonctionnement de l'éphébie telle que les initiateurs l'avaient voulue ; d'où l'inévitable, incontestable et radicale transformation.

Elle n'était point encore accomplie quand Aristote écrivait les trop courts paragraphes dont nous devons nous contenter ; sans quoi ce grand penseur nous eût peut-être renseignés sur la durée de la première éphébie, celle des « cadets » et non pas celle des

« dandys ». N'oublions pas toutefois que, théoricien passionné du droit public, il avait à un moindre degré les préoccupations d'un historien. Tout le long de son chapitre sur l'éphébie, il s'exprime au présent, décrit l'état *actuel* des choses. En devons-nous conclure que l'institution n'avait jusqu'alors changé en rien depuis l'origine, elle qui devait, si peu de temps après la mort d'Aristote, subir une évolution si complète et si contraire aux intentions qui l'avaient fait naître ? Cette simple réflexion n'enlève-t-elle pas beaucoup de leur force probante à certains arguments *ex silentio* ou, si j'ose dire, de caractère négatif[1] ? Pour moi, elle m'incline à une certaine circonspection. Sans aller volontiers jusqu'à l'hypothèse qu'au lieu de deux éphébies successives il y en eut peut-être trois ou davantage, dont deux seulement nous seraient connues, je ne vois pas pourquoi celle que décrit Aristote serait forcément la première, et qui n'aurait persisté que vingt-cinq à trente ans tout au plus, à en croire Mlle Brenot. Alors celle-ci voudra bien me permettre de conclure qu'à mes yeux le problème, un peu irritant, renferme encore bien des obscurités, quoique je rende hommage au bel effort scientifique dont elle doit être louée et qui ne sera certainement pas perdu.

VICTOR CHAPOT.

1. C'est en somme l'intuition qu'ont eue certains auteurs, écrivant avant la découverte de la *République des Athéniens*, quand ils admettaient l'éventualité d'une « réorganisation » ou d'une « régularisation » de l'éphébie, précisément vers les débuts de la période macédonienne.

PUBLICATIONS D'APRÈS-GUERRE

DANS LE DOMAINE DE L'HISTOIRE MODERNE

Tout un paquet de livres sur la table — de livres d'histoire, aux millésimes d'après-guerre. Que nous apportent-ils de neuf? J'entends, non pas : qu'apprennent-ils d'inconnu et de profitable sur les sujets spéciaux que leurs auteurs ont étudiés, mais surtout : quel son rendent-ils? quel témoignage portent-ils sur l'évolution des recherches historiques depuis la guerre, sur le progrès ou la stagnation d'études qui nous sont chères? — Lisons, et cherchons à nous rendre compte.

***

Voici d'abord des recueils de documents. Ils sont évidemment sans mystères; et la seule question qui se puisse poser à leur endroit, c'est de savoir si les documents valaient la peine qu'on les publie? On se rassure vite.

Une courte, mais substantielle *Introduction* nous indique parfaitement l'intérêt qu'offrent les documents florentins concernant *Le Concile gallican de Pise-Milan*[1], que M. A. Renaudet vient de publier dans la *Bibliothèque de l'Institut Français de Florence*. Intérêt politique général : c'est un épisode intéressant du conflit entre Jules II et Louis XII qu'ils nous permettent de reconstituer. Intérêt religieux, non moins : car la tentative manquée de Pise marque une date importante dans l'histoire de l'Église à la veille de la Réforme; M. Renaudet l'a montré précédemment[2] et le rappelle d'un mot dans son Introduction : « Il n'est pas indifférent

1. Paris, Champion, 1922, XIV–732 pp. in-8°.
2. *Préréforme et Humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie*, Paris, 1916, in-8°, p. 536 sqq.

qu'Érasme ait publié l'*Éloge de la Folie* à Paris, l'année même du Concile de Pise. » — Or, nous possédions jusqu'à présent fort peu de documents sur l'assemblée. Ceux que conserve l'Archivio di Stato de Florence [1] et que publie aujourd'hui M. Renaudet, sont demeurés presqu'entièrement inconnus et inutilisés pendant des siècles; d'Hergenröther à Pastor et à Sandret, les historiens les ont ignorés ou négligés [2]. Ils nous permettront dorénavant de connaître de façon sûre les tractations auxquelles donna lieu la préparation, la réunion, la mise en train du concile; ils nous révèlent les inquiétudes et le mauvais vouloir des gouvernants florentins, éclairent pour nous le conflit de la République et de Jules II et les préliminaires de la rentrée des Médicis. Les textes sont publiés, est-il besoin de le dire? avec une exactitude et un soin qui font du recueil un vrai modèle. Et ils sont vraiment de première importance.

***

Inutile d'insister longuement sur la publication, par M. G. Constant, d'un gros recueil de documents concernant *La légation du Cardinal Morone près l'Empereur et le Concile de Trente* (*Avril-Décembre 1563*). Dans un article tout récent [3], M. Renaudet a mis excellemment en lumière l'intérêt des textes qui nous sont livrés par M. Constant; et l'on pourrait dire que ces quelques pages forment, en réalité, la véritable *Introduction* du recueil. Peut-être cependant est-ce faire une part un peu exagérée aux initiatives individuelles que d'écrire, avec M. Renaudet, qu'après avoir étudié les documents réunis par M. Constant, on comprend désormais « pourquoi et comment le concile de Trente n'a pas rempli les attentes du monde chrétien ». Il n'y a pas de jeu diplomatique, il n'y a pas d'initiatives individuelles, si habiles et audacieuses soient-elles, qui suffisent à « expliquer » des événements historiques d'une telle envergure; restons en garde toujours contre « l'illusion diplomatique ». — Il n'en est pas moins vrai que le

1. Cf. A. Renaudet, *Les Sources de l'Histoire de France aux Archives d'État de Florence*, Paris, 1916, in-8°.

2. Le continuateur d'Hefele est fort insuffisant sur l'assemblée de Pise. Il ne connaît pas le travail de Sandret que Dom Leclerq, dans sa traduction, ne mentionne pas non plus. — M. Imbart de la Tour a signalé l'intérêt des documents florentins dans le tome II de ses *Origines de la Réforme* (p. 137 sqq.).

3. *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme*, juillet-septembre 1922, t. LXXI.

rôle de Morone, à un moment décisif, à un des « tournants » du Concile, a été de tout premier plan, et le recueil de M. Constant nous permettra désormais de le mettre en pleine lumière. — Les documents sont présentés avec beaucoup de conscience et de soin; les notes sont très nourries et fréquentes. De-ci, de-là, on pourrait relever quelques omissions, évidemment, ou quelques insuffisances. Peut-être, pour ne prendre qu'un exemple, M. Constant aurait-il pu tirer davantage parti de la publication de Braunsberger, *B. P. Canisii, S. J., Epistolae et Acta* — qu'il cite, mais qui au t. IV contient sur le voyage de Canisius à Insprück au début de 1563 et sur l'entrevue que le P. Jésuite y eut, à son retour d'Augsbourg, avec Morone, des indications qui auraient mérité d'être discutées? Chicanes sans grand intérêt d'ailleurs : la publication, dans l'ensemble, est excellente et neuve [1].

***

La sixième série des *Mémoires et Documents pour servir à l'histoire du Commerce et de l'Industrie en France*, publiés sous la direction de J. Hayem, vient de paraître chez Hachette. Le volume contient (pp. 1-52) une curieuse *Lettre sur l'embellissement de Paris* rédigée vers 1785 par J. B. Élie de Beaumont; puis (pp. 53-67) une note de M. Guitard, complétant l'étude précédemment publiée par lui (dans la 4e série des *Mémoires*) sur *Les apothicaires privilégiés de Paris*; ensuite vient une étude précise et nourrie de Ph. Barrey sur le *Havre Maritime, la Batellerie et les Transports par terre du XVIe au XIXe siècle* : elle complète également des études antérieures de l'auteur, parues en 1917 dans la 5e série des *Mémoires*. Pour terminer le volume, M. Hayem a imprimé la plus grande partie du mémoire intéressant que rédigea sur l'Alsace, en 1697, l'intendant J. de la Grange; il l'a fait suivre d'une notice de M. P. M. Bondois sur la manufacture de dentelle créée à Auxerre, en 1664-65, par Colbert. — Au total, un volume de variétés, avec tous les inconvénients du genre. Mais ces variétés sont intéressantes et méritent de ne pas demeurer inaperçues des travailleurs.

1. Des omissions dans l'Index, cependant. On y cherche, en vain, Canisius dont il est cependant question à la p. 44, n. 1, du recueil. Omis également le nom de Scipio d'Arco (cf. p. 78, n. 2), etc.

***

Sous le titre : *La Conjuration d'Amboise et Genève*, M. Naef nous donne un gros volume de 408 pages de texte compact, dont 125 de documents inédits [1]. Malgré son ampleur, l'étude ne vise pas à être la monographie complète du « Tumulte » de 1560, qui continue à nous faire défaut. L'auteur ne s'attache qu'aux hommes et aux événements sur lesquels ses patientes recherches dans les dépôts suisses lui ont procuré du nouveau. C'est ainsi qu'il reconstitue le dossier complet du chef de l'entreprise, La Renaudie, et qu'il nous donne des détails neufs et précis sur Genève, sur sa politique en 1560, sur les périls qu'elle courut et sur les procès qu'elle intenta à des réfugiés français, Ardoin de Maillane entre autres, dont les imprudences pouvaient l'entraîner dans un mauvais pas.

Sur le complot même, rien de bien neuf. M. Naef verse cependant aux débats un intéressant récit anonyme de la conjuration, trouvé dans ce fond bernois des *Unnütze Papiere* qui n'en est plus à démentir son nom. Peut-être ici M. Naef a-t-il été un peu timide; une étude plus poussée du complot lui-même, je veux dire des événements qui se déroulèrent en mars 1560 sur les bords de la Loire, l'aurait sans doute amené à moins négliger les facteurs sociaux du problème, et aussi à voir dans l'aventure quelque chose de moins simple à la fois et de moins compliqué que la « première manifestation d'un parti militaire authentique » dont il nous parle à la page 254. Je ne puis oublier pour ma part, quand on m'entretient du « Tumulte », ni ces pauvres paysans attroupés aux environs d'Amboise, et qui « voulaient le Roi » avec une foi si candide, — ni l'éveil contemporain, aux Pays-Bas, de cette noblesse qui précisément commençait, en 1560, à formuler son programme politique sous l'action certaine de causes d'ordre économique et social.

En somme, une excellente monographie. Mais, dans l'exécution, un peu d'indécision. Le livre commence comme une étude d'ensemble sur la conjuration; puis il se restreint à une étude spécifiquement Genevoise. Mieux aurait valu peut-être dégager cette étude, qui est l'essentiel du volume, de ces deux ou trois chapitres un peu fragmentaires du début. L'impression d'ensemble eût été plus nette, à tous égards.

1. Genève, Julien-Georg; Paris, Champion, 1922, in-8° (extraits des *Mémoires et Documents de la Soc. d'Hist. et d'Archéol. de Genève*, t. XXXII).

***

On serait moins tenté de demander au livre de M. Doucet ce qu'il ne contient pas, si son titre était moins imprécis. Mais, baptiser « Étude sur le gouvernement de François Ier dans ses rapports avec le Parlement de Paris » une simple collection de notes sur quelques affaires politiques du règne de François Ier, extraites des registres du Parlement de Paris — c'est aller au devant d'un certain nombre de reproches obligés, s'il est vrai qu'une formule ne peut changer en thèse les matériaux d'une thèse.

Passons rapidement sur les débuts du livre, et d'abord sur cette *note bibliographique* qui ne saurait tenir lieu d'une bibliographie méthodique du sujet: je ne vois pas que M. Hauser y soit seulement cité, ni le meilleur connaisseur de l'histoire de la Réforme à ses débuts, M. Nathan Weiss, ni M. Abel Lefranc à qui l'on songe naturellement dès qu'il est question de Marguerite; par contre, certaines appréciations surprennent. Que la thèse de Spont sur Semblançay soit qualifié d'excellente avec insistance, on en demeurerait étonné si l'épithète n'illustrait, semble-t-il, le genre de mérite que M. Doucet prise avant tout dans un travail historique. Accordons-lui que dans un livre sans idées, sans portée et sans talent, M. Spont a donné une analyse consciencieuse des papiers qui lui sont passés sous les yeux; personne n'ira au delà, de ceux pour qui « travail historique » ne signifie pas, simplement, besogne de manœuvre. Quant au prix d'excellence un peu inattendu que M. Doucet décerne à M. Imbart de la Tour (de l'Institut) pour ses *Origines de la Réforme*, glissons. — N'insistons point davantage sur le chapitre I, consacré aux théories politiques du début du XVIe siècle : 27 pages, dont la rédaction porte trace d'une hâte excessive. On y apprend que, au début du XVIe siècle, « les usages de la société *féodale* subsistaient encore »; que « l'esprit *féodal* n'était pas près de disparaître de la noblesse » ; que les « principes de la société *féodale* », les « usages *féodaux* », les « traditions *féodales* », les « entraves *féodales* » demeuraient toujours en pleine vigueur. Comme si toutes ces formules avaient un sens clair et évident pour nous, comme si elles en avaient jamais eu un pour les hommes du début du XVIe siècle; bref, comme si cette notion indéterminée du « féodal » avait une valeur, passés les murs de l'école primaire.

Tout cela laisserait une impression fâcheuse si, fort heureusement, le corps du livre n'était plus nourri. C'est une analyse de pièces. Elles sont tirées des registres du Parlement que de bons travailleurs ont récemment tenus pour en extraire de précieuses indications sur la vie de la grande compagnie judiciaire, et que M. Doucet a repris à son tour pour en extraire d'utiles données sur les principales affaires que le Parlement a dû connaître pendant la première moitié du règne de François Ier. Peu ou pas de renvois à la littérature imprimée des divers sujets, qu'à la suite et en compagnie des Parlementaires, M. Doucet aborde tour à tour. Son objet étant de nous donner, d'après ses fiches, un récit d'événements vus d'un point de vue purement parlementaire, nous n'avons qu'à constater la nouveauté, souvent, la clarté toujours et la précision du récit. Il apporte sur beaucoup de points des renseignements d'importance.

Quant au jugement d'ensemble qu'à diverses reprises, M. Doucet cherche à formuler sur la politique de François Ier de 1515 à 1525, il demeure un peu indécis. Parfois, l'auteur paraît incliner à mettre en relief les embarras financiers d'un roi qui poursuit une grande politique avec des moyens pécuniaires fort limités, ceux que lui donne une organisation financière archaïque et sans adaptation aux besoins de l'époque; à cet égard, le chapitre v contient de fort bonnes indications. Mais parfois aussi, M. D. semble vouloir camper devant nous un François Ier novateur et ayant conscience de ses idées novatrices. Il arrivait, lit-on à la page 47, « avec de grandes ambitions, des projets de conquête en Italie, d'intervention dans les affaires de l'Empire ; il voulait pacifier définitivement la querelle avec Rome... Il considérait le pouvoir royal comme illimité vis-à-vis de ses sujets... Il se sentait indépendant à l'égard de toutes les traditions établies par ses prédécesseurs... » Bref, le François Ier de la page 47 se présente à nous, en 1515, son programme à la main, un peu dans l'attitude du Richelieu de notre enfance, qui « voulut trois choses », comme chacun sait... — Or, tournons la page. Qui se demande si la politique de François Ier à cette époque ne fut pas, « dans la plupart des cas », la politique de Duprat ? C'est M. Doucet (p. 48). Mais (p. 53) Duprat s'efface, et le Roi reparait en belle posture : « Peu après son avènement, François Ier était amené à exposer devant la Cour ses principes de gouvernement »... Nous nous précipitons au bas de la page, où

sont les références — et nous lisons : « Discours de Duprat à la séance royale du 13 mars 1515 ». Ainsi le robin semble éclipser son souverain; mais p. 146, « semble » n'est plus de mise, car M. Doucet, en termes catégoriques, nous parle « de l'attitude effacée » du roi, chaque fois qu'il s'était agi de définir sa politique au sujet du Concordat; et il conclut : « Ainsi l'initiative de cette œuvre et la poursuite des négociations peuvent-elles être attribuées plutôt à ceux qui avaient vu de près le gouvernement du feu roi et qui apportaient à François Ier l'expérience et les derniers projets du règne précédent. » Mais alors la « rupture » voulue par le roi, et ses intentions de 1515 et ses vues novatrices ?

Au total contribution utile, et même indispensable, à la connaissance de certaines affaires du début du règne de François Ier (de l'affaire du Connétable de Bourbon notamment). Étude historique au vrai sens du mot, non pas. N'est-ce point pour une part la faute des temps? Peut-être. En tout cas, je le dis tout net, et j'ai conscience de ne pas être seul à le penser : il serait imprudent de ne pas maintenir aussi haut que jadis le niveau de notre vieux Doctorat ès lettres.

***

Un livre d'histoire, dans toute l'acception du terme — c'est par contre *Le Royaume de Catherine de Médicis* de M. Romier. Nous signalions naguère ici son beau travail sur *Les Origines politiques des Guerres de Religion*, et nous en marquions de notre mieux la valeur et l'intérêt. Mais, si alertement rédigés que fussent ces deux volumes, on y sentait parfois quelques lenteurs ; on pouvait regretter, surtout, que l'auteur, s'attachant avant tout aux textes politiques et diplomatiques, n'eût pour ainsi dire jamais le souci des événements économiques et des facteurs sociaux qui jouent au XVIe siècle un rôle si marqué. Dans l'ascension continue que poursuit M. Romier, depuis la publication de son étude de début sur Saint-André, son nouveau travail marque l'étape décisive : il vient de franchir l'intervalle qui séparera toujours un bon livre d'histoire d'un livre d'historien.

Il s'agit d'une sorte de préface à l'histoire générale des guerres de religion en France — d'une sorte d'État de la France vers 1560. Tour à tour, nous passons en revue, avec l'auteur, la famille royale et le monde de la Cour, les diplomates du temps et leur

diplomatie, les diverses classes sociales surtout : gentilshommes et soldats ; bourgeois et robins ; ouvriers et paysans ; l'Église enfin ou, plutôt, les deux églises : la catholique, en puissance d'état, et la réformée, en formation. Tout, dans cette revue, atteste à chaque page la connaissance approfondie du XVIe siècle français ; tout dénote un historien parfaitement maître de son sujet, comprenant les hommes et les événements sans effort et à fond, traduisant ses idées et ses jugements de façon expressive et vivante — n'écrivant, enfin, que pour dire quelque chose d'utile et de précis. On n'est pas en présence, ici, d'un de ces « tableaux de la France » de tour oratoire et de portée nulle, d'une de ces compositions quasi-scolaires que tant d'auteurs académiques s'avisent encore de plaquer en tête d'un travail quelconque, par manière de hors-d'œuvre ou de morceau de concours : que l'on songe par exemple au tableau de la France à la fin du XVe siècle que M. Imbart de la Tour a mis en tête de ses *Origines de la Réforme*, et qui apparaît si dépourvu de liens avec tout le reste de son livre. Ici, une liaison intime et directe entre les développements de M. Romier et les desseins qu'il a conçus. Ce n'est pas un « tableau » qu'il brosse à plaisir, et pour le bonheur de nous faire admirer son joli coup de pinceau ; c'est une étude précise, sérieuse, concentrée — et vivante — des diverses catégories sociales et religieuses de la population française au milieu du XVIe siècle, dans ses rapports avec la Réforme. C'est sobre, fort, net — et vivant.

On n'analyse pas un travail de ce genre. On ne peut que dire : lisez-le, et mettez-le à profit. Signalons cependant l'intérêt rare que présente la Préface du livre. C'est une étude de tous points remarquable sur l'historiographie des guerres de religion, sa valeur, sa caractéristique, ses lacunes. Elle témoigne d'un sens historique vraiment rare. M. Romier montre très bien comment, ainsi qu'il le dit, « l'histoire des guerres de religion, du moins pour les règnes de François II et de Charles IX, n'a pas été renouvelée dans son ensemble depuis Jacques-Auguste de Thou ». Ressassage indéfini des mêmes formules et des mêmes jugements, cueillis dans les textes narratifs, en petit nombre, connus et utilisés de longue date par les historiens, dépourvus d'imprévu et d'impartialité ; abus fatal des biographies et des anecdotes ; attention presque exclusive donnée aux « grandes scènes historiques », de la conjuration d'Amboise (avec apostrophe de d'Aubigné) au colloque de

Poissy (imagerie de Paul Delaroche). Mais quels liens relient de semblables événements avec ce qu'on peut nommer les grands courants généraux du siècle : nul ne se soucie de le montrer. Et c'est ce qui importe. Les événements, note fort bien M. Romier, se déroulent alors sur trois plans : le plan européen ; le plan local ou épisodique ; le plan individuel. De l'un à l'autre, les liaisons sont constantes. Mais naturellement, elles échappent à la plupart des historiens. Tout cela, vigoureusement établi, avec preuves et exemples typiques à l'appui : c'est une belle et bonne page de critique, et qui fait plaisir. Voilà au moins un livre qui n'est pas de « circonstance », et qui n'invoque pas, pour pallier des insuffisances criantes, je ne sais quelles nécessités de carrière qui n'ont rien à voir avec la science. Voilà le livre d'un homme qui sait ce qu'il dit, et dit bien ce qu'il sait.

Les choses neuves, les choses justes surtout, abondent. Ce n'est pas seulement un ouvrage qu'on lit avec plaisir et profit, d'une haleine. C'est un ouvrage qui donne à penser et à réfléchir. Quelle singularité, vraiment, en ces années de rétrécissement et de débilité intellectuelle ?

***

M. Mathorez, cependant, poursuit son grand dessein. Le tome II de son *Histoire de la Formation de la Population Française* est consacré « à retracer la manière dont les populations germaniques se sont implantées en France pendant les derniers siècles de l'ancien régime ». Il faut entendre par populations germaniques les Allemands, Autrichiens, Suisses alémaniques, Hollandais ou Scandinaves. On voit que le champ était vaste, et le sujet d'importance. M. Mathorez lui-même, en le mesurant du regard, se sent un peu de vertige ; et constatant que plusieurs existences ne suffiraient pas à réunir et colliger une telle masse de pièces et d'actes, il demande aux érudits de lui être indulgent, s'il a fait « à l'impressionnisme une large part... ».

En réalité, ce n'est pas une « Histoire » que nous donne M. Mathorez ; personne au monde ne la pourrait écrire en ce moment ; mais c'est un répertoire utile et commode qui, groupant une grande masse de faits épars, rapprochant les unes des autres un nombre assez important de monographies disséminées çà et là, et les analysant, et en reproduisant les principales conclusions,

rend évidemment aux historiens des services quotidiens. Et puis, la publication de ces volumes, gros et cependant si inégalement remplis, amènera peut-être une reprise active des travaux de détail et de substructure? Espérons.

***

Le régime seigneurial dans le Comté de Hainaut, du XIe siècle à la Révolution, de M. Leo Verriest, est un livre vivant et plein de choses. L'auteur, déjà connu des érudits par de multiples monographies et par une étude remarquable sur *le Servage en Hainaut* (1910) nous explique dans son Introduction qu'il se proposait originellement d'écrire une étude sur le régime seigneurial en Hainaut à la veille de 1789. Mais ses recherches le conduisirent à remonter du XVIIIe siècle aux siècles antérieurs, et, au lieu de se satisfaire à dresser un « tableau », l'amenèrent à retrouver et à fixer une évolution.

Un livre comme celui qui paraît aujourd'hui ne se résume ni ne s'analyse. Constatons simplement que les conclusions de l'auteur reposent sur une documentation extrêmement abondante : chartes, publiées ou non; pouillés de grands domaines; comptes de seigneurie; archives de cours judiciaires: M. Verriest a tout mis à profit, et sa moisson est d'autant plus précieuse qu'il l'a récoltée sur une terre plus variée et plus riche et de vie plus forte. Ceci même, M. Verriest aurait pu le mieux indiquer sans doute. Surtout, il aurait dû, à notre sens, introduire dans son étude la considération des diversités géographiques. Le Hainaut, nous ne le voyons pas dans son travail, ou du moins nous l'entrevoyons de trop loin et trop en bloc. Est-ce un pays homogène, géographiquement parlant? Évidemment non. Il aurait été bon sans doute de prendre dès le début, et de conserver pendant tout le cours du livre, la claire notion des différences géographiques et territoriales que présentait cette formation politique : l'ancien comté de Hainaut.

Nous parlions plus haut d'évolution. A vrai dire, il semble d'abord qu'appliqué à la seigneurie et au régime seigneurial, le mot soit vide de sens. Comparée à une seigneurie du Xe siècle, une seigneurie du XVIIIe se montre peu différente de son prototype. Et l'on pourrait se croire en présence d'une sorte de pétrification

historique, qui aurait traversé les siècles sans en ressentir l'influence? Singulière erreur, et que souligne M. Verriest. Dès qu'on pénètre à l'intérieur de l'organisme, dès qu'on examine un à un tous ses rouages et dans leur structure individuelle, et dans leur jeu collectif, on aperçoit les traces multipliées d'un incessant travail. M. Verriest le remarque fort heureusement dans sa préface. Peut-être aurait-il pu, dans le corps du livre, nous rendre plus sensible encore à la fois cette transformation lente, sourde, continue du régime seigneurial — et son peu d'adaptation aussi aux nécessités d'époques qui se transforment plus rapidement que lui. Il aurait fallu pour ce faire qu'il passe de l'anatomie, si l'on veut, à la physiologie et qu'il essaie, à l'aide de comptes seigneuriaux bien choisis, de chiffrer les mutations et les transformations qu'il signale avec finesse. L'entreprise est ardue; elle n'est pas impossible. D'un mot, l'étude de M. Verriest demeure, à notre gré, un peu trop strictement juridique. Et nous entendons bien qu'il l'a voulue telle; il serait dès lors de mauvaise méthode de le chicaner sur sa conception. Louons donc simplement l'extrême abondance, la richesse de signification, l'intérêt des milliers de faits sûrs et bien établis que l'auteur nous présente en ordre excellent, et qu'il a mis en œuvre avec une sorte d'allégresse vigoureuse et entraînante. Signalons aussi la nouveauté de l'illustration et de la documentation graphique du livre. M. Verriest a eu l'excellente idée de recourir aux plans cadastraux du XVIIe et du XVIIIe siècle, si pleins d'enseignements, et d'en reproduire quelques fragments caractéristiques. Tout cela compose une excellente étude; et quand l'auteur nous aura donné le travail qu'il nous annonce, sur l'alleu, et sur la propriété foncière rurale en Hainaut — il aura doté son pays d'une incomparable série de monographies vraiment utiles et sûres.

***

L'histoire des mines de charbon en France au XVIIIe siècle, c'est un beau sujet, évidemment. Il est singulièrement significatif que ce beau sujet n'ait jusqu'à présent tenté aucune curiosité. Pourtant, des entreprises qui constituaient la principale ressource d'importantes régions, au Nord, au Centre, au Sud-Est de la France, qui occupaient plusieurs milliers d'individus et plusieurs millions de capitaux, qui comptaient parmi elles Anzin, Aniche,

Roche-la-Molière, Rive-de-Gier, Alais — ces entreprises méritaient d'être étudiées dans leur établissement, dans leur existence, dans leurs rapports avec le milieu social qui les a vu naître et dans lequel elles ont évolué. Ceci, d'autant plus que l'industrie minière a été dès le début, dès qu'elle a commencé à compter dans la vie économique du pays, une grande industrie, caractérisée par une puissante organisation financière et industrielle : aussi, tous les problèmes qu'elle soulève se présentent-ils avec une envergure et un développement inusités. On comprend, dès lors, que le sujet ait tenté, enfin, un historien, M. Marcel Rouff[1]. De cette audace ni lui ni nous n'avons, semble-t-il, à nous repentir.

Pendant longtemps, les mines de charbon n'avaient été exploitées en France qu'à ciel ouvert, en forme de carrière, ou à l'aide de petites galeries timides et dangereuses — de terriers ouverts sans méthode, exploités sans suite, au milieu des accidents, des éboulis, des mécomptes de toute nature. Au reste, le bois abondant faisait au charbon de terre une concurrence assez victorieuse pour que l'exploitation de la pierre noire, de la « pierre de oille » apparût comme une sorte de fantaisie sans grande portée pratique.

La crise du déboisement, au début du XVIIIe siècle, la nécessité urgente de substituer aux forêts dévastées un combustible nouveau et plus abondant, provoqua la publication par Trudaine du règlement général de 1744. Acte législatif véritablement grave, qui, portant une atteinte presque révolutionnaire au droit de propriété, attribuait à l'État les mines enlevées aux petits propriétaires ignorants et incapables et lui donnait le droit d'en déléguer l'exploitation non plus à un grand maître des mines et des minières mû par son seul intérêt personnel, mais à des tiers placés sous sa dépendance et son contrôle. Régime qui devait durer jusqu'à ce que la Constituante, en 1791, lui mît un terme en rétablissant dans leurs droits les petits propriétaires, c'est-à-dire en ramenant à nouveau pour un temps le régime de la routine, du gaspillage égoïste et du gâchis.

En somme, « l'effort d'une industrie pour naître et s'organiser » au milieu de tous les obstacles de routine, de toutes les difficultés d'instruments, personnel ou machinisme, à créer — de toutes les

1. *Les Mines de charbon en France au XVIIIe siècle*, 1744-1791. Paris, Rieder, 1922, in-8° de LXII-624 pp. — Du même auteur : *Tubeuf, un grand industriel du XVIIIe siècle, d'après ses papiers inédits*, Paris, 1922, in-8°.

luttes de la propriété industrielle moderne contre la propriété primitive ; mais particulièrement les répercussions multiples de cette genèse économique sur l'histoire et la vie sociale du temps : formation de classes neuves, disparition de classes vieilles, etc. — tel est le sujet, singulièrement riche et varié, du livre de M. Rouff.

L'auteur montre très bien l'importance générale de ces « concessions » qui furent les instruments indispensables de la mise en valeur des gisements houillers. Il est sévère, à bon droit, pour les petits exploitants de la période antérieure, par qui les mines périssaient — avec, trop souvent, les mineurs. Il indique heureusement que ce fut le régime des concessions qui opéra les premières grandes concentrations industrielles de capitaux, de main-d'œuvre, d'outillage que l'on vit en France. Ce fut lui qui permit l'introduction du machinisme, particulièrement de la machine à balancier. Il assura le ravitaillement presque total de la France du XVIIIe siècle finissant en houilles de provenances françaises. Bien plus, dans l'ordre de l'assistance sociale, il provoqua des tentatives originales d'assistance aux blessés et aux malades, de secours aux veuves, de retraites aux vieux ouvriers. Il a engendré vraiment la grande industrie moderne des mines.

Le côté social de la question n'est pas moins digne d'intérêt. M. Rouff montre comment la nouvelle industrie attira à elle un grand nombre d'hommes hardis, pleins d'initiative, désireux de faire valoir leurs capitaux et d'utiliser leurs capacités. Les uns venaient de la noblesse qui, se jetant avec ardeur dans les entreprises minières, fournit une grosse partie des actionnaires, des directeurs, des propriétaires de concessions. Les autres appartenaient à la bourgeoisie et tantôt cherchaient, par la concession d'une mine, à satisfaire leur goût atavique pour les biens-fonds ; tantôt, avec une vigueur et une âpreté tout autre, édifiaient une domination orgueilleuse et absolue par le moyen de la grande industrie. — Tout autour, une écume d'aventuriers, filous, escroqueurs de toute envergure, s'agitant en eau trouble. — Dans la mine enfin, un peuple d'ouvriers dont le recrutement ne se fit pas sans peine, mais qui, d'origine très variée, finirent par s'amalgamer et par former une véritable classe d'ouvriers mineurs. — Ne continuons pas plus longtemps l'analyse du livre neuf et fort intéressant de M. Rouff. Nous en avons assez dit pour montrer l'intérêt très réel qu'il peut offrir à des lecteurs de tendances et de préoccupations variées.

***

Si nous sommes bien pauvres en études sur les grands facteurs de notre vie moderne (M. Rouff le constate mélancoliquement, en passant en revue la littérature, si fragmentaire et si maigre de notre histoire minière), nous le sommes plus encore, peut-être, en monographies locales attentives sur le mode d'application des principales découvertes qui ont complètement transformé l'existence du monde occidental, entre 1840 et 1870. Signalons donc ici avec empressement une intéressante monographie qu'un historien, familier avec les questions de transport, vient de consacrer aux *Voies ferrées de l'Hérault*. Le sous-titre précise les intentions de l'auteur, M. Blanchard a voulu étudier « la politique montpelliéraine des chemins de fer, de 1834 à 1875 ». De fait, il nous montre très bien comment le réseau de l'Hérault, riche et serré dans le vignoble bondé d'hommes, espacé et lacunaire dans la garrigue et le causse, s'il est vrai qu'il se trouve en harmonie grossière avec le cadre géographique languedocien, apparaît non moins évidemment en discordance avec l'organisation administrative de la région, dès qu'on s'attache aux combinaisons d'horaires, aux jeux de correspondance, bref à l'économie de la circulation. C'est en effet autour de Béziers et de Nîmes, non pas de Montpellier négligé et laissé à l'écart, que les lignes ferrées ont concentré et noué leurs mailles — plus encore et mieux, qu'elles ont fortement organisé le jeu de leur activité. Par ailleurs, à Cette, un hiatus et comme une brisure semble sinon suspendre, du moins ralentir la vie concordante des lignes venant souder leurs rails en ce point. Anomalies qu'un observateur superficiel peut négliger. L'homme du pays, non, car il continue d'en souffrir. L'historien économiste non plus, et M. M. Blanchard nous le montre — en historien. Le déterminisme géographique ou économique n'a rien à voir ici, ou bien peu de choses : la preuve en est dans l'histoire mouvementée des lignes qui peu à peu ont formé le réseau local. Histoire singulièrement vivante, où paraissent des acteurs comme les Péreire, éminents capitaines du rail et promoteurs obstinés du Bordeaux-Cette, ou l'économiste Michel Chevalier, fortement assis dans le Lodèvois et qui, durant des années, exerça sur la vie régionale une pesée décisive. Ce pendant, Paris et la province se heurtaient, la Compa-

gnie du Midi et celle de la Méditerranée se déchiraient, les intérêts locaux se laissaient manœuvrer.... Et à l'arrière-plan, la révolution culturale qui transformait l'Hérault en usine à vin venait encore compliquer le tableau. — L'étude de M. Marcel Blanchard vaut par elle-même. Elle vaut aussi par l'exemple ; souhaitons qu'il soit suivi.

***

Nous ne quittons pas Montpellier avec M. Gachon. Sa petite *Histoire du Languedoc* qui prend place dans la collection des Vieilles Provinces de l'éditeur Boivin, se lit avec plaisir et donne à penser. C'est que l'auteur, en véritable historien, a su prendre son point de vue de haut — et s'y tenir. Ce qu'il a cherché à nous montrer, c'est « une lente, parfois violente formation d'âme commune ; une éducation régionale ; une fusion avec la nation française ». D'ailleurs, il a résolument « déblayé », ne portant la lumière que sur les époques vraiment caractéristiques du passé languedocien. Avec un peu de rigueur parfois : on aimerait plus de détails sur cette civilisation d'avant la Croisade des Albigeois, dont M. Gachon proclame, plutôt qu'il ne montre, l'indiscutable originalité. Et aussi peut-être sur ces temps heureux du XVIe siècle qui virent s'élever à Toulouse les puissants hôtels des anciens et des nouveaux riches du temps. Mais les chapitres IX à XII, qui traitent de l'histoire moderne du Languedoc : guerres de religion du XVIe siècle ; achèvement de l'unité sous Louis XIII et Richelieu ; persécutions religieuses de Louis XIV ; activité économique du XVIIIe siècle : ces chapitres sont excellents. Et de même, après quelques indications rapides sur la Révolution, l'Empire et le XIXe siècle politique, on goûtera pleinement le chapitre XIVe et dernier : « Caractères de la région languedocienne à l'époque actuelle ». Impossible de dire mieux en si peu de pages.

***

Nous pourrions nous arrêter là, car il est évident que l'entreprise de M. Hanotaux, son *Histoire de la Nation Française*[1] en

1. G. Hanotaux, *Histoire de la Nation française*. — Tome I, *Introduction Générale*, par G. Hanotaux, et *Géographie humaine de la France* (*1er vol.*), par J. Brunhes. — Tome III, *Histoire Politique*, *Des origines à 1515*, par P. Imbart de la Tour. Paris, Soc. de l'Histoire Nationale et librairie Plon, s. d. [1920], 2 vol. in-4° de LXXX-496 et 590 pp.; illustr. hors texte et dans le texte, cartes et plans.

volumes séparés, de grand format in-4°, embellis de chromos criards et fantaisistes, n'est pas faite à l'usage des gens d'étude. Cependant des prétentions si étranges se font jour dans l'*Introduction Générale*, rédigée par M. Hanotaux lui-même, qu'il en faut bien dire deux mots, brièvement.

Cet auteur explique avec solennité (p. VII) que sa grande œuvre sera encyclopédique, narrative et artistique.

Encyclopédique veut dire, paraît-il, que l'*Histoire de la Nation Française* ne sera point seulement politique, diplomatique et militaire, mais, en même temps, artistique, littéraire, scientifique, économique, sociale, religieuse et géographique. Le tout, par morceaux détachés. Or, que les lettres, les sciences, les arts, la religion, l'économie fassent partie de l'histoire d'une nation au même titre que les institutions politiques, les tractations diplomatiques, les opérations militaires, ce n'est pas précisément ce qu'on peut appeler, en l'an de grâce 1922, un paradoxe. Seulement, tous les historiens s'accordent à penser que leur tâche n'est pas d'étudier isolément le développement des lettres, des sciences, des arts, de la diplomatie, etc., mais de marquer fortement les relations variées, délicates et complexes qui, à une époque donnée, dans un pays donné, unissent étroitement entre elles ces séries de faits distincts. Et de ces historiens, le plus modeste assurément n'a rien à apprendre de M. Hanotaux, ni de son *Introduction Générale*. Il est vrai qu'il ne reprendrait certes pas à son compte l'ahurissante litanie de la page XXIX, et qu'il ne tenterait pas « de condenser en quelques lignes, comme on extrait un élixir » (*sic*), le « caractère de chacune des époques qui furent des anneaux de la grande chaîne » (*re sic*)[1].

Mais la grande œuvre est aussi « narrative ». M. Hanotaux s'explique : « l'expression exacte serait discursive ». Et discursif veut dire « sans annotations ni références ». Voilà qui va bien. Sans notes... génie français... érudition germanique... On rougit en

1. Citons, pour l'ébaudissement du lecteur, quelques-unes des « condensations » de ces caractères d'époques qui sont des anneaux. Voici (p. XIX) : « Avant César, les origines se perdent dans la nuit des temps... L'histoire de France naît avec César... Charlemagne étend les mœurs sur l'Europe qu'il fonde... La Féodalité attache les races au sol : ce sont les *Terriens*. Sur une terre allotie, avec des mœurs formées, les patries s'ordonnent : ce sont les *Bâtisseurs*... Les royaux sont les *Tolérants*, parce que l'Unité Civile ne peut régner que sur des consciences libres et apaisées. » Hâtons-nous de le dire : toutes les pages de l'Introduction Générale ne sont malheureusement pas aussi joyeuses...

lisant pareilles pauvretés. Rassurons M. Hanotaux. Fustel mettait des notes, ce traître. Il s'est fait lire quelque peu. Camille Jullian met des notes, ce mauvais Français. On les lit — et quelques autres avec eux. Mais l'*Histoire de la Nation Française* aura beau être sans notes : elle ne sera jamais que le tas de papier inutile d'une entreprise sans lendemain.

La grande œuvre enfin a un troisième caractère. Elle est artistique. On ne s'en douterait pas au premier coup d'œil. La présentation est médiocre. Le style? Quand M. Hanotaux écrit qu'il recourra à « la plume de M. Madelin », parce que ledit M. Madelin « peint à fresque » — ou quand il s'écrie (p. IX) : « Nous voudrions que le public pût lire d'une haleine ces discours comme nous les voudrions écrits » — nous murmurons, malgré nous : « Que serait-ce, Seigneur, si la grande œuvre n'était pas artistique ? » — Mais l'idée de M. Hanotaux est autre.

Son histoire est artistique parce qu'elle comporte des images. Non pas de ces honnêtes photographies de monuments ou de documents « qui font pauvre ». M. Hanotaux emploie le mot d'artistique exactement comme ces petites femmes qui, ayant à opter entre la salle à manger Henri-Deux et la salle à manger Hollandaise, choisissent la seconde parce que, n'est-ce pas? elle a « un petit cachet art-nouveau ». Donc l'*Histoire de la Nation Française* est artistique parce que, à la page 304 du tome III, on voit un magnifique chromo représentant, sur fond d'ardoise, quinze figurants du Châtelet réparant un donjon en carton-pâte. Or, j'ai mauvais goût. J'honore M. Patissou illustrateur ; mais j'aime mieux voir Pascal dans la sanguine de Domat que dans le croquis de la page LXVI signé Patissou. Je respecte grandement M. L.-G. Hanotaux illustrateur. Mais s'il s'agit de me représenter Descartes, j'aime mieux demander son image à Franz Hals qu'audit M. L.-G. Hanotaux. Car, tout de même, ce pauvre Franz Hals avait au moins cette supériorité sur M. L.-G. Hanotaux : c'est que Descartes, en chair et en os, avait posé devant lui...

Tentative nouvelle, histoire nouvelle? Allons donc ! Pas même du vieux neuf. Une collection d'ouvrages disparates, écrits à la diable sur les injonctions trépidantes du bonisseur. « Il faut se hâter », il faut « aboutir », s'écrie M. Hanotaux tout en transe dans son *Introduction*. Eh ! de grâce, cher Monsieur, nous ne sommes pas si pressés? Chaque collaborateur, lui, s'est tiré d'affaire, au

moins de frais possible. On s'en convaincra en parcourant du regard le volume de M. Imbart de la Tour et celui de M. Jean Brunhes. Et s'il est vrai qu'ils ont chacun « taillé une pierre » (M. Hanotaux est inlassable et ne rate pas un cliché), la pierre demeure abandonnée en plein champ. Car il n'y a pas d'édifice là où il n'y a ni plan, ni dessein, ni maître d'œuvre.

***

Laissons de côté ces pauvretés, qui n'ont rien de commun avec le labeur honnête et sain des travailleurs consciencieux.

Mais celui-ci? Reprenons notre question : qu'apporte-t-il de neuf? Voilà des publications correctes ou plus que correctes qui nous révèlent des documents méritant vraiment de voir le jour. C'est bien. Des monographies tentent, avec plus ou moins de bonheur, d'éclaircir l'obscurité de certains événements. C'est bien encore. Certains ambitieux essaient de réaliser de chimériques synthèses; certains historiens en réussissent sans effort d'excellentes. C'est parfait. Mais publications, monographies, synthèses ratées et synthèses réussies, toutes ces productions se classent à la suite de longues, d'interminables séries. Elles les augmentent d'unités remarquables parfois : mais enfin, quoi de neuf? Assis derrière leur Méthode comme des Peseurs d'or hollandais derrière leur comptoir, les historiens semblent assoupis dans une certitude quiète. Se poser des problèmes, à quoi bon? Les ancêtres ont donné de si bons modèles de livres? *Hypotheses non fingo :* c'est la prudence, et la vérité...

J'entends, il y a progrès. Pour qui regarde de près, du dedans, attentivement, et qui analyse et qui scrute à la loupe. Il y a progrès. Mais c'est comme la seigneurie de M. Leo Verriest. Elle évolue, certes, du XIe au XVIIIe siècle. Seulement, ce qui nous frappe surtout, ce n'est pas tant cette évolution, c'est le désaccord qui va s'aggravant chaque jour entre l'institution et l'époque. Et je ne sais pas, mais j'en ai un peu peur; le temps ne courrait-il pas, tandis que l'Histoire s'attarderait sur sa chaise curule? Elle y fait figure. Mais pour combien de temps, si elle ne s'en lève plus?

LUCIEN FEBVRE.

A PROPOS

DE

« L'HISTOIRE DE FRANCE CONTEMPORAINE »

D'ERNEST LAVISSE [1]

Lorsque M. Lavisse forma le projet de donner, après l'*Histoire Générale*, cette histoire de France critique et moderne qui faisait tant défaut, il limita d'abord son effort, pour le rendre efficace, et fixa le terme de l'entreprise à la Révolution de 1789. Comment d'ailleurs, au moment où les passions contraires s'affrontaient avec une telle violence, où même les savants et les érudits n'arrivaient point à se mettre d'accord sur la définition du juste et de l'injuste, sur la valeur des droits individuels, et l'autorité de la raison d'État, comment se flatter de l'espoir de porter sur les événements les plus récents un jugement impartial et serein et surtout de le faire accepter pour tel ? Pourtant, dès que le succès de la collection fut assuré et le travail bien en mains, l'éminent historien crut que sa réserve n'avait plus de raison d'être ; il mit sur le chantier la suite de la publication, l'*Histoire de France depuis 1789 jusqu'à nos jours*, dont MM. Sagnac, Pariset, Charléty, Seignobos se partagèrent la charge. Bel acte de foi dans la puissance de la volonté et de la raison humaines, qui caractérise à merveille le lutteur obstiné et patient, l'ouvrier infatigable et optimiste qu'est M. Lavisse.

1. E. Lavisse, *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, Hachette, 12 vol. in-4°.

Cet article était écrit quand est survenue la mort d'Ernest Lavisse : nous n'y changeons rien, mais ne pouvons le faire paraître sans y ajouter l'expression de nos regrets les plus vifs. Et il nous plait, en le publiant à cette heure, de rendre hommage au grand « animateur » du travail historique qu'a été par surcroît cet historien éminent. (H. B.)

L'ouvrage était achevé avant la guerre ; la fin des hostilités permit d'en commencer la publication. Mais pouvait-on, après tous les événements formidables qui avaient troublé le monde, conserver le terme primitivement assigné à l'entreprise ? Les laisser en dehors, c'était découronner vraiment cette Histoire Nationale que le public attendait avec impatience : il n'aurait pas compris qu'on dérobât à sa curiosité ces années qui l'intéressaient entre toutes, et qui, malgré leur éclat, demeuraient pour lui si complexes, si ponctuées d'ombres, d'intrigues et de mystères. Un nouveau « prolongement » fut donc décidé, et MM. Gauvain et Bidou accomplirent le véritable tour de force de se présenter exactement à l'appel de leur échelon. La publication est aujourd'hui finie : peut-être n'est-il pas trop tard pour la reprendre et la juger dans son ensemble.

Les deux caractères primordiaux de cette Histoire sont la solidité et la probité. Elle fait honneur, non seulement à ses auteurs, mais à l'école historique dont elle représente les tendances et les méthodes, en ce qu'elles ont d'essentiel. Quel qu'ait dû être l'effort de préparation, nul n'a entendu s'y soustraire ou le limiter : il y a ainsi, sous l'exposé, un travail de documentation qui ne peut pas ne pas inspirer la confiance et l'estime aux lecteurs. M. Lavisse avait posé en principe que ses collaborateurs et lui ne feraient pas œuvre d'érudition ; il ne voulait donner qu'un « état » des connaissances sans prétendre avancer celles-ci par des recherches originales et la production d'inédit. Pour souligner sa conception, il avait restreint l'appareil de références et de notes critiques qui aurait nécessairement alourdi le récit. Or cet état des connaissances, comment ne pas être convaincu que nous allons l'avoir sous les yeux, lorsque l'on se reporte à ces copieuses bibliographies, placées au début des chapitres, à ces listes, catalogues de véritables bibliothèques, où l'on voit mentionné tout ce qui, du présent ou du passé, garde quelque valeur, où les sources, les ouvrages de seconde main sont alignés à leur rang, et, s'il y a lieu, définis sommairement, mais utilement. Lorsque figurent à côté de volumes considérables des monographies de détail, des articles, des plaquettes presque introuvables, comment supposer que rien de considérable ait pu échapper à des investigations aussi diligentes ? Mais l'*Histoire de France* a tenu plus que son directeur n'avait promis. Il suffit de la feuilleter pour s'apercevoir qu'elle contient beaucoup de recherches originales, et constitue

un progrès par rapport aux publications antérieures. Par exemple, M, Sagnac, qui avait consacré sa thèse à la législation révolutionnaire, a précisé, complété ses travaux et apporté une contribution importante à l'histoire de la Constitution civile. M. Charléty, qui fut longtemps professeur d'histoire de Lyon à l'Université de cette ville, a procédé dans les dépôts du Rhône, des départements voisins, comme aux Archives Nationales, à de vastes enquêtes sur le commerce, l'industrie, la situation économique de la France, ou les conditions de la vie politique. Les archives de la Chambre des députés, entre autres, ont permis à M. Seignobos d'étudier les débuts du gouvernement de 1848 ou l'élaboration de la constitution ; il a pu de même profiter des recherches faites sous sa direction par ses élèves. L'*Histoire de France* constitue donc pour ceux auxquels elle est destinée, grand public, professeurs, étudiants, l'instrument de travail qui faisait tant défaut ; elle met à la disposition de ceux qui veulent aller plus loin la base de départ indispensable : il est possible de discerner les problèmes qui sont déjà résolus, et ceux dont l'éclaircissement réclame de nouveaux efforts. Et d'autre part, elle offre à ceux qui se contentent des résultats acquis, mais ne veulent croire personne sur une simple affirmation les éléments de contrôle désirables. Par la sûreté, l'étendue des informations, elle s'oppose donc avec avantage à tout ce que l'étranger a produit d'analogue. Si remarquables que puissent être les ouvrages similaires recommandés par le Dahlmann-Waitz, ils ne sont point supérieurs à la publication française, loin de là ; et si l'on prend l'Angleterre pour point de comparaison, je ne cache point mes préférences pour la collection Lavisse par rapport à la *Political History* ou la *Constitutional History*.

Grâce à cette documentation, nous avons véritablement une *Histoire de France*. Jusqu'ici les historiens avaient presque uniquement retracé le cours de l'histoire gouvernementale, ou les événements de la capitale. Ils avaient considéré que la France n'avait d'autre vie que celle des pouvoirs publics ou de Paris. Cette façon de procéder était due, moins à une conception qu'il suffisait d'un moment de réflexion pour juger trop simpliste et naïve, qu'au défaut de monographies locales, nécessaires pour dresser ce bilan détaillé et complet qu'est l'histoire d'une nation. Ce qui n'était pas possible, il y a vingt-cinq ans, commence à l'être aujourd'hui. On mesure par là l'étonnant labeur de notre

génération ; il a fallu, pour élucider tant de points obscurs, un travail patient, minutieux, qui ne pouvait même espérer pour récompense la notoriété. En complétant ces données acquises par leurs enquêtes personnelles, les auteurs de la collection nouvelle ont pu montrer la réaction des principaux faits sur les populations provinciales ; l'étude des élections, par exemple, a permis de tracer comme une géographie des partis, de rendre manifestes les divergences, ou, parfois, l'atonie de l'opinion publique. On peut désormais affirmer qu'en aucun moment, surtout aux moments de crise, les conditions d'existence, les sentiments, le jeu des institutions n'ont été uniformes sur tout le territoire national. Et la Terreur, par exemple, a beau avoir été proclamée en Normandie, elle n'a pas eu le même caractère sanguinaire et terrible qu'en d'autres régions de la France. La publication Hachette aura ce mérite d'avoir prouvé au grand public que l'histoire est une science infiniment subtile et complexe, qu'elle met en œuvre des données minutieuses, fuyantes, et qu'elle ne peut aboutir, sans une connaissance approfondie de tout ce qui retentit sur la vie des hommes, sans un effort obstiné vers la mesure, surtout sans l'esprit d'objectivité.

Or, l'*Histoire de France* est précisément cet effort de mesure, de nuance, et d'impartialité. Elle est — et c'est le plus bel éloge qu'on puisse lui décerner — en sa conception, en son exécution, un acte de bonne foi et de probité scientifique. Tout autant que la documentation, l'exposé se distingue par ces qualités maîtresses. Sans doute, M. Lavisse n'a jamais imposé à personne de cacher, en écrivant, sa personnalité : il a trop l'amour, le respect de la vie pour croire à la possibilité d'écrire une œuvre à la fois vraie et impersonnelle. Il suffit de lire les volumes qu'il a consacrés à Louis XIV pour savoir comment il comprend le rôle de l'historien, de quelle façon merveilleusement souple, familière, artiste, il s'insinue dans l'exposé des faits, non pour les déformer, mais pour leur communiquer une plus grande plénitude de sens, d'émotion, de mouvement. Sa méthode, qui est si souvent opposée à l'analyse froide, qu'on a préconisée outre-Rhin, est à nos yeux la bonne : on ne ressuscite le passé qu'en l'animant de son esprit, et l'histoire n'est pas un jeu d'ombres, un cortège de silhouettes. Les auteurs de l'*Histoire Contemporaine* sont restés eux-mêmes en rédigeant les volumes dont ils avaient la charge, et des différences notables

distinguent leurs parties respectives. M. Sagnac est plus impassible, plus distant que M. Pariset des hommes et des choses de son sujet ; le premier est un enquêteur qui confronte, et conclut, le second, un témoin nerveux et sensible qui semble parfois le contemporain de ses héros, tant il s'intéresse à eux. M. Charléty paraît être intermédiaire entre ses deux collègues, plus nuancé peut-être, et plus ironiste, et je n'ai pas besoin de dire que la manière de M. Seignobos, avec ses raccourcis étonnants, son mélange d'idées abstraites, souvent profondes, et de détails matériels, ne ressemble à aucune autre. Cependant tous ces érudits se rapprochent par un trait commun : ils sont des esprits libres et modernes, pour qui les mouvements populaires ne sont pas des crimes, ni la conservation du passé, l'idéal. Ils se penchent avec sympathie sur la masse qui souffre ; ils tâchent d'en expliquer, d'en rendre intelligibles l'état d'âme, les passions, même les erreurs : ils appartiennent évidemment aux groupements de gauche, aux idées démocratiques. Cette ardeur revêt même parfois, notamment chez M. Pariset, un tour assez vif : on croit percevoir, lorsqu'il est question de la dictature de Bonaparte, une sorte de frémissement ; la forme brusque, presque brutale, dénonce comme une rancune rétrospective, le regret d'avoir à enregistrer, impuissant, la victoire du césarisme. Malgré ces élans, d'ailleurs vite réprimés, on ne saurait adresser aux auteurs le reproche d'avoir fait œuvre de parti. Leur œuvre n'est même pas l'apologie d'une nation. Sans doute les auteurs y relèvent, avec piété, les éléments successifs dont l'ensemble forme la France d'aujourd'hui ; et les bornes qui leur ont été assignées ne les empêchent pas de descendre parfois à de petits détails, dont tous les étrangers ne comprendront probablement pas l'intérêt. Mais personne n'y découvrira aucune trace de nationalisme, d'impérialisme, la moindre intention apologétique. On analyse, on commente, on juge, on ne justifie pas, surtout pour les besoins d'une cause. Les textes ne sont pas là pour étayer des hypothèses *a priori*, ni les faits produits pour élever la France « au-dessus de tout ». Louange étrange, objectera-t-on, puisque l'historien a précisément pour devoir de poursuivre uniquement la recherche de la vérité. Il ne faut pourtant pas craindre de la proférer, ni se lasser de la répéter à l'heure où, méconnaissant nos intentions, on nous accuse en tant de pays de nourrir des idées contraires à la liberté des autres peuples

comme à la justice, où tant d'intellectuels d'outre-Rhin — et des meilleurs — refusent de reconnaître la valeur des documents, des conclusions si leur patrie n'y trouve des armes pour se défendre et se libérer des accusations dirigées contre elle. En face de ces paladins du parti pris qui s'enferment dans leur garde impuissante contre les progrès de la vérité, il est bon de noter combien notre école historique fait figure loyale ; et si les nations qui nous entourent veulent bien nous juger d'après nos œuvres, celle-là nous vaudra, partout où elle pénétrera, l'estime pour notre probité scientifique, et la confiance dans la force de notre raison.

Instrument efficace de propagande française au dehors, elle pourra également exercer au dedans une influence précieuse, en servant cette cause de l'instruction publique dont Duruy et Jules Ferry ont été, après Condorcet, les apôtres convaincus. Elle montrera, d'une manière irréfragable, aux gens de bonne foi, que l'époque contemporaine est désormais objet de science, et que, bon gré mal gré, il faut s'incliner devant un certain nombre de constatations certaines. Si l'opinion conserve sans doute ses droits sur un vaste domaine, si bien des problèmes offrent encore matière à discussion, les enquêtes menées ont dégagé des conclusions positives contre lesquelles l'anathème ne vaut plus. Or jusqu'ici trop d'esprits ont méconnu cette vérité, et l'enseignement de l'histoire contemporaine s'est heurté de ce fait à des difficultés, dont, seuls, les gens du métier connaissent l'étendue. Ce n'est pas seulement la paresse, l'inattention, l'inaptitude à l'analyse des enfants qu'il faut vaincre, c'est la résistance organisée de la famille et du milieu ; c'est l'effort pour présenter à l'avance comme partiale et erronée la leçon du maître, et sauvegarder de toute atteinte la doctrine traditionnelle. L'enfant, ainsi façonné, cesse d'être perméable à l'influence du professeur ; il est un facteur d'opposition et d'hostilité, si bien qu'en certaines classes il a été impossible d'évoquer, si impartialement, si sommairement que ce fût, les phases de l'affaire Dreyfus. Le nom, les titres, tant académiques qu'universitaires de M. Lavisse, la réputation de la maison Hachette s'opposent à ce qu'on assigne à leur entreprise commune un dessein de révolution ou de fronde. Le succès même de la publication atteste qu'elle n'a éveillé aucune prévention dans nombre d'intérieurs bourgeois. Beaucoup de conservateurs l'ont acquise, comme l'autorité indiscutable, comme le livre à la mode : c'est pourquoi

l'apparition de cette Histoire peut être, si l'on sait l'utiliser, un événement d'importance ; elle est susceptible de donner au professeur, s'il ne l'a point par lui même, le crédit nécessaire pour convaincre ses élèves et leurs familles de la valeur de son enseignement; elle peut contribuer ainsi à ramener ou à défendre parmi les générations qui montent cette union morale, plus nécessaire que jamais aux jeunes Français d'aujourd'hui.

Est-ce à dire que l'œuvre soit parfaite de tous points? Il serait puéril de le soutenir. Une œuvre aussi vaste ne saurait être à l'abri des critiques, et chacun regrettera de n'y pas trouver satisfaites ses préférences personnelles et ses curiosités. Choisir, abréger, c'est forcément s'attirer des reproches, et créer des mécontents. Mais tous, je crois, quelles que soient leur spécialité, ou leurs inclinations, regretteront certains sacrifices, qui équivalent à de véritables mutilations. La faute n'en est point aux auteurs, elle est inhérente à la délimitation des volumes. A première vue, c'est déjà commettre une rupture d'équilibre, que d'assigner la même place aux trois ans de la Révolution monarchique, aux sept ans de la période républicaine, qu'aux quinze ans de la Restauration, qu'aux dix-huit du règne de Louis-Philippe. Mais une lecture même rapide des différents tomes, montre que la matière n'y est pas uniformément dense. M. Charléty a été singulièrement plus à l'aise avec ses deux volumes pour traiter l'époque 1815-1848, que M. Pariset avec les siens pour évoquer les formidables événements qui ont rempli les années 1792-1815. Un volume supplémentaire aurait été indispensable à ce dernier. Faute de l'avoir, il a dû résumer avec une brièveté déconcertante la politique étrangère de Napoléon et s'en excuser auprès des lecteurs en arguant que cette politique relève de l'histoire générale, et non de l'histoire de France! Il a dû de même passer presque sous silence les travaux des Comités, les débats sur l'instruction publique. Il aurait mieux valu, semble-t-il, arrêter le premier volume au 10 août, le second au 9 thermidor, le troisième à la fin du Consulat. Peut-être l'histoire religieuse a-t-elle particulièrement souffert de ces compressions : on aimerait à trouver sur l'évolution organique et interne des cultes des renseignements plus précis et plus détaillés. Enfin l'illustration appelle une revision, notamment des retouches au texte de certaines légendes. Mais ce sont des vétilles en comparaison de tout ce que la publication présente de commodités et de mérites.

On n'attendra point de nous que nous reprenions chaque volume en détail : ce serait abuser de l'hospitalité de la *Revue* ; il suffira de relever quelques points de méthode et de signaler quelques résultats. M. Sagnac procède en général par larges tableaux : il est préoccupé de montrer, à chaque moment de l'histoire, les forces antagonistes. Peut-être cette manière de faire n'est-elle pas sans inconvénient : elle conduit l'auteur à séparer par un intervalle de plus de 150 pages l'élaboration première et la revision des textes constitutionnels, et semble faire dépendre celle-ci de la fuite à Varennes, alors que, bien auparavant, les intrigues du centre et de la droite tendaient à assurer des garanties supplémentaires aux classes privilégiées ; mais elle a l'avantage de ne pas dérouter le lecteur, et, en fait, ce volume est un de ceux que le grand public suivra le plus facilement. Une autre caractéristique de l'ouvrage est l'importance accordée à l'examen du travail législatif et administratif : le livre II (œuvre de la Constituante) semble avoir été rédigé avec un goût tout particulier. Le grand mérite de Sagnac est d'avoir, après M. Aulard, fait définitivement justice des allégations de Taine. La Révolution n'est point une série d'événements dominés par des partis pris doctrinaires. Les théories philosophiques n'ont pas eu plus d'influence que la pression des circonstances, le souci des intérêts. Ces bourgeois auxquels le peuple avait remis ses droits ont été des opportunistes et des utilitaires. Très souvent ils ont agi comme au hasard, sans but précis. Au début ils se sont appuyés sur le peuple pour résister au roi ; plus tard, ils se sont aperçus avec terreur qu'ils avaient besoin du roi pour dominer le peuple. Pas plus que la guerre étrangère, la guerre religieuse n'était inévitable. Contrairement à la thèse de M. Sciout, nombre de catholiques avaient accepté sans regret les décisions de l'Assemblée et la faute en est surtout à Bernis si l'accord, possible et même aisé entre Rome et Paris, n'a pu être ni réalisé ni même sérieusement entrepris. Le livre consacré à la chute de la royauté, bien que trop bref en certains points, place en bonne lumière l'importance de la révolution démocratique, qui, en juillet 1792, mit aux mains des citoyens passifs les armes, la tribune des clubs et le bulletin de vote, préparant ainsi le 10 août et la dictature de la Commune.

Les deux volumes de M. Pariset sont peut-être les plus neufs et les plus attachants de la collection. Celui qui traite de la Conven-

tion ne ressemble point à l'autre : le premier est comme une histoire anecdotique, un récit au jour le jour. La formation des groupements actifs, leur entrée en scène, leur rôle est noté avec la plus extrême minutie, tandis que le travail des comités est souvent relégué dans l'ombre. Au contraire le second est l'étude également minutieuse des formes gouvernementales, des institutions politiques et des méthodes administratives. M. Pariset a excellemment montré comment Bonaparte était monté au pouvoir suprême, déformant, brisant tout ce qui lui faisait obstacle, et ceux que tenterait un renouveau de gloire napoléonienne n'auront qu'à lire, dans son ouvrage, les effets admirables de ces dix années de despotisme et de guerre. Mais le premier de ces deux tomes incite plus encore à la réflexion. Un certain nombre d'idées s'y font jour, qu'il importe de divulguer. La première c'est que la France a toujours été gouvernée, quel qu'ait été le régime électoral, par une minorité d'hommes d'action. Les abstentions ont été nombreuses, les timides se sont ralliés à ceux qui détenaient la force. Plus la situation a été critique, plus il a fallu déployer d'énergie, incliner les libertés individuelles devant les nécessités du salut public, plus le pouvoir a dû être concentré entre les mains de groupes peu nombreux, de plus en plus résolus. Mais il en résulte que la base du pouvoir est de plus en plus restreinte et fragile, que les chefs font aisément figure de dictateurs, et qu'ils supportent tout l'odieux des mesures édictées. La seconde idée à retenir, c'est l'importance insoupçonnée jusqu'ici de la Plaine. Ces bourgeois modérés, pour la plupart gens de robe, d'esprit délié et subtil, ne sont pas des vedettes aux heures de crise populaire : mais leur rôle, pour ne pas être éclatant, n'en est pas moins de premier plan. Ce sont eux qui assurent la continuité de la Constituante au Directoire, on peut même dire de l'Ancien Régime dont ils connaissent les tares au Consulat dont ils deviennent les fonctionnaires. Ce sont eux qui font prévaloir les traditions monarchiques en fait de politique étrangère, la conquête des frontières naturelles; ce sont eux qui, dans les Comités, étudient les réformes, et, laissant tomber les décrets radicaux, travaillent à faire prévaloir les compromis. Ce sont les Daunou, les Cambacérès, les Target, les Treilhard qui préparent l'œuvre de Bonaparte.

Les deux volumes de M. Charléty sont un véritable ouvrage d'art, nuancé, clair, spirituel; la composition, logique et savante,

n'a rien qui déroute, et l'exposé est d'une netteté remarquable, que rehausse une exquise finesse. C'est une excellente mise au point des travaux antérieurs, d'où il résulte que les principaux problèmes sont connus dans leur ensemble, mais qu'il reste de nombreux détails à élucider. L'on voit par ces pages si pleines de faits et si solides, combien lente a été l'évolution de la France dans la première moitié du XIXe siècle, avec quelles difficultés s'est imposée la civilisation industrielle, et combien paresseux, en cette période du romantisme, s'est montré l'esprit public. Le début du tome VI relatif à la Révolution de 1848 le montre d'une façon plus éclatante encore. Il faut lire les pages que M. Seignobos a consacrées à la formation, aux actes du gouvernement provisoire : elles exposent à merveille combien le hasard, les circonstances ont eu de part aux actes gouvernementaux, et quel désarroi général régna pendant ces quelques semaines. Mais pourquoi vouloir choisir? Comme tout le reste de la collection, ces volumes sont d'une lecture instructive et nécessaire pour les hommes cultivés. Il est impossible d'être vraiment de son temps, si l'on n'a pas acquis, par cet exposé lumineux et profond, la connaissance d'un passé qui est si voisin de nous. Quant aux livres de MM. Gauvain et Bidou, ils soulèvent trop de questions pour qu'on ose ici les apprécier d'un mot, et la lecture du dernier numéro de la *Revue de Synthèse* leur servira mieux d'introduction que les appréciations rapides auxquelles nous devons nous borner.

LÉON CAHEN.

PRINCIPAUX OUVRAGES RÉCENTS

DE

LITTÉRATURE GÉNÉRALE ET COMPARÉE[1]

Le malaise économique dont sont atteintes à des degrés divers la plupart des nations de l'Europe rend bien difficile la publication d'ouvrages comme ceux que nous passons ici en revue, dont la vente est le plus souvent assez limitée, et dont les prix doivent cependant se garder d'être prohibitifs. Aussi faut-il savoir gré aux auteurs et aux éditeurs qui, par des concessions réciproques et des sacrifices communs, maintiennent la tradition de la recherche

1. Longworth Chambrun, *Giovanni Florio, un apôtre de la Renaissance en Angleterre à l'époque de Shakespeare.* Paris, Payot, 1921, in-8°, 226 p. et 13 pl. — George R. Havens, *The Abbé Prévost and English Literature* (Elliott Monographs, n° 9). Princeton University Press et Paris, Champion, 1921, in-8°, IX-135 p. — John Alexander Kelly, *England and the Englishman in German Literature of the eighteenth century.* New York, Columbia University Press, 1921, in-8°, XVII-156 p. — A. Latt, *Intellectual Relations between Great Britain and Switzerland.* Delémont, impr. du *Démocrate,* 1920, in-8°, 16 p. — Vilém Mathesius, *English Literature and the Czecho-Slovaks.* Czech Society of Great Britain, 15 p. — G. Bohnenblust, *Le Génie classique et la Poésie allemande. La Poésie de la Suisse allemande et l'idéal helvétique.* Lausanne et Genève, Payot, 1921, in-12, 63 p. — E. Martinenche, *L'Espagne et le Romantisme français.* Paris, Hachette, 1922, in-8°, 256 p. — L. Reynaud, *L'Influence allemande en France au XVIIIe et au XIXe siècle.* Paris, Hachette, 1922, in-8°, 316 p. — Gustave Cohen, *Ecrivains français en Hollande dans la première moitié du XVIIe siècle.* Paris, Champion, 1920, gr. in-8°, 756 p. et 52 pl. — Zoltán Baranyai, *A francia nyelv és müveltség Magyarországon. XVIII. század* (La langue française et la civilisation hongroise au XVIIIe siècle). Budapest, Pfeifer, 1920, in-12, 175 p. — Arturo Farinelli, *Dante in Spagna-Francia-Inghilterra-Germania* (*Dante e Gœthe*). Turin, Bocca, 1922, in-8°, IX-506 p. — Henri Hauvette, *Études sur la Divine Comédie. La composition du poème et son rayonnement.* Paris, Champion, 1922, in-12, XV-238 p. — Victor Bouillier. *La renommée de Montaigne en Allemagne.* Paris, Champion, 1921, in-12, 64 p. — Leopold von Wiese, *Strindberg und die junge Generation.* Cologne, Rheinland-Verlag, 1921, in-4°, 15 p. — A. Giglio, *Stendhal e la letteratura italiana.* Milan, Hoepli, 1921, in-12, 166 p. — Gustave Dulong, *L'abbé de Saint-Réal.* Tome II : Notes et documents (V : Les adaptations dramatiques de Don Carlos). Paris, Champion, 1921, in-8°, 175 p.

désintéressée du vrai et de l'étude scientifique du passé. Nous avons devant les yeux cette année plusieurs brochures et un certain nombre d'ouvrages importants, dont la plupart sont français : nous sommes heureux de constater que les études d'histoire littéraire internationale se maintiennent chez nous à un niveau élevé et prennent, d'année en année, plus de diffusion et plus d'autorité.

Le nom de Florio n'évoque guère, en général, que le souvenir du traducteur de Montaigne à qui les *Essais* ont dû leur grand et durable succès en Angleterre. Mme Longworth Chambrun a étudié de très près sa vie — dont on sait malgré tout assez peu de chose — ses relations avec les nobles et les lettrés de son temps — la plupart de ces nobles sont en même temps des lettrés et même des poètes — et particulièrement avec Shakespeare, qui lui dut beaucoup. Cet Italien d'origine, qui s'est fait par ses dictionnaires un des principaux introducteurs de la langue italienne en Angleterre, est un des nombreux intermédiaires qui ont facilité l'italianisme dans la Renaissance anglaise ; par lui-même il n'offre aucune valeur intéressante. Sa traduction de Montaigne compte parmi les grandes traductions qui naturalisent un écrivain dans une nation étrangère, et dont l'importance est de premier ordre dans l'histoire littéraire : Florio, réédité encore de nos jours, prend place à côté de Chapman, d'Amyot, de Le Tourneur, de Schlegel et Tieck. — L'auteur de cette substantielle monographie fait preuve de beaucoup d'érudition, publie des documents inédits ou peu connus, discute les faits de près; la partie consacrée à Shakespeare est très intéressante. Comme dans beaucoup de travaux récents, ce sont les connaissances générales d'histoire littéraire qui laissent à désirer. Peut-on dire que vers 1600 « en France une jeune école venait de naître; la saine et large philosophie de Montaigne se substituait à l'opportunisme complexe de Machiavel » ? — Pourquoi deux tables des matières et pas d'index ? Les textes anglais sont reproduits avec l'orthographe du temps; les textes italiens aussi, et celle de Florio est particulièrement fantaisiste dans les deux langues ; mais il arrive trop souvent que les *s* italiques sont prises pour des *f*, ce qui rend certains mots peu intelligibles. — Il paraît que Florio collabora avec W. Vaughan à la traduction partielle des *Ragguagli di Parnaso* de Boccalini, sous le titre de *The new-found Politicke*, ouvrage qui parut en 1626, un an après sa mort ; Mme Longworth Chambrun n'en dit rien.

Les deux livres consacrés jusqu'ici à l'abbé Prévost (Harrisse et Schrœder) ne traitaient qu'incidemment de son rôle comme intermédiaire en France de la littérature anglaise. M. Havens consacre une étude précise et détaillée à cette question; à vrai dire, c'est presque exclusivement un dépouillement méthodique du *Pour et Contre*, le journal de Prévost, dont les 20 volumes (1733-1740) offrent un des premiers monuments des rapports intellectuels anglo-français. La partie la plus neuve de l'ouvrage est la restitution à des écrivains anglais, et notamment à Rowe et à Gildon, des appréciations très favorables à Shakespeare que Prévost a insérées dans son journal, et dont les historiens les mieux informés de Shakespeare en France, MM. Jusserand et Baldensperger, lui savaient beaucoup de gré comme dénotant chez ce Français un heureux élargissement du goût littéraire. Sans doute, l'influence de Prévost à cet égard n'en subsiste pas moins, puisque ses feuilles, qui étaient assez répandues et assez goûtées, ont pu contribuer à faire naître en France, et en général sur le continent, une plus juste appréciation des beautés de Shakespeare; mais son mérite personnel en est bien diminué. — Le livre de M. Havens est bien intéressant, mais parfois un peu diffus et un peu jeune de pensée et d'expression. L'auteur passe en revue, dans une série de courts chapitres, les jugements de Prévost sur neuf écrivains anglais; et ces écrivains sont rangés, sauf Shakespeare qui s'avance en tête et Lillo qui ferme la marche, dans l'ordre alphabétique; ordre très facile à suivre, mais très inintelligent, qui met Milton, par exemple, entre Addison et Steele.

Le livre de M. Kelly sur l'Angleterre et les Anglais dans la littérature allemande au XVIIIe siècle est, lui aussi, surtout un dépouillement : l'auteur n'a guère puisé que dans les récits de voyages, alors que la littérature, qu'il a insuffisamment utilisée, aurait pu lui fournir nombre d'autres textes instructifs. Et cependant son ouvrage n'est pas non plus une Histoire des voyages d'Allemands en Angleterre, dans le genre des *Viajes en España* de M. A. Farinelli. Le travail a quelque chose de mécanique, et l'auteur ne domine pas assez son sujet : des faits d'importance très inégale sont mis sur le même plan. Cette impression des Allemands sur l'Angleterre, impression presque toujours favorable, on pouvait tâcher de l'expliquer. Surtout elle n'est pas un fait isolé : elle est en grande partie conditionnée par le rôle que joue à cette

époque l'Angleterre dans l'opinion européenne. Est-il certain que les impressions qu'en rapportaient les Allemands fussent « totally unaffected by anything like a political bias » (p. XI)? Leurs ouvrages ont-ils été assez lus pour être « of the greatest importance in moulding German opinion » (*ib.*)? L'auteur remarque (p. 114-115) que les témoignages sont contradictoires en ce qui concerne l'humeur sombre ou gaie des Anglais; mais peut-être faudrait-il d'abord mieux définir les termes et les classer. En pareil sujet, un peu de finesse psychologique était nécessaire. Dans le roman de Sophie La Roche, *Fräulein von Sternheim* (1771), l'héroïne tient de sa grand'mère, une Anglaise, « un sérieux aimable, une politesse noble et décente... une bonté adorable, et la plus délicate sensibilité de l'âme »; et Wieland, qui a revu le roman, ajoute en note : « un peu partial ». — D'ailleurs le livre de M. Kelly est intéressant à lire; mais son point de vue est trop étroit, son analyse manque de profondeur.

Je signalerai rapidement trois brochures. Celle de M. Latt contient une conférence faite à Oxford et à Cambridge sur les rapports universitaires et intellectuels entre la Suisse et l'Angleterre; c'est plutôt une liste qu'une véritable étude. Quelques erreurs à signaler : le livre de Muralt, publié en 1725, ne marque pas « la victoire définitive de ce qui a longtemps été appelé *l'anglomanie du XVIIIe siècle* », il en marque au contraire le début; les *Alpes* de Haller n'ont pu être « grandement influencées par Young », car elles ont paru en 1732 et les *Nuits* de 1742 à 1745; on ne peut dire que Mme de Staël soit « restée obstinément Anglaise ». — La brochure de V. Mathesius, publiée par la Société Tchèque de Grande-Bretagne, résume la diffusion en Bohême de la littérature anglaise, notamment de Shakespeare, joué en tchèque depuis 1785, d'après la traduction allemande il est vrai, et objet d'un véritable culte, souvent joué, souvent traduit au XIXe siècle. — Celle de M. Bohnenblust, savant suisse, successeur de notre compatriote M. Tonnelat à l'Université de Genève, et successeur de M. Maurer à celle de Lausanne, contient les deux « discours inauguraux » qu'il a prononcés en prenant possession de ces deux chaires. Le premier rappelle ce que doit le génie allemand au génie grec; le second caractérise l'helvétisme des principaux écrivains suisses modernes. Tous deux sont fort agréables à lire, sans apporter naturellement rien de nouveau. La dernière strophe de l'*Hymne à*

l'Être Suprême de Désorgues (1794) que l'auteur cite pour conclure son second discours, est tout simplement traduite de la *Prière Universelle* de Pope.

M. Martinenche ajoute un troisième volume à son Histoire de l'influence espagnole sur la littérature française, commencée il y a bien longtemps par *La Comedia espagnole en France de Hardy à Racine* et continuée par *Molière et le théâtre espagnol*. Il aborde cette fois la dette des romantiques français envers l'Espagne; mais il ne traite pas du conte et du roman, ni des voyages; il n'est question ici que de poésie et de théâtre. Après avoir rappelé, dans une judicieuse Introduction, la nécessité, pour comprendre notre romantisme, d'y voir un aspect d'un phénomène européen, et de ne pas négliger l'importante contribution de l'Espagne, il examine d'abord ce que nos Romantiques connaissaient ou croyaient connaître de l'Espagne, soit par notre littérature de l'âge classique, soit par les témoignages datant de l'Empire et de la Restauration, soit par les ouvrages d'histoire littéraire qu'ils ont pu pratiquer. Puis il étudie le parti qu'ils ont tiré des romances, notamment Abel Hugo et l'auteur des *Orientales*; il consacre deux chapitres à l'Espagne dans le drame et dans le mélodrame; enfin il analyse de près l'inspiration espagnole dans *España* de Théophile Gautier et surtout dans la *Légende des Siècles*. L'étude minutieuse des sources est particulièrement développée en ce qui concerne les romances, le théâtre de Clara Gazul, les drames de Hugo, la *Légende des Siècles*; sur ce dernier point M. Martinenche complète M. Berret, dont on connaît les beaux travaux sur les sources de Victor Hugo. A propos de *Hernani* et de *Ruy Blas*, l'auteur réagit contre les critiques souvent exagérées que les Espagnols ont adressées à la documentation de Hugo. Celui-ci remplit à lui seul presque la moitié du volume. Il résulte des études de M. Martinenche qu'il a en somme, malgré un bagage insuffisant et pas mal d'erreurs matérielles, singulièrement bien senti et bien rendu la couleur espagnole : il possédait la divination du génie. — L'ouvrage est d'une lecture attrayante, et par son sujet et surtout par la manière dont il est écrit. Peut-être aurait-on pu mieux expliquer ce que les Romantiques français aimaient dans l'Espagne, et montrer en quoi leur conception était différente de celle des Romantiques allemands qui les avaient précédés; à vrai dire, ce n'est pas la même Espagne que les uns et les autres ont vue ou imaginée. Même à ne pas sortir

de la littérature française, on pouvait mieux marquer l'évolution de l'idée qu'elle se faisait de l'Espagne de 1810 à 1850 à peu près. Il me semble que M. Martinenche défend un peu trop l'Inquisition qui a « assuré l'unité religieuse de la nation » (p. 111). Ce résultat, d'abord, était-il désirable ? et ensuite, par quels moyens a-t-il été obtenu ? — « La grande période d'activité du romantisme va de la révolution de 1830 à celle de 1848, ou, si l'on préfère des dates littéraires, du triomphe d'*Hernani* à la chute des *Burgraves* » (p. 13). Mais d'abord, 1843 n'est pas 1848; ensuite il est difficile de ne pas comprendre les années 1822 à 1830 dans la grande période d'activité du romantisme. C'est l'époque des cénacles, des discussions, des préfaces à grand effet; c'est pendant ces années-là que s'écrivirent les *Ballades*, *Eloa*, *Le dernier chant du pèlerinage d'Harold*, les *Études* de Deschamps, les *Orientales*, les *Contes d'Espagne et d'Italie*, *Marion Delorme*, *Henri III et sa cour*, *Racine et Shakespeare*, la *Préface de Cromwell*... A certains égards, 1830 est un aboutissement, et presque une fin.

J'ai rendu compte ici-même du livre de M. Reynaud consacré à l'*Histoire générale de l'influence française en Allemagne* (1914). Son dernier ouvrage traite de l'influence inverse, celle de l'Allemagne sur la France au cours des deux derniers siècles : en réalité, la période qu'il embrasse s'étend de 1750 environ à 1914, et présente à cet égard une unité assez nette. Il la divise en deux parties : *La Brèche* (1750-1814); *L'Invasion* (1814-1914). Ces sous-titres ont quelque chose de belliqueux; les titres des chapitres ne le sont pas moins : *Les ravages de Werther... La campagne germanophile... La victoire du germanisme... Lendemains de défaite.* Le ton de l'auteur est à l'unisson : « folliculaire à la solde de Berlin (en 1750-60?) — marchandise tudesque — hystérie gessnérienne » ; ces expressions se trouvent en quelques pages Et sa thèse surtout est nettement une thèse de combat. Il fait l'historique, aussi complet que le lui permettaient les dimensions de son ouvrage, de l'influence allemande en France; il résume et fond dans son texte, d'une manière généralement très précise et très heureuse, une quantité de recherches de détail qui font de ses notes une bibliographie très commode du sujet; mais il n'est pas de ceux qui écrivent l'histoire *ad narrandum, non ad probandum* : de la première ligne à la dernière, il veut prouver, et ce qu'il veut prouver tient en quelques mots. L'influence allemande, d'après lui, a été

presque tout entière et presque toujours néfaste à l'esprit français. Elle a contribué plus que toute autre à saper l'esprit classique, qu'elle a remplacé par le romantisme, la discipline sociale, qu'elle a remplacée par l'individualisme anarchique, le spiritualisme, qu'elle a remplacé par le panthéisme ou le matérialisme. De même que les Germains avaient détruit l'Etat romain, de même les Allemands ont contribué à détruire l'âme française. L'histoire de l'influence allemande en France est faite de ces attaques successives, toutes couronnées de succès, toutes funestes : les principales vagues d'assaut sont le succès de Gessner, celui de *Werther*, l'*Allemagne* de Mme de Staël, l'engouement des romantiques français, Michelet et Quinet, Taine et Renan, Wagner et le wagnérisme. Il est aisé de voir que les idées de M. Reynaud se rattachent aux deux campagnes qui sont menées depuis quelques années, l'une contre le romantisme français, l'autre contre les méthodes récentes de notre enseignement supérieur. Pour lui le génie français se confond avec le génie classique, fait d'ordre, de clarté, de soumission des instincts à la raison, de discipline sociale et morale consentie; il voit dans l'Allemagne l'ennemie héréditaire de cette forme d'esprit. Dans cet implacable exposé, on aperçoit à peine quelques rares concessions; parfois l'auteur laisse apercevoir que tout n'était pas funeste dans ce que nous prenions à l'Allemagne; mais l'impression générale et constante est celle d'un réquisitoire, bourré de documents, éloquent, mais âpre et passionné. On est tout étonné en arrivant à la fin de l'ouvrage de lire une page et demie (p. 305-306) consacrée à montrer ce que la pensée française a gagné au contact de l'Allemagne. Et malgré ce remarquable résumé, où apparaît une impartialité que l'auteur annonce, mais qui ne se laissait guère apercevoir dans le reste de l'ouvrage, la conclusion du livre n'en reste pas moins la même: la France, trop longtemps « esclave de la culture germanique » doit reprendre ses traditions et retrouver son caractère propre.

On voit la thèse : il est impossible dans un bref compte rendu de la discuter dans le détail. Le parti-pris évident de l'auteur fait tort aux grandes qualités de son ouvrage; d'autant plus que ce qu'il y a de vrai dans ses conclusions se serait aussi bien dégagé d'un exposé plus nuancé, fait d'un ton plus calme et plus réservé. Les idées de M. Reynaud ne datent pas de la guerre, nous le savons; mais on sera tenté de voir dans son livre un livre de guerre, ou

tout au moins d'après-guerre, et cette idée empêchera, je le crains, surtout à l'étranger, d'en apprécier comme elles le méritent les solides qualités. P. 29 : au XVIIIe siècle ce sont des Allemands qui traduisent pour la France les livres allemands. Naturellement, puisqu'en 1754 « il n'y avait peut-être pas trois écrivains français sachant cette langue » p. 25[illegible]. — P. 52 : Fréron est mort en 1776. — Dans toute cette première partie l'auteur admet beaucoup trop aisément la thèse de Texte sur les origines étrangères de la pensée de Rousseau, thèse qui est éminemment discutable. — P. 77-78 : tout ce qui est dit de la conversion de Chateaubriand et des buts moraux qu'il se propose dans ses écrits est trop emprunté à Chateaubriand lui-même; la critique récente a beaucoup rabattu de ses assertions. L'effet moral de *René*, à supposer qu'il ait réellement été voulu par l'auteur, s'est-il produit? On sait bien que non, et que jamais il n'a servi d'antidote à *Werther*; mais M. Reynaud montre quelque tendresse pour Chateaubriand, qui n'est pas teinté de germanisme. — P. 96 (note); il est inexact de dire que le *Villers* de M. Wittmer est écrit « d'un point de vue très germanique », malgré la phrase citée p. 99 (note).

Le magnifique volume de M. Gustave Cohen nous transporte sur un terrain moins brûlant. Longtemps chargé de l'enseignement du français à l'Université d'Amsterdam, il a pu faire sur place toutes les recherches nécessaires pour écrire l'histoire des écrivains français en Hollande dans la première moitié du XVIIe siècle; il replace dans leur cadre ces soldats qui s'enrôlaient au service des Provinces-Unies, ces étudiants et ces professeurs qui venaient de France apprendre ou enseigner à l'Université de Leyde, nouvellement fondée, mais déjà florissante, dans un pays où le négoce n'a jamais nui à l'étude désintéressée; ces hommes de pensée qui y trouvaient la liberté de méditer et d'écrire sans craindre les rigueurs du pouvoir. En somme, ce livre est composé de trois livres : le premier est surtout consacré à Jean de Schelandre, l'auteur de *Tyr et Sidon*, de qui nous suivons de près la carrière militaire; le second nous initie à la vie universitaire de Leyde, où s'inscrivirent comme étudiants Balzac et Théophile, où enseignèrent Joseph Scaliger et Saumaise; le troisième est rempli par Descartes, dont le long séjour en Hollande est raconté avec une précision qu'on n'avait pu atteindre jusqu'ici Aussi, ce qui manque un peu à ce gros volume, c'est l'unité, ou plutôt la cohésion des

parties, car ce sont trois chapitres d'une même histoire. Les pièces d'archives découvertes ou publiées pour la première fois, l'illustration très remarquable et très abondante, et surtout le style vivant, ardent, rendent cet ouvrage aussi agréable à parcourir ou à consulter que scientifiquement neuf et solide. On ne peut s'empêcher de partager la sympathie allègre de l'auteur pour ses héros, son respect pieux pour les lieux où enseigna un Scaliger, où médita un Descartes. On admire aussi, en notre temps d'économies budgétaires, le « pont d'or » que faisait à Scaliger l'Université de Leyde pour qu'il daignât venir l'honorer de sa présence, sans avoir à donner aucun enseignement; et la proposition que fit le gouvernement français à Saumaise, en 1644, de lui servir une pension de 6.000 livres, « pour lui donner moyen... de produire avec repos et tranquillité d'esprit ce que ses longues et laborieuses études lui peuvent fournir de plus rare et de plus exquis ». Six mille francs en 1644! et pour travailler en toute liberté! — L'Université d'Utrecht, fondée en 1636, celle de Groningue, fondée en 1614, n'ont-elles pas compté d'étudiants ni de maîtres français? Il n'est question que de Leyde dans la deuxième partie. — P. 209 : le latin de Scaliger est mal traduit : cette maxime peut se rendre par : La vie humaine est un jeu de hasard, dans lequel on est aussi peu certain de gagner qu'on est assuré de perdre. — P. 378 : *versatus est* est au parfait : *a fréquenté*. En note, il faut lire, troisième ligne : *gaudio studendi utatur*. — P. 383 : il semble bien tout de même que cette « science complètement nouvelle » (et non pas : « presque nouvelle » : *penitus novam*) qui vise à « résoudre complètement toutes les questions proposées sur n'importe quel ordre de quantités continues ou discontinues » soit la géométrie analytique. — On a dit avec raison à M. Cohen qu'il avait bien servi la France par son livre, après l'avoir servie glorieusement sur le champ de bataille; et le succès de ce livre, dont, en dépit de son prix élevé, toute l'édition a été épuisée en moins de deux années, montre assez combien il a été apprécié en France et à l'étranger.

Je me contente de signaler, dans le même genre d'études, la petite histoire de la diffusion de la langue française en Hongrie au XVIIIe siècle, que M. Z. Baranyai a donnée en magyar, et que ceux qui possèdent cette langue pourront mieux analyser pour le lecteur français. L'auteur étudie successivement la langue française dans les familles nobles, dans les écoles; il cite quantité de poésies

en français écrites par des Hongrois, la plupart nobles, et dont certaines ont été adressées à Voltaire, qui répondait par quelques mots aimables, surtout quand l'envoi était accompagné d'excellent vin de Tokai ; il passe en revue les grammaires et les manuels de conversation. Il part du livre de notre regretté compatriote Kont sur la littérature française en Hongrie, et précise avec beaucoup de soin ce qui concerne notre langue, qui remplace le latin et l'emporte sur l'allemand dans la plupart des cas.

Parmi les nombreux articles ou livres que le sixième centenaire de la mort de Dante a fait éclore un peu partout l'année dernière, le beau volume de M. Farinelli offre un exceptionnel intérêt. On sait la place qu'occupe l'auteur dans les études d'histoire littéraire européenne. Il y a deux ans, la reconnaissance et l'admiration de ses élèves et de ses amis italiens et étrangers célébrait son cinquantième cours de littérature par la publication d'un gros volume, *L'opera di un maestro* (Turin, Bocca, 1920) qui donnait à ceux qui ne le connaissaient pas bien, et même à ceux qui avaient étudié quelques-uns de ses ouvrages, une idée de la prodigieuse activité, de l'immense érudition du professeur et du savant. L'auteur de *Dante e la Francia* (Milan, 1908, 2 vol.) connaît trop bien la trame complexe des influences internationales qui soutiennent et expliquent l'histoire littéraire de l'Europe pour ne s'être pas plu à suivre la destinée hors de son pays du plus grand poète de l'Italie. L'ouvrage qu'il vient de publier se compose d'une introduction générale intitulée *Reflets de Dante à travers les siècles*, qui marque, dans l'ensemble des lettres européennes, les vicissitudes de la diffusion et de l'influence de la *Divine Comédie* (car les autres ouvrages du poète comptent beaucoup moins ici) de génération en génération, en Italie et à l'étranger ; morceau éloquent et solide, où l'élévation des sentiments, la beauté poétique de l'expression, n'empêchent pas d'apercevoir que d'innombrables faits précis étayent chaque développement ; — d'une étude considérable sur *Dante en Espagne au moyen âge* (y compris la littérature de langue catalane, à laquelle l'auteur ne manque jamais de donner sa juste part) ; — d'une lettre adressée à la *Nouvelle Revue d'Italie*, où elle a paru en français (1921) à propos de *Dante e la Francia*, en vue d'une éventuelle réédition ; — d'une étude sur *Dante en Angleterre* ; — enfin d'une autre sur *Dante et l'Allemagne au siècle de Goethe*, *Dante et Goethe*. Les trois parties les

plus importantes du volume, consacrées à l'Espagne, à l'Angleterre et à l'Allemagne, sont de véritables monuments d'une immense lecture, d'une érudition critique et minutieuse, d'une bibliographie toujours tenue au courant, mais aussi d'une tendance philosophique assez rare dans les travaux de ce genre, d'un profond sentiment des véritables valeurs littéraires, d'un haut idéalisme, d'une expression souvent éloquente, et plutôt encore poétique, toujours vivante, ardente, qui ne laisse jamais faiblir l'intérêt, même au milieu des broussailles de l'érudition. L'union de ces deux caractères, qui paraissent d'abord contradictoires, la poésie de sentiment et d'expression, l'exactitude minutieuse de l'investigation scientifique, est ce qui frappe dans tout ce qu'écrit M. Farinelli. Cet immense savoir, cette connaissance précise et détaillée de tant de littératures, et ce qui est plus important encore, cette familiarité intime avec les grandes œuvres où chaque nation reconnaît le mieux son génie, de Calderón à Ibsen et de Molière à Goethe, cette prodigieuse information de tout ce qu'on a écrit sur tant de sujets dans tant de périodiques et en tant de langues diverses, sont des avantages que ce savant partage avec bien peu d'autres ; mais ils ne l'aveuglent pas sur le véritable but de l'histoire littéraire, qui est de faire connaître, de faire revivre des esprits et des âmes. Tout ce qui n'est pas influence réelle d'âme sur âme, prise de contact spirituel, tout ce qui n'est que citations, allusions, utilisation de thèmes, imitation par le dehors, l'intéresse visiblement de moins en moins. « L'histoire, dit-il ici-même (p. 239), c'est une pensée qui s'élabore, c'est la vie qui se développe, c'est la respiration spirituelle. »

Les trois grandes études qui constituent la plus grosse part de ce volume sont, sous leur forme primitive, des comptes rendus publiés dans des revues. L'auteur n'a eu qu'à les compléter çà et là pour les mettre au courant. C'est qu'un compte rendu de M. Farinelli n'est pas un compte rendu ordinaire. Pour prendre les exemples que fournit ce volume, un livre sur les débuts de l'influence italienne en Espagne provoquait de sa part un examen critique qui ne remplissait pas moins de 104 pages très serrées ; il en consacrait au moins autant au livre de Toynbee sur Dante en Angleterre ou au mémoire de Sulger-Gebing sur Goethe et Dante. Son érudition est telle que sur de nombreux sujets il en sait autant ou plus que l'auteur qui a consacré souvent des années à

l'élaboration pénible d'un travail d'histoire littéraire. Ces comptes rendus ne visent pas tant à critiquer l'ouvrage considéré qu'à le compléter : souvent ils le doublent, et il ne doit pas être consulté sans ce complément nécessaire.

Pour n'insister que sur un point qui nous touche plus directement, l'auteur de *Dante e la Francia* a éprouvé le besoin de reparler de son livre au public et aux savants français. La destinée de Dante en France avant le romantisme (et l'investigation de M. Farinelli s'arrête au siècle de Voltaire) est peu brillante ; à part Christine de Pisan (une Italienne) et Marguerite de Navarre, il n'a pas de disciples dont il ait fécondé l'esprit. A cet égard, le sujet était ce qu'on appelle un faux bon sujet. L'auteur l'a rendu riche et intéressant en écrivant à propos de Dante une sorte d'histoire de l'influence italienne en France, qui devient souvent une histoire psychologique de la littérature française. Mais il reste que la France ayant jusqu'au XIXe siècle mal connu et mal compris Dante, ces deux volumes, avec la citation d'Amiel qui les termine, pouvaient être considérés comme spécialement destinés à montrer une lacune de l'esprit français. Nous savons bien que telle n'était pas l'intention de l'auteur, qui aime la France, qui parle avec admiration et respect de nos savants, dont plusieurs ont été ses maîtres. — P. 253 : le texte cité de Catherine Taylor est fort clair et ne dit pas ce que l'auteur lui fait dire. Il y a, dit-elle, des manuscrits français du Xe siècle, tandis qu'on n'en connaît pas d'italiens avant 1200. N'est-il pas merveilleux que la *Divine Comédie* ait paru à la fin de ce siècle ? (du XIIIe et non du XIIe ; elle n'est en avance que de quelques années). — P. 265, l'auteur cite un passage de Young, *Conjectures sur la composition originale*, qu'il applique à Milton considéré comme trop *gothique* et pour cela inférieur à Shakespeare ; mais ce n'est pas cela du tout : ce passage s'applique à Pope, traducteur d'Homère, qui a eu le tort d'après Young de se servir de la rime, de ne pas résister à « the temptation of that Gothic Daemon », au lieu d'écrire dans le *blank verse* de Milton. Même page : les cathédrales « gothiques » françaises auxquelles l'auteur fait allusion ne sont pas en marbre, et le XIIIe siècle, époque où elles se sont élevées de toutes parts, ne peut plus être appelé un âge « barbare et chaotique ».

Le petit volume de M. Hauvette sur la *Divine Comédie* appartient pour la moitié environ à l'histoire littéraire internationale. Des

neuf morceaux dont il est composé, nous devons, en effet, retenir ici ceux qui ont pour titres : *Dante et la pensée moderne*, conférence faite à la Sorbonne à l'occasion de l'anniversaire de la mort du poète ; *Dante dans la poésie française de la Renaissance*, ancien article de 1899 complété en note pour la bibliographie et quelques détails ; *Dante et la France*, étude écrite en marge du *Dante e la Francia* de M. Farinelli, et qui reparaît ici très modifiée ; enfin, *Les Sources arabes de la Divine Comédie*, compte rendu de l'ouvrage de M. Asín Palacios : *La Escatologia musulmana en la Divina Comedia*. Pour dire tout de suite mon avis sur ces dernières pages, je trouve M. Hauvette bien sévère pour les conclusions, très hardies sans doute, qu'apporte le savant arabisant espagnol, et dont j'ai eu occasion de dire un mot ailleurs (*Revue de Littérature comparée*, 1922, n° 2). D'après M. Asín Palacios, Dante aurait emprunté le plan et certains détails du monde de l'au delà à la tradition islamique, représentée surtout par les écrits d'un mystique du XIIIe siècle, Ibn Arabi de Murcie. Je reconnais, comme M. Hauvette, que la thèse n'est pas directement et absolument prouvée ; mais les arguments méritaient d'être serrés de plus près et moins cavalièrement repoussés. Que les Espagnols chrétiens se soient peu servis de Ibn Arabi (p. 223), cela ne fait rien à l'affaire. Que Brunetto Latini n'ait été le maître de Dante que vingt ans plus tard (p. 222), cela n'empêche pas qu'il ait pu lui apprendre ce qu'il savait des traditions islamiques. Je crois, moi aussi, et je l'ai dit, que le savant espagnol aurait pu préciser ce qui concerne cet intermédiaire possible; je crois, moi aussi, qu'il appartient aux arabisants de nous dire ce que valent dans le détail les rapprochements qu'il multiplie ; c'est pourquoi, pour rendre compte d'un tel ouvrage, j'ai demandé la collaboration d'un spécialiste autorisé. Si « un célèbre orientaliste italien » (p. 225) s'est prononcé en faveur de ces conclusions, c'est déjà quelque chose. L'article de M. Hauvette est très spirituel ; on le voudrait moins ironique (« suprême habileté » — « le petit jeu des rapprochements » — « méthode tendancieuse ») et plus sérieusement sympathique.

M. Hauvette a été un des premiers jadis à s'occuper des quelques échos qu'a trouvés le poème de Dante dans la France de la Renaissance : le travail qu'il réédite ici, complété et mis au courant, est intéressant et utile. Son étude à propos de *Dante e la Francia* de M. Farinelli est consacrée à quelques points parti-

culiers : le rôle de la poésie provençale dans l'œuvre de Dante ; son misogallisme et ses causes ; sa paternité supposée du recueil de sonnets *Il Fiore*, qui résume le *Roman de la Rose*. — On lira avec le plus vif intérêt la conférence *Dante et la pensée moderne*, dans laquelle l'auteur essaie de dégager les raisons qui ont rendu Dante plus vivant et plus sympathique aux lecteurs européens, au XIXe siècle et depuis, qu'il ne l'avait jamais été.

La brochure de M. Bouillier sur Montaigne en Allemagne résume beaucoup de travail en peu de pages; c'est une revue sommaire, mais nette, des principaux écrivains allemands qui l'ont cité ; on n'ose dire : qui l'ont imité, et encore moins : qui ont subi son influence. Le seul qui l'ait vraiment aimé et qui l'ait mis très haut est Nietzsche. Ainsi Montaigne n'a joué à peu près aucun rôle dans l'histoire des idées et de la littérature en Allemagne. M. Bouillier indique rapidement, au début, les causes possibles de ce fait : l'état d'affaiblissement et de misère du pays au début du XVIIe siècle, au moment où Montaigne était nouveau et se naturalisait si brillamment en Angleterre; les influences françaises plus récentes qui s'exercent sur l'Allemagne pensante du XVIIIe siècle, et qui laissent Montaigne dans l'ombre. Ajoutons que le français de Montaigne devait paraître difficile à des étrangers qui lisaient pourtant couramment le français de leurs contemporains ; or, les *Essais* n'ont été traduits en allemand qu'en 1753. Le passage de Ranke cité p. 38 est intéressant : d'après lui, Montaigne, en se peignant, n'a pas peint l'homme, comme on le répète couramment, mais le Français. — Je signale rapidement la conférence de M. von Wiese sur Strindberg et la jeune génération. Strindberg paraît bien connu en Allemagne, presque autant que dans la Suède, son pays. L'auteur de ce court essai considère son absolu pessimisme comme fortifiant pour les natures énergiques.

On sait combien les travaux sur Stendhal se multiplient depuis quelques années : publications d'inédits, rééditions, éditions critiques, études biographiques ou littéraires, constituent déjà toute une bibliothèque. Le petit livre de M. Giglio sur Stendhal et la littérature italienne n'y ajoute rien de bien important. La table des matières est trop concise, la bibliographie est insuffisante, et il manque un index. Cependant le sujet était certes important : Stendhal, qui de Grenoblois se faisait Milanais, qui voulait être considéré comme tel, ne jure, surtout dans une période de sa

carrière, que par les lettres et les arts italiens ; il s'essaie à écrire dans cette langue — avec quelle insuffisance, les morceaux de son *Romanticismo nelle arti* publiés dans le dernier numéro de la *Revue de Littérature comparée* (1922, n° 4) le montrent suffisamment — ; il est intéressant de voir ce qu'il savait et ce qu'il pensait de la littérature italienne. Or, le plan suivi par M. Giglio ne permet pas de s'en rendre bien compte. Il examine successivement les quatre périodes de la vie de Stendhal : c'est aller au devant des répétitions. Il devait nous donner : 1° le tableau de ce que Stendhal savait de la littérature italienne, en enregistrant historiquement ses acquisitions successives ; 2° sa réaction au contact des écrivains italiens, son attitude notamment à l'égard de l'école romantique de Milan ; 3° la manière dont il a parlé de la littérature italienne dans ses ouvrages et ce qu'il a pu en faire connaître et goûter en France. Faute d'être bâti solidement et d'après les nécessités organiques du sujet, le livre de M. Giglio n'offrira pas grande utilité. C'est un résumé assez décousu, même négligé, souvent un peu vulgaire de forme et d'expression, qui paraît fait très vite, et qu'on attribuerait plutôt à un étudiant encore peu au courant des exigences d'un travail d'histoire littéraire qu'à un *professeur docteur*.

M. Gustave Dulong a joint à sa thèse importante sur l'abbé de Saint-Réal un volume complémentaire de notes et documents, qui contient une centaine de pages sur *Les Adaptations dramatiques de Don Carlos*. C'est, on le voit, une étude toute différente de celles que nous venons de parcourir, et c'est pourquoi je la place à la fin de ce compte rendu. C'est l'histoire d'un thème poétique comme il en a été fait un grand nombre, notamment en Allemagne ; mais il s'agit ici d'un thème poétique d'origine purement historique. Le succès européen de la nouvelle de Saint-Réal consacrée à Don Carlos a invité force auteurs dramatiques à traiter ce sujet, en partant de Saint-Réal et non de la vérité historique. M. Dulong étudie successivement onze pièces qui ont pour sujet ou l'aventure même de Don Carlos ou du moins la rivalité amoureuse d'un père et de son fils : il va ainsi de Racine (*Mithridate*) à Verhaeren. Il rattache ces pièces les unes aux autres et à leur origine commune, Saint-Réal, et démêle habilement les sources de chacun des auteurs. Ce tableau, qui pourrait être monotone, offre, ainsi présenté, beaucoup d'intérêt, parce

que les analyses sont vivantes et la discussion précise. M. Dulong s'est servi de la plupart des travaux qui ont précédé le sien. Il a trouvé dans Elster l'essentiel sur la genèse du *Don Carlos* de Schiller, le plus important et le plus intéressant de tous ceux qu'il étudie ; mais il aurait pu remonter aux deux dissertations de Müller et de Löwenberg. Surtout on regrette qu'il ne se soit pas servi du livre essentiel de Ezio Levi, *Storia poetica di Don Carlos* (Pavie, Mattei, 1914, in-12, 435 p.), livre très complet et très intéressant, avec lequel le sien, sur beaucoup de points, ne peut que coïncider, tout en restant moins complet. Sans doute le travail de M. Dulong aura été fait avant la guerre, mais il a été mis au point et terminé depuis, puisqu'il cite la réimpression allemande de la nouvelle de Saint-Réal parue en 1914. Je passe naturellement sur les pièces espagnoles, antérieures à Saint-Réal, qu'étudie M. Ezio Levi ; l'auteur n'a peut-être pas pu rencontrer deux ou trois pièces italiennes sans grande importance qu'il cite en note, mais on s'attendrait à voir étudié avec quelque détail le *Don Carlos* en vers de La Motte-Fouqué (1804), drame romantique schlégélien, imité, d'après M. Levi, de celui d'Enciso, et fortement teinté de Shakespeare et de Calderón, plus intéressant assurément que certaines des pièces analysées ici.

Paul Van Tieghem.

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

LA MENTALITÉ PRIMITIVE ET L'HISTOIRE

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT [1]

L'ouvrage récent de M. Lévy-Bruhl sur la *Mentalité primitive* complète le livre du même auteur, antérieur de douze ans : *Les Fonctions mentales dans les sociétés inférieures* [2]. Tous deux se corroborent si adéquatement, que le titre du second conviendrait à l'œuvre entière, œuvre d'introduction à la science des peuples non civilisés.

Le premier de ces deux travaux envisageait la pensée des primitifs sous le biais du principe d'identité, et constatait que les « sauvages », peu sensibles à la contradiction, admettent outre leurs idées une sorte d'osmose mutuelle qui rend tout concept perméable à un autre concept : cette loi de participation marquerait le stade « prélogique » de la réflexion humaine. La curiosité de l'investigateur se porte maintenant avec prédilection sur la notion que se font de la causalité les peuples inférieurs. A travers une extrême richesse d'illustrations concrètes, on établit que ces peuples, inattentifs à ce que nous appelons les causes secondes, ou, pour parler comme Stuart Mill, aux « antécédents constants et inconditionnels » des faits, ne s'intéressent qu'aux causes premières, c'est-à-dire à la détermination de facteurs censés spontanés, auxquels serait attribuable la production d'un événement. Ils se considèrent donc comme environnés de puissances occultes, dont l'influence sur l'homme, puisqu'elle ne dépend pas d'un ordre fixe et solidaire de l'ensemble des choses, peut être contrecarrée ou utilisée au profit de l'individu, grâce à une intervention magique. L' « expérience » du primitif consiste à défendre sa vie contre des influences arbitraires, causes qui ne comportent pas de lois ; en effet elles ne s'ordonnent pas dans ces cadres mathématiques, l'espace et le temps, qui à nos yeux forment des milieux homogènes où chaque phénomène se localise sans pouvoir se situer en un instant donné ailleurs qu'en une place définie. Le sauvage ne connaît ni ordre naturel, ni objectivité : son penchant à imputer tout événement à l'action directe d'une volonté le dissuade de raisonner sur les faits : il se borne à l'intuition sensible immédiate, quitte à supposer qu'elle dépend directement d'une

1. L. Lévy-Bruhl. *La Mentalité primitive*, Paris, F. Alcan, 1922, III-537 pp. in-8°.
2. *Ibid.*, in-8° de 461 pp.

influence occulte. Sa conception de la causalité n'est donc pas moins mystique que son schème de la participation. Ces résultats ressortent d'une étude très neuve du rôle que jouent, chez les peuples inférieurs, les rêves, naturels ou provoqués, les présages, les pratiques divinatoires, les ordalies.

Une semblable enquête comporte dès à présent d'importantes conséquences.

C'est un rare honneur, pour un ouvrage théorique, de pouvoir immédiatement inspirer ou guider une certaine forme d'action. Or les deux ouvrages de M. Lévy-Bruhl méritent de devenir des livres de chevet pour tout homme de notre race en contact avec des races inférieures. Leur auteur a étudié la façon dont réagissent, en notre présence, les primitifs : ils nous prennent pour des sorciers ; ils croient que nos armes à feu tuent non par l'envoi d'un projectile, mais par détonation ; que nos livres sont des instruments de divination ; que nos soins médicaux, indiscrète mise à l'épreuve de la patience du malade, requièrent un dédommagement plutôt qu'ils ne méritent de la gratitude. Mais si les sauvages se méprennent à notre sujet, notre incompréhension de leur état d'esprit ne le cède en rien à la leur. L'apostolat des missionnaires offense les croyances des indigènes ; du moins nos religieux ont-ils, en commun avec ces primitifs, un certain « mysticisme », ne fût-ce que la conviction que la nature se mêle de surnaturel. L'attitude des hommes de science, en particulier des médecins, exclut bien plus encore l'entente entre blancs et non-blancs ; car dans ce cas s'affrontent, en leur complète opposition, les mentalités « primitive » et « civilisée ». En s'initiant aux raisons de cette oppositon, les administrateurs coloniaux se garderaient de bien des mécomptes et se rendraient plus capables d'adapter notre justice à celle des autres races.

Les conséquences spéculatives des travaux de M. Lévy-Bruhl impliquent d'une part l'avènement à la positivité de notre science des races inférieures, de l'autre une forme nouvelle de critique philosophique.

L'étude des primitifs paraît désormais en possession d'une méthode sûre et précise. En prenant claire conscience de l'antithèse entre ces deux types de structure mentale, le nôtre et celui des sauvages, les observateurs des mœurs de tant de peuples en voie de transformation ou de disparition, se trouveront plus aptes à recueillir une information vraiment impartiale, pendant qu'il en est temps encore Ils ne songeront pas plus que leur guide à expliquer, comme on l'a tant fait naguère, le primitif par le civilisé ; ils se garderont autant que lui des justifications hypothétiques. Le fait est, que l'auteur de la *Mentalité primitive* fournit une interprétation générale qui ressort de la confrontation des documents, avec un recours minimum aux théories. Il peut maintenant se dispenser de rompre des lances contre les postutats simplistes de Tylor ou contre l'animisme de Frazer. Il conserve, certes, la conviction que la pensée des races inférieures présente un caractère collectif, mais il s'abstient de toute prénotion qui attesterait l'adhésion à un dogme de l'école sociologique. Personne ne se fait moins que lui d'illusions sur le concept de « pri-

mitifs », expression « bien impropre » (p. III), mais imposée par l'usage : n'a-t-il pas protesté contre l'imprudente assimilation du sauvage vivant de nos jours au véritable primitif, contre la notion d'une évolution unilinéaire de l'humanité, contre le postulat spencérien de Frazer, selon lequel « le plus simple est le premier dans le temps » ?

C'est bien, ainsi, une extension de l'esprit positif, que marquent les deux ouvrages destinés à être désormais la base de notre connaissance des sauvages. M. Lévy-Bruhl travaille par là, une fois de plus, dans le sens de l'œuvre d'A. Comte. Fidèle au principe selon lequel « on ne détruit que ce qu'on remplace », il poursuit une tâche à la fois critique et constructive — n'est-ce pas le propre de la science ? — qui, après avoir substitué à une morale normative pleine d'ambiguïtés une lucide science des mœurs, institue à la place d'une dialectique abstraite de la raison une théorie comparative des diverses mentalités humaines. Il y a tout lieu d'espérer que cette nouvelle discipline fournira les solutions humainement accessibles de cet éternel problème : l'analyse de notre pensée. Mais qu'il nous soit permis de préciser à quel prix. Il importera que l'opposition désormais classique entre le type « civilisé » et le type « primitif » demeure un principe critique, sans devenir un dogme ; car l'avenir imposera sans nul doute la nécessité d'introduire des distinctions, d'opérer des sous-groupes parmi tous ces peuples d'Afrique, d'Amérique, d'Océanie, encore considérés en bloc ; on discriminera de multiples civilisations parmi ces prétendus « non civilisés ». L'antithèse entre non civilisés et civilisés résulte simplement, croyons-nous, de ce que les premiers, à la différence des seconds, n'ont pas d'histoire ; non qu'ils n'aient point changé à travers le temps, mais parce que nous ignorons tout de leur passé. Nous pouvons donc attendre d'un progrès historique le renversement de la dernière idole métaphysique subsistant dans notre sociologie : l'idée soit de primitifs, soit de non-civilisés. En droit, l'histoire doit être coextensive au domaine humain. En fait, beaucoup de documents nous seront fournis sur les peuples sans histoire par l'étude des peuples doués d'une histoire, et les premiers cesseront d'être opposables aux seconds. Les annales des grandes civilisations asiatiques fourmillent de matériaux relatifs aux « sauvages » ou « barbares » interposés entre ces puissants foyers de culture ; or, l'Asie n'a été sans rapports ni avec l'Afrique, ni avec l'Océanie. L'Égypte recèle peut-être l'un des secrets du mystère africain. Le pont qui réunira notre connaissance de l'homme « blanc » ou « européen » et notre investigation de l'humanité « primitive », ce sera l'étude à la fois systématique et critique, disons comparative, des civilisations simplement autres que la nôtre, et non pas inférieures à la nôtre, en ce sens qu'elles ont évolué de façon synchronique et parallèle à la nôtre. A la limite de cette enquête, l'humanité serait explorée dans sa totalité, et tout entière, autant que faire se peut, à la lumière de l'histoire. De cette tâche infinie, M. Lévy-Bruhl a, en termes définitifs, précisé les conditions premières.

P. Masson-Oursel.

L'ESPRIT DU XIXe SIÈCLE

D'APRÈS M. ERNST BERGMANN [1]

L'éditeur Hirt de Breslau publie sous le titre de *Jedermanns Bücherei*, une très ample collection de courtes monographies qui se proposent de résumer, dans les diverses branches des connaissances humaines, l'état présent du savoir. Dans le premier volume, le professeur Bergmann, de Leipzig, directeur de la section de philosophie, tente de caractériser brièvement « l'esprit du XIXe siècle ». Disons tout de suite qu'il s'agit surtout de l'esprit allemand, et presque exclusivement des aspects philosophiques, voire métaphysiques, de la pensée allemande, de Kant à nos jours. L'exposé très succinct a de grandes qualités de simplicité et de clarté ; peut-être simplifie-t-il à l'excès. Il laisse nettement apparaître les préférences de l'auteur pour un idéalisme à tendances néo-vitalistes et mystiques où il croit discerner la philosophie naissante du XXe siècle.

Au point de vue religieux, philosophique et esthétique, la courbe tracée par Bergmann part d'une cime élevée (romantisme, kantisme, classicisme allemand), descend au milieu du siècle en une dépression profonde (gauche hégélienne, positivisme, matérialisme, stérilité artistique des années d'après 1870), puis remonte à la fin du siècle avec un réveil du sentiment religieux, de l'activité métaphysique et de la pensée idéaliste. Tout ceci assez contestable et affaire d'appréciation personnelle. Notons pourtant cet aveu que la prospérité matérielle inouïe et presque malsaine de l'Empire allemand n'a pas été favorable à la pensée ni aux arts. Ce que Bergmann ne peut pas nier, par contre, c'est le développement prodigieux des sciences et de toutes les techniques au XIXe siècle. Ce développement des sciences a été, selon lui, fatal à la philosophie dont elles se sont tour à tour détachées, ne laissant aux philosophes qu'un domaine de plus en plus restreint : logique, méthodologie et critique de la connaissance. La philosophie, au cours du siècle, semble s'humilier peu à peu devant les sciences auxquelles elle sert de propédeutique générale, mais dont elle n'a plus l'audace de faire la synthèse. Peut-être, de Kant à Hegel, les Allemands ont-ils abusé des grandes constructions synthétiques, dressées sur des fondements plus ou moins éprouvés : la cure de scepticisme et de positivisme peut ne pas leur avoir été inutile, Bergmann va jusqu'à en convenir. Mais elle a, selon lui, abaissé les âmes, desséché les cœurs et laissé le champ libre aux instincts d'égoïsme, de cupidité, de brutalité que ne contenait plus aucun lien idéaliste et qu'exaltait la folle concurrence des peuples sur les champs de bataille et sur les marchés mondiaux.

Bergmann discerne, au XIXe siècle, quatre courants principaux de la pensée

1. Ernst Bergmann, *Der Geist des XIX. Jahrhunderts*, Breslau, Ferdinand Hirt, 1922, 1 vol. cart., 124 pp. in-12.

qui, sans se succéder, s'entrecroisent ou se côtoient : l'*idéalisme*, florissant au début du siècle (Kant, Fichte, Schopenhauer, Schelling, Hegel, Gœthe, Schiller, Humboldt, Jean-Paul, Pestalozzi, Schleiermacher), éclipsé vers 1850-1880, renaissant dans le néo-kantisme contemporain (Fechner, Lotze, Fouillée, Paulsen, Eucken) et dans le néo-vitalisme issu de la biologie (Ed. von Hartmann, Bergson, Driesch) ; le *matérialisme*, né vers 1830-1870 du soudain épanouissement des sciences, constitué par des médecins, des physiciens et des naturalistes, pour la plupart sans culture philosophique, mais graves et sincères dans la première génération (H. Czolbe, Büchner, Vogt, Moleschott), superficiels et charlatanesques dans la seconde (Hæckel, Ostwald) ; le *positivisme*, qui naît simultanément en France, en Angleterre et en Allemagne, celui de tous les systèmes qui exprime le mieux l'esprit du XIXe siècle, son scrupule scientifique, sa méfiance de la métaphysique, sa tristesse aussi devant l'impossibilité de savoir ; successivement, Bergmann passe en revue les diverses formes de ce positivisme : utilitarisme anglais (Spencer, Mill), positivisme français (Comte, J.-M. Guyau), positivisme lyrique et dionysiaque de Nietzsche, néo-criticisme et fictionisme allemands (F.-A. Lange, Kuno Fischer, Liebmann, Volkelt, Vaihinger), biologisme de Mach et Avenarius, pragmatisme anglo-américain de Charles Pierce, C. F. S. Schiller, W. James ; enfin le *pessimisme*, issu de Schopenhauer, dont la doctrine n'a trouvé d'écho que vers 1860, mais dont l'influence est visible dans tous les systèmes philosophiques du siècle, qu'ils soient idéalistes ou positivistes d'esprit.

Bergmann conclut à une renaissance générale de ce qui lui paraît être l'essence même de l'esprit philosophique : l'émoi religieux devant les mystères de la vie et de l'univers, le tourment faustien de vouloir connaître et comprendre. S'il rend justice à la valeur du positivisme, toutes ses sympathies vont à l'idéalisme, pour des raisons métaphysiques et morales. Il fonde de grandes espérances sur les systèmes (d'après lui idéalistes et théistes) qui ne sauraient manquer de se dégager de la biologie et de la cosmologie nouvelles. Tout est possible. Mais que penser du philosophe qui présente la guerre de 1914-1918 comme la conséquence obligée du matérialisme européen, et dont le programme consiste, d'une manière générale, « à renouer la tradition d'avant 1830 » ?

Bon ouvrage de vulgarisation, en somme, mais qui ne justifie pas tout à fait son titre, l'esprit d'un siècle se trouvant restreint à sa métaphysique et à sa morale, et les nations autres que l'Allemagne réduites à la portion congrue.

GENEVIÈVE BIANQUIS.

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DANS LES COLLÈGES ET LES LYCÉES D'ANGLETERRE

Jusqu'à une date toute récente l'enseignement de l'histoire en Angleterre n'a obtenu que très peu d'attention de Messieurs les Proviseurs.

Les matières les plus importantes ont été et sont toujours le grec et le latin, les mathématiques et les sciences naturelles. Pour ces matières, on a toujours eu des professeurs spécialistes. Cela n'a pas été le cas en ce qui concerne l'histoire. Très souvent c'est le professeur de grec qui a ajouté l'histoire à son enseignement.

A présent un grand changement se manifeste. Il est apparu avec évidence que la plupart des Anglais quittaient l'école sans avoir gagné des idées claires sur l'histoire de leur propre pays et sans avoir la moindre idée de l'histoire étrangère.

En conséquence, la majorité des écoles secondaires ont aujourd'hui des professeurs qui ont étudié l'histoire à fond et qui la croient aussi importante dans le plan d'études que le grec ou les mathématiques. On peut dire malheureusement que, dans la plupart des cas, l'histoire est enseignée sans enthousiasme et sans imagination.

Généralement on n'enseigne encore que l'histoire d'Angleterre, et cela d'une manière peu intéressante. On subdivise l'histoire de notre pays comme suit : A. C. 55-1485, 1485-1688, 1688-1901. On étudie la première période à treize ans, la deuxième à quatorze ou à peu près. On remarquera tout de suite les inconvénients et les faiblesses de cette organisation. Dans les classes inférieures, on a étudié l'histoire d'une manière assez générale, et surtout par la biographie. A seize ans commence la spécialisation et pour la plupart des élèves l'histoire n'y occupe pas de place.

Mais, comme j'ai dit, beaucoup de proviseurs et le « Board of Education » désirent améliorer cet état de choses, et dans les meilleures écoles l'enseignement devient (ou l'est déjà) beaucoup plus intelligent. On commence assez souvent par l'étude de l'histoire locale; on fait des excursions aux monuments historiques (cathédrales, châteaux, restes romains); on met la plus grande emphase sur la période 1782-1900 (la révolution industrielle et ses conséquences, le développement des pays étrangers, — surtout des États-Unis, de la France et de l'Allemagne, — de l'empire britannique, de la politique étrangère).

Pour la première classe, on a souvent des leçons supplémentaires sur la pensée politique ou économique depuis 1600 et des heures de discussion en classe sur la position de la femme dans la société, l'église et la politique, les syndicats, les problèmes d'empire, la question des races noires et jaunes, etc.

Je résumerai : l'histoire devient plus importante dans nos écoles; les méthodes montrent plus d'imagination et de préoccupation de l'actua-

lité ; on cherche la couleur locale ; et tout aboutit dans l'étude et la discussion de l'époque 1782-1920, surtout dans ses aspects économique, industriel, social.

On emploie de plus en plus le cinéma, les tableaux, les livres de documents historiques, la dramatisation (surtout pour les petits). Je donne deux programmes :

I. *Age :* 8-12. — De simples histoires, histoire par anecdotes, biographie, et de 1485 à 1900. Les petits dessinent et modèlent, etc. L'histoire est plutôt sociale que politique.
— 12-14. — Esquisse de l'histoire générale (2 trimestres), de l'histoire locale (1 trimestre). Histoire anglaise jusqu'à 1485 en détail, avec lecture de Chaucer, de Froissart et de Shakespeare.
— 14-16. — Histoire anglaise en détail 1485-1815. Histoire européenne du dix-neuvième siècle.

Après cela la spécialisation.

II. *Age :* 8-12. — Biographie, lectures de romans historiques, esquisse de l'histoire générale.
— 12-14. — Histoire anglaise 55 A.C.-1688, et esquisse de l'histoire d'Europe.
— 14-16. — Histoire anglaise 1485-1900 (surtout 1782-1900).
— 16-18. — Histoire européenne au XIXe siècle, histoire de la pensée politique et économique, discussion de sujets industriels, économiques, impériaux, religieux, etc.

Ces deux programmes sont à peu près les patrons sur lesquels se façonnera l'enseignement historique en Angleterre.

A.-W. F.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN FRANCE

1802-1920

D'APRÈS M. GEORGES WEILL

Le livre récent de M. Weill sur l'histoire de l'enseignement secondaire en France (1802-1920) [1], malgré son titre et son format modestes, est singulièrement riche d'idées et de suggestions autant que de faits.

Après un préambule sur l'enseignement secondaire de l'ancien régime et les écoles centrales de la Révolution, l'auteur nous montre l'État de Bonaparte établissant dans les lycées de 1802 un enseignement de classe

1. Paris, Payot, 1921, in-8°.

où la gratuité n'existe pas, où les programmes ne visent qu'à dresser les fils de bourgeois au service du chef du gouvernement et ne leur donnent pour aliment que les humanités et les mathématiques, où l'internat complète le caractère « monacho-militaire » de l'institution. Mais, bien qu'érigé en monopole, surtout à partir de la création de l'Université en 1808, cet enseignement secondaire d'État est concurrencé victorieusement par un enseignement secondaire de l'Église, qui ne demande et n'obtient officiellement que la tolérance, qui grandit parce que Napoléon ignore ses progrès, parce que Fontanes, le Grand-Maître de l'Université, trahit, je n'hésite pas à accentuer sur ce point les jugements de M. Weill, parce que Fontanes, dis-je, trahit l'État pour l'Église. La Restauration, le régime qui accote le trône à l'autel et qui fonde la monarchie censitaire, la Monarchie de Juillet elle-même, et pour des motifs du même ordre et à peine moins avoués, respectent cet état de choses. Un enseignement secondaire libre laïque s'efforce pourtant de subsister entre les deux puissants monopoles de l'État, monopole de droit, de l'Église, monopole de fait qui capte les fils des gens bien pensants.

La Révolution de 1848 détermine un essor tumultueux et vain de projets de réforme de l'enseignement secondaire. La bourgeoisie inquiète recourt à l'Église. Or, l'avènement du suffrage universel rend indispensable à l'Assemblée législative la constitution pour la masse électorale de cadres bourgeois et conservateurs. La loi Falloux, en conséquence, non seulement maintient un enseignement secondaire de classe, mais, au nom de la liberté, elle donne à l'Église toutes facilités pour développer ses maisons d'éducation en face des écoles de l'État ; au nom de la conservation sociale, elle donne à l'Église toutes facilités pour provoquer dans les écoles secondaires de l'État la mort par consomption, faute d'élèves, faute de professeurs laïques. Fortoul, de 1850 à 1856, s'évertue à accélérer cette solution. L'Église n'a plus maintenant qu'à recueillir, en matière d'enseignement, l'héritage de l'État, et Napoléon III, logiquement, offre à l'épiscopat de lui céder ce qui reste des lycées et collèges. L'Église refuse. Faute de moyens matériels, a-t-elle prétexté. M. Weill accepte cette explication. Peut-être aussi subsistait-il, dans le clergé français sur le point de devenir ultramontain, un respect instinctif et traditionnel de l'État seul détenteur et administrateur légitime des grands services publics. Du moins la bifurcation maintint la prépondérance des humanités dans les programmes, et si les lycées furent conservés, du reste sous un véritable contrôle de l'Église, l'enseignement secondaire libre laïque disparut entre les deux monopoles de l'État et de l'Église. Cette situation fut compromise d'abord par le ministère de Duruy, qui crut pouvoir susciter dans l'âme des jeunes générations bourgeoises, par des programmes où la philosophie et l'histoire recevaient une place honorable, les passions simultanées du césarisme et de la liberté, et qui, au nom des intérêts économiques passés au premier plan, organisa l'enseignement spécial. Naturellement l'Assemblée Nationale de 1871 et l'Ordre Moral reprirent les traditions de Fortoul. Ce fut en vain.

A partir de 1878, le suffrage universel émancipait, vis-à-vis de l'Église

et de la bourgeoisie, la République démocratique et toutes les libertés. Jules Ferry et ses successeurs à l'Instruction publique en déduisaient les conséquences pour l'enseignement secondaire de l'État. Il était libéré du contrôle de l'Église, placé en face des écoles ecclésiastiques dans des conditions plus propices à soutenir la concurrence. Il était allégé d'une partie des humanités, élevait « l'enseignement spécial » au rang d'« enseignement moderne ». Le droit de discussion largement dispensé au personnel enseignant s'exerçait aussi dès lors sur toutes les questions et battait en brèche, avec l'internat à la mode napoléonienne, tous les obstacles au développement sportif de la jeunesse.

Et toutefois, l'enseignement secondaire de l'État demeurait un enseignement de classe, parce que toujours non gratuit, parce que, du jour où il serait peuplé des fils des ouvriers et des paysans, les fils de bourgeois, pour fuir ce contact, affluéraient dans la maison d'en face.

L'école ecclésiastique se fortifiait, d'ailleurs, de la disparition irrémédiable de l'école libre laïque, de l'action ardente imposée au clergé de France par l'ultramontanisme victorieux, de l'obstination de la bourgeoisie à vouloir que, par l'Église sinon par l'État, se perpétuât un enseignement de classe en pleine démocratie, un enseignement d'autorité en pleine liberté.

La réforme des programmes de 1902 avait encore élargi, aux dépens des humanités, la part des sciences et des langues vivantes. Ses résultats n'étaient pas encore indiscutables lorsque survint la Grande Guerre. Dans cette crise, M. Weill le montre, élèves et maîtres de l'État et de l'Église ne disputèrent que d'ardeur dans le devoir.

On voit l'importance du travail de M. Weill, qui se termine, du reste, par un tableau précieux de tous les problèmes actuels dans la question de l'enseignement secondaire. Que dégagerons-nous surtout d'un exposé aussi nourri ?

M. Weill nous montre trois faits qui sont essentiels à l'intelligence de l'histoire politique et sociale de la France.

Le premier, c'est que, de tout temps, l'Église, et c'est son droit absolu, et le calcul est extrêmement judicieux, l'Église a toujours visé pour ses écoles la clientèle des classes dirigeantes : les fils des privilégiés de l'ancien régime, puis lorsqu'eut été établi l'enseignement secondaire d'État, les fils des notabilités (au sens le plus large du mot) du Consulat et de l'Empire, ceux des électeurs de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, et, depuis 1848, les enfants des détenteurs de la fortune et de l'influence susceptibles, à un degré quelconque, d'encadrer le suffrage universel.

Le second fait, c'est que, bien avant la loi Falloux, en face du monopole de l'enseignement secondaire d'État, l'Église a réussi à constituer en fait un monopole vis-à-vis de l'enseignement privé laïque, pour ses propres écoles, d'abord en sollicitant le bénéfice de la tolérance, puis au nom du principe de la liberté, et qu'elle n'a jamais admis, puisque sa doctrine est la doctrine de vérité, que le monopole rival de l'État pût subsister sur le même pied que le sien et à égalité par rapport au sien.

Enfin, M. Weill établit que les questions de programme sont fonction des questions politiques et sociales. De par l'Église, l'enseignement des humanités est devenu l'arme défensive d'un enseignement de classe, au profit des doctrines conservatrices et des privilégiés de la naissance, de la fortune.

Doit-on se demander en terminant, dans cette *Revue* consacrée aux méthodes historiques, si le principe de la liberté d'enseignement, fondé légalement en 1848, a été favorable ou néfaste aux progrès de l'enseignement secondaire en général, si la concurrence entre écoles ecclésiastiques et institutions de l'État a été un stimulant pour les maîtres des deux catégories? La question est peut-être oiseuse, ou du moins faudrait-il faire remonter l'étude comparative à 1802, car, de par la tolérance du soi-disant monopole d'État, la concurrence exista dès le Consulat. En tout cas, tant que l'administration de l'Université dédaigna de provoquer les initiatives de ses collaborateurs, la concurrence d'un enseignement libre, même exclusivement confessionnel, fut un remède à la bienheureuse routine des dirigeants. A notre époque, d'autre part, il serait injustifiable de refuser quelque efficacité pratique au principe de « la liberté en soi ».

L. Lévy-Schneider.

UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE A L'HISTOIRE DU DROIT COUTUMIER FRANÇAIS[1]

Les historiens du droit et des institutions attendaient avec intérêt la publication de l'ouvrage de M. O. Martin dont le tome Ier, entièrement rédigé en 1914, vient de paraître avec un retard dont la cause est aisée à deviner. Nous n'aurons, comme on dit, rien perdu pour attendre, car s'il est prématuré de porter un jugement sur le premier volume d'un ouvrage qui doit en comporter deux, on peut cependant affirmer dès maintenant que l'auteur nous donnera plus et mieux que ne le laisserait supposer la simple lecture du titre[2]. Nous n'avons pas affaire à une monographie de la coutume de la « prévôté et vicomté de Paris », mais à un véritable traité de droit privé coutumier. Sans doute, M. Martin se défend, dans une longue et substantielle introduction consacrée en partie aux sources, de faire appel à des documents le plaçant en dehors du ressort de la coutume

1. O. Martin, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, tome I, Paris, Leroux, 1922 (xv-507 pp. in-8°).

2. Ce premier volume contient après une copieuse introduction générale, deux livres consacrés à la condition des personnes et au régime des biens, le second livre étant sensiblement plus développé que le premier. Le second volume doit comprendre l'étude de la propriété et des droits réels, le droit des gens mariés, les successions donations et testaments, enfin les obligations et les voies d'exécution.

de Paris, mais à qui sait le rôle prépondérant joué par la coutume de la capitale et son influence grandissante sur les coutumes voisines ou même éloignées, il n'échappera pas qu'étudier la coutume de Paris c'est sans doute négliger des variantes régionales qui peuvent être importantes, mais ce n'en est pas moins se placer au cœur même du droit coutumier français. Du reste M. Martin ne se fait pas faute de recourir à la comparaison, ce qui nous permet d'apprécier le degré d'originalité de la coutume parisienne et de savoir dans quelle mesure elle a mérité d'être appelée une coutume de transition, caractère qui a si puissamment contribué à son succès. D'autre part, M. Martin a conçu son sujet d'une façon très large. Il n'a pas voulu écrire une monographie, encore moins un commentaire de la coutume de Paris rédigée en 1510, réformée en 1580. Ce qu'il étudie, ce qu'il recherche au moyen des sources imprimées et manuscrites dont il a pu disposer, c'est le droit privé tel qu'il était pratiqué dans la région parisienne, non pas seulement au XVIe siècle, mais auparavant, c'est-à-dire au moyen âge, et depuis, dans les deux derniers siècles de la monarchie. C'est ainsi que l'auteur se trouve amené à étudier certaines institutions qui ne font l'objet d'aucun article dans les coutumes rédigées, mais dont on peut retracer l'évolution à l'aide de documents empruntés à la jurisprudence ou à la doctrine.

Il n'est donc pas exagéré de dire que c'est un véritable traité de droit coutumier que nous offre M. O. Martin. A une époque où les œuvres de grande envergure sont rares, il faut grandement louer l'auteur de ne pas s'être laissé décourager par les difficultés inhérentes à une pareille tentative et de les avoir brillamment surmontées. Une synthèse de ce genre ne peut aboutir à des résultats solides, M. Martin l'a compris, que si elle repose sur une ample documentation, sur le dépouillement méthodique d'un très grand nombre de cartulaires et de recueils d'arrêts dont beaucoup sont encore inédits. Le traitement de ces sources, leur interprétation juridique est faite avec beaucoup de maîtrise et permet à l'auteur de rectifier, sur bien des points, les solutions admises; l'exposition enfin est remarquable de lucidité dans des matières parfois complexes comme le démembrement du fief ou la différenciation progressive de la censive et du bail à cens.

Quant à la méthode que M. Martin a suivie dans ses recherches, elle est plus juridique qu'historique. Il est, il le dit lui-même, « plus juriste qu'historien », non pas qu'il ne sache manier d'une main experte toutes les règles de la méthode historique, mais en ce sens qu'il se soucie plus de décrire avec précision et finesse le jeu des institutions que d'en expliquer la genèse et les transformations. Cette seconde préoccupation n'est certes pas absente de l'ouvrage; on peut se demander pourtant si elle n'aurait pu, sans nuire à la clarté, y tenir un rôle moins effacé. Prenons un exemple : M. Martin, examinant successivement les diverses institutions de droit privé, divise l'étude de chacune d'elles en trois phases : moyen âge, XVIe siècle, dernier état du droit. Cette division tripartite convient à certaines d'entre elles, mais paraît assez artificielle pour d'autres, où elle ne se justifie pas pour des raisons de fond. C'est

là, semble-t-il, attacher une importance excessive à la rédaction de la coutume, événement essentiel sans doute, mais qui, sur certaines institutions, a eu beaucoup moins d'influence que tel ou tel autre, par exemple la renaissance du droit romain aux XIIIe et XIVe siècles ou les brusques oscillations économiques et sociales des derniers siècles du moyen âge.

En somme, l'ouvrage de M. Martin est une excellente synthèse, substantielle, claire, et sur beaucoup de points, nouvelle, de notre droit privé coutumier. Il comble heureusement une lacune de notre production scientifique. Souhaitons la publication prochaine du tome II.

HENRI LÉVY-BRUHL.

NOTES DE LECTURE

NOTES SUR QUELQUES OUVRAGES IMPORTANTS CONCERNANT L'HISTOIRE DE LA PENSÉE SCIENTIFIQUE

La Science Française, Paris, Larousse, 1915, 2 vol. in-8°. — Voici deux beaux volumes qu'a édités luxueusement la librairie Larousse, pour guider en quelque sorte le visiteur de l'exposition internationale de San-Francisco dans la section organisée par notre Ministère de l'Instruction publique — en pleine guerre et au moment des plus grandes angoisses. Il n'est pas trop tard pour en parler car cet excellent guide est en même temps un merveilleux instrument de propagande intellectuelle qu'il faudrait voir utiliser en ce moment bien davantage, sur une très grande échelle.

Rien de la propagande directe, de celle qui dit : « on ne fait rien de mieux ailleurs » et qui invite immédiatement tout esprit — tant soit peu... spirituel — à aller voir ailleurs. La propagande intellectuelle ne pourra jamais être que l'exposé impartial et objectif de la contribution que notre pays a apporté à ce « grand œuvre » de l'intelligence *humaine* qu'est la Science, à ce fruit d'un labeur international entre tous et qui ne trouvera jamais assez de nations, nous voulons dire, de tempéraments divers, d'intelligences particulières, de points de vues, pour convenablement s'accomplir. L'ouvrage publié par Larousse, préfacé par notre regretté recteur, Lucien Poincaré (qui dit beaucoup mieux ce que nous venons d'esquisser) est fait tout entier à ce point de vue : Hommage rendu aux efforts des autres nations (incluses celles avec lesquelles nous nous battions alors, hélas !), exposé exact de notre propre contribution. On lira avec un intérêt poignant la conclusion de cette préface en revoyant la sereine et si bienveillante figure de celui qui n'est plus : la Science française « est toujours tolérante, sympathique, elle ne prétend pas être la seule de par le monde, elle sait seulement qu'elle a toujours eu et qu'elle

conserve une très grande place, et, généreuse et hardie selon sa coutume, elle a, sans arrière-pensée d'imposer sa domination, la volonté d'être parmi les premières dans la marche triomphale de l'esprit humain vers la Vérité ». Gardons profonde notre reconnaissance à qui, dans un pareil moment, a su parler ainsi.

Les signataires des articles où sont résumés les efforts intellectuels de la France nous dispensent d'insister : Bergson, Durkheim, Lapie, Appel, Baillaud, Croiset, Langlois, Maspero, Meillet, Sylvain Lévi, Jeanroy, Lanson, Legouis, Andler, Gide, etc.

B. Lefebvre S. J., *Note d'histoire des mathématiques* (*Antiquité et Moyen âge*), Louvain, Société Scientifique de Bruxelles, 1920 (153 pp. in-8°). — Ces notes sont extrêmement riches en renseignements relatifs à l'histoire des Mathématiques au moyen âge, plus exactement du ve au xiie siècle. Elles sont d'une érudition très sûre. Elles ont pour objet immédiat de rectifier les nombreuses erreurs ou lacunes de l'Histoire des Mathématiques de Rouse Ball. (Nous avions signalé d'une façon générale l'insuffisance de cet ouvrage, dans un compte rendu paru ici même.) Mais en redressant son auteur, le P. Lefebvre nous donne des vues d'ensemble sur l'histoire des sciences au moyen âge, et un aperçu de l'état actuel de certains problèmes d'érudition relatifs à l'histoire des mathématiques, — vues d'ensemble et aperçu qui nous font regretter qu'il ne nous ait pas apporté l'ouvrage original qu'on est en droit d'attendre de lui. C'eût été, (disons ce sera, car nous voulons l'espérer) un bon livre.

Comment se fait-il que l'érudition si simple et si exactement informée du P. Lefebvre, néglige à propos d'Alcuin la thèse de Monnier (1853), à propos de l'Université de Paris et de la fondation des Universités, celle de Thurot, et appelle notre Ernest Renan, Eugène Renan ? Cela n'a pas du reste autrement d'importance — surtout la dernière coquille. Toutefois l'ouvrage de Monnier nous paraît ce qu'il y a de moins mal sur Alcuin et son temps.

Paul Ver Eecke, *Les œuvres complètes d'Archimède*, traduites du grec en français, avec une introduction et des notes. Bruxelles et Paris, Desclée, de Brouwer et Cie, 1921 ; 600 pp. in-4°. — C'est un monument élevé à la gloire de celui qui fut peut-être le plus grand mathématicien de tous les temps. Les éditeurs ont fait là un effort admirable et recommandable, qui vaut celui du traducteur. Ils annonçent, éditeurs et auteur, la publication prochaine, dans la même forme, des *Coniques d'Apollonius de Perga*. Qu'ils en soient remerciés par tout le monde savant et souhaitons, s'il est possible, que d'autres encore s'engagent dans une voie aussi désintéressée et ingrate au point de vue personnel qu'utile et féconde au point de vue général.

La traduction est complète, exacte et fidèle. Les figures sont tracées avec le soin le plus louable. L'introduction et les notes éclairent le texte et en font un bon commentaire historique et interprétatif. Peut-être devraient-

elles être encore plus étendues, et les notes interprétatives du texte plus nombreuses.

Nous avons lu quelques critiques où l'on reproche au traducteur d'avoir été trop littéral. Plût au ciel qu'on ne nous donnât plus jamais de paraphrases qui ne sont que des faux sens mis bout à bout, émaillés deci delà de contresens. Quand nous songeons à certaine traduction française d'Aristote!... Des paraphrases, des essais de traduction d'un ouvrage scientifique par une sorte de commentaire perpétuel en langage soi-disant clair, sont inutilisables pour les travailleurs. Or, un livre comme celui-ci ne s'adresse pas au profane, mais aux travailleurs. On ne peut pas travailler sur Archimède sans savoir le grec : M. de La Palice l'aurait dit. On ne peut pas travailler non plus sur Archimède sans savoir des mathématiques. Ceux qui n'ont qu'une de ces deux cultures, n'ont qu'à employer leurs forces à travailler dans l'un de ces domaines sur ce qui n'exige pas la connaissance de l'autre. Il y a assez à faire. Par conséquent ce qu'on peut demander à une traduction d'Archimède, c'est une abréviation de travail et de peine, pour qui veut s'occuper de son œuvre. Et la seule aide extérieure, à côté des notions historiques dont il faut nécessairement se munir, c'est une traduction aussi littérale que possible. Au travailleur d'interpréter, il est là pour ça.

Toutefois, la multiplication du nombre des notes interprétatives où il est possible de traduire en clair ce qui reste obscur dans la traduction littérale, et qui, parce qu'elles sont des notes, indiquent au lecteur qu'il s'agit déjà d'une interprétation (donc qu'il faut critiquer) pourrait donner à ceux qui croient pouvoir entrer plus rapidement en contact avec l'œuvre d'Archimède, et se contenter d'à peu près, certaines facilités. C'est peut-être un moyen partiel et limité de concilier... l'inconciliable. Mais une traduction comme celle-ci ne peut et ne doit être utilisée vraiment qu'avec le texte à côté d'elle. Et personne n'a besoin (au contraire) qu'elle soit utilisée autrement.

Andoyer, *L'œuvre scientifique de Laplace*, Paris, Payot, 1922 ; 162 pp. in-16. — Excellent et bref exposé de l'œuvre grandiose de Laplace. L'auteur y suit pas à pas le développement de la pensée du savant et la caractérise très heureusement.

Loria, *Histoire de la géométrie descriptive depuis son origine jusqu'à nos jours*, 1 vol. in-12, des Manuels Hœpli, Milan, Hœpli, 1921, 584 pp. in-16. — On connaît la belle collection des Manuels Hœpli, collection qui fait grand honneur à l'Italie. Celui-ci, qui est dû à l'éminent historien des mathématiques, Loria, fait à son tour grand honneur à la collection. Exposé très complet, trop complet peut-être, de l'histoire de la géométrie descriptive — qui est de date si récente. — On voudrait à certains moments plus de raccourci, plus de synthèse. Mais quelle riche et admirable documentation! Quelle source de renseignements — exacts — pour l'historien!

E. Borel, *L'Espace et le Temps*, Paris, Alcan, 1921 ; 245 pp. in-12. — On se plaint justement que les essais de vulgarisation de la théorie de la relativité oublient en général que cette vulgarisation n'est possible que si l'on a mis au préalable le lecteur au courant des théories et des connaissances qui, sans appartenir à la théorie de la relativité, sont supposées par celle-ci. Au fond, on n'entrevoit une théorie scientifique (et *a fortiori* on ne la comprend) quand on n'est pas rompu à la technique sur laquelle elle s'appuie, et dont elle sort — que si elle est replacée dans la continuité et le milieu historiques. La meilleure manière d'amener le profane au seuil d'une théorie scientifique, c'est d'en faire l'histoire, et d'exposer son ambiance. C'est ce qu'a excellemment compris le Directeur de la Nouvelle Collection Scientifique, et le volume qu'il publie, qui n'est pas de vulgarisation, mais de diffusion scientifique, est bien fait pour combler cette lacune. C'est « une promenade autour de la théorie de la relativité », pour employer le langage même de l'auteur, promenade dans le temps et à travers les recherches simultanées qui la touchent. Les conditions de la mesure du temps, de l'espace, du mouvement, de la vitesse de la lumière, etc., nous rapprochent insensiblement des exigences auxquelles a voulu satisfaire la théorie de la relativité. Le bref exposé de celle-ci dans les deux derniers chapitres est comme l'horizon que l'on découvre du seuil auquel nous a amené un guide sûr — qui, lui, est allé jusqu'au sommet, et nous le fait apercevoir.

Lucien Fabre, *Les Théories d'Einstein*, Paris, Payot, 1921 ; Ch. Nordmann, *Einstein et l'Univers*, Paris, Hachette, s. d. ; G. Moch, *La relativité des phénomènes*, Paris, Flammarion, 1921. — Voici trois ouvrages où l'on s'est proposé pour but exclusif et direct — sauf dans la dernière partie de celui de G. Moch, laquelle est critique — la vulgarisation de la théorie d'Einstein.

Nous avons souvent entendu dire, de la part de personnes particulièrement compétentes, que toute entreprise de vulgarisation des théories d'Einstein était vaine et vouée à l'échec certain. Plus généralement on a d'ordinaire, dans le monde scientifique, le mépris non déguisé des tentatives de vulgarisation de toute théorie scientifique. On conçoit aisément les raisons d'une telle attitude. Dans la science actuelle surtout une théorie scientifique est quelque chose d'effroyablement complexe et technique. Scientifique... entendons surtout par là : mathématique ou physico-chimique, car c'est vraiment là qu'il y a science, au sens plein, au sens exact du mot. Les sciences biologiques, après celle-ci, sont les seules qui puissent encore être classées, sans calembour, parmi les sciences théoriques, c'est-à dire parmi les sciences proprement dites. Mais elles sont fort loin de l'idéal de la science théorique. Elles sont encore si près de l'empirisme *anté*scientifique (nous ne disons pas *anti*scientifique, remarquons-le bien , si près, si l'on veut, de l'expérience du sens commun, là où elles ne sont pas de la chimie à peu près pure, qu'elles ne présentent pas — en général — le caractère de difficulté technique

qui affecte jusqu'aux résultats des sciences mathématiques et physico-chimiques. Aussi les résultats des sciences biologiques — bien que la technique qui a servi à les obtenir soit déjà extrêmement malaisée et complexe — les résultats, tout au moins, se prêtent-ils dans une certaine mesure à une mise au point accessible au grand public dont la culture générale est solide et assez poussée.

Mais la complexité d'une théorie mécanique ou physico-chimique est telle, qu'elle ne peut être entendue que si, d'abord, on *sait* de façon précise les chapitres fondamentaux de ces sciences, et non seulement ceux de la science d'aujourd'hui, mais ceux de la science d'hier — quand ils ne sont plus absolument les mêmes. Ensuite il faut être rompu au langage des mathématiques qui est l'instrument méthodologique de ces sciences — et, sans doute, — de toute science théorique, ou, comme on dit encore, exacte. Là, la technicité mathématique du langage fait corps avec le contenu même de la science. Ils ne se laissent pas séparer. C'est que — disons-le, en passant, et contrairement à l'opinion de certains savants, — la mathématique n'y est pas seulement un langage et une « forme » d'énonciation ; pas même seulement un instrument, l'instrument nécessaire. Elle est une pièce de l'architecture scientifique ; elle entre dans l'élaboration même de la science, si bien que mathématique, mécanique, physique (*lato sensu*) s'élaborent en quelque sorte ensemble. Ce n'est pas ici le lieu de développer ces idées sur ce point et nous n'en avons pas la place. Mais, en quelques mots, les cadres mathématiques de la nature sans doute se confondent à la limite avec l'architectonique de la nature. La forme y est amenée par le fond, mêlée à lui, comme un liquide qui produirait son enveloppe en solidifiant ses régions superficielles. Les mathématiques ont pris naissance au contact de la nature, la géométrie a été d'abord la physique, et, — heureusement — il lui en reste toujours quelque chose. Le contact se retrouve, là où quelquefois on s'y attendrait le moins. Tout cela nous semble appuyer ce que nous rapportions tout à l'heure de l'impossibilité de dire en langue vulgaire, ce qui *n'existe* qu'en langue mathématique.

Et cependant, si précisément, la mathématique a été et reste en contact avec l'expérience, celle-ci étant à son tour — à moins de n'être rien — contiguë avec l'expérience quotidienne, il doit y avoir possibilité non point de tout vulgariser, mais de faire comprendre les principes, les résultats et les méthodes, à qui veut s'en donner sérieusement la peine, et qui n'a qu'une culture moyenne, mais solide.

A quoi bon, répliquera-t-on ? Ah ! c'est ici que nous croyons bien que l'argument des spécialistes se retournerait, si l'on y cédait, lourdement contre eux. A quoi bon ! Mais tout simplement à cela, qu'il puisse exister encore une science. Car ne nous méprenons point, la société actuelle et à venir ne se souciera point d'un mandarinat scientifique. Ou la science se sauve par ses applications techniques, mais cela est insuffisant pour entretenir sa plus haute flamme, celle sans laquelle tout se ruine, la science théorique, la science qui veut aller plus loin que les approximatives de la pratique. Ou elle se sauve — et c'est sa seule voie de salut —

par sa participation à la pensée sociale générale, à la civilisation humaine elle-même. C'est ce qu'il faut ; mais pour cela, il faut qu'elle prenne racine et fasse corps avec cette pensée de l'humanité. Il faut qu'elle intéresse l'humanité, ou l'humanité se désintéressera d'elle. Cela c'est toute l'histoire de la science moderne, et c'est, à cause de cela, pour cela, une des pièces maîtresses, sinon la pièce maîtresse de l'histoire de la pensée moderne, comme ce fut celle de la pensée hellénique ; on pourrait dire aussi de la pensée intermédiaire, médiévale, car là la religion et la science *in unum coincidunt*. Nous répèterons, sans nous lasser, les admirables paroles du grand mathématicien-philosophe viennois, Mach, qui est aussi un grand historien de la science : « Ce n'est que dans les écrits du XVIIIe siècle que l'œuvre d'éclaircissement semble gagner du terrain. Les sciences humanitaires, historiques, philosophiques et naturelles[1] se touchent et se prêtent un mutuel secours dans la lutte pour la pensée libre. *Celui qui, à travers la littérature seulement*, a pu participer à cet essor et à cette libération, conserve toute sa vie pour le XVIIIe siècle, un sentiment de mélancolique regret[2]. » Ce fut pour une large part à la pensée française qu'on en fut redevable d'ailleurs.

Eh bien ! que les savants qui tiennent à la pensée libre (et il n'y a pas de science sans pensée libre) méditent les paroles de Mach.

La conclusion c'est qu'il faut que ceux qui comprennent : les physiciens, les mathématiciens de métier s'efforcent de diffuser dans le public, non point certes toute leur science, mais les grands thèmes, les thèmes impérissables de leur science. Je dis diffuser et non point vulgariser, car le mot prête à équivoque. Il faut simplifier, retenir les grandes lignes, montrer les voies d'accès, les suivre (faire l'histoire des idées surtout). Mais il ne faut ni fausser, ni abaisser. Faciliter, non compromettre. C'est à cette condition qu'après Newton il y a Kant.

Et c'est ce qu'ont fait Laplace, D'Alembert, Lagrange dans sa belle introduction à la mécanique analytique, Lazare Carnot et tant d'autres pour finir par Poincaré.

Les trois ouvrages sur la relativité dont nous avons cité les titres répondent-ils à ce but, au moins partiellement, car il ne peut s'agir ici d'absolu? C'est ce qu'il ne nous semble pas. Le plus grand effort est peut-être celui de G. Moch. Mais il reste encore assez loin du but : faire comprendre dans leur signification exacte, non l'enveloppe superficielle de la théorie, non sa marche extérieure, non ses détails paradoxaux, mais les principes, les assises, la logique profonde, le contact avec les théories antérieures, — mieux connues ou plus accessibles, — les résultats féconds et solides.

Le livre de Nordmann est vraiment trop de vulgarisation. Ce n'est pas avec des métaphores ingénieuses ou spirituelles qu'on fait comprendre ; c'est par un raisonnement serré, le plus simple possible, mais le plus logique aussi. Il faut s'adresser à l'effort, au labeur des gens qui veulent

1. Mach entend par là toutes les sciences de la nature, y compris les mathématiques.
2. Mach, *La Mécanique...*, etc., tr. fr., 1re éd. (Hermann, p. 429).

connaître. Il n'importe pas que l'on fasse sourire dans les salons. Il importe que l'on fasse comprendre à des intelligences avides de réflexions mûries, mais qui ne sont pas du métier.

Le livre de Fabre ne participe ni de la pédagogie attrayante, ni de la pédagogie vraiment éducative. Il exige beaucoup d'efforts, et il est construit de telle façon (par cascade) que ces efforts ne seraient pas payés.

Ces critiques faites, tout n'est point sans profit dans la lecture de ces ouvrages. Et ils sont loin d'être sans mérite. Ils ont au moins celui d'avoir tenté un effort, incomparablement utile et fécond ; ce qui est sans prix, comparé au dédain trop facile de tels efforts.

Nous pensons pour notre part qu'on ne diffusera pas les théories de la relativité d'un coup et dans un ouvrage — du moins tout de suite. Il faut peut-être s'attacher à exposer des points de vue sur la théorie, plutôt que le monument tout entier. C'est ainsi que fit pour Newton le XVIIIe siècle, et le XVIIe pour Descartes.

ABEL REY.

LA VIE SCIENTIFIQUE

Ve Congrès International des Sciences Historiques. — A l'initiative de la *Royal Historical Society* de Londres, les historiens belges se sont chargés de l'organisation du Ve Congrès International des Sciences Historiques.

La réunion aura lieu à Bruxelles, du 8 au 15 avril 1923, soit à partir du lundi après l'octave de Pâques. Déjà de nombreux érudits légitimement réputés ont fait connaître leur intention d'assister au Congrès et d'y prendre la parole.

S. M. le Roi des Belges a dès à présent accordé son haut patronage à ces assises scientifiques.

L'organisation du Ve Congrès International sera dans ses grandes lignes semblable à celle des quatre congrès précédents, qui, de 1900 à 1913, se sont réunis à Paris, à Rome, à Berlin et à Londres. Le cadre des travaux se trouvera cependant légèrement élargi. Les sections suivantes seront organisées :

I. Histoire de l'Orient. — II. Histoires grecque et romaine. — III. Études byzantines. — IV. Histoire du Moyen Age. — V. Histoire moderne et contemporaine (y compris l'histoire coloniale). — VI. Première sous-section : Histoire des religions ; deuxième sous-section : Histoire ecclésiastique. — VII. Histoire du Droit. — VIII. Histoire économique. — IX. Histoire de la civilisation (Philosophie, Sciences, Conceptions politiques et sociales) ; sous-section : Histoire de l'Enseignement. — X. Première sous-section : Histoire de l'Art ; deuxième sous-section : Archéologie (y compris la préhistoire). — XI. Méthode historique et Sciences auxi-

liaires de l'histoire (y compris la géographie historique). — XII. Documentation sur l'histoire du monde pendant la guerre. — XIII. Archives et publications de textes.

A la tête du comité organisateur est placé un bureau composé de :

MM. H. Pirenne, professeur à l'Université de Gand, président ; R. P. Delehaye S. J., président de la Société des Bollandistes, et F. Cumont, professeur honoraire de l'Université de Gand, vice-présidents ; G. Des Marez, professeur à l'Université de Bruxelles, secrétaire général ; Ch. Terlinden, professeur à l'Université de Louvain, trésorier ; F.-L. Ganshof, docteur en philosophie et lettres, secrétaire.

Le montant de la cotisation est fixé à 50 francs (belges). Les adhésions au Congrès sont reçues dès à présent par le secrétaire (M. F.-L. Ganshof, 12, rue Jacques-Jordaens, Bruxelles) et par le trésorier (M. Ch. Terlinden, 61, avenue Legrand, Bruxelles). Le secrétaire, M. F.-L. Ganshof, se tient à la disposition des intéressés pour leur fournir tous renseignements utiles. Les érudits qui se proposeraient de faire une communication sont priés de bien vouloir l'en informer.

***

Nous donnerons dans le prochain fascicule des détails sur un Congrès international d'Histoire des Religions qu'organise la Société Ernest Renan, à l'occasion du centenaire de l'illustre savant (Paris, 8-13 octobre. Président, M. Guignebert; secrétaire général, M. Paul Alphandéry, 104, rue de la Faisanderie, 16e).

***

La librairie Édouard Champion annonce une nouvelle collection qui, dans un format commode et à un prix abordable, « réunira tous les textes capitaux sur lesquels est fondée la connaissance de notre passé historique durant les siècles féconds du moyen âge où la France s'est réellement faite ». Elle en a confié la direction à notre collaborateur, Louis Halphen, professeur à l'Université de Bordeaux.

Les noms du directeur et des savants qui lui ont promis leur concours répondent de l'entreprise. « Les textes seront édités suivant toutes les règles de la critique érudite, mais à la française, sans étalage de variantes inutiles, et pourvus d'une annotation historique sobre, mais précise. Les textes latins et provençaux et ceux des textes en vieux français qui présenteraient de sérieuses difficultés d'interprétation seront toujours accompagnés de traductions, qu'on s'efforcera de faire tout à la fois fidèles et élégantes

« La nouvelle collection, dont le titre — *Les classiques de l'histoire de France au moyen âge* — rappelle celui d'une autre collection publiée par M. Mario Roques à la même librairie (*Les classiques français du moyen âge*), en formera le complément, la collection de M. Roques continuant à se consacrer à la publication des textes proprement littéraires,

celle de M. Halphen étant réservée aux textes proprement historiques. »

Le premier volume des *Classiques de l'histoire de France au moyen âge* paraîtra au début de 1923. La publication se poursuivra ensuite régulièrement à raison de plusieurs volumes par an.

***

Nous consacrerons prochoinement des *Notes de lecture* à une série de publications d'histoire de l'art.

Signalons dès maintenant la reprise de la grande *Histoire de l'Art depuis les temps chrétiens jusqu'à nos jours*, dirigée par André Michel. Les deux parties du tome VI, qui traitent de *l'Art en Europe au XVIIe siècle*, ont paru successivement. On connaît l'importance et la valeur de cette œuvre. Ce qu'il faut dire, c'est qu'elle ne se ressent pas des actuelles difficultés de l'édition et que la présentation matérielle, l'illustration en demeurent remarquables (Paris, Colin, in-8° grand jésus, 1921, 1922, nombreuses gravures et planches hors texte ; 50 fr. le vol.).

Il convient aussi d'encourager sans retard l'initiative qu'a prise la librairie Laurens de publier un *Atlas monumental de la France*, dressé et rédigé par J. Roussel, conservateur du Musée du Trocadéro. *La Normandie* vient de paraître : cinq cartes (23 × 32), sous couverture (6 fr.; chaque carte, sous couverture, 1 fr. 50). « Une carte est établie pour chaque département. Elles portent toutes les localités qui possèdent un monument présentant un intérêt artistique ou archéologique, qu'il soit « classé » ou non. Au verso de la carte, nous retrouvons ces localités rangées par ordre alphabétique, avec l'indication et l'analyse de leurs monuments (nature, époque, style). » Pour les historiens, comme pour les voyageurs épris d'art, ces cartes seront d'une très grande utilité.

Annonçons enfin, en attendant une étude ultérieure, un ouvrage sur lequel, ici, l'attention doit être particulièrement appelée : *L'Art et l'Histoire* (Paris, Payot, 1922, 302 pp. in-8° ; 10 fr.). Notre collaborateur Paul Lorquet y donne sur l'art et ses rapports avec l'histoire les réflexions d'un historien prodigieusement renseigné en même temps que d'un dilettante — au meilleur sens du mot — qui, sans cesse, par le contact direct, avec ces œuvres, a enrichi son expérience de *tous les arts*. Pour les problèmes qu'il soulève, les généralisations qu'il renferme, les portraits ethniques qu'il trace, les prestigieuses évocations de milieux, de monuments, de chefs-d'œuvre qui l'illustrent, ce livre mérite d'être lu et relu. Il introduira les uns dans l'intelligence *historique* de la beauté ; il permettra aux autres, aux connaisseurs, aux historiens, de classer, de discuter et d'approfondir leurs idées propres. — H. B.

Le Gérant : H. HORNER.

TABLES DU TOME TRENTE-QUATRIÈME

TABLE DES AUTEURS

(ARTICLES ET REVUES)

BERR (Henri). — L'esprit de synthèse dans l'enseignement supérieur. — II. L'Université de Strasbourg, — vue d'Allemagne 1

CAHEN (Léon). — A propos de l'*Histoire de France contemporaine*, d'Ernest Lavisse 131

CHAPOT (Victor). — Quand fut instituée l'éphébie attique ? à propos d'un ouvrage récent 105

FEBVRE (Lucien). — Publications d'après-guerre dans le domaine de l'Histoire moderne 113

HANDELSMAN (Marcel). — La méthodologie de l'Histoire dans la science polonaise (XVIe-XIXe siècles) 73

KOMARNICKI (Tytus). — L'*Historique* de M. Marcel Handelsman 101

MORGAN (J. DE). — Des origines des Sémites et de celles des Indo-Européens. . . 7

TRONCHON (Henri). — Les études historiques et la Philosophie de l'Histoire aux alentours de 1830 35

VAN TIEGHEM (Paul). — Principaux ouvrages récents de Littérature générale et comparée 141

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

Enseignement supérieur (L'esprit de synthèse dans l'). — II. L'Université de Strasbourg, par Henri Berr 1

Études historiques (Les) et la Philosophie de l'Histoire aux alentours de 1830, par Henri Trouchon 35

Indo-Européens (Voir Origines).

Méthodologie de l'Histoire (La) dans la science polonaise (XVIe-XIXe siècles), par Marcel Handelsman 73

Origines des Sémites (Des) et de celles des Indo-Européens, par J. de Morgan. 7

Philosophie de l'Histoire (Voir Études historiques).

Sémites (Voir Origines).

Synthèse (L'esprit de) dans l'enseignement supérieur (Voir Enseignement supérieur).

REVUES CRITIQUES

Éphébie attique (Quand fut instituée l')? à propos d'un ouvrage récent, par Victor Chapot 105

Histoire de France contemporaine (A propos de l'), d'Ernest Lavisse, par Léon Cahen 131

Histoire moderne (Voir Publications).

Historique (L') de M. Marcel Handelsman, par Tytus Komarnicki 101

Littérature générale et comparée (Principaux ouvrages récents de), par Paul Van Tieghem 141

Publications d'après-guerre dans le domaine de l'Histoire moderne, par Lucien Febvre 113

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

Enseignement (L') de l'Histoire dans les collèges et les lycées d'Angleterre (A.-W. F. 162

Enseignement secondaire (L') en France (1802-1920), d'après M. Georges Weill, (L. Lévy-Schneider) 163

Esprit (L') du XIXe siècle, d'après M. Ernst Bergmann (Geneviève Bianquis) . . 160

Histoire (Voir Mentalité primitive).

Histoire du droit coutumier français (Une contribution importante à l') (Henri Lévy-Bruhl 166

Mentalité primitive (La) et l'Histoire, à propos d'un livre récent (P. Masson-Oursel 157

Notes de lecture :

Notes sur quelques ouvrages importants concernant l'histoire de la pensée scientifique 168

Vie scientifique (La) 174

REVUE

DE

SYNTHÈSE HISTORIQUE

REVUE

DE

SYNTHÈSE HISTORIQUE

DIRECTEUR : **HENRI BERR**

TOME TRENTE-CINQUIÈME

(Nouvelle Série. — Tome IX)

JUIN 1923

PARIS
LA RENAISSANCE DU LIVRE
BUREAUX DE LA REVUE : 2, RUE DES POITEVINS (VIe)

1923

LE Ve CONGRÈS INTERNATIONAL
DES SCIENCES HISTORIQUES

(BRUXELLES, 8-15 AVRIL)

ET LA SYNTHÈSE EN HISTOIRE

Le Ve Congrès international des sciences historiques, que nous avons précédemment annoncé (t. XXXIV, p. 174), s'est tenu à Bruxelles du 8 au 15 avril. Par le nombre et la qualité des congressistes, par la variété et l'intérêt des communications, il a eu le plus vif éclat. Les organisateurs du Congrès, les autorités belges et beaucoup de particuliers, le roi lui-même et la famille royale ont fait aux visiteurs étrangers un accueil qui les a touchés et dont le souvenir leur restera. Grâce aux rapports personnels qui se sont établis ou resserrés, non pas seulement au Palais des Académies, pendant les séances du Congrès, mais au cours de ces réceptions cordiales, entre des savants éloignés les uns des autres par l'espace, souvent aussi par la nature même de leurs travaux, ce Congrès comme les autres, — plus que d'autres, — aura servi la science indirectement. Dans quelle mesure l'a-t-il servie directement? Voilà la question que nous voulons traiter — du point de vue de la synthèse historique.

***

Nous voulons la traiter du point de vue de la synthèse historique : c'est assez dire que nous n'entrerons pas dans le détail des sujets qui ont occupé les séances de sections et les deux séances générales. Le programme des travaux du Congrès com-

portait *trois cent-cinquante-cinq* communications. A en juger par les sommaires qui ont été publiés, beaucoup d'entre elles avaient une réelle importance et méritaient une sérieuse discussion. Mais le nombre formidable, l'inégale portée et le classement empirique des communications appellent précisément quelques remarques.

Disons tout de suite, et en toute sincérité, que nos réflexions n'impliquent aucun blâme envers le Comité d'organisation : il a fait aussi bien que ses prédécesseurs ; à certains égards même, il a fait mieux. On ne saurait lui reprocher de n'avoir pas rompu avec les traditions qui pèsent sur les études historiques, de n'avoir point, de sa propre autorité, substitué un ordre intime et un plan organique à la conception courante du travail.

L'énorme programme était réparti entre treize sections. Mais comme beaucoup de ces sections étaient subdivisées, il y a eu jusqu'à vingt-trois ordres du jour simultanés dans vingt-trois compartiments :

I. Histoire de l'Orient ; II. Histoire grecque et romaine ; III. Études byzantines ; IV. Histoire du moyen âge ; V. Histoire moderne et contemporaine, quatre sous-sections : histoire moderne, histoire contemporaine, histoire du continent américain, histoire des colonies et des découvertes ; VI. Histoire des religions, histoire ecclésiastique, deux sous-sections (l'histoire ecclésiastique subdivisée elle-même : 1. des origines à la fin du XIIe siècle; 2. depuis le début du XIIIe siècle) ; VII. Histoire du droit, deux sous-sections : droit antique, droit médiéval et moderne; VIII. Histoire économique ; IX. Histoire de la civilisation, trois sous-sections : histoire de la pensée antique, histoire de la pensée médiévale et moderne, histoire de la médecine ; X. Histoire de l'art et de l'archéologie, deux sous-sections ; XI. Méthode historique et sciences auxiliaires, deux sous-sections ; XII. Documentation sur l'Histoire du monde pendant la grande guerre ; XIII. Archives et publications de textes historiques.

Et sans doute on doit louer ici l'ampleur de ce programme. Les historiens, réunis dans leurs assises, semblent bien reconnaître que rien de ce qui est humain n'est étranger à l'histoire, que celle-ci désormais ne peut plus être comprise que dans le plus large sens. Lorsque la *Revue de Synthèse historique* s'est

fondée en 1900, c'était pour « neutraliser les inconvénients de l'analyse et de la spécialisation — d'ailleurs nécessaires », pour rapprocher les diverses équipes d'historiens et reconstituer l'unité, dans la science, des recherches qui concernent les manifestations diverses de l'activité humaine : en 1923, le temps est passé où l'on considérait la plupart des « histoires spéciales » comme des à-côté ; où les historiens de la « civilisation » luttaient âprement contre une histoire « politique et diplomatique » jalouse de sa suprématie ancienne. Pourtant, ce congrès des « sciences historiques » — le titre est archaïque encore — n'a pas fait tout ce qu'on aurait pu souhaiter pour le progrès de l'« Histoire ». Il a réuni les historiens dans le Palais des Académies[1] : il ne les a pas unis dans une collaboration étroite. Les murs de ces salles hospitalières constituaient pour la science des cloisons étanches. Il est arrivé que vingt-trois savants, à la même heure, faisaient vingt-trois communications dont beaucoup auraient intéressé un grand nombre de congressistes, dont quelques-unes les auraient intéressés tous, devant des auditoires forcément restreints. La bonne méthode exigeait, en effet, que le congressiste désireux de travailler sérieusement, au lieu d'éparpiller son temps dans les sections diverses qui l'attiraient, fréquentât assidûment celle où il s'était inscrit en raison de sa compétence particulière.

On ne pouvait éviter ce compartimentage, dès lors qu'on avait admis et qu'il s'agissait de caser trois cent-cinquante-cinq communications. Et ce chiffre, véritablement excessif, entraînait bien d'autres inconvénients. Permettre à quiconque s'inscrit de choisir le thème qui lui agrée ; accorder la même demi-heure à l'infime trouvaille d'un érudit et aux réflexions d'un Pirenne sur l'évolution économique ; prévoir les mêmes possibilités — ou le même étranglement — de discussion dans un cas comme dans l'autre ; régler l'emploi du temps à la clepsydre et non d'après la portée des sujets, — c'est assurer le succès plutôt que le profit. Un congrès — et moins encore qu'un congrès de sociétés savantes, un congrès international — ne devrait pas évoquer l'idée d'une sorte de foire intellectuelle où chacun fait librement valoir sa marchandise.

Ç'aurait été une initiative heureuse d'utiliser les deux séances

1. Encore six sections, sur vingt-trois, siégeaient-elles dans d'autres locaux.

générales pour remédier en quelque mesure aux incommodités que nous relevons. Des problèmes d'une particulière importance pouvaient être traités toutes sections réunies ; et dans ces conditions, les débats, auxquels auraient pris part les esprits les plus divers, auraient été pleinement efficaces pour faire avancer la science. Mais, selon l'usage courant, les séances générales n'ont différé des autres que par des caractères tout extérieurs. Il s'agissait d'honorer les principaux pays représentés, en procurant à un savant de marque un auditoire plus nombreux et des applaudissements plus nourris. Aussi est-ce encore dans les sections — où les communications avaient été groupées, il faut le reconnaître, avec beaucoup de soin et d'ingéniosité — qu'ont eu lieu les quelques discussions sérieuses d'où sont sortis des résultats et parfois des vœux.

Si l'on se place au point de vue de ce que nous appelons la synthèse du premier degré, — celle qui fait apparaître, dans tous les domaines, les progrès et les lacunes du savoir, qui établit des rapports entre les spécialités diverses, qui tend à accroître le rendement du travail, — ce brillant Congrès n'a pas eu son plein effet. La discussion approfondie, à des points de vue divers, d'un nombre limité de sujets, mûrement choisis par le Comité organisateur, aurait été bien autrement profitable et féconde. C'est dans ce sens, selon nous, que doivent, de propos délibéré, s'orienter les congrès à venir.

***

Mais nous ne sommes pas au bout de nos réflexions. Et voici qui nous semble plus grave, ou plutôt voici qui est la racine même de tous les vices d'organisation qui affligent et les congrès historiques et, d'une façon générale, le travail des historiens : l'histoire n'est pas encore une science bien définie. La plupart de ceux qui la cultivent, le font sans avoir réfléchi sur la nature de leur discipline, sur sa place parmi les sciences, sur ses méthodes et ses problèmes essentiels. Ceux-là mêmes, souvent, qui ont été amenés par une étude pénétrante de la réalité historique à mettre le doigt sur tel de ces problèmes n'en soulignent pas assez l'intérêt ou ne le situent pas dans l'ensemble des questions théoriques.

Si nous étudiions le programme du Congrès au point de vue du classement des faits du passé, nous pourrions montrer qu'il y avait là un arrangement de la matière historique beaucoup trop arbitraire. Les sections et leur ordre ne répondaient pas à une articulation précise des activités diverses de groupes humains, à plus forte raison à une conception rigoureuse de la causalité historique. L'histoire des religions (section VI) était-elle à sa place entre les nombreuses sections consacrées à l'histoire tout court et l'histoire du droit (section VII) ? Celle-ci était-elle à sa place avant l'histoire économique (section VIII)? N'y avait-il pas quelque bizarrerie à réserver le mot de « civilisation » (section IX) pour l'histoire de la pensée et celle de la médecine? Pourquoi l'art était-il indépendant de la civilisation (section X)? Et pourquoi l'histoire littéraire n'avait-elle pas sa section spéciale, aussi bien que l'histoire de l'art? Nous sommes convaincu, encore une fois, que d'autres organisateurs n'auraient pas procédé mieux. Ce n'est pas le Comité que nous critiquons : c'est l'état présent, c'est le chaos des études historiques.

Le Comité a même eu une initiative heureuse. Non seulement il avait constitué une section de méthode historique et sciences auxiliaires (section XI), mais il avait admis une sous-section spéciale de *méthode historique*, — ce qu'il faut enregistrer comme un véritable progrès. Cette sous-section avait son local propre, — étroit, il est vrai, et qu'on n'atteignait qu'à travers d'autres salles beaucoup plus spacieuses et plus fréquentées. Elle n'a recueilli que huit communications, réparties sur trois séances. Mais elle existait ; et elle a profité de cette existence officielle pour réclamer à l'avenir une place plus conforme à son importance.

L'auteur de ces lignes a eu l'occasion de faire observer que le titre de la section était incomplet : il aurait dû mentionner la *théorie de l'histoire* avant la méthode historique, la théorie de l'histoire étant quelque chose de bien distinct des problèmes méthodologiques — et de capital. Il a fait observer également que cette section aurait dû occuper dans le classement la première place ou la dernière, en sorte que son objet apparût comme la base ou le couronnement de tout l'effort historique. Il a montré — en fournissant sur ce point des indications statistiques, qui seront reprises et complétées, — que les Universités allemandes, que la science allemande accordent une attention

de plus en plus grande, dans le domaine de l'histoire, aux questions théoriques : soit sous le nom ancien de *Geschichtsphilosophie* (mais en distinguant de l'*inhaltliche Geschichtsphilosophie*, ou construction historique, la *formale Geschichtsphilosophie*, ou logique de l'histoire), soit sous ceux de *Geschichtstheorie*, *Geschichtslehre*, *Einleitung in die Geschichtswissenschaften*. Les Allemands sont très préoccupés de la *synthèse* en histoire : le mot même de « synthèse » a fait du chemin en Allemagne dans les années récentes ; et il tend peu à peu à remplacer les termes de *Auffassung* ou *Zusammenfassung*. Or, si l'Allemagne ne pouvait être représentée, à Bruxelles, dans ce Congrès des nations associées, son effort scientifique ne saurait être ignoré ou méconnu. Il y a des pays, d'ailleurs, qui, sans cultiver autant qu'elle la théorie, la cultivent peut-être mieux, et qui ont l'avantage sur elle pour préciser la notion de synthèse historique.

C'est une tâche dont on ne saurait exagérer l'intérêt, la portée, l'urgence que de fixer définitivement cette notion de la synthèse en histoire et, par là même, de définir la *science* historique dans ses traits essentiels.

Au cours de ce Congrès, où l'analyse semblait triompher par le pullulement des sections, le mot de synthèse est revenu sans cesse, et la nécessité de la synthèse a été maintes fois proclamée. Mais que de sens différents mettaient sous le même vocable beaucoup de ceux qui le prononçaient !

Un des procédés qui ont été le plus recommandés pour réaliser la synthèse, c'est la *méthode comparative* : voilà un terme qui, dans ces journées de Bruxelles, a eu sa large part de succès. M. Pirenne — qui fait profession de pur empirisme, mais qui a l'esprit ouvert aux curiosités les plus hautes — a employé le mot et recommandé la chose dans le brillant discours qu'il a prononcé à la séance d'ouverture. Il voit, et d'autres avec lui, dans la comparaison, dans la préoccupation de l'histoire universelle, un premier et inappréciable avantage, qui est de soustraire l'historien aux tendances nationalistes[1]. Nous croyons volontiers — et on n'est pas sans l'avoir constaté à Bruxelles même — que les pas-

1. Un certain nombre de communications, d'un vif intérêt et qui auraient mérité plus de retentissement, tendaient à répandre la conception *mondiale* de l'histoire, à y faire entrer plus largement l'Asie, l'Islam, l'Europe orientale, à préciser la nature de la civilisation et de l'expansion européennes.

sions soulevées par la guerre mondiale nuisent fort à l'objectivité dans la période actuelle. Pour les peuples nouveaux de l'Europe centrale et orientale, en particulier, l'étude du passé est difficile à dégager des intérêts, des rancunes, ou des rivalités du présent. Mais l'objectivité, malgré tout, est une vertu élémentaire pour l'historien. Sans elle, pas de science ; pas de science avec elle seule. Il n'y a de science que du général : M. Pirenne a redit le vieux, l'éternel principe.

Or, sans doute, on obtient du général par la méthode comparative. Mais il y a « général » et « général ». La comparaison est un instrument propre à des services divers et de valeur inégale. Quand on l'applique sans une étude préalable de la causalité historique ; lorsque, de façon tâtonnante ou massive, elle met en évidence certaines analogies de développement entre groupes ou époques ; qu'elle pose des « lois » plus ou moins approximatives et instables (l'histoire étant un complexe mouvant), dans cet emploi grossier la comparaison ne fait guère qu'inviter à réfléchir, à trouver l'explication causale : elle signale des problèmes, plutôt qu'elle n'apporte des solutions. La synthèse scientifique a pour objet essentiel de démêler les facteurs permanents qui interviennent dans l'histoire, de préciser leur nature et leurs rapports. Il ne faut donc pas confondre l'établissement de formules qui ne sont que de larges *constatations* avec la recherche des causes *explicatives*.

Dans la section spéciale de méthode historique, il est apparu que ceux-là mêmes qui sont le plus épris de la synthèse la conçoivent parfois encore de façon très contestable, voire compromettante. Tel est trop habitué à la spéculation et n'a pas de la matière concrète de l'histoire une connaissance suffisante. Tel est trop hanté par les sciences de la nature et veut trouver dans l'ondoyante histoire des lois rigides et absolues. Une période nouvelle de l'évolution des études historiques commencera le jour où, non seulement les historiens seront convaincus qu'il est nécessaire pour eux, comme pour tous les artisans de science, de s'élever au général, mais où la recherche du général, fondée sur l'étude objective, sur la connaissance du particulier, se fera d'après des principes indiscutables et indiscutés[1].

1. Les communications de M. Bujak (sur le problème de la synthèse en histoire), de MM. de Halecki et Eck (sur l'histoire de l'Europe orientale dans ses rapports avec

L'auteur de ces réflexions a eu la satisfaction de trouver, parmi les membres du Congrès, des historiens très renseignés sur le courant d'idées, sur la conception de l'histoire comme science, que représentent, depuis 1900, la *Revue de Synthèse historique* et les publications qui s'y rattachent. Il a répondu avec empressement, avec joie, aux demandes d'explications ou aux objections qui lui étaient adressées. Dans une séance complémentaire où se sont trouvés réunis avec lui quelques esprits particulièrement passionnés pour ces problèmes, M. de Halecki, professeur à l'Université de Varsovie et secrétaire de la section intellectuelle de la Société des nations, a déposé, et fait adopter à l'unanimité, le vœu auquel nous avons fait allusion précédemment, sur la place qui revient aux « questions de méthode, de théorie et de synthèse historique[1] ».

Il faut distinguer dans ce vœu entre son objet et les moyens proposés pour le réaliser. Ce Congrès international s'est montré, plus qu'aucun autre jusqu'ici, préoccupé d'internationaliser le travail. La plupart des vœux qui ont été formulés dans les sections et que l'assemblée a ratifiés tendent à assurer par une coopération internationale la conservation, la réunion, le classement des matériaux de l'histoire et à procurer de la même façon des

les conditions de milieu et de race, avec les aspects sociaux et intellectuels de la civilisation) étaient tout particulièrement orientées, selon nous, dans la bonne direction. — D'autre part, certaines communications de sections diverses, sur les rapports de la géographie et de l'histoire, sur les institutions politiques ou économiques, sur le rôle des idées, avaient pour la synthèse, aux points de vue théorique et pratique, un réel intérêt.

1. Procès-verbal de la section XI, 1re sous-section (méthode historique), séance du 13 avril 1923.

« Président : M. Eck, ancien professeur à Saint-Pétersbourg (Gand). Continuation de la discussion au sujet de la communication de M. Berr sur « la synthèse dans l'histoire ». Prennent part à la discussion : MM. Voldemar (Kovno), de Halecki (Varsovie-Genève), Eck (Saint-Pétersbourg-Gand), Gronsky (Saint-Pétersbourg-Paris), Berr (Paris).

« Comme conclusion à la discussion, la sous-section adopte à l'unanimité les deux vœux suivants :

« 1° La sous-section exprime le vœu que le prochain congrès historique réserve aux questions de méthode, de théorie et de synthèse historique une place conforme à leur importance et qu'au cas où le Ve Congrès international constituerait une commission permanente, cette commission veuille bien accorder une attention particulière à ces questions et envisager les moyens qui pourraient encourager et faciliter la coopération de tous les historiens qui s'en occupent dans les différents pays ;

« 2° La sous-section ayant appris que la Commission de coopération intellectuelle de la Société des nations a mis à l'étude le plan d'un nouveau manuel d'histoire générale, exprime le vœu que ce plan tienne compte de l'importance toujours croissante des études théoriques et synthétiques et de la nécessité d'appliquer leurs résultats méthodologiques à l'examen objectif et précis des faits isolés et particuliers. »

instruments de travail, *corpus*, catalogues, revues spéciales, ou encore Bibliographie de l'histoire générale (proposition Horvath) et Bibliographie périodique pour remplacer les *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft* (proposition Jameson). Pour ménager la réalisation de ces vœux et pour fixer dans une institution durable la pensée qui l'animait, le Congrès a même adopté une résolution importante :

« Considérant que le Ve Congrès international des sciences historiques a été saisi de plusieurs projets pour la création d'un organisme international permanent des sciences historiques et pour l'exécution des travaux historiques coopératifs et internationaux[1] ;

« Le Congrès décide qu'il y a lieu de créer un Comité international des Sciences historiques.

« Le Bureau international du Ve Congrès reste provisoirement en fonctions pour organiser ce Comité, en consultant les sociétés historiques des différents pays, dans le but de rendre ce Comité aussi représentatif que possible de tous les pays[2].

« Le Bureau international de Ve Congrès et, après lui, le Comité, dès qu'il sera constitué, sont chargés de déterminer, avant le 15 avril 1926, la ville où se réunira le prochain congrès.

« Le Bureau international du Ve Congrès et, après lui, le Comité, dès qu'il sera constitué, sont chargés d'étudier les projets qui leur seront renvoyés par le Ve Congrès international ou dont ils accepteront d'être saisis par les corps compétents. »

Nous sommes convaincu que ce Comité, comme l'Union académique internationale ou la Commission de coopération intellectuelle de la Société des nations, auxquelles sans doute il s'affiliera, peut rendre les plus grands services — mais dans l'ordre matériel. Le progrès désiré de la synthèse scientifique ne saurait être obtenu par des moyens, en quelque sorte, administratifs : nous avons fait sur ce point, dans la sous-section de méthode historique, des réserves qui ont été approuvées. Un groupement de personnalités dont les tendances sont diverses, et dont la plupart sont attachées à une tradition qu'il s'agit de depasser,

1. Projet de statuts pour une Union internationale des sciences historiques, par M. O. de Halecki ; projet de résolution, par M. Waldo G. Leland (Carnegie Institution of Washington), précédemment discuté à la Société d'Histoire moderne de Paris.

2. Le Bureau international était ainsi composé : MM. de Crue (Genève). Dembinski (Varsovie), de Sanctis (Turin), Homolle (Paris), Shotwell (New-York). Tout (Manchester), Vinogradoff (Oxford), et le bureau belge : MM. Pirenne, président, Delehaye et Cumont, vice-présidents, Desmarez, secrétaire général, Terlinden, trésorier, Ganshof, secrétaire. Les sept membres étrangers ont été, à tour de rôle, présidents du Congrès avec M. Pirenne.

peut faciliter, activer le travail préparatoire : il ne saurait créer la science. Il peut, à la rigueur, proclamer l'utilité de la théorie : il ne saurait promulguer la théorie. Pour le progrès interne de la science historique, il reste à trouver les moyens appropriés : l'organisation de travail synthétique et l'effort de pensée collective qui assureraient le rayonnement de principes bien définis.

HENRI BERR.

LA NOTION INNÉE DU PROGRÈS

DANS L'ESPRIT HUMAIN

Il y a juste aujourd'hui cinquante ans que j'ai commencé à porter intérêt à la préhistoire ; mon père, Eugène de Morgan[1], venait de découvrir la station mésolithique, devenue classique, du Campigny, près de Blangy-sur-Bresle, dans la Seine-Inférieure et, avec mon frère Henri, nous y fouillions des fonds de cabanes. A cette époque, l'hiatus entre le Magdalénien et le Néolithique n'était pas encore comblé, et c'est bien des années après nos fouilles, en 1886, que Ph. Salmon[2] proposa le nom de *Campinienne*, pour cette industrie de la pierre éclatée, dans laquelle les instruments polis, bien qu'existant déjà, sont d'une extrême rareté.

La préhistoire marchait alors à grands pas ; G. de Mortillet, dès 1873, avait distingué les tranchets campiniens, du Camp-Barbet, dans l'Oise, et, avec juste raison, les comparait à ceux des Kjöekkenmoeddings danois ; il faisait de ces industries les débuts de la période néolithique dans nos régions. Cette comparaison, avec une industrie analogue scandinave, porta bien des gens à penser qu'il existait des liens, soit de parenté, soit de fréquentations, entre les Campigniens du Nord de la France, et ceux du Danemark, et en cela ils n'eurent pas tort.

Mais les préhistoriens ne s'arrêtèrent pas là ; et, au fur et à mesure que s'étendaient les découvertes, on expliqua, par des contacts ou des parentés de peuples, la diffusion des diverses industries.

1. E. et H. de Morgan, *Notice sur le Campigny, station de l'âge de la pierre sise à Blangy-sur-Bresle (Seine-Inférieure)*. Amiens, 1872.

2. Philippe Salmon, *Dict. des sciences anthropologiques* verbo *Néolithique*. Paris, Doin, 1886.

Assurément, dans une même région, cette manière d'interpréter les similitudes industrielles paraissait correspondre à la réalité des faits ; mais, quand les découvertes élargirent le champ de nos connaissances, jusqu'à l'étendre sur des régions fort éloignées les unes des autres, ces explications ne semblaient plus être suffisantes ; il devenait évident que les centres industriels avaient été bien plus nombreux qu'on ne le supposait tout d'abord, et que, dans bien des cas, la naissance d'un outillage avait été provoquée par les besoins naturels locaux qui se trouvèrent être les mêmes dans des pays différents et chez des populations d'habitats très éloignés.

Cependant, les esprits n'étaient pas portés vers cette solution; on attribuait aux termes de la classification adoptée non seulement une valeur industrielle, mais une importance chronologique. C'était assimiler la succession des phases de la culture humaine, dans l'Occident européen, à celles de la géologie, généraliser dans le temps comme dans l'espace. Rien ne pouvait justifier cette conception ; cependant, bien des préhistoriens vivent encore sur ces erreurs fondamentales, et beaucoup ne s'en détachent qu'à regret, laissant percer dans leurs écrits cette sorte de tradition qui les empêche d'accorder à leur pensée toute la liberté nécessaire pour envisager les choses de haut.

Comme conséquence de cet état d'esprit, la parenté des industries étant le principal guide, il devenait fatalement nécessaire de faire mouvoir les peuples d'industries analogues, donc d'admettre des migrations sans nombre. « Je vois, m'écrivait l'un de nos préhistoriens les plus distingués, un va-et-vient incessant de peuples, dans toutes les directions, au cours des périodes lithiques. » Sarabande de tribus, au travers de tous les obstacles naturels, d'un milieu à un autre, dans de telles conditions que, de nos jours encore, de tels voyages peuvent être réalisés par des unités, mais non par des peuples entiers.

Certes, je ne veux pas dire que les hommes soient demeurés casaniers dans leur domaine, et n'aient pas cherché, soit à gagner de nouveaux territoires, soit à élargir celui de leurs pères ; mais je crois que, le plus souvent, les tribus sont restées dans leur milieu familial, et n'en sont sorties que contraintes par des phénomènes naturels, par suite de l'accroissement de leur

population, ou encore parce que des peuples, étrangers à leur sang et à leur culture, sont venus les déposséder de leur patrimoine. Nous possédons des traces certaines de cette dernière cause ; mais ce n'est pas une raison pour lui attribuer une importance capitale, dans les nombreux passages d'une industrie à une autre.

Les Incas, au Pérou, fils du Soleil comme les Pharaons, avaient, comme les Ptolémées, l'usage d'épouser leur sœur et, dans ces deux milieux, si éloignés, si différents, le but de cette coutume était, en Égypte comme au Pérou, de conserver pur le sang divin de la lignée royale. Certes, l'Orient et l'Amérique n'ont pas eu d'échanges de pensées ; et, cependant, le résultat a été le même dans les deux régions. Cette conception de l'essence royale et de sa conservation est donc née spontanément à des époques différentes, et chez des gens inconnus les uns des autres.

Pour mieux faire comprendre la grande valeur de cette observation, l'importance qu'il est nécessaire d'accorder aux développements spontanés des idées, je m'étendrai quelque peu sur les similitudes qui existent entre la culture précolombienne en Amérique et celle du vieux monde. Ces ressemblances sont parfois si parfaites, qu'on se demande si les deux foyers sont réellement restés sans communications entre eux.

Si l'Amérique a été peuplée par le Kamchatka et l'Alaska, comme bien des ethnologues le pensent, cette colonisation remonte à des époques fort anciennes. Non seulement les grandes civilisations de l'Amérique centrale n'avaient pas encore débuté, mais, assurément, ces migrations auraient laissé des traces de leur passage, ce qui n'est pas ; et, de plus, il n'a jamais existé, en Asie septentrionale, de civilisation capable de fournir l'incubation des cultures de l'Amérique centrale.

Il en est de même, si nous faisons venir les pré-colombiens de la Polynésie qui, au XVIIe et au XVIIIe siècle, était encore plongée dans les ténèbres néolithiques.

Veut-on voir, dans les pré-colombiens, des gens venus des pays méditerranéens, par des continents aujourd'hui disparus, l'objection est encore la même ; on ne trouve pas, soit en Espagne, soit dans l'Afrique du Nord et de l'Ouest, la moindre trace de culture quelque peu avancée.

L'existence de l'homme quaternaire en Amérique du Nord est encore discutée, admettons qu'elle soit prouvée, et que nous

puissions attribuer la présence de l'homme, dans ce continent, à une migration pleistocène par l'Atlantide ou par d'autres terres, aujourd'hui effondrées; cette existence de l'homme quaternaire au nouveau monde n'aurait, dans tous les cas, rien à voir avec les civilisations du Mexique, de la Colombie et du Pérou.

Quelques ethnolognes ont supposé que des gens venant soit du vieux continent, soit de la Micronésie, chassés par la tempête, sont venus enseigner aux pré-colombiens, comme jadis Oanès le dieu poisson en Chaldée, tous les principes civilisateurs. Cette explication prendrait quelque valeur si l'Égypte ou la Chaldée se trouvaient au Maroc et l'Égéide aux Açores ; mais, dans l'état de culture de l'Occident, de l'Europe et de l'Afrique, en ces temps, une telle hypothèse doit être écartée [1].

Il semble donc certain que les pré-colombiens se sont développés sur eux-mêmes, qu'ils n'ont eu aucun contact avec des peuples étrangers. L'étude comparative de leur civilisation avec celle du proche Orient offre donc toutes les garanties pour que nous puissions relever des deux côtés des témoins des conceptions venues spontanément à l'esprit des hommes.

Il est bien entendu que ces comparaisons n'entraînent aucune appréciation chronologique.

Pierre taillée. — En dehors des instruments grossiers qu'on rencontre dans les alluvions interglaciaires des États-Unis, outils qui, d'ailleurs, sont encore l'objet de discussions, le sol de l'Amérique du Nord est couvert de pierres taillées, laissées par les Indiens et leurs pères. Ce sont des couteaux, des nuclei, des têtes de lances et de javelots, des pointes de flèches et des haches en pierre polie.

Les pointes de flèches et de javelots affectent généralement une forme spéciale à l'Amérique : elles sont taillées en pointe ogivale et portent à la base, une ou deux paires d'entailles très profondes, pour l'emmanchement, mais il en est aussi de triangulaires, d'autres munies d'un pédoncule qui ressemblent, à s'y méprendre, à celles de nos pays européens; d'autres, en feuille de laurier, sont pareilles à celles du tell de Suze; enfin, certaines

1. S'il y a eu migration soit du côté de l'Asie, soit de celui de l'Europe, ces migrations se sont opérées pour le plus tôt aux temps quaternaires (Cf. J. Deniker, *Races et peuples*, p. 584).

pointes de lances et de javelines offrent les types les plus parfaits de la forme solutréenne.

Les pré-colombiens avaient donc inventé l'arc, les flèches, ils taillaient des pointes de projectiles identiques à celles de nos pays (néolithique et énéolithique) et les formes solutréennes étaient dans leurs mains.

En Amérique du Nord, on rencontre peu de ces outils circulaires, retouchés sur une moitié environ de leur circonférence et auxquels nous donnons, très improprement d'ailleurs, le nom de racloirs, mais ces sortes d'instruments, en obsidienne, sont très abondants au Mexique. Là, ces « racloirs » armaient de longs sabres de bois dur, on les fixait jointifs sur les tranches de l'arme, rendue très dangereuse, de ce fait. En langue indigène, ces sabres portaient le nom de *Maquahuitl.*

Voici donc un objet de pierre taillée qu'on rencontre en extrême abondance dans les gisements de nos pays, depuis l'Aurignacien jusqu'à l'apparition du métal, qu'on trouve en Égypte, en Afrique du Nord, et dans bien d'autres régions encore, que nous pensons avoir été d'usage, pour racler les peaux de bêtes, alors que les Mexicains en faisaient la partie tranchante de leurs sabres de bois. Pouvons-nous affirmer que beaucoup de ces racloirs européens n'ont pas joué le même rôle qu'au Mexique? Certes non.

Comme arme, les pré-colombiens faisaient usage du propulseur, instrument qu'on retrouve chez nos magdaléniens et dans la vallée du Nil. Ils employaient aussi le boumerang, tout comme les Égyptiens.

A côté des haches amygdaloïdes, analogues à nos haches polies du vieux monde, instruments qu'on trouve en abondance aux Antilles et aux États-Unis, généralement, on rencontre sur les deux parties du nouveau continent des instruments de forme particulière, munis d'une forte rainure pour l'emmanchement (Tennessee, Virginie, pueblos, etc., en Amérique du Nord; Pérou, Colombie, etc., en Amérique du Sud). L'emmanchement se faisait au moyen d'une ligature (Araucans) entre deux bâtons, mode que nos retrouvons en Égypte; cette hache à gorge existe en Europe : on en connaît des types dans les Basses-Alpes, dans les cités lacustres du lac du Bourget, dans la province de Cordoue (Espagne), enfin dans les mines de sel de Koulpi, sur l'Araxe (Arménie).

Puis ce sont des instruments en forme de poire, à tranchant hémi-circulaire (Saint-Vincent), dont le modèle se retrouve quelque peu modifié en Susiane, et des haches à grands ailerons d'emmanchements (dans les Andes), type dont se rapprochent certaines formes de la Basse-Égypte.

Ainsi tous les types de haches du nouveau monde se retrouvent dans les pays méditerranéens ; nés de mêmes besoins, ces outils-armes ont pris les mêmes formes.

Je ne parlerai pas de l'architecture, la discussion de sa technique m'entraînerait au delà du cadre que je me suis tracé, mais je dirai quelques mots de la céramique pré-colombienne, l'un des traits les plus remarquables de l'art autochtone de l'Amérique, tant au point de vue de la technique, qu'à celui de la peinture décorative.

Céramique. — En Amérique du Nord, la poterie demeure rustique, et, tout comme celle du néolithique européen et de celui de l'Asie, elle est ornée soit par incisions, soit au brunissoir ; c'est en approchant du Mexique qu'on commence à rencontrer la céramique peinte qui, plus au sud, devient très curieuse par les peintures qu'elle porte.

La plus remarquable de ces poteries est certainement celle des Péruviens, on y voit de véritables chefs-d'œuvre. Assurément, les motifs de décoration de ces vases diffèrent du tout au tout de ce que nous sommes habitués à voir dans l'Orient méditerranéen, car le goût artistique qui a guidé la main du peintre témoigne d'une stylisation étrange, spéciale, d'un conventionnel presque comparable, à certains points de vue, aux peintures céramiques susiennes. Tous ces vases sont conçus dans le même esprit que ceux de nos pays du proche Orient aux temps les plus anciens. Les représentations stylisées qu'ils portent, tout comme dans la Grèce archaïque, ont trait à des scènes héroïques ou divines. Destinés, comme les vases de Suse et de l'Égypte pré-pharaonique, à figurer dans les sépultures, ils portent des sujets religieux. On sait combien les pré-colombiens étaient convaincus de la survivance après la mort, et, à ce point de vue, étaient dans les mêmes idées que tous les peuples du vieux monde.

Pour la technique, ces vases ne le cèdent en rien à ceux de l'Orient méditerranéen. Bien qu'ils fussent faits sans le secours du tour, ils sont d'une étonnante régularité ; la pâte en est bien

malaxée, fine, les peintures sont solidement fixées, comme sur les vases grecs dipyliens ; quant à la température de cuisson, des gens qui savaient fondre le platine, ne devaient pas être embarrassés pour en trouver le degré.

Comme les Mycéniens, les pré-colombiens fabriquaient de nombreux vases anthropoïdes, figuraient des animaux, et faisaient grand usage du pastillage principalement chez les Mayas, où certains vases semblent n'être que des supports de reliefs.

Dolmens. — Un autre point commun, entre le nouveau monde et l'ancien, est l'existence sur le sol de la Bolivie d'un grand nombre de monuments mégalithiques. Ce sont de véritables dolmens, avec l'une des murailles latérales percée, comme on en voit en France, au Kouban et dans d'autres régions encore.

Boucliers. — Chez les Niquirans du Nicaragua, les guerriers portaient des boucliers de bois couverts de peau, et décorés de plumes, ils les ornaient de leur blason personnel. L'usage du bouclier était courant en Chaldée (stèle des Vautours) et en Égypte (soldats de Meïr de la XIe Dyn., musée du Caire) et, dans ce dernier pays, chaque combattant y peignait son blason.

Tissus. — Ce n'est pas que dans le vieux monde que le tissage des étoffes a été inventé ; les Aztèques, comme les proto-Élamites (première ville de Suse) étaient d'habiles tisserands. Ils employaient les plantes textiles de leur pays : le coton, le fil d'Agave, celui d'un palmier nain (icxotl) et le poil du lapin ou du lièvre; chez les Incas, la laine du lama remplissait cet office. Ils faisaient aussi, comme les Chaldéens et les Égyptiens, grand usage des peaux de bête ; mais, coutume particulière au nouveau monde, leurs manteaux de cérémonies étaient couverts de plumes d'oiseaux, cousues ou collées sur un tissu.

Métallurgie. — Lors de l'arrivée des Européens dans le nouveau continent, on rencontrait, en pleine action, chez les divers peuples, toutes les civilisations successives de nos pays, depuis la culture néolithique pure, jusqu'à l'industrie du bronze. C'était là le produit du travail des peuples se perfectionnant sur eux-mêmes, suivant les ressources que la nature mettait à leur disposition, et suivant le développement de leur esprit. Aussi, en Amérique, pouvons-nous suivre, à travers l'espace, ce que dans nos pays nous nous efforçons de suivre à travers les âges ; car les diverses régions montraient, dans le nouveau monde, les cul-

tures les plus arriérées au voisinage de civilisations vraiment raffinées.

Aux États-Unis, dans l'immense bassin de l'Amazone, chez les Patagons, à la Terre de Feu, nous sommes en plein néolithique. Dans l'Amérique du Nord, cependant, les métaux, l'or, l'argent, et surtout le cuivre étaient depuis longtemps connus des Indiens. L'or se rencontre à l'état de pépites dans les sables de la Californie, l'argent et le cuivre natif forment de grandes masses près du Lac Supérieur ; mais les Indiens ne considéraient ces métaux que comme des minéraux malléables qu'ils forgeaient, ne sachant pas les fondre. L'Europe n'a jamais connu cette phase de l'emploi du métal, qui, d'ailleurs, paraît n'avoir existé qu'aux États-Unis, seul pays au monde où il ait été, jusqu'à ce jour, rencontré pareille abondance de métaux natifs.

Chez les Diagnites de la République Argentine nous sommes en présence d'une véritable industrie du cuivre ; car beaucoup d'objets métalliques de cette région ne renferment qu'une proportion infime d'étain, sans effet sur la consistance moléculaire de l'alliage. D'après les archéologues argentins, les minerais étaient des chrysocolles, silicate double de fer et de cuivre, qu'on traitait dans des sortes de bas-foyers, méthode également employée en Europe et en Asie.

En Amérique centrale et au Pérou, nous entrons dans un monde vraiment métallurgique.

Chez les Aztèques, on trouve le cuivre, le zinc, l'argent, le plomb et l'or, des bronzes de teneur variée, suivant les usages auxquels on les destinait, peut-être même le laiton qui, dans l'Occident, est un alliage de très basse époque. Tous ces métaux et ces alliages étaient travaillés, soit au bas-foyer, soit au creuset, comme dans nos pays, puis moulés et martelés, repoussés et ciselés.

En Colombie, les ouvriers travaillaient fort habilement les métaux précieux, mais ne savaient pas les affiner ; l'or est toujours mélangé de cuivre (jusqu'à 3 p. 100) et d'argent, formant ainsi une sorte d'électrum. La même ignorance de l'affinage existait également en Occident, et l'or, pendant bien longtemps, est resté tel qu'on le trouvait dans les sables des rivières. Les plus anciennes monnaies grecques (VIIIe siècle av. J.-C.), sont en électrum, et les feuilles d'or qui ornaient le sarcophage du roi

Ra-Fou-Ab, à Dahchour (XIIe dynastie) contenaient 17 p. 100 d'argent.

Chez les Incas et dans les Andes, on voit l'or, l'argent, le cuivre, l'étain et le bronze.

De tous les peuples du nouveau monde, les Péruviens étaient les métallurgistes les plus habiles. Mineurs, ils avaient ouvert des galeries atteignant parfois 50 mètres de longueur, dans les filons métalliques : fondeurs, ils traitaient l'or, l'argent, le plomb, l'étain, le cuivre, le mercure. Ils fabriquaient divers alliages de cuivre et d'étain, dont ils savaient varier la teneur en étain, suivant l'usage auquel ils destinaient l'alliage, faisaient des laitons, des mélanges de cuivre et d'or ; mais ne paraissent pas avoir découvert les procédés pour séparer l'or de l'argent.

De toutes ces variétés métalliques, ils faisaient leurs armes, casse-tête, haches de formes diverses, souvent inspirées par les types de pierre, et les métaux précieux étaient employés pour les bijoux et les ustensiles de toilette, bagues, bracelets, épingles, pinces à épiler, miroirs, cure-oreilles, bandeaux de front, grains et pendeloques de colliers, pectoraux, amulettes, etc... Tous objets présentant par leur forme des caractères locaux très nets, mais qui trouvent leurs correspondants, en d'autres styles artistiques, dans nos industries préhistoriques du bronze et du fer.

Le fait le plus marquant dans ces usages métallurgiques pré-colombiens, est que les Esméraldas et les Caraques, populations côtières de l'Équateur, étaient parvenus à traiter par le feu les minerais aurifères de platine, qu'on trouve dans leur pays [1], minerais qui exigent une température très élevée et dont, en Europe, nous n'avons découvert les procédés de traitement que dans les temps modernes. Assurément, la présence de l'or dans les pépites de platine abaissait sensiblement la température de fusion de l'ensemble, il n'en est pas moins vrai que l'habileté de ces métallurgistes était très supérieure à celle de nos artisans du vieux monde, avant notre ère.

Cependant, les pré-colombiens, s'ils étaient très avancés dans l'art du fondeur, se montraient moins habiles que nos gens du bronze pour la fabrication des armes ; peut-être n'éprouvaient-ils pas le besoin de couler de grandes épées et des poignards, car ils

1. Th. Wolf, *Mem. sobre la Geogr. y la Geolog. del Ecuador*, p. 50.

paraissaient ne s'être jamais préoccupés de ces sortes d'armes, auxquelles nos fondeurs attachaient tant d'importance. D'ailleurs, les proto-Élamites et les Égyptiens pré-dynastiques n'ont pas, non plus, songé à ces sortes d'armes.

Dans tout le nouveau monde, on n'a jamais, avant la conquête, connu le fer métallurgique, ce métal ne paraît pas autrement qu'à l'état météorique (Ohio). Les Indiens en tiraient parti, de même manière qu'ils en usaient avec les autres matières minérales, ils en faisaient des haches et des ornements [1]. L'hématite, tant employée dans le vieux monde, était, en Amérique, traitée comme toute autre pierre.

Tandis que certaines régions de l'Amérique centrale et méridionale se développaient, et conduisaient à grands pas les peuples vers le grand progrès, les instruments de pierre restaient en usage courant, même dans les pays les plus avancés, soit par tradition, pour certaines cérémonies religieuses, telles que l'ouverture du corps de victimes dans les sacrifices humains, soit parce que le métal était encore rare et de grande valeur. Les *maquahuitls*, les flèches, les lances, etc... étaient encore armés d'obsidienne ou de silex.

Si nous en jugeons par les arts métallurgiques, ainsi que par l'emploi des métaux, il y aurait eu, en Amérique, deux centres, sinon deux foyers d'origine de la métallurgie ; l'un situé sur la côte du Pacifique, vers le Pérou actuel, l'autre au Mexique ou dans l'Amérique centrale, mais on ne saurait encore se prononcer.

L'écriture. — L'un des traits caractéristiques de la culture pré-colombienne, trait qui rapproche cette civilisation de celle de l'ancien continent, est l'usage de l'écriture. Rares, de par le monde, sont les points où l'homme a réussi à sortir de la pictographie. L'Amérique centrale, la Chine et le proche Orient sont les seuls pays où l'intelligence humaine ait trouvé sa voie. Ailleurs, les procédés pictographiques n'ont pas eu de lendemain.

L'écriture mexicaine est composée de trois éléments distincts : l'élément purement figuratif qu'on trouve dans l'hiéroglyphe égyptien, et qui, certainement, a existé dans le système précunéiforme, l'élément idéographique, qui forme l'une des prin-

1. Putnam. *Iron from Ohio mounds* T. A. A. S., vol. II, 1883, p. 349 sq.

cipales bases des systèmes chaldéen, proto-anzanite, égyptien, chinois, et, vraisemblablement aussi, hittite et crétois. Enfin, vient l'élément phonétique, timide en Mexicain, très développé dans l'ancien monde.

L'écriture yucatèque est semi-figurative, semi-phonétique, alors que celle des Mayas paraît avoir été purement figurative, et que, chez les Incas, aucune écriture n'était en usage, malgré le degré très avancé de la civilisation péruvienne. Chez les Indiens de l'Amérique du Nord, la pictographie est restée seule jusqu'à nos jours.

Ainsi, l'on trouve dans le nouveau monde les divers stades de l'écriture depuis sa forme la plus primitive, la pictographie, jusqu'à l'hiéroglyphe avec ses valeurs figuratives, idéographiques et phonétiques, et avec ses déterminants. Mais les pré-colombiens s'étaient arrêtés là ; car ils ne paraissent pas avoir eu de simplifications cursives des hiéroglyphes, telles que l'hiératique et le démotique en Égypte. Les Chinois en sont restés à peu près à la même phase que les pré-colombiens ; c'est au Japon que le système chinois est devenu cursif.

Bien que Terrien de la Couperie ait tenté jadis de rattacher les origines de l'écriture chinoise à celles du système cunéiforme, il paraît certain que l'extrême Orient a évolué sur lui-même, en suivant, comme les pré-colombiens, le processus normal qu'impose le bon sens.

Je dois ajouter, qu'au Pérou, existait un mode mnémonique, de retenir les nombres, celui du *Qquipus*, qu'on a pris à tort, pour un système d'écriture : le Qquipus servait uniquement, chez les Incas, à la comptabilité, et les teneurs de comptes étaient désignés sous le nom de *Qquipuçamayocs* ; ce procédé, fort simple, a été, sous diverses formes, en usage dans tous les pays et en tous les temps ; les bâtonnets à encoches des boulangers, dans nos campagnes, ne sont autres que les Qquipus.

Il serait aisé d'écrire un volume entier sur les rapprochements de conceptions qu'on peut faire entre le nouveau monde et l'ancien, en s'appuyant seulement sur des faits matériels ; mais, je pense en avoir dit assez pour inciter le lecteur à visiter dans cette idée les musées d'antiquités et ceux d'ethnographie ; l'examen des vitrines sera plus éloquent que tout ce que je pourrais dire des détails.

Mais, à côté des similitudes matérielles, il en est d'autres, uniquement d'ordre intellectuel, qui montrent combien la nature humaine est, par son essence même, portée à suivre les mêmes chemins. Quelques exemples suffiront, je pense.

Heros éponyme. — De même que dans toutes les légendes relatives aux origines des peuples du vieux monde, nous rencontrons chez les Incas, *Manco-Ccapac*, ancêtre fabuleux de la race royale, sur la tête de qui ont été rapportés tous les progrès, toutes les améliorations survenues dans le pays.

Zoolatrie. — Les Caraques et bien d'autres peuplades indiennes adoraient les éléments et surtout les animaux. La mer, les poissons, les tigres, les lions, les serpents, etc..., étaient des dieux, comme en Égypte pharaonique; peut-être les Caraques étaient-ils totémistes, on n'en a pas la preuve certaine, comme pour les Indiens des États-Unis et du Canada.

Rites funéraires. — Chez tous les peuples du nouveau continent, on trouve la croyance à la vie d'outre-tombe. La mort n'est qu'un changement de vie, et les morts conservent une grande influence sur les vivants : c'est ce que, sous de multiples formes, nous rencontrons dans l'ancien monde. Il s'en suit que de l'un et de l'autre côté de l'Atlantique, les rites funéraires sont semblables, sinon dans les détails, du moins dans leur ensemble.

Hérodote nous a laissé une description très curieuse des funérailles d'un chef Scythe: le cadavre est placé dans un dolmen de bois (la pierre faisant défaut dans la steppe) recouvert d'un tumulus (Kourgans de Russie), et, dans sa tombe, on place à ses côtés ses armes, ses richesses, des provisions, ses femmes, ses serviteurs étranglés ou égorgés ; puis, on immole toute une garde à cheval, dont on place les cadavres en cercle, autour du Tumulus.

Le récit de ces funérailles sanguinaires a trouvé une preuve éclatante dans mes fouilles du Nord-Est de la Perse : là, dans bien des dolmens de l'industrie du bronze, j'ai reconnu la présence de squelettes de femmes, accompagnant celui de leur seigneur [1]. Les corps étaient entourés d'armes, de bijoux, de vases ayant contenu des aliments, de cruches pour la boisson : et l'ordre qui régnait dans la sépulture montrait que les femmes

1. J. DE MORGAN, *L'humanité préhistorique*, 1921, p. 258, et fig. 151 à 153.

avaient été mises à mort avant que leur corps fût placé dans la tombe. Or, voyons ce qui, en pareilles circonstances, se passait au nouveau monde. CIEZA DE LÉON [1] et d'autres chroniqueurs nous en ont laissé de terrifiants récits.

Lorsqu'un Cacique mourait chez les Indiens Cunas de l'Isthme de Panama, on tuait les femmes qu'il avait préférées et on lui faisait une sépulture « grande comme une petite colline ». A l'intérieur de ce tumulus étaient une chambre et un couloir ménagé au ras du sol. Le cadavre y était introduit, paré de ses plus riches vêtements ; on plaçait auprès de lui ses trésors et une grande quantité de vivres et de boissons, et l'on enfermait les corps des femmes du mort et de quelques jeunes garçons, pour le servir dans l'autre monde.

Il en était de même chez les Esmeraldas et les Caraques (Équateur), mais, chez ces peuples, la sépulture se faisait dans des puits analogues à ceux de l'Égypte et de Chypre, et non dans des tumuli.

Au Pérou, ces cérémonies étaient plus barbares encore. On enterrait, avec l'Inca, la plupart des femmes de son harem, et un grand nombre de serviteurs, qu'on enfermait vivants, dans une chambre spéciale, à cet effet. La légende dit qu'aux funérailles de *Huayna-Ccapac*, le nombre des victimes aurait été de quatre mille.

Anthropophagie. — Les Cunas de l'Isthme de Panama, comme d'ailleurs presque tous les peuples du nouveau monde, pratiquaient les sacrifices humains, et, mangeaient leurs victimes. Les voyageurs espagnols contemporains de la conquête racontent qu'on voyait devant la maison du chef, dans chaque village, les crânes des victimes qui avaient été sacrifiées et mangées.

La Polynésie nous montre les mêmes coutumes et, en Europe M. STOPE, savant suédois, qui a étudié une caverne de l'île Störa-Carlsö (Gotland) a constaté que les habitants de cette île, aux temps néolithiques, étaient cannibales. On trouve d'ailleurs encore mention du cannibalisme en Europe, à l'époque historique [2].

1. *Cronica del Peru.*
2. O. MONTELIUS, *Les temps préhistoriques en Suède.* Trad. fr. par *S. Reinach*, p. 20. — HEIERLI, *Urgesch. der Schweiz*, p. 150.

On voit, par les pages qui précèdent, combien est accusée l'unité de la pensée chez les hommes, quelle que soit leur race, quel que soit leur habitat : les lignes principales demeurent souvent même dans leurs détails, et s'il existe des différences, elles sont uniquement dues à l'ambiance dans laquelle les civilisations se sont développées.

Devant des analogies aussi frappantes que celles dont je viens de parler, les partisans des contacts invoqueront des relations inconnues encore, entre les gens du vieux monde et ceux du nouveau, rappelleront l'histoire du *Fu-Sang*, des Chinois, de ce prêtre bouddhiste qui, en 499 de notre ère, serait revenu en Chine, après avoir visité un pays qu'on a cru être l'Amérique [1] et dans lequel il aurait vu une civilisation déjà très avancée ; mais, dans ce pays, il y avait des chevaux et des chars, ce n'était donc pas l'Amérique.

On parlera des objets rejetés sur les côtes de l'Europe et des navigateurs indiens chassés par la tempête sur nos côtes. En l'an 62 avant notre ère, un bateau, monté par des hommes de race inconnue, est venu atterrir sur la côte de Germanie. Ce pouvait d'ailleurs être des Lapons. En 1508, un navire français rencontra, non loin de nos côtes, une barque montée par sept hommes, dont six moururent. Le septième, un jeune homme, fut conduit à Louis XII, alors dans le Maine.

Certainement, on ne peut affirmer que des vaisseaux, partis du vieux monde, n'ont pas, à une époque quelconque, abordé l'Amérique, sans espoir de retour; mais il ne suffisait pas de ces relations passagères, accidentelles, si elles ont eu lieu, pour faire éclore une culture telle que la civilisation américaine. Nous pouvons, très certainement, sans crainte d'erreur, considérer la culture des pré-colombiens comme autochtone, comme absolument pure de tout élément allogène.

En Tasmanie, en Australie, dans toute la Polynésie, nous nous trouvons également en face de cultures que nous pouvons aussi considérer, avec moins de sécurité cependant, comme locales et indépendantes. Certes, nous ne rencontrons pas là des arts et une industrie aussi avancés que chez les pré-colombiens. Tout le Pacifique en était encore à la civilisation néolithique, quand

1. Cf. H. Beuchat, *Man. Arch. américaine*, 1912, p. 4 sq.
2. *Id.* p. 40.

les navigateurs du XVIIIe siècle y ont pénétré. Mais cette culture néolithique présentait une foule de variétés locales, des degrés sans nombre, bien que les peuplades des Iles fussent en communications constantes entre elles.

Un fait important se dégage de l'examen des civilisations, dans les diverses régions de l'Amérique et dans les divers groupes d'îles de la Polynésie. On voit clairement que des cultures très primitives peuvent être en contact direct avec des peuples très avancés, sans profiter de ce voisinage. La grande civilisation du Pérou, de l'Équateur, de l'Amérique centrale n'a eu aucune influence sur les tribus indiennes des Guyanes, du Brésil, de la Patagonie ; et la culture très développée de Mexico n'a pas fait avancer d'un pas les tribus indiennes des États-Unis ; à peine trouve-t-on dans le Nord du Mexique et dans l'État du Colorado quelques indices d'une industrie supérieure à celle des « mounds ».

Il est donc démontré de la manière la plus claire que, dans le nouveau monde comme en Océanie, les contacts, le voisinage, n'ont pas eu une influence notable sur le développement des tribus inférieures, développement qui s'est plutôt trouvé en dépendance de l'affinité personnelle, plus ou moins grande, des peuplades diverses pour le progrès.

Ce n'est pas seulement chez les tribus primitives que l'on peut constater cette inégalité dans la réceptivité des notions sociales, philosophiques et matérielles ; parmi les peuples qui passent pour être très civilisés, il en est beaucoup qui, tout en profitant des découvertes matérielles faites par leurs voisins, sont incapables de s'assimiler les conceptions d'ordre plus élevé, et cela, au milieu de ce grand courant qui entraîne l'humanité tout entière vers cette amélioration de la vie, qui, dans la forme que nous lui accordons, n'est peut-être, somme toute, qu'une utopie.

Chez les peuples primitifs, les côtés matériels de l'existence présentent une influence prépondérante, on peut même dire unique, l'homme s'y trouve en dépendance absolue des conditions de l'ambiance, des ressources qu'offre la nature, des difficultés indépendantes de sa volonté ; c'est dans ces conditions, qu'à toutes les époques et en tous lieux, ont vécu les gens des industries de la pierre.

Nous avons vu combien, dans le nouveau monde, le travail de la pierre a joué un rôle important dans les destinées des

peuples : il en a été de même sur les vieux continents, la pierre étant, là aussi, la seule matière première dont disposait l'homme pour lutter contre les difficultés qu'à chaque instant il rencontrait sous ses pas ; mais dans notre vieux monde les conséquences de l'ambiance n'apparaissent pas aussi clairement que dans les pays isolés comme sont les deux Amériques, comme est l'Australie, et, dans une certaine mesure, la Polynésie, contrées où il est très certain que les contacts n'ont joué qu'un rôle très atténué.

« L'Australie, dit MARCELLIN BOULE, dans son magistral ouvrage *Les hommes fossiles* [1], est le plus petit, mais le plus singulier des continents. Tout y paraît étrange et archaïque aux yeux du naturaliste. Sa végétation de fougères arborescentes, de Cycadés, d'Araucarias, de palmiers, de Mimosas, d'Eucalyptus, de buissons épineux, rappelle celle de l'ère secondaire. Dans les mers qui l'entourent, on retrouve les coraux, les Tigonies, les Nautiles de nos mers jurassiques et crétacées. Dans les rivières, vit encore le *Ceratodus*, ce curieux poisson amphibie qui fut découvert d'abord dans les terrains du Trias européen. La terre ferme est peuplée d'une faune de mammifères très spéciale, ne comprenant guère, avec le type tout à fait primitif, encore reptilien, des Monotrèmes, que des formes restées presque toutes à l'état de Marsupiaux. Cette faune représente aussi un legs des temps secondaires, d'ailleurs considérablement accru et diversifié. Les populations humaines indigènes appartiennent également à l'une des races actuelles les plus primitives. » Et, plus loin, l'auteur ajoute : « Il est bien difficile d'expliquer le peuplement de l'Australie par l'homme ; celui-ci ne saurait être qu'un des derniers venus (dans la faune) à moins de croire, avec SCHŒTENSACK, que l'Australie est le lieu d'origine de notre espèce, ce qui ne paraît guère admissible. »

Ces hommes, dont l'origine nous est inconnue, mais dont la venue en Australie ne paraît pas être extrêmement ancienne [2] ont toujours vécu, sur cette grande terre, dans des conditions misérables. Ils ont laissé de très nombreux instruments de

1. P. 364.

2. Aucune trace de l'Australien pleistocène n'a été rencontrée jusqu'ici dans les immenses exploitations des alluvions aurifères de la grande île, ni dans les cavernes où abondent les restes de la faune éteinte.

pierre, les uns polis, les autres éclatés; on y voit tous les types que nous sommes accoutumés, en Europe, à considérer comme successifs et qui là sont contemporains, tous sont encore en usage de nos jours. Ce sont des galets simplement adaptés (éolithes), des outils grossiers, sans forme définie, des coups de poing chelléens, acheuléens, moustiériens, racloirs de type moustiérien, aurignacien, pointes solutréennes, couteaux magdaléniens, silex pygmées (Tardenoisien), haches polies de notre néolithique.

Toutes ces formes correspondent à des besoins et, il n'est pas nécessaire de le dire, elles sont nées spontanément, sans le concours d'influences extérieures.

En Océanie, certaines îles ont connu la poterie, d'autres l'ont toujours ignorée, jusqu'à notre époque ; partout on rencontre la pierre polie, plus rarement la pierre éclatée, et encore est-elle toujours néolithique.

Dans cet immense domaine océanien, nulle part on ne rencontre trace de la connaissance du métal ; c'est que, pour la plupart, ces îles sont de composition volcanique, c'est-à-dire privées de minerais. Les grandes terres cependant, telles que la Nouvelle-Zélande, la Tasmanie, la Nouvelle-Calédonie sont riches en filons, et dans le sud du continent asiatique, le métal était connu, tout au moins depuis les débuts de notre ère. Sa connaissance aurait pu se propager par voie maritime ; car les insulaires, comme les gens des côtes asiatiques, ont toujours été d'intrépides marins : il n'en a rien été, cependant.

De ce qui précède il résulte, non seulement que, guidés par les mêmes nécessités, les hommes, quoi qu'ils fussent indépendants les uns des autres, ont eu les mêmes pensées, mais aussi que le progrès n'a qu'une seule voie où, fatalement, l'humanité est obligée de s'engager et qu'elle est contrainte de suivre, quels que soient les lieux, quels que soient les temps. Dès lors, il devient contraire aux lois de l'évolution des industries de chercher, sauf dans des cas bien définis, l'expansion d'un usage, d'une pensée, d'un instrument, dans sa propagation par influence, par contact des peuples entre eux, surtout quand il s'agit d'idées simples.

Les préhistoriens se sont évertués à trouver les voies de propagation des industries en partant du principe, faux dans bien des cas, du foyer unique.

L'industrie paléolithique [1] (*sensu stricto*) qui couvre toute l'Afrique, l'Occident de l'Europe, la Mésopotamie, qu'on retrouve aux Indes, en Australie, aux États-Unis et jusqu'au Mexique, peut-elle être considérée comme étant issue d'un foyer unique? Certainement non, pour cent raisons. Doit-on lui accorder une valeur chronologique? Oui, dans certains cas, non d'une manière générale.

Pour ces temps, la faune qui accompagne les instruments de pierre est notre seul guide en chronologie relative, et ce guide est bien vague, quand il s'agit de pays éloignés de l'Occident de l'Europe, car les faunes ont, au quaternaire, varié comme elles varient de nos jours, suivant les points du globe, et les concordances sont, dans la plupart des cas, très indécises. Nous ne savons pas, en effet, à quel âge exact attribuer les *Nototherium*, *Diprotodon*, *Thylacoleo*, marsupiaux géants de l'Australie, les *Megatherium*, *Mylodon*, *Glyptodon*, édentés énormes des pampas, quelle époque il faut assigner aux *Megalonyx*, au *Bison Occidentalis*, à *l'Elephas Colombi* de l'Amérique du Nord; que conclure de la présence d'ossements de pachydermes dans les alluvions de l'île de Délos, quand nous savons, par des documents indiscutables, que l'éléphant vivait encore à l'état sauvage chez les Cananéens, sous les Ramessides?

Il est hors de doute que les districts paléolithiques des États-Unis, de l'Hindoustan, de l'Australie doivent être considérés comme étant étrangers à la grande province de la même industrie qui comprend l'Afrique, l'Ouest de l'Europe et l'Asie antérieure, et rien ne permet d'affirmer que ces industries puissent être contemporaines de nos cultures paléolithiques (S. S.) ; et dans la grande province elle-même, il semble bien difficile d'admettre l'existence d'un foyer unique, d'où cette industrie se serait répandue jusqu'aux confins des glaciers scandinaves. Une telle expansion eût exigé un temps considérable et, assurément, pendant ce temps, il se serait produit quelque progrès, quelque changement : cette industrie aurait évolué.

Si nous envisageons la distribution générale de la hache en pierre polie, nous voyons que cet instrument, en des temps divers, a couvert le monde entier, depuis les rives de la Baltique, jus-

1. Chelléen, Acheuléen et Moustiérien.

qu'aux îles de la Société, jusqu'au littoral de la baie d'Hudson, jusqu'à la Chine et au Japon. On ne peut pas admettre que cet instrument si simple ne soit pas né spontanément dans vingt pays différents, et en des temps très divers.

Les silex pygmées (Tardenoisien de G. de Mortillet), si remarquables par leurs formes géométriques, que certains auteurs attribuent à l'archéologique, d'autres, au mésolithique, voire même au néolithique, se rencontrent dans presque tous les pays de l'Europe, puis en Russie, en Syrie, en Égypte, en Tunisie, en Algérie, aux Indes, à Ceylan, en Australie; ces petits outils qui, pense-t-on, servaient à la pêche, ont eu, à coup sûr, maints foyers dans des pays très différents et à des époques fort diverses. Il se peut qu'il y ait eu, en Europe, une province homogène de cette industrie; mais ne devons-nous pas cette opinion à ce que nos pays sont mieux explorés que les autres parties du monde, n'est-il pas plus probable que ces formes convenant à un mode spécial de vie, ont été adoptées dans la plupart des districts, dans lesquels, ce mode était imposé par la nature ?

Que dire des dolmens qui, non seulement couvrent l'ancien monde, mais existent aussi en Amérique méridionale, alors qu'on en construit encore à Madagascar et dans l'Assam ?

Nous avons vu jusqu'où peuvent aller les similitudes de conceptions de tout genre, chez des peuples privés de tous rapports entre eux, que le voisinage, le contact même des tribus n'entraine pas forcément la transmission des idées du groupe humain le plus cultivé à celui qui l'est moins, que dans chaque province de l'habitat de notre race, les mêmes besoins ont amené les mêmes usages; pourquoi chercher à expliquer par des déplacements de populations, des faits aussi naturels que l'invention de quelques formes d'instruments voulues par l'ambiance, par les conditions naturelles de la vie, par la matière employée pour leur fabrication ?

Certes, il est loin de mon esprit de refuser aux migrations leur pouvoir propagateur ; mais j'estime qu'il ne faut pas « voir au cours des temps préhistoriques des tribus sans cesse en mouvement »; qu'il faut faire une très large part, non seulement aux exigences locales, mais à cette grande loi de l'évolution que nous montre la comparaison des civilisations du vieux monde avec celles du nouveau, tout en tenant compte du rôle que, dans certains cas, ont certainement joué les migrations.

Les préhistoriens cherchent aujourd'hui quel a pu être le foyer des débuts des industries archéolithiques ; ils conviennent que la culture dite aurignacienne dérive de celle dite moustiérienne et, confondant dans un même cycle toutes les industries du même ordre, parce qu'elles renferment des instruments répondant à des besoins semblables, ils n'hésitent pas à faire venir de l'Afrique du Nord, de la Syrie, des tribus entières; pour expliquer ces analogies, ils cherchent les routes par lesquelles ces mouvements auraient pu se produire, rétablissent des ponts, pour la traversée des mers, tout cela, parce que les gens de Gafsa en Tunisie ou d'Adloun en Syrie, au sortir du paléolithique, ont eu besoin d'un burin ou d'un racloir, semblable à ceux dont ont fait usage les hommes d'Aurignac.

Pour décréter qu'un changement d'industrie s'est produit à la suite d'une migration, il faut autre chose que l'apparition de quelques formes nouvelles dans l'outillage, il faut un ensemble de conceptions encore inédites, une nouvelle orientation; je me trouve ainsi amené à revenir sur le début de cette étude, à parler des Kjœkkenmœddings danois et de nos huttes du Campigny.

Dans le nord de la France, comme sur les côtes du Danemark et en Scanie, se montre, au début de l'industrie néolithique, une culture spéciale, nouvelle, nous voyons alors paraître des formes inusitées, le tranchet, entre autres, la hache en silex poli (Campigny), la poterie qu'on rencontre pour la première fois, et un animal domestique, le chien (Danemark).

Jusqu'ici, nous n'avons pas rencontré la transition entre les industries archéolithiques et celle du Campinien ; l'Azilien de Piette paraît bien être un dérivé du Magdalénien, mais, tout d'abord, il n'appartient pas au même pays que le Campinien; ensuite, cette industrie n'annonce pas la venue de celle du Campigny. Il y a donc là de multiples raisons pour accorder à cette dernière phase du mésolithique, ou première du néolithique, une origine étrangère. L'industrie campinienne, d'ailleurs, paraît être localisée au bassin de la Seine et de la Loire, au nord de la France, aux rives allemandes de la mer du Nord, au Danemark et à la Suède méridionale.

Des mouvements de peuples très anciens, dans nos pays, migrations contemporaines des cultures archéolithiques, nous ne connaissons rien en dehors des hypothèses tendant à unifier les

industries de même allure ; ce n'est, au plus tôt, qu'à la fin du magdalénien, que nous commençons à pressentir les invasions venues de l'Orient, invasions qui paraissent probables au cours du mésolithique et deviennent certaines avec le néolithique, plus encore avec les métaux ; et ces mouvements sont de grande importance pour l'ancien continent ; car ce sont eux qui ont répandu de par le monde les peuples de parler aryen.

Mais soyons d'une extrême prudence dans nos hypothèses relatives aux temps plus anciens, si nous ne voulons pas, de parti délibéré, jeter le trouble dans l'ethnographie archéolithique et mésolithique. A cette époque que nous désignons, dans l'Occident de l'Europe, sous le nom d'aurignacienne, les hommes, au sortir du dépeuplement quaternaire, vivaient dans les districts de survivance, ils étaient peu nombreux et vraisemblablement peu enclins à se lancer dans des expéditions lointaines : il est à croire qu'ils se sont développés sur eux-mêmes, modifiant leurs industries suivant les besoins que leur imposait la nature, par ses variations de climat, par suite de flore et de faune.

Il y a quelques mois seulement que j'ai appelé l'attention des préhistoriens sur le dépeuplement quaternaire [1] et sur la formation des districts archéolithiques de survivance ; aucune recherche spéciale pour retrouver ces districts n'ayant encore été tentée, nous en sommes réduits à nos connaissances passées, c'est-à-dire à la liste des cavernes, abris et stations en plein air de la première industrie archéolithique. Pour l'Occident de l'Europe et le nord de l'Afrique, nous sommes assez bien renseignés ; mais il n'en est pas de même pour le reste des continents.

Certainement, les points de survivance ont été très nombreux ; il est à croire même que des pays entiers ont échappé aux phénomènes naturels qui ont été cause du dépeuplement ; mais les populations alors fort réduites, disposant d'immenses espaces libres ne se sont bien certainement, dans la plupart des cas, étendues que très lentement, sont restées cantonnées dans leur milieu ancestral et, au fur et à mesure que se modifiaient les conditions de la vie, ont elles-mêmes modifié leur outillage, sans, pour cela, communiquer forcément entre elles.

1. Ce fait avait déjà été signalé par H. Douvillé en 1910 (*C. R. Acad. Sciences*, t. 151, p. 630, 10 octobre 1910).

Les observations et les constatations qui précèdent, sortent du domaine de la préhistoire, en dépassant largement les limites, et les conclusions qu'on est amené à en tirer, prennent force de lois mondiales ; car elles montrent que l'évolution humaine s'est produite suivant des règles précises, immuables, dont nous étions loin de soupçonner même l'existence, lois qui apparaissent d'une manière lumineuse quand on met en parallèle deux grandes civilisations étrangères l'une à l'autre, comme celle du nouveau monde et celle de l'ancien, mais dont il n'est pas une seule culture qui ne porte les traces.

J. de Morgan.

L'ÉGYPTE

SOUS LES QUATRE PREMIÈRES DYNASTIES

ET L'AMÉRIQUE CENTRALE

Une contribution à la méthode de l'Histoire de la civilisation[1].

Dans son œuvre intéressante, intitulée *Méthode de l'Ethnologie*, M. le professeur Graebner démontre plusieurs fois le manque d'objectivité des critériums, à l'aide desquels on avait jusqu'à maintenant essayé de constater le développement parallèle de deux civilisations ; et comme il ne voit pas de possibilité d'atteindre dans cette question plus de sûreté, il se borne à étudier les rapports et influences réciproques entre des civilisations différentes. Je ne peux pas me ranger à cette opinion : la comparaison de deux civilisations, qui, indépendamment l'une de l'autre, auraient créé un certain nombre d'outils et d'institutions semblables, nous donnerait plus de matériaux pour l'étude du développement de l'humanité qu'une constatation de centaines de rapports entre différents peuples. Je ne peux cependant que donner raison aux objections de M. Graebner, quand il polémise avec les méthodes employées jusqu'à maintenant pour la constatation d'un phénomène semblable, mais je ne partage point le pessimisme avec lequel il envisage l'avenir. J'ai même l'intention de proposer dans le travail présent un critérium absolument objectif, à

1. Il nous semble intéressant de publier, en même temps que l'article de M. de Morgan sur *la notion innée du Progrès dans l'esprit humain*, ce travail qui confirme la même thèse importante.

l'aide duquel on pourrait distinguer une civilisation spontanée d'une civilisation dépendante, et, par suite, constater l'invention éventuelle de deux outils semblables en deux points différents.

Je m'occuperai dans cet article exclusivement d'outils, compris avec un sens très étendu comme instruments ayant pour but de faciliter et faire accroître le travail nécessaire pour la satisfaction des besoins sociaux ; c'est-à-dire, je me pose le problème de trouver un critérium pour constater si, dans les limites d'une civilisation, un outil a été inventé, ou est dû à des influences étrangères.

Dans ce but, je dois commencer par représenter le développement d'un nouvel outil en général, en prenant pour point de départ la civilisation que nous connaissons le mieux, c'est-à-dire notre civilisation contemporaine.

Chaque nouvel outil est inventé pour répondre à une modification ou un accroissement d'un besoin social. Puisque ce besoin existait avant notre nouvel outil, il y avait aussi un outil plus ancien, construit sur d'autres principes, qui servait à satisfaire ce besoin. Nous l'appellerons outil précédent, et l'outil dont nous voulons étudier l'invention sera désigné comme outil nouveau. L'invention d'un nouvel outil se présente, en général, comme suit :

1° L'outil nouveau ne sera introduit que lorsque l'outil précédent aura atteint un haut degré de perfection ;

2° L'outil nouveau n'apparaît pas d'abord dans sa forme finie ; il est précédé généralement, soit par des formes de transition entre l'outil précédent et lui, soit par des outils construits sur le même principe que l'outil nouveau, mais servant à satisfaire d'autres besoins, soit par tous les deux.

Si nous prenons un outil quelconque, inventé de nos jours ou au cours des derniers siècles, nous nous convaincrons aisément qu'ainsi se présente en forme générale son développement. Je laisse à mes lecteurs le choix des exemples dont le nombre est très grand.

Ainsi se présente dans les limites de notre civilisation l'invention d'un outil. Je me permets la conclusion, qu'ainsi est introduit un outil dans chaque civilisation, puisque le chemin parcouru par l'outil jusqu'à sa perfection, que nous avons décrit ici, est une fonction de certains traits caractéristiques de la force agissante, c'est-à-dire de l'intelligence humaine, qui n'ont

pas pu changer avec le temps. La tendance innée de l'homme à surmonter les difficultés avec le moindre effort possible, sera cause qu'on améliorera d'abord les outils déjà existants, avant de procéder à l'invention d'un outil nouveau; et même l'idée de cette invention naîtra seulement alors, quand on se sera convaincu que les moyens anciens ne sont pas suffisants. Il est aussi absolument impossible qu'un inventeur travaille indépendamment de ses prédécesseurs. Même un génie profite des matériaux existants et continue seulement ce qui a été créé avant lui.

En conséquence, les outils, qui servent successivement à la satisfaction du même besoin, sont liés entre eux par des formes de transition ou par des appareils qui servent à satisfaire un autre besoin, mais dont la construction peut donner l'idée de la nouvelle invention. De ce que nous avons dit ressort que pour démontrer qu'un outil est l'œuvre spontanée d'une civilisation, il nous faut constater dans les limites de cette civilisation :

1° Qu'au moment de l'apparition de cet outil, son outil précédent a déjà atteint un haut degré de perfection et

2° Qu'entre ces deux outils existent des formes de transition, ou des outils, servant à satisfaire d'autres besoins, mais construits sur le même principe que la nouvelle invention, ou l'un et l'autre.

Ce critérium n'a de valeur que si nous ne rencontrons pas dans le même temps, autre part, une semblable série d'évolution, puisque dans ce cas on doit envisager la possibilité d'une réception de toute la série. Je fais cette restriction uniquement pour éviter de faciles objections, parce que pour le moment nous ne nous occuperons pas de phénomènes semblables.

Je commencerai par appliquer mon critérium aux civilisations du quatrième millénaire avant Jésus-Christ. Dans ce temps, nous avons deux civilisations d'un niveau relativement élevé, l'égyptienne et la sumérienne. La question de la priorité entre ces deux civilisations, ainsi que d'une influence éventuelle de l'une d'elles sur l'autre, n'a jamais été résolue, et même on la regarde comme impossible à résoudre à cause du manque absolu de données historiques. J'essayerai de répondre à ces questions en appliquant notre critérium aux outils égyptiens et sumériens du quatrième millénaire avant Jésus-Christ. Je commencerai par étudier l'écriture, car, premièrement, comme nous le verrons

ci-dessous, la série d'évolution de l'écriture est très instructive, et, en second lieu, l'écriture sumérienne permettait aux panbabylonistes, malgré l'infériorité marquée des trouvailles archéologiques faites en Mésopotamie, d'y supposer un développement intellectuel extraordinaire. Si nous parvenons donc à démontrer que cette écriture, certainement beaucoup plus pratique que l'égyptienne, a été construite sur un principe trouvé ailleurs, et qu'il faut chercher là la cause de sa perfection, nous aurons démontré en même temps que ni Sumer ni Akkad, au moins jusqu'à la première dynastie babylonienne, n'ont joué un rôle prépondérant dans le développement de l'humanité et que leur civilisation provient de l'Égypte, qui seule, dans ces temps lointains, pouvait servir de modèle. Cette dépendance serait d'ailleurs confirmée par un certain nombre de traits communs aux deux civilisations, qu'on attribuait jusqu'à maintenant au hasard, comme, par exemple, la forme cylindrique des sceaux et le signe pour dix.

Passons maintenant à la question : lequel des deux systèmes d'écriture, l'égyptien ou le sumérien, a été produit spontanément. Nous commencerons par constater que l'écriture sert à fixer et à transmettre des idées et que son outil précédent, employé dans le même but, était le dessin. Le premier point de notre critérium prend donc ici la forme suivante : l'écriture n'a pu être produite que par un peuple qui savait dessiner.

Prenons maintenant un des plus anciens monuments de l'écriture égyptienne, la palette que le roi de la Haute-Égypte, Narmr peut-être Menes (selon Manetho, premier roi de la première dynastie, environ 3200 avant Jésus-Christ) avait déposée au temple d'Hieracompolis après une victoire sur la Basse-Égypte, et une brique du roi de Lagash, Ur-Ninna, également très ancienne, provenant d'un des temples de cette ville, et comparons entre eux ces deux monuments. Le bas-relief sur la palette Narmr est exécuté très bien, selon les conventions et règles, auxquelles se conforma l'art égyptien pendant toute son existence. La perspective manque évidemment mais le mouvement et les proportions des corps humains sont bien rendus et les groupes représentés absolument compréhensibles. Les hiéroglyphes sur la palette sont de forme artistique. Tout montre un niveau de l'art très élevé.

Si nous passons maintenant à la brique d'Ur-Ninna nous sommes frappés par l'infériorité marquée de son exécution. Il est difficile d'imaginer un dessin plus primitif. Les figures qui se tiennent debout sont raides et maladroites avec des nez trop saillants, comme généralement dans les dessins des enfants et des sauvages, l'essai de représenter un homme assis n'a pas réussi, enfin les signes d'écriture se trouvant près des dessins sont absolument barbares : pour la plupart il est impossible de reconnaître les objets qu'ils doivent représenter. Il n'y a pas de doute, les Sumériens ne savaient pas dessiner, ils n'ont donc pas pu créer l'écriture. Quant aux Égyptiens, nous avons démontré que chez eux le dessin (outil précédent) avait atteint un certain développement au moment des débuts de l'écriture (outil nouveau), c'est-à-dire, que la première condition de notre critérium est remplie ; mais pour leur attribuer l'honneur de l'invention de l'écriture il nous faut constater que dans l'ancienne Égypte existaient des formes de transition entre le dessin et l'écriture.

Pour trouver ces formes de transition nous examinons encore une fois la palette sus-mentionnée de Nar-mr. Sur son avers se trouve un groupe représentant le roi, qui tient d'une main les cheveux d'un ennemi agenouillé, en levant dans l'autre une massue, comme prêt à frapper. Nous connaissons très bien ce groupe, il est répété dans des variantes différentes sur les murs des palais et des temples : c'est la représentation conventionnelle de la victoire. Un dessin conventionnel diffère de l'écriture, qui elle aussi est conventionnelle, en ce qu'il transmet des idées et non des valeurs de langage. J'expliquerai mon idée sur un exemple : le boumerang est un signe d'écriture qu'il faut toujours lire *skr*, frapper, tandis que notre groupe, qui représente « le frapper des peuples » peut être, à en juger par des inscriptions moins anciennes, regardé comme le *hw*, le *skr* ou le *dr* des peuples. J'appelle une représentation de ce genre, transmettant des idées et non des valeurs de langage, une composition conventionnelle et je la regarde comme une des formes de transition entre le dessin et l'écriture.

Si l'idée transmise par la composition conventionnelle est étroitement liée à certaines valeurs de langage, comme par exemple dans les noms propres et les titres, alors la composition

conventionnelle devient un signe d'écriture. Comme ces signes correspondent à toute une phrase ou au moins à plusieurs mots, qui sans être une phrase forment un groupe indissoluble, je les appelle des signes de phrase, analogiquement aux signes de mot et de syllabe, comme par exemple le titre *hrjsst* (celui qui est sur le secret) (*Fig.* 1).

Quant aux noms des années, nous pouvons avoir des doutes, s'ils sont exprimés par des compositions conventionnelles ou des signes de phrase, puisque nous ne savons pas, si on répétait ces noms mot par mot, comme les noms propres et les titres, ou s'il suffisait de citer le fait sans souci de la forme du langage. Sur la palette de Nar-mr, nous ne trouvons pas par hasard de signes de phrase, mais nous les rencontrons sur des sceaux provenant de ces temps. Quelques-uns de ces titres, comme par exemple le *hrj sst*, déjà cité ont été écrits de cette manière pendant toute la durée de l'État égyptien, ce qui nous permet de les lire. Je regarde les signes de phrase comme la seconde forme de transition entre dessin et écriture.

Retournons maintenant à la palette de Nar-mr. Près du groupe du roi avec l'ennemi vaincu à ses pieds, nous voyons la composition suivante : un faucon, symbole du dieu Horus et du roi, tient dans ses griffes une corde, dont l'autre bout passe par le nez d'une tête d'homme. Derrière la tête se trouvent six feuilles de lotus, qu'il faut lire six mille, car la feuille de lotus est le signe du nombre mille. Selon M. le professeur Édouard Meyer ce groupe signifie : le roi a pris 6 000 prisonniers. Nous voyons qu'ici le signe d'écriture forme une partie intégrale de la composition. Des compositions de ce genre se trouvent dans l'art égyptien jusqu'aux derniers temps de son existence et ne proviennent pas toutes de l'époque examinée par nous, elles sont seulement formées selon des modèles anciens.

Nous avons aussi des signes de phrase, composés de la même manière par exemple *sm, twj* (*Fig.* 2) (réunion des deux pays) où le signe du milieu est le hiéroglyphe *sm* (*Fig.* 3) (réunir). Je regarde une composition, dont la partie intégrale est un signe d'écriture, comme une troisième forme de transition entre dessin et écriture, ou peut-être comme une forme parallèle à cette dernière.

Quant à la quatrième forme, je la mentionne seulement main-

tenant pour plus de clarté dans la description, quoiqu'elle soit, comme nous le verrons plus tard, plus ancienne que la précédente. La palette de Nar-mr est un des plus anciens monuments de l'écriture égyptienne, mais ses inscriptions se composent exclusivement de nombres, de noms propres et de titres. Les Égyptiens de ce temps ne savaient sans aucun doute écrire autre chose, et ils n'étaient pas en état d'exprimer dans leurs hiéroglyphes une phrase entière. Il manque même une explication du groupe composé du roi et de l'ennemi agenouillé, une explication qui plus tard n'est jamais omise. J'appelle documents à demi-écrits des compositions auprès desquelles sont inscrits seulement des nombres, des noms propres et éventuellement des titres, et je les regarde comme quatrième forme de transition entre dessin et écriture.

L'écriture commence en Égypte encore avant la réunion du sud et du nord sous le sceptre de Nar-mr Menes, car nous possédons des documents à demi-écrits plus anciens que sa palette et sa massue. Nous connaissons par exemple une massue et des vases d'un roi Scorpion, une palette représentant une chasse, sur laquelle se trouvent les deux noms, d'ailleurs illisibles, d'un roi préhistorique, etc. En tout cas, au temps de Nar-mr, quand les Égyptiens savaient déjà très bien dessiner, nous ne trouvons chez eux que des formes de transition entre le dessin et l'écriture et non une écriture finie. Du temps du successeur de Menes, Aha, nous avons dans les inscriptions, sinon des phrases complètes, au moins des groupes composés d'un *regens* avec son *rectum*. Quant au pronom, il n'apparaît pas avant la fin de la première dynastie ; dans les textes les plus anciens nous ne trouvons ni pronom absolu, ni suffixe pronominal. La particule manque aussi. Un des plus anciens textes composés de phrases complètes que nous connaissions est la biographie d'Amten, qui est mort sous le règne de Snofrou (premier roi de la quatrième dynastie, à peu près 2 800 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire 400 ans après Nar-mr). Il est difficile de résoudre, si des documents semblables n'existaient pas avant cette date. En tout cas, dans aucun tombeau de la troisième dynastie nous n'avons trouvé d'autres inscriptions que des noms propres, des titres et des listes d'offrandes, et même plus tard les textes biographiques n'abondent pas dans l'ancien empire. Sur la pierre de Palerme, qui est probablement la chro-

nique officielle de l'État égyptien depuis le commencement de la première jusqu'à la fin de la cinquième dynastie, nous pouvons aussi constater une grande différence entre les temps de Snofrou et de ses prédécesseurs. C'est seulement de lui que nous avons de véritables annales, décrivant les faits remarquables de son règne ; avant lui la chronique n'est qu'une liste de noms, qu'on avait donnés aux années pour les besoins de l'État. Toutefois nous ne pouvons affirmer catégoriquement, qu'on ne savait pas écrire des textes en phrases entières avant le commencement de la quatrième dynastie : il ne faut pas oublier, que tous les documents exécutés sur des matériaux mous ont péri et nous savons qu'on écrivait sur du papyrus au moins au temps de la deuxième dynastie, puisque nous possédons des sceaux de deux rois de cette dynastie Shm-ib (Capart, *Bulletin des musées royaux de Bruxelles*, 1901-1902, p. 42) et Pr-ib-sn (Petrie Flinders, *History I*, 1899, p. 24) où le mot m *d*ꜣt (document) est écrit par un rouleau de papyrus scellé.

L'orthographe égyptienne au moment du développement complet de l'écriture montre une grande variété. Si nous omettons les déterminatifs et les signes de phrase très rares d'ailleurs, nous pouvons dire qu'un mot peut être écrit par un signe de mot, un signe correspondant à deux consonnes et une lettre (consonne) et enfin par des lettres (consonnes) seulement. Enfin il faut mentionner une orthographe très caractéristique, qui, selon Sethe (*de la réforme de l'Étude de l'Écriture Égyptienne*, *Zeitschrift für Aegyptologie*, tome 45, 1908, p. 36), se trouvera toujours dans une écriture inventée spontanément : un mot est rendu par un signe de mot et une lettre ou un signe de deux consonnes, qu'on ajoute afin de désigner le mot précis qu'on voulait écrire (un signe de mot pouvant correspondre à un grand nombre de synonymes). Nous trouvons cette orthographe déjà dans les temps très reculés : le second nom du roi Nar-mr-Mn est écrit sur ses sceaux par le signe *mn* et la consonne *n*. Nous trouvons plus tard dans les textes égyptiens, des mots exprimés par un signe de mot et par deux et même trois signes de consonne. Par exemple le mot sw*h* construire, exprimé dans les inscriptions les plus anciennes par le seul signe de mot h*w*s (*Fig.* 4) s'écrit dans l'écriture égyptienne développée par quatre signes (*Fig.* 5) où *Fig.* 6 est *h*, *Fig.* 7 *w* et *Fig.* 8 *s*.

De tout ce que j'ai dit jusqu'à maintenant il suit que, si mon critérium est juste, l'écriture égyptienne est un produit spontané, car l'outil précédent (le dessin) avait atteint un développement sérieux, avant qu'on ait essayé d'écrire, et nous avons trouvé en Égypte des formes de transition entre le dessin et l'écriture.

Pour finir avec la question de l'écriture égyptienne, je dois encore indiquer à quoi elle, et le dessin avant elle, servaient dans les temps préhistoriques et aux temps de la première dynastie. On a trouvé dans les tombeaux des premiers rois des inscriptions sur des pots et des sceaux, ainsi que des tablettes datées, dont le contenu n'est pas tout à fait compréhensible. Outre ces inscriptions nous possédons la pierre de Palerme, la grande chronique de l'État égyptien, gravée sur du diorite et commençant par les premiers rois de la première dynastie. Elle devait toutefois avoir existé avant ce temps, puisque nous y trouvons de longues séries des rois de la Basse et de la Haute-Égypte précédant la liste des années.

Outre ces inscriptions, devaient exister dans les temps les plus anciens les documents suivants à demi-écrits ou même, peut-être, composés exclusivement d'images :

1° *Des listes d'impôts.* — Les derniers rois de la première dynastie et les rois de la deuxième datent leurs années par les « comptes des champs et de l'or », et par « les comptes des champs, du bétail et de l'or », qui avaient lieu régulièrement tous les deux ans. Il est clair que l'idée d'une datation semblable n'a pu venir aux Égyptiens qu'après un long usage de ces comptes. Il est superflu d'ajouter que ces comptes n'avaient pu être faits sans notes.

2° *Des œuvres religieuses.* — Quelques versets des textes des pyramides, c'est-à-dire des inscriptions trouvées dans les pyramides de la sixième dynastie, proviennent sans doute de temps plus reculés que la réunion des deux Égyptes, par exemple la phrase : « Les rois de la Basse-Égypte tremblent de peur. »

3° *Des œuvres astronomiques.* — L'année qui sert de base à la chronique, appelée pierre de Palerme, est, comme l'a démontré le professeur Édouard Meyer, l'année solaire de 365 jours, comptés depuis un lever de Sirius (Sothis) dans les rayons du soleil jusqu'au suivant. De pareilles observations prouvent des études astronomiques relativement étendues, dont les résul-

tats étaient sans aucun doute notés. Je crois qu'on doit attribuer à ces travaux astronomiques les signes pour les nombres très élevés, comme 10 000 et 100 000, que nous trouvons déjà sur la massue de Nar-mr.

Il est difficile de décider à quel degré chacune de ces œuvres a influencé le développement de l'écriture. En tout cas, l'écriture proprement dite, dans laquelle on a pu rendre des textes d'une certaine longueur, composés de phrases, a été inventée seulement alors, quand le contenu des documents décrits ci-dessus est devenu trop compliqué pour être représenté par des images.

Depuis les premiers essais d'écriture jusqu'à l'apparition de l'écriture finie, de la phrase complète, exprimée par écrit, il s'est écoulé beaucoup de temps, peut-être même 400 ans, puisque ce n'est guère que dans le tombeau d'Amten, datant de la quatrième dynastie, que nous trouvons de grands textes de ce genre. Pendant ce temps, nous constatons dans toutes les directions de l'activité humaine un développement intense ; surtout l'architecture et l'art statuaire font des progrès immenses : toute la civilisation s'enrichit, et non seulement une de ses branches, ce qui est toujours un signe d'un développement spontané.

Quant aux outils proprement dits, le progrès consiste dans l'usage toujours plus prononcé du cuivre. Vu que l'invention de l'outil en cuivre est une question de premier ordre, je représenterai ici sa série d'évolution. Dans les tombes des rois de la première dynastie nous trouvons encore très peu d'ustensiles en cuivre, les outils sont presque exclusivement en pierre éclatée et polie ; mais d'un tombeau d'un roi de la deuxième dynastie provient une grande quantité de modèles en cuivre, savoir des haches, des harpons, des ciseaux, une scie, des épingles et des aiguilles et même, chose tout à fait exceptionnelle, un poignard en ce métal.

L'introduction du cuivre et plus tard l'usage toujours grandissant de ce métal sont liés étroitement au développement de l'architecture. Les bâtiments égyptiens de cette époque sont construits en briques séchées, en pierre et en bois. Les briques étaient formées à la main, mais il fallait des outils pour travailler la pierre et le bois. En étudiant les pierres taillées dans les tombeaux de Dn (première dynastie) et H-shmwj (deuxième dynastie), Petrie Flinders arriva à la conclusion, qu'on les avait travaillées exclu-

sivement avec des outils en pierre, d'où il suit que les haches et les ciseaux en cuivre n'ont été employés que pour couper les arbres et travailler le bois. Cette supposition est confirmée par le signe avec lequel, dans ces temps reculés, on écrivait le mot maçon (*Fig.* 9). C'est une hache à tranchant de cuivre, comme le montre sa forme ronde (*Fig.* 10). Les tombes des rois de la première dynastie sont déjà de dimensions imposantes, par exemple la tombe de Dn a 25 mètres de longueur sur 10 mètres de largeur, et leurs toits ainsi que les murs à l'intérieur étaient recouverts de bois. Nous comprenons très bien que l'outil en pierre polie ne pouvait suffire à l'abatage d'un nombre aussi grand d'arbres, ni au travail d'une telle quantité de bois et qu'il devint nécessaire d'inventer un nouvel outil. Avec le temps, les tombeaux grandissent encore, par exemple celui de H-smwj a 75 mètres de longueur sur 20 mètres de largeur : il n'y a donc rien d'étonnant que l'usage de l'outil en cuivre devînt plus intense.

L'outil précédent de l'outil en cuivre, qui servait comme lui à travailler le bois, était l'outil en pierre polie. Selon la première condition de notre critérium, l'outil en cuivre, s'il avait été inventé spontanément, apparaît seulement alors, quand l'outil en pierre polie a atteint un haut degré de perfection. C'est le cas en Égypte. Nulle part au monde et même plus tard en Égypte, les produits en pierre polie ne montrent une perfection aussi grande. Les formes de transition entre l'outil en pierre et l'outil en cuivre manquent, mais il est clair que l'idée d'user d'un métal pour la fabrication d'outils a été suggérée aux Égyptiens par leurs travaux en or. Les Égyptiens des premiers temps historiques étaient d'excellents orfèvres, comme le prouvent les bracelets, trouvés dans la tombe du troisième roi de la première dynastie, Hnt. Le plus beau se compose de tablettes rectangulaires, faites alternativement en or et en turquoise, surmontées du faucon d'Horus, et représentant le cartouche, dans lequel dans ces temps lointains on inscrivait le nom du roi. Chaque tablette a été moulée en forme double et soudée. La ligne de jointure est polie avec beaucoup de soin. La fonte a été travaillée avec un ciseau de $0^{cm},085$ de largeur. Sur la partie supérieure des tablettes sont estampés des rectangles. Les bouts du bracelet sont formés par des cônes en or forgés et fermés par une tablette soudée, perforée en quatre endroits. Un autre bracelet se com-

pose de perles en or de forme recherchée (*Fig.* 11). Chaque petite balle est forgée à part et soudée l'une à l'autre avec tant de soins que ni une différence de couleur, ni la moindre inégalité de la surface ne trahit la place de jointure. Très bien faite est aussi une rosette en forme du cœur d'une fleur de lotus. Le fil d'or utilisé pour ces bijoux a $0^{cm},0325$ d'épaisseur. Nous voyons que les Égyptiens de cette époque savaient très bien forger, perforer, mouler, estamper, souder l'or et le tirer en fil très fin.

La série d'évolution de l'outil en cuivre se présente donc en Égypte comme suit :

1° Des outils en pierre polie très bien exécutés ;

2° Des joyaux en or d'un travail excellent ;

3° L'outil en cuivre.

En même temps que l'outil en cuivre apparaissent des fils et des clous, servant à fixer les planches (tombe de Hnt).

Je ne présenterai pas pour le moment d'autres séries d'évolutions d'outils égyptiens, trouvant que ce que j'ai dit suffit pour caractériser la civilisation égyptienne comme spontanée, d'autant plus qu'il est facile à prouver que le seul peuple qui, dans ces temps reculés, se trouvait à un degré de développement un peu plus élevé, les Sumériens, n'avait pas créé ses outils lui-même.

Revenons encore une fois à l'écriture sumérienne. A vrai dire, l'infériorité marquée du dessin sumérien décide négativement la question de la spontanéité de cette écriture et devrait nous épargner son examen. Mais puisque quelqu'un pourrait contester la validité de mon critérium, je prouverai d'une façon très précise que l'écriture sumérienne n'a pas pu être inventée spontanément, afin de ne laisser aucun doute relativement à cette question. Il va sans dire, que nous ne trouvons ici aucune des formes de transition, que nous avons étudiées dans l'écriture égyptienne : il n'y a ni composition conventionnelle, ni signes de phrase, ni représentations dans lesquelles un signe écrit forme une partie essentielle, ni documents à demi-écrits, ni absolument rien qui pourrait être regardé comme forme de transition entre dessin et écriture. La seconde condition de mon critérium n'est donc pas non plus remplie, ce qui était d'ailleurs à prévoir.

Examinons maintenant l'écriture de l'inscription du roi Ur-Ninna. Nous voyons que dans ces temps les Sumériens écri-

vaient tous les genres de mots, rien ne manque : ni le préfixe verbal *mu*, ni les suffixes prépositionnels. La phrase écrite est complète, comme nous la trouvons en Égypte seulement au commencement de la quatrième dynastie, c'est-à-dire 400 ans après les premiers essais d'écriture, en pleine floraison de l'ancien empire. Les mots pour la plupart monosyllabiques sont écrits par des signes de mot ; les mots à plusieurs syllabes, très peu nombreux d'ailleurs, ainsi que les préfixes et suffixes sus-mentionnés, par signes syllabiques. Une telle écriture régulière ne peut être formée que lorsque le principe de l'écriture, c'est-à-dire l'idée d'exprimer des valeurs de langage par signes conventionnels a servi de base au système donné, ce qui n'est possible que si ce principe a été développé ailleurs et pris tout fait par les inventeurs de l'écriture. Ce point de vue est confirmé par la ressemblance de l'écriture sumérienne avec celle d'une peuplade africaine, les Bamoms, qui a été inventée de nos jours sous l'influence de l'alphabet européen et arabe.

Pour finir avec cette question j'ajouterai l'observation suivante : nous avons constaté en Égypte une grande différence de niveau de civilisation entre le moment des débuts de l'écriture et l'époque où elle avait atteint son plein développement, tandis qu'en Sumérie nous ne pouvons observer aucun progrès dans les matériaux archéologiques de Fara, qui contenaient des contrats très bien écrits, en comparaison avec les trouvailles d'El-Hibba, provenant des temps où l'écriture était encore absolument inconnue. Et l'exécution des bas-reliefs, représentant deux séries d'hommes sur une pierre ronde de Telloh (nom actuel des ruines de Lagash), qui ne porte aucune inscription, n'est pas inférieure aux dessins sur la brique d'Ur-Ninna, dont les scribes savaient déjà très bien écrire. Nous voyons que l'écriture sumérienne apparaît tout d'un coup dans une forme finie, c'est-à-dire non comme une invention spontanée, mais comme une imitation d'un modèle étranger. Dans notre cas ce modèle ne pouvait être que l'écriture égyptienne, puisqu'elle seule existait alors.

La dépendance de la Sumérie d'une civilisation étrangère devient encore plus claire, si nous examinons les outils proprement dits, car l'outil en cuivre y suit immédiatement l'outil en pierre éclatée : en un mot, nous n'avons pas d'époque néolithique en Sumérie. Je crois qu'il ne faut pas de critérium spécial

pour tirer de ce fait le conclusion que la Sumérie n'a jamais rien inventé, qu'elle ne se développait que dans la stricte dépendance de l'Égypte, dont la civilisation lui venait sans doute du Sinaï, où, depuis la fin de la première dynastie, les pharaons faisaient en signe de domination graver leurs images sur les parois des roches.

Nous finirons, avec cette remarque, l'étude du quatrième millénaire avant Jésus-Christ, puisque j'ai résolu le problème que je me suis posé de démontrer laquelle des deux civilisations, l'égyptienne ou la sumérienne, s'est développée spontanément.

Passons maintenant à une autre question. Quand, au commencement du XVIe siècle après Jésus-Christ, les Espagnols envahirent l'Amérique Centrale, elle était habitée entre autres par deux peuples, qui se trouvaient sur un niveau de civilisation assez élevé : les Aztèques au Mexique et les Mayas au Yucatan : J'emploierai mon critérium de l'invention spontanée pour les mêmes outils qu'en Égypte, c'est-à-dire pour l'écriture et pour l'outil en cuivre, afin de trouver si cette civilisation s'est développée sans influence étrangère.

En étudiant l'écriture de l'Amérique Centrale, nous voyons tout de suite qu'une écriture finie ne se trouvait qu'au Yucatan, les manuscrits mexicains contiennent presque exclusivement des images. On a l'impression que la conquête des Aztèques avait retardé le développement du Mexique, et qu'en conséquence il représente une phase antérieure de la civilisation du Yucatan.

En examinant les manuscrits mexicains, nous voyons que les Aztèques savaient très bien dessiner et peindre, mais ils n'écrivent que des noms propres et des nombres, leurs manuscrits sont donc des documents à demi-écrits, c'est-à-dire une des formes de transition entre le dessin et l'écriture. Ils contiennent aussi :

Des compositions conventionnelles : par exemple, la prise d'une ville est représentée toujours par un temple et l'image du cacique de cette localité assis et couvert de plumes.

Des signes de phrase : par exemple, le nom Ymexayacatzin (le visage fait de sa hanche) (*Fig.* 12).

Nous trouvons au Mexique trois des formes de transition entre le dessin et l'écriture, que nous connaissons de l'Égypte, la quatrième, le signe écrit faisant partie d'une représentation ne se rencontre que dans les manuscrits des Mayas : par exemple, de

dieux sont assis sur le signe caban, signifiant le nom d'un jour et le mot terre. Vu que nous ne rencontrons pas de représentations semblables au Mexique, je suppose qu'elles sont plus jeunes que les trois formes de transition décrites ci-dessus.

Quant à l'écriture des Mayas, elle n'est pas jusqu'à maintenant déchiffrée, mais nous pouvons dire, avec une sûreté absolue, que leurs textes se composent de phrases complètes plus ou moins longues, dans lesquelles se trouvent peut-être des signes de phrase. Sur le caractère de cette écriture, l'évêque Landa du Yucatan nous a laissé des notes de grande valeur. En décrivant l'orthographe des Mayas, il dit entre autres : «Enfin en mettant à la fin la partie réunie *ha*, ce qui signifie eau, puisque le son de la lettre (du signe) se compose de *a* et de *h*, ils écrivent au commencement *a* et à la fin de la manière suivante *ha* (*Fig.* 13). De la liste de signes jointe à cette explication, nous voyons que le premier signe (*Fig.* 14) est *a*, que le second (*Fig.* 15) est *h*, c'est-à-dire que le mot est exprimé comme le *h w s* égyptien que j'ai décrit ci-dessus, par un signe de mot et par les deux lettres, qui le composent. La différence consiste seulement dans la circonstance que les Égyptiens emploient exclusivement des consonnes et les Mayas des consonnes et des voyelles. Nous trouvons aussi chez les Mayas des mots écrits de la même manière que le nom Mn du roi Nar-mr, c'est-à-dire par un complément phonétique et un signe de mot, par exemple le mot cutz (dindon) où le signe de mot est précédé de la syllabe *cu*. Outre cette orthographe spéciale nous rencontrons ici, ainsi qu'en Égypte, des mots écrits par un signe de mot ou par des signes de syllabe.

Nous avons donc constaté que dans l'Amérique Centrale :

1° L'écriture commence au moment où le dessin a atteint un haut degré de perfection ;

2° Qu'il y existe les quatre formes de transition du dessin à l'écriture, que nous connaissons de l'Égypte ;

3° Que dans l'écriture finie de l'Amérique Centrale, chez les Mayas, nous trouvons des mots écrits, comme en Égypte, par un signe de mot et plusieurs compléments phonétiques. Cette manière d'écrire ne se rencontre nulle part, que dans ces deux pays [1].

En dehors de l'Égypte et du Yucatan nous ne rencontrons pas

1. Des signes de mot avec un complément phonétique apparaissent beaucoup plus tard en Assyrie.

non plus de compositions dont les signes d'écriture forment une partie intégrale. Nous sommes donc forcés d'admettre que les Mayas ainsi que les Égyptiens ont créé leur écriture eux-mêmes.

Pour finir je dirai encore quelques mots sur l'usage qu'on faisait en Amérique Centrale de l'écriture.

Nous avons très peu de manuscrits mayas : les Espagnols les ont presque tous détruits, de sorte que maintenant nous n'en possédons que quatre. Ce sont des tonalamatles, c'est-à-dire des œuvres astrologiques ayant rapport à la religion des Mayas.

Nous avons plus de matériaux du Mexique, puisque nous possédons les manuscrits suivants provenant du temps de l'indépendance de cet État :

1° Des chroniques, composées d'abord de simples listes d'années, et contenant plus tard, aux temps proches de la conquête, des notes sur des faits historiques ;

2° Des listes de tribut (les Aztèques ne payaient pas d'impôts, seulement les peuplades conquises) ;

3° Enfin des tonalamatles, des œuvres astrologiques et religieuses.

En outre apparaissent au Yucatan, comme en Égypte du temps de la quatrième dynastie, des inscriptions sur les murs des temples et des palais.

L'écriture servait donc pour les mêmes buts dans l'Amérique Centrale qu'en Égypte.

Passons maintenant à la question des outils en cuivre. Ils servaient, d'après le témoignage des auteurs espagnols, à couper les arbres et à travailler le bois. Ici aussi l'introduction de l'outil en cuivre et l'intensité croissante de son usage sont liées étroitement au développement de l'architecture. Nous avons malheureusement très peu de bâtiments mexicains ; jusqu'à nos jours ne sont parvenues que les ruines de deux temples. Leurs dimensions sont assez modestes : par exemple, le temple de Tepoztlan a 6 mètres de largeur sur 9 mètres de longueur. Leurs toits étaient faits en bois.

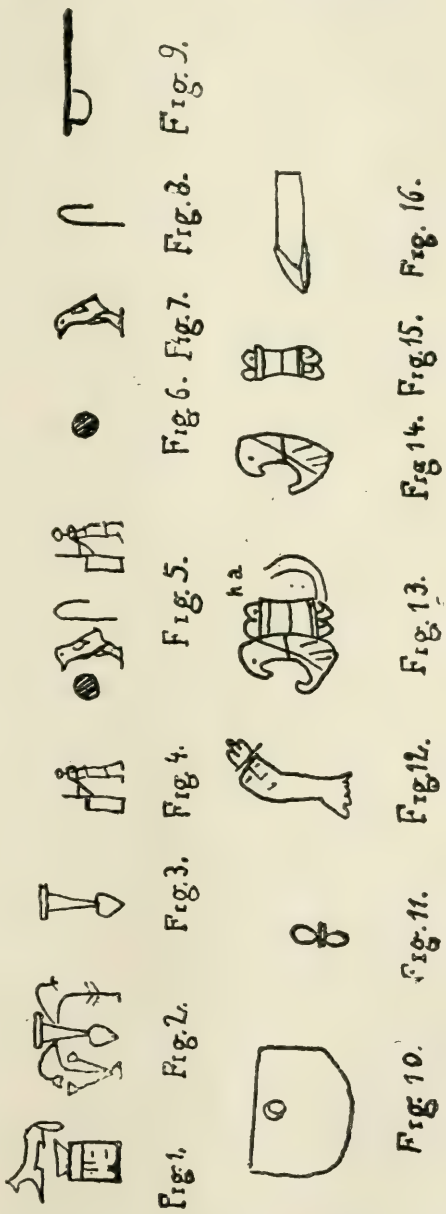
Il fallait beaucoup plus de bois pour les bâtiments énormes du Yucatan, dont, par exemple, le palais du gouverneur à Uxmal a 96 mètres de longueur sur 12 mètres de largeur. Les toits et même les linteaux des portes étaient faits en bois. Nous comprenons que pour travailler de telles quantités de bois, les outils en pierre polie ne pouvaient suffire et qu'on ait été forcé d'in-

troduire un nouvel outil, l'outil en cuivre. La série d'évolution est ici la même qu'en Égypte ; d'un côté les Mexicains fabriquaient de très beaux outils en pierre polie, d'autre part ils étaient d'excellents orfèvres.

On a trouvé au Mexique très peu d'objets en or (ils ont été détruits par les vainqueurs avides), mais nous savons de source espagnole, que les orfèvres mexicains forgeaient, estampaient, soudaient et moulaient très bien l'or et l'argent. On employait pour ces travaux des outils en pierre polie, on fondait généralement à forme perdue, on soudait si bien, qu'il est impossible maintenant de retrouver la place de jointure.

La série d'évolution de l'outil en cuivre se présente mieux au Mexique qu'en Égypte, car d'un côté nous y trouvons des haches en pierre polie, dont le tranchant plat se rapproche du tranchant en cuivre, de l'autre il faut noter l'existence des joyaux en cuivre aussi bien exécutés que les bijoux en or.

La série d'évolution de l'outil en cuivre se présente donc :



1° Des outils en pierre polie très bien travaillés ;

2° Des haches en pierre polie à tranchant très plat ;

3° Un niveau très haut de l'orfèvrerie ;

4° Des bijoux en cuivre ;

5° Des outils en cuivre.

A en juger par cette série d'évolution, l'outil en cuivre a été inventé spontanément dans l'Amérique Centrale.

J'ai donc prouvé à l'aide de mon critérium que l'Amérique Centrale se développait au moment de la conquête espagnole indépendamment des influences étrangères ; car deux inventions aussi importantes que l'écriture et l'outil en cuivre y ont été faites spontanément.

J'ai démontré qu'en Égypte sous les quatre premières dynasties et dans l'Amérique Centrale aux temps de la conquête espagnole existaient des séries d'évolutions de l'écriture et de l'outil en cuivre. Comme une différence d'à peu près 5000 ans exclut la possibilité d'une réception des séries d'évolution en entier, nous ne pouvons expliquer ce phénomène que par le fait que l'écriture et l'outil en cuivre ont été inventés deux fois : en Égypte au quatrième millénaire avant Jésus-Christ et dans l'Amérique Centrale au XVIe siècle après Jésus-Christ, et que les causes de leur invention et la manière dont elle a été faite sont identiques dans les deux civilisations.

J'ai donc prouvé à l'aide d'un critérium, d'ailleurs absolument objectif, non seulement que deux des plus importantes inventions ont été faites deux fois dans l'histoire de l'humanité, mais que les conditions sous lesquelles elles ont été faites, et le chemin par lequel on est arrivé à les faire, ont été dans les deux cas les mêmes.

Les séries d'évolution de l'écriture et de l'outil en cuivre ne sont pas les seuls points de ressemblance entre la civilisation égyptienne des premiers temps historiques et la civilisation de l'Amérique Centrale au commencement du XVIe siècle. Je montrerai ultérieurement les traits semblables de ces deux civilisations et les différences qu'elles présentent ainsi que les conclusions qu'on peut tirer de ces faits.

AMÉLJA HERTZ.

A TRAVERS LES PAPIERS

DE

PAUL LACOMBE

Notes pour une Préface à « l'Histoire considérée comme science ».

En 1920, après la mort de Paul Lacombe, j'ai parlé ici de l'Homme et de l'Œuvre [1]. J'ai dit que de ses papiers — dont la libre disposition, conformément à son désir, m'a été laissée par ses enfants — je ferais, pour sa mémoire, l'usage le meilleur possible. La grande difficulté qu'en présente la publication, c'est que Lacombe, dans son Journal et ses notes, revient constamment sur les mêmes questions, pour compléter, nuancer, ou modifier ses thèses. Et comme ces papiers forment une masse énorme, le choix constitue une tâche singulièrement délicate.

Un des derniers desseins qu'il ait eus, c'était d'écrire une préface pour la réédition de son *Histoire considérée comme science.* « En 1912, disais-je dans mon étude sur Lacombe, il avait appris que cet ouvrage était épuisé, et il avait décidé d'en donner une seconde édition. Il avait songé un moment à le refondre ; puis il s'était arrêté au parti plus sage de le reproduire tel quel, avec une préface neuve. En juillet 1914, il avait reçu de la librairie Hachette un projet de traité. La réédition devait se faire à l'automne ; et la préface devait paraître auparavant dans la *Revue de Synthèse historique.* Les circonstances ont empêché ce programme de se réaliser, et le travail, que Lacombe comptait vivement mener, s'est poursuivi plusieurs années durant. Les idées et les notes destinées à la préface se sont accumulées à tel point que, parfois, c'est tout un livre supplémentaire qu'il envisageait. Et elles représentent, non pas un simple enrichissement, mais une évolution véritable et très intéressante de sa pensée. »

J'ai essayé précédemment de retracer le travail qui s'est fait dans son esprit pendant ces années de méditation intense, et j'ai donné de courts extraits de son Journal. Depuis le moment où j'ai écrit ces pages, j'ai reçu de nouveaux ballots de papiers retrouvés dans les greniers de la « Char-

1. Tome XXX, p. 97-143. Étude reprise et développée dans *l'Histoire traditionnelle et la Synthèse historique (Bibl. de Phil. cont.)*, pp. 57-146.

treuse » de Saint-Fort. Pêle-mêle avec des notes sur l'histoire de la Révolution, sur l'éducation et sur le style, j'y ai trouvé quelques-unes des dernières feuilles de son Journal, et aussi des fragments plus anciens, — de l'époque où il ruminait assidûment sa préface, — détachés par lui, sans doute parce qu'il se proposait de les utiliser particulièrement.

Dans ces variations sur des thèmes familiers s'annonce déjà la dernière phase — qui devait être philosophique — de sa méditation. Il est préoccupé de comprendre l'histoire, mais aussi de la rattacher à la nature. Rapports du social et de l'individuel, rapports des besoins et des idées, rôle de la pensée pure, valeur de la religion et de la philosophie : voilà les problèmes profonds qui le hantent. Il se plaît à se dire matérialiste : mais il évoluait dans un sens vitaliste, *moniste*.

J'ai choisi et reproduit (dans l'ordre des dates) les passages qu'on trouvera ici, avec tout le soin, avec tous les scrupules que peuvent inspirer le respect et l'affection. Les notes que je recueille font assister au travail intérieur de cette pensée solitaire, toujours puissante malgré l'âge — et enthousiaste.

A la spéculation pure, çà et là, l'auteur de *la Guerre et l'Homme* mêlait des cris de joie et d'espérance. « Le but ultime de tous et de chacun, celui qu'on doit viser [dans la guerre] : c'est la grandeur intellectuelle et morale de notre espèce. « Travailler pour l'honneur de l'homme. » Rêve en train de se réaliser. » — « La France guerrière va finir en beauté. » — « Je n'ai jamais tant regretté qu'en ce moment toutes les personnes, parents, amis que j'ai aimés. Je voudrais qu'ils vîssent ce que la mort les empêche de voir avec moi. » Dimanche, 7 mars 1915 : il avait quatre-vingt-un ans.

H. B.

---

7 *novembre* 1914. — Relevé des sujets pour préface.

1. L'école française de Durkheim.
2. La technique — et le prétendu matérialisme.
3. Les diverses valeurs de l'Histoire (sa négation).
4. La sociologie allemande représentée par Simmel.
5. Les logiques et la question du rôle des idées....
6. Idées scientifiques et métaphysiques sur la constitution de l'univers ; sur la constitution de l'esprit humain ; sur la couture du corps et de l'esprit (voir un volume de Bain que j'ai lu autrefois).
7. L'esprit régnant dans les sociétés mondaines et les classes.
8. Idées dans les beaux-arts et la littérature proprement dite (Histoire de l'histoire).
9. Mœurs guerrières et pacifiques, leur oscillation dans toute société donnée ou rythme de la paix et de la guerre (influence

sur les beaux-arts, par exemple évidente sur l'architecture).

10. Très importantes les idées des parents sur l'éducation des enfants. La prépondérance forcée de l'influence des classes.

Ce que serait vraiment l'histoire universelle. Ma conclusion à cet instant sur l'école Durkheim.

***

9 *octobre*. — Je commence à ramasser les fiches : matérialisme historique.

L'école Durkheim est mon pendant *opposite*.

***

14 *janvier* 1915. — Aucune science n'égale en efficacité morale et intellectuelle une véritable histoire universelle qui contient l'histoire de toutes les sciences théoriques de la nature et de l'homme (physique, chimie, psychologie, etc.), l'*histoire des techniques*, l'histoire des mœurs et sentiments sociaux, l'histoire de la littérature et des beaux-arts, l'entier passé de l'humanité.

***

15 *janvier*. — Je maintiens très fermement ce que j'ai dit dans mon livre sur la différence des besoins au point de vue de leur urgence ; après le besoin de respirer, avais-je dit, vient le besoin de manger. On m'a fait des objections équivalentes à ceci : « Il y a des personnes dont le premier besoin n'est pas, le matin, d'avaler leur chocolat ou de manger leur côtelette ». Oui bien, quand ces personnes sont assurées de la manger plus tard, cette côtelette ; mais quand elles sont en doute si elles mangeront dans la journée et encore de même le lendemain, leur premier souci est d'écarter le risque du jeûne forcé. Je n'avais pas dit que le besoin alimentaire fût pour toute personne, et à tous les jours le besoin le plus urgent. Il est facile de triompher d'un auteur, en lui supposant une idée enfantine qu'il était incapable d'avoir.

Il est des gens qui voudraient nous faire croire que l'homme en naissant a pensé d'abord à se faire une religion ou une mystique, l'homme étant un *animal religieux*... Pour eux, il y va de la dignité de l'espèce humaine que nous ayons cette convic-

tion. Je ne vois pas que l'histoire leur donne raison. Sauf dans des âmes très rares, et par des causes psychiques diverses, le sentiment religieux a été toujours plus faible que les passions ou que les intérêts ; beaucoup plus faible que ne veulent le reconnaître ces zélateurs d'une prétendue dignité humaine.

***

30 *janvier* (samedi). — Ils nous rabattent les oreilles avec leur *social*. Voir dans Berr, p. 100, cette phrase de Durkheim : « Le mot d'imitation est vide et n'explique rien. Il faut savoir pourquoi on imite ; et les causes qui font que les hommes s'imitent, s'obéissent, sont déjà sociales. Mais quelque mouvement que fasse un homme, son mouvement, avant d'être social, est déjà individuel, car si l'élément individuel n'existe pas, il n'y a pas de social. Votre social est toujours en l'air, au firmament, mais sur le sol ferme, non.

Pour répondre, je relis mon chapitre sur l'imitation. L'homme, enfant, imite d'abord par contrainte, par l'autorité de ses parents et des voisins du village. Il imite aussi ses camarades en jeux et autres choses pareilles. « Ces causes sont sociales. » Hé parbleu, si l'homme vivait seul, il lui serait difficile d'imiter quelqu'un. De l'homme en société, il n'y a pas d'acte qui ne soit en partie social, d'acte qui se ferait encore en l'absence de tout autre homme, au moins comme il se fait au milieu d'un groupe d'hommes. Mais l'acte quelconque social par un côté est précédemment individuel ; car sans les individus, le social n'existe pas. De toute évidence, il faut distinguer imitation de contrainte ou de moutonnerie, ou de conviction, même passionnée.

L'individu d'un groupe imite assez souvent et heureusement quelque chose d'un être social qui n'est pas le sien... Et ici ce ne peut pas être l'être social de son groupe qui force l'imitateur ; celui-ci agit par choix personnel, le choix n'est pas véritablement social, au sens de M. D. C'est une spontanéité individuelle. Ceci est parmi les événements les plus heureux de l'histoire.

S'il n'y avait eu que du social, nous serions encore bien sauvages.

L'être social est un milieu conservateur de choses, surtout.

La pitié pour le semblable. L'attrait du semblable pour le semblable. L'imitation du semblable. Autant d'instincts, c'est-à-dire de sollicitations d'un organisme en faveur d'un autre par l'*intuition* (audition aussi, tact, etc.), l'attrait des sens, quelque chose comme l'amour à l'état naissant. (Bon.)

Sur les idées, celle de la civilisation me paraît tout contenir hors les événements qui n'ont pas laissé de traces persistantes, et c'est la plus large civilisation sous l'aspect dynamique, et dans sa génétique, qui porte le nom de progrès. J'entre par là, dont la question des idées.

Les arts que nous pratiquons : musique, parole, dessin, peinture, sculpture, architecture sont des instincts primitifs développés. Les animaux ont déjà ces instincts.

La base c'est l'individu et l'individu en toute *corporéité*, dont ce qu'on appelle l'âme n'est qu'une sorte d'intangible efflorescence. Il faut partir de là.

*
* *

31 *janvier*. — On cherche midi à quatorze heures avec des questions obscures et secondaires, comme celles de l'hérédité, de la race et des sous-races, voire même celle des milieux. Je ne vois pas qu'on puisse dans un résultat donné, une civilisation par exemple, reconnaître, démontrer la part précise qui revient au milieu, ou à l'hérédité ou à la race. En bonne méthode commençons par constater ce qui apparaît.

Comment à propos d'une production quelconque pouvez-vous distinguer sûrement dans l'auteur ce qui dérive de sa race, ou de lui-même, de sa personnalité?

Analysons une civilisation. Nous trouvons à la base une connaissance élémentaire des objets naturels (plantes, animaux, minéraux), et une habileté de la main plus ou moins étendue. Des suppositions, des hypothèses mystiques sur le *tout*, sur le cosmos, sur la mort, le sommeil. Regardons ensuite de près à un progrès donné, à une invention donnée, comme l'arc ou la domestication du chien que telle peuplade a faite, et que d'autres n'ont pas faite. A quoi reconnaîtrez-vous que c'est effet de la race ou de l'hérédité ou du milieu? ou d'une contingence individuelle? — Montons plus haut. Voici l'invention de l'imprimerie.

Appartenait-elle forcément à la race allemande? Vous pouvez reconnaître la nécessité préalable de telles et telles *conditions*, à la bonne heure ; mais satisfaire à l'une ou l'autre de ces conditions, cela appartenait-il infailliblement à telle et telle race qui les ont faites? Mêmes questions pour la production d'une peinture, d'une architecture, d'une morale, d'une philosophie?

Et d'abord qu'est-ce qui influe le plus? 1° La technique. Les peuples se la passent assez aisément. La science théorique? Il n'y a pas de chimie, de physique qui soit allemande, ou française, ou anglaise. *Idem* pour les mathématiques. En théorie morale, voyez le christianisme pratiqué par combien de peuples divers, et le bouddhisme et le mahométisme, et l'hindouisme. Et en sens inverse les particularités morales de telle région étroite, de telle époque étroite.

L'éducation, l'exemple, la communication évidente et superficielle. — Mais je n'appelle pas de ce nom certains effets dus à la conformation évidente d'un organe corporel, comme la voix, le chant italien, l'oreille allemande, le discernement des couleurs en Hollande, ou seulement un goût particulier pour telle et telle coloration (Espagne, Venise), la main des asiatiques (Hindous, Chinois, Japonais). — La philosophie d'un Hegel, celle égale de Spinosa qui est de race juive.

L'influence des idées écrites ou parlées, oui, mais il faudrait suivre attentivement leur marche à travers le monde ; comment et par qui portées? à quoi dus le succès ou l'insuccès pour chacune d'elles? Et le succès des grands hommes d'action? en gouvernement, ou guerre, ou religion.

*
* *

1er *février*. — Évolution morale. Qu'est-ce qui l'a faite? Sentiment et idée....

L'idée se développe dans le droit. La Grèce et Rome surtout ont créé les éléments des contrats privés, que Rome a fait conventuels et synallagmatiques, réciproques. Quant aux solennels, c'est une autre affaire; ceux-là viennent de la cité, de la famille, des gouvernants, de la guerre, de la situation économique, familiale, du synœcisme ou alliance des clans. M'arrêter là. Il faudrait savoir un tas de choses que j'ignore.

*
* *

Même date. — Il y avait à chercher tout d'abord les racines corporelles, organiques, d'où devaient nécessairement partir les premiers mouvements *volontaires.* — Ce n'est pas qu'il faille s'inspirer des lois *biologiques.* Au contraire, l'impulsion donnée doit, en avançant vers la psychique, suivre d'autres lois. Je suis parti des besoins dans mon livre, pas d'assez profondément ; mais j'étais déjà dans le vrai.

L'enfant cherche le sein, ses organes extérieurs demandent à prendre quelque chose de tendre, de chaud, et à sucer tout de suite. Il ne cherche pas à trouver l'éternel et à se prosterner devant lui. — La main cherche à prendre et bientôt prend, serre ce qu'on lui met dans sa paume, les jambes se plient et les pieds s'agitent. Il ne tarde pas à se servir de la voix pour crier.

*
* *

2 *février.* — Il semble que ce soit la psychologie qui fournisse les hypothèses pour l'histoire ; mais qui m'a fourni la psychologie? L'histoire présente, la vie actuelle, le sentiment de ma propre vie, interprétant la vie des autres et interprétée réciproquement par la vie des autres. — Et voilà que j'éclaircis une idée obscure des *pragmatistes*, *Nietszchéens*, etc. Pas étonnant si l'enfant fait tout de suite de la psychologie?

*
* *

3 *février.* — Je vais écrire à Fouret. Donc il faut commencer la rédaction de ma préface.

Un de mes amis m'a dit : il faut mettre votre livre au point. Il a vingt ans. Mais c'est cliché. Faites-vous une préface où vous noterez les principales modifications qu'a dû subir votre pensée. Je me suis mis à l'ouvrage et j'ai vu bientôt que l'étendue d'une large préface me donnerait seulement la place d'indiquer les principales idées que m'ont suggérées les lectures que j'ai faites depuis l'impression de mon premier volume. Ces lectures m'ont, je dois le déclarer en premier lieu, ramené à une appré-

ciation beaucoup plus juste de l'histoire, narrative, cursive, *événementielle*, comme je l'appelais dans « l'Histoire considérée comme science », celle que MM. Seignobos, Xenopol, Hauser ont défendue contre nous, historiens sociologues, défendue, pourquoi ne pas le dire? dans un esprit un peu exclusif, comme nous-mêmes sociologues, nous attaquions la vieille histoire. Nous devons les uns et les autres chercher, établir entre nous les modes d'accord, de concours et de complémentation mutuelle, qui doivent raisonnablement lier l'histoire sociologique à l'histoire narrative. Dans le volume que je prépare et que j'annonce, j'exposerai ce que je pense des résultats possibles de cette fusion.

***

L'histoire comme science m'a fait classer parmi les historiens matérialistes. Sur ce point, j'avoue que mon second volume ne témoignera d'aucune résipiscence. A mes arguments d'autrefois j'en ajouterai d'autres et j'en ferai entrevoir d'autres encore.

J'irai jusqu'à me défendre sur ce que j'ai appelé la loi de l'urgence, et à l'affirmer de nouveau dans une vue (hypothétique, soit), une vue (?) qui fait sortir peu à peu le développement intellectuel et moral de notre espèce des profondeurs de notre organisme, de nos besoins fondamentaux, de nos besoins les plus urgents, puis de moins en moins pressants, qui sont en même temps les plus hauts, les plus nobles, si vous voulez, les plus précieux maintenant à nos yeux, même à ceux d'un matérialiste comme je le suis, à ce qu'on prétend, mais qui heureusement pour la durée de notre espèce ne sont venus qu'après la satisfaction des besoins les plus terre à terre. Et je ferai voir peut-être comme en partant d'une revue de nos besoins, de leur classification, de leur hiérarchisme à ce point de vue de l'urgence, le tableau de la civilisation séculairement réalisée s'ordonne de lui-même, s'explique, se comprend, et que le développement prétenduement opéré par nos facultés les plus hautes, par la puissance des religions, des philosophies, des métaphysiques ne concorde nullement avec le développement que l'histoire atteste. Les partisans du développement idéal manquent à chaque instant d'exemples dont ils puissent dire : Voilà ce qui est arrivé et qui confirme notre hypothèse.

Sans doute, dès l'entrée en jeu, l'homme a des idées, mais il faut voir en quel état de vision claire, et de quels objets, et quel parti il en tire.

***

4 *février*. — On a beaucoup discuté cette question. Quelle valeur à l'histoire, l'histoire écrite, enseignée? Quelques penseurs qui se sont fait un nom, par là, ont abouti à cette solution : l'histoire sue n'a aucune valeur. Elle est même nuisible. Il est étrange, comme de notre temps, dans certains pays, la pensée originale ou profonde consiste dans quelque proposition qui, à première vue, est d'une fausseté criante. Il est évident que dire : « L'histoire est nuisible », c'est dire même chose que ceci : « Il est nuisible d'avoir de l'expérience ». Cependant, il y a une façon de comprendre cette proposition qui lui donne un sens soutenable. C'est de la réduire à ceci : « Avant d'apprendre ce qui a été, apprenez ce qui est autour de vous présentement; mais après ça, apprenez le passé, mais encore avec sélection et abrègement. »

***

4 *février* (suite). — A propos de la valeur. Il faudrait d'abord dire valeur pourquoi, en quel genre, en plaisir, agrément, moralité? (C'est déjà écrit.) Je répète seulement que cette question doit faire un article de ma préface.

Maintenant insistons sur l'article culture ou *civilisation* — et sur l'article à discuter : Que la science doit finir par gouverner la vie. Qui dit science dit un mot lourd, pesant, pour un mot tout simple : expérience. L'expérience doit gouverner la vie. — Ayez donc la franchise de dire : l'inexpérience doit gouverner la vie (lu cela hier dans un journal, inconscient de son aberration). Curieux, la répulsion chez beaucoup de gens devant cette perspective : la science gouvernera notre existence, dirigera notre conduite. Répulsion dont la responsabilité appartient aux religions, aux métaphysiques, aux philosophies, et aussi aux esthètes, aux faux artistes. — Ou encore la raison gouvernera la vie. Ah ! la raison. L'illusion vaut mieux, jusqu'au

moment de la désillusion, comme la chute est agréable en l'air avant de toucher le pavé.

***

5 *février*. — La religion est-elle un besoin de l'homme? En quel sens cela pourrait se dire? La curiosité de savoir ce qu'est le cosmos, d'où il vient, et où nous allons est presque un besoin universel, besoin faible qui à chaque instant cède aux besoins de vivre, en attendant. On voit qu'au fond c'est appétit de connaissance, de science, c'est religion scientifique, ou science religieuse. La science, quand le savant n'en cherche aucune application, c'est religion. Le savant attaque le problème par le détail ; le prêtre, le croyant, créent un concept hypothétique du tout.

***

6 *février*. — On a dit : « Il faut vivre l'histoire. Parlez-nous de l'histoire vécue, à la bonne heure. » Voilà, ce semble, une idée neuve. On prête l'oreille avec intérêt, pour entendre le développement et la justification de cette idée. Rien ne vient ; rien de clair, de défini, d'allégué comme exemple. Et cependant... Vivre l'histoire passée, les récits historiques qui sont dans les livres. Cela est impossible. Ce n'est inintelligible qu'au sens métaphorique... Mais voici : nous vivants, nous faisons, chacun pour notre part, l'histoire réelle, l'histoire actuelle ; vivons en sachant précisément que nous faisons un moment de ce qui sera plus tard l'histoire au sens ordinaire de l'érudition, de la littérature. — Précisons. Voici le conseil : écrivains, érudits, historiens, étudiez, lisez, écrivez le passé, si vous voulez, si c'est dans vos goûts, vos moyens ; mais avant tout agissez, soyez de votre temps, connaissez votre époque, participez à celles de ses besognes qui seront plus tard de l'histoire d'érudition. Si en même temps vous faites de l'histoire d'érudit, sachez que votre œuvre s'en trouvera bien, bien mieux que si vous êtes seulement ou principalement l'érudit, l'historien, un homme à livres, à bibliothèque et à cabinet.

J'appliquerai cette pensée à l'enseignement [1] des jeunes. Cela

1. Je compte montrer en plein dans un ouvrage spécial, sur l'éducation, comment j'enseignerais le jeune, si c'était ma profession.

achèvera de la faire comprendre. Ne le mettez pas dans sa classe, et tout d'abord, à l'histoire ancienne, celle de la Chaldée, de l'Égypte, d'Athènes ou de Rome, encore moins à celle du moyen âge; enseignez-lui le temps où vous vivez, vous et lui, dans toutes les besognes qu'il accomplit ou qu'il tente. Et s'il veut faire de l'histoire, il la fera plus tard, à vingt ou à trente ans, ou plus tard encore ; mais, quand il sera un moderne achevé, et qu'il prendra pour mètre de ses jugements sur le passé, sur toute époque du passé, ce qu'il aura vu et fait pour sa part pendant la plus active portion de son existence.

***

6 *février.* — Ce que je vois aujourd'hui : c'est que l'activité historique de l'homme procède en partie du fond biologique et que les modes primitifs d'activité permettent de discerner de quels organes différents ils émanent. Ces modes répondent aux besoins, aux premiers besoins corporels de l'homme, besoins économiques, besoin génésique, besoin alimentaire, besoin de protection contre les intempéries, contre les dangers qui menacent la sécurité, besoin d'assistance pour pouvoir satisfaire aux besoins ci-dessus nommés. C'est à peu près toute l'histoire première.

Si je mets en parallèle le principe fondamental de Comte, la différence qui s'accuse est celle-ci : Comte note pour la première phase, ce qu'il appelle le fétichisme. Ceci n'est pas un vrai besoin ou c'est un besoin imaginaire ; c'est donc avant tout *une idée*[1]. L'évolution chez Comte va se faire par les idées, idées d'objets fictifs. Je me sépare donc de Comte dès les premiers pas (et de Cournot à peu près autant, et de l'école Durkheim de même, mais toutefois pas de même manière). Comte et Cournot et Durkheim sont à voir donc, avant que j'aille plus loin dans cette voie.

Toutefois, une question déjà se pose. D'où viennent ces idées fictives dont je viens de parler? Toutes les idées que l'homme primitif a pu concevoir reviennent à des impressions qu'il a reçues de deux objets : le cosmos, la nature, ou ses semblables, c'est-à-dire l'homme.

1. C'est la thèse idéologique, dirai-je.

Les fêtes et les débauches publiques, chez les nègres, à Rome, en Asie Mineure. Les kermesses. Les plaisirs doublés par le concert. Effets de foule, non signalés à ma connaissance.

Et en revanche, les processions, les flagellations, les mutilations, etc.

Sur le cannibalisme. Letourneau estime qu'il a été universel, par faim d'abord, puis gourmandise, et même par religion: voilà l'être social.

Les foules lubriques feraient un sujet à traiter sociologiquement.

Les données de la physiologie à l'histoire, c'est l'assemblage, le composé des organes qui composent l'homme physique, corporel, en jeu dans les conditions les plus diverses de sol, de climat, etc.

Elles seront conférées avec les données de l'introspection et avec les réalités du milieu actuel, immédiat ; une fois les lumières acquises, on pourra commencer l'investigation des choses passées.

***

7 *février* (dimanche). — La guerre occupe dans l'histoire une place dont on aurait droit de s'étonner, *a priori*. Quelle est l'espèce animale qui si constamment se combat et se détruit elle-même. Et l'on a pu dire que l'homme avait le goût de son semblable, le besoin même. Et cela est vrai — mais l'homme au début était forcément un être de proie, et luttait de plus contre des animaux de proie. Ceux-ci l'auraient forcé quand même à se faire des armes, à s'en servir habilement. L'homme crevait de faim, et probablement il fut anthropophage sur une très grande partie du globe. D'autre part, l'homme dans son semblable se choque aisément et violemment d'une dissemblance. Toute l'histoire en témoigne singulièrement. Rien n'a été moins remarqué par les historiens. Attraction, répulsion, de peuplade à peuplade, de société à société. Et puis l'homme a le souvenir des luttes passées, ce qui en produit de nouvelles, des vendettas.

On se dispute les fruits, le gibier, le pacage, les femmes. La terre, presque vide mais inculte, paraît étroite à ces besogneux.

L'homme flotte de la sympathie à l'antipathie et réciproquement, de la cruauté à la pitié. Les sentiments fixes sont un des

traits de la civilisation, laquelle à cet égard a encore des progrès à faire. — Et ici signaler le bénéfice moral qui résultera des voyages faciles, rapides, sur toute la surface du globe. Les diversités de toutes sortes que cette facilité fera connaître atténueront notre sensibilité aux phénomènes choquants pour nous à première vue. Source de moralité que les moralistes n'aperçoivent pas et même répugnent à apercevoir ; parce qu'ils veulent que les préceptes moraux venant de la religion ou de la philosophie aient seuls pouvoir sur notre caractère et notre conduite. Les éloquents et les bavards font le plus grand cas de la possession du langage (?).

***

Fâcheuses épreuves pour la sympathie que la différence dans la couleur de la peau, le langage, le vêtement, les armes, la barbe, les cheveux, la gesticulation, la nourriture, tout l'*habitus* du corps, dans les fétiches, les dieux, sans parler des contrariétés d'intérêt plus réelles, comme les intérêts économiques à l'occasion du gibier, du poisson, etc. Ratelier mal pourvu que la terre immense, les chevaux s'y battent.

***

15 *février* (lundi). — Il m'a été répondu : Les inventions mécaniques ont été trouvées dans des milieux imprégnés d'idées mystiques. Je ne vois pas qu'on se soit mis en peine de prouver cette assertion par les *faits*, et moins encore par déduction.

Enlevez l'une après l'autre les inventions acquises au cours du temps (elles sont innombrables et très différentes en efficacité). Après chacune de ces soustractions, vous verrez dans la vie sociale s'ouvrir un trou, l'absence d'une liberté, d'une aisance ou commodité physique. Le trou est grand ou petit. Enlevez l'allumette chimique, ou le caoutchouc ou le celluloïd (?)... Aucune invention, même aucune invention de corps chimique n'est la civilisation, et par conséquent leur ensemble. — Non, elles ne sont pas, même mises ensemble, toute la civilisation. Il y manque des sentiments, des idées, qu'aucun objet corporel ne représente, ou qu'aucune fabrication ne met en jeu et en

efficacité. Savez-vous ce que sont ces sentiments, ces idées? Des produits, en effet, purement intellectuels et qui regardent l'homme en société, qui visent le maintien de cette société (Ainsi deux ordres d'idées : le *Cosmos*, la *Société humaine*. — Les idées de ces deux ordres ont bien constitué toute la civilisation. Posez bien en vis-à-vis, en distinction, ces deux ordres, et vous verrez s'éclaircir, se simplifier la question de la valeur des idées. (La socialité humaine sous toutes ses formes : famille, clan, tribu, cité, nation, classes, associations de toutes sortes, état de paix, de guerre. *Question des idées*).

***

Cependant, prenons l'arc, pas si facile à inventer, puisque plusieurs peuples, quand on les a visités, il n'y a pas longtemps, n'étaient pas arrivés à cette invention-là qui leur eût été très utile (aux Australiens, par exemple, qui ont peu de mammifères et beaucoup d'oiseaux, le perroquet par exemple). L'arc n'a pas été inventé, même dans une forme primitive que nous n'avons plus, par le premier venu.

Lisez maintenant les articles Durkheim. Ils ont des idées mystiques. Ils ont le totem du clan ou de la tribu. Mais faites-nous voir, s'il vous plaît, pourquoi cela ne leur a pas suggéré l'arc (alors que d'autres totémistes le connaissent), et en sens inverse, comment le totem a été là suggestif de l'arc. — Quel rapport? — Le mysticisme, la religiosité ont pu suggérer d'autres inventions, mais dans d'autres genres, comme par exemple élever des cairns, dessiner un animal sur un rocher, modeler une tête ou un profil, maquette d'homme, mais rien de plus.

Descendons maintenant au long de l'histoire. Voici la machine à vapeur : et de la religion et de la philosophie, de la métaphysique, quel rapport qui rende acceptable l'idée de leur influence de l'une à l'autre.

***

16 *février* (mardi gras). — Que dire des tabous si multiples chez les sauvages : sont-ils tous d'un caractère qu'on puisse appeler mystique ou religieux? — Non, les tabous alimentaires, notamment, qui sont peut-être les plus fréquents. Les tabous

contre ceux qui versent le sang d'un concitoyen de clan ou de tribu.

*
* *

17 *février* (mercredi). — Comment mon esprit s'est-il peu à peu formé la théorie historique? Je n'ai pas été chercher midi à quatorze heures et supposer une primordiale activité mystique ou religieuse à l'esprit humain, que rien n'indiquait, sinon une idée subjective et préventive de la *noblesse* des idées mystico-religieuses. J'ai remarqué ce fait universel et de tous temps : le *primo vivere*, c'est-à-dire s'assurer l'existence corporelle. J'ai alors regardé du côté de l'histoire, des débuts de l'homme, et j'ai observé que l'homme le plus primitif que nous puissions connaître est un sauvage affamé, un animal de proie qui cherche des outils à se procurer la nourriture, et à se défendre lui-même contre qui veut le manger. Je l'ai suivi sur cette route et j'ai vu l'histoire confirmer mon hypothèse... J'ai rencontré en travers de mon chemin d'apparents contradicteurs (Durkheim, Lévy-Bruhl). Ainsi sur la base organique, celle des besoins, base solide, incontestable, s'est élevée une synthèse très simple. Je n'ai point forgé de psychologie curieuse, précieuse, étonnante, invraisemblable, en regard de ce qu'on voit de l'homme actuellement, mais au contraire sur l'homme dans son tréfonds... semblable à lui-même (l'autre n'est pas reconnaissable).

Passons à une autre force (que l'urgence). Pour le génésique, ou plutôt généso-économique, c'est la reconnaissance des conditions à établir pour que la société familiale dure : loi de subordination, de hiérarchie domestique, qui tout à l'heure s'étendra au clan, à la cité, à l'association nationale, enjoignant des devoirs et droits similaires au fond ou analogues à ceux de la famille, — loi de *l'harmonie sociale* ou de conservation plutôt.

*
* *

18 *février* (jeudi). — Maintenant droit privé, de particulier à particulier, fondé sur celui-ci, sur la base simple de la réciprocité. Rapports internationaux ne relevant que de la politique, c'est-à-dire de l'égoïsme, sans loi ni foi, ni justice. L'homme d'un

peuple étranger n'est qu'un concurrent, un adversaire, sauf les cas d'alliance momentanée.

***

Mal être, bien-être, d'où crainte et espérance. L'œil humain a l'appétit des choses brillantes, des couleurs claires, comme son oreille de sons tantôt doux, tantôt bruyants.

L'homme a dû remarquer d'abord, par delà les objets particuliers, les mouvements régulièrement répétés du ciel, des astres, le soleil, les planètes et étoiles, le retour des saisons. Ça c'est le principe de la connaissance. La science commence par l'astronomie, et on a presque aussitôt l'astrologie. La terre étant le centre autour duquel tout tourne et pour lequel tout est fait.

La première idée vraiment religieuse est celle d'un grand fabricant qui a tout fait, idée naturelle à l'homme qui est essentiellement un fabriquant. Loi intellectuelle dans le *département* de la connaissance. Le cosmos et l'homme doivent se ressembler d'une certaine manière (?).

***

En chimie, il a dû remarquer d'abord les choses fusibles et non fusibles, les choses surnageantes ou non.

***

Les mythes sont réellement très intéressants à connaître. Ils révèlent la marche première du pouvoir inductif de l'homme. Le mythe de l'orage, du feu céleste, de la pluie ou des vaches d'Indra. Mythe d'Hercule et de Cacus — en mécanique.

Tout monte de bas en haut, dans l'animal intellectuel comme dans la plante physique, et ne descend pas de haut en bas, et monte en gradation continue, liée, de la vitalité générale, puis organique, à l'activité spéciale de tel sens, puis à la combinaison de deux ou trois activités sensorielles, ou réelles, ou imaginées par la mémoire (oui, il y a ici peut-être une idée): rappel involontaire, association des idées qui finalement ne sont qu'une répétition d'un mouvement de cellules.

*
* *

Inventions puissantes, les poudres, rendues puissantes surtout par la canalisation qu'en fait l'homme avec mines, canons, fusils, — puissance qu'il applique à un vaisseau à la distance de 15 ou 16 kilomètres. A l'aide d'une autre puissance, celle artificiellement acquise de sa vue.

*
* *

19 *février* (vendredi). — Les besoins rémittents, dénués d'urgence quand ils agissent seuls, et au nom, si l'on peut ainsi parler, de leur seule satisfaction, mais qui peuvent prendre de l'urgence et de la pression, combinés avec un ou plusieurs autres besoins, notamment le besoin de la considération publique. En général les besoins d'art, de luxe autour de soi, surtout chez les femmes (luttes de jalousie, avec cet adjuvant, cela peut devenir de la dernière urgence), jusqu'à pousser, pour satisfaire ces besoins, jusqu'au crime, vol, prostitution, jeu effréné. Pour tous les beaux-arts, l'émulation, la concurrence pour le succès, pour la renommée, font à beaucoup d'artistes une existence de forçat.

Et le besoin de connaître, de savoir, la curiosité, rarement urgent. Néanmoins il l'est chez quelques-uns. Petite cause qui a produit de grands effets; mais là aussi agit l'amour de la gloire. L'homme est par excellence l'animal glorieux. Le besoin de connaître les objets matériels du milieu naturel est urgent chez le sauvage, le barbare. Plus tard entre le besoin de connaître en détail, pratiquement, et le besoin d'une conception générale du cosmos, va se produire un grand débat qui n'est pas fermé. Qu'est-ce que l'univers? Pourquoi y a-t-il quelque chose? Qu'est-ce que la vie? Pourquoi vivons-nous? Débat personnel de chacun avec la perspective de la mort. Avons-nous une âme impérissable?

Personne ne se désintéresse absolument de ce débat : tous nous préférerions survivre, et l'idée théologique se met de la partie. Dieu étant le seul garant, ce semble, de notre immortalité. La nature ne paraît avoir pour nous aucune volonté de conservation individuelle. Ce n'est pas elle qui inventa paradis, purgatoire et enfer pour récompenser ou punir.

***

20 *février* (samedi). — Vivre, c'est se servir d'abord de tous ses sens et c'est sentir qu'on s'en sert. C'est voir, entendre, toucher, goûter, sentir. Cela est bien purement *organique*. Et cela est constant, primordial, préalable à toute autre activité cérébrale.

Inconsciemment spiritualistes, nous posons d'abord le corps comme un fourreau inerte et vide ; et puis nous fourrons là-dedans un principe moteur, animateur, qui tire les ficelles du corps, sorte de pantin extérieur ; le pantin n'a qu'une fausse vie, qui disparaîtra, quand l'âme part. C'est ne rien entendre au concept de la vie.

Pour comprendre la vie, il faut d'abord repousser la tentation de ce concept si fâcheux : pourquoi est tout ce que nous voyons être. — Parce qu'il ne se peut pas qu'il n'y ait rien. L'idée du néant, idée venue de ce que l'homme a cru qu'il pouvait anéantir certaines choses, idée funeste à la raison humaine.

La *vie* et le *cosmos* sont — ou plutôt doivent rester inséparables dans notre esprit. Disons: c'est la fermentation universelle, ou encore c'est l'universelle matière fermentescible en une infinité de formes. Fermentation, mouvement.

La moralité, c'est là rêve de l'homme — commencé au reste dans l'animal.

Tout ce que nous voyons vivre apporte avec lui le besoin de vivre, qu'on peut décomposer en besoins divers se fondant finalement en un besoin global, de plus en plus diversifié. Ces besoins *doivent* être satisfaits dans un ordre que la conservation de l'espèce impose. C'est la loi d'*urgence*, loi dominatrice, directrice, loi violée en apparence; et l'on s'explique comment cette apparence se produit. Supposons l'histoire qui a eu lieu effacée. L'histoire recommence avec la même matière. Vous verrez infailliblement l'histoire recommencer dans l'ordre d'urgence des besoins. Elle est la clef très simple qui ouvre l'évolution de l'humanité ; comme la loi du mouvement des astres a pour clef la gravité, l'attraction réciproque en raison directe de la masse, en raison inverse de la distance.

***

Besoins factices ? — Besoins éluctables, éligibles, ajournables, rémissibles. L'homme ne *crée* pas absolument ces besoins. Mais si un ou plusieurs organes le lui suggèrent spontanément, il peut en retenir l'usage, ou pas, ou même en contracter l'habitude, — comme le besoin de voir des peintures, ou d'entendre de la bonne musique. Ce ne sont pas sources de véritables privations, si ce n'est dans des cas exceptionnels. *Quid* du besoin de fumer? Celui-ci est bien organique.

***

21 *février* (dimanche). — Prenons un de ces besoins éluctables : le tabac. L'habitude, qui crée le besoin, crée-t-elle un *organe*, si petit que ce soit? Et remarquons qu'ici, on ne voit pas qu'aucune idée, ni aucun sentiment se mêle de l'affaire. Il s'agit d'une sensation buccale, stomacale, cérébrale, à se procurer ou se refuser. J'ai lu que des prisonniers s'en mouraient. J'ai par moi-même éprouvé la douloureuse privation et en suis sorti vaincu. J'ai fait, ce semble, des choses qui exigeaient plus de volonté. D'autres, au contraire, d'un coup de ciseau se coupaient pour toujours la sollicitation. Ceci va contre une supposition organique quelconque.

Où pourrai-je trouver pour m'aider quelque ouvrage sur la nature du besoin ou des besoins ?

En fin de compte, que veux-je atteindre? Le rôle, la fonction, l'influence de l'*idée* ou des idées? ou *représentations* (vocabulaire des Durkheimistes)? ce qui aboutit bien cependant à vous suggérer le fait cérébral corporel, qu'est la mémoire, renaissance d'une vibration antérieure.

***

26 *février* (vendredi). — Je considère la terre comme une chose où [rien] n'est en réalité matière pure. Je me figure une énorme éponge imbibée à fond d'alcool, pénétrée de vie, et je dirai volontiers ivre de vie

*
* *

Même date. — Quand j'ai écrit ce livre, l'école Durkheim n'existait pas encore ; en tout cas, elle ne m'était pas connue. *L'Année sociologique* n'avait pas encore paru, mais j'avais devant moi Comte et Cournot, sans parler d'autres. Je fus d'abord enthousiaste de Comte. Je m'en dépris après lecture complète, et je cherchai à mon tour à me faire de l'histoire une conception synthétique provisoire qui guidât mes lectures, mes inquisitions, qui me dirigeât dans une enquête que je prévoyais bien devoir durer autant que ma vie. — Après Comte, je me demandai s'il y avait eu une cause principale, capitalement motrice du mouvement qui avait porté l'humanité au point où nous la voyons. Comte l'avait cru et il avait supposé que cette cause gisait dans les diverses façons dont l'esprit humain avait spéculé sur le monde environnant, sur le milieu où il était plongé. Que l'homme fût, à en croire Comte, avant tout un animal spéculatif, cette idée peu à peu m'apparut comme tout à fait invraisemblable. Je me dis d'abord que si l'homme, arrivé sur la terre si démuni de ressources naturelles, corporelles, avait été le spéculatif que ces hommes imaginent, il n'aurait pas vécu. Je lus Spencer, Letourneau, quantité de voyageurs, Espinas. Je regardai les paysans parmi lesquels je vivais. Je m'examinai moi-même. J'observai les enfants... J'aperçus que finalement les nécessités physiques, les besoins inéluctables du corps gouvernaient en premier lieu, en tous temps, en tous lieux, en toutes classes (en dépit de quelques apparences contraires). Notre constitution native nous condamnait à cela. Nous étions bien dans la classe des animaux, et inversement certains animaux avaient en eux déjà de l'*humanisme*. Espinas me le montrait. Il y avait des animaux chez qui l'individu ne vivait pas seulement en lui, pour lui, mais pour d'autres que pour lui, d'autres de son espèce ; les abeilles, les fourmis, certains singes, plus rapprochés de l'homme. Certainement, abeilles, fourmis, grands singes, vivant à l'état de horde, n'étaient pas des spéculatifs ; et cependant ils se montraient à nous comme capables d'un degré d'altruisme, de solidarité, de sympathie, de symbiose

que beaucoup de tribus sur la terre n'ont acquis que plus tard, ou même pas encore...

Je dois, en suivant, arriver au Durkheimisme et même à la théorie de Taine sur les races anglaise et française.

***

27 *février* (samedi). — L'homme qui ne voit pas comment parer à un mal, y pare par un moyen quelconque, plutôt que de n'y rien faire, et il s'efforce après coup de croire à l'efficacité de son moyen. Il croit encore plus facilement à ce moyen qui lui est indiqué par un autre homme, lequel lui en impose, et sincère ou non, prêtre ou sorcier, l'assure de cette efficacité, parce que le croyant trouve son compte à croire — et souvent l'autre le sien.

***

Parmi les besoins moraux j'aperçois au premier rang l'amour, le besoin de renommée. Ce besoin de renommée m'a paru longtemps assez absurde. Maintenant je crois comprendre que c'est un effet de la passion générale que nous avons pour la vie; car la renommée c'est une manière de vivre dans l'esprit, dans la pensée d'autrui, d'avoir après la mort physique une *âme* de papier (mot de Lachesnais).

***

De la valeur des religions. — 1° Elles sont un obstacle à la connaissance du vrai. (Ceci incontestable. Propositions dans un autre sens — à trouver.)

***

3 *mars* (mercredi). — ... Commis cette erreur que ce qu'on a nommé *religieux*, j'en ai trop dénié le rôle important. C'est le *rôle salutaire* que je devais seulement nier — et aussi le rôle de l'être social, contre l'individu.

***

Même date. — J'aperçois, après les critiques que m'a valu mon hypothèse sur les besoins urgents, que j'ai mal exposé et peut-être pas parfaitement la valeur de mon hypothèse. De plus en scrutant à nouveau celles de Comte et de Cournot, d'autres moins générales comme celle de Fustel, dans la *Cité antique*, et les hypothèses encore moins admissibles comme la métaphysique de Hegel, j'ai compris que j'avais eu la chance de tomber sur une idée simple, mais solidement basée, puisque le premier tableau de l'histoire de notre espèce présente une conformité frappante avec les déductions tirées logiquement de cette idée, ce qui n'arrive pas pour les idées des historiens que je viens de citer.

Je l'affirme donc à nouveau, quiconque voudra réussir devra partir comme moi de la distinction des besoins urgents et des besoins différables (à parler pour la grande masse des hommes).

***

4 *mars* (jeudi). — Les idées. — Celle de l'âme : a joué un grand rôle, aucun caractère scientifique. S'est combinée avec l'idée de Dieu. Je remarque que l'idée de Dieu, nous la devons surtout aux Juifs, qui restèrent longtemps sans croire à l'âme et donc à l'autre vie (à vérifier ce souvenir). Le cosmos leur avait donné l'idée de Dieu (le désert, a dit Renan, est monothéiste). L'homme ne leur avait pas suggéré l'idée de l'*homme* séparément spirituel et fait d'une partie simple, donc incorruptible, donc immortelle. Elle appartient, cette idée, à qui ? (Voir Renouvier, Diderot.)

Le sauvage a connu et pratiqué la première logique : celle de la confection des outils et instruments. Et c'est de là qu'est sortie la première civilisation.

Ajoutons qu'hélas, la guerre et l'esclavage y ont coopéré. Dans ces pays civilisés, qui a aboli la coutume de manger l'homme vaincu? qui d'en faire un esclave. Les documents nous font défaut, ce qui est certain, c'est le nombre des esclaves (la guerre et le rapt, par les navigateurs). Le faste des rois, princes, guerriers, est le caractère commun à ces diverses civilisations si

éloignées entre elles, ajoutez-y la *théocratie* : ceci m'avait échappé, il faut m'en rendre compte.

Alliance de la monarchie et du déisme.

***

5 *mars* (vendredi). — Ce qui arrive actuellement nous fait prendre garde en parcourant l'histoire que l'homme n'a pas, de nature, autant de dispositions à être moral, qu'à être inventif, ingénieux... La volonté d'être moral, j'entends juste, égalitaire, équitable (ou *humain*), n'est pas très forte. Cela n'est bon, selon l'homme, qu'entre gens qui ont à vivre ensemble, qui veulent continuer à vivre ensemble, comme habitant la même ville ou la même province, et à se défendre de concert contre les desseins d'adversaires voisins. Je crois qu'encore l'instinctif mouvement de sympathie pour l'être de même espèce, dont j'ai parlé ailleurs, est plus fort que l'*idée* un peu conventionnelle et artificielle de la *concitoyenneté* (je vois ça dans les anecdotes de la guerre).

En lisant un article de l'école Durkheim, cette question simple me vient : mais quel est donc l'*objet* de ce qu'ils appellent la religion? Je ne crois pas qu'ils le définissent nulle part. Examinons la chose, en allant du cri-cri du sauvage au monothéisme le plus net, le plus pur, le plus rigoureux... A côté de ce courant *occidental* vers le dieu personnel (humanisé), il y a un vrai (ce semble), un réel courant (oriental) panthéistique, cosmique (scrutez le Nirvana), la théologie Hindoue. Sur ce mot « oriental », l'opposition entre le brahmanisme et le bouddhisme m'apparaît.

***

6 *mars* (samedi). — Principes d'élimination et de choix. Ce qui est arrivé et a produit des résultats plus ou moins temporaires, mais qui ont été effacés, annulés par la suite, en sorte que des événements même en quantité sont comme s'ils n'étaient pas arrivés. Par exemple une guerre, un traité de paix, une alliance, le gouvernement d'un pays par une dynastie, une suite de rois... tout ça sera sommairement noté. Par là-dessous coulent les choses importantes à prendre : 1° Pour la satisfaction

des besoins urgents, c'est les phénomènes économiques modifiés principalement par les inventions qui se succèdent (au chapitre de la production, les événements politiques, gouvernementaux, légaux, guerriers, qui modifient la répartition ; les modes d'emploi, de jouissance, de dépense qui changent). Les monuments qu'on élève. Les centres de populations qui se déplacent, ceux qui se créent à nouveau. Classes nouvelles. Nouveaux rapports entre elles.

***

Durkheim. — Confusion : collectif c'est religieux. Une fête de moisson, de semailles, de vendange..., les Rogations par exemple, parce qu'on finit souvent par y prononcer un appel quelconque à la divinité.

Ce n'est pas cet appel qui est le phénomène premier et créateur de la fête, tout au contraire. Le rôle de la religion en général est de s'immiscer, de venir consacrer, solenniser la fête qui a pour premier principe une joie, un plaisir réel, positif, naturel. Voir où hier j'ai conçu cela (dans Berr, je crois) (Voir p. 102, *Religion*).

***

Vues religieuses. Il n'y a qu'une religion, celle qu'on a appelée la religion de la souffrance humaine, qu'on peut appeler avec plus de simplicité : la religion de la pitié ou de la charité mutuelle.

L'éternel, quel mot !

***

10 *mars* (mercredi). — Lu hier un article sur Spinosa (dans *Synthèse*), c'est de Kostyleff, philosophe russe. Spinosa serait le véritable inventeur du monisme. — Mon impression. Pas n'est besoin de tant révasser, supposer, pour arriver à la seule pensée qui est celle de Spinosa, de Bergson. L'unité aperçue dans le monde cosmique, c'est le jet *spontané*, la vie. Le jet irréfrénable. Tout *veut durer*, grandir, s'étendre. En revanche, la question du matériel et de l'immatériel dans l'homme est une

fausse vue. L'esprit immatériel, surtout en l'absence d'un support matériel, n'est indiqué, démontré nulle part. C'est même une fausseté que nous tenons des sauvages.

Le cosmos est là devant vous ; scrutez-le scientifiquement, vous n'avez pas d'autre chose à faire. La science nous a donné une idée déjà sur le cosmos, capitale et incontestable, qui vaut plus que les systèmes philosophiques.

***

14 *mars* (dimanche). — La terre, un puits d'énergie — d'où la même sort pour la vie végétative et pour la vie animale. Mais ici ce ne sera pas l'historien qui pourra répondre le premier, ce sera le naturaliste, et en second lieu l'historien du naturalisme.

***

21 *mars* (dimanche). — Je reprends le sujet des talents artistiques, des sculpteurs par exemple.

L'architecture a été évidemment un art utile, qui a passé au delà, jusqu'au luxe surérogatoire de faire grand, et étonnant (pas précisément encore beau), pour répondre par la grandeur et par l'étonnante profusion des ornements à la grandeur d'un maître, infatué, traité comme un Dieu par ses soldats et par ses prêtres. — La sculpture pourrait bien être sortie de la magie, laquelle précède la religion (et les deux reviennent au fond au but utilitaire), sortie de cette même magie que nous voyons plus tard pratiquer l'envoutement, la prise de possession d'un animal, d'une personne, en sculptant ou dessinant son simulacre, ou s'emparant de ses rognures d'ongle, de ses cheveux, etc. — De même source évidemment les rennes représentés dans les grottes des Eyzies et ailleurs (le bœuf *primogenius*?). De même famille les simagrées décrites par Lévy-Bruhl.

Les danses, les courses publiques, rondes, farandoles : joie publique, ivresse du mouvement, vertige que se donnent les foules devinant la force, l'intensité des émotions intercommuniquées ; bruits forts produits par des ustensiles de bois, de pierre, qui commencent l'instrumentation ; cris, assonances, conson-

nances, rimes, commencement du chant par mélopées. Ça c'est l'œuvre de l'être social, et plus précisément à l'état de foule.

***

22 *mars* (lundi). — Littérature. D'après le besoin, ou l'utilité dont est la chose, le discours dans un palabre de sauvages est évidemment le premier ouvrage en prose. Cela conseille ou décourage quelque acte pratique. Ce n'est pas encore de l'art. Cependant, outre les idées que l'orateur a fait passer devant les yeux des sauvages, il y a eu chez l'orateur des mouvements, des accents qui ont agité, ému ses auditeurs. Production d'émotions, donc commencement d'art. Début de la logistique, de la dialectique d'un côté, pour la conviction des auditeurs ; début, je le répète, de l'éloquence proprement dite. Ceci se dégage peu à peu de cela, prend de l'importance ; et voilà l'art oratoire. — Il y a là souvent, sinon toujours, des parties narratives, commencement de l'histoire, du roman, de l'épique. — Le lyrique, le dramatique...

***

24 *mars*. — Je reconnais avoir écrit une grande erreur quand j'ai écrit que le langage avait créé l'idée. Non, les animaux ayant *l'image* ont déjà *l'idée*, et même la *logique pratique*. Mais c'est l'idée *inconsciente* et la logique *idem*. Les mots ajoutent à cela la conscience.

***

Hegel. A sa définition de l'art, j'oppose hardiment la mienne : « Réaliser le beau ». — Mais le beau? qu'est-ce? Ce n'est pas une espèce partie d'objets ou d'êtres qu'on crée. C'est un certain *sentiment* qu'on fait éprouver, une certaine émotion qui n'est ni crainte ni espérance, qui n'implique aucun dessein d'agir. Situation passive de l'individu, émotion agréable et vive cependant. Hegel parle de réalisation du beau. Il n'y a pas de la beauté rien que dans les œuvres de l'homme. Que de beautés réalisées sans lui, font dire : C'est beau ! Réalisez-vous, vous hommes, ces montagnes, ces lacs, etc? — Ma définition à moi embrasse toutes ces beautés.

***

4 *avril* (dimanche, Pâques). — Question très utile à débattre : quelle est la valeur de l'histoire des religions dans la question générale, proposée naguère, de la valeur de l'histoire (pensée assez récente). Je dois relever dans ma préface sa nouveauté.

Je ne sais personne qui ait essayé de comprendre la psychologie de l'homme se divinisant, se plaçant avec outrecuidance parmi les dieux.

***

5 *Avril* (lundi). — Quand on se passe d'une croyance religieuse quelconque, on abandonne l'esprit de vivre éternellement. C'est un tel sacrifice que je m'étonne qu'un homme le fasse, un homme, cet animal qui a une si fougueuse passion de vivre et de vivre indéfiniment. (Voir le sermon de Bossuet sur la mort, et les vers de Victor Hugo sur cet objet ; et notez qu'il ne s'agit pas pour nous de renoncer à toute vie, mais de subir la mort comme le passage nécessaire d'une vie à une autre. Et voyez comme ils trouvent cela dur. Et encore le mot de Pascal : « Et en voilà pour *jamais* », dans les *Pensées*.)

***

Mais voici un mystère. On s'explique l'instinct de conservation. Mais celui de la nidification chez les oiseaux? Car faire un nid, cela nous paraît, à nous, une besogne assez difficile. Ça, je le répète, est étonnant.

J'aperçois maintenant l'imprudente hardiesse qu'il y a à s'engager dans l'histoire, sans aucune connaissance des animaux (de l'animal comme *industriel*, et comme être social).

Voici des soins qui sont réclamés, non pour satisfaire aux besoins de l'être qui prend les soins, mais aux besoins d'un autre être qui n'agit pas. Soins des parents pour le petit encore absent. Ici ma loi des besoins semble bien renversée. — L'homme, lui encore, ayant la parole, peut enseigner l'enfant à élever des

enfants. Mais le chant de l'oiseau peut-il remplacer la parole ?... Mystère encore.

Avec qui causer de ça? La psychologie animale.

*
* *

La conclusion, ce semble, la plus prudente. Le monde serait un mécanisme comme une montre ; mais il n'y a pas eu, il n'y a pas d'horloger. Cela est *sui generis* et unique, *d'où l'incompréhensibilité.* Cherchons à connaître de plus en plus ce qui nous est donné, sans plus, sans interprétation, jusqu'à nouvel ordre.

REVUES GÉNÉRALES

L'ÉVOLUTION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE DE LA FRANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

(ÉTAT DES TRAVAUX ET QUESTIONS A TRAITER)

Depuis cinquante ans, l'histoire de l'évolution commerciale et industrielle de la France a fait l'objet d'un grand nombre de travaux importants, qui permettent d'en tenter maintenant une synthèse, synthèse provisoire, il est vrai, mais qui, en groupant beaucoup de faits épars, mettra en lumière la façon dont les questions doivent se poser et signalera les lacunes de nos connaissances, ce qui pourra provoquer de nouveaux travaux.

L'époque que nous avons en vue est particulièrement importante. C'est le moment où l'ancienne organisation du travail semble se fixer définitivement, où la royauté achève d'imposer sa tutelle aux communautés de métiers. C'est le moment aussi où s'établit fortement ce qu'on peut appeler l'*économie nationale*, caractérisée par la protection du travail indigène et la prohibition des produits étrangers, en un mot, par le *système protecteur*.

I

Grâce à de nombreux travaux, grâce surtout aux ouvrages de MM. Boissonnade, Hauser, Drapé, Rebillon, Gueneau (1), on

(1) Henri Hauser, *Travailleurs et marchands de l'ancienne France*, Paris, 1920, et *Les divers modes d'organisation du travail dans l'ancienne France* (*Revue d'histoire moderne*, t. VII) ; Boissonnade, *Etude sur l'organisation du travail en Poitou*, 1899,

connaît avec précision l'organisation du travail, qui, née au moyen âge, a prédominé pendant de longs siècles. C'est toujours l'ancien métier, régi par la forme corporative, qui se maintient, avec les règles très strictes qui fixent les droits et les devoirs des maîtres, les obligations des compagnons et des apprentis. On voit en toute évidence que, travaillant pour le marché local, gêné par une étroite réglementation, il n'a qu'une production singulièrement limitée. Il apparaît clairement aussi que le système se renforce pendant les deux derniers siècles de l'Ancien régime : le nombre des métiers jurés ne cesse de grandir ; l'accroissement des droits de maîtrise, l'obligation de plus en plus stricte et onéreuse du chef-d'œuvre rendent de plus en plus difficile l'accès de la maîtrise, au point de faire du métier comme une caste fermée.

M. Boissonnade et, plus fortement encore, M. Hauser ont montré, d'une façon définitive, comment le pouvoir royal contribue à développer encore le régime de la jurande, auquel il veut soumettre, — surtout dans un but fiscal —, tous les métiers du royaume, comment il parvient à exercer sur leur organisation une tutelle de plus en plus étroite, en supplantant les privilèges des anciens pouvoirs locaux. On voit nettement aussi que le pouvoir royal s'efforce de prendre en main la réglementation industrielle, de plus en plus stricte, pour ne pas dire tyrannique, à mesure que l'État, — surtout depuis Colbert, — prétend, dans l'intérêt même de l'industrie, contrôler les procédés de fabrication.

De nouveaux travaux pourront, sans doute, nous apporter des faits nouveaux, mais qui ne modifieront pas sensiblement les conclusions qu'on peut dès maintenant formuler sur l'organisation des métiers (1). Toutefois, sur la nature et l'action des confréries, des études plus précises seraient les bienvenues. Il serait intéressant notamment de rechercher dans quelle mesure les confréries, dans les métiers libres, ont pu remplir l'office des

2 vol., in-8° ; A. Rebillon. *Les anciennes corporations ouvrières et marchandes de Rennes*, 1902 (extr. des *Annales de Bretagne*) ; L. Gueneau, *L'organisation du travail à Nevers aux* XVIIe *et* XVIIIe *siècles*. Paris, 1919. Voy. aussi Martin Saint-Léon, *Les corporations d'arts et métiers*, 2e édition, 1909.

(1) On consultera aussi avec profit l'ouvrage de Geneviève Aclocque, *Les corporations, l'industrie et le commerce à Chartres du* XIe *siècle à la Révolution*, Paris, 1917.

jurandes ; à cet égard, *Les anciennes confréries de Villefranche-sur-Saône*, de M. Ph. Pouzet (1), sont réellement instructives, mais il faudrait confronter ses conclusions avec de nouvelles recherches.

Les bonnes monographies que nous possédons montrent aussi qu'au moment où il semble arriver à son apogée, c'est la décadence qui commence pour le régime corporatif, décadence qui s'accuse de plus en plus au cours du XVIIIe siècle, et que précipitent, d'ailleurs, les exigences de la fiscalité royale ; la thèse de M. Gueneau confirme, à cet égard, les conclusions de M. Boissonnade, en nous apportant une moisson de faits caractéristiques. On voit très nettement que l'ancienne organisation est condamnée surtout pour des raisons d'ordre économique : elle ne satisfait plus aux besoins de la production ; la réglementation industrielle empêche toute innovation, entrave tout progrès. L'administration royale elle-même sent si bien que ce régime suranné doit disparaître qu'elle finit par relâcher toute sa police de réglementation, en attendant qu'elle se décide à porter la main sur les corporations elles-mêmes. Comment ces tendances nouvelles se sont-elles pratiquement appliquées, quelle a été, dans les diverses régions, l'action des intendants, des inspecteurs de manufactures, des pouvoirs locaux? C'est ce qu'il serait intéressant d'étudier par le détail dans de bonnes monographies. Mais, dès maintenant, on saisit sur le vif la lutte qui partout s'est manifestée entre l'ancienne organisation du travail, fondée sur la tradition, et la nouvelle, qui commence à se dessiner, et que des nécessités économiques vont bientôt imposer.

De grandes transformations se préparent, en effet, qu'annoncent et que déterminent même, pour une forte part, les progrès du commerce.

II

Sur le commerce intérieur de la France, surtout pour le XVIIe siècle, nos renseignements sont encore peu abondants. Nous connaissons avec une précision suffisante les entraves qui l'ont gêné jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, c'est-à-dire les mono-

(1) Lyon, 1904 (extr. de la *Revue d'histoire de Lyon*).

poles seigneuriaux (banalités, droits de foires et de marchés), le régime des aides, le système des douanes intérieures (1), la réglementation du commerce des grains (cette dernière question commence à être bien étudiée, surtout pour le XVIIIe siècle) (2). Nous sommes assez bien renseignés aussi sur les voies de communication, sur la construction des routes accomplie au XVIIIe siècle, et qui va préparer les grands progrès de la circulation intérieure (3). Les conditions auxquelles est soumis le transport des personnes et des marchandises ont commencé aussi à être sérieusement étudiées, principalement pour le XVIIIe siècle (4). Mais sur le détail du commerce intérieur, les bons travaux font presque complètement défaut ; aucun élément propre à dresser des statistiques, même approximatives, ne nous est fourni (5).

Sur les pratiques, sur la technique commerciales, beaucoup de travaux seraient à entreprendre ; le *Parfait Négociant*, de Jacques Savary, est fort instructif, à cet égard, pour le XVIIe siècle, mais celui-ci ne donne guère que la théorie ; seuls les papiers des maisons de commerce nous montreraient, d'une façon vivante, la pratique (6). Les institutions bancaires n'ont été que superficiellement étudiées ; il n'existe, à cet égard, de travaux un peu sérieux que pour la place de Lyon (7). Et cependant la ques-

(1) Voy. notamment S. CHARLÉTY, *Le régime douanier de Lyon* (*Revue d'histoire de Lyon*, 1902 et 1903).

(2) Voy. AFANASIEV, *Le commerce des céréales en France au* XVIIIe *siècle*, Paris, 1894 ; LETACONNOUX, *Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au* XVIIIe *siècle*, Rennes, 1909 ; GIROD, *Les subsistances en Bourgogne à la fin du* XVIIIe *siècle* (*Revue bourguignonne d'Enseignement supérieur*, 1906).

(3) Voy. L. VIGNON, *Etude historique sur l'administration des voies publiques en France*, 1863, 3 vol., in-8° ; LETACONNOUX, *La corvée en Bretagne au* XVIIIe *siècle*, Rennes, 1905 (extr. des *Annales de Bretagne*) et *Les voies de communication en France au* XVIIIe *siècle* (*Vierteljahrschrift fur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1909) ; Pierre CARON, *L'enquête sur l'état des routes et canaux au début de l'An II* (*Bull. d'histoire économique de la Révolution*, années 1917-1919). — Un grand obstacle aux relations commerciales de la France avec ses voisins de l'est, c'est le mauvais état des communications alpestres ; c'est seulement à l'époque napoléonienne que de bonnes routes seront construites ; voy. Marcel BLANCHARD, *Les routes des Alpes Occidentales à l'époque napoléonienne*, 1920 (Thèse de doctorat ès lettres).

(4) LETACONNOUX, *Les transports en France au* XVIIIe *siècle* (*Revue d'histoire moderne*, 1908-1909, t. XI).

(5) Bien rares sont les études comme celle de BOISSONNADE, *La production et le commerce des céréales, vins, etc., en Languedoc au* XVIIe *siècle* (*Annales du Midi*, t. XXI, 1909).

(6) Signalons toutefois le très intéressant ouvrage de Paul DECHARME, *Le comptoir d'un marchand au* XVIIe *siècle, d'après une correspondance inédite*, Paris, 1910.

(7) Voy. notamment Marcel VIGNE, *La banque à Lyon du* XVe *au* XVIIIe *siècle*, 1902 et BONZON, *La banque à Lyon aux* XVIe *et* XVIIe *siècles* (*Revue d'histoire de Lyon*,

tion du crédit a une importance capitale, surtout à la fin de l'Ancien Régime. Les archives des Chambres de commerce, des tribunaux consulaires, des Amirautés fourniraient, sur toutes ces questions, une mine de renseignements ; elles sont presque entièrement inexplorées (1).

Ce que l'on connaît le mieux, c'est le grand commerce maritime et colonial, qui se développe dès l'époque de Colbert et s'amplifie au cours du XVIIIe siècle. Nous avons affaire ici à un grand nombre de travaux, relatifs surtout, il est vrai, à la colonisation. L'histoire du commerce lui-même a été étudiée de moins près ; pour le XVIIIe siècle, nous n'avons aucun ouvrage aussi instructif que ceux de Dahlgren (2) et de G. Scelle (3), qui traitent de la fin du XVIIe siècle et des débuts du XVIIIe (4).

Le régime des grandes compagnies de commerce, leur action, leurs opérations commerciales pourraient donner lieu encore à bien des études. L'importance croissante du commerce colonial et maritime au XVIIIe siècle nous est révélée par la prospérité de ports comme Marseille, Bordeaux (5), Nantes, Rouen, Le Havre (6). Grâce aux ouvrages de M. Masson, l'histoire du port de Marseille nous est maintenant bien connue ; mais l'histoire de la place de Nantes reste encore à écrire. Les relations commerciales avec les États de l'Europe continentale n'est encore qu'ébauchée (7).

Ce qui apparaît clairement toutefois, c'est que le grand com-

années 1902-1903). A consulter aussi Germain Martin, *Histoire du crédit sous le règne de Louis XIV*, 1913.

(1) On trouvera beaucoup de renseignements sur le commerce dans Bourde de la Rogerie, *Introduction à la série B des Archives du Finistère* (*fonds des Amirautés*).

(2) *Les relations commerciales et maritimes entre la France et les côtes de l'Océan Pacifique*, Paris, 1909.

(3) Georges Scelle, *Histoire politique de la traite négrière aux Indes de Castille*, 1906, 2 vol., in-8°.

(4) Voy. cependant les bons ouvrages de Paul Masson, *Histoire du commerce français dans le Levant au* XVIIe *siècle*, Paris, 1906 et *Histoire du commerce français dans le Levant au* XVIIIe *siècle*, Paris, 1911 ; Garnault, *Le commerce rochelais au* XVIIIe *siècle*, 3 vol., 1887-1888. — Sur les compagnies de commerce, qui ont joué un si grand rôle, voy. Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, 1892 ; Weber, *La Compagnie des Indes Orientales*, 1904.

(5) Voy. Malvezin, *Histoire du commerce de Bordeaux*, 3 vol., in-8°, 1892.

(6) Voy. les travaux si précis de Ph. Barrey (dans Hayem, *Mémoires et documents sur l'histoire du commerce et de l'industrie*, t. V et VI).

(7) La meilleure étude de cette sorte a été écrite par P. Boissonnade, *Histoire des premiers essais de relations économiques directes entre la France et l'Etat prussien, pendant le règne de Louis XIV* (*1643-1715*), Paris, 1912.

merce maritime a contribué à accroître la quantité des capitaux qui vont pouvoir commencer à s'employer dans l'industrie. En France, comme en Angleterre, on voit que le capitalisme commercial a précédé et, en quelque sorte, engendré le capitalisme industriel. C'est le commerce qui a déterminé l'accroissement de la plupart des villes (1). Mais, comme en notre pays le développement économique est beaucoup moins intense que chez nos voisins, la concentration des capitaux y résulte encore moins du commerce que des affaires financières. L'étude de ces affaires, à peine ébauchée, l'histoire sociale des gens de finance seraient, à cet égard, bien précieuses pour l'histoire économique.

III

Une étude d'un intérêt capital, c'est celle de l'évolution industrielle au XVIIIe siècle. On voit bien clairement que c'est toujours le régime de la petite industrie qui prédomine. Dans toutes les villes, les petits artisans, travaillant avec un petit nombre de compagnons, et même seuls, sont de beaucoup les plus nombreux, et le fait peut être constaté, non seulement dans les places purement commerciales, comme Paris et Bordeaux, mais même dans les centres industriels les plus importants. Partout, c'est le même régime de dispersion industrielle. A cet égard, des faits intéressants pourront nous être révélés par l'histoire économique et sociale des villes, encore à peine ébauchée, et que des travaux de géographie urbaine, aujourd'hui en honneur, viendront encore étoffer (2).

En réalité, avant 1750, la grande industrie n'est guère représentée que par des manufactures d'État, s'occupant presque uniquement de la production des objets de luxe (tapisseries, glaces, etc.) et aussi par un certain nombre de manufactures

(1) Voy. à cet égard les travaux de géographie urbaine de Raoul BLANCHARD et notamment son *Grenoble*, Paris, 1911 ; cf. aussi LEVAINVILLE, *Rouen*, 1913.

(2) Voy. Gaston ROUPNEL, *La ville et la campagne au* XVIIe *siècle; étude sur les populations du pays dijonnais*, Paris, 1922 ; Alex. NICOLAI, *La population de Bordeaux au* XVIIIe *siècle* (*Revue économique de Bordeaux*, 1905-1909), tirage à part, 1909; H. SÉE, *La population et la vie économique de Rennes vers le milieu du* XVIIIe *siècle d'après les rôles de la capitation* (*Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. IV, 1923) ; Fr. BRAESCH, *Essai de statistique de population ouvrière de Paris vers* 1791 (*Révolution française*, an. 1912, t. LXII).

privilégiées. L'organisation de ces manufactures nous est assez bien connue par les travaux de M. Germain Martin (1), qui a étudié à la fois le règne de Louis XIV et celui de Louis XV, et aussi par des monographies, comme celles d'E. Frémy (2), Boissonnade (3), etc. L'action de Colbert, sa politique industrielle sont maintenant élucidées aussi bien que possible (4), et on commence à bien voir les raisons pour lesquelles cette politique de protection a presque complètement échoué (5).

L'histoire des manufactures au XVIIIe siècle est suffisamment connue ; mais la réalité pourrait être serrée encore de plus près par de nouvelles monographies, que rendent possibles les nombreux documents du Conseil et du Bureau du Commerce (6), les papiers des intendances (7), etc. Dès maintenant, on voit bien que les manufactures ne cessent de se développer au cours du siècle, déterminant un progrès très notable de l'industrie, qui va en s'accentuant dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, et qui est ralentie seulement par la crise qu'ont provoquée le traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre et les mesures prises par des pays comme l'Espagne (8).

(1) *La grande industrie sous le règne de Louis XIV*, 1899 ; *La grande industrie sous le règne de Louis XV*, 1900.

(2) Elphège FRÉMY, *La manufacture des glaces en France aux* XVIIe *et* XVIIIe *siècles*, 1909.

(3) *Colbert, son système et les industries d'État en Languedoc* (*1661-1683*) (*Annales du Midi*, 1902, t. XIV).

(4) Sur l'industrie à la fin du règne de Louis XIV, voy. Ph. SAGNAC, *L'histoire économique de la France de* 1689 *à* 1714, *essai de bibliographie critique* (*Revue d'histoire moderne*, t. IV), et *L'industrie et le commerce de la draperie à la fin du* XVIIe *siècle* (*Ibid.*, t. IX, 1907). Sur les nouvelles tendances économiques au début du XVIIIe siècle et la réaction contre le colbertisme, voy. du même, *La politique commerciale de la France avec l'étranger de la paix de Ryswick à la paix d'Utrecht* (*Revue historique*, 1910, t. CIV).

(5) Voy. l'étude [très intéressante de Paul-M. BONDOIS, *Colbert et la question des sucres ; la rivalité franco-hollandaise* (*Revue d'histoire économique*, années 1923, p. 12-61).

(6) Voy. BONNASSIEUX et LELONG, *Inventaire analytique des Procès-Verbaux du Conseil du Commerce*, Paris, 1900, in-4°.

(7) Les mémoires des intendants offrent souvent de précieux renseignements sur le commerce et l'industrie; tel, le mémoire de Ballainvilliers, à la fin de l'Ancien Régime (voy. DUTIL, *L'état économique du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime*, 1911); tel, le mémoire de l'intendant des Gallois de la Tour; voy H. SÉE, *L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première moitié du* XVIIIe *siècle* (*Annales de Bretagne*, 1922, t. XXXV).

(8) Voy. F. DUMAS, *Étude sur le traité de commerce de* 1786 *entre la France et l'Angleterre*, Toulouse, 1904 ; Ch. SCHMIDT, *La crise industrielle de* 1788 (*Revue historique*, 1908, t. XCVII, p. 78-94). — Pour tout ce qui concerne l'industrie à la fin de l'Ancien Régime, on trouve de précieux renseignements dans GERBAUX et SCHMIDT,

Toutefois, l'industrie capitaliste ne triomphe pas encore à la veille de la Révolution. On saisit seulement l'origine de la future organisation du travail. Nous avons déjà, à cet égard, assez de sérieuses monographies pour donner une conclusion ferme, que de nouvelles études, sans doute, ne feront que confirmer.

Sur la transformation de l'industrie, la nouvelle politique économique, libérale, hostile à la réglementation et aux privilèges, a eu une influence indéniable (1). Mais la concentration industrielle, que seul rend possible le triomphe du machinisme, n'en est encore qu'à ses débuts. En fait, le machinisme, qui a commencé d'abord à apparaître en Angleterre (2), et qu'on tente d'importer en France, ne s'introduit guère que dans les nouvelles manufactures de cotonnades et surtout d'indiennes, qui se distinguent des anciennes industries par des procédés de fabrication plus complexes ; on voit se créer des *fabriques*, au sens moderne du mot, fabriques qui groupent un grand nombre d'ouvriers. Les travaux de MM. Robert Lévy (3), Sion (4), Levainville (5), Ch. Schmidt (6), Dauphin (7), Garsonnet (8), Georges Mathieu (9), etc., nous ont apporté, à cet égard, des documents décisifs. Dans l'industrie houillère, comme le montre la thèse de M. Marcel Rouff (10), se forment aussi quelques grandes exploitations exigeant des capitaux considérables. Mais

Procès-Verbaux du Comité d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la Législative et de la Convention, 1906-1910, 4 vol., in-8° (Coll. des Documents économiques de la Révolution).

(1) Voy., par exemple, DEPITRE, *La toile peinte en France aux* XVIIe *et* XVIIIe *siècles*, Paris 1912.

(2) Voy. Paul MANTOUX, *La révolution industrielle au* XVIIIe *siècle*, Paris, 1905 ; CUNNINGHAM, *The growth of english industry and commerce*, 3e éd., 1905.

(3) *Histoire économique de l'industrie en Alsace*, Paris, 1912 (thèse de doctorat en droit).

(4) *Les paysans de la Normandie orientale*, Paris, 1909 (thèse de doctorat ès lettres).

(5) *Rouen*, Paris, 1913.

(6) *Les débuts de l'industrie cotonnière en France (1706-1806)* (*Revue d'histoire économique*, 1913 et 1914).

(7) *La manufacture de toiles peintes d'Orléans* (HAYEM, *op. cit.*, t. III, p. 1-36).

(8) *Recherches sur l'industrie textile en Anjou*, Angers, 1915.

(9) *Notes sur l'industrie en Bas-Limousin dans la seconde moitié du* XVIIIe *siècle* (HAYEM, *op. cit.*, t. I, p. 35-72 et II, p. 101-16) et *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'industrie et du commerce en Bas-Limousin* (*Ibid*, t. III, p. 47-72).

(10) *Les mines de charbon en France au* XVIIIe *siècle*, Paris, 1922 (thèse de doctorat ès lettres). Cf. BARDON, *L'exploitation du bassin houiller d'Alais*, Nîmes, 1908, et GRAR, *Histoire de la recherche de la découverte et de l'exploitation de la houille dans le Hainaut français, la Flandre et l'Artois*, 1847.

ce ne sont que des cas exceptionnels. Dans la métallurgie elle-même, c'est la petite industrie qui prédomine (1), et on ne peut citer que les deux grandes usines du Creusot et d'Indret qui aient un outillage déjà perfectionné (2).

D'autre part, l'industrie, même dispersée, tombe de plus en plus sous la domination du capitalisme, — non point industriel, mais commercial (3), — grâce surtout au développement de l'industrie rurale et domestique, qui va ouvrir la voie à la grande industrie capitaliste du siècle suivant. Échappant à la réglementation des métiers urbains, parfois même à l'inspection des agents de l'État, se contentant de faibles salaires, elle est assurée d'un progrès rapide. Elle livre ses produits à des négociants, qui disposant de la matière première, souvent même des *métiers*, exercent sur elle une emprise de plus en plus forte et se transformeront, au siècle suivant, en grands patrons industriels. La question de l'industrie rurale commence à être élucidée, grâce aux travaux de MM. Tarlé (4), Bourdais et Durand (5), Elie Reynier (6), grâce aussi aux thèses de géographie de MM. Demangeon (7), Sion, Musset (8).

Ainsi, à la veille de la Révolution, on aperçoit déjà les symptômes de la grande transformation économique et sociale, qui aboutira au triomphe du capitalisme. Elle apparaît aussi lorsqu'on étudie la répercussion sociale des phénomènes économiques.

(1) G. et H. Bourgin, *Etat de l'industrie sidérurgique en France au début de la Révolution*, 1920 (Coll. des Documents économiques de la Révolution).

(2) G. Bourgin, *Deux documents sur Indret* (*Bull. d'histoire économique de la Révolution*, an. 1917-19), et surtout C. Ballot, *L'introduction de la fonte au coke en France et la fondation du Creusot* (*Revue d'histoire des doctrines économiques*, an. 1912, p. 29-62). Cf. Levainville, *L'industrie du fer en France*, 1922.

(3) C'est ce qu'a fort bien vu M. Alex. Choulguine dans son article, *L'industrie capitaliste à la veille de la Révolution* (*Revue d'histoire économique*, 1922). Mais il attribue à la concentration industrielle une extension qui ne correspond pas à la réalité.

(4) *L'industrie dans les campagnes à la fin de l'Ancien Régime*, Paris, 1910. Cf. Loutchisky, *Etat des populations agricoles à la veille de la Révolution*, 1911, et *La petite propriété paysanne en France*, 1912.

(5) *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne au* XVIIIe *siècle* (Comité des Travaux historiques, Section d'histoire moderne et contemporaine, 1922, fasc. VII, p. 1-48).

(6) *La soie en Vivarais*, Largentière, 1921.

(7) *La Picardie et les régions voisines*, Paris, 1905.

(8) *Le Bas-Maine*, 1917. Cf. H. Sée, *Le caractère de l'industrie rurale au* XVIIIe *siècle* (*Revue historique*, janvier 1923).

IV

La condition économique et sociale des classes marchandes et ouvrières mérite, en effet, une étude approfondie. La condition des diverses catégories de marchands, d'artisans et de compagnons n'a pas encore été étudiée autant qu'il le faudrait, surtout pour le XVIIe siècle. Des indications intéressantes, il est vrai, nous sont fournies par Babeau, dans ses *Artisans et domestiques d'autrefois*. Une récente et excellente thèse de M. Gaston Roupnel décrit, d'une façon très vivante, les diverses classes qui peuplent la ville de Dijon au XVIIe siècle (1). Des travaux de ce genre seraient hautement instructifs : les archives notariales et municipales, les actes de l'état civil, les rôles d'impôts fourniraient sur ces questions les données les plus précieuses. On peut commencer à distinguer la condition économique des diverses catégories de marchands et de gens de métiers ; on voit qu'au XVIIIe siècle, comme au XVIIe, les apothicaires, imprimeurs et libraires, orfèvres, marchands de drap et de soie comptent parmi les marchands les plus aisés, que, parmi les métiers, ceux de l'alimentation, à peu près seuls, procurent l'aisance à ceux qui s'en occupent.

Grâce surtout à l'*Ouvrier en soie de Lyon* (2), de M. Justin Godart, on commence à bien comprendre comment, dans certaines industries (la fabrication lyonnaise de la soie surtout et aussi la draperie, l'industrie de la toile), les maîtres ouvriers tombent de plus en plus dans la dépendance économique des marchands, qui déterminent les prix de façons et « contrôlent » de plus en plus la production. Au XVIIIe siècle, plus fortement encore qu'au XVIIe, les deux classes des *négociants* et des *artisans* s'opposent fortement : antagonisme à la fois économique et social (3). Les négociants appartiennent bien maintenant à la haute bourgeoisie ; c'est dans cette classe, dégagée du lien corporatif, que se recrutent

(1) Voy. aussi mon mémoire sur *La population et la vie économique de Rennes* et J.-M. Richard, *La vie privée dans une province de l'Ouest; Laval aux* XVIIe *et* XVIIIe *siècles*, Paris, 1922.

(2) 1901. Voy. aussi Pariset, *Histoire de la fabrique lyonnaise*, Lyon. 1901.

(3) Voy. Camille Bloch, *Etudes d'histoire économique*, Paris, 1900 ; J.-J. Vernier, *Cahiers de doléances du bailliage de Troyes*, t. I (Coll. des Documents économiques de la Révolution). Cf. mon article sur l'Industrie rurale.

les directeurs de manufactures, les grands entrepreneurs de l'industrie houillère. Cette catégorie sociale peu nombreuse joue un rôle fort important dans les assemblées électorales de 1789 et y éclipse la masse des maîtres des métiers et des marchands organisés en jurandes (1).

La condition des compagnons commence aussi à se dessiner assez nettement ; elle ne diffère guère de celle des maîtres, bien que leur *standard of life* soit encore inférieur ; mais, comme ils parviennent de plus en plus difficilement à la maîtrise, ils tendent à former une classe distincte et permanente. A quel point est rude la condition d'existence des compagnons, c'est ce que montrent surtout la durée de la journée de travail et les salaires. On commence à avoir des indications assez précises sur la journée de travail. L'étude des salaires, de son côté, est à peine ébauchée et elle est très difficile, car ces salaires diffèrent suivant les métiers et suivant les localités (2). La moyenne en semble assez faible ; on voit que, s'ils se sont élevés sous le règne de Louis XVI, leur hausse cependant a été moins forte que l'accroissement des prix (3), ce qui se produit en tout temps, ce qui devait se produire surtout à une époque où les autorités publiques prenaient toutes les mesures capables d'empêcher la hausse des salaires ; on se préoccupe surtout des progrès de la production, nullement d'une équitable rétribution.

D'ailleurs, à chaque époque de crise, un grand nombre d'ouvriers sont réduits au chômage et à la mendicité. Le nombre des pauvres a été toujours considérable dans les villes, et il s'est accru d'une façon énorme pendant la crise de 1787-1789, qui a tant contribué à provoquer la Révolution (4).

Sur l'organisation ouvrière, on commence à posséder des données intéressantes. On connaît assez bien l'organisation des *compagnonnages*, restreints, d'ailleurs, aux métiers du *tour de*

(1) Voy. Mourlot, *La fin de l'Ancien Régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen*, Paris, 1913, et les diverses publications des cahiers de doléances pour les États-Généraux de 1789.

(2) Il ne faut consulter qu'avec précaution d'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des denrées, des salaires et des prix de l'an 1200 à l'an 1800*, 5 vol., in-8°, 1894-1909.

(3) C'est ce que montre très nettement Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, t. II, p. 836 et sqq.

(4) Voy. Ch. Schmidt, *La crise industrielle de* 1788 ; C. Bloch, *L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution*, Paris, 1908.

France. Ils constituent certainement un organe de défense et de résistance vis-à-vis des maîtres, notamment par le fait qu'ils prennent en main l'embauchage des ouvriers; mais les rivalités des deux *devoirs* hostiles paralysent en partie leur action. Cette concurrence prouve que les ouvriers ont encore peu conscience de leurs intérêts collectifs (1). C'est ce que montrent aussi les documents qui nous font connaître l'hostilité des compagnons contre ceux qui viennent travailler du dehors (les *forains*), l'hostilité des ouvriers *qualifiés* contre ceux qui n'ont pas fait d'apprentissage régulier (2). On a encore des renseignements sur quelques associations particulières, comme celles des compagnons papetiers (3).

On voit aussi que les grèves deviennent plus fréquentes au XVIIIe siècle qu'au XVIIe, qu'elles sont provoquées par la question de la journée de travail et surtout par la question des salaires ; le mouvement s'accentue encore aux approches de la Révolution, surtout à Paris et à Marseille (4). Des études nouvelles accroîtraient, à cet égard, nos connaissances. Mais, dès maintenant, il apparaît que les grèves sont, en général, localisées à une corporation ou à une ville, qu'il n'y a pas d'entente générale des ouvriers. On voit aussi que les pouvoirs municipaux et l'autorité royale mettent tout en œuvre pour briser les résistances ouvrières, pour imposer aux ouvriers l'obligation de ne pas quitter leur travail sans un congé exprès : on perçoit l'origine du *livret ouvrier*. Turgot lui-même et Necker, comme les Parlements, se préoccupent d'empêcher toute action ouvrière (5); on montre

(1) Voy. surtout MARTIN SAINT-LÉON, *Le compagnonnage*, 1902 ; H. HAUSER, *Les compagnonnages d'arts et métiers à Dijon aux* XVIIe *et* XVIIIe *siècles* (*Revue bourguignonne d'Enseignement supérieur*, 1907) ; GUENEAU, *op. cit.*, p. 76 et sqq. ; E. ISNARD, *Documents sur l'histoire du compagnonnage à Marseille* (HAYEM, *op. cit.*, t. IV, p. 185-211).

(2) Voy., par exemple, L. MORIN, *Essai sur la police des compagnons imprimeurs à Paris*, 1898.

(3) Voy., par exemple, BOURDE DE LA ROGERIE, *Note sur les papeteries des environs de Morlaix depuis le* XVe *siècle jusqu'au commencement du* XIXe (*Bull. historique et philologique*, 1911).

(4) Voy., par exemple, FLAMMERMONT, *Les grèves à la veille de la Révolution* ; M. ROUFF, *Une grève de gagne-deniers à Paris à la veille de la Révolution* (*Revue historique*, 1910, p. CV, p. 332-348) ; ISNARD, *op. cit.*, *loc. cit*

(5) Voy. HAYEM, *La repression des grèves au* XVIIIe *siècle* (*op. cit.*, t. I, p. 93-136) ; TURGOT, *Œuvres*, éd., Schelle, 4 vol. ; FLAMMERMONT, *Remontrances du Parlement de Paris*, t. III. — Pour tout ce qui précède, voy. un ouvrage très précieux de Germain MARTIN, *Les associations ouvrières au* XVIIIe *siècle*, Paris, 1900.

même la plus grande défiance à l'égard des sociétés de secours mutuels (1).

Au moment de la convocation des États Généraux, les ouvriers n'ont pu que bien rarement faire entendre leur voix ; c'est ce que prouvent les publications des cahiers de 1789 (2). D'ailleurs, les ouvriers n'ont pas une idée nette des changements qu'il faudrait apporter à la législation. Des travaux récents montrent que leur attitude a été toute passive au moment du vote de la loi Le Chapelier, de 1791 (3) ; on voit, par contre, que les travailleurs ont pris la part la plus active aux journées révolutionnaires, mais que la question sociale qui soulève les masses populaires, ce ne sont pas les difficultés auxquelles donne lieu l'organisation du travail, mais bien l'angoisse de la vie chère et de la disette (4). En un mot, en 1789, ce n'est pas la question *ouvrière*, qui se pose, mais la question *paysanne* (5). On le comprend si l'on considère que l'industrie capitaliste n'en est encore qu'à ses débuts et que les ouvriers n'ont pas une conscience nette de leurs intérêts de classe.

Les pages qui précèdent tendent à montrer combien est vaste le champ des recherches qui seraient nécessaires pour qu'on pût connaître avec plus de précision l'histoire du commerce et de l'industrie, sous l'Ancien Régime. C'est surtout dans l'histoire du commerce intérieur, de la technique commerciale, du crédit que les lacunes sont graves (6). C'est aussi la répercus-

(1) L. du Broc de Segange, *Les émailleurs de Nevers et la faïence* ; E. Levasseur, t. II, p. 828 et sqq.

(2) Cependant nous avons des cahiers de compagnons de Troyes (J.-J. Vernier, *op. cit.*, t. I) et de Marseille (J. Fournier, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Marseille*, 1908 (Coll. des Doc. Economiques de la Révolution), — Remarquons, à ce propos, que la Collection des Documents économiques présente une mine précieuse de renseignements sur l'histoire économique du xviiie siècle.

(3) Voy. Tarlé, *La classe ouvrière en France pendant la Révolution* (en russe, analysé par Karéiev, *Rev. fr.*, 1912, t. LXII, p. 333 et sqq).

(4) Voy., par exemple, M. Rouff, *Le personnel des premières émeutes de 1789* (*Rev. fr.*, 1909, t. XXIX, p. 213 et sqq.).

(5) Les écrivains, qu'on peut appeler socialistes, se préoccupent beaucoup plus de la propriété du sol que de la question du travail. Cf. Lichtenberger, *Le socialisme et la Révolution française*, Paris, 1899 ; Kropotkine, *La Grande Révolution*, trad. fr. 1909 ; Jaurès, *La Révolution*, 4 vol. (Histoire socialiste). La notion de classes sociales commence à se dessiner chez Turgot, mais son cas est tout exceptionnel parmi les écrivains du xviiie siècle. Voy. Roger Picard, *La théorie de la lutte des classes à la veille de la Révolution* (*Revue d'économie politique*, 1911). — Sur tout ce qui précède, voy. aussi mon article, *Les classes ouvrières et la question sociale à la veille de la Révolution* (*Annales révolutionnaires*, sept.-oct. 1922).

(6) Il ne faut pas oublier combien pour la question que nous examinons est pré-

sion sociale des transformations économiques qui doit attirer l'attention des historiens. Mais, en l'état actuel de la science, l'on peut déjà formuler quelques conclusions générales, qui seront utiles aux sociologues et aux économistes, et nous sommes en mesure de fournir quelques données intéressantes à l'histoire comparée (1).

Dès maintenant, en effet, si l'histoire comparée de l'évolution commerciale et industrielle aux XVIIe et XVIIIe siècles est encore difficile à écrire, une esquisse de cette histoire pourrait sans doute être tentée (2). Elle montrerait la grande place que tient la France dans la vie économique de l'époque. C'est que, de tous les pays de l'Europe, c'est le plus peuplé, le mieux unifié, le plus fortement organisé ; ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni l'Espagne ne peuvent lui faire concurrence ; les Provinces-Unies elles-mêmes sont bien déchues de leur ancienne splendeur. Quant aux États-Unis, avec leur 4 millions d'habitants, ils n'ont pas encore dépassé la période qu'on dénomme la « période coloniale » (3).

C'est donc la France, après l'Angleterre, qui annonce le plus clairement, à la fin de l'Ancien Régime, l'évolution qui s'achèvera au XIXe siècle. L'histoire du commerce et de l'industrie en France, dans la période que nous envisageons, présente un intérêt qui dépasse le cadre national ; elle permet d'étudier des phénomènes économiques d'une portée générale.

HENRI SÉE.

cieuse encore aujourd'hui l'*Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant* 1789, d'E. LEVASSEUR, nouvelle édition, 2 vol., 1901. Cet ouvrage a certainement suscité beaucoup des travaux que nous avons énumérés dans la présente étude.

(1) C'est ce que je tente de montrer dans l'ouvrage qui doit bientôt paraître sur *l'Évolution commerciale et industrielle de la France sous l'Ancien Régime.*

(2) Voy. Carrol-D. WRIGHT, L'*Évolution industrielle des États-Unis*, trad. fr., Paris, 1901.

(3) On trouvera, à cet égard, bien des données dans G. RENARD et WEULERSSE, *Le travail dans l'Europe moderne*, 1920 (Coll. de l'Histoire générale du Travail).

REVUES CRITIQUES

LE PROBLÈME DE LA GÉOGRAPHIE HUMAINE

A PROPOS D'OUVRAGES RÉCENTS

Par une rencontre assez curieuse, trois livres ont paru dernièrement, qui tous trois sont consacrés à l'étude d'un même problème : un des plus hauts que posent les sciences de l'homme, celui des rapports du milieu terrestre avec les sociétés humaines. Trois livres fort différents du reste et par leur esprit et par leur caractère particulier. Le premier se présente comme le testament d'un savant éminent, le véritable créateur de la géographie moderne en France, Vidal de la Blache[1]. Le second est l'œuvre double, un peu ambiguë, de deux géographes en pleine possession de leur méthode et de leurs idées : Camille Vallaux et Jean Brunhes[2]. Le troisième, l'essai critique d'un historien, préoccupé avant tout de dégager ce qui, dans les travaux et l'effort même des géographes contemporains, peut intéresser directement l'histoire[3].

C'est cet historien qui, continuant son œuvre de critique rai-

1. Vidal de la Blache (P.), *Principes de géographie humaine*, publiés d'après les manuscrits de l'auteur par E. de Martonne. Paris, Colin, 1922, VIII, 328 p., in-8° cartes.

2. Brunhes (J.) et Vallaux (C.), *La Géographie de l'Histoire, Géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*. Paris, Alcan, 1921, II, 716 p., in-8°, cartes et diagrammes.

3. Febvre (L.), avec le concours de L. Bataillon, *La Terre et l'Évolution humaine, introduction géographique à l'Histoire*, Paris, La Renaissance du Livre, 1922, XXVI, 472 p., in-12, croquis (vol. 4 de la 1re section de *l'Évolution de l'Humanité* dirigée par H. Berr).

sonnée des idées géographiques, en tant du moins qu'elles touchent à l'objet propre de ses études — voudrait rendre compte aujourd'hui des deux ouvrages importants qui ont paru à peu près en même temps que le sien. On l'excusera de ne point l'avoir fait plus tôt. Par un scrupule aisé à comprendre, c'est volontairement qu'il a ajourné, jusqu'après l'entière publication de son livre à lui, toute lecture et toute étude détaillée des travaux en question. Mais on lui pardonnera aussi de ne pas oublier tout à fait, dans leur rapide présentation, le point de vue auquel il s'est personnellement tenu : on ne s'étonnera donc point s'il marque, à l'occasion, d'un trait aussi net que possible, l'accord ou le désaccord de sa pensée avec celle des géographes dont l'œuvre va le retenir ici.

I

Le livre de Vidal de la Blache est un livre posthume. On sait que le grand géographe est mort le 5 avril 1918. Il avait en chantier depuis plusieurs années un ouvrage de caractère doctrinal et méthodique sur la science qu'il a véritablement créée en France. Lorsque la mort vint le prendre, la première partie de son travail, consacrée à la *Répartition des Hommes sur le Globe*, avait été assez poussée pour que plusieurs chapitres en aient pu paraître isolément, en 1917 et 1918, dans les *Annales de Géographie* : on les retrouvera dans les *Principes* [1] ; ils en constituent les chapitres I à V. Mais, nous dit M. E. de Martonne, l'éditeur du livre, gendre de Vidal de la Blache et lui-même professeur de géographie physique à l'Université de Paris : les deuxième et troisième parties du travail projeté, respectivement consacrées aux formes de civilisation et à la circulation, étaient restées entièrement manuscrites et n'offraient, en dehors de deux ou trois chapitres définitivement rédigés, que « des dossiers considérables de notes et de brouillons ». La mise en œuvre de semblables matériaux dut être chose fort délicate, nous le croyons sans peine.

Qu'eût été, achevé, publié par Vidal lui-même, le livre que

1. C'est le titre sous lequel paraît l'ouvrage posthume de Vidal. Ce titre est-il de Vidal lui-même? M. de Martonne ne nous le dit pas.

M. de Martonne nous soumet aujourd'hui? Nul ne peut le dire. Sous sa forme présente, il n'est pas exempt d'une certaine lourdeur. Et je ne sais pas si, au lieu de grouper les *membra disjecta* de l'ouvrage inachevé en un ensemble malgré tout un peu factice, M. de Martonne n'aurait pas rendu un meilleur service à l'auteur du *Tableau de la France* en publiant franchement sous forme de morceaux séparés les fragments qu'il avait marqués du signe du maître. Visiblement, M. de Martonne a eu la hantise de l'achevé. Si nous ne nous faisons pas illusion, nous dit-il, « la plupart des chapitres se présentent comme un tout homogène ; bien peu sont évidemment incomplets. » Etrange prestige du complet, alors que Vidal n'a jamais valu par ses talents d'architecte? Car c'est un fait que ce très grand, très pénétrant géographe, était médiocrement à l'aise, et un peu gauche, dans le domaine des concepts théoriques. Il lui fallait pour triompher ne jamais quitter « cette bonne forte base » dont parle Michelet : la terre. Dans les *Principes*, ce qu'il y a de plus vivant, ce sont des « fragments », quelques-unes de ces analyses si personnelles, si aiguës, si suggestives en même temps, qui ne sont, qui ne peuvent être que d'un seul géographe au monde. Et quand un gros fil blanc n'aurait point relié les perles retrouvées dans les cartons du maître, nul sans doute n'y aurait perdu sensiblement — pas même Vidal de la Blache, dont la gloire n'était point celle d'un constructeur de synthèses théoriques.

***

On a beaucoup dit et répété que, dans les pages de ce livre posthume, le lecteur ne trouvait rien de bien nouveau ni qui marquât un progrès réel de la pensée du maître. Et certes, il est vrai qu'on y rencontre, nombreux, des échantillons parfaits de ce talent et de ce savoir-faire spécial qui rendent si précieusement inimitables les « analyses » de Vidal, surtout lorsqu'il traite de ces contrées méditerranéennes qu'il aimait et connaissait si bien. Mais on découvre sans doute, dans les pages retrouvées et publiées par M. de Martonne, pas mal d'indications neuves, de suggestions inédites et qui valent la peine d'être retenues. N'en signalons qu'une, entre bien d'autres. Il y a, dans les *Principes*, une tentative fort intéressante pour adapter

aux fins de la géographie certains résultats obtenus, au prix d'efforts prolongés et soutenus, par une science jeune, en plein devenir : l'ethnographie.

Vidal de la Blache nous dit très bien le genre d'intérêt que faisait naître en lui la visite de quelqu'un « de ces musées ethnographiques comme il en existe dans certaines villes d'Europe ou des États-Unis. » Leurs collections évoquaient puissamment à ses yeux les sociétés même qui en avaient fourni les matériaux. Il n'était pas insensible à la forte, mais après tout superficielle, impression d'exotisme qui résulte de la réunion de tant d'objets divers rassemblés de toutes parts : et comment l'aurait-il été, doué d'une imagination aussi forte de géographe, d'un don aussi certain d'évocation? Mais la contemplation l'incitait, selon sa coutume, à la méditation. « Lorsqu'une idée méthodique a présidé au classement de ces musées, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'un rapport intime unit les objets de même provenance. Isolés, ils ne frappent que par un air de bizarrerie ; groupés, ils décèlent une empreinte commune. Peu à peu, par la comparaison et l'analyse, l'impression géographique se précise. De même que l'aspect du feuillage et des organes végétaux d'une plante, que celui de la fourrure et des organes de locomotion d'un animal permettent à un botaniste ou à un zoologue de discerner sous quelles influences générales de climat et de relief ces êtres pratiquent leur existence, il est possible au géographe de discerner, d'après le matériel soumis à son examen, dans quelles conditions de milieu il a été formé... La matière et la forme des appareils de chasse, de capture, de défense, de travail, de dépôt, de transport, dénoncent une provenance et une approximation se rapportant à certains genres de vie, formés eux-mêmes sous l'influence de conditions physiques et biologiques qu'il est possible de déterminer. En ce sens, une leçon de géographie comparative se dégage des témoignages des sociétés les plus humbles[1]. »

Passage fort intéressant et qui témoigne chez le maître, ne disons pas d'une orientation nouvelle : il ne serait pas difficile de trouver dans son œuvre des témoignages bien antérieurs d'une curiosité ethnographique avertie — mais du moins de la conscience plus nette et plus claire de cette curiosité même et de sa

1. *Principes*, p. 120-121

vraie portée. On aura d'ailleurs noté au passage l'allusion précise à la théorie bien connue des *Genres de Vie*, exposée si brillamment par Vidal lui-même, en 1911, dans plusieurs articles d'intérêt capital[1]. En fait, dans les *Principes*, tout un chapitre, le deuxième de la seconde partie, consacré aux instruments et au matériel, porte témoignages de ces tendances — et trois belles cartes en couleur, toutes trois publiées sous un titre commun : *les Milieux : développements autonomes de civilisation*, traduisent aux yeux de façon excellente les principaux résultats obtenus par Vidal de la Blache dans sa recherche. L'une illustre la part qu'occupent, dans le matériel de diverses civilisations, certaines plantes : non seulement le cocotier, ou le bambou, mais le bouleau et le coton, pour ne citer que celles-là. L'autre précise le rôle utilitaire de ceux qui proviennent du renne par exemple, ou du mouton, ou des tortues géantes, des huîtres perlières, des coquilles merveilleuses du Pacifique. La troisième enfin s'attache à la répartition des formes de construction en fonction des matériaux employés : et voici le domaine des architectures en pierre, celui de la brique et du pisé, celui de la maison en bois résineux, ou de la case tropicale, tantôt rectangulaire, tantôt cylindrique.

***

C'est avec un vif intérêt qu'on prend connaissance tant de ces documents figurés que des pages, souvent excellentes et dignes du meilleur Vidal, que le maître a consacrées à prendre et à nous donner conscience de cet « air de famille » qui apparente entre elles les œuvres matérielles issues par exemple des civilisations tropicales. Ces civilisations utilisent, certes, les ressources de la forêt ; mais elles s'inspirent aussi du spectacle quotidien et, pour ainsi dire, de l'exemple perpétuel de ce monde végétal qui les abrite et les entoure. « Ce sont des édifices vivants, note finement Vidal, que ces étages superposés des galeries forestières, depuis le sous-bois à ras de sol et les arbres à mi-hauteur jusqu'aux cîmes suprêmes que surmonte et enveloppe la toiture aérienne de feuillage. Si l'architecture des cases n'en est qu'une reproduction bien médiocre, elle n'en décèle pas moins quelque lointaine rémi-

1. *Les genres de Vie dans la Géographie humaine* (*Annales de Géographie*, XX, 1911).

niscence. Les entrelacements de lianes qui permettent à certains hôtes de la forêt de circuler sans toucher terre, devinrent entre les mains des hommes ces ponts végétaux qu'on trouve en usage depuis l'Afrique Occidentale jusqu'à la Mélanésie ; les indigènes d'Amazonie en prirent modèle pour les hamacs, qui semblent avoir leur origine chez eux. Les gros fruits sphériques du *Lagenaria* et du Cocotier, comme ailleurs les œufs d'autruche, communiquèrent aux coupes ou calebasses taillées dans leurs flancs une configuration ronde, ou ovale... La nature vivante a cela de caractéristique, qu'elle suggère la forme en même temps qu'elle fournit les matériaux[1]. » — Plus loin encore, notons ces remarques délicates : « Il est remarquable de constater, surtout dans le Centre et l'Ouest africain, combien la technique du métal s'y inspire de formes dérivées du régime végétal. On dirait que le fer ne s'est substitué au bois qu'en l'imitant. » Et, énumérant les couteaux de jet, les serpes, les instruments de sacrifice qui lui inspirent ces réflexions : « Les uns, note-t-il, se profilent symétriquement le long d'un axe semblable à la nervure médiane d'une feuille de bananier ; d'autres se terminent en lancéoles comme une tige de palmier ; d'autres s'incurvent et, dans leur concavité, projettent des dents ou lamelles semblables aux stipules qui se détachent de la gaine d'une feuille. »

On retrouve bien là le Vidal de la Blache qui, dans le *Tableau de la France*, notait d'un mot sobre et juste « cet aspect d'élégance » que présente la Lorraine à qui vient de la Belgique ou de l'Ardenne, avec sa flore qui déjà « prend des teintes méridionales » ; la fine végétation, ajoutait-il, « montre des ciselures dont l'art local s'est maintes fois inspiré, qu'il fait revivre dans le fouillis de ses fers ouvragés et dans la svelte décoration de ses vases de verre[2]. »

Tout ceci, fort ingénieux, fort intéressant, véritablement suggestif. Mais qu'en va donc conclure Vidal de la Blache, géographe ? Sans nul doute, que le milieu détermine et conditionne étroitement ces sortes de civilisations qu'il qualifie d'autonomes — et que le géographe trouve en elles d'excellents types de sociétés véritablement déterminées par le sol et le climat du domaine qu'elles occupent ? — Nullement.

1. *Principes*, p. 122.
2. *Tableau de la Géographie de la France*, 1903, p. 207.

Ces civilisations dépendent étroitement d'un milieu local : c'est vrai. C'est si vrai qu'on pourrait, à l'exemple de certains géographes botanistes, attribuer à telle ou telle de ces espèces vivantes la valeur d'un type et en faire le signalement dans certains domaines de civilisation : que l'on songe par exemple au bambou et au cocotier sous les tropiques, au dattier et à l'agave dans les contrées arides, au bouleau dans les régions subarctiques, au renne dans le Nord de l'Ancien Monde et au phoque ou au morse dans le Nord du Nouveau. Vidal note tout cela au passage. Mais il n'a garde, cédant à la tentation, de se transformer « en géographe botaniste ». Non seulement par ce qu'il sait fort bien que ces civilisations, précisément dans la mesure où elles sont attachées à des milieux spéciaux par des liens étroits et qu'on est tenté de croire nécessaires, sont frappées d'infirmité. « Il leur manque le don de se communiquer et de se répandre [1]. » Mais aussi parce qu'il le note expressément : les ressources locales, en définitive, ne fournissent jamais à l'homme que des matériaux spéciaux pour réaliser des instruments dont l'idée n'est pas d'origine locale. « Les instruments que l'homme a fabriqués pour l'attaque ou la défense, pour le transport ou comme récipients, ne s'écartent pas sensiblement de certaines formes générales [2]. Que ce soient la pierre, l'or, la coquille ou le bois qui entrent dans leur composition ; la hache, la massue, l'arc présentent le même ensemble. La pirogue creusée dans un tronc, le canot d'écorce, le cayak revêtu de peaux, le gréement des voiles de nattes, de lin et de cuir comme chez les anciens Celtes, diffèrent plus par les matériaux que par les formes. Ce qui s'exprime ainsi, c'est l'intention qui préside à l'adaptation de la matière, c'est l'élément inventif par lequel l'homme y imprime sa marque. »

Ainsi, la contemplation de ces sociétés fermées qui semblent tout tirer du milieu, qui semblent pour ainsi dire n'être elles-mêmes qu'un produit du milieu — cette contemplation n'excite pas ce géographe éminent à prendre le change sur des apparences et à proclamer la subordination de l'homme aux conditions naturelles : tout au contraire. Ce qui le frappe avant tout, c'est l'ingéniosité de l'homme, son initiative, sa plasticité, sa liberté si l'on veut, en vidant le mot de tout sens métaphysique — nul-

1. *Principes*, p. 131.
2. *Ibid.*, p. 132.

lement son asservissement. Sa dépendance envers le milieu local? « Elle ne fait que mieux éclater en certains cas la puissance et la variété d'invention dont il est capable. » Et en définitive, dans le matériel d'une civilisation, ce que Vidal de la Blache, au terme de sa carrière scientifique, riche de toutes les observations, les réflexions, les expériences d'une vie de continuelle méditation, trouve de plus digne de remarque : ce ne sont pas les liens qu'il aperçoit mieux et plus finement que personne et qui relient les créations des hommes aux produits variés de la nature qui les entoure : c'est la puissance unitaire et dominatrice du génie humain.

On nous pardonnera de relever avec une particulière satisfaction ces vues profondes d'un grand esprit, et d'en signaler, une fois de plus, la largeur et la fécondité.

II

Toute inachevée qu'elle soit, l'œuvre dernière de Vidal atteste du moins en toutes ses parties une belle unité de doctrine et de sentiment. C'est une œuvre double au contraire, assez étrange dans sa composition, assez déconcertante dans sa réalisation, que *la Géographie de l'Histoire* de MM. J. Brunhes et C. Vallaux. Œuvre double, non seulement parce que les auteurs sont deux — et bien réellement deux, par leurs qualités comme par leurs défauts ; mais encore et surtout par ce qu'elle se compose de deux parties distinctes entre lesquelles j'avoue qu'il me paraît difficile d'établir un lien. De ceci, si l'on se reporte à l'*Avant-Propos*, l'un des deux auteurs seul est responsable, M. Brunhes, puisqu'il nous dit que la *Géographie de l'Histoire* était « construite et en partie rédigée » quand M. C. Vallaux lui proposa sa collaboration.

La première partie du livre, de beaucoup la plus considérable — 440 pages — est une étude générale sur les relations de la Géographie avec l'Histoire. La seconde, moins développée — 250 pages — une suite de considérations sur la guerre mondiale de 1914-1918, publiée sous un titre dépourvu de netteté, sinon de substantifs : *Géographie des luttes contemporaines ; Races*, *Nationalités*, *Nations*, *États*, *Guerre et Paix*. Entre ces deux parties,

quelles relations réelles? Les auteurs ne le disent point. Ils n'ont pas entendu recourir à la vieille division commode : première partie, codification de principes théoriques dégagés de l'expérience historico-géographique de tous les temps ; deuxième partie, application de ces principes aux faits essentiels de la guerre de 1914-1918. En réalité, les 250 dernières pages du livre ne se rattachent pas aux 400 premières par un lien précis. Elles forment une sorte d'étude indépendante. Elles tiennent de l'article de revue, bien plus que du traité de géographie. Parfois même, fort nettement, elles nous rappellent que l'un des deux auteurs, et celui dont visiblement toute cette fin de livre porte la marque, s'est senti pendant la guerre une vocation de journaliste assez impérieuse. On nous excusera de ne point le suivre sur ce terrain. Chacun son métier. La guerre n'a posé pour nous, de 1914 à 1918, qu'un petit nombre de ces modestes problèmes de tactique qu'envisageait l'*Instruction sur le combat des petites unités*. Nous ne nous sentons point qualifiés, par cette humble expérience, pour juger de haut les stratégies terrestres, maritimes et aériennes des chefs d'armée en présence. Ou plus exactement, notre avis en la matière, serait sans aucun poids ni aucune valeur.

Quant à la première partie, nous nous sentons plus à l'aise pour l'examiner, et la discuter au besoin. C'est gibier de géographe, et d'historien. Honnête gibier et déjà fort connu sur le marché. Car, ce qui appartient à M. Brunhes dans ces 440 pages, n'a rien d'imprévu. Les idées sont celles qu'exprimait déjà la *Géographie Humaine* du même auteur, à la fois d'une façon générale et, au chapitre VIII, d'une façon assez particulière. Or, en 1914, un mémoire de 70 pages, publié exactement sous le même titre que le livre actuel dans la *Revue de Géographie Annuelle* [1], avait développé et mis en forme ces idées. — Pareillement, ce qui est de M. Vallaux n'est point à proprement parler nouveau sous sa plume. En 1910, dans un volume riche de substance, intitulé : *Géographie sociale, le Sol et l'Etat* [2], ce géo-

1. Tome VIII, 1914, fasc. I. Le mémoire demeure intéressant, même après le gros livre, par les intéressantes illustrations hors-texte qu'il renferme : photographies typiques de Bosnie-Herzégovine.

2. Il avait été précédé d'un autre volume, intitulé *la Mer*. Nous avons signalé en leur temps ces deux ouvrages aux lecteurs de la *Revue de Synthèse*. Cf., t. XVIII, p. 242.

graphe qualifié formulait déjà les réflexions dont il nous présente aujourd'hui une expression « plus condensée et mieux coordonnée », c'est lui-même qui nous le dit. Au total, on le voit : beaucoup de voulu dans l'entreprise de MM. Brunhes et Vallaux et un ouvrage qui doit sa naissance plus peut-être au succès d'un ouvrage antérieur qu'à une véritable nécessité intellectuelle.

***

Ne nous attardons pas à en signaler les bonnes pages, les paragraphes utiles, les réflexions ingénieuses. Elles ne font point défaut, certes — et, en particulier, les chapitres consacrés au peuplement du globe, aux routes, aux frontières, aux villes capitales sont riches en suggestions profitables. Mais c'est un débat d'idées que nous voudrions instituer ici, un débat de principes et, dans une certaine mesure, de méthodes. Allons donc droit à l'essentiel, je veux dire à ces quelques chapitres assez serrés et drus dans lesquels M. Vallaux, résumant son expérience antérieure, a condensé ses idées essentielles sur le, ou les problèmes fondamentaux de la géographie politique. Excellente occasion de reviser, une fois de plus, nos propres idées sur un ensemble de procès dans lesquels, les géographes voudront bien l'admettre, les historiens ont quelques motifs légitimes de vouloir se porter partie.

Dans le premier des trois chapitres [1] consacrés par lui à l'étude successive des « trois problèmes fondamentaux de la géographie politique », M. Vallaux recherche tout d'abord et s'efforce de déterminer les « conditions géographiques primaires » qui sont « la base nécessaire de toute formation d'État [2]. » C'est bien là, en effet, le problème des problèmes, celui qui est le cœur de toute géographie politique.

Or, la méthode suivie paraît d'une précision irréprochable. Dresser la carte des États. Puis la carte du monde habité. Superposer la première à la seconde. Relever les non-coïncidences. Et appliquer l'analyse géographique aux parties blanches, aux parties du monde habité qui échappent à la prise des États ; chercher à leur arracher, précisément, le secret géographique de la

1. *Op. cit.*, ch. VII, p. 269 sqq.
2. *Ibid.*, p. 281.

fonction des organismes politiques. En théorie, rien de plus rationnel. En pratique, voyons :

Dresser la carte des États... Mais, qu'est-ce qu'un État? M. Vallaux nous le dit, et là où, précisément, il doit le dire : au début même de son livre. « Les États sont des sociétés organisées pour garantir aux individus qui les composent la sécurité personnelle et la jouissance paisible de leurs biens et des fruits de leur travail[1]. » Sécurité, propriété, nous voilà en pleine théorie juridico-politique. Mais alors, la géographie, qu'a-t-elle à faire ici? Sécurité, propriété : ce ne sont point précisément des notions géographiques?

— Pardon, objecte M. Vallaux. L'exercice le plus simple de ces droits de l'État (pourquoi droits, alors qu'on attend fonctions?) — « cet exercice ne se peut concevoir si ces droits ne sont pas accompagnés de l'occupation permanente d'un morceau de la surface terrestre. » — Mais quelle nécessité voilà-t-il? L'État, tel que vous le concevez et le définissez, c'est l'État formel et militaire de Ratzel dans sa *Politische Geographie* : une société d'assurance et de protection contre les dangers qui menacent les sociétaires. Mais rien, dans cette définition, ne s'oppose à la conception, par exemple, d'un État de nomades perpétuellement nomadisants ; rien, en d'autres termes, n'implique la nécessité de l'occupation permanente d'un morceau de surface terrestre, circonscrit par des frontières? Qu'il y ait eu réellement, dans l'histoire, des États nomades purs ou, comme le dit C. Vallaux, *absolus et complets*[2], c'est une autre question. Mais en ce moment, nous nous mouvons dans la sphère des concepts et des définitions. Je dis que la définition abstraite et juridique de l'État, considéré purement et simplement comme système de défense et de protection, n'implique pas par elle-même la nécessité d'une occupation permanente du sol.

Je sais bien : Camille Vallaux a répondu par avance. « Un groupe d'hommes qui se déplace toujours sans se fixer nulle part, et qui ne fait aucun effort de transformation sur le sol où il réside temporairement ne saurait constituer une société politique, même embryonnaire. » C'est que « le besoin de sécurité collective ne commence à naître que du jour où, en se fixant à

1. *Ibid.*, p. 269.
2. *Ibid.*, p. 277.

un territoire, en l'appropriant, en l'utilisant pour les nécessités de la vie matérielle, les hommes groupés sentent qu'ils ont à défendre un patrimoine commun. » Mais d'abord, que devient là la distinction formulée par C. Vallaux lui-même, entre la *Souveraineté*, cette forme d'occupation du sol spéciale à l'État et, d'autre part, l'occupation simple ou la propriété privée? Quand notre auteur nous dit qu'il n'y a pas d'État sans occupation permanente d'un territoire, ne retombe-t-il pas dans la confusion qu'il dénonce chez Anatole France — ou chez Ratzel?

*
* *

Laissons cela, et revenons à la genèse de ce « besoin de sécurité collective », qui ne prendrait naissance que dans le cas de fixation des hommes sur un territoire approprié par eux. Mais les membres d'une caravane, n'éprouvent-ils pas « un besoin de sécurité collective? » Et pour sentir « qu'ils ont à défendre un patrimoine commun », que ce patrimoine d'ailleurs soit réellement commun entre eux ou qu'il se compose d'une somme de patrimoines individuels — ont-ils besoin d'être des propriétaires fonciers? Qu'un Ratzel commette cette sorte de confusion de la Souveraineté et de la Sédentarité, on le comprend. Il ne part de l'affirmation : « L'État est l'intermédiaire par lequel la société s'unit au sol», que pour arriver à sa conclusion : « Un peuple doit vivre sur le sol qu'il a reçu du sort ; il doit y mourir, en subir la loi. » Ratzel, passe. Mais M. Vallaux?

Autre chose. Qui dit État, nous explique-t-on, dit organisation de défense et de protection. — Mais tout groupe humain, si humble soit-il, ne se préoccupe-t-il point, avant tout, de protéger ses membres contre les atteintes, les entreprises des autres groupes? Et alors, comment distinguer, à l'aide de cette définition, les sociétés politiques élémentaires ou rudimentaires, des grands États évolués? — J'entends que, chemin faisant, M. Vallaux indique d'autres critères. Un État véritable, un État digne de ce nom ne peut naître, nous dit-il, que sur un territoire suffisamment peuplé pour que des relations constantes de proximité s'établissent entre les groupes élémentaires dont l'association formera une société politique autonome. Evidemment. Mais la définition liminaire de l'État par M. Vallaux comporte-t-elle

cette donnée? Non. Et du reste, même lorsqu'il introduit de nouvelles distinctions de ce genre, la notion d'un État caractérisé uniquement par l'organisation d'un système de protection de ses membres ne cesse de hanter notre auteur. « Il faut qu'il y ait entre les hommes composant un groupe des relations constantes de proximité pour que naissent les besoins et l'organisme de la sécurité collective [1]. » Sécurité toujours. C'est bien là, aux yeux de C. Vallaux, l'essentiel de l'État.

Or, vraiment, pour un géographe — c'est peut-être une attitude assez paradoxale? Car enfin, est-il bien exact que dans la genèse de l'État, n'interviennent que des besoins militaires? Pour ne parler que de ceux-là, les besoins économiques ne jouent-ils pas leur rôle, leur rôle capital et de tout premier plan, dans la constitution des unités politiques? Et si le fait est exact, et il l'est — un géographe peut-il raisonnablement s'en désintéresser? qu'un juriste, qu'un théoricien du droit public se satisfasse de la définition abstraite qu'adopte M. Vallaux et qui lui sert de point de départ, je le comprends. Que, pour lui, le sol puisse être « sublimé » en quelque sorte jusqu'à devenir une catégorie abstraite de la pensée ; qu'il y ait lieu, toujours pour lui, de dégager une notion du sol pur, valant par la position, l'étendue, etc. — soit. Mais pour un géographe? S'il ne s'intéresse pas à la terre en tant que telle, à la terre productive et nourricière, à la terre couverte de plantes et peuplée d'animaux et bourrée de métaux — qui donc s'y intéressera légitimement? Sans compter que, cette conception toute formelle, toute militaire de l'État — je comprends que Ratzel, l'Allemand Ratzel, le pangermaniste Ratzel l'ait adoptée. Elle était dans la logique de sa pensée et de sa doctrine, non pas scientifique, mais politique. N'avons-nous pas mieux à faire, nous, que de le suivre sur ce terrain?

Je demeure impénitent, je l'avoue. Aujourd'hui comme naguère, à mes yeux : « le problème politique et le problème humain ne font pas deux. » Il n'y a pas pour moi de géographie politique et historique sans géographie sociale — ni de géographie sociale sans géographie économique — ni de géographie économique sans géographie physique. C'est un enchaînement qui ne saurait se rompre. Et je me refuse obstinément à ne voir

1. P. 279.

dans la société qu'une sorte de ressort se mouvant dans une boite rigide, l'État — et tantôt s'y détendant, tantôt s'y contractant. C'est en eux-mêmes et pour eux-mêmes qu'on doit, il me semble, étudier les groupes sociaux établis sur le sol et en tirant leur subsistance.

***

Mais avançons d'un pas. Émettre l'idée, aujourd'hui, que les géographes demeurent trop dominés parfois par des préjugés « nécessitaristes » et que, trop souvent encore, ils admettent sans discussions la possibilité d'une « influence » directe, en quelque sorte mécanique, des facteurs physiques sur les sociétés humaines — c'est aller au-devant de belles protestations : « Déterminisme, ou mieux, nécessitarisme géographique? Quel est ce moulin à vent sur lequel vous vous ruez? La porte est ouverte, l'ami, ne prenez point la peine de l'enfoncer ! »

Or, je reviens aux chapitres de géographe politique de C. Vallaux. Quand il a confronté la carte des États et celle du monde habité, il constate deux marques de coïncidence. L'un dans la zone arctique ; l'autre, dans la zone sylvestre équatoriale. « Toutes deux sont habitées. Ni l'une ni l'autre n'a et *n'aura jamais* une histoire politique qui lui appartienne[1]. » Il ne s'agit pas d'une imprudence de langage. C. Vallaux insiste, et précise. « Qu'elles demeurent inorganiques, ou qu'elles soient colonisées par des puissances lointaines, on ne peut y concevoir une formation d'État qui prenne vraiment racine dans le sol. » Mais pourquoi? Parce que « toute évolution d'histoire est étouffée dans ces contrées par les lois géographiques... Cette région du globe est la seule où l'on puisse saisir l'influence directe du climat sur le gouvernement des hommes. Ici seulement se vérifie la théorie popularisée autrefois par le grand nom de Montesquieu...[2] »

Prophétisme du « jamais ». Prédestination du climat. Evidemment, le nécessitarisme géographique n'est qu'un moulin à vent...

Que d'objections à présenter, cependant ! Nous ne chicanerons certes pas M. Vallaux sur le caractère rudimentaire des sociétés

1. P. 282.
2. P. 283.

politiques qui existent actuellement dans la zone des forêts tropicales humides, approximativement circonscrites entre 10 degrés au Nord et 10 au Sud de l'Équateur. Tout au plus indiquerons-nous d'un mot — avec Vidal de la Blache — que, si des causes évidentes contribuent à maintenir là l'isolement des groupes humains, « on aurait tort cependant de conclure qu'il ne s'y est pas développé de civilisations intéressantes[1]. » Mais comment parler d'influence *directe* du climat sur le gouvernement des hommes? Comment surtout prononcer un « jamais » aussi catégorique, aussi sûr de lui? Ce n'est pas moi cependant, c'est C. Vallaux qui écrit, à la page 271 : « L'extension de la carte politique à la plus grande partie du monde habitable ne date que de quelques dizaines d'années. » De quel droit alors dire à ce mouvement d'extension : « Tu n'iras pas plus loin? » De quel droit exclure telle ou telle contrée du domaine de l'humanité politique? Qu'il ne puisse se constituer, dans ces territoires évidemment défavorisés par le climat et par les conditions géographiques de toute nature — qu'il ne puisse s'y constituer aisément et sans difficultés de grands États pleins de vitalité et d'avenir, capables de rivaliser avec les formations politiques les plus vigoureuses et les plus énergiques des zones tempérées du globe — cela n'a pas besoin d'être dit, ou démontré. Mais là n'est pas le problème. La « carte des États » de C. Vallaux, elle, ne contient pas que des États de premier ordre, certes. Elle comporte des États de nomades, comme celui des Touaregs, ou des Senoûsi, ou des Kirghiz. Elle comporte aussi des États peu évolués, comme ceux des zones tropicales et subtropicales de l'Afrique. Elle comporte enfin des États coloniaux. Et qui donc pourrait prétendre que, dans un certain temps, il ne se sera pas constitué, même dans la région de la sylve équatoriale, exploitée, aménagée, pénétrée par l'homme civilisé, un ou des États coloniaux susceptibles sinon d'un développement indéfini, du moins d'une certaine vie particulière et organisée? — Je vous arrête là, dira Vallaux : je ne parle que de la formation de « sociétés politiques autonomes. » Les colonies, elles, sont des formations politiques importées du dehors, et imposées... — Imposées? Mais en quoi ce trait distingue-t-il les colonies des autres États — de ceux

1. *Principes*, p. 121.

dont l'auteur nous dit lui-même (p. 270) : « Tous les grands États, évolués et pourvus d'un passé historique, unissent par les liens d'une contrainte imposée ou librement consentie, des fragments de peuples, de races et de nations.... » Ainsi, on appellerait État, s'il n'avait été détruit, l'État hova de Madagascar — était-il le résultat d'un développement politique autonome? — mais on refuserait ce titre à un État colonial de Madagascar, de plus en plus libéré de ses liens avec la patrie d'origine? Il y a cependant un illustre exemple, au delà de l'Atlantique, d'une formation coloniale transformée en grand État... Comment décréter qu'il n'y en aura jamais d'autre?

Camille Vallaux a prévu l'objection, et il y répond. Mais comment? Je ne sais rien de plus instructif. « Les rejetons coloniaux des grands États, poussés dans la zone équatoriale ou dans son voisinage immédiat, montrent déjà, écrit-il page 283, bien que récemment fondés, des symptômes de langueur qui sont de mauvais augure pour l'avenir. » Il s'agit, on se le rappelle bien, de l'influence du climat « sur le gouvernement des hommes » et de ce fait que, « sur la lisière terrestre circumpolaire et sur la lisière équatoriale, toute évolution d'histoire est étouffée par les lois géographiques. » Mais quels sont ces rejetons coloniaux des grands États qui, victimes du climat et des « lois géographiques », s'étiolent déjà et s'acheminent vers une fin inévitable? Camille Vallaux cite deux exemples. L'un, sur lequel il passe rapidement : de toutes les républiques américaines, « les plus faibles, les plus fragmentaires, les moins prospères sont celles qui avoisinent immédiatement l'Équateur, au Nord et au Sud. » — Mais le cas typique, l'exemple entre tous instructif, c'est celui de l'Australie. Car J. F. Fraser l'a écrit : dans ce pays relativement neuf, « les jeunes Anglais ne se distinguent pas spécialement par leur initiative » ; encore sont-ils plus vifs que les jeunes Australiens.

Ne chicanons pas. Accordons à cette assertion le maximum de créance ; tenons pour rigoureusement démontré le manque d'initiative des jeunes Anglais transplantés en Australie, ou celui des Australiens nés dans l'Australasie même. De quoi s'agit-il? De l'impuissance à vivre des rejetons coloniaux de grands États « poussés dans la zone équatoriale ou dans son voisinage immédiat... » Je regarde une carte et je vois que l'Australie

peuplée, celle qui compte, est exactement à la latitude du Transvaal, de l'Orange, des parties vivantes de cette Afrique australe anglaise, de ce Chili, de cette Argentine, où il ne semble pas qu'un climat oppressif accable les énergies? Je vois que Melbourne, par 37°5 lat. S. n'est pas plus proche de l'Équateur, pas plus équatoriale qu'Athènes par 38° lat. N., ou que Séville, Grenade, Téhéran; mais je vois par contre que Fez, Alger et Tunis ; Messine, Syracuse et Palerme ; Alexandrie, Le Caire, et toutes les capitales de l'ancienne Égypte, et la Mecque, et Jérusalem, et Bagdad, pour ne point parler de Babylone ni de Ninive — que toutes les cités de l'Inde, toutes celles de la Chine centrale et méridionale, toutes les capitales politiques du Japon sont plus « équatoriales » que Melbourne, et, pour la plupart, que Sydney aussi. Je vois tout cela, et j'en suis bien confus : car je ne suis point géographe [1].

III

On a bien voulu me révéler, de divers côtés, ces temps derniers, que j'avais formé le dessein particulièrement noir d'étrangler la géographie. Et, circonstance aggravante, de l'étrangler en lui empruntant, à elle-même, le « fatal lacet ».

Qu'on me permette de protester. Je voudrais simplement voir les géographes s'imposer à eux-mêmes, par leur seule force de réflexion, une discipline collective et rigoureuse à l'égard de théories toutes faites, de grandes doctrines ambitieuses, qui ne sont pas d'origine géographique — Camille Vallaux a eu parfaitement raison de le rappeler, s'il n'a pas eu tout à fait raison de *me* le rappeler [2] — et dont ils se désolidarisent avec vigueur quand on les leur présente dogmatiquement ; mais dans la pratique, et après l'exemple que vient de nous fournir la *Géographie de l'Histoire* elle-même, qui donc oserait prétendre qu'ils ne subissent pas souvent encore leur emprise — et qu'elles ne les

1. Il est entendu que je le suis cependant assez pour ne pas me figurer qu'il suffit de connaître la latitude d'un lieu pour savoir sa température ! Je réponds par de très grosses approximations à des approximations non moins grosses, — je le sais.

2. Dans une récente Chronique du *Mercure de France*, n° du 1er janvier 1923, p. 205 et 206.

entraînent pas à des imprudences de fait, à des glissements d'interprétations?

Une mise au point très précise s'impose. Dans quel sens? Je n'ai pas à le dire, historien, aux géographes ; ils le savent évidemment mieux que moi. Me permettront-ils cependant de leur signaler un texte qui me paraît du plus vif intérêt? C'est encore à Camille Vallaux que je vais l'emprunter. Rendant compte du livre posthume de Vidal que nous avons présenté plus haut aux lecteurs de cette Revue, il citait un fragment d'une lettre privée que son maître, en 1909, lui adressait [1]. Il s'agissait de l'épithète d'*humaine* qu'on prenait de plus en plus à cette époque l'habitude d'accoler au nom de *Géographie*. Et Vidal d'écrire, toujours si préoccupé de maintenir l'unité et l'homogénéité de la géographie : « On abuse vraiment des adjectifs. Pourquoi ne pas faire de la géographie tout court? On y reviendra. »

J'imagine que dans ce futur, il y avait une bonne part d'optatif? En tout cas, je me reprocherais de rien ajouter à ces trois petits mots de la fin, qui me paraissent fort prophétiques et tout à fait pleins de sens.

Mais, dira-t-on, à quoi bon attribuer tant d'importance à un adjectif? Que peut bien faire de mal l'innocente épithète d'*humaine* qui vient relever si souvent aujourd'hui le prestige un peu vague du substantif *géographie*? Des titres, des formules, des étiquettes — des mots... Eh oui, mais des mots qui signifient, qui commandent, qui impliquent des concepts. Et la conception de la géographie humaine, qui oserait dire aujourd'hui qu'il n'y a pas lieu de la reviser de près?

Géographie humaine... Prenez garde. Tant qu'il s'agissait d'une géographie « tout court » comme dit Vidal, s'occupant naturellement et largement de l'homme, puisque l'homme, «par les établissements qu'il fonde à la surface du sol, par l'action qu'il exerce sur les fleuves, sur les formes mêmes du relief, sur la flore, la faune et tout l'équilibre du monde vivant, appartient à la géographie » — point de difficultés, point de conflits, point de périls. Du jour où on a prétendu créer de toutes pièces une science autonome baptisée géographie humaine ; du jour où

1. Toujours dans le *Mercure*, *ibid.*, p. 202.

on a ainsi introduit officiellement l'homme dans la place, de ce jour les difficultés sont nées. Philosophiques, si je peux dire, et méthodiques. Faire sa part à l'homme, tâche malaisée. C'est un conquérant, par nature. Géographie, substantif, d'abord. Mais voilà : l'adjectif, petit à petit, a éclipsé le substantif. Homme d'abord... Or, tout ce qui touche à l'homme est frappé de contingence ; et voilà les géographes amenés à disserter, tant bien que mal, sur un déterminisme qui n'en est pas un, sur un nécessitarisme à intermittences ou à éclipses, sur... Tout cela, pour quel profit, et quel résultat? Il y a plus. Les voilà amenés à s'inquiéter de prétendus problèmes d'une nature toute spéciale, qu'on pouvait croire bannis de leurs études, et qui vraiment ne peuvent être qualifiés de géographiques que par le plus manifeste des abus, ou la plus puérile des ambitions : nous entendons parler ici de toutes ces questions « d'influences », de toutes ces poursuites de « causes » dont nous avons dénoncé ailleurs le méfait et l'illusion — pas assez énergiquement peut-être, ni assez sévèrement. Mais quoi? c'est le balancement prévu : si l'homme agit sur la terre, la terre, par contre, agit sur l'homme... Géographes qui vous qualifiez d'humains, songez dès lors que rien d'humain ne vous est étranger... Et demandez-vous bien vite si le climat n'est pas la cause d'une demi-stagnation politique des sociétés australiennes contemporaines — tout en continuant de professer pour les théories périmées de Montesquieu le plus louable et le plus total des mépris. — Seulement, vous aurez beau faire, votre science vous échappera toujours : car qui empêchera, à côté de vous, M. de Morgan, historien, de se demander lui aussi [1] « si les grandes lignes de l'évolution humaine ne sont pas le résultat de deux grands phénomènes naturels : la sécheresse, qui a contraint les Sémites à sortir de leur péninsule — et le refroidissement de la Sibérie obligeant les Indo-Européens à quitter leurs steppes »?

Tant bien que mal, dans *la Terre et l'Évolution humaine* [2] (et plutôt mal que bien, car je ne suis pas philosophe, et on ne s'improvise pas philosophe) je l'ai dit, ou plutôt j'ai essayé de le dire : le germe de toutes les difficultés au milieu desquelles on

1. Tout récemment, dans cette Revue même, t. XXXIV, 1922, p. 7 : *Des origines des Sémites et de celles des Indo-Européens.*
2. P. 86.

se débat actuellement quand on essaie de mesurer avec précision la valeur des efforts de la géographie humaine contemporaine, il est là — je veux dire dans l'adoption par trop de géographes, sans critique ni réflexion suffisante, de ce qu'on pourrait nommer la notion vulgaire de causalité, ou plus simplement dans le besoin qu'ils ont, dans l'illusion qu'ils se créent de vouloir « remonter aux causes ». Leur science, naguère, n'était que description. Elle entend être explication. Et c'est parfait. Mais dans le domaine des sciences d'observation, que faut-il entendre par « explication » — c'est toute la question [1]. Classer les faits observés, les ranger dans un certain ordre, en constituer des séries: parfait. Mais dans ces séries, est-il parfaitement légitime de faire intervenir des faits d'un tout autre ordre? Est-il vraiment correct, scientifiquement parlant, de brusquement souder à un anneau météorologique, un anneau politique, et de tenir la chaîne ainsi obtenue pour parfaitement homogène? En discuter nous mènerait bien trop loin. Et je ne suis aucunement qualifié pour mener semblable discussion : à chacun son métier, dit la sagesse des nations. Je demande tout simplement que les géographes qualifiés réfléchissent sérieusement à ces difficultés. Ce n'est point, j'imagine, vouloir les étrangler.

LUCIEN FEBVRE.

1. Cf. H. Berr, *La Synthèse en Histoire*, p. 49, et d'une façon générale, toute l'*Introduction* de la seconde partie du livre.

L'HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ

MÉTHODES ET RÉSULTATS

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT

Les travaux consacrés à l'antiquité apparaissent en général comme relevant de l'érudition plus que de l'histoire : l'archéologie et l'épigraphie, qui en sont les fondements les plus solides, passent pour être réservées à un cénacle d'initiés, et l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres est de toutes les classes de l'Institut la plus ignorée du grand public. C'est que le plus souvent ces travaux ne sont que des analyses de détail, critique de textes, confrontation de témoignages, discussions chronologiques, dont la minutie semble rebutante et les résultats trop maigres en proportion de l'effort fourni. Mais prendre ces dissertations pour l'histoire ancienne, c'est confondre les matériaux épars et l'édifice achevé. Il arrive qu'après toute une vie de recherches patientes, l'érudit, se dégageant de la foule des faits établis et des détails soigneusement vérifiés, embrasse d'un coup d'œil toute une période, reconnaisse la courbe d'une évolution, dégage les idées maîtresses d'une politique, brosse largement un grand tableau d'histoire.

C'est ce que vient de faire M. Holleaux. Après les « années d'analyse », le voici arrivé au « jour de synthèse » [1]. Son livre sur Rome et la Grèce [2], qui n'est que le début d'une plus vaste histoire, s'adresse non plus seulement aux épigraphistes ou aux philologues, mais à quiconque s'intéresse à l'histoire ancienne,

1. Fustel de Coulanges, *La Gaule romaine*, p. xiii.

2. Maurice Holleaux, *Rome, la Grèce et les monarchies hellénistiques au* iiie *siècle. av. J.-C.* (273-205). Un vol., in-8°, Paris, de Boccard. — Dans le cours de cet article toute référence qui se contente d'indiquer le chiffre de la page renvoie à cet ouvrage,

disons mieux, à l'histoire universelle. Œuvre capitale en effet. D'abord par le sujet : la création de l'empire romain est un des faits qui dominent l'histoire du monde et la politique romaine n'a cessé d'être matière à réflexions pour les philosophes et les historiens, depuis Machiavel, Bossuet et Montesquieu. Puis par la maîtrise de l'auteur : nous avons ici, au vieux sens du mot, un « chef-d'œuvre », le modèle de ce que peut réaliser le meilleur ouvrier en possession de tous les secrets du métier. De là la portée générale que nous attribuons au livre de M. Holleaux : il peut servir à définir ce qu'est l'histoire de l'antiquité, quelles en sont les méthodes, quels peuvent en être les résultats.

I

Si l'on veut établir une filiation intellectuelle entre M. Holleaux et les maîtres qui l'ont précédé, le nom de Fustel de Coulanges vient naturellement à l'esprit. Non pas, à vrai dire, le Fustel de Coulanges de la *Cité antique*, hardi constructeur de vastes synthèses, mais le Fustel de Coulanges de la seconde manière, l'érudit minutieux et patient des travaux préparatoires à l'*Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*.

L'un et l'autre adoptent, en face du passé, la même attitude critique. « Ce qu'il y a de plus dangereux dans la science historique comme dans toute science, c'est de prendre pour démontré ce qui ne l'est pas et de passer à côté des problèmes sans les apercevoir [1]... Rien n'est plus contraire à l'esprit scientifique que de croire trop vite aux affirmations, même quand ces affirmations sont en vogue. Il faut en histoire, comme en philosophie, un doute méthodique. Le véritable érudit, comme le philosophe, commence par être un douteur [2]. » Il faut se méfier des autres, des opinions courantes, des « assertions qui ont commencé par être des hypothèses et qui, à force d'être redites, sont devenues des axiomes [3] », des erreurs que les érudits modernes « répètent

1. Fustel de Coulanges, *Nouv. rech. sur qqs. probl. d'hist.*, p. 305.
2. Fustel de Coulanges, note inédite citée par Guiraud, *Fustel de Coulanges*, p. 162. Cf. Holleaux, *Rev. des Ét. Anc.*, XVII (1915), p. 166.
3. Fustel de Coulanges, *l'Invasion germanique*, p. xi.

de livre en livre sans se donner la peine de vérifier » [1], de ces « vieilles erreurs » qui « ont la vie dure » [2]. Mais il faut tout autant se méfier de soi-même, des idées préconçues, des opinions arrêtées avant un examen suffisant, de tout ce que condamne Fustel de Coulanges sous le nom de *méthode subjective*, « subjective en ce que, au lieu d'étudier l'objet en soi et tel qu'il est, vous y portez, vous, sujet pensant, vos idées personnelles [3] ». M. Holleaux, qui ne manque ni d'esprit combatif, ni de verve, malmène fort les historiens qui « n'ont fait (telles) découvertes que dans leur imagination [4] », que « leur conviction a dispensés d'une démonstration [5] », dont « l'esprit de système offusque la clairvoyance [6] ». La principale cause d'erreur est de regarder le passé avec les yeux du présent [7] : ce qui nous semble naturel et logique ne l'était pas nécessairement pour les Anciens [8]. Ce sont les historiens, qui « penchés sur leurs atlas [9] », habitués aux jeux de la diplomatie et aux « préoccupations d'équilibre familières aux chancelleries modernes [10] », ont, « par un anachronisme ingénu [11] », prêté aux sénateurs romains une politique réfléchie, persévérante, parfois machiavélique, que leur interdisaient leur ignorance de l'étranger et leur inaptitude aux spéculations politiques. « Rester autant qu'il est possible au milieu des pensées anciennes [12] », « écarter résolument de l'histoire du passé les idées modernes qu'une fausse méthode y a portées [13] », voilà des règles de Fustel de Coulanges, que contresigne et qu'applique M. Holleaux.

Pour atteindre sûrement et les faits et les pensées des Anciens, il n'est pas d'autre voie que l'étude des textes. « Le meilleur des

1. Fustel de Coulanges, *l'Invasion germanique*, p. 39. Cf. Holleaux, *Rev. des Et. anc.* XVIII (1916), p. 78.
2. Holleaux, *Bull. corr. hell.*, XXX (1906), p. 473, n. 2.
3. Fustel de Coulanges, *Rev. des Quest. hist.*, 1887, p. 34 ; cf. *l'Inv. germ.*, p. 240; *la Monarchie franque*, p. 30, 31, 32, 42, 66 ; *Nouv. rech. sur qqs. probl. d'hist.*, p. 337, 414.
4. P. 273. Cf. Fustel de Coulanges, *Rech. sur qqs. prob. d'hist.*, p. 384.
5. P. 84.
6. P. 311.
7. Fustel de Coulanges, *la Gaule romaine*, p. 111 ; *Nouv. rech. sur qqs. prob., d'hist.*, p. 219.
8. P. 25.
9. P. 319.
10. P. 315.
11. P. 319.
12. Fustel de Coulanges, *Nouv. rech.*, p. 148.
13. Fustel de Coulanges, *la Mon. fr.*, p. II.

historiens est celui qui se tient le plus près des textes, qui les interprète avec le plus de justesse, qui n'écrit et même ne pense que d'après eux [1]. » Les règles à suivre ont été souvent rappelées : travailler sur l'original et non sur une traduction qui peut être fautive [2], vérifier soigneusement le texte [3] et n'y pas introduire de correction arbitraire [4], peser soigneusement le sens de chaque mot [5], ne pas détacher une phrase du contexte qui l'éclaire [6]. On en retrouvera de remarquables applications dans les notes de M. Holleaux, modèles de discussion de texte [7] et d'analyse précise des termes [8]. Hors des textes, il ne peut y avoir de vérité historique [9] : « nous nous attacherons aux textes, regardant comme démontré ce qu'ils démontreront et tenant pour non avenu ce que nous n'y trouverons pas [10] ».

Je ne sais si M. Holleaux a, au même degré que Fustel de Coulanges, la superstition des textes. S'il défend volontiers les leçons des meilleurs manuscrits contre les correcteurs [11], il n'hésite pas à corriger la vulgate lorsque celle-ci lui semble inadmissible [12]. Et surtout il n'accorde pas la même valeur à tous les textes. S'il n'est pas permis d'interpréter avec fantaisie et parti-pris les textes les plus clairs [13] ou simplement de n'y prendre que ce qui cadre avec la thèse soutenue [14], il faut du moins distinguer entre les « textes dignes de créance » [15] et les autres qu'on peut négliger. La critique des sources devient la première et la

1. Fustel de Coulanges, *la Mon. fr.*, p. 33.
2. Fustel de Coulanges se refuse à utiliser les documents celtiques, islandais ou scandinaves parce qu'il en ignore la langue, *Rech. sur qqs. probl. d'hist.*, p. 307, n. 1 ; *les Origines du système féodal*, p. 199, n. 3.
3. Fustel de Coulanges, *Nouv. rech.*, p. 364, n. 1.
4. Fustel de Coulanges, *Rech. sur qqs. prob. d'hist.*, p. 324 ; *Nouv. rech.*, p. 345 ; *les Orig. du syst. féod.*, p. 295.
5. Fustel de Coulanges, *l'Alleu*, p. 167, 171 ; *Rev. des Quest. hist.*, 1887, p. 5.
6. Fustel de Coulanges, *Nouv. rech.*, p. 185 ; cf. Holleaux, p. 38.
7. Voir, à titre d'exemple, p. 7, n. 3 ; p. 79, n. 1.
8. Voir, par exemple, la discussion sur le sens de παραφυλάττειν dans Polybe, p. 110, n. 1, ou la discrimination des termes voisins ἐπιπλοκὴ et συμπλοκή, p. 128, n. 2.
9. Fustel de Coulanges, *la Mon. fr.*, p. 32-33 ; *l'Alleu*, p. 149 ; *la Gaule rom.* p. 4 ; *Rev. des Quest. Hist.*, 1887, p. 5, p. 20 ; etc.
10. Fustel de Coulanges, *Rech. sur qqs. prob. d'hist.*, p. 359.
11. Holleaux, *Rev. des Ét. Anc.*, XXIII, 1921, p. 188 sq.
12. P. 43. Cf. Renan, *Vie de Jésus*, p. v : « La critique ne connaît point de textes nfaillibles ; son premier principe est d'admettre dans le texte qu'elle étudie la possibilité d'une erreur. »
13. P. 274, n. 1.
14. P. 40.
15. P. 96.

plus utile besogne de l'historien[1]. Par là, M. Holleaux complète et dépasse Fustel de Coulanges, qui acceptait trop facilement les textes de toutes mains. Voyons donc, dans le livre de M. Holleaux, ce qu'est l'étude critique des sources.

Il est inutile, bien entendu, de se référer au témoignage d'un écrivain, lorsque par ailleurs nous avons le texte plus ancien qu'il ne fait que répéter : que Plutarque s'accorde avec Polybe, cela n'accroît pas la valeur du renseignement si la concordance résulte d'un emprunt[2]. Si l'original est perdu, le compilateur ou l'abréviateur peut le remplacer, à condition qu'il le reproduise exactement[3]. Mais le plus souvent un historien ne se contente pas de répéter un devancier : il emprunte à divers auteurs les éléments de son récit et le travail de la critique est de distinguer les sources utilisées et d'apprécier la façon dont elles ont été utilisées. Tel est le travail que réclame Tite Live. Pour l'histoire de la conquête romaine, Tite Live emprunte à deux sources, aux Annalistes romains et à Polybe : M. Holleaux, pour chaque renvoi à Tite Live, ne manque jamais d'indiquer si le passage appartient à Tite Live — Annalistes ou à Tite Live — Polybe. Or, d'une part, par vanterie patriotique, parfois par simple verbiage[4] les Annalistes déforment ou amplifient les faits : tout ce qui vient d'eux est suspect[5], même si la tradition annalistique a été recueillie dans des documents d'allure officielle comme les *Fastes*[6]. D'autre part, lorsque Tite Live suit Polybe, il fait preuve d'inattention[7] ou de sottise[8] et introduit dans son texte de grossiers contresens[9]. Ajoutons qu'il n'est pas impartial, qu'il cherche à tromper son lecteur[10]. Voilà de quoi motiver l'exclusion en bloc de toutes ses affirmations. On aurait tort cependant de s'en tenir à cette solution extrême : M. Holleaux lui-

1. P. II, n. 2.
2. Holleaux, Στρατηγὸς ὕπατος, p. 86, n. 1.
3. Jugements favorables sur Diodore, abréviateur de Polybe, Holleaux, *Rev. des Ét. Anc.*, XVIII (1916), p. 80 ; sur Polyen, *Rev. des Ét. gr.*, 1920, p. 237, n. 2 ; *Rev. des Ét. anc.*, XVIII (1916), p. 162 ; — défavorables sur Appien, *Bull. corr. hell.* XXXII (1908), p. 267 ; sur Trogus, p. 15.
4. P. 192.
5. P. 134, 143, n. 6 ; 278, n. 1 ; 288, n. 2.
6. P. 102, n. 6.
7. Holleaux, Στρατηγὸς ὕπατος , p. 83, n. 2.
8. Holleaux, Στρατηγὸς ὕπατος, p. 81, n. 3.
9. Holleaux, *Bull. corr. hell.*, XXIX (1905), p. 364-365.
10. P. 276 ; 278, n. 2.

même reconnaît que, si, le plus souvent, Tite Live se contente de juxtaposer ses deux sources, il lui arrive de les remanier et de les combiner, ce qui ne permet plus de les reconnaître à coup sûr [1] et il se refuse à pousser aux dernières limites le scepticisme à l'égard des Annalistes [2], qui ont pu broder des détails imaginaires sur un canevas de faits exacts [3]. Malgré ces atténuations, le jugement de M. Holleaux reste assez sévère pour que son mouvement instinctif soit d'écarter Tite Live et de s'en tenir au seul Polybe.

A celui-là du moins M. Holleaux semble accorder pleine confiance : il lui demande les faits « sûrement historiques [4] » et les arguments décisifs [5]. Il le félicite également de n'avoir ni les défauts, « l'intempérante faconde » de Tite Live, ni les qualités dangereuses « ni l'art, ni les hardiesses » de Thucydide [6]. Comme il n'est ni écrivain ni artiste, Polybe n'aura d'autre souci que celui du technicien qui démonte les rouages de la machine politique pour en comprendre le fonctionnement. Polybe, à n'en pas douter, a été admirablement placé pour suivre les événements de son temps et il a apporté à cette étude l'intelligence la plus pénétrante. Mais Thucydide était lui aussi un témoin non moins averti et non moins perspicace, et il s'est trouvé quelqu'un pour écrire un *Thucydides mythistoricus*. Polybe échappe-t-il à toute critique? M. Holleaux est bien obligé de noter son parti-pris contre Philippe V [7], contre les Étoliens [8], contre les grands ministres des rois ses contemporains [9], sa faveur pour qui touche de près son ami Scipion Émilien [10] ; il signale chez lui à l'occasion une « singulière exagération » [11] et n'hésite pas, s'il le faut, à rejeter ses explications [12]. Le seul appui qui nous restait va-t-il à son tour chanceler?

1. P. 255, n. 2 ; 258, n. 4 ; 260 ; Στρατηγὸς Ὑπατος, p. 162.
2. P. 288, n. 2 ; 248, n. 2 ; 249.
3. P. 183, n. 2 ; 244, n. 2.
4. P. 22.
5. P. 14.
6. P. 18.
7. P. 178, n. 1 ; 231, n. 7 ; 149, n. 1.
8. P. 16, n. 1.
9. Holleaux, *Rev. des Ét. Anc.*, XVIII (1916), p. 240, n. 6.
10. P. 139, n. 1.
11. P. 140, n. 1.
12. P. 133.

Nous touchons ici à un obstacle presque insurmontable. De proche en proche, tous les auteurs anciens ont été éliminés à l'exception de Polybe, et Polybe lui-même « n'est pas l'historien d'une rectitude impeccable que beaucoup se sont figurés [1] ». Mais, le fût-il, il serait seul : or l'adage *testis unus, testis nullus* vaut en histoire comme en justice [2]. Tandis que l'historien des temps modernes court le danger d'être submergé sous le flot des documents et des témoignages, celui de l'antiquité le plus souvent reste face à face avec un seul témoin : pour les guerres médiques, un témoin unique — si même on peut l'appeler témoin — Hérodote, pour la guerre du Péloponnèse un témoin unique Thucydide, pour la période thébaine, un témoin unique Xénophon. Et même, de ce témoin unique, l'historien devra d'autant plus se méfier qu'il en tiendra à haut prix la personnalité, car la valeur relative des événements se trouvera faussée selon qu'ils seront racontés par un Thucydide qui sait dégager du fait le plus particulier l'élément psychologique qui en fait l'intérêt général, ou par un Xénophon, écrivain aisé mais penseur médiocre, qui donne à tous les événements une même couleur terne et ennuyeuse. Enfin avec un témoin unique, l'historien n'a plus d'autre moyen de contrôle que le raisonnement, c'est-à-dire l'exercice de sa propre réflexion et de sa propre sensibilité. L'histoire ancienne, disait Fustel de Coulanges, doit être objective, parce qu'elle s'appuie uniquement sur les textes : les textes faisant défaut, la voilà condamnée à redevenir subjective. Quoi qu'il fasse, l'historien ne pourra apercevoir l'antiquité qu'à travers ses idées et son tempérament.

II

C'est précisément ce qui fait la grande diversité des tableaux historiques : là où les uns apportent une foi enthousiaste, les autres ne dissimulent pas leur scepticisme. Pour Fustel de Coulanges, tout se tient et s'enchaîne selon une impeccable logique :

1. Holleaux, *Rev. des Ét. Anc.*, XXIII (1921), p. 190, n. 1.
2. « Quand nous avons deux récits d'un même fait, il est extrêmement rare que les deux récits soient d'accord. N'est-ce pas une raison, quand on n'en a qu'un seul de tomber en bien des perplexités? » Renan, *Vie de Jésus*, p. xcii.

à l'évolution des croyances religieuses répond l'évolution des institutions et des sociétés. Le développement historique est soumis à une loi qui en donne la complète explication [1]. « Nul n'a été un partisan plus sincère du déterminisme que Fustel de Coulanges ; nul n'a été plus désireux d'éliminer de l'histoire le hasard, le caprice ou l'accident. Chez lui, les faits se déduisent les uns des autres avec une telle rigueur qu'on en arrive à se persuader qu'ils étaient inévitables [2]. »

Exactement opposée est la conception de M. Holleaux. Si, pour la rigueur de la méthode, il peut être reconnu pour le disciple de Fustel de Coulanges, pour l'esprit qui inspire ses travaux il a d'autres maîtres et suit d'autres voies. Je crois bien reconnaître l'influence de Renan et d'Anatole France [3]. Je ne sais si, avec le premier, il se figure le monde comme « une comédie à la fois infernale et divine, une ronde étrange menée par un chorège de génie [4] », mais il a sûrement comme le second le sentiment de « l'universelle et fatale incertitude [5] » et estime comme lui qu'« il faut dans toutes les choses humaines faire la part du hasard [6] », cet adversaire capable de tenir en échec les combinaisons du génie [7]. « Tout s'enchaîne dans l'univers. Mais en réalité, les anneaux sont, par endroits, si brouillés que le diable lui-même ne les démêlerait pas, bien qu'il soit logicien » [8].

M. Holleaux s'inscrit en faux contre tous ceux qui veulent reconnaître dans la politique romaine des desseins constants et conduits de loin [9], qui admirent l'esprit de méthode et la prudence prévoyante du Sénat [10], qui se flattent de décrire « le développement normal et quasi fatal de la politique romaine [11] » et qui, s'ils n'osent plus reconnaître là, avec Bossuet, les desseins

1. Fustel de Coulanges, *la Cité antique*, p. 464.
2. P. Guiraud, *Fustel de Coulanges*, p. 215.
3. Notons par curiosité que les idées de M. Holleaux sur la politique et les guerres des Romains sont à peu près celles que M. Bergeret développe à son disciple M. Roux et au commandeur Aspertini, *le Mannequin d'osier*, p. 6-8.
4. Renan, *Vie de Jésus*, p. xxi.
5. A. France, *la Vie littéraire*, III, p. xviii ; cf. II, p. 119.
6. A. France, *la Vie litt.*, II, p. 104.
7. A. France, *la Vie litt.*, II, p. 188.
8. A. France, *la Vie litt.*, III, p. xvi.
9. P. 287.
10. P. 194.
11. P. 310.

de la Providence, affirment l'existence de « lois historiques et psychologiques » pour expliquer « la nécessité presque inéluctable [1] » qui poussait les Romains à se rendre maîtres du monde. « Sans y prendre garde, dit finement M. Holleaux, nos historiens posent d'abord en principe que les choses n'eussent pu être différentes de ce qu'elles ont été ; au fond ce qu'ils déclarent fatal, c'est simplement ce qui est arrivé [2]. »

C'est tout autrement qu'il va nous présenter les faits. Pendant longtemps les Romains n'ont montré pour les Grecs que la plus parfaite indifférence, l'Orient et l'Occident formant deux mondes complètement isolés l'un de l'autre. Les premiers prétendus rapports des Romains avec les cités de la Grèce propre ou les royautés hellénistiques sont des légendes. C'est en 229 seulement que, pour la première fois, les Romains prennent pied dans la péninsule des Balkans ; mais la guerre d'Illyrie « née à l'improviste, d'une cause purement fortuite » [3], n'a été ni désirée, ni, à plus forte raison, cherchée par les hommes d'État romains [4]. Elle leur a été imposée, et lorsqu'ils en sortent victorieux, ils ne songent nullement à profiter des circonstances pour inaugurer une action politique en Grèce : le premier rapprochement entre Romains et Grecs « n'est, à son tour, qu'un accident [5] », « un fait épisodique sans portée ni conséquences [6]. » Bien plus le Sénat, singulièrement aveugle [7], ne comprend pas l'intérêt qu'il aurait à profiter d'abord des dangers que court la Macédoine, à contrarier ensuite les progrès d'Antigone [8]. Mêmes hésitations et même incompréhension des intérêts romains après la courte expédition qu'est la seconde guerre d'Illyrie : lorsqu'en Grèce « la Fortune a travaillé pour eux [9] » en suscitant la guerre des Alliés, les Romains ne songent pas un instant à intervenir et laissent Philippe écraser ses adversaires, si bien que, pour n'avoir pas voulu se mêler des affaires de Grèce, ils sont menacés maintenant de voir le roi de Macédoine intervenir dans celles d'Ita-

1. P. III-IV, 125.
2. P. 127.
3. P. 98.
4. P. 99, 126.
5. P. 127.
6. P. 128.
7. P. 119, 124.
8. P. 121, 122.
9. P. 145 ; cf. p. 138, n. 1.

lie [1]. Tandis que « sommeille la vigilance vantée du Sénat [2] », c'est Philippe qui prend l'offensive et s'allie à Hannibal. Le Sénat, qui n'a connu cette alliance que par « un accident heureux [3] » se borne à « laisser venir les événements [4] ». Il ne songe même pas à se procurer des alliés parmi les Grecs ennemis de Philippe et c'est le général romain qui « sans nulle participation du Sénat » [5] a l'initiative de l'alliance avec les Étoliens, que le Sénat juge d'importance si secondaire qu'il met deux ans à la ratifier. La première guerre de Macédoine est conduite avec le même défaut d'esprit politique : non seulement une guerre atroce et sans merci est menée contre les alliés de Philippe, qu'il eut été habile de ménager pour les détacher de la Macédoine, mais même à l'égard de leurs alliés étoliens, les Romains font preuve de tant d'inertie que les Étoliens, vaincus par Philippe, abandonnent la cause romaine. En toute occasion, les Romains témoignent par leurs actes « que, s'ils sont venus en Grèce — par aventure et par accident — c'était sans désir ni dessein d'y revenir [6] ». Et si la guerre reprend en 200, ce sont encore les circonstances qui l'imposent aux Romains : « C'est par accident et par une erreur de jugement que les *Patres* entrèrent dans cette voie qui, les menant bien plus loin qu'ils n'avaient dessein d'aller, eut pour terme imprévu et nullement souhaité d'eux l'établissement définitif de la domination romaine sur l'hellénisme entier [7] ».

Cette brève analyse révèle suffisamment la philosophie de l'histoire, si je puis dire, de M. Holleaux. C'est par suite d'une illusion que nous croyons à « l'esprit de conduite » du Sénat romain, disons mieux de toute assemblée humaine. La politique n'obéit pas à la volonté de l'homme, mais au jeu des circonstances. La Fortune mène le monde sans que nous puissions même prévoir les événements, et quand les hommes se mêlent d'agir, ils arrivent à des résultats imprévus, « au rebours même de leurs intentions [8] ». Presque à chaque ligne reviennent sous la

1. P. 165.
2. P. 175.
3. P. 183.
4. P. 194.
5. P. 211.
6. P. 273.
7. P. 334.
8. P. 330.

plume de M. Holleaux les mots *accident*, *accidentel*, *fortuit*, *hasard*, *fortune* [1]. La conquête romaine — un des faits qui dominent l'histoire universelle — n'est plus qu'une « paradoxale aventure [2] ». Il ne saurait être question ici d'engager la discussion sur le terrain philosophique, mais nous devons nous demander si la conception historique de M. Holleaux n'est pas une résultante presque nécessaire de notre façon de connaître — ou d'ignorer — l'histoire ancienne. L'impression de décousu, d'incohérent, de contradictoire même que donne la politique romaine est-elle un reflet de la réalité ou un effet de notre ignorance? Si les hommes nous semblent des pantins, n'est-ce pas parce que les lacunes de notre information nous interdisent de comprendre comment et par qui sont tirées les ficelles? La conclusion obtenue serait impliquée dans la méthode même.

Faute de témoignages, nous ne connaissons qu'un petit nombre de faits : si un auteur est muet, que devons-nous tirer de l'*argumentum ex silentio* [3] ? D'une part, les Romains établissent de nombreuses colonies sur les côtes de l'Adriatique ; d'autre part, ils restent plus de dix ans sans répondre aux insultes répétées des pirates illyriens : faits contradictoires, semble-t-il, mais le premier, dont M. Holleaux est bien obligé de tenir compte [4], semble si caractéristique qu'on peut se demander s'il n'y a pas eu, entre 244 et 229, d'autres mesures prises dont aucune mention ne nous serait parvenue. M. Holleaux critique ceux qui attribuent une portée politique à l'ambassade envoyée en Asie pour chercher le *Mater Idæa* [5] ou à la consultation de l'Oracle par Fabius Pictor après Cannes [6], et il est vrai que les textes n'autorisent aucune hypothèse de ce genre, mais les textes ne nous rapportent peut-être que les démarches officielles et peuvent négliger les tractations secrètes. Ce ne serait pas la seule fois où à la politique ouverte d'un gouvernement se substituerait celle d'un agent, qui la complétât ou la contrecarrât. Les généraux et les ambassadeurs emportaient de Rome les instructions du Sé-

1. Je relève quelques exemples épars, p. II, 98, 126, 127, 145, 194, 202, 273, 334.
2. P. 334.
3. P. 115, n. 3 ; 118.
4. P. 27.
5. P. 95, n. 1. Cf. sur la croyance répandue à Rome des origines troyennes et sa signification politique, p. 56.
6. P. 195, n. 1.

nat [1], mais un général en chef pouvait conclure des alliances sous réserve de faire ratifier ses actes par le Sénat et le peuple, et c'est ainsi que M. Valerius Longinus avait traité avec les Étoliens [2]. Bien plus, si le chef de mission se conforme à ses instructions, ne peut-il y avoir dans son entourage des agents subalternes, qui, sans mandat, se mêlent des affaires et engagent, malgré eux, et le magistrat et le Sénat? Et cela ne devait-il pas se produire surtout en pays étranger, alors que les magistrats romains se trouvaient isolés au milieu de peuples dont ils ignoraient jusqu'à la langue. Si quelques Romains étaient capables de parler grec, la plupart devaient recourir à des interprètes, à des auxiliaires plus ou moins fidèles, engagés déjà dans les multiples intrigues de leurs compatriotes et mêlant à la diplomatie romaine les amitiés et les haines nationales. De telles machinations, rien ne pourrait transparaître dans les témoignages officiels, et pourtant cette ingérence d'un entourage anonyme n'a rien d'invraisemblable. A Rome aussi, il pouvait en être de même. Assurément auprès du Sénat romain, nous ne trouvons rien qui corresponde à nos bureaux, à ces organes administratifs dont l'action occulte peut être plus puissante que celle des chefs responsables. Cependant lorsqu'un homme d'État romain avait à discuter d'une affaire, il devait bien, pour indifférent qu'on le suppose, prendre des renseignements et, si je puis dire, faire établir un dossier et, sur les affaires grecques, je ne vois guère pour conseillers que les esclaves et les affranchis grecs, déjà nombreux sans doute dans les grandes maisons romaines.

Ce que nous connaissons par les textes, c'est la décision prise, c'est l'acte accompli, mais la discussion et la préparation nous en échappent. M. Holleaux dit constamment « le Sénat » ou plus souvent encore « les *patres* » comme si *tous* les sénateurs agissaient d'une seule et même volonté. Mais il y avait au Sénat des partis, des groupes apportant sur chaque affaire leur opinion et leur programme. Lorsqu'il fallut engager la guerre contre Hannibal en secourant Sagonte, il y eut au Sénat des controverses et des hésitations [3], et, pour l'avoir enjolivée de rhétorique, Tite Live n'a pas inventé de toutes pièces la discussion devant le

1. P. 279 ; Στρατηγὸς ὕπατος, p. 88, n. 1.
2. P. 211.
3. P. 144, n. 3.

Sénat entre Scipion et Fabius sur le projet de porter la guerre en Afrique. A côté de la majorité, que seule nous apercevons, puisque nous ne connaissons que le résultat du vote, il pouvait y avoir une imposante minorité, dont les desseins nous restent inconnus. En face de la politique majoritaire, indifférente aux affaires de Grèce, il pouvait y avoir une politique minoritaire d'intervention. Que, pour des raisons inconnues de nous, quelques voix déplacent la majorité, et voilà toute la conduite des affaires modifiée. A distance, nous verrons se succéder des attitudes contradictoires — la guerre décidée par exemple en 201, alors qu'en 205 on ne désire que la paix — et nous aurons peine à expliquer ce changement radical « surprenant en lui-même, non moins surprenant par sa rapidité [1] », si nous prenons les *Patres* en bloc, alors que peut-être il n'est que l'apparition d'une politique depuis longtemps préparée et qui finit par l'emporter.

Est-on sûr que l'ignorance et l'indifférence à l'égard des choses grecques aient été générales? C'est une idée courante que l'hellénisme avait de bonne heure pénétré à Rome et fait des conquêtes dans la haute société, et l'on explique couramment la politique de T. Quinctius Flamininus par un sincère philhellénisme. Après avoir vu tant d'autres idées courantes s'évanouir sous les coups de M. Holleaux, je suis beaucoup moins confiant dans la valeur de celle-là, mais je regrette précisément que M. Holleaux n'ait pas soumis à sa pénétrante et sévère critique cette question, mal connue je le crains, de l'introduction de l'hellénisme à Rome. Elle me semble étroitement liée à celle des rapports politiques de Rome et de la Grèce, puisqu'elle peut révéler l'existence d'une minorité sur laquelle aurait agi « l'antique prestige d'Athènes [2] ». Lorsque M. Holleaux en arrivera, dans son prochain ouvrage, à la politique de Flamininus, j'espère bien qu'il nous donnera cette histoire du philhellénisme romain.

Toutes les remarques précédentes nous ramènent à cette idée que la politique romaine nous apparaîtrait peut-être comme moins ballottée par les hasards, si nous en connaissions mieux tous les secrets. Peut-être ! dirait M. Holleaux, mais ce ne sont là que des hypothèses, qu'aucun texte ne confirme. — Assurément, répondrons-nous, mais qu'aucun texte non plus n'infirme.

1. P. 311 ; cf. p. 212.
2. P. 267.

III

Hypothèses sur hypothèses, rien d'autre n'est possible dans l'histoire ancienne. Faute de documents, sans autre aide que des textes tronqués et incontrôlables, l'histoire de l'antiquité ne peut être une science exacte, elle ne peut atteindre le réel, elle est une simple construction de l'esprit.

M. Holleaux n'a garde de se faire illusion sur les résultats obtenus. Il sait que les modernes sont nécessairement réduits aux hypothèses [1], mais il sait aussi que ces hypothèses doivent remplir les conditions que toute science exige de l'hypothèse. L'hypothèse doit apporter l'explication du plus grand nombre de faits donnés [2] et par conséquent répondre « à toutes les vraisemblances historiques [3] ». A plus forte raison, doit-elle ne pas choquer la logique et la raison : toute explication qui suppose un homme déraisonnable [4], une conduite « contradictoire jusqu'à l'absurde [5] », ou complètement inintelligible [6], est à rejeter sans discussion. Si plusieurs hypothèses semblent répondre également à ces conditions, on les présentera toutes sans choisir l'une d'elles [7]. J'ajouterai enfin — sans que M. Holleaux ait eu occasion de noter ce caractère — qu'une hypothèse doit être simple. De même que pour mesurer les lacunes d'une inscription mutilée, l'épigraphiste doit, entre les restitutions possibles, choisir la plus courte, de même entre plusieurs hypothèses acceptables, l'historien doit préférer la moins compliquée. Les hypothèses de M. Holleaux me semblent d'autant plus séduisantes qu'elles sont plus simples.

Aboutir à de simples hypothèses, n'y a-t-il pas là de quoi rebuter quiconque songe à traiter de l'antiquité? Ou bien au contraire, n'est-ce pas un attrait de plus que d'être obligé de mettre en jeu l'imagination et je ne sais quelle divination? Il y a dans Renan des formules qui, au premier abord, paraissent

1. P. 245, n. 3 ; 3.
2. Bon exemple d'une hypothèse appuyée sur une série de faits, p. 244, n. 2.
3. Holleaux, *Rev. des Ét. grecques*, 1920, p. 240.
4. Holleaux, *Rev. des Ét. grecques*, 1920, p. 228.
5. Holleaux, *Rev. des Ét. gr.*, 1920, p. 227.
6. P. 268.
7. Holleaux, *Rev. des Ét. Anc.*, XXIII (1921), p. 209-210.

étranges, et qui s'appliquent fort bien à l'histoire ancienne. « Il n'y a guère de détails certains en histoire, dit-il, les détails cependant ont toujours quelque signification. Le talent de l'historien consiste à faire un ensemble vrai avec des détails qui ne sont vrais qu'à demi [1]. » Cette façon de faire du vrai avec du faux serait incompréhensible si l'histoire ancienne était seulement une œuvre de science, mais elle est aussi une œuvre d'art. L'exposé de M. Holleaux peut contenir des inexactitudes, il entraîne cependant la conviction parce qu'il repose sur une peinture vivante, d'une vie intense, des *Patres* et de leur psychologie. Nous voyons vraiment, avec un relief saisissant, ces « richés campagnards », énergiques et endurants, « admirables de constance lorsque l'ennemi presse et que le salut de la chose romaine est en jeu », capables même à l'occasion de prévoyance et d'action vigoureuse, mais ignorants des réalités géographiques, mal instruits des choses de l'étranger, timorés, indécis, apportant « dans la politique extérieure leur lenteur d'esprit et leur pauvreté d'imagination, comme aussi les multiples défiances, la répugnance aux nouveautés, la crainte des aventures, la timidité devant l'inconnu naturelles aux âmes paysannes [2] ». Que l'on relise les pages dont je ne donne ici qu'un résumé sommaire et incolore, et l'on verra comment, pour expliquer les événements historiques, il n'est rien de tel que d'en ranimer les auteurs. Véritable résurrection, non pas par le dehors, par le bric-à-brac d'une couleur locale romantique, mais par le dedans, par la compréhension et l'analyse psychologique des âmes d'autrefois.

A voir le soin qu'apporte M. Holleaux à la forme — et voilà encore un exemple à proposer à tous les historiens — on comprend qu'il ne sépare pas la science de l'art. C'est en m'inspirant de la leçon que nous donne son livre que je livrerai aux méditations des historiens de l'antiquité — et par la même occasion de tous les autres — quelques lignes d'Anatole France qui ne sauraient déplaire à M. Holleaux : « La vieille histoire est un art ; c'est pourquoi elle a, dans sa beauté, une vérité spirituelle et idéale bien supérieure à toutes les vérités matérielles et tangibles des sciences d'observation pure ; elle peint l'homme et les passions

1. Renan, *Vie de Jésus*, p. xxi ; cf. *les Évangiles*, p. 5.
2. P. 168-172.

de l'homme... L'histoire narrative est inexacte par essence. Je l'ai dit et ne m'en dédis pas ; mais elle est encore avec la poésie, la plus fidèle image que l'homme ait tracée de lui-même[1]. »

AUGUSTE JARDÉ.

1. A. FRANCE, *la Vie littéraire*, I, p. 124.

L'HISTOIRE MILITAIRE

SA NATURE. — SON ROLE
LA PLACE QU'ELLE A OCCUPÉE. — CELLE QU'ELLE DEVRAIT OCCUPER

A propos d'un ouvrage récent.

Le lieutenant-colonel Tournès soutenait avec succès en 1921 des thèses de doctorat devant la Faculté des Lettres de Paris. Sa thèse secondaire portait comme titre : l'*Histoire militaire*, en sous-titre : « But et utilité. Difficultés et méthodes. La crise de l'Histoire. L'enseignement de l'histoire dans les Écoles militaires préparatoires et à l'École de Guerre[1]. » Cette thèse était peut-être plus importante aux yeux du colonel que la principale[2]. Elle avait pour but de poser devant le public militaire un problème de méthodologie appliquée à l'histoire militaire, de convaincre les officiers de la valeur de cette discipline pour leur formation morale et intellectuelle.

Elle venait à son heure. Depuis la guerre, l'Armée française est en voie de réorganisation. Il était bon qu'une voix autorisée prît la défense de l'histoire et réclamât pour elle la place à laquelle elle a droit dans nos écoles militaires et dans l'ensemble de notre armée. C'est ce que fit le colonel Tournès. Il sera intéressant pour les lecteurs de la *Revue de Synthèse historique* de connaître cet ouvrage, de savoir dans quelles conditions l'histoire militaire est étudiée dans nos centres d'enseignement, d'apprendre les modifications qui pourront y être apportées grâce aux propo-

1. Paris, Lavauzelle, XIII-116 pages, in-8°.
2. *La garde nationale dans le département de la Meurthe pendant la Révolution*, 1789-1820 ; Angers, 1920, in-8°.

sitions du colonel. Tel est notre but en présentant ici ce livre qui mérite quelques instants de réflexion, et, à notre avis, une approbation sans réserve.

*
* *

Avant la guerre, le capitaine Tournès était détaché à la Section Historique de l'État-Major de l'Armée. Ce petit cénacle de travailleurs ne comprenait que six ou sept officiers. Il s'était signalé à l'attention des historiens par la valeur et la probité de ses travaux. Il publiait la *Revue d'Histoire* [1] qui renseignait les officiers sur les nouveaux ouvrages et contenait des articles bien documentés et fort intéressants.

L'État-Major de l'Armée ne croyait pas, en ce temps-là, à l'utilité de l'histoire militaire. L'étude du passé ne semblait pas nécessaire. A de nouvelles conditions de matériel et de temps devaient s'adapter de nouveaux procédés. Il suffisait de raisonner. Exercices en salles, *Kriegspiel*, donnaient satisfaction aux esprits désireux de s'instruire. Comme conclusion régnaient les doctrines qui érigeaient en dogme inviolable le mouvement en avant, seul irrésistible et seul profitable. Dans ces conditions, il n'était pas besoin de conserver cette section historique inutile, où quelques officiers étaient distraits d'un travail actif. L'État-Major songeait à supprimer cet organe. Le colonel Picard, chef de la section, demanda à deux de ses officiers de prendre la défense de l'histoire militaire, de montrer son but et son rôle pour essayer de maintenir ce centre d'études.

Les capitaines Vidal de la Blache et Tournès écrivirent des articles qui parurent dans la *Revue d'Histoire* et dans la *Revue Militaire générale* [2]. Ils se heurtaient à ce moment à un courant défavorable, leurs opinions n'obtinrent aucun succès et leurs idées n'amenèrent aucun changement dans la situation. Les cours d'histoire militaire avaient disparu de certaines de nos écoles, ils étaient remplacés, tant bien que mal, par des récits

1. La *Revue d'Histoire* n'a malheureusement pas reparu depuis la guerre. Elle a été fusionnée avec la *Revue des Armées étrangères* et le *Journal des Sciences militaires* dans la *Revue Militaire française*, publiée sous les auspices de l'État-Major de l'Armée.

2. *Quelques observations sur l'histoire militaire* (*Revue d'Histoire*, juin-juillet 1913). — *Les difficultés et la méthode en histoire militaire* (*Revue militaire générale*, juin 1914). — Cf. L-C. Ragueneau, *Les études militaires en France* (*Revue Militaire générale*, mars-avril 1913).

de bataille dans les cours de tactique ou par des leçons d'histoire générale, à tendance plus politique que militaire. D'autre part, l'État-Major de l'Armée négligeait de diriger les travaux de la section historique vers un but précis, ce qui amenait celle-ci à suivre l'inspiration du moment au lieu de suivre un programme méthodique pour ses recherches et ses études. Cependant, en Allemagne, un organe important, l'*Abteilung für Kriegsgeschichte*, existait au Grand État-Major. Ce groupe d'historiens militaires avait dans les *Vierteljahreshefte* une publication de premier ordre. L'exemple n'avait pas été suivi : on avait créé la section historique et la *Revue d'Histoire*, mais on ne leur donna jamais la place à laquelle elles avaient droit.

La guerre vint. Le capitaine Vidal de la Blache devait trouver une mort glorieuse à la tête d'un bataillon en Argonne. L'autre auteur, promu lieutenant-colonel, revenait à l'ancienne section agrandie et devenue Service historique. Il reprenait ses articles, ajoutait un chapitre sur l'histoire militaire dans notre armée d'après-guerre et présentait ce tout comme une étude de méthode aux suffrages de la Sorbonne.

Les temps sont changés. La dernière guerre, malgré les engins nouveaux, malgré son immensité, a fait reparaître des méthodes employées autrefois, des armes disparues depuis des siècles. Elle est la source où peuvent être puisés les meilleurs renseignements, elle est le plus formidable recueil de documents où l'historien puisse fouiller. Comme l'écrivait le maréchal Foch[1], les événements dominent les raisonnements, il faut donc rechercher dans l'étude de ces événements les procédés à employer et les principes à respecter. La cause est entendue actuellement. L'Histoire militaire a acquis le droit de cité. Ce qui le prouverait peut-être le plus, c'est l'influence du livre du colonel dans les hautes sphères de l'armée. Il n'en reste pas moins que si on admet la valeur de cette discipline intellectuelle, le corps des officiers n'est pas encore suffisamment préparé à exploiter l'histoire militaire.

*
* *

Il faut donc préparer les officiers à traiter des sujets d'histoire militaire. Si on examine les très nombreux travaux publiés

1. Cité par le colonel Tournès.

sur des questions de ce genre, on constate que généralement ils sont faits par des historiens qui ne sont pas des militaires ou par des militaires qui ne sont pas des historiens. Il est facile de voir combien une étude peut souffrir d'être exécutée dans de telles conditions par quelqu'un qui ne possède qu'une seule de ces techniques.

On ne voit guère un historien traitant des questions de stratégie ou de tactique s'il est ignorant des moindres notions militaires. Les ouvrages de Thiers sur *le Consulat* et *l'Empire* sont à peine mentionnables au point de vue des opérations de Napoléon : malgré ses prétentions de grand stratège, il n'a jamais pu disserter convenablement sur le plus grand manœuvrier de l'histoire ; il n'a jamais compris les difficultés d'exécution ; il n'a pas su rendre le drame passionné qui se déroulait sur les champs de bataille de cette époque.

Ce n'est pas une condition suffisante d'avoir vécu dans l'armée pour pouvoir traiter pareilles questions. Il faut posséder une méthode pour être capable d'écrire scientifiquement. On ne s'improvise pas historien, il y a toute une éducation à faire. Cette formation historique est trop connue des lecteurs de la *Revue* pour que nous insistions sur ce point. Le colonel Tournès se défend d'être un novateur à cet égard. Il désire simplement que l'on utilise pour l'histoire militaire les méthodes qui se sont répandues en France et à l'étranger depuis quarante ans et qui ont fait la valeur des travaux historiques de ces dernières années : c'est un témoignage apporté aux progrès de la méthode en histoire. Il recommande aux historiens militaires de posséder une bibliographie abondante pour ne pas négliger des ouvrages précédemment parus sur la question, d'avoir une documentation sérieuse et importante pour ne pas oublier des pièces éclairant d'un jour nouveau le sujet traité. Il insiste sur la nécessité d'une critique vigilante s'exerçant sur les textes pour bien vérifier la valeur du document et ne pas se contenter de copies plus ou moins exactes, pour s'assurer de l'authenticité des pièces consultées, et sur l'importance d'une étude sérieuse pour peser l'exactitude et la sincérité des faits et des récits mentionnés.

Pour lui, l'histoire militaire n'est pas une discipline spéciale, étrangère à tout, qui se suffit à elle-même. Il ne la conçoit pas en dehors de l'histoire générale : histoire diplomatique, une

guerre ne se déclarant pas sans prodromes ; histoire constitutionnelle, les organisations militaires étant fonction des institutions d'un pays, etc. Les procédés de l'histoire générale peuvent s'appliquer à la branche relative à l'histoire des guerres et à l'administration de l'armée ; ce sont ces méthodes qu'il faut connaître.

Si on ne les comprend pas, si on ne voit pas cette pénétration des diverses parties de l'histoire, on publie des ouvrages dont la documentation est incomplète ou dont l'information est sujette à caution. Il est dangereux de bâtir des théories tactiques ou stratégiques sur une base aussi peu solide. Le type de ces ouvrages peu sérieux au point de vue scientifique est, pour le colonel Tournès, l'œuvre du général Bonnal. Il énumère les lacunes de la documentation, l'insuffisance critique des sources qui font de ses nombreux livres une histoire plus fantaisiste que scientifique. Par opposition, il signale, sans le citer, un travail remarquable sur 1809 [1]. Il y a dans le livre du colonel une série d'indications qui seraient très utiles dans une Bibliographie pour connaître les ouvrages à étudier et ceux qu'il faut éviter.

C'est en effet une des difficultés qui se présentent aux officiers qui veulent travailler l'histoire. Les critiques bibliographiques contenues dans les revues militaires ne sont guère utiles : certaines ne comprennent que les ouvrages qui sortent de chez le libraire éditeur de la revue, d'autres distribuent invariablement des louanges, signalant l'intérêt de la lecture et négligeant la valeur scientifique. Aucune revue n'a l'indépendance de la *Revue d'Histoire*. Fait regrettable, joint à ce qui précède, les bibliothèques et écoles militaires ne sont en général pas abonnées à des revues historiques. L'officier n'a à sa disposition immédiate aucune Bibliographie ; il est obligé, dès ses premiers pas en histoire, d'aller dans des bibliothèques étrangères où il perd un certain temps à s'adapter.

*
* *

Est-il nécessaire de créer une discipline spéciale dans nos écoles ? L'histoire militaire présente-t-elle une utilité suffisante

1. Commandant Buat, *Étude critique d'histoire militaire : 1809 ; De Ratisbonne à Znaïm*. Paris, 1909, 2 vol.

pour permettre le détachement d'officiers chargés de compulser des documents ou de les publier? La réponse ne fait aucun doute. Le colonel ne voit que des avantages à ces études qui sont basées sur des événements et non sur des raisonnements. Seule l'histoire militaire, par la description précise du drame que vit l'humanité à certaines heures, peut faire connaître les principes de la guerre. Elle donne l'exposé des faits, les conditions dans lesquelles ils se sont produits. Dépassant l'analyse, faisant de la synthèse, elle nous dépeint les procédés d'un grand homme de guerre, elle établit une comparaison entre des campagnes différentes, elle pourra même esquisser dans quelle direction évoluera l'art de la guerre. Il n'y a pas lieu de craindre que la forme industrielle de la lutte vienne écarter la nécessité de ces études : « Les opérations militaires restent souvent commandées par la « structure du sol, sans que leur industrialisation scientifique « arrive à s'en affranchir... ; l'excès de civilisation a, sur bien des « points, ramené les pratiques guerrières à la barbarie élémen- « taire des temps les plus primitifs[1]. » Ainsi des procédés se retrouvent immuables.

Ce sera l'histoire qui montrera ces pratiques éternelles.

N'aurait-elle que cette utilité, l'histoire mériterait le droit de cité. Elle a un autre but. Elle contribue autant et plus que beaucoup d'autres sciences à former l'esprit de l'officier. En montrant à chacun qu'au milieu des influences qui s'exercent de toutes parts : terrain, armement, troupes, chefs, l'action du commandement n'est pas la moindre, elle fait sentir la grandeur de la mission, la beauté de la servitude, la noblesse de la responsabilité. Elle fait ainsi du jeune officier un convaincu ; elle le met en garde contre des spéculations trop hâtives, contre des solutions trop rapides. Elle lui donne un esprit scientifique, lui inculque des méthodes de prudence dans le raisonnement et d'audace dans l'action, en lui montrant l'influence de l'homme sur les événements.

*
* *

La crise de l'histoire militaire a survécu à la guerre. Ce n'est pas une raison pour se décourager. Le colonel Tournès indique

1. De Launay, *Géologie de la France*, p. V.

les remèdes qui lui paraissent convenir dans l'état actuel de l'armée. C'est la conclusion de son travail ; par la place qu'elle tient, 40 pages sur 114, elle montre l'importance attachée par l'auteur à ce projet de réforme.

La première de ces réformes consisterait à recruter un personnel enseignant parmi des officiers ayant une culture historique. Il ne faudrait plus se contenter d'un examen « n'exigeant aucune préparation particulière » et destiné à montrer leurs aptitudes « de rédaction et d'élocution »[1]. C'est peut-être cette absence de qualités techniques chez les candidats qui fit songer à la rédaction, par une commission, d'un cours commun qui serait enseigné dans toutes les écoles. De pareils essais ont souvent été tentés et n'ont donné que rarement des résultats satisfaisants. Un tel cours devient un manuel et ne transforme pas l'enseignement de l'histoire militaire qui reste ce qu'il a toujours été : un cours secondaire au lieu d'être supérieur.

Pour obtenir des professeurs ces qualités techniques, le colonel Tournès propose de leur demander un travail : mémoire, article de revue, ouvrage, etc., puis une courte leçon, enfin une interrogation-causerie sur un ouvrage historique. De plus, le jury d'examen qui n'était composé jusqu'à présent que de militaires, comprendrait aussi un universitaire. Après admission, l'ancien candidat ferait un stage pour étudier un sujet restreint au Service Historique ou dans une Faculté.

Il est évident qu'ainsi préparé il aurait d'excellentes notions sur la méthode historique. Nous préférerions pourtant voir le stage au Service Historique précéder l'examen. C'est de là, après une sélection opérée parmi le personnel, que viendraient les professeurs. Nous y voyons un avantage : après l'examen, l'officier serait de suite professeur, ayant montré à l'avance ses capacités d'historien.

Une fois les professeurs recrutés, il faudrait faire travailler les élèves. Actuellement, nos cours d'histoire militaire ne ressemblent en rien aux leçons de nos universités. Même les officiers les plus brillants ne peuvent qu'esquisser le tableau qui leur est demandé par le programme ; ils doivent « montrer l'évolution de l'art de la guerre à tous les âges et faire ressortir les lois de

1. Circulaires ministérielles de juillet et septembre 1920.

l'évolution des peuples ». Quel programme irréalisable pour ceux qui n'ont pas abordé, dès leur plus jeune âge, l'étude de ces questions ! Il faut des années de dur labeur pour être à même de réaliser de pareilles synthèses. On peut dire que l'analyse de notre histoire militaire est encore à faire ; les lacunes de la documentation sont nombreuses. Le colonel Colin, lui-même, n'a pu qu'esquisser la transformation de l'art de la guerre [1], et le général Hardy de Perini dans ses récits des batailles françaises s'est contenté d'analyser [2]. Étudions les documents, formons les travailleurs et peut-être pourrons-nous un jour publier des travaux synthétiques.

Mais pour cela, il faut changer la formule des cours ; il faut qu'on apprenne à travailler au lieu de se borner à des récits de bataille. On devra étudier les institutions militaires, leur évolution, montrer les relations entre ces organisations et la vie politique et économique d'un peuple, constater les répercussions de toutes sortes qui se manifestent, éviter de dévier et ne pas faire de la stratégie et de la tactique en lieu et place d'histoire militaire.

Un essai va être tenté à l'École de Guerre pour donner aux officiers quelques notions de méthodologie et d'heuristique. Le colonel Duffour, titulaire de la chaire d'histoire, étudiera des guerres passées, la guerre de 1914-1918, la guerre de Sécession à cause de sa ressemblance avec le conflit mondial ; il présentera aussi la situation sociale du corps des officiers depuis la Révolution jusqu'à nos jours. Il y a là un programme intéressant pour montrer l'interdépendance qui existe entre l'armée et les institutions d'un pays. Une grande innovation consiste à avoir demandé au colonel Tournès de venir exposer ses théories en quelques conférences. Les quatre sujets suivants seront traités :

L'histoire en France depuis une centaine d'années ;

L'histoire militaire en France et en Allemagne depuis cent ans ;

La bibliographie historique ;

La critique des textes.

Il ne faut pas espérer que tous les auditeurs profiteront de leçons aussi peu nombreuses : dans les Facultés, les cours sur ces

1. *Les transformations de la guerre. — Les grandes batailles de l'histoire* (*Bibliothèque de Philosophie scientifique*).

2. *Batailles françaises*, 6 vol., Flammarion.

matières sont plus longs et sont accompagnés de travaux pratiques ; mais c'est déjà quelque chose de signaler aux futurs brevetés l'utilité et les difficultés de l'histoire militaire, les méthodes et les procédés. Les officiers sont bien préparés par leur maturité d'esprit, mais non par leur éducation antérieure, à profiter de ces conférences. Ce point a frappé notre auteur qui a suggéré d'apporter des modifications au programme d'admission à l'École de Guerre pour remédier à cette situation.

L'examen comporte une épreuve d'histoire militaire à traiter en trois heures et une composition de rédaction générale sur un sujet d'histoire, de géographie, ou d'économie politique à traiter en sept heures. Cette dernière épreuve exigeait une sérieuse culture : il était nécessaire de connaître la question pour traiter convenablement le sujet [1], et, par suite de son importance, la composition d'histoire était un peu sacrifiée et traitée comme une question de manuel, les candidats ne faisant travailler que leur mémoire et négligeant tout recours aux sources [2]. La nature de l'effort demandé était telle que l'on vit très rapidement

1. Voici les sujets donnés pour cette épreuve :

1920. — L'Afrique, terre de colonisation européenne. — Origines : les comptoirs, les grandes explorations, les escales ; développement du commerce, abolition de l'esclavage ; côtes et hinterland, les zones d'influence, les protectorats et les colonies ; voies de communication ; situations respectives de la France et de la Grande-Bretagne en Afrique, état actuel et avenir.

1921. — Exposer les conditions dans lesquelles s'est établi et maintenu l'équilibre européen de 1871 à 1914 : formation de la Triple Alliance, de l'alliance Franco-Russe, de l'Entente cordiale, de la Triple Entente. Caractériser le régime de paix issu de cet équilibre et indiquer les causes qui devaient en amener la ruine dans une conflagration générale.

1922. — Quels sont les principes fondamentaux qui vous paraissent avoir été mis à la base des lois et coutumes de la guerre sur terre, telles qu'elles étaient définies par le règlement annexé à la Convention internationale de la Haye du 18 octobre 1907? Comparer ces principes fondamentaux avec ceux qui avaient été exposés par le Grand État-Major allemand en 1902 dans sa publication : *Les lois de la guerre continentale*, principes qui étaient résumés dans l'introduction ci-jointe de la publication.

Sujet de 1923 : l'esprit de corps.

2. Sujets d'histoire :

1921. — La défense nationale en 1870 entre Seine et Loire. Raisons pour lesquelles le gouvernement de la Défense Nationale a continué la lutte. Situation générale à la fin de septembre1870 dans la région d'Orléans. Opérations entre Seine et Loire des 1re et 2e armées de la Loire, de fin septembre au 5 décembre 1870. Conséquences pour la France de la détermination de prolonger la guerre après le 2 septembre 1870.

1922. — Campagne de 1813 jusqu'à l'armistice du 4 juin : situation générale au début de 1813 ; organisation et valeur des forces en présence ; projets de Napoléon et des coalisés. Exposé sommaire des événements jusqu'à la fin de mars. Concentration des forces françaises vers la Saale ; les manœuvres de Lutzen et de Bautzen, leurs résultats, l'armistice.

paraître quelques ouvrages du genre Manuel pour les guerres nouvellement inscrites au programme [1].

Là encore, l'influence du livre du colonel Tournès s'est fait sentir. On a augmenté de deux points le coefficient (7 au lieu de 5) et d'une heure l'épreuve d'histoire ; on a modifié le programme. Précédemment, on demandait un exposé « sommaire » d'une question : on a supprimé ce mot, ce qui suppose que l'on désire voir les candidats s'orienter vers une étude plus approfondie. De plus, le programme précise que les campagnes ne doivent pas être étudiées en elles-mêmes, mais reliées aux institutions de l'époque : « Acquérir pour chaque période caractéristique une idée exacte de l'armement et des institutions militaires et se rendre compte de l'influence que ces éléments ont exercée sur la forme et le développement des opérations. » On demande plus de connaissances, mais on réduit le nombre des campagnes à étudier, de façon que le travail du candidat ne soit pas dispersé, et que l'officier puisse avoir une réelle connaissance d'une question d'histoire.

Un concours a eu lieu depuis cette circulaire [2]. On pourra voir que le sujet prévoit une étude d'une bataille, et un résumé sommaire de la campagne. Il y avait donc obligation pour les candidats de travailler avec soin pour être en mesure de rédiger convenablement cette partie de la composition. Il fallait une recherche du détail pour arriver à réaliser la synthèse demandée par le sujet ; il fallait montrer une connaissance complète de la campagne et de la bataille de Liao-Yang.

Voilà l'état actuel de l'histoire militaire dans l'armée et l'évolution qui se dessine grâce à l'ouvrage que nous venons d'analyser. Si nous notons le travail qui s'accomplit au Service Historique [3], les lecteurs de la *Revue* constateront un effort tenté en vue de faire profiter le monde militaire de la science historique. Il est regrettable que le colonel n'ait pas insisté pour le rétablissement de la *Revue d'Histoire*. La part faite à cette discipline

1. J. Sauliol, *Turenne.— La manœuvre de Denain.* Paris, Lavauzelle, 2 vol., in-8°.

2. Guerre de Mandchourie 1904. — Notions générales sur les forces en présence au début de la guerre. Plans de campagne des deux adversaires. — Description sommaire des événements de guerre maritime et terrestre depuis le début des hostilités jusqu'au 24 août 1904. — Étude de la bataille de Liao-Yang en vue de faire ressortir l'influence sur la tactique de l'armement moderne mis en œuvre au cours des combats.

3. Cf. *Revue de Synthèse historique*, n°s 97-99, mai 1922.

dans la *Revue Militaire Française* est presque inexistante. C'est fâcheux parce qu'elle risque d'être peu connue par les officiers qui ne passeront pas par l'École de Guerre.

Nous avons cherché à présenter cette thèse à cause de son influence dans les milieux militaires. Nous avons esquissé les théories de l'auteur qui seront approuvées par tous les historiens amoureux de leur science. Le succès de ce livre est réel, il a été lu par beaucoup d'officiers ; certains l'ont discuté, montrant qu'ils comprenaient l'importance du sujet ; d'autres sont restés méfiants à cause de leur éducation antérieure, trop abstraite, ou par suite des anciens cours d'histoire dont ils se souvenaient. La diffusion de ces idées par les conférences de l'École de Guerre mettra les officiers brevetés plus à même d'aborder les sujets historiques. Grâce à cette mesure, les travaux d'histoire militaire ne manqueront plus de bases solides. C'est ce que le colonel Tournès espère, et nous ne pouvons que souhaiter qu'il réussisse en répandant ainsi ses idées.

Capitaine R. VILLATE.

LE DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE

DE LA

CONSCIENCE INTELLECTUELLE

D'APRÈS LÉON BRUNSCHVICG.

Le développement des géométries non-euclidiennes, la décomposition de la mécanique classique, la crise de scepticisme qu'ils entraînèrent parmi les savants et les philosophes avaient fait, depuis longtemps déjà, une obligation à Léon Brunschvicg de faire précéder toute considération sur la connaissance d'une réflexion sur la science. Il avait cru pouvoir mettre fin à l'opposition entre la raison et l'expérience et renouveler le sens du rationalisme en se plaçant au point de vue de l'activité de la pensée. La découverte des théories de la relativité vient de l'inciter à contrôler sa propre attitude à la lumière de données nouvelles et à présenter dans *l'Expérience humaine et la Causalité physique*[1] le résultat de son enquête.

***

Suivons l'expérience humaine dans son effort pour organiser l'univers. Pendant des siècles, l'humanité s'est prêtée à l'anthropomorphisme. Le mysticisme de la mentalité primitive, l'atomisme démocritéen, le mathématisme platonicien, le système aristotélicien des quatre causes, le naturalisme stoïcien, l'artificialisme thomiste, la crise du dynamisme aristotélicien attestent, sous des formes diverses, un abandon au réalisme

1. *L'Expérience humaine et la Causalité physique*, par Léon Brunschvicg, 1 vol. in-8° de 625 p. Paris, Alcan, 1922.

logique et à la déduction, le défaut d'une structure interne capable de mener à la pratique de l'indépendance intellectuelle. Ni le dynamisme de Galilée, ni l'induction de Bacon, ni l'atomisme épicurien de Gassendi ne marquent de rupture avec la pensée des anciens et des scolastiques. Jusqu'à la nuit du 10 novembre 1619, Descartes lui-même se contente de critiquer les superstitions médiévales en disciple de Montaigne. C'est lorsqu'il discerne dans l'analyse mathématique l'activité créatrice de l'esprit que se produit l'avènement de la science. Alors seulement Descartes s'affranchit d'Aristote et de Bacon, inaugure l'ère de la mécanique et opère une révolution.

En opérant un retour au dynamisme, Leibniz et Newton suscitent une crise de la philosophie mécanique qui met aux prises cartésiens et leibniziens, leibniziens et newtoniens, engage Kant à s'interroger sur les rapports de la géométrie et de la physique et à découvrir l'idée critique. La *Critique de la Raison pure* érige la subjectivité de la pensée en condition de réalité pour l'objet : elle donne ainsi à la mathématique et à la physique une base nouvelle, ajuste le rationalisme aux conditions et aux limites de l'expérience scientifique et résout définitivement les difficultés opposées par l'empirisme à la conception rationaliste de la causalité.

La rupture entre la science et la philosophie, le retour au conceptualisme médiéval, le discrédit de la philosophie post-kantienne, le crédit de la philosophie positive entraînent, au début du XIXe siècle, l'hésitation des savants devant la diversité des interprétations mécaniques antagonistes. Poisson, Navier et Cauchy font entrer, à la suite de Laplace, tous les phénomènes dans les cadres de la mécanique newtonienne. Joseph Fourier et Auguste Comte s'inspirent de Lagrange pour faire de la mécanique une suite d'équations différentielles. Poinsot donne un nouveau relief à la conception cartésienne et géométrique de la mécanique. Après 1850, l'opposition du principe de la conservation de l'énergie et du principe de la dégradation de l'énergie entraîne des controverses qui font osciller les savants entre un dogmatisme métacritique et un positivisme acritique.

Les travaux de Maxwell, Gibbs, Bolzmann entraînent une révolution de pensée en étendant l'emploi du calcul des probabilités. L'application des méthodes statistiques au mouvement

moléculaire permet à Einstein et à Smolnchowski de donner une théorie du mouvement brownien, à Perrin de faire de l'atome un être de laboratoire. Les travaux de J.-J. Thomson et de Rutherford, de Henri Becquerel, de M. et Mme Curie aidant, un revirement se produit en faveur de l'atomisme. Sans doute, bien des idées divergentes et contradictoires se pressent encore sous ce terme. Il n'en est pas moins vrai que le développement des théories atomiques avec la dynamique de l'électron et la théorie des *quanta* achève de détacher l'atome du support substantiel sur lequel avait été greffée l'ontologie de la matière ; il reporte l'esprit vers la considération des moyens mathématiques mis en œuvre pour la conquête de la nature.

Les travaux se rattachant, dans le domaine de l'électro-magnétisme et de la gravitation, aux théories de la relativité confirment ces réflexions. Einstein établissant qu'il y a diverses métriques du temps, comme Riemann et Lobatschewsky ont établi qu'il y a diverses métriques de l'espace, restitue à la science son caractère fondamental d'être une opération de mesure, refuse aux procédés humains de mesure l'unité immuable qu'on leur prêtait et nous découvre ainsi la signification relative de la relativité en opposition à l'absolu de la relativité qui avait été, dans les générations précédentes, dressé symétriquement à l'absolu newtonien. Ainsi ce sont les bases mêmes de la science moderne qui sont remises en question au nom de la physique et par la voie de la physique.

Si un semblable renversement a pu entraîner chez les physiciens une crise de scepticisme aussitôt exploitée par les partis politiques, chez les philosophes une renaissance de l'instinct réaliste, c'est faute d'avoir été éclairé par un mouvement de réflexion critique. La solution de la crise suppose la solution du problème de la pensée mathématique et du problème de la perception sensible, laissés en suspens par le Kantisme. Il convient de l'aborder, dans un esprit kantien, à la lumière de deux faits nouveaux : l'arithmétisation de l'analyse et la découverte des géométries non-euclidiennes. Seule une doctrine critique de la perception et de la science peut mettre fin au réalisme psychologique à demi dissous par Berkeley, comme la doctrine critique de l'expérience mathématique avait mis fin au réalisme logique dans les *Étapes de la Philosophie mathématique*.

Si l'on fait fond sur les données de la science positive, si l'on écarte les extrapolations des philosophes, si l'on emploie l'analyse réflexive qui atteint non la sensation, mais le jugement, l'affirmation d'existence primordiale, on peut restituer la « manœuvre d'ensemble de l'homme créant des courants d'intelligibilité » au sein d'un univers tissu d'actions réciproques, qui ne sauraient être isolées les unes des autres pour donner naissance aux « éléments de la représentation ». Les *fonctions* d'espace et de temps, de substance et de causalité se déploient solidairement pour créer l'univers de la perception. Mais elles n'y épuisent pas leur fécondité ; elles se prolongent au delà de cette connaissance qualitative pour engendrer l'univers de la science. Cet univers est un système de coordonnées déterminé par les conditions dans lesquelles l'homme est placé pour la mesure invariante des phénomènes naturels. Alors disparaissent les antinomies du fini et de l'infini, du déterminisme et de la liberté. Le réalisme métaphysique des concepts qui pose un mouvement en soi, un espace en soi, un temps en soi, une causalité en soi, disparaît devant la notion de *champ* appliquée par Einstein à la gravitation. Le réalisme métaphysique des lois abstraites, qui subsisteraient à titre de faits généraux, disparaît devant le caractère d'approximation et de singularité que conservent les lois pour être données dans un moment particulier de la durée où elles interfèrent avec d'autres lois. Par suite, l'hypothèse qui ne fait qu'anticiper sur une relation fonctionnelle ne se distingue plus de l'hypothèse illégitime qui égare l'imagination en lui faisant attendre un mode de production. Toutes ces modifications correspondent à la solidarité existant entre le procédé formel de mesure et l'objectivité expérimentale de la chose mesurée, solidarité dont nous avons pris conscience grâce à Einstein.

Ainsi on n'atteint ni la philosophie de la nature rêvée par Hegel, ni la philosophie de la science souhaitée par Kant et Comte. La science se passe de spéculation ; elle démontre le caractère artificiel de toute catégorie fixée, de toute détermination définitive ; elle est en devenir comme la nature. Son contenu ne peut se développer sur un seul plan. Et cette constatation de fait rend nécessaire l'avènement d'une philosophie de l'esprit se prêtant aux sinuosités qu'offre le cours de la pensée. La connaissance de la courbe parcourue permet de projeter la

lueur d'une réflexion nouvelle sur les phases antérieures du passé et d'éclairer d'un jour particulier la relativité du moment présent. La philosophie de l'histoire humaine n'enseigne-t-elle pas que le savoir humain est fait d'un perpétuel va-et-vient entre une expérience et une raison également inépuisables, qu'il permet à l'homme de prendre conscience de sa juridiction propre et qu'il modèle sa *conscience intellectuelle*, foyer du jugement de vérité, imposant un ordre supérieur à l'ordre biologique et susceptible d'éclairer le progrès d'une conscience morale et d'une conscience religieuse se libérant des préjugés égoïstes et des traditions littérales?

*
* *

Il convenait de respecter ainsi le mouvement d'une pensée riche en nuances, en suggestions, en vues pénétrantes. La réflexion sur l'évolution des sciences physiques y rejoint la réflexion sur la critique philosophique pour constituer une synthèse originale pénétrée d'un sentiment juste de l'histoire. Sans doute, l'organisation de l'expérience humaine se poursuit sur un champ assez vaste et depuis des temps assez reculés pour que certains moments semblent pouvoir se prêter soit à une description plus complète, soit à une interprétation divergente. Ainsi pouvons-nous, dès maintenant, préciser les caractères que revêtent le temps, l'espace et la cause dans les civilisations inférieures. Ainsi pouvons-nous suivre, dans la civilisation ionienne et chez les « physiciens », la constitution d'une conscience scientifique où les Présocratiques puiseront les éléments d'un Humanisme, dont les Socratiques et Platon se détourneront au lendemain des guerres du Péloponèse pour faire retour à l'Orphisme, aux mystères et aux arcanes pythagoriques. Ainsi pouvons-nous attribuer à la Renaissance italienne, à Galilée, à Gassendi, à Fermat, à Huygens, un rôle prépondérant dans la formation d'un *esprit nouveau* dont Bayle, Fontenelle, Mairan et l'Académie des Sciences se feront les vulgarisateurs au cours du XVIIIe siècle. Ainsi pouvons-nous cesser d'interpréter en fonction du Kantisme le système d'Auguste Comte qui met en lumière la fonction sociale et la valeur éthique de la science.

De tels déplacements de pensée n'infirmeront en rien l'exacti-

tude et la validité des vues d'ensemble présentées par Brunschvicg. Il parait entièrement fondé à élaborer une théorie de la connaissance qui demeure fidèle à l'esprit du Cartésianisme, tout en répondant aux exigences de la science contemporaine, et qui reconnait son caractère temporel et relatif. Il est pleinement fondé à ne pas proscrire la *philosophie de l'histoire*, comme on l'a fait trop longtemps au nom d'une attitude positive insuffisamment compréhensive. Et l'on peut accorder à Brunschvicg que l'exercice de la science fait naître et grandir une conscience intellectuelle constitutive de l'ordre humain, encore que les autres modes de l'activité humaine contribuent eux aussi à surmonter l'ordre biologique et doivent être compris dans un Humanisme. Enfin Brunschvicg nous débarrasse de tout dogmatisme.

Par là il rejoint pragmatistes et sociologues. Depuis plus de trente ans, ceux-ci ont insisté sur la nécessité de corriger, par une étude de l'expérience intime et de l'expérience sociale, ce qu'un enseignement d'école tenant dans des controverses sur le syllogisme, la déduction et l'induction, pouvait avoir d'artificiel et de stérile. Brunschvicg rend pleinement justice à l'œuvre critique de Henri Bergson comme à l'apport positif de Durkheim et de Lévy-Bruhl. Encore qu'il ait conscience de son originalité et qu'il pense discerner chez les pragmatistes et les sociologues, à tort ou à raison, une tendance au subjectivisme dont la critique de la science l'éloigne, il rencontre les mêmes adversaires et les mêmes obstacles. Ne tend-il pas à faire sortir la pensée de la stagnation dans laquelle la maintient le rationalisme universitaire et de la régression où le Néo-Thomisme l'engage?

Dans le rationalisme universitaire, que Jules de Gaultier nommait récemment « philosophie officielle », il discerne une indifférence pour l'évolution des sciences que certains philosophes trahissent lorsqu'ils prétendent devancer les sciences et leur imposer *a priori* des cadres et des méthodes miraculeusement tirés d'une raison raisonnante.

D'autre part, l'histoire lui révèle des défaites passagères de la pensée critique dans le Thomisme — que Duhem compare à une « marqueterie où se juxtaposent, nettement reconnaissables et distinctes les unes des autres, une multitude de pièces empruntées à toutes les philosophies du Paganisme hellénique, du

Christianisme patristique, de l'Islamisme et du Judaïsme » ; dans la recrudescence de la scolastique manifeste, au cours du XIXe siècle, chez des biologistes et des physiciens qui tentent « un compromis entre la spiritualité de la pensée libre et la matérialité d'une révélation littérale ». En ne taisant pas « le danger de régression vers un nouveau moyen âge dont l'humanité apparaît menacée après chaque secousse de la civilisation occidentale », Brunschvicg est un des rares historiens tirant de l'après-guerre la leçon qu'elle comporte. En élaborant une *philosophie du jugement* qui rejoint Descartes, Fontenelle, Condillac et Destutt de Tracy, il est un des rares philosophes qui opposent résolument nos traditions intellectuelles au Néo-Thomisme — issu de combinaisons politiques étrangères au développement de la conscience religieuse et redevable de son prestige apparent aux lassitudes, aux compromissions, aux lâchetés qui livrent l'intelligence française à un mouvement internationaliste, temporel et militant.

En demeurant fidèle à l'esprit de liberté qui inspira la réflexion de nos philosophes, comme il inspira les projets d'éducation élaborés par la Convention, Brunschvicg ne défend pas seulement les droits de la conscience intellectuelle qui se constitue lentement à travers le monde. Il ajoute une œuvre à des œuvres. *L'Expérience humaine et la Causalité physique* justifie l'impression causée par l'*Orientation du Rationalisme*. Cet article critique ne confirmait pas seulement avec éclat une maîtrise. Au même titre que les *Données immédiates de la Conscience* et les *Règles de la Méthode sociologique*, il annonçait un moment nouveau de la spéculation qui fera époque dans la pensée française.

RAYMOND LENOIR.

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

CONTRIBUTION A LA SCIENCE DE L'ANTIQUITÉ

M. Pareti, l'actif directeur de cette *Atene e Roma*, qui s'efforce utilement de mettre l'érudition à la portée du grand public, s'est fait une spécialité de l'histoire de Sparte. Déjà il avait consacré à un sujet peu connu, la marine de cet État, un savant mémoire que nous avons analysé [Cf. t. XXI, 1 (1910), p. 107]. C'est maintenant une étude d'ensemble de la Laconie à l'époque archaïque qui remplit un récent volume[1], qu'un second suivra bientôt, consacré à la constitution lacédémonienne. Je crois utile de résumer les conclusions principales de l'auteur.

Il écarte les migrations pélasgiques, trop facilement admises sur la foi des anciens, dont les traditions plaçaient aussi des Lélèges un peu partout. Il est probable qu'il y eut d'abord en Péloponèse des populations « pré-grecques », en partie d'origine orientale, mais les souvenirs religieux conservés pendant des siècles en Laconie, et les restes d'objets néolithiques retrouvés, ne fournissent à ce sujet aucun renseignement ethnographique. Il s'agit là, d'ailleurs, de choses très anciennes : c'est entre 2500 et 2000 environ avant notre ère, qu'ont dû arriver en Laconie les premiers Grecs, précédant les Doriens. Les Arcadiens ont joué dans ce pays un rôle important ; l'étude des cultes et celle des dialectes le donnent à penser. Pour des raisons semblables, on doit se représenter une invasion dorienne par petits groupes, ayant duré une bonne part du XIVe siècle. Une légende tardive la faisait commencer « après la guerre de Troie », indication assez vague et sans valeur. Des modernes ont prétendu que les Doriens sont arrivés dans le Péloponèse vers la fin de la culture « mycénienne », dont la destruction leur serait imputable. M. Pareti le conteste et prolonge cette civilisation jusqu'au IXe siècle. Au début, les nouveaux venus portent encore leur nom primitif d'Achéens ; celui de Doriens a pris naissance plus tard et ce tut sur les côtes du sud-ouest de l'Asie Mineure. Après avoir été colonisée, la Laconie colonisa à son tour, envoya des émigrants dans le voisinage, vers la fin du XIIIe siècle, ainsi que dans les îles méridionales de l'Égée. Ils

1. Luigi Pareti, *Storia di Sparta archaica*, parte I (*Contributi alla scienza dell' antichità*, pubblicati da G. De Sanctis e L. Pareti, vol. II), Firenze, Felice Le Monnier, 1920, VIII-276 p. in-8.

pénétrèrent en Argolide avant la floraison du mycénien et il n'y a pas lieu de faire coïncider leur venue avec le commencement du style géométrique. En réalité, ils ont importé des articles de même date que le mycénien, et très différents : principalement une céramique grossière, incisée et monochrome, qui rappelle celle du Danube, des terramares et de Hallstatt ; ils avaient gardé des relations commerciales avec les régions du Nord d'où ils étaient partis.

Aux premiers temps, le petit État lacédémonien resta limité probablement à une partie de la vallée supérieure de l'Eurotas, et la cité unique se maintint pour quelques siècles sur la colline de Thérapné. Elle s'empara d'abord de toute cette haute vallée, et c'est alors qu'apparurent les Hilotes, ainsi nommés comme habitants des plaines basses et marécageuses (ἕλος), et tombés brusquement en esclavage ; Doriens eux aussi, ils occupaient et cultivaient la πολιτικὴ χώρα, dont on ne sait exactement les limites. La capitale put alors quitter les hauteurs et Sparte fut fondée (vers 900 à 850) ; elle annexa aussitôt la zone côtière, où se trouvaient les périèques, citoyens de villes autonomes, mais soumises à Sparte pour les relations extérieures ; puis, dépassant la Laconie, établit sa domination au sud de la Messénie, dont elle ne conquit le nord et l'ouest qu'un siècle plus tard, dans une lutte très dure d'une vingtaine d'années, quand le besoin de terres nouvelles à cultiver fut devenu de plus en plus impérieux, malgré les départs pour la fondation de Tarente et le renfort apporté aux colons laconiens de Théra. Nous n'avons sur ces campagnes que très peu de renseignements dignes de foi, par Tyrtée ; M. Pareti analyse longuement, pour en démontrer le caractère très suspect, tous les récits qui ont une date postérieure, comme ceux qui se rapportent à la colonisation de Cyrène.

L'auteur a une méthode très serrée et une érudition très sûre, et même ceux qui se sépareront de lui devront reconnaître qu'il les a lui-même documentés.

VICTOR CHAPOT.

UNE ORIGINE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT

La Société des Nations n'est pas encore parvenue, malheureusement, à cette phase d'autorité indiscutée que connaissent les institutions reconnues et acceptées de tous. Il n'est donc pas oiseux de chercher pour elle, dans le passé, des répondants et des justifications. D'autre part, ainsi que le constate M. Gide dans l'introduction qu'il donne au livre de M. J.-L. Puech sur la *Tradition socialiste en France, et la Société des Nations* [1], le socia-

1. *Bibliothèque d'information sociale*, dirigée par C. Bouglé. Paris, Garnier, 1922, in-8.

lisme de la première moitié du XIXe siècle, si longtemps flétri du nom d'*utopique*, redevient d'actualité. L'idée de M. Puech était donc très judicieuse quand il s'est avisé d'étudier les projets d'une Société des Nations élaborés par les grands penseurs de notre socialisme français. D'autre part, M. Puech, historien du Proudhomisme, apôtre du pacifisme qui, en attendant la paix universelle et pour hâter l'heure de cette paix, a combattu durant la Grande Guerre, M. Puech était amplement qualifié pour cette entreprise.

M. Puech procède par une sélection rigoureuse. Seuls sont présentés par lui les théoriciens socialistes, c'est-à-dire ceux qui ont voulu « l'organisation politique » du monde dans le sens de « la liberté, l'égalité, la fraternité », qui réprouvant la guerre et son œuvre de « consommation improductive », lui ont opposé la paix et le travail, et ont espéré faire régner cette paix par un système d'équilibre concerté entre les nations. Nous voyons donc ainsi défiler successivement Saint-Simon, les saints Simoniens, Fourier et ses disciples, notamment Considérant et Godin, Pecqueur, Pierre Leroux et enfin Proudhon. Les plus intéressants semblent bien être Saint-Simon, qui dans son incurable ingénuité, s'adresse à Napoléon puis à Louis XVIII pour réorganiser la société européenne, Godin qui, le premier, propose des moyens pratiques, Pecqueur dont la pensée éprouve le besoin de réagir contre le bellicisme et le napoléonisme des années 40, surtout Proudhon que sa théorie du libre contrat entre contractants égaux a conduit à envisager la réalisation dans et par la paix, dans et par le travail, de la Confédération des Républiques européennes.

Si tous ces penseurs s'accordent à demander et proposer une coopération et une association des peuples, le débat se prolonge entre eux sur la forme de cette association : sera-t-elle étroite et étatiste, ou large et fédérative? La fondation de l'Internationale paraît devoir en rapprocher l'avènement. Puis c'est l'ère de la paix armée imposée près d'un demi-siècle par l'Allemagne au monde et qui, elle, repose sur l'hégémonie oppressive de l'Allemagne. Ce n'est qu'en 1919, après cette bien longue éclipse, que le rêve surgit à nouveau. Et dès lors, il prend corps et la Société des Nations est créée.

Tel est l'exposé de M. Puech, bref, alerte, méthodique, nourri et qui rendra de notables services. Une bibliographie, succincte mais soignée, lui fait suite. Je ferai un reproche à M. Puech. Délibérément, logiquement, il s'est refusé à étudier la tradition de la Société des Nations hors de France, et, pour la France même, en dehors des théoriciens socialistes.

J'eusse préféré qu'il élargît quelque peu son sujet, qu'il accordât une place à Kant, dont la manifestation est si paradoxale dans une Prusse qui avait fait de la guerre une industrie nationale, qu'en France il mentionnât et saluât l'abbé de Saint-Pierre, et Rousseau, et Lamennais et, en admettant qu'il écartât Victor Hugo, lequel était d'un tempérament à vaticiner et point à construire des systèmes, qu'il nous rappelât la motion de Frédéric Passy de 1867, à laquelle s'associait, pour ouvrir le Congrès de Genève, Jules Barni. Car n'y a-t-il pas eu, chez les socialistes que nous présente M. Puech, quelque inspiration empruntée à ces divers sociologues?

L. Lévy-Schneider.

ANCIENNE ET NOUVELLE ALLEMAGNE

A PROPOS D'OUVRAGES RÉCENTS

M. Adolf Rapp, professeur à l'Université de Tubingue, est du nombre des Allemands qui n'ont rien appris ni rien oublié. Son histoire de l'idée nationale allemande depuis le XVIIIe siècle[1], d'ailleurs pleine de faits intéressants et bien groupés, tend à la glorification exclusive du nationalisme allemand, du pangermanisme et de la royauté prussienne. Il voit très bien comment l'idée nationale allemande, d'abord toute littéraire et appuyée sur des théories herdériennes relatives au génie des peuples et à la précellence de l'esprit allemand, ne prend de couleur politique que grâce aux victoires de Frédéric II, un peu, mais beaucoup plus, grâce aux humiliations que lui inflige Napoléon. De 1813 à 1830, voire 1848, les patriotes allemands se recrutent surtout chez les démocrates et les libéraux, que persécutent les monarques particularistes. Mais en dehors de l'action des partis s'élabore un vaste germanisme romantique, scientifique et littéraire, dont Rapp a raison de noter l'importance et la force de rayonnement : le pangermanisme des soixante dernières années, la glorification de la race germanique, le programme de plus en plus démesuré de son expansion nécessaire, ses formules et jusqu'à ses hymnes favoris, ont leurs origines dans cette période d'anarchie et d'impuissance politiques.

Rapp étudie avec soin, comme il convient, la position des partis à l'Assemblée de Francfort ; toute sa sévérité va aux libéraux, imbus d'erreurs démocratiques venues de France, contaminés en Rhénanie et dans l'Allemagne du Sud par un contact trop proche avec les Français ; toute son admiration est acquise au parti de droite, en majorité prussien, discipliné par l'éducation salutaire qui lui vient des Hohenzollern. L'échec de l'œuvre de l'Assemblée lui paraît tenir à la méfiance que les Allemands du Sud, les catholiques et les démocrates ont témoignée à la Prusse, peut-être aussi à la personnalité médiocre et timorée de Frédéric-Guillaume III. Il n'aperçoit pas qu'en 1849 l'unité allemande nécessaire a été tout prêt de se faire, sans guerre, avec l'Autriche (à tout le moins l'Autriche allemande), sur des bases fédéralistes et presque démocratiques, et que l'obstacle principal a été la monarchie prussienne, figée dans son système de militarisme et de droit divin. Il ne lui restait alors qu'à rallier peu à peu autour d'elle, par une habile politique économique (*Zollverein*), et par trois guerres victorieuses, les États du Nord, puis ceux du Sud, unanimes à lui confier leur sort en 1870, enfin l'Autriche elle-même, dont elle a su se faire une alliée. A partir de 1849, le prussianisme de Rapp se donne libre carrière : il encense

1. Dr Adolf Rapp, *Der deutsche Gededanke, seine Entwicklung im politischen und geistigen Leben seit dem 18 Jahrhundert (Bücherei der Kultur und Geschichte*, Band 8), Kurt Schrœder, Bonn et Leipsig, 1920, 373 p., in-12.

Bismarck, tance les libéraux, blâme les catholiques, insulte les Juifs, anathématise les socialistes. Il expose avec complaisance toutes les théories soi-disant scientifiques des Woltmann, Driesmans, H. Stewart Chamberlain, Paul de Lagarde ou Friedrich Lange. Dans le nouvel Empire, l'antisémitisme lui paraît un phénomène normal et sain, l'*Alldeutscher Verband* a toute son approbation, il parle avec tendresse de « l'excellent général von Bernhardi. » Tout ce qu'il trouve à reprocher au pangermanisme, c'est d'avoir été naïf, bruyant, imprudent en paroles, par exubérance de jeunesse La défaite de 1918, l'effondrement moral et politique de l'Allemagne ne l'empêchent pas de croire avec Treitschke et Bernhardi que la guerre est moralisatrice ; et s'il constate que le peuple allemand manque d'éducation politique, c'est pour mieux affirmer la nécessité de la discipline prussienne, de l'autorité des Hohenzollern et d'une aristocratie forte.

Livre d'ancien régime, livre de parti, violemment anti-français parce que l'idée française de liberté dans l'égalité apparaît à l'auteur comme le contraire de cette liberté hiérarchisée que préfèrent les Allemands, celle où chaque sujet, docile à une autorité qu'il aime, n'a exactement que « la liberté de faire son devoir. » Quant à la façon dont les Hohenzollern ont conduit la Prusse et l'Allemagne, Rapp n'a qu'admiration et nostalgie, colère contre les ennemis de l'extérieur et haine contre ceux de l'intérieur. Son histoire de l'idée allemande n'est qu'un témoignage du pire esprit d'avant-guerre.

*
* *

Eckart von Sydow a dedié à Baudelaire une pénétrante étude sur la mentalité décadente[1]. Dans tout le livre, Baudelaire (et à un moindre degré Amiel), sert d'exemple-type. Le phénomène littéraire et social qui a porté en France le nom de « décadence » est étudié avec intelligence et sympathie, mais d'un point de vue un peu étroit. Par réaction contre les méthodes matérialistes et sociologiques, le décadent n'est envisagé que comme individu, dans son attitude métaphysique, dans sa psychologie, dans son attitude sociale et dans ses manifestations d'artiste. Pourquoi et comment, et dans quelles circonstances, surgit ce type de décomposition sociale et de désintégration de l'individu qui n'est nullement restreint, comme l'auteur le ferait presque croire, à la France de la fin du XIXe siècle ; quels ferments de décadence apparaissent chez les classiques anciens et modernes, dans l'alexandrinisme et la basse latinité, au moyen âge, dans la Renaissance, chez les romantiques : autant de sujets qui ne sont pas même effleurés, Tel qu'il est, limité à la génération française de Baudelaire, Verlaine, Flaubert. Maupassant, Amiel, Maurice de Guérin, Huysmans, Arthur Rimbaud, avec de très rares incursions en Italie (Leopardi), en Angleterre (Hamlet), en Allemagne (Schopenhauer), en Russie (Tolstoï), en Scandinavie (Sören Kierkegaard), c'est un livre curieux et fin. La conclusion dogmatique ne laisse pas d'être surprenante : après avoir relevé

1. Eckart von Sydow, *Die Kultur der Dekadenz*, Sibyllen-Verlag, Dresde, 1921 (2e éd., 1922), 328 p., in-8.

ce qu'il y a de valeur positive dans la décadence, à côté de ses négations l'auteur tourne court et passe à l'éloge du mysticisme catholique, dont le pessimisme décadent peut n'être qu'un premier degré. Foin de la platitude protestante et du rationalisme satisfait d'un Hegel ! L'avenir de la pensée allemande, Eckart von Sydow l'aperçoit dans une renaissance de l'idéalisme et dans un mysticisme nouveau auquel la mystique de Sainte Thérèse ou de Saint François — ces grands décadents, ces grands hystériques — servira de premier portique. Ce n'est pas la seule fois que nous aurons à signaler cette réaction intellectuelle et sentimentale chez les Allemands d'après la défaite. Le mysticisme romantique de 1810 n'en est pas très différent, et tient peut-être à des causes identiques. Mais il n'a pas eu son point de départ dans le blasphème baudelairien. Que celui, au demeurant, s'allie aisément à des effusions dévotes, nous en savons d'illustres exemples. Mais aucun Allemand ne l'avait encore si heureusement mis en lumière.

A signaler un intéressant chapitre sur le plan et la composition des *Fleurs du Mal*.

GENEVIÈVE BIANQUIS.

NOTES DE LECTURES

NOTES D'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE ET DES SCIENCES

LOUIS FRANÇOIS, *Essai sur Dion Chrysostome*. Thèse Paris, Delagrave, 1921, in-8 de 213 pages. — Étudier Dion Chrysostome, c'est à quoi s'appliquèrent le fin, le délicat C. Martha, qui sut assez le connaître pour écrire à son sujet comme sur d'autres moralistes de l'époque romaine des pages aussi nobles que justes ; et ce probe érudit, von Arnim, dont le *Leben und Werke des Dio von Prusa* (Berlin, 1898), paraissait épuiser la matière. M. L. François a cherché avec curiosité, avec sympathie, à s'enquérir des sources de la pensée de Dion. Il trouve les principales dans la doctrine cynique et dans le stoïcisme de Posidonius. A la suite du meilleur guide en l'occurrence, il reconnaît dans le *Borysthenitikos* les cultes de Mithra, la tradition des Mages. Rencontre accidentelle ou affinité profonde entre la Stoa et l'Orient? Beaucoup de faits, soit indiqués par l'auteur, soit de toute autre nature, militeraient en faveur de la seconde hypothèse. Spectacle très attachant, dépeint d'une touche exacte, que ce sophiste attardé, demeuré à l'écart de la tradition socratique et même aristotélicienne, puis converti à la philosophie sous l'influence de thèses pour une grande part orientales.

FRITZ HEINEMANN, *Plotin. Forschungen über die plotinische Frage, Plotins Entwicklung und sein System*. Leipzig, F. Meiner, 1921, in-8 de

XIII, 318 pages. — Ouvrage aventureux, mais puissant, dont devront tenir compte les exégètes ultérieurs du néoplatonisme. L'auteur s'est persuadé que les *Ennéades* renferment beaucoup de textes qui ne peuvent être de la main de Plotin. Porphyre, qui en a disposé les matériaux, n'a pas dû borner là son intervention. Plusieurs passages semblent imputables à Amélius ; d'autres au médecin Eustochius. M. Heinemann rêve d'une édition de Plotin où se reconnaîtrait le *suum cuique* des divers rédacteurs : il esquisse dès à présent une « évolution » de la pensée plotinienne telle qu'il la restitue à travers les multiples influences subies, ainsi qu'une interprétation nouvelle du système. Méthode dangereuse, où il est facile de dénoncer de l'arbitraire, mais la seule pourtant qui puisse renouveler le sujet. Très heureusement disposé à traiter de l'histoire de la philosophie de façon comparative, l'auteur discerne des facteurs gnostiques, comme d'ailleurs de l'hostilité à la gnose ; une influence des Parsis, dont le dualisme fut peut-être le protoype de tout pluralisme philosophique ; des traces même de la méthode yoga, comme technique d'approfondissement introspectif.

ÉTIENNE GILSON, *La philosophie au moyen âge*. I. *De Scot Erigène à S. Bonaventure*. — II. *De S. Thomas d'Aquin à G. d'Occam*. Paris, Payot (collection Payot, 25-6), 1922, in-8 de 160 et 159 p. — *Études de philosophie médiévale*. Strasbourg, Fac. des Lettres, 1921. Grand in-8 de VII, 292 p. — Le premier de ces ouvrages est un manuel sommaire, mais complet, ajoutons : le seul qui existe en France sur le sujet. Le second est un recueil d'études sur différents aspects de la pensée médiévale : fragmentaire, mais libre d'allures, il ne sépare pas l'enquête objective d'un effort personnel pour pénétrer le sens des événements et des doctrines. L'un et l'autre ainsi se complètent, attestant l'entreprise la plus compétente et la plus originale qui ait été tentée chez nous pour faire sortir de l'oubli ou de l'indifférence les études médiévales. Pour relier la pensée moderne à la pensée antique, il fallait, d'une part, saisir la portée des traditions issues de l'antiquité grecque, en particulier dans les écoles juives et musulmanes ; d'autre part, apprendre à considérer la philosophie moderne, par exemple chez Descartes son initiateur, sous le biais de la scolastique. C'est surtout dans la seconde de ces tâches que l'auteur est d'emblée passé maître, mais l'importance de la première ne lui a jamais échappé. Comme anneau intermédiaire, il a reconnu, dominant l'histoire, le thomisme, dont il a fourni une lumineuse analyse, tout récemment rééditée (Paris, Vrin, 1923, *le Thomisme*).

Cette Revue doit reconnaître ici des œuvres de synthèse parmi les plus utiles qui puissent être faites. Les deux petits volumes de la collection Payot mettent comme un ouvrage scolaire — et nous entendons par là, dans le meilleur sens du mot, un ouvrage classique — à la portée de quiconque ce qu'on ne doit plus ignorer de la pensée médiévale. Les *Études* font, en un sens supérieur, de la synthèse en nous apprenant à comprendre chacun par les autres les trois tronçons en lesquels nous avons artificiellement scindé notre passé : antiquité, temps modernes, époque intermédiaire, comme aussi en rattachant à l'histoire religieuse l'histoire des sciences. Sur

ce dernier point il faut signaler une très neuve analyse de l'œuvre de Harvey.

Martin Grabmann, *S. Thomas d'Aquin*, trad. E. Vansteenberghe. Paris, Bloud et Gay, 1920, in-16 de x, 228 p. — Le directeur du grand séminaire de Lille rend un service réel au public philosophique en présentant cette version française d'un ouvrage réputé du maître Viennois.

Émile Bréhier, *Histoire de la Philosophie allemande*. Paris, Payot (coll. Payot, 13), 1921, in-18 de 160 p. — Ouvrage sommaire, mais résumé magistral d'une histoire sur laquelle l'opinion cultivée aurait le plus grand intérêt à posséder des notions justes. Nous disposons certes de travaux estimables sur Leibnitz et Kant, mais nous ne possédions encore aucun ouvrage français équilibrant les unes relativement aux autres, les diverses périodes de la pensée allemande, et seuls les spécialistes acquièrent des idées précises sur les origines comme sur l'état contemporain de cette philosophie. On devra désormais se référer à ce tableau d'ensemble, où est mise en pleine lumière une « étonnante unité d'inspiration » qui se manifeste d'Eckart à Eucken.

Max Schinz, *Die Anfänge des französischen Positivismus*, 1er Teil : *Die Erkenntnislehre*. Strasbourg, Trübner, 1914 (*Gesch. der franz. Philos. seit der Revolution*, I). Grand in-8 de xii, 266 p. — Professeur, du moins avant 1914, à l'Université de Zurich, collaborateur à la *Revue Philosophique* et, plus récemment, chargé d'un enseignement aux États-Unis, M. Schinz s'est appliqué à faire connaître l'Allemagne à la France et la France à l'Allemagne. Le présent ouvrage, auquel il faut souhaiter que l'auteur donne suite, se destine au public allemand, mais mérite une diffusion chez nous-mêmes. Il témoigne d'une connaissance attentive de Turgot et de Condorcet, mais se consacre surtout à la théorie de la connaissance chez d'Alembert. La classification des sciences élaborée par ce dernier est devenue classique ; mais elle n'est pour lui qu'un résumé de sa philosophie, en fonction de laquelle il la faut interpréter. On saura gré à M. Schinz d'avoir accompli sur ce précurseur du positivisme une enquête analytique de ses doctrines comparable à celle que fit naguère M. Lévy-Bruhl sur Comte lui-même ; et dans la mesure où l'auteur décèle chez l'Encyclopédiste une curiosité, même un dogmatisme épistémologique, on comprend mieux la profondeur de l'influence exercée par notre xviiie siècle sur la pensée allemande ultérieure.

René Berthelot, *Un romantisme utilitaire, étude sur le mouvement pragmatiste*, t. III : *le pragmatisme religieux chez W. James et chez les catholiques modernistes*. Paris, Alcan, 1922, in-8 de 428 p. — Suite de la pénétrante analyse par laquelle M. René Berthelot a entrepris de scruter le pragmatisme. L'auteur excelle à discerner les facteurs constitutifs d'une doctrine, c'est-à-dire ses sources historiques, puis à en doser l'importance relative. Ici c'est d'une part James, de l'autre Newman et Tyrrel qui

fournissent le principal objet d'étude. Maniée avec cette objectivité et cette richesse, cette précision dans la connaissance des courants de pensées, la critique est tout près de coïncider avec la science positive ; on prouve par le fait qu'elle peut être aussi sûre pour des périodes toutes proches du moment présent, que pour un passé permettant tout le recul désirable.

Firmin Nicolardot, *A propos de Bergson. Remarques et esquisses.* Paris, Vrin, 1921, in-8 de 174 p. — Ce livre est un recueil de notes, observations suggérées à l'auteur par la lecture des principales œuvres de Bergson. Nous ne saurions examiner ici la conception que l'auteur s'est faite de l'illustre philosophe, ni sa doctrine propre. C'est l'effort, très personnel, d'une pensée qui se cherche, à propos de celle d'un maître. Mais par contraste avec l'allure pénible de cette méditation, de ces phrases chargées d'incidentes, de parenthèses, de réticences, combien apparaissent lumineuses la classique perfection du style et l'adéquate rigueur de la spéculation dans les citations bergsoniennes !

P. Masson-Oursel.

*
* *

Jean Becquerel, *Le principe de relativité et la théorie de la gravitation*, Paris, Gauthier-Villars, 1922 ; 1 vol. in-8, 340 p. — *Exposé élémentaire de la théorie d'Einstein*, Paris, Payot, 1922 ; 1 vol. in-16, 200 p. — Un excellent ouvrage sur l'ensemble des théories Einsteiniennes et sur les théories qui se sont greffées sur elles (Eddington, Weyl, etc.). C'est assurément ce que nous possédons de mieux dans notre langue. M. Becquerel a réussi, dans un espace relativement réduit, à être très complet, tout en étant exact. Le livre est de lecture difficile et s'adresse aux initiés. Mais il est très clair, et, grâce à cette clarté, les non-initiés pourront peut-être s'y reporter, pour des renseignements de détail. Ils seront sûrs de leur guide.

Du même auteur, un petit ouvrage résumé, pour ceux dont les connaissances mathématiques sont insuffisantes, les théories relativistes. C'est une des moins mauvaises vulgarisations de ces théories, mais justement — et c'est ce que beaucoup peut-être trouveront — parce qu'elles ne sont pas en somme très vulgarisées.

Paul Kirchberger, *La théorie de la relativité exposée sans mathématiques*, Paris, Payot, 1922 ; 1 vol. in-12, 220 p. — Cet exposé, traduit en français par M. Thiers, se heurte aux mêmes inconvénients que tout essai de vulgarisation mathématique, d'une théorie qui, jusqu'ici, reste exclusivement mathématique dans sa forme (car elle s'applique à la réalité physique, dans son fond, et sort d'elle). Elle nous paraît cependant moins mauvaise que la plupart des essais tentés dans la même direction.

La vulgarisation y est plus méthodique. Mais tant que la représentation du monde (et par représentation nous entendons quelque chose qui est plus un agencement de concepts qu'un agencement d'images, au sens vulgaire

du mot », tant que la représentation à laquelle doit nécessairement conduire la spéculation relativiste ne sera pas plus précisée et concrétisée par les techniciens, qu'elle ne l'est actuellement, il sera bien difficile de la vulgariser.

BERTHOUD, *La constitution des atomes*, Paris, Payot, 1922 ; 1 vol. in-16, 150 p. — Excellent petit résumé technique (mais par suite peu accessible à ceux qui n'ont pas une instruction scientifique et mathématique suffisante) d'un ouvrage de vulgarisation beaucoup plus étendu et plus complet, que l'auteur a publié sous le titre : *Nouvelles conceptions de la matière et de l'atome* (Paris, Doin, 1922).

A. R.

QUELQUES LIVRES D'HISTOIRE MILITAIRE

Mémoires et souvenirs. — Le général von Hausen [1] fut la seule victime expiatoire de marque de la défaite allemande à la Marne en 1914. Ses souvenirs sont un plaidoyer pour la marche de la IIIe armée, armée saxonne, qui marchait au centre du dispositif destiné au mouvement débordant. Il montre son armée tiraillée entre les IIe et IVe armées qui réclament tour à tour des secours, arrivant pourtant sur la Marne à marquer un succès entre les troupes de Foch et celles de Langle de Cary. Il cherche à excuser les meurtres commis par ses hommes en signalant les excès des civils belges ou les francs-tireurs français dans l'Aube, mais il ne donne aucune précision. La traduction est précédée d'une étude de M. Kircheisen, très intéressante et reflétant des idées personnelles sur les opérations jusqu'à la Marne.

L'État-Major jouit dans certains milieux d'une réputation fâcheuse : ceux qui y sont ne travaillent guère et sont plutôt à l'abri. Le commandant Laure [2], nous fait connaître le service des officiers du 3e bureau du G. Q. G., il montre l'effrayant labeur, les écrasantes responsabilités qui étaient la tâche quotidienne des officiers de cet État-Major, spirituellement décriés de parti pris par Pierrefeu. Cet ouvrage est un témoignage sincère et vécu sur l'état d'esprit des sphères dirigeantes de l'armée au cours de cette année 1918, remplie d'échecs et de succès.

Le général Tanant [3] nous montre le même travail dans un état-major d'armée. Il étudie le rôle de la IIIe armée en 1914 et en 1915 sur les Hauts de Meuse, autour de Verdun, en Argonne. On voit dans cet ouvrage comment le commandement local réagit en présence des nouvelles qu'il reçoit de la

1. Colonel général baron VON HAUSEN, *Souvenirs de la campagne de la Marne en 1914*, traduits par le commandant Mabille. Paris, Payot, 285 p., in-8.

2. Commandant LAURE, *Au 3e bureau du 3e G. Q. G.*, 1917-1919. Paris, Plon 1921, 275 p., in-16.

3. Général TANANT, *La 3e armée dans la bataille* (Souvenirs d'un chef d'État-Major. Paris, Renaissance du livre, 1923, 255 p., in-18).

ligne de bataille. Il y a là pour un historien un tableau très intéressant qui fait comprendre combien les ordres sont des fois difficiles à exécuter, et combien les renseignements des témoins sont sujets à caution.

Le *Journal de Lee Meriwether*[1] nous fait parcourir toute la France, nous visitons les camps de prisonniers avec cet attaché de l'ambassade américaine. Il y a dans ce livre une description de notre pays pendant la guerre, le sang-froid et la tranquillité du peuple forment un joli tableau. Les camps de prisonniers ne semblent pas justifier les camps de représailles inventés par les Allemands. Au point de vue national, ce livre serait à répandre, ce serait une bonne propagande pour montrer l'inanité des griefs teutoniques.

Un reporter hollandais[2], ayant suivi les armées russes pendant la guerre, puis les troupes anti-bolchevistes au Caucase et en Sibérie, nous expose ce qu'il a vu. Il n'y a rien de plus poignant que le contraste entre le courage fataliste des soldats impériaux quand ils sont bien commandés et leur manque d'allant quand ils sont livrés à eux-mêmes, sans appui auprès de la population civile, sans ressources. Il aurait fallu une administration toute différente, une autorité plus réelle pour combattre Lenine et ses partisans et c'est ce qui a manqué, semble-t-il, tant à Denikine qu'à Koltchak.

Bien que l'ouvrage sur les chemins de fer du colonel Le Hénaff ne soit pas un livre de mémoires, il peut être classé sous cette rubrique. Ses auteurs[3] ont été employés à la direction des chemins de fer et leur travail est le fruit de leurs réflexions appuyées sur des souvenirs. Aucun document, ou presque, n'est cité, mais il y a un historique très clair de tous les mouvements de troupes exécutés : mobilisation, concentration, en cours d'opération, vers l'Italie, travaux britanniques et américains. C'est un hommage à l'organisation des réseaux et au dévouement du personnel.

*
* *

Études. — L'ouvrage du major Lefébure[4] nous ramène à un des modes de guerre rénovés par l'Allemagne malgré les conventions de la Haye. L'énigme du Rhin, c'est l'industrie chimique allemande dont les principales usines sont sur les bords du fleuve. Dans une première partie de son livre, il étudie les différentes phases de la guerre chimique, dans l'autre il pose une question redoutable : que nous réserve l'avenir pour cette industrie.

Dans un court volume le colonel Révol[5] nous indique la part prise

1. *Le Journal de Lee Meriwether*, attaché spécial à l'ambassade américaine à Paris, 1916, 1917, 1918. Paris, Payot, 1922, 339 p., in-8.
2. L.-H. Grondijs, *La guerre en Russie et en Sibérie*. Paris, Bossard, 1922, xi-574 p., in-8.
3. Colonel Le Hénaff et capitaine Bornecque, *Les chemins de fer français pendant la guerre*. Paris, Chapelot, 1921, xiv-276 p., in-8.
4. Major V. Lefébure, *L'énigme du Rhin*. Paris, Payot, 1922, 246 p., in-8.
5. Lieutenant-colonel J. Revol, *L'effort militaire des alliés sur le front de France*. Paris, Payot, 1922, 93 p., in-8.

par chacun des alliés sur le front français. C'est une esquisse plutôt qu'une étude complète de la question, mais telle que, elle est très utile pour fixer les idées et apprécier la valeur respective des efforts alliés.

M. Gaston Raphaël a étudié les mémoires de l'amiral von Tirpitz, il en présente une critique assez vive, déniant à l'amiral allemand les qualités d'organisateur et de chef que l'on se plaisait à lui reconnaître avant guerre. En tête de son livre il y a une préface du vice-amiral Ronarc'h, beaucoup plus indulgente, plus vraie peut-être au point de vue maritime, moins poussée au point de vue de l'action personnelle du créateur de la flotte moderne allemande [1].

Une étude de M. G. Gérard, archiviste, docteur ès lettres, nous amène à l'ancien régime [2]. L'auteur présente le fonctionnement du recrutement à la fin du règne de Louis XIV : service volontaire dans les régiments de ligne, activité des recruteurs, enrôlement forcé, recrutement dans les prisons, service obligatoire dans les milices, tirage au sort, répartition du contingent d'après la richesse des paroisses, tout est examiné à l'aide des documents d'archives, tant ceux consultés aux Archives Nationales, que ceux étudiés au Dépôt de la Guerre. Ce travail très complet sera très utile pour apprendre à connaître l'organisation des armées des temps modernes.

Le commandant Weill publie la correspondance inédite du chevalier de Gentz avec le ministre de Grande-Bretagne à Berlin, de 1804 à 1806 [3]. Il nous promène à la suite de ce diplomate manqué ou de cet espion qu'est Gentz à travers les cours de Vienne, Dresde et de Berlin. Ces lettres sont intéressantes pour nous montrer les coulisses des ministères autrichiens et allemands dans cette période de l'épopée Napoléonienne qui se termine à Iéna. La correspondance est inédite, le commandant Weill l'a découverte au « Record Office » à Londres.

R. V.

NOTES DIVERSES

Jean Régné, *Histoire du Vivarais*, tome II : *Le développement politique et administratif du pays de* 1039 *à* 1500. Largentière, impr. E. Mazel, 1921 ; in-8° xvi-519 pages. — M. Régné, qui s'était d'abord modestement effacé pour faire place à un de ses devanciers lorsqu'il se bornait en 1914 à réimprimer presque tel quel un vieux — un très vieux — travail du chanoine Rouchier comme tome Ier de sa nouvelle *Histoire du Vivarais*, nous donne

1. G. Raphael, *Tirpitz*. Paris, Payot, 1922, 198 p., in-16.
2. G. Gérard, docteur ès lettres, *Racolage et milice*, 1701-1715. Paris, Plon, 1922, xv, 336 p., in-8.
3. Commandant M.-H. Weill, *D'Ulm à Iéna*. Correspondance inédite du chevalier de Gentz avec F.-I. Jackson, ministre de la Grande-Bretagne à Berlin, 1804-1806. Paris, Payot, 1922, 336 p., in-8.

enfin, avec le tome II, auquel il s'était attelé incontinent, la preuve que sa discrétion de naguère était excessive et qu'il est assez maître de son sujet pour se faire personnellement l'historien du département dont il est l'archiviste.

Ce tome II embrasse à lui seul cinq siècles, — cinq siècles particulièrement chargés d'événements graves pour l'avenir du Vivarais. De 1039 à 1305, le Vivarais est encore terre d'Empire ; mais déjà se prépare la main-mise de la royauté capétienne sur les pays où l'autorité impériale a toujours été plus nominale que réelle. L'évêque de Viviers, dont le rôle va sans cesse grandissant, a besoin d'aide pour tenir tête au comte de Toulouse ; il fait appel au roi de France dont bientôt le pouvoir s'insinue dans la place. En 1305, par un traité en règle, l'évêque de Viviers finit par se reconnaître le vassal de Philippe le Bel, et l'administration capétienne s'implante très vite dans la région, tout en s'adaptant aux cadres et aux usages locaux.

Les liens ainsi noués se serrent plus étroitement quand surviennent les épreuves de la guerre de Cent Ans. Comme le dit fort bien M. Régné, cette guerre « fait éclater aux yeux de tous l'impuissance de la féodalité à se sauver elle-même et à sauver le pays ». L'évêque, tout le premier, accepte alors « le rôle de conseiller de la couronne », tandis que les barons laïques se muent en véritables fonctionnaires royaux.

Telle est, en raccourci, l'histoire du Vivarais du XIe au XVe siècle.

Pour donner une idée du contenu de cet intéressant volume, il nous suffira d'ajouter que H. Régné n'a rien épargné pour nous permettre de suivre de près les répercussions de chacun des grands événements qui, durant cette période, bouleversèrent la France à plusieurs reprises : guerre des Albigeois, brigandages des Grandes Compagnies, révolte des Tuchins, etc. Il a également analysé avec soin l'histoire de la formation administrative de la province et complété son exposé par un choix de pièces justificatives qui viennent utilement éclairer son récit. — LOUIS HALPHEN.

DÉSIRÉ JOUANY, *La formation du département du Morbihan* (thèse de doctorat en droit, Paris), Vannes, imprimerie ouvrière vannetaise, 1920 ; in-8°, 79 p. — L'auteur a donné dans ce travail un peu plus que ne promettait son titre, puisqu'il a étudié dans les deux derniers chapitres l'œuvre des commissaires royaux, les élections et la nouvelle vie administrative pendant le second semestre de 1790. Ce travail est intéressant et fondé sur un dépouillement d'archives indiqué p. 9. On regrette seulement que les références ne soient pas toujours données de manière assez précise. Ainsi, p. 33, « au milieu du mois de décembre, Gabriel (recteur et député de Questembert) annonçait à ses bons paroissiens » que leur ville allait être chef-lieu de district. « Ceux-ci dans une lettre du 22 décembre lui témoignaient leur reconnaissance ». Quelle est la date de la lettre de Gabriel et à qui était-elle adressée? Qui a répondu le 22 au nom des « bons paroissiens »? Un mot de plus dans les notes de cette page aurait suffi à résoudre ces questions, dont la dernière est particulièrement importante ; car à quoi bon citer un texte sans en faire connaître l'auteur? Nous nous en voudrions d'insister sur des observations

de cet ordre, mais nous avons été déterminé à les indiquer parce que M. J. annonce l'intention de continuer son travail par une histoire du Morbihan sous la Révolution : on doit souhaiter que l'élimination de quelques défauts de méthode confère à cet ouvrage une valeur aussi indiscutable que l'intérêt du sujet. — JEAN BOURDON.

Une nouvelle histoire de Dupleix. — M. A. Martineau, qui fut gouverneur des établissements français dans l'Inde, a entrepris, après les travaux de MM. Cultru, Guénin et Weber, de nous donner une étude complète sur Dupleix et son œuvre. Le premier volume, *Dupleix et l'Inde française*, 1722-1741 (Paris, Champion, 1920, in-8°, XI-534 p., 5 cartes et plans, 2 gravures) retrace les débuts de Dupleix dans l'Inde, au moment où il n'était que conseiller au Conseil supérieur de Pondichéry ou directeur du Bengale, résidant à Chandernagor (1731-1741). Ce livre n'est donc que l'introduction à l'étude de la période de la vie de Dupleix qui intéresse l'histoire générale ; mais construite à l'aide de tous les documents d'archives utilisables en France et aux Indes, cette introduction mérite une lecture attentive. Ce n'est point seulement le caractère de Dupleix, avec tout ce qu'il comportait d'orgueil, d'ambition, de susceptibilité, d'habileté et de sécheresse, que M. A. Martineau a mis en relief. Ce qui est tout à fait intéressant dans ce livre, c'est d'y retrouver l'atmosphère de l'Inde française au début du XVIIIe siècle. Comptoirs et *loges* du Bengale et de Coromandel, opérations commerciales à long terme réalisées par la Compagnie des Indes en Europe ou dans l'Inde, spéculations heureuses ou malheureuses des employés, de tous grades, de la Compagnie, démêlés constants de ces *coloniaux* de l'ancien régime, soit avec leurs chefs locaux, soit avec leurs directeurs de Paris, avec lesquels on ne pouvait correspondre en moins de dix-huit mois, ambitions pécuniaires effrénées de tous les hauts fonctionnaires de la Compagnie, constitution dans d'Inde au XVIIIe siècle de quelques foyers de civilisation française où, malgré l'éloignement et le climat, nos compatriotes formaient des petits cercles curieux de musique, de littérature et de sciences, tels sont les éléments essentiels de la grande fresque que M. A. Martineau a largement brossée. On pourra y relever, çà et là, de menues répétitions, des lenteurs de composition, mais ce livre n'en répond pas moins à son titre. Nul ne pourra plus parler ni de Dupleix ni de l'Inde française sans recourir à cet ouvrage si complet. — GEORGES HUISMAN.

PAUL OURSEL, *La diplomatie de la France sous Louis XVI* (succession de Bavière et paix de Teschen). Paris, Plon, in-16, 397 p. — Comme la succession d'Autriche en 1740, celle de Bavière en 1778 ouvrit une grande crise européenne et entraîna une guerre entre les deux cours de Berlin et de Vienne. Peu s'en fallut que la France et la Russie n'y intervinssent. L'Autriche obtint, à la mort de l'électeur Maximilien-Joseph, du Palatin, son successeur, la signature d'une convention (3-15 janvier 1778) qui attribuait aux Habsbourgs la basse Bavière. Cet accord lésait les sentiments de la population bavaroise, les intérêts du duc des Deux Ponts, héritier présomptif du Palatin,

de l'électeur de Saxe, et du roi de Prusse tout ensemble. L'empereur Joseph II n'ayant pas voulu se rendre aux représentations diplomatiques, la Bohême redevint un champ de bataille entre les forces impériales d'une part, et celles de Frédéric II auxquelles se joignirent les Saxons.

Les circonstances étaient graves pour la France, alliée de l'Autriche, et engagée à ce moment contre l'Angleterre. A Vienne, on ne doutait pas que Versailles ne se montrât, une fois de plus, fidèle jusqu'à l'aveuglement, et Mercy Argenteau, avec l'aide de Marie-Antoinette, devait s'y employer. Heureusement, il y eut, près de Louis XVI, un ministre sagace et prudent, Vergennes, dont M. Oursel fait le panégyrique en un livre, clairement écrit et composé, documenté avec une très grande richesse, à l'aide des papiers extraits des archives de Paris et de Vienne, et de tous les ouvrages publiés sur la question. Vergennes sort en effet grandi de ces patientes recherches. Si M. O. ne change rien aux grands faits qui étaient déjà exactement connus, il projette une lumière éclatante sur le détail des événements, et surtout sur l'attitude, les sentiments, le caractère des hommes qui ont joué un rôle dans cette histoire. Le récit des différends qui mettent aux prises Marie-Thérèse et son fils, et vont jusqu'au désaveu de l'un par l'autre est d'un vif intérêt. Plus encore, le rôle de Vergennes. Entre l'agent autrichien et le prussien qui sollicitent ses confidences et son intervention, il oppose, dès le premier instant, la réserve la plus discrète. Déterminé à ne point laisser entraîner la France dans le conflit, il veut laisser planer le doute sur ses intentions ; quand la guerre éclate, il affirme sa neutralité, alléguant que l'alliance avec Vienne est purement défensive ; mais il cherche à rétablir la paix, et, dès qu'il le peut, offre sa médiation, dont le congrès de Teschen enregistre le succès. Lorsque Vergennes meurt, en 1787, la France, amie de la Russie et des États-Unis, pacificatrice de l'Allemagne et de l'Orient, victorieuse de l'Angleterre, fait assurément plus grande figure qu'en 1774.

LÉON CAHEN.

AUGUSTE GAUVAIN, *L'Europe au jour le jour*, tome XI : *La guerre européenne* (*avril-décembre* 1917) ; Paris, Bossard, 1921 ; in-8° IX-541 p. — On connaît déjà le recueil des remarquables articles dans lesquels M.G. a exposé et expose encore, avec les questions extérieures qu'il possède admirablement, un programme de politique internationale démocratique, aussi conforme aux intérêts supérieurs de notre pays qu'au plus généreux idéalisme Le présent volume concerne les deux révolutions russes, l'intervention américaine, l'expulsion de Constantin, les offensives de paix austro-allemandes de l'été 1917, le projet de conférence de Stockholm et les crises politiques qui en résultèrent dans les divers pays belligérants. La préface en dégage l'idée générale. Le champ a été laissé libre aux pacifistes en Russie, tandis qu'ils étaient mis hors d'état d'agir chez les Alliés d'Occident, notamment en France ; et le résultat a été pour la Russie la décomposition, pour l'Occident la victoire. — JEAN BOURDON.

MAURICE DELAFOSSE, *Les Noirs de l'Afrique*, Paris, Payot, 1922, petit

in-16 de 160 p. — Ce petit ouvrage, très substantiel sous son format exigu, mériterait d'être largement répandu parmi le public de la plus grande nation colonisatrice de l'Afrique. Son auteur n'est pas seulement un colonial, mais un ethnographe doublé d'un linguiste. Dans l'épaisse ignorance où nous nous trouvons en abordant l'étude d'un continent massif dont la population la plus nombreuse sort à peine de l'âge préhistorique, les compétences variées de l'explorateur et du savant sont également les bienvenues. L'étude des mœurs et des croyances, qui ne deviendra satisfaisante que lorsque sera possible un emploi systématique de la critique comparative, demeure, sans que l'auteur en soit responsable, très rudimentaire. Au surplus, il est dès à présent difficile de concilier une connaissance quelque peu approfondie des peuples de l'Afrique méridionale avec la connaissance, moins insuffisante chez les africanistes français, des sociétés soudanaises et des races de l'Afrique occidentale. Malgré les incertitudes qu'impose l'obscurité du sujet, le présent ouvrage se recommande par une sagace appréciation des facteurs qui ont agi sur l'âme noire : influence probable, mais indéterminée, de l'Égypte antique et de la civilisation abyssine ; influence plus décisive, pense l'auteur, de la colonisation phénicienne en Méditerranée, thèse à l'appui de laquelle sont alléguées d'impressionnantes inductions philologiques ; influence très restreinte, semble-t-il, des Libyens ou Berbères. Enfin quelques points de repère chronologiques et quelques lueurs d'histoire commencent à donner certaines clartés sur le chaos d'empires qui s'agita durant le moyen âge entre le Tchad et le Congo, entre le Nil et le Sénégal.

Henri Cordier, *La Chine*, Paris, Payot, 1921, petit in-16 de 138 p. — L'historien des rapports entre Européens et Extrême-Orientaux, l'érudit compilateur de la *Bibliotheca Sinica*, de la *B.Indo-Sinica* et de la *B.Japonica* vient de faire paraître, en 1920 et 1921, une *Histoire de la Chine* en quatre volumes (Paris, Geuthner). Personne n'était donc mieux préparé que M. Cordier pour résumer dans la Collection Payot les traits essentiels de la géographie et de l'histoire chinoises. Cet opuscule laisse délibérément à d'autres volumes de cette série la tâche de présenter un examen sommaire de la littérature et des beaux-arts de la Chine tant ancienne que moderne. — P. Masson-Oursel.

LA VIE SCIENTIFIQUE

Nous avons annoncé dans le tome XXXIV qu'un Congrès international d'Histoire des Religions se tiendrait à Paris du 8 au 13 octobre 1923. Nous reproduisons ici les termes d'une seconde circulaire que vient de rédiger la Commission d'organisation.

« La Commission d'Organisation du Congrès a recueilli dès à présent des adhésions nombreuses de la part de savants français et étrangers et de différentes Universités ou sociétés scientifiques. Les communications promises permettent d'établir un ordre de travail conforme à la liste des sections indiquées dans la première circulaire :

I. **Méthodes, Anthropologie, Ethnographie, Démographie religieuses. Psychologie religieuse.**
Président : M. H. Delacroix, Professeur à la Faculté des Lettres de Paris.

II. **Religions préhistoriques. Religions des non-civilisés ou demi-civilisés : Africains, Océaniens, Américains, Amérique précolombienne.**
Président : X.

III. **Religions des peuples de l'Orient antique : Égyptiens, Assyro-Babyloniens, Phéniciens, etc.**
Président : M. A. Moret, Professeur au Collège de France.

IV. **Religion des Hébreux, Israélites et Juifs. Exégèse de l'Ancien Testament. Littérature talmudique et rabbinique. Judaïsme contemporain.**
Président : M. Israel Lévi, grand Rabbin de France, directeur d'études à l'École des Hautes Études.

V. **Religions de l'Inde et de la Perse. Manichéisme. Philosophies religieuses de l'Inde contemporaine.**
Président : M. Antoine Meillet, Professeur au Collège de France.

VI. **Religions des Chinois, Japonais, Finnois. Religions de l'Asie centrale.**
Président : M. H. Cordier, Membre de l'Institut, professeur à l'École des Langues Orientales.

VII. **Religions préhelléniques du bassin de la mer Égée. Religions du monde grec et hellénique.**
Président : M. Salomon Reinach, Membre de l'Institut, Conservateur du Musée de Saint-Germain.

VIII. Christianisme antique. Exégèse néotestamentaire. Christianisme médiéval (Occident et Orient). Scolastique. Droit Canon. Iconographie et musique sacrées.

Président : M. Eug. de Faye, Professeur à la Faculté de Théologie protestante, Directeur d'Études à l'École des Hautes-Études.

IX. Religions des Celtes des Germains, des Letto-Slaves et des Slaves.

Président : X...

X. Islam. Islam primitif, moderne et contemporain. Sectes de l'Islam.

Président : M. Gabriel Ferrand, Ministre plénipotentiaire, Rédacteur gérant du *Journal Asiatique*.

XI. Christianisme moderne et contemporain : 1° Catholicisme ; 2° Églises issues de la Réforme ; 3° Églises d'Orient ; 4° Église russe.

Président : M. Parodi, Inspecteur général de l'Instruction publique.

XII. Enseignement de l'histoire des religions.

Président : M. Henri Berr, Directeur de la *Revue de Synthèse historique*.

« S'il y a lieu, des sous-sections pourront être organisées, soit au début, soit au cours des travaux de chaque section.

« Le Comité provisoire indiquera, aussitôt qu'il sera en mesure de le faire et en tout cas avant l'ouverture du Congrès, l'ordre du jour des séances plénières et des séances de sections.

« Ainsi qu'il est d'usage dans la plupart des congrès scientifiques, la durée de chaque communication sera limitée en principe à une demi-heure, non compris l'échange de vues qui pourra suivre.

« Il sera loisible à chaque congressiste de présenter plusieurs communications, sous la réserve toutefois qu'elles seront faites dans des sections différentes.

« Les congressistes qui voudront bien se faire inscrire pour une ou plusieurs communications sont instamment priés d'en faire parvenir le titre et un court résumé au secrétaire général, trois semaines au moins avant l'ouverture du Congrès.

« Les communications pourront être faites en français, anglais, allemand, italien, espagnol ou latin. Ces langues seront également admises dans les débats qui suivront les communications.

« Selon toute probabilité, les travaux du Congrès commenceront dans la matinée du 9 octobre.

« En dehors des séances consacrées au travail en sections isolées ou réunies, la Commission d'organisation a prévu dès à présent un certain nombre de visites et de promenades accompagnées de conférences, au Louvre, à la Bibliothèque Nationale, au Musée Guimet, au Musée de Saint-Germain, à Port-Royal-des-Champs, ainsi qu'à des collections ou expositions d'art religieux.

« La Commission d'organisation serait reconnaissante aux Universités

et Sociétés savantes qui adhèreront au Congrès, de bien vouloir s'y faire représenter officiellement par un ou plusieurs délégués.

« La Commission se met à la disposition des adhérents pour leur donner, sur les conditions de logement et de séjour, tous renseignements qu'il lui sera possible de recueillir.

« Nous souhaitons vivement que ce Congrès, qui renoue une précieuse tradition scientifique interrompue pendant plusieurs années, fournisse aux savants qui y prendront part l'occasion de reprendre une collaboration fructueuse et cordiale.

Il est rappelé que la cotisation est fixée à un minimum de 30 francs (ce prix est réduit à 20 francs pour les femmes des congressistes).

Les adhérents recevront gratuitement les comptes rendus des séances et toutes publications qui pourront être faites par le Congrès.

Les adhésions collectives sont admises et donnent droit aux publications du Congrès.

On est prié d'adresser les adhésions et toute correspondance relative au Congrès à M. Alphandéry, Secrétaire-Général, 104, rue de la Faisanderie, à Paris (Ve Arr.).

Les cotisations devront être adressées (autant que possible par mandat-carte), à Mlle Marguerite Brunot, secrétaire-trésorière, 41, rue Gay-Lussac, Paris (Ve Arr.) — Compte chèques postaux Paris 522-74.

***

En juin a lieu à Salamanque le Congrès biennal de l'Association española para el progresso de las Ciencias.

L'American historical Association tiendra son meeting de 1923 à Colombus (Ohio).

Le 21e Congrès international des Américanistes sera tenu en 1924 à La Haye.

***

Un Institut français d'archéologie et d'art musulmans a été créé à Damas.

L'Université de Groningue a fondé récemment un Institut de bio-archéologie qui est destiné à faire coopérer les sciences naturelles et l'archéologie pure dans le domaine où ces sciences se rencontrent (préhistoire, protohistoire).

***

La maison d'études de Vals entreprend, sous le nom d'*Archives de Philosophie*, la publication d'essais critiques et historiques de philosophie, de textes inédits, de traductions et de commentaires de philosophes étrangers.

La *Library Association* (33, Bloomsbury Square, Londres W. C. 1), qui dépouille 600 périodiques de langues anglaises et étrangères, publie un *Subject index to periodicals*. La partie B-E est consacrée aux sciences historiques, politiques et économiques.

La Société d'archéologie de Bruxelles a une section médicale, qui publie, depuis le mois de janvier 1923, des *Annales d'archéologie médicale* (Th. Lombaert, éd.).

***

Un groupe d'historiens catholiques a entrepris, sous la direction de E. Ibarra y Rodriguez, la publication d'une *Historia Universal*. Le premier volume est la réédition (augmentée) de la *Metodologia y Critica históricas* du P. G. Villada (Barcelone, Gili, 1921 ; 1e éd., 1912).

Nous avons annoncé mais nous avons dû remettre au prochain fascicule de la *Revue* la publication d'une Xe *Région de la France*. l'*Aunis*, par J. Tourneur-Aumont, professeur à l'Université de Poitiers.

TABLES DU TOME TRENTE-CINQUIÈME

TABLE DES AUTEURS

(ARTICLES ET REVUES)

BERR (Henri). — Le Ve Congrès international des Sciences historiques (Bruxelles, 8-15 avril) et la Synthèse en Histoire 5

FEBVRE (Lucien). — Le problème de la Géographie humaine, à propos d'ouvrages récents 97

HERTZ (Amelja). — L'Égypte sous les quatre premières dynasties et l'Amérique centrale. — Une contribution à la méthode de l'Histoire de la civilisation. 37

JARDÉ (Auguste). — L'Histoire de l'Antiquité : méthodes et résultats, à propos d'un livre récent 117

LACOMBE (Paul). — A travers les papiers de Paul Lacombe. — Notes pour une préface à « l'Histoire considérée comme science » 55

LENOIR (Raymond). — Le développement historique de la Conscience intellectuelle, d'après Léon Brunschvicg 145

MORGAN (J. de). — La notion innée du Progrès dans l'esprit humain 15

SÉE (Henri). — L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'Ancien Régime (État des travaux et questions à traiter) 83

VILLATE (Capit. R.). — L'Histoire militaire : sa nature ; son rôle ; la place qu'elle a occupée ; celle qu'elle devrait occuper, à propos d'un ouvrage récent 133

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

Amérique centrale (Voir Égypte).
Congrès international des Sciences historiques (le Ve) et la Synthèse en Histoire par Henri Berr 5
Égypte (L') sous les quatre premières dynasties et l'Amérique centrale. — Une contribution à la méthode de l'Histoire de la civilisation, par Amelja Hertz 37
Histoire considérée comme science (Voir Lacombe).
Lacombe (A travers les papiers de Paul). — Notes pour une préface à «l'Histoire considérée comme science » 55
Histoire de la civilisation (Voir Égypte).
Méthode (Voir Égypte).
Progrès (La notion innée du) dans l'esprit humain, par J. de Morgan 15
Synthèse en Histoire (Voir Congrès).

REVUES GÉNÉRALES

Évolution (L') commerciale et industrielle de la France sous l'Ancien Régime (État des travaux et questions à traiter), par Henri Sée 83

REVUES CRITIQUES

Antiquité (Voir Histoire).
Conscience intellectuelle (Le développement historique de la), par Raymond Lenoir 145
Géographie humaine (Le problème de la), à propos d'ouvrages récents, par Lucien Febvre 97
Histoire de l'Antiquité (L') : méthodes et résultats, à propos d'un livre récent, par Auguste Jardé 117
Histoire militaire (L') : sa nature ; son rôle ; la place qu'elle a occupée ; celle qu'elle devrait occuper, à propos d'un ouvrage récent, par le capitaine R. Villate 133

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

Allemagne (Ancienne et nouvelle), à propos d'ouvrages récents (Geneviève Bianquis) 156
Antiquité (Une contribution à la science de l') (Victor Chapot) 153
Notes de lecture :
Notes d'Histoire de la philosophie et des sciences (P. Masson-Oursel, A.-R.). — Quelques livres d'Histoire militaire (R.-V.). — Notes diverses (L. Halphen, J. Bourdon, G. Huisman, L. Cahen, P. M.-O.) 158
Société des Nations (Une origine de la), à propos d'un livre récent (L. Lévy-Schneider) 154
Vie scientifique (La) 169

Le Gérant : A. HOUDIN.

776-23. — CORBEIL. IMPRIMERIE CRÉTÉ

D
1
R4
t.33-35

Revue de synthèse historique

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY